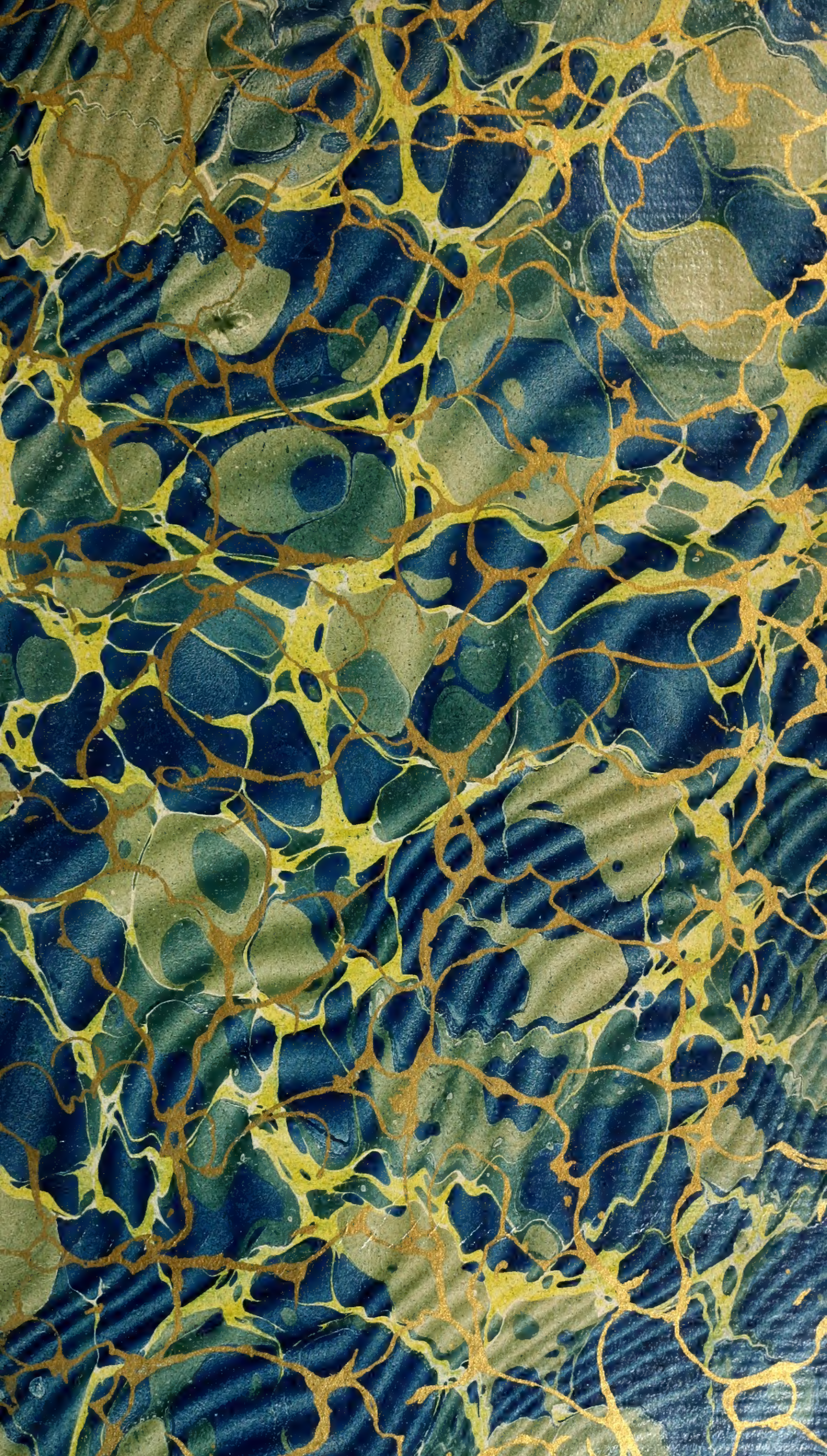

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01308397 7



UNIVERSITY OF
TORONTO.
KING
ALFRED
LIBRARY
OF
HISTORY
FOUNDED BY
GOLDWIN SMITH
AND
HARRIET SMITH
1901













HISTOIRE

DE FRANCE.

TOME VII.

BRUXELLES.

LIBRAIRIE DE LECHARLIER.

PARIS. — IMPRIMERIE DE FAIN,
Rue Racine, n°. 4, place de l'Odéon.

HISTOIRE

DE FRANCE,

DEPUIS

LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XVI

JUSQU'A L'ANNÉE 1825,

PRÉCÉDÉE D'UN DISCOURS PRÉLIMINAIRE ET D'UNE INTRODUCTION HISTORIQUE SUR LA MONARCHIE FRANÇAISE ET LES CAUSES QUI ONT AMENÉ LA RÉVOLUTION;

PAR

L'ABBÉ DE MONTGAILLARD.

OUVRAGE FAISANT SUITE A TOUTES LES HISTOIRES DE FRANCE PUBLIÉES JUSQU'A CE JOUR.

TOME SEPTIÈME.

PARIS.

MOUTARDIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

RUE GÎT-LE-CŒUR, N°. 4.

1827.



HISTOIRE
DE FRANCE,

DEPUIS

LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XVI,

JUSQU'A L'ANNÉE 1825.

SUITE DU LIVRE V.

GOUVERNEMENT IMPÉRIAL.

CHAPITRE VII.

ANNÉE 1810.

6 janv.

Un traité de paix entre la France et la Suède est signé à Paris. La Poméranie suédoise et l'île de Rugen sont rendues à la Suède, qui, adhérant entièrement à la politique de la France, interdit l'entrée de ses ports au commerce anglais.

18 janv. Le maréchal Oudinot, commandant une armée française, déclare, de son quartier-général de Bréda, que l'empereur Napoléon lui ordonne de prendre possession des pays situés entre la Meuse et l'Escaut.

30 janv. Un sénatus-consulte règle la dotation de la couronne, le domaine extraordinaire et le domaine privé de l'empereur. Le domaine extraordinaire se compose de domaines et biens mobiliers et immobiliers que l'empereur, exerçant le droit de paix et de guerre, acquiert par des conquêtes, par des traités patens ou secrets. L'empereur dispose du domaine extraordinaire : toute disposition est irrévocable. L'empereur a un domaine privé, provenant, soit de donations, de successions ou d'acquisitions, le tout conformément aux règles du droit civil. Il en dispose à son gré.

Le domaine extraordinaire doit sa création à une circonstance particulière. Le duc de Bassano (Maret), frappé et scandalisé des excessifs pots-de-vin et des exactions diplomatiques exigés dans le ministère, proposa à Napoléon d'appliquer à un usage général, et digne de la grandeur de l'empire, les sommes considérables qui provenaient des dons et transactions diplomatiques. L'empereur applaudit aux vues de Maret, et, d'après ses conseils, le domaine extraordinaire fut commencé avec les fonds provenant d'une source qui avait coulé et continuait à couler abondamment.

2 février. Séville, siége de la junte suprême des insurgés espagnols, point central de leurs forces, et dépôt général de leurs armées, est occupée par le maréchal Soult; la junte se réfugie à Cadix. A ce jour, Alicante et Carthagène sont, avec Cadix et l'île de Léon, les seuls points où n'ont pas pénétré les armes françaises.

6 février. La Guadeloupe se rend aux Anglais. Le général Ernouf, capitaine-général, accusé d'abus de pouvoir, de concussions et de trahison, sera mis en jugement : diverses circonstances en ayant suspendu les informations et la poursuite, il demandera et obtiendra une ordonnance de Louis XVIII, le 25 juillet 1814, laquelle, exprimant « la volonté d'user d'indulgence » envers un officier-général qui a rendu d'utiles ser- » vices à la patrie, » enjoint « de ne donner aucune » suite à la procédure. » (V. 1816.)

7 février. Une convention de mariage est signée entre l'empereur Napoléon et l'archiduchesse Marie-Louise, fille de François I[er]., empereur d'Autriche.

La nécessité de sauver ce qui survit de la puissance autrichienne, mutilée par des guerres et des traités également funestes, a conduit le chef d'une maison altière à proposer et à conclure un mariage qui n'est pas même *morganatique ;* le faible monarque ne saurait garantir ses frontières, ouvertes de toutes parts, qu'au moyen d'une étroite union avec son formidable voisin : il ne peut rétablir ses forces intérieures ; car, tant que la sécurité de ses états restera menacée de la sorte, il lui sera impossible de relever ses finances abîmées (V. 14 octobre 1809). Il se soumet, et l'orgueil autrichien se résigne à donner à un soldat couronné la fille des Césars ! Il espère, il attend de son abaissement, de son humilité, de sa condescendance envers le grand empereur d'Occident, quelques reflets de gloire et de bonheur, ou du moins la restitution de quelques lambeaux de ses anciennes possessions en Pologne, en Allemagne, en Italie, en Illyrie. Cette monarchie maladive, mais fidèle à ses traditions, espère beaucoup du temps et de cette froide dissimula-

tion, de ces perfidies matrimoniales dont le cabinet de Vienne possède tout le secret : il compte beaucoup sur ces flatteries, sur ces bassesses diplomatiques et royales dont, par exemple, le prince de Kaunitz fit un si profitable usage, en déterminant l'auguste Marie-Thérèse à flatter la courtisane Pompadour. L'intimité des nouvelles relations déguisera les mystères de la politique, jusqu'à ce que la fortune, ayant pitié de l'Autriche, lui jette un dé favorable qu'elle n'ait que la peine de relever (V. 9 septembre, 3 octobre 1813) !

Napoléon est parvenu à ce point de sa carrière, où l'affermissement de ce qu'on possède devient plus à propos qu'une continuité des mêmes efforts pour acquérir encore. Le lien qu'il forme avec la première maison de la chrétienté donne, aux yeux de la nation française et du monde entier, un tel degré de solidité et de perfection à l'édifice de sa grandeur, que de nouveaux projets d'agrandissement ne peuvent que l'affaiblir et l'ébranler. Ce que la France, l'Europe, tant de nations foulées et réduites au désespoir, demandent au ciel, une saine politique le prescrit, comme loi de sa propre conservation, au monarque tant de fois couronné par la victoire ! Mais cette grande alliance ne fera qu'irriter son ambition : il fatiguera son génie en cherchant toujours à dépasser la hauteur de la plus haute destinée depuis Charlemagne ; et cet événement, qui semble consolider son rang, comptera infiniment parmi les causes de sa perte ! Pensant n'avoir désormais rien à redouter du côté de l'Allemagne, persuadé que ses intérêts ne sauraient plus éprouver d'opposition de la maison d'Autriche, Napoléon ne mettra plus de bornes à ses projets d'agrandissement ! ! !

Son divorce et son second mariage peuvent même

être assignés comme la grande époque de sa merveilleuse histoire, la péripétie de sa fortune jusqu'ici toujours ascendante ; car, dès cette heure commence la chaîne des malheurs qui conduisent à la décadence de l'empire. Un écrivain anonyme exprime très-bien que « le scandale du divorce fit perdre à Napoléon » le respect qu'imposaient ses hauts exploits : on lui » avait pardonné comme une erreur de l'esprit sa » faiblesse pour certaines chimères ; alors on accusa » son cœur. L'opinion n'accueillit aucune des raisons » données pour justifier cette union. Les Français » avaient encore trop présens à la pensée les principes proclamés pendant leur révolution, pour se » reposer entièrement de leur avenir dans l'attente » d'un héritier du trône qui le serait aussi du génie » de son père. D'ailleurs, les lois dites constitutionnelles avaient réglé la succession de la couronne, » sans laisser craindre les troubles d'une élection. » D'un autre côté, pouvait-on admettre que cette » alliance fût le garant d'une paix éternelle avec un » gouvernement tel que celui d'Autriche ? Loin de là, » elle ne rappela que de douloureux souvenirs, précurseurs d'une défection qui attristera l'humanité. » Les hommes sages n'ont vu dans le mariage de Napoléon que l'ambition, pour lui si puérile, de posséder une fille des Césars, et ils ont gémi..... Dès » son mariage il cesse d'être le même. Inquiet et » sombre quoique encore prospère, préoccupé de » faibles intérêts, soupçonneux sans objet et accessible à l'astuce, impérieux sans dignité, il n'eut » plus dans son intérieur cette apparente franchise, » cet abandon qui lui avait gagné tant de cœurs[1] ; » ses actes et ses démarches politiques n'eurent plus » ce caractère si fortement imprimé de pénétration,

» de justesse, de grandeur qui avait signalé les pre-
» mières périodes de sa glorieuse vie. Aussi, le peu-
» ple, juge suprême qui semble inspiré d'en haut,
» cessa-t-il de le saluer comme un être surnaturel :
» il pouvait enfin, si l'on peut ainsi s'exprimer,
» mesurer sa stature morale. »

En épousant une archiduchesse d'Autriche, Napoléon fit une faute irréparable : il plaça la robe de Nessus sous son manteau impérial! Par ce mariage d'orgueil, absolument contraire à tous les intérêts politiques, Napoléon se lia les mains : loin d'acquérir un allié, il se donna un ennemi, et un ennemi d'autant plus dangereux qu'il était profondément humilié de l'union domestique à laquelle il se voyait contraint par une suite non interrompue de désastres militaires. Mais, en épousant la fille de François I[er]., Napoléon se croyait le gendre de l'empereur d'Autriche, oubliant que les rois n'ont pas de parens ; maxime proclamée par Frédéric, et dont ce grand roi se servit avec habileté dans ses relations politiques. Plus la cession de l'archiduchesse Marie-Louise paraissait honorer Napoléon aux yeux de l'Europe, plus l'Autriche devait s'en prévaloir pour pratiquer sans danger les intrigues et les perfidies qui devaient abîmer Napoléon dans ses propres grandeurs. Ah ! qu'il eût plus sagement fait pour sa gloire, pour sa sûreté, pour l'honneur du nom français, en plaçant sur son trône la fille de l'un de ces soldats qui avaient illustré leur nom sur tous les champs de bataille, de ces soldats dont le nom brillait de plus de gloire que le nom d'aucun des princes de la maison de Lorraine depuis son apparition dans l'histoire ; la fille de l'un de ces citoyens recommandables par leur probité politique et leurs vertus civiques : et la France n'en était pas

dépourvue ! Un mariage national eût été et plus honorable et plus profitable pour Napoléon ; mais il voulait entrer, avec armes et bagages, dans la famille des rois, et cette ivresse de vanité entraîna sa ruine.

Quels respects, quel amour, quels honneurs ne seront pas prodigués à Marie-Louise, lorsqu'elle entrera dans la capitale de l'empire français ! Et, avant trois années, on pourra faire l'application des vers suivans à cette jeune princesse :

> Au bonheur des mortels esclaves immolées,
> Sur un trône étranger avec pompe exilées,
> De la paix des états si nous sommes les nœuds,
> Souvent nous payons cher cet honneur dangereux ;
> Et, quand sur notre hymen le bien public se fonde,
> Nous perdons le repos que nous donnons au monde.
>
> (LEMIERRE.)

On aurait aussi pu mettre cette maxime dans la bouche de sa tante infortunée, de Marie-Antoinette, accourue des mêmes lieux pour recevoir les adorations des Français ; lorsqu'ayant perdu leur affection, elle descendit si vite du faîte des grandeurs dans les abîmes des révolutions, prête à tomber dans la profondeur des cachots, devenant l'exemple à jamais mémorable de la plus cruelle adversité qui ait frappé une reine !

17 février.

Un sénatus-consulte organique sanctionne le décret du 17 mai 1809, ordonnant la réunion à l'empire français de Rome et des états du pape, lesquels formeront deux départemens. Il est déclaré, que toute souveraineté étrangère est incompatible avec l'exercice de toute autorité spirituelle dans l'intérieur de l'empire : lors de leur exaltation, les papes prêteront serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de

l'église gallicane, arrêtées dans l'assemblée du clergé, en 1682 : le pape a le choix du lieu de sa résidence; il conservera deux palais, à Paris et à Rome; sa dotation sera de deux millions en biens ruraux, francs d'impositions.

2 mars. Les dernières dispositions du Code pénal sont promulguées. Les premières l'ont été le 1er. février précédent.

Sur quatre cent quatre-vingt-quatre articles de ce Code, deux cent vingt ont pour objet spécial les délits contre la chose publique, sous les titres suivans : Crimes et délits contre la sûreté de l'état (de l'article 75 à l'article 131); crimes et délits contre l'autorité publique (de l'art. 132 à l'article 294). On comprend, dans leur longue énumération, la non-révélation des crimes qui compromettent la sûreté de l'état, les associations et réunions illicites, les délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures. La majeure partie des dispositions se rapporte à l'intérêt particulier du gouvernement; et si toutes les circonstances dans lesquelles il peut y avoir crime ou délit ne sont pas présentées, il y en a très-peu que le chef de l'empire ne puisse rattacher à l'un des cas punissables; il n'a qu'à le vouloir. La domination qu'il exerce sur le pouvoir judiciaire est si positive, qu'il est tout-à-fait improbable que des juges déclarés inamovibles par les constitutions, mais qui peuvent être écartés ou persécutés de beaucoup de manières, osent résister à ses ordres. Il y a trop de prudence dans les hommes de robe pour s'exposer à mécontenter le dispensateur des grâces et des promotions, le rémunérateur universel, le suprême arbitre de toutes les destinées. Quelle sauvegarde offrirait un contrat social dont, de mois

en mois, tant d'articles essentiels ont été violés ou rapportés? Le gouvernement n'a-t-il pas, en outre, des moyens extra-judiciaires dans la juridiction de la police? N'a-t-il pas le sénat conservateur, cette mécanique si bien organisée dont il tourne si commodément la manivelle, et qui lui rend, à l'instant même, les sénatus-consultes qu'il demande? Observons encore que, dans toute législation, le Code pénal dépend du Code d'instruction criminelle : or, ce dernier code est, chez nous, beaucoup trop favorable à l'autorité, souvent nuisible à l'accusé, injuste et même barbare envers lui. En Angleterre où les lois pénales, faites pour la plupart dans des siècles d'ignorance, de désordres, de guerres civiles, sont excessivement sévères et quelquefois atroces, en Angleterre le respect pour les anciennes intitutions, respect qui s'étend jusqu'aux statuts de l'heptarchie saxonne, ne permet ni de les abolir ni de les restreindre : si les Anglais ont tort, ils se trouvent garantis par leur Code moderne d'instruction criminelle, monument admirable de justice et d'humanité, ainsi que par l'institution du double jury; tandis qu'en France, où le jury d'instruction n'existe pas, le jury de jugement n'est à peu près qu'un vain simulacre et un hypocrite hommage aux droits du citoyen. Combien plus justes étaient les dispositions de l'assemblée constituante (V. 3 juin, 16, 17 septembre 1791)! Les lois normandes, les ordonnances des Tudor existent encore dans la Grande-Bretagne, mais celles que réprouvent la justice et l'humanité restent sans application, par l'effet de la procédure. Aussi, Montesquieu a-t-il dit : « Les peines immodérées ré-
» pandent bien la terreur; mais elles ont cet effet qu'on
» ne trouve plus personne pour accuser, ni pour con-
» damner. »

De l'autre côté de la Manche, nul arrêt de mort ne reçoit son exécution qu'après la sanction du roi; de ce côté-ci, la loi ne laisse que vingt-quatre heures entre la condamnation et le supplice, comme si le législateur avait appréhendé d'accorder un délai suffisant pour reconnaître et dénoncer l'erreur avant qu'elle soit irréparable. On voit, dans notre Code, un surcroît de précautions et de rigueurs quand il s'agit de délits qui tiennent, si faiblement que ce soit, au gouvernement. La peine de mort peut s'appliquer dans plus de quarante circonstances différentes et relatives à l'autorité publique; tandis qu'elle s'applique à moins d'une douzaine de cas dans les crimes commis entre les particuliers. La confiscation accompagne toujours la peine de mort dans la première espèce; heureusement, l'art. 66 de la Charte (V. 1814) viendra révoquer cette disposition. En fait de délits politiques, un commencement d'exécution équivaut à la consommation de l'attentat. « Il y a complot, suivant l'art. 89 du » Code, dès que la résolution d'agir est concertée entre » deux conspirateurs ou un plus grand nombre, quoi- » qu'il n'y ait pas eu d'attentat. » Cette résolution d'agir, sans qu'il y ait un commencement d'exécution, est punie de mort et de confiscation comme l'attentat!

Lorsque Napoléon émet un Code dans lequel on prévoit les plus légères atteintes aux droits dont il s'est revêtu, il arrive au zénith de sa puissance! Éprouvant, aujourd'hui, que personne n'ose lui résister au dedans, et se persuadant que personne n'osera lui résister au dehors, il force le ressort des lois judiciaires pour l'intérêt de son autorité. Voilà dans quel esprit le Code pénal est rédigé.

Néanmoins, les prôneurs irréfléchis du système criminel en usage dans l'ancien régime, devraient con-

venir que ce Code atteste l'heureux progrès des lumières, indique un grand adoucissement dans les mœurs. On ne voit pas, dans la nouvelle législation, la torture, avec ses affreux préliminaires, plus terribles mille fois que la mort; la mort n'y est que la privation de la vie. On n'y lit pas d'article qui autorise de faire pendre un malheureux pour le vol de cinq sous, de mettre aux galères perpétuelles un paysan coupable d'avoir estropié un lapin qui dévorait sa chétive pitance de légumes. Peut-être, dans six ou sept cents ans, les Français, au lieu de lois draconiennes et teintes de sang, recevront-ils des lois indulgentes comme celles qu'adopta, pour les Toscans, le philanthrope Léopold; des lois équitables et dignes de véritables citoyens, telles que celles dont s'énorgueillissent les Américains de l'Union. « Les Français arrivent » tard à tout, dit Voltaire; mais ils arrivent. » Félicitons donc nos archi-arrière-neveux.

3 mars.

On publie un décret impérial, concernant les détenus dans les prisons d'état, qu'il n'est point convenable ni de faire traduire devant les tribunaux, ni de faire mettre en liberté. Il y aura huit prisons permanentes, dans les châteaux de Saumur, Ham, If, Landskrown, Pierre-Châtel, Fénestrelle, Campiano, Vincennes. La détention sera ordonnée par le conseil privé, sur le rapport du ministre de la police ou de la justice. En outre, le premier a la faculté de mettre en surveillance les individus qui lui paraîtront devoir y être mis. Tout concierge ou gardien qui favoriserait la correspondance d'un détenu, mis au secret, sera destitué et puni de six mois de prison. Les détenus conserveront la disposition de leurs biens, s'il n'en est autrement ordonné. A cet effet, ils donneront,

sous la surveillance du commandant, tous pouvoirs et quittances nécessaires. Les sommes qu'ils recevront ne pourront leur être remises qu'en sa présence et avec son autorisation.

Il ne manque à ces atroces dispositions du sultan Bonaparte et de son visir Fouché, que de faire graver sur la porte de ces huit bastilles, l'inscription dérisoire des prisons de Gênes, *liberté*. La création de huit prisons permanentes, et la promulgation d'un Code pénal regorgeant de tyrannie : voilà les présens de noces que Napoléon fait aux Français ! !

16 mars. A la bourse de Paris, le cinq pour cent est monté à quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-dix centimes, taux le plus élevé des effets publics, pendant la durée du gouvernement impérial.

Un traité est conclu entre l'empereur Napoléon et son frère Louis, roi de Hollande, qui cède le Brabant hollandais, toute la Zélande, la partie de la Gueldre située à la gauche du Wahal. Ces pays formeront les départemens français des Bouches-du-Rhin (Bois-le-Duc), des Bouches-de-l'Escaut (Middelbourg) (V. 24 avril). Tout commerce entre les ports de la Hollande et de l'Angleterre est défendu aussi long-temps que les ordres du conseil britannique (V. 11 novembre, 18 décembre 1807) ne seront pas révoqués. Dix-huit mille hommes, dont douze mille Hollandais et six mille Français, surveilleront l'exécution de cette disposition.

3 avril. Montesquiou-Fésenzac adresse un discours à S. M. l'empereur et roi : « Sire, le corps législatif vient » mêler ses vœux aux acclamations des peuples. Toute

» l'Europe retentit de cet illustre hyménée, de ce
» gage assuré de la paix, de cette auguste alliance qui
» semble porter avec elle toutes ses destinées ! Il est
» glorieux, sire, de pouvoir commander aux fureurs
» de la guerre, et de faire cesser les rivalités des na-
» tions ; mais qu'il est heureux de jouir de cette gloire
» auprès d'une jeune princesse...... qui promet tant
» de bonheur à V. M. et au peuple qu'elle vient d'a-
» dopter ! Oui, sire, nous verrons les plus doux sen-
» timens de la nature inspirer votre génie, l'esprit
» de famille s'unir à l'amour de la patrie, et la France
» recevoir de nouveaux bienfaits de la tendresse pa-
» ternelle..... »

19 avril.

Les colonies espagnoles commencent leur révolution : les provinces de Caracas, Cumana, Barinas, Margarita, Barcelone, Merida et Truxillo, dans l'Amérique espagnole du sud, forment un gouvernement fédératif, désigné sous le nom de confédération américaine de Venezuela, mais sans annoncer l'intention de se séparer de la métropole, quoique ce premier pas doive conduire à ce résultat. De semblables révolutions auront successivement lieu dans plusieurs colonies de la même nation, au Nouveau-Monde (V. 9 juillet 1816, 1er. janvier 1818).

Dans un ouvrage intitulé : *L'an mil sept cent quatre-vingt-quinze, ou Conjectures sur les suites de la révolution française, par le comte de Montgaillard*, ouvrage publié à Londres et à Hambourg, en janvier 1795, on lit, pages 169 et 170 : « Les gouver-
» nemens ont, comme les individus, un bonheur qui
» fait souvent la gloire des ministres ; car le bonheur
» se mêle des réputations comme des fortunes. Sans
» entrer dans l'examen des causes qui doivent opérer

» bientôt la séparation totale de l'Amérique et de
» l'Europe, il n'en est pas moins évident pour l'homme
» qui suit, avec quelque attention, les circonstances
» que la politique a développées depuis vingt ans,
» que les nations européennes, et en premier lieu
» l'Espagne et le Portugal, seront forcées de ne voir
» dans leurs colonies, peut-être avant un terme moins
» long, que des alliées de la métropole. La révolution
» française en a opéré une totale dans les rapports
» politiques et commerciaux qui liaient l'Amérique et
» l'Europe ; elle hâte l'époque de l'entière indépen-
» dance des colonies, ou de leur union avec le conti-
» nent septentrional de l'Amérique. On doit regarder
» aujourd'hui le Nouveau - Monde comme séparé de
» l'Ancien. Il n'est pas d'événemens (poussât-on les
» efforts de la politique jusqu'à supposer une alliance
» entre la France et l'Angleterre, entre l'Angleterre
» et l'Espagne) qui puissent prévenir un pareil ordre
» de choses, qui puissent s'opposer avec succès à ce
» résultat inévitable. L'Amérique va bientôt montrer
» son propre génie ; elle va être déchirée par les di-
» visions intestines et les guerres ; et les puissances
» de l'Europe, avant trente ans, auront renoncé à
» leurs possessions dans cette partie du globe. Elles y
» porteront des marchandises, mais elles n'y donne-
» ront plus de lois. L'Espagne sera obligée de rendre
» libre le commerce des Indes, car il ne lui restera
» bientôt que ce seul moyen de le conserver à ses
» sujets. La nation la plus sage sera, bien incontesta-
» blement, celle qui ouvrira la première aux vaisseaux
» étrangers les ports de ses colonies, qui leur assu-
» rera une entière indépendance, et qui acquerra
» ainsi la liberté entière du commerce avec le vaste
» continent de l'Amérique méridionale...... »

4 avril.

Un sénatus-consulte organique porte réunion à l'empire français de tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin, depuis les limites des départemens de la Roër et de la Meuse-Inférieure, en suivant le thalweg du Rhin jusqu'à la mer. Ces pays formeront le département entier des Bouches-du-Rhin (Bois-le-Duc), et augmenteront le département des Deux-Nèthes.

1er. mai.

Un acte du congrès des États-Unis d'Amérique interdit l'entrée des ports américains aux vaisseaux de guerre français et anglais.

15 mai.

Six cents Français, presque tous officiers, détenus sur le ponton *la Castille*, dans la baie de Cadix, osent entreprendre de s'échapper et de rejoindre les troupes de leur nation. Une mauvaise carcasse de navire, dépouillée de tous ses agrès, conduite par des militaires sans armes et sans expérience de la mer, aborde le rivage, malgré la surveillance de deux escadres anglaise et espagnole, sous le feu de plusieurs chaloupes canonnières, et celui de la batterie de Puntalès. Un officier du dixième de dragons, le chevalier Faurax, passe à la nage un intervalle de deux mille toises, afin de mettre en communication ses malheureux camarades du ponton avec le corps du maréchal Victor, posté sur la terre ferme, et retourne, aussi à la nage, pour les prévenir des dispositions de secours.

Le succès de cette tentative étonne moins encore que l'audace qui la fit entreprendre. Ce coup de main est un des plus admirables qu'ait inspirés l'amour de la liberté, et le plus hardi peut-être de tous ces nombreux exemples de résolution et d'intrépidité que les Français ont donné pendant vingt-cinq ans de guerre.

21 mai. Le chevalier ou la chevalière d'Éon, personnage diplomatique du cabinet Pompadour, meurt à Londres. Le sexe équivoque ou déguisé, les missions secrètes de cet aventurier ou de cette aventurière, ses discussions scandaleuses dans des fonctions publiques, représentent, comme un miroir fidèle, la cour de Versailles, la politique de la France dégénérée et la physionomie morale de Louis XV.

18 juin. Un décret impérial prescrit l'usage exclusif du sucre de raisin dans tous les établissemens publics.

26 juin. Joseph Montgolfier, mécanicien distingué par plusieurs inventions utiles, entre autres celle du belier hydraulique, invention d'une grande utilité pour les arts, meurt. Cette machine, par la seule impulsion d'une très-médiocre chute d'eau, la porte à soixante pieds d'élévation. Terme moyen, la dépense d'eau est, au produit de cette machine, dans le rapport de cent à cinquante-quatre, tandis que, dans l'énorme machine de Marly, la dépense est, au produit, comme soixante est à un. Montgolfier est encore cité pour la perfection qu'il a donnée à la fabrication du papier. On lui doit (et à son frère Étienne, car les travaux se firent en commun jusqu'en 1795, année où mourut celui-ci) d'avoir le premier, en France, fabriqué ces papiers vélins qui ont donné tant de supériorité à la typographie française, et qui, avant lui, n'étaient produits que par les seuls ateliers des Hollandais. D'autres ont pu ou pourront employer pour les aérostats des gaz plus légers que l'air atmosphérique, sans inventer autre chose qu'une nouvelle méthode applicable à une découverte déjà faite. Il est assez remarquable que les frères Montgolfier ne reçurent de l'an-

cien gouvernement d'autre récompense que ce ruban subalterne qu'il distribuait aux artistes de toute profession, l'ordre de Saint-Michel institué par Louis XI, de superstitieuse et sanglante mémoire, ordre dont Champfort disait que l'inconvénient était de le porter. (Champfort avait sans doute tort de s'exprimer ainsi, mais il voulait dire un mot épigrammatique.) Les frères Montgolfier avaient consumé une grande partie de leur fortune dans leurs essais, et ne purent seulement obtenir les moyens de les continuer, seule chose qu'ils ambitionnaient. Cet abandon les suivit sous la république, et la victoire de Fleurus elle-même (V. 26 juillet 1794), si favorisée par l'usage inusité de l'aérostat, ne les retira pas de l'oubli.

1er.-9 juillet.

Dès le commencement de cette année, Napoléon avait fait une déclaration contre l'administration de la Hollande, accusée de faire des ports bataves les entrepôts du commerce anglais. Louis Bonaparte, administrateur de la Hollande sous le nom de roi (V. 5 juin 1806), désapprouvant les mesures violentes et si défavorables au commerce maritime de ce pays que prescrit l'empereur Napoléon, son frère, a long-temps essayé de s'y soustraire et de les éluder; mais à l'approche d'un corps français, Louis abdique en faveur de son fils. Le maréchal Oudinot s'empare d'Amsterdam. L'abdication est rejetée. Un décret impérial ordonne l'incorporation de la Hollande à l'empire français, attendu que « la réunion de la Belgique à la » France ayant détruit l'indépendance de la Hollande, » le système de la Hollande est devenu nécessairement » celui de la France, comme si elle était une de ses » provinces.... Le peuple y gémit sous le poids de » vingt-trois contributions et d'une dette énorme......

» Votre majesté, en donnant à la Hollande un gou-
» vernement provisoire, n'a fait que prolonger sa dou-
» loureuse agonie.... ainsi votre majesté doit prononcer
» cette réunion pour l'intérêt comme pour le salut de
» ce peuple.... La Hollande est comme une émanation
» du territoire de la France; elle est comme le com-
» plément de l'empire. Pour posséder le Rhin tout
» entier, votre majesté doit aller jusqu'au Zuyder-
» zée.... » Tel est le langage que dicte à son ministre, ou plutôt à son commis des affaires étrangères, nommé Champagny, l'insatiable Napoléon, empressé d'achever la ruine d'un peuple estimable qu'il efface de la liste des nations ! Jamais l'Europe ne vit de détestables usurpations aussi scandaleusement justifiées, aussi dérisoirement palliées, et par un homme aussi servile que ce commis des affaires étrangères. C'est ici la pitié d'un brigand qui achève sa victime pour la soustraire, dit-il, à la douleur de ses blessures : le sort du roi d'Étrurie (V. 27 octobre, 10 décembre 1807) a déjà prouvé que Napoléon écrase la tête sur laquelle il a fait tomber une couronne.

2 juillet. Un décret impérial, daté d'Anvers, porte : « Aucun
» navire ne pourra sortir de nos ports, à destination
» de port étranger, s'il n'est muni d'une licence signée
» de notre main. » Dès ce jour, commencera un scandaleux trafic de la signature de Napoléon. Cet empereur et roi se mettra courtier de marchandises, et marchand de sucre et de café ; ses courtisans, ses favoris obtiendront, à force de soumissions et de bassesses, des licences qu'ils vendront jusqu'à la somme de trois cent mille francs : et c'est ainsi que Napoléon détruira lui-même, en partie, les effets de son système continental.

L'île de Bourbon est prise par les Anglais. 8 juillet.

Ciudad-Rodrigo, place forte de la province de Léon, en Espagne, sur la frontière du Portugal, est prise après vingt-cinq jours de tranchée ouverte. La garnison, de six mille hommes, est prisonnière de guerre. On trouve dans la place grande quantité de bouches à feu, d'armes et de munitions de toute espèce. Le maréchal Ney a commandé le siége. 10 juillet.

Persévérant dans le dessein de chasser les Anglais de la Péninsule hispanique (V. 10-18 mai 1809), Napoléon entreprend une troisième fois de se rendre maître du Portugal. Il donne le commandement de soixante mille hommes, qu'il destine à cette conquête, au maréchal Masséna, qui, par sa haute renommée, ses grands talens et la ténacité de son caractère, lui paraît le général le plus en état de l'effectuer. Mais l'empereur, atteint déjà de cet esprit de méfiance qui lui faisait morceler le commandement supérieur en Espagne, et qui doit lui être personnellement si funeste dans sa campagne de 1814, y deviendra une cause de ses revers : l'empereur met des contre-poids à l'autorité supérieure de Masséna. Quatre corps d'armée marchent sous le maréchal Ney, les généraux Reynier, Junot, et le généralissime lui-même. Il est difficile de se persuader que Ney, maréchal, que Junot, chef de la première expédition (V. 30 novembre 1807), seront satisfaits d'occuper un second, un troisième rang dans cet ensemble; qu'ils feront tout ce qui dépendra d'eux pour faire réussir et briller celui dont ils recevront les ordres. Masséna devait trouver quatre-vingt mille hommes sur les frontières du Portugal (Napoléon lui en avait donné l'assurance), il n'en trouva que trente-cinq mille : les troupes man-

quaient de vivres, et le trésor de l'armée était épuisé. Les trois généraux placés sous ses ordres agissaient à peu près de leur chef : Junot prétextait qu'ayant été ambassadeur et général en chef en Portugal, il ne devait pas y remplir des fonctions secondaires ; le maréchal Ney disait que Napoléon seul avait le droit de le commander, que les maréchaux, quelque titre qu'ils eussent, n'étaient que ses égaux, et qu'il n'obéirait qu'à l'empereur, avec lequel il communiquait directement. Le général Reynier agissait, de son côté, avec la même indépendance. S'il fallait ajouter foi aux bruits généralement répandus par les personnes les mieux instruites, Napoléon aurait laissé entendre aux trois généraux placés sous les ordres de Masséna, qu'ils pouvaient désobéir au généralissime quand le bien du service paraîtrait le demander. La jalousie et la désobéissance des généraux, le faible nombre de ses troupes, et le dénûment auquel elles se trouvaient en proie, ne découragèrent pas Masséna ; il soutint sa réputation militaire; il ajouta même à sa gloire dans la campagne d'Espagne. Le général Éblé, commandant en chef l'artillerie de l'armée, disait, et avec vérité : « De toutes les campagnes de Masséna, la cam-
» pagne d'Espagne est celle où ce maréchal a brillé le
» plus éminemment ; il a déployé dans cette guerre
» les talens du plus grand capitaine ; son génie lui a
» fourni des ressources, lorsque tout lui manquait à
» la fois ; il a surmonté, à force de science militaire,
» des obstacles presque insurmontables : lui seul pou-
» vait faire ce qui a été fait ; et quoique l'issue de la
» campagne n'ait pas été heureuse, Masséna s'est im-
» mortalisé en Espagne, plus encore qu'à Gênes et à
» Zurich. » Nous rapportons le jugement du général Éblé, dans les propres termes dont il s'est servi devant

nous ; et ce général était bon juge dans une semblable cause.

Napoléon fut donc, lui-même, une des grandes causes des revers essuyés dans la guerre d'Espagne. Une faute des plus graves, ce semble, c'est de retirer de nombreux et formidables bataillons de l'Espagne, où leur présence est nécessaire, aujourd'hui que les Espagnols, découragés par tant de revers, maudissent les Anglais qui les poussèrent à la guerre, et qui les abandonnent à l'approche des Français ; lorsque déjà l'intérêt amène des partisans à Joseph, ou que la crainte émousse l'ardeur des plus fidèles sujets de Ferdinand. Ne serait-ce pas plutôt le moment d'employer toutes les forces répandues sur ce vaste royaume, à détruire les débris des corps réguliers ? En réprimant les abus de la violence, et au moyen d'une discipline moins relâchée, on aurait, peut-être, les moyens d'achever la conquête, on diminuerait cette grande consommation de soldats français ; tandis que l'éloignement des soixante mille hommes de Masséna ranime, dans les provinces espagnoles, l'espérance de secouer le joug. La population s'électrisant, revient à ses premiers sentimens de haine et de vengeance !

5 août.

Napoléon fait déclarer aux États-Unis d'Amérique que ses décrets de Berlin et de Milan (V. 21 novembre 1806, 17 décembre 1807) cesseront d'avoir force au 1er. novembre suivant, si le gouvernement britannique révoque ses arrêts du blocus continental et de l'assujettissement des neutres à ses règlemens (V. 11 novembre, 18 décembre 1807), ou lorsque les États-Unis se décideront à faire respecter leur indépendance. Un acte du congrès révoquera bientôt l'acte du 1er. mai en faveur de la France.

Un autre décret impérial soumet à un tarif très-élevé les marchandises coloniales introduites en France.

21 août. Le maréchal de France, Jean-Baptiste-Jules Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, est nommé prince royal héréditaire de Suède, par les états généraux de ce royaume, convoqués en diète extraordinaire, pour l'élection d'un successeur au trône.

Cette élection (V. Introduction) est l'événement le plus remarquable des temps modernes, si féconds en grands événemens. En effet, dans un temps où les principes sociaux sont remis en question, où les mêmes passions qui servirent de prétextes ou de motifs à des guerres sanglantes, dirigent et soutiennent les combats de doctrines politiques; en un mot lorsque tous les peuples réclament leurs droits constitutionnels, l'élection proclamée par les états généraux de Suède doit être une grande leçon pour les peuples et pour les rois : elle offre, sous ce rapport, une haute importance historique; car, suivant l'heureuse expression d'un écrivain distingué, cet événement « nous montre la légitimité pour ainsi dire dans son berceau, » pour qu'il n'y ait plus de droits obscurs, et que ceux » qui goûtent un si grand bienfait en puissent reconnaître le principe. » Il est donc indispensable de présenter l'acte exercé par les états généraux de Suède, avec tous les détails qui doivent le faire apprécier comme il le mérite, par les législateurs et les publicistes; il importe de détruire quelques erreurs émises à son sujet.

Lorsque, pour obéir à la première des lois, celle de conserver leur existence politique, les Suédois se virent dans la nécessité de retirer les rênes du gouvernement des mains de Gustave IV-Adolphe, ils les

remirent au frère puîné de Gustave III, le prince Charles, duc de Sudermanie, qui les avait sagement maniées pendant la minorité de son neveu; cédant aux vœux et aux besoins de la patrie, le prince Charles s'était mis à la tête du gouvernement avec la simple qualité d'administrateur, titre et fonction que lui attribuaient son rang et sa naissance, et avait apporté ses premiers soins à entamer des négociations, à conclure une trêve entre la Suède et tous les ennemis que Gustave IV-Adolphe lui avait si imprudemment suscités.

Les États convoqués en diète extraordinaire avaient montré le plus grand zèle pour le salut de la patrie. L'abdication de Gustave IV-Adolphe reçue, la déchéance unanimement prononcée et les opérations de l'administrateur sanctionnées, les États avaient procédé à la formation d'un nouveau pacte social, qui fut accepté le 6 juin, et en vertu duquel le prince Charles, proclamé roi sous le nom de Charles XIII, reçut des États cette même couronne à laquelle Adolphe-Frédéric, son père, avait été appelé par la diète de 1743. Le nouveau roi étant sans enfans et d'un âge avancé, cette mémorable diète avait encore à s'occuper du soin de lui donner un successeur; le 14 juin, elle nomma en cette qualité le prince Christiern-Auguste de Holstein-SondersbourgAugustembourg, que Charles XIII adopta pour fils : ce fut le dernier acte de cette révolution que l'on peut appeler sans tache, et dont aucune voix ne contesta la nécessité.

Charles XIII et le prince royal s'occupaient, depuis près d'un an, à remédier aux maux de la patrie, et ses plaies commençaient à se cicatriser, lorsque, le 18 mai, le prince étant à cheval au milieu des officiers de sa suite, fut tout à coup saisi d'un éblouissement, qui

entraîna sa chute, avec tous les symptômes d'une apoplexie à laquelle il succomba. Cet événement, aussi funeste qu'inattendu, nécessita la convocation de la diète pour l'élection d'un nouveau successeur au trône; cette seconde élection n'avait, comme on voit, aucun rapport à la révolution en vertu de laquelle Gustave IV-Adolphe était descendu du trône; elle était la suite nécessaire de la mort du prince d'Augustembourg, mort qui, quoique naturelle, donna lieu à quelques troubles par les soupçons affreux, mais dénués de fondement, que des haines particulières firent répandre sur le maréchal de la cour, le comte de Fersen, qui en périt victime.

Si l'on considère que c'est un an après l'exhérédation de Gustave IV-Adolphe et de ses descendans, que les États sont convoqués pour procéder à une élection nouvelle; si l'on veut juger des événemens d'après les résultats trop ordinairement produits par de pareilles circonstances chez tant d'autres nations, l'on pensera sans doute que cet intervalle d'une année ayant suffi pour amortir tout ressentiment populaire national, mais non pour faire oublier les charmes du pouvoir à ceux qui l'avaient possédé, l'on pensera, disons-nous, qu'il fallait s'attendre que cette diète serait orageuse, et que les partisans de l'ancienne famille ne manqueraient pas d'unir tous leurs efforts pour opérer son rétablissement: eh bien! personne n'y songea, et il ne fut pas plus question de la famille déchue que si Gustave III l'avait toute entraînée avec lui dans la tombe en 1792: preuve incontestable qu'il n'y avait eu ni emportement, ni haine, ni surprise dans la résolution de la diète qui avait prononcé la déchéance de cette famille; preuve certaine que, dans l'esprit des membres de la diète, il ne pouvait au-

jourd'hui être question d'autre chose que de nommer un successeur au prince que la Suède avait élu depuis un an, et que la mort venait de lui ravir.

La cour et les conseils s'abandonnant à la pente des idées que fournissaient les précédens en fait d'élection d'un successeur au trône, se disposaient tout naturellement à présenter, pour candidat, le frère du prince décédé : un faible parti, si toutefois on peut appeler ainsi dix à douze personnages, songeait à la réunion des trois couronnes du Nord (Suède, Norwége et Danemarck), et par conséquent au roi de Danemarck, qui, de son côté, mais sans communication avec ces personnages, postulait les suffrages des électeurs, et écrivait, pour les obtenir, une lettre qui mérite d'être conservée, ainsi que la réponse que lui fit Charles XIII.

Le roi de Danemarck au roi du Suède. « Monsieur » mon frère, considérant les circonstances critiques » dans lesquelles se trouvent les royaumes du Nord en » général, et particulièrement celui qui, par les soins » paternels et le génie de V. M., a été sauvé de pé- » rils imminens, je m'adresse à V. M. avec la franchise » qui m'est naturelle et avec la confiance qu'elle m'in- » spire, pour exposer à V. M., comme père de son » peuple et comme à un prince issu de la même souche » que moi, que je ne trouve de salut pour les nations » que nous gouvernons et que nous désirons rendre » heureuses, que dans la plus étroite union entre » elles. J'ose me flatter qu'elle partage cette convic- » tion ; elle connaît trop bien l'histoire du Nord pour » ne pas être persuadée que la désunion entre des na- » tions qui ont tant d'affinités, même religion, même » langue originairement, des mœurs et des habitudes » qui sont presque les mêmes, a été la cause de leurs » malheurs, de leur faiblesse. Je n'aurai par consé-

» quent pas besoin d'entrer en beaucoup de détails
» pour convaincre V. M. qu'elle rendra son nom im-
» mortel, et que les générations à venir dans les
» royaumes du Nord béniront à toute éternité sa mé-
» moire, si elle saisit le moyen qui s'offre, et qui
» s'offre dans ce moment sous des auspices qui ne se
» reproduiront peut-être plus, pour mettre fin à ja-
» mais à la dissension entre des peuples qui sont au
» fond des frères qui auraient dû toujours se tendre
» les mains pour se secourir mutuellement. Je souhaite
» sincèrement que la nation suédoise jouisse pendant
» longues années du bonheur d'être gouvernée par
» V. M. Mais, dans ce moment, où les états du
» royaume s'assemblent pour désigner celui qui, à
» son défaut, doit tenir lieu au peuple suédois de
» celui dans lequel elle a si heureusement placé sa
» confiance et son espoir dans l'instant du danger, je
» la prie de considérer, qu'en usant de son influence
» sur les députés de la diète, pour qu'ils se détermi-
» nent à ouvrir la perspective d'une union perpétuelle
» entre les nations qu'elle et moi nous gouvernons,
» en réunissant leurs suffrages en ma faveur, V. M. éta-
» blira la base du bonheur des peuples du Nord. C'est
» uniquement parce que la Providence m'a mis dans
» une situation où il m'est un devoir de travailler à
» consolider leur bonheur, que je recherche les suf-
» frages de la nation suédoise, qui a tant de titres à
» mon estime. V. M., ainsi que ses sujets, peuvent
» compter sur la fidélité avec laquelle je maintiendrai
» les lois fondamentales du royaume si les états de
» Suède m'en confient le soin. Je crois ne point avoir
» besoin d'assurer V. M. de la reconnaissance que son
» appui auprès des états de son royaume dans cette
» circonstance importante me fera éprouver. Elle éga-

» lera parfaitement les sentimens d'amitié et de consi-
» dération par lesquels je lui suis attaché de tout
» temps. Monsieur mon frère, de V. M., le bon frère,

» *Signé*, Frédéric.

» Copenhague, le 18 juillet 1810. »

Le roi de Suède répond en ces termes au roi de Danemarck : « Monsieur mon frère, le comte de Dernath m'a remis la lettre que votre majesté a bien
» voulu m'adresser, en date du 18 juillet. Sensible-
» ment touché des marques d'amitié et de confiance
» qu'elle contient, je m'empresse d'en témoigner à
» votre majesté, toute ma reconnaissance. Je ne
» manquerai point de communiquer au comité secret
» des états généraux l'importante proposition de
» votre majesté. Il m'est impossible d'en préjuger le
» résultat. Le choix d'un successeur au trône appar-
» tient uniquement aux représentans de mon peuple,
» et je suis d'avance assuré qu'ils se montreront, à
» cette occasion décisive pour le sort futur de la
» Suède, dignes de leurs pères, de la gloire et de la
» reconnaissance nationales, de la longue indépen-
» dance de la patrie, et pénétrés du juste sentiment
» de ses besoins et de son véritable intérêt. C'est avec
» les sentimens d'une amitié sincère et d'une consi-
» dération distinguée que je suis, etc. *Signé* Carl.
» Au château d'Orebro, le 1er. août 1810. »

Le chargé d'affaires de France intriguait en faveur du roi de Danemarck, probablement d'après les instructions de son gouvernement ; et la Russie, pour la première fois, peut-être, ne voulut exercer aucune sorte d'influence.

Ici se montre dans tout son jour l'inappréciable

avantage qui résulte, pour une nation, de la faculté d'intervenir elle-même dans les grandes décisions qui intéressent son repos et sa prospérité. Sous un roi tel que chacun des deux derniers Gustave, la Suède aurait reçu un nouveau prince royal qui lui eût été imposé par quelque convenance de famille, ou par quelque affection particulière ; mais, les membres de cette diète savaient que Charles XIII, qui devait sa couronne à ses qualités personnelles et à son patriotisme autant qu'à sa naissance, n'hésiterait pas à se montrer le premier des Suédois, et que, s'élevant avec eux à de hautes considérations politiques sur les circonstances difficiles où se trouvaient presque tous les états de l'Europe, il ne se refuserait pas à reconnaître la rigoureuse nécessité de se conformer, pour ce nouveau choix, à tout ce que ces circonstances pourraient exiger en s'aggravant !

L'opinion qui s'était déjà formée parmi les membres de la diète, leur était inspirée par un profond sentiment des vrais besoins de la patrie ; il leur fallait un homme d'état, ferme et résolu, capable d'assurer l'ordre intérieur fortement ébranlé ; ils voulaient un pilote qui eût vu des tempêtes, et ils tournèrent leurs yeux vers la France. Il leur fallait un capitaine capable de les défendre, de les venger au besoin ; et c'est parmi les généraux français que les membres de la diète espéraient trouver ce capitaine nécessaire à la Suède. Il leur fallait un chef qui joignît aux vertus guerrières, la sagesse de l'administrateur ; ils trouvèrent ces qualités dans le prince de Ponte-Corvo, dont l'administration du Hanovre et des villes anséatiques était si parfaitement connue dans toute l'Allemagne.

Le comte Morner avait été dépêché vers ce prince

pour lui faire connaître leurs dispositions et demander les siennes ; le prince avait répondu : « Qu'il se » sentirait honoré du vote libre d'un seul des membres de la diète ; mais, que s'il devenait l'objet de » l'élection, ce qu'il ne croyait pas possible, il ne » pourrait disposer de lui-même sans le consentement » de l'empereur Napoléon. » Le lendemain, l'empereur, instruit de toutes ces circonstances, avait répondu : « Qu'étant lui-même monarque élu du peuple, il ne » saurait s'opposer à l'élection des autres peuples, » et que le choix libre de la diète aurait son assentiment. » Et pour montrer qu'il ne voulait y exercer aucune influence, Napoléon rappela M. Désaugiers, son chargé d'affaires, qui avait déjà donné des notes en faveur du roi de Danemarck. (La conduite de ce chargé d'affaires fut désavouée ; M. Champagny (duc de Cadore) avoua à M. de Lagerbjelke, ministre de Suède à Paris, qu'on avait sacrifié un innocent).

A l'arrivée de ces nouvelles au sein de la diète, l'élection se fit par acclamation, le jour même, dans les quatre ordres, avec une unanimité dont les fastes de la Suède n'offrent pas d'autre exemple; et si l'élection put se faire avec régularité, on le dut aux efforts des quatre présidens, qui n'obtenaient pas sans peine de l'enthousiasme des votans l'observation des formes réglémentaires.

Charles XIII n'hésita pas un instant à faire aux vœux de son peuple le sacrifice de sa prédilection pour la maison de Holstein ; il adopta pour fils l'élu de la nation, et se vit dignement récompensé de cette patriotique déférence. Jamais souverain ne trouva dans un fils, issu de son sang, une piété filiale, plus tendre et plus soutenue. Pendant les huit années qu'il vécut encore, Charles XIII fut non-seulement

un heureux père, il fut aussi le plus heureux des rois ; il dut à son fils adoptif le bonheur le plus digne de sa grande âme ; la Suède, sous son règne, fut replacée au rang des nations indépendantes ; il étendit son sceptre sur toute la presqu'île scandinave, et ses derniers regards la virent heureuse et tranquille !

Honneur à la nation dont les représentans, nobles, clergé, bourgeois, paysans, montrent un si rare accord, et offrent tant de sagesse, tant de patriotisme !

Parmi les assertions avancées par M. Las-Cases, au sujet de cette élection, les unes sont évidemment fausses, et celles qui sont vraies ne sont pas mises à leur place ; par exemple, il est très-vrai que Napoléon avait répondu : « Monarque élu du peuple, je ne sau- » rais m'opposer, etc. ; » mais, entre cette réponse et ce que M. Las-Cases lui fait ajouter immédiatement : « J'éprouvais un arrière-instinct qui me rendait la » chose désagréable et pénible, » il y eut un mois et demi de distance, car la réponse fut faite à une époque bien antérieure à l'élection, et lorsqu'il ne s'agissait que de candidature, tandis que ce qu'on dit de l'arrière-instinct ne doit s'appliquer qu'à l'élection déjà faite et connue à Paris. Long-temps après l'arrivée du courrier qui en avait porté la nouvelle avec des lettres de Charles XIII pour l'empereur, après même que Napoléon eut répondu à ces lettres, et peu de jours avant l'époque fixée pour le départ du prince, Napoléon fut saisi de cet arrière-instinct qui lui donna des regrets sur le consentement accordé ; et voici quel en fut le seul résultat : ses préparatifs de départ terminés, le prince, ne recevant pas les lettres d'émancipation, se vit forcé d'aller les demander à Napoléon lui-même ; il fut étrangement surpris lorsque l'empepereur lui dit « qu'on n'avait pas expédié ses lettres ,

» parce qu'il avait à remplir une formalité que le
» conseil secret avait jugé indispensable : c'était qu'il
» signât l'engagement de ne jamais prendre les armes
» contre la France. — J'étais loin de m'attendre à cette
» prétention, lui dit vivement le prince ; ce n'est sû-
» rement pas Votre Majesté qui a voulu m'imposer
» cette condition ; ce ne peut être qu'une idée de
» l'archi-chancelier et du grand-juge, et ils m'honorent
» infiniment par cette conception, puisqu'ils m'élèvent
» à votre niveau comme capitaine ; cela me vaut une
» couronne. Toutefois, je supplie Votre Majesté de
» considérer que je suis déjà sujet du roi de Suède, à
» qui j'ai prêté serment de fidélité, par suite de votre
» propre autorisation, et que l'acte même de mon
» élection me défend de contracter aucun engagement
» de vassalité étrangère. Si Votre Majesté persiste à
» m'imposer la condition dont il s'agit, mon devoir et
» l'honneur me prescrivent d'envoyer de suite un
» courrier au roi de Suède pour l'informer des motifs
» qui me forcent de renoncer aux droits que le vœu
» des états, son adoption et votre approbation même
» m'avaient fait accepter. » Napoléon, qui avait écouté
attentivement, mais non sans émotion, fixa ses re-
gards sur le prince, et lui dit d'une voix concentrée :
« Eh bien ! partez ; que nos destinées s'accomplissent !
» — Pardonnez, sire (répond le prince), je n'ai pas
» bien entendu. — Partez ! vous dis-je ; que nos des-
» tinées s'accomplissent ! » Et, reprenant tout à coup
son calme ordinaire, Napoléon se mit à parler de sy-
stème continental, etc., etc. ! ! !

Ces détails ont été communiqués par M. le duc de
Frioul, et extraits de ses cartons secrets.

Un décret impérial ordonne que toutes les marchan- 27 août.

dises anglaises existant en France, en Hollande, dans les villes anséatiques, et généralement depuis le Mein jusqu'à la mer, seront brûlées. Ces mesures violentes sont des représailles au système prohibitif des Anglais, qui ont eux-mêmes, et dès le dix-huitième siècle, offert dans la législation de leurs douanes de nombreux exemples de ce genre de destruction, à l'effet de nuire au commerce français. Ce décret s'exécute partout avec rigueur, avec le plus vif empressement, par tous les petits vassaux allemands de Napoléon, et sans s'informer si les objets saisis sont encore la propriété du commerce anglais, ou s'ils sont devenus la propriété des alliés de la France. On suscite, de la sorte, la haine et l'esprit de résistance parmi les Allemands; mais il est certain que cette mesure ne laisse pas d'être avantageuse aux manufactures françaises, qui s'ouvrent aussitôt de grands débouchés.

Les calculs les moins élevés portent à un milliard cent millions de francs la valeur des pertes que le système continental aura causées à l'Angleterre jusqu'à la fin de 1811, époque de la conversion politique du cabinet russe. Ces pertes eussent été bien plus fortes, si Napoléon, ne déviant pas des dispositions de son décret de Berlin (V. 21 novembre 1806), s'était abstenu du décret de Milan (V. 17 septembre 1807), et surtout si, dégagé de tout esprit de cupidité personnelle, il n'avait pas trafiqué des licences commerciales (V. 2 juillet).

18 sept. et suiv. D'après les ordres de l'empereur, le roi Murat, à la tête de vingt mille Français, d'une division de six à sept mille Napolitains et d'environ quatre mille hommes de sa garde, ayant rassemblé beaucoup de felouques, de barques de transport et toute l'armée na-

vale de son royaume, qui consiste en un grand nombre de chaloupes canonnières et de bombardes, menace, depuis trois mois, la Sicile d'une invasion. Des combats ont souvent eu lieu, précédemment, entre les canonnières napolitaines et les canonnières anglo-siciliennes. Le combat du 29 juin, vis-à-vis Bagnara, fut le plus acharné; mais tous les efforts des insulaires pour incendier la flotte de Murat, embossée près du rivage napolitain, restant sans succès, ils se retirèrent.

Dans la nuit du 17 au 18 septembre, son armée, toute embarquée, attend le signal du départ. La division napolitaine, aux ordres du général français Cavagnac, reçoit seule l'ordre d'aborder en Sicile, à quelques lieues de Messine; elle devait, dit-on, se rembarquer après avoir passé quelques heures à terre, et dès que l'ennemi s'avancerait en face : cette opération s'exécute mal, et, le 22, la flotte assaillante cingle vers Naples. Un ordre du jour fait connaître à l'armée qu'elle a rempli les intentions de Napoléon, en attirant beaucoup de troupes anglaises en Sicile.

A Busaco (au pied de la montagne d'Alcoba, six ... lieues sud de Viseu, en Portugal), le maréchal Masséna atteint l'armée anglaise, retranchée sur des hauteurs escarpées; il l'attaque de front, en plein jour, et par de petites masses isolées; il perd de la sorte cinq mille hommes tués, blessés ou prisonniers. Le lendemain, les Français prennent un chemin qui tourne la position, chemin que leur indique un paysan; car, chose étonnante, personne ne le connaît, même les Portugais employés dans l'armée française l'ignorent, et le général en chef n'a reçu que très-peu de renseignemens de ses espions. A la vue de ce mouvement, Wellington, qui

se trouve débordé, timide par tactique et par défiance de lui-même, ne s'oppose pas à la marche des Français, malgré le succès qu'il vient d'obtenir et sa très-grande supériorité numérique. Il continue sa retraite vers le Tage inférieur, en faisant déserter les villes et les villages par les habitans, auxquels il est ordonné d'enlever ou de détruire tout ce qui pourrait être utile aux Français (V. 4 mars 1811).

6 octobre. Wellington, en pleine retraite devant Masséna, occupe la position de Torrès-Vedras, à douze lieues nord de Lisbonne, position impossible à tourner, et très-difficilement abordable, régnant entre la mer et le Tage, sur la chaîne des hauteurs escarpées qui s'étendent depuis Alhandra jusqu'à Torrès-Vedras et à l'embouchure du Lisalldro, et qui, plus en arrière, se dirigent vers Mafra : ces postes, déjà si forts par la nature, sont hérissés à distances rapprochées, de batteries formidables et d'ouvrages où l'art n'a rien négligé. Là Wellington se blottit, se pelotonne, présentant de tous côtés les dards aigus d'un hérisson; attendant tout du temps sans rien laisser à la fortune. Le succès justifiera son système.

18 octobre. Un décret impérial institue des cours prevôtales et des tribunaux de douanes, avec le droit de prononcer, même sans recours en cassation, des peines afflictives et infamantes, non-seulement envers les contrebandiers, mais aussi envers leurs conducteurs, directeurs, intéressés ou complices. Napoléon se dispense de faire rendre des lois par son corps législatif; il les fait lui-même!!! Il viole toutes les lois existantes, et déchire la constitution donnée précédemment à la France!!! Malgré la tyrannie de ses décrets, maréchaux, généraux, officiers, soldats et employés de l'armée

d'Espagne ; tous, à peu d'exceptions près, font la contrebande. Un colonel de dragons reçoit l'ordre de quitter l'Espagne et de rentrer en France, avec son régiment, pour une autre destination. Arrivé à Bayonne (en 1810), le directeur de la douane, en vertu des ordres supérieurs qui lui ont été transmis, prévient ce colonel qu'il va envoyer ses employés pour passer la visite des porte-manteaux des soldats de son régiment : le colonel convient de l'heure, et de la place où elle devra avoir lieu. Le régiment est sous les armes, ses rangs s'entr'ouvrent, les douaniers y entrent ; mais aussitôt le régiment reçoit l'ordre de son chef de serrer les rangs et de se mettre en marche en défilant par quatre ; les douaniers sont pressés ou foulés par les chevaux, plusieurs sont plus ou moins blessés, et aucun n'a eu le temps d'opérer : le colonel prétend se justifier en disant qu'il a donné le temps nécessaire pour passer la visite ; les porte-manteaux des dragons sont remplis de marchandises anglaises et passent en France pour le compte de leur colonel.

Cependant, toutes les marchandises anglaises saisies ne sont pas brûlées : on couvre de percale des ballots de toile d'emballage, que l'on brûle sur les places et sur les ports comme marchandises prohibées.

14 novemb.

Masséna, occupant Villa-Franca, vis-à-vis Torrès-Vedras où Wellington se tient retranché (V. 6 octobre), quitte cette position et se porte en arrière à la hauteur de Santarem où les ressources ne sont pas encore épuisées. C'est avec moins de trente-six mille hommes, éprouvant toutes sortes de privations, que ce maréchal a bloqué pendant cinq semaines l'armée combinée, forte de trente mille hommes, d'un égal

nombre de troupes régulières portugaises, de dix mille miliciens et d'autant d'Espagnols, en tout quatre-vingt mille hommes! Néanmoins, c'est le général anglais, dont les talens militaires sont si médiocres, qui triomphe, puisque sa froide temporisation doit lui valoir le succès définitif (V. 4 mars, 4 avril 1811).

3 décemb. L'île de France est prise par les Anglais qui y trouvent d'immenses quantités de munitions navales et de marchandises, cinq grosses frégates, plusieurs petits bâtimens de guerre, et vingt-huit vaisseaux de la compagnie anglaise des Indes, tombés au pouvoir des corsaires français. La prise de cette colonie entraînera la destruction des postes de Madagascar; de sorte qu'à la fin de cette année il ne restera plus à la France un seul vaisseau dans l'Océan indien, un établissement quelconque dans les deux Indes. La prépotence des Anglais sur le globe est l'effet immédiat de la politique de Napoléon. Au surplus, le dénûment dans lequel furent constamment laissées toutes les colonies françaises, et qui amène successivement leur perte, prouve évidemment que le ministre de la marine Decrès était tout-à-fait dépourvu d'habileté (V. 6 février 1806).

13 décemb. Un sénatus-consulte, dit organique, porte que la Hollande, les villes anséatiques, le Lauenbourg, tous les pays situés entre la mer du Nord, et une ligne tirée depuis le confluent de la Lippe dans le Rhin jusqu'à Halteren; de Halteren à l'Ems, au-dessus de Telget; de l'Ems au confluent de la Werra dans le Weser; et de là à Stolzenau, sur l'Elbe, au-dessus du confluent de la Stekenitz, font partie intégrante

du territoire français. Lesdits pays formeront dix départemens.

Profondément blessés dans leurs intérêts positifs et dans leur existence matérielle, par les mesures extrêmement rigoureuses, enjointes pour la stricte exécution du système continental, les populations situées au nord des frontières de France essaient de se dérober à ces mesures par mille stratagèmes et mille détours. C'est principalement en Hollande, où elles froissent davantage les habitudes et mettent des entraves partout où il y avait liberté pleine et entière, que les contraventions sont les plus étendues. Louis Bonaparte, envoyé pour régner sur les républicains bataves, ne possède pas cette dureté de caractère, indispensable à l'accomplissement des gigantesques desseins de Napoléon. En exécutant les ordres impériaux à la lettre, le roi craindrait la ruine d'un peuple dont le négoce est la profession naturelle et nécessaire, le premier des besoins et le seul mobile politique. Le roi d'Amsterdam laisse donc faire le commerce avec Londres; frère de l'empereur, il se fait Hollandais, comme le petit-fils de Louis XIV s'était fait Espagnol. Après plusieurs mois d'altercations entre les deux frères couronnés, ou plutôt d'amers reproches et de violentes menaces d'une part, de timides excuses et des demi-résistances d'autre part, Louis descend du trône où il monta malgré lui et où retentissent les plaintes d'une nation estimable qu'il affectionne, et dont il ne peut soulager la détresse. Il ose (dit-on) écrire à Napoléon: « Re- » prenez votre royaume de Hollande et vos enfans. » (V. 1-9 juillet.)

Il suffit à l'empereur de se faire dire par son ministre des relations extérieures, touchant l'incorporation

des autres pays : « La réunion des villes anséatiques,
» du Lauenbourg et de toutes les côtes, depuis l'Elbe
» jusqu'à l'Ems, est commandée par les circonstances.
» Le territoire est déjà sous la domination de Votre
» Majesté! » N'est-ce pas le langage du loup à l'agneau?
« Je ne sais comment il arrive qu'il n'y a presque ja-
» mais de prince si méchant, que son ministre ne le soit
» encore davantage! » dit un interlocuteur des *Lettres persanes*.

13 décemb. Un sénatus-consulte, dit organique, porte réunion du Valais à la France. Il formera un département. L'empereur dit au sénat : « La réunion du Valais est
» une conséquence prévue des travaux que je fais faire
» depuis dix ans dans cette partie des Alpes. »

Au moyen de ces réunions, l'empire français s'étend de la Baltique au Garigliano, de l'Adriatique à l'Océan. Il embrasse du cinquante-quatrième au quarante-unième degré de latitude et vingt-quatre degrés de longitude. Sa surface, d'environ trente-six mille lieues carrées, est divisée en cent trente départemens; sa population excède quarante-deux millions d'habitans. Dans son rapport, le sénateur Huguet-Sémonville (pair de 1814), dit : « Enfin après dix ans
» d'une lutte glorieuse pour la France, le génie le plus
» extraordinaire qu'ait produit le monde réunit dans
» ses mains triomphantes les débris de l'empire de
» Charlemagne. » Ainsi, l'extension démesurée du territoire appelé France, exécutée par la seule volonté de Napoléon, n'excite aucune surprise, ne donne lieu à aucune remarque : toutes ces réunions violemment amenées sont envisagées comme des transactions ordinaires et de droit positif! Ébloui de tant de succès, le chef d'un empire déjà trop vaste, ne saurait voir

que plus on ajoute à la masse de ce colosse, plus il tend à s'écrouler.

D'après un sénatus-consulte, les cantons littoraux des trente départemens maritimes de l'empire français cesseront de concourir à la conscription pour l'armée de terre, et seront réservés pour le service de mer. Les conscrits marins seront choisis dans l'âge de treize à seize ans. Quarante mille des classes de 1813, 1814, 1815 et 1816 sont, dès à présent, mis à la disposition du gouvernement.

Cent vingt mille hommes de la conscription de 1811 (nés du 1er. janvier au 31 décembre 1791) sont mis à la disposition du gouvernement.

L'un et l'autre sénatus-consulte sont (publie-t-on) adoptés à l'unanimité. S'il en était ainsi, la saine politique et l'humanité, également outragées, n'auraient pas compté une seule voix en leur faveur. L'adresse de ce sénat, si libéral du sang français, s'exprime en ces termes : « Poursuivez, sire, cette guerre sacrée, » entreprise pour l'honneur du nom français et pour » l'indépendance des nations. Le terme de cette guerre » sera l'époque de la paix du monde. Les mesures » proposées par Votre Majesté hâteront ce terme si » désirable..... Le cœur paternel de Votre Majesté » laisse voir qu'il ne demande ce tribut (cent soixante » mille conscrits) qu'avec regret. » On sait, au reste, que Napoléon ne se faisait pas scrupule de falsifier les délibérations et les adresses du sénat, avant d'en autoriser la publication, quoiqu'il pût se reposer entièrement sur l'abjection et la complète servilité de cette assemblée.

29 décemb.

Par un décret impérial, l'état renonce aux successions des émigrés qui lui ont été dévolues pendant cinquante années. Ainsi, la loi révolutionnaire du 28 mars 1793 et la loi révolutionnaire du 28 avril 1795 ne sont révoquées que le 29 décembre 1810; c'est-à-dire que Bonaparte, chef de l'état, et investi du pouvoir suprême, conservera, pendant onze années entières, des lois aussi tortionnaires; Bonaparte ne fera le sacrifice des décrets les plus atroces de la convention, que lorsque le gouvernement et le fisc se seront gorgés de despotisme et de confiscations. Mais, quoique la convention ait dépouillé les émigrés de la totalité de leurs propriétés, quoique le consulat et l'empire ne leur aient rendu que quelques débris de ces propriétés, les émigrés puissans, ceux de l'ancienne cour, même les simples gentilshommes qui reparaîtront en France à l'époque de la restauration (1814), se construiront bientôt, et comme par enchantement, une immense fortune.

Entre cent exemples de ce genre, que nous pourrions citer, nous nous bornerons à mentionner le suivant. M. de Blacas d'Aulps était, en 1789, l'un des plus pauvres gentilshommes de France; son père, après avoir dissipé une médiocre fortune, était mort dans la ville d'Aix, et lui-même avait abandonné la France avant l'ouverture des états-généraux. M. de Blacas n'avait paru, assure-t-on, ni à l'armée des princes, ni à l'armée de Condé: d'abord, secrétaire du bailli de Crussol, à Pise, qui le céda au comte d'Avaray, il mérita et obtint l'estime et la confiance de son nouveau protecteur. Ce dernier (mort, en 1808, à l'île de Madère), légua, dans son testament, ce fidèle royaliste à

Louis XVIII. M. de Blacas eut le bonheur de voir sa fidélité et son dévouement accueillis par ce prince, qui le combla, dès le moment de sa rentrée en France, de bienfaits sans doute aussi considérables qu'ils étaient mérités.

CHAPITRE VIII.

ANNÉE 1811.

28 février. Le gouvernement français prend possession du duché d'Oldenbourg. Cette spoliation, que Napoléon ne peut justifier qu'en alléguant qu'elle convient à sa politique, en complétant le blocus continental le long de la mer du Nord, mécontente vivement l'empereur de Russie, attaché par les liens du sang et de l'affection au prince dépossédé, et dispose le cabinet de Pétersbourg à se rapprocher de l'Angleterre et à changer de système politique. Aussitôt, sacrifiant la Moldavie et la Valachie, plusieurs divisions de l'armée russe quittent le Bas-Danube et se portent en Pologne (V. 10 mai 1812).

4 mars. Les Français commencent leur retraite sur l'Espagne.

L'Anglais Wellington, qui tient la position de Torrès-Vedras (V. 6 octobre 1810), s'est obstinément tenu sur la défensive. Renfermé depuis cinq mois dans des lignes fortifiées d'une manière formidable, armées de plus de quatre cents bouches à feu placées sur le terrain le plus avantageux, il a cherché à consumer les forces de Masséna. Ayant, dans sa marche rétrograde, entièrement dévasté la province de Beira et

l'Estramadoure au nord du Tage, brûlé les maisons, entraîné la population et les bestiaux, détruit tous les objets susceptibles de servir à ses ennemis, même les ustensiles les plus usuels, il attend en sûreté les effets que doit produire sur eux une longue disette de toutes choses. En adoptant ce système, Wellington a mieux saisi le caractère de Napoléon, que Napoléon n'a discerné le caractère de Wellington. Le grand objet du général anglais, dont la temporisation ne cesse d'être décriée en France, est de se maintenir en Portugal pendant cette campagne, et aussi d'occuper une partie considérable des forces françaises qui, sans cette diversion, auraient probablement achevé la conquête de l'Andalousie. Inférieur en nombre de troupes exercées, les Portugais n'ayant pas eu le temps de s'aguerrir, une défensive opiniâtre était ce qu'il y avait de plus convenable et de mieux calculé. Mais pour faire triompher sa cause, la morale et l'humanité autorisaient-elles d'aussi cruels ravages? Est-ce par l'incendie qu'on sauve un pays? et si l'envahisseur abandonne ce pays entièrement dévasté, le bienfait de sa retraite compense-t-il les sacrifices qui l'ont payée? L'embrasement du Palatinat, pays ennemi, accuse la mémoire de Turenne qui ne fut pas assez grand pour désobéir à ce ministre de Louis XIV, Louvois, que Montesquieu cite comme un des trois plus méchans citoyens de France : de même la désolation du Portugal, d'un pays ami, ternit à jamais la conduite et le caractère du général anglais. Cette tactique des peuplades barbares, l'aurait-il dérobée aux Marattes contre lesquels il fit ses premières et peu glorieuses armes? et en devait-il faire usage, quelque avantageux pour ses armes que dussent être les résultats? Au reste, les ministres anglais se signalèrent, dans presque toutes les guerres,

par les plus odieuses violations des lois de l'humanité : la France n'en compte qu'un, un seul, Louvois, qu'on puisse leur assimiler.

En vain Masséna a-t-il vingt fois provoqué le combat. Froidement posé sur ses hauteurs, le moderne Fabius (V. 14 novembre 1810) n'a pas voulu risquer dans une bataille le sort d'un royaume qui dépend de la Grande-Bretagne. Ménageant le sang de ses guerriers, c'est aux terribles représailles, c'est aux poignards de la population que Wellington veut livrer les Français ; c'est en se maintenant dans une défensive immuable, qu'il les a mis aux prises avec la faim et les maladies. Si Masséna fut, jusqu'à ce jour, surnommé l'Enfant de la Victoire, Wellington, à défaut total de génie, d'audace et de capacité pour entreprendre, pour attaquer, pour prendre l'offensive, peut se faire appeler l'Élève de la Sagesse, ou plutôt de l'extrême prudence ; il aura bien justifié ce titre sur la rive du Tage. Le maréchal, ne pouvant donc ni l'entamer, ni l'attirer hors des lignes, commence sa retraite d'un pays où les soldats éprouvent tous les besoins, et se dirige sur l'Espagne, vers la frontière de Ciudad-Rodrigo (V. 4 avril).

5 mars. A Chiclana (une lieue de l'île de Léon), quinze ou seize mille hommes, tant Anglais qu'Espagnols, venant de la baie d'Algésiras, à travers les montagnes, attaquent les Français qui forment le blocus de Cadix ; ils percent leurs postes, et après plusieurs actions opiniâtres, sont rejetés dans l'île de Léon par le maréchal Victor. Ce maréchal avait commis de grandes fautes à Marengo et à Wagram ; peu s'en fallut qu'elles n'entraînassent la perte de ces deux batailles. En Espagne, il est la cause que Cadix ne sera point pris par les Français. Il avait reçu ordre de s'avancer en toute hâte

sur l'île de Léon : s'il avait eu le caractère et l'audace d'un grand général, il se serait emparé de cette île, où il n'y avait pas un canon lorsqu'il se présenta ; mais il n'osa pas l'attaquer, et quinze jours après il n'était plus temps ; l'île de Léon avait été garnie d'une nombreuse artillerie.

10 mars. Badajoz, capitale de l'Estramadoure espagnole, et très-forte place, est prise par le général Mortier, après un siége de cinquante-quatre jours. Suivant les relations anglaises elles-mêmes, sept mille Espagnols sont prisonniers ; on y saisit une grande quantité de munitions de guerre. Le général anglais Wellington, communiquant cet événement à la régence du Portugal, dit : « La nation espagnole a perdu, en deux mois, les » forteresses de Tortose, d'Olivenza, de Badajoz, » sans cause suffisante. Pendant ce temps, le maréchal » Soult, avec un corps de troupes qu'on n'a jamais » supposé au-dessus de vingt mille hommes, outre la » prise de ces deux dernières places, a tué ou pris plus » de vingt-deux mille hommes de troupes. » On verra plus bas (février 1812) les renseignemens fournis à Wellington par Dumouriez, ainsi que la manière dont le général anglais s'excuse d'avoir laissé prendre Badajoz. Dumouriez lui a fourni particulièrement des détails précieux sur la facilité qu'ont les Français de passer dans l'île de Léon.

12 mars. A Redinha (six lieues sud de Coïmbre), l'arrière-garde de l'armée française, atteinte dans sa retraite, réussit, par une très-belle défense, à suspendre la poursuite de l'armée anglo-portugaise. Cette action fait le plus grand honneur au maréchal Ney et à ses troupes.

20 mars. Ce jour est marqué par une événement qui doit,

suivant les apparences, soutenir puissamment le trône de Napoléon. Le destin le sert encore en lui donnant un fils. Le titre pompeux de roi de Rome, titre enfermé dans le tombeau des Ostrogoths, est exhumé pour cet enfant, dont on salue le berceau par des adulations qui surpassent toutes celles que virent éclore les siècles les plus avilis dans la servitude politique. Les républicains et les royalistes d'autrefois, également dépravés, viennent se disputer le prix de la flatterie. Le cardinal Maury, ex-royaliste, faisant fonctions d'archevêque de Paris, déclare dans un mandement, que « le berceau d'un enfant est aujourd'hui » la première des citadelles qui défendent le trône et » la France...., et que l'amour paternel achèvera de » révéler tout ce que Dieu a mis de sensibilité et de » bonté dans l'âme de Napoléon le Grand. »

L'évêque de Troyes, Boulogne, dit dans son mandement : « Enfin les vœux de la nation ont été exau- » cés, N. T.-C. F.; l'enfant de l'état, nous pouvons » dire l'enfant de l'Europe, nous est né, et telle est » la destinée de notre empereur, que la Providence, » après avoir tout fait pour sa gloire, veut encore » tout faire pour son bonheur; et qu'après l'avoir » rendu le plus grand des héros, elle veut encore en » faire le plus heureux des époux et des pères! Fût-il » jamais, N. T.-C. F., un événement plus digne » d'intéresser tous les Français, que la naissance de » cet enfant sur lequel doit reposer le bonheur de vos » enfans, etc., etc.....? » Tous les prélats de l'empire français s'exprimèrent, à peu de chose près, dans les mêmes termes d'adulation. Le sénat ne pouvait s'oublier dans une telle circonstance; il dit : « Sire, le » sénat vient offrir à votre majesté ses vives et res- » pectueuses félicitations sur le grand événement qui

» comble nos espérances et qui assure le bonheur de
» nos derniers neveux...... Vos peuples saluent par
» d'unanimes acclamations ce nouvel astre qui vient
» de se lever sur l'horizon de la France, et dont le
» premier rayon dissipe jusqu'aux dernières ombres
» des ténèbres de l'avenir! La Providence, sire, qui a
» si visiblement conduit vos hautes destinées, en nous
» donnant ce prince né de l'empire, veut apprendre
» au monde qu'il naîtra de vous une race de héros,
» non moins durable que la gloire de votre nom et
» les institutions de votre génie..... L'auguste impé-
» ratrice qui relève l'éclat du diadème par tant de
» grâces et de vertus, vous est plus chère encore
» comme mère du prince appelé à régner un jour sur
» les Français : et quand vos regards paternels s'at-
» tachent sur le roi de Rome, vous pensez aussitôt
» que sur cette tête précieuse reposent les destinées
» futures de ce peuple toujours présent à votre sou-
» venir. Permettez, Sire, que dans ce jour le sénat
» confonde aussi ses sentimens les plus chers avec les
» premiers de ses devoirs, et que nous ne séparions
» pas notre tendresse respectueuse pour le fils du
» grand Napoléon d'avec les saintes obligations qui
» nous attachent à l'héritier de la monarchie, de même
» que dans l'hommage que nous venons de présenter
» à votre majesté, nous ne séparons point l'humble
» offrande de notre amour pour votre personne sa-
» crée, d'avec le tribut de notre profond respect et
» de notre inébranlable fidélité » (Voyez 2 avril
1814.)

Au nom de l'université, le prosateur Fontanes dit :
« L'université que les monarques vos prédécesseurs
» appelaient leur fille aînée, doit partager vivement la
» joie...... Elle se félicite de porter au pied du trône

» les hommages et les vœux d'une génération entière
» qu'elle instruit dans ses écoles à vous servir et à
» vous aimer. Oui, sire, l'université fondée par Char-
» lemagne, relevée par Napoléon, mille ans après
» son premier fondateur, ne peut oublier devant ces
» deux grands noms les saints engagemens qu'elle a
» contractés envers le trône et la patrie; mère com-
» mune de tous les enfans que l'état lui confie, elle
» vous exprime leurs sentimens avec les siens. Toute
» la jeunesse française environne avec nous de ses
» espérances et de ses bénédictions cet enfant royal
» qui doit la gouverner un jour. Nous le confondons
» avec votre majesté dans le même respect et dans le
» même amour. Nous lui jurons d'avance un dévoue-
» ment sans bornes comme à vous-même. Sire, ce
» mouvement qui nous emporte vers lui ne peut dé-
» plaire à votre cœur paternel. Il vous dit que votre
» génie ne peut mourir, qu'il se perpétuera dans vos
» descendans, et que la reconnaissance nationale doit
» être éternelle comme votre nom.... Autrefois, pour
» élever l'imagination de la jeunesse, on lui parlait
» des grands hommes du temps passé; aujourd'hui,
» le siècle présent a dans vous seul ce qu'on admi-
» rait en eux de plus héroïque. En développant les
» prodiges de l'antiquité, nous y joindrons ceux de
» votre règne. Jamais l'enfance et la jeunesse n'auront
» entendu d'aussi merveilleux récits, et leurs cœurs
» palpiteront d'enthousiasme à votre nom. L'univer-
» sité vous porte les bénédictions et les vœux de tous
» les enfans qui peuplent ses écoles. Vous devez trou-
» ver quelque douceur à l'expression de ces senti-
» mens. Ils ont la vérité de ce premier âge où tout
» est sincère...... » (V. 5 mai 1814.)

Il n'est pas jusqu'à M. de Châteaubriand, qui ne

brûle son encens au pied du berceau du roi de Rome. Dans sa préface d'*Atala*, il avait dit : « ..... On sait » ce qu'est devenue la France jusqu'au moment où » la Providence a fait paraître un de ces hommes » qu'elle envoie en signe de réconciliation, lorsqu'elle » est lassée de punir. » Après avoir si bien caractérisé Napoléon, il fallait bien présenter ses hommages au berceau du roi de Rome, à ce berceau qui porte les destinées du monde, dit maintenant M. de Châteaubriand.

Bonaparte avait été comparé à tous les grands hommes de la fable, à tous les grands hommes des temps anciens et modernes ; mais on n'avait pas imaginé encore de le comparer à Louis XII, surnommé à si juste titre le père du peuple : cet honneur était réservé à M. Beugnot, anobli par Napoléon : le comte Beugnot dit : « Sire, nous apportons aux pieds de » V. M. I. et R. l'hommage du respect, de la reconnais- » sance et de l'amour du collége électoral du département » de la Haute-Marne... Un tel département échapperait » dans la foule aux yeux d'un prince vulgaire ; nous » sommes sûrs d'être présens à ceux de V. M. ; nous » sentons que nous sommes constamment aperçus, » protégés, dirigés par cette haute sagesse à qui rien » n'échappe, sous qui tout prospère. Dans un tel état, » sire, quel vœu pourrions-nous apporter aux pieds » de V. M. ? nul autre que celui que nos pères appor- » tèrent aux pieds de Louis XII : que le ciel conserve » votre personne sacrée pour le bonheur de ses peu- » ples et l'exemple des rois ! et puisse-t-il retrancher » de nos jours pour ajouter aux vôtres ! »

M. Beugnot, devenu ministre dirigeant du grand-duché de Berg qu'il exploitait pour le compte de Napoléon, n'était pas bien décidé à se faire tuer

pour son Louis XII ; aussi se retirera-t-il en toute hâte de Dusseldorff (V. 1814), lorsque les armées coalisées s'approcheront de cette annexe du grand empire !

On a vu (16 octobre 1797), avec quels sophismes les législateurs de cette époque se prononçaient contre les libertés nationales, et défendaient le despotisme directorial : ainsi, plus tard et toujours, sous le consulat, sous l'empire (comme après la restauration de la maison de Bourbon et l'établissement de la charte constitutionnelle), la France verra MM. Pastoret, Viennot-Vaunelle, Beugnot, etc., et une foule d'hommes non moins obscurs en 1789, qui furent, dès le commencement de la révolution, partisans et défenseurs zélés de la liberté et de l'égalité, soutenir avec chaleur les actes ministériels les plus attentatoires aux libertés publiques, abjurer les doctrines auxquelles ils durent une sorte de renommée, flatter la tyrannie impériale qui leur distribuera des emplois et des titres, et mettre la France aux pieds d'un despote couronné qui a répandu le pur sang d'un Bourbon ! M. Beugnot, né dans la classe du peuple, devenu riche et grand seigneur sous le régime de Napoléon ; M. Beugnot, ce parvenu de la liberté et de l'égalité, se montrera, sous le gouvernement des Bourbons, l'un des plus dévoués organes de l'arbitraire et du despotisme ministériels ; homme d'esprit, mais dépourvu de connaissances solides et doué de la plus extrême flexibilité de principes politiques, ce demi-ministre interprétera la charte constitutionnelle à la tribune de la chambre des députés, comme il interprétait les décrets impériaux dans les antichambres de Napoléon : puissamment aidé du travail et des lumières de M. M***, homme profondément savant, M. Beugnot passera,

aux yeux de l'autorité, pour un homme d'état, quoiqu'il soit peu instruit en science et en administration politiques. On pourrait juger, par le propos suivant qu'on assurait, dans le temps, avoir été tenu par Napoléon, à quel point M. Beugnot rendait hommage à l'usurpateur du trône des Bourbons : « M. Beugnot » est de haute stature, et je suis de petite taille ! » Je ne sais pas comment cela se fait, mais lorsque » M. Beugnot me parle, je suis forcé de me baisser » si je veux entendre ce qu'il dit. »

De quelles basses adulations ne fut pas accablé Napoléon, à la naissance du roi de Rome? Sans doute, la perspective de sa dynastie flatte délicieusement le maître de la France. Il est cependant nécessaire qu'il jouisse lui-même d'un règne long et prospère, afin de transmettre paisiblement sa couronne au premier de ses descendans directs. Une prétention à la souveraineté héréditaire ne saurait prévaloir sur un titre antérieur du même genre, excepté par la volonté prononcée d'une nation libre, ou par une suite non interrompue de succès dans l'usurpation. Mais, le tout-puissant empereur concevrait-il la possibilité de quelque grande altération dans l'état de l'Europe ou dans sa propre fortune, avant que son fils soit hors de l'enfance?

L'armée française entreprend sa retraite vers l'Espagne (V. 4 avril). A Alfayetès (près de Sabugal, Beira), le général Reynier, se retirant avec trop peu de célérité, se voit attaqué par des forces supérieures; il se défend avec fermeté et parvient à sa retraite, après avoir perdu mille quatre cents hommes. 3 avril.

4 avril. L'armée française, aux ordres de Masséna, rentre sur le territoire espagnol (V. 4 mars). Wellington, secondé par une foule de circonstances politiques, relèvera enfin le drapeau britannique de ce long déshonneur dans lequel l'ont plongé des revers sans mélange jusqu'à ce jour. Les soldats anglais n'ont cessé de fuir à Dunkerque (V. 9 septembre 1793), à Toulon (V. 19 décembre 1793), au Helder (V. 18 octobre 1799), à Flessingue (V. 24 décembre 1809), et partout où les soldats français paraissent en rase campagne : la prise de l'Égypte, ni la convention de Cintra (V. 30 août 1808) ne sauraient faire exception, vu la faiblesse numérique de ceux-ci.

Cette campagne, entreprise pour chasser les auxiliaires de la maison de Bragance, échoue comme les deux expéditions antérieures (V. 30 août 1808, 10, 18 mai 1809). Trois fois envahi et trois fois repris, le Portugal est perdu sans retour pour les Français, quoique Napoléon n'ait cessé de prédire que cette maison a cessé de régner, et que les aigles impériales surmonteront les clochers de Lisbonne ! Mais, à dater de sa défaite d'Essling (21 mai 1809), on voit distinctement qu'il veut suppléer au défaut de ses forces ou au vice de ses plans, par le prestige de ses précédentes victoires : il annonce au monde le terme de ses opérations, avec une présomptueuse anticipation du succès ! Chaque jour, on remarque davantage le ton de jactance, la fausseté de ses écrits officiels ; et cependant la multitude en est, en France, toujours abusée. Sa gloire éblouit, aveugle, tandis que par une persévérance des plus hasardeuses, le gouvernement anglais saisit chaque occasion de mortifier l'orgueil, d'arrêter la puissance de cet adversaire dont l'embarras se trahit par cela même qu'il fait un continuel usage de

l'imposture. La temporisation de Wellington, à défaut de talens d'un ordre plus élevé (car Fabius Cunctator, malgré le beau résultat de sa prudence, n'a été placé qu'au-dessous d'Annibal), est très-efficacement employée contre un général, Masséna, dont la renommée doit en imposer, et dont les talens militaires sont infiniment au-dessus des talens du général anglais; mais Bonaparte n'a pas voulu donner, et a même ôté à Masséna les moyens matériels de vaincre, d'anéantir Wellington, qui n'aura plus qu'un général fort ordinaire devant lui, aussitôt que Masséna aura quitté le commandement. Masséna, commandant encore l'armée appelée, par antiphrase, armée de Portugal, ayant reçu des renforts, s'avance sur Alméida, place près de se rendre, pour la ravitailler : Wellington et ses Anglo-Portugais occupent les hauteurs qui dominent le village de Fuentès. Vigoureusement chargé par la cavalerie du général Montbrun, Wellington ordonne la retraite; mais voyant que cette cavalerie n'est pas soutenue, et que l'infanterie agit sans ensemble, et perd beaucoup en s'obstinant à des attaques mal concertées, il garde sa position et s'y retranche. Cet engagement, honorable aux troupes françaises, est meurtrier, mais sans résultats. Massséna remet ici son commandement à Marmont. Ce maréchal avait une toute autre manière de faire la guerre que Masséna, général très-dur à lui-même, et ennemi de toute espèce de luxe et de sensualité. Le maréchal Marmont avait contracté des habitudes contraires, quoique né dans la médiocrité. [1]

[1] L'anecdocte suivante n'est pas indigne de l'histoire. Marmont ayant envoyé un officier supérieur en parlementaire auprès de Wellington, ce dernier le reçut avec une politesse extrême; il le pressa d'accepter à dîner : on ne servit que de grosses pièces de viande et

1er mai. Les Français évacuent Alméida, dernière place qu'ils occupaient en Portugal. Le général Bernier de Montmorand ayant épuisé ses vivres, et sachant qu'il ne peut être secouru, fait miner les fortifications, y met le feu, et, au moment de l'explosion, s'ouvre, avec sa faible garnison de quinze cents hommes, un chemin à travers quarante-cinq mille Anglais.

16 mai. A Alboerra (quatre lieues de Badajoz), les troupes anglo-espagnoles, commandées par le général Béresford, attaquées par le maréchal Soult, restent maîtresses du terrain et reprennent l'investissement de Badajoz. La perte seule des Anglais est évaluée, par eux-mêmes, à cinq mille hommes; celle des Espagnols est immense; la perte des Français est aussi très-considérable.

3 juin. Henri-Christophe est couronné, au Cap-Français, roi de Haïti. Cet ex-esclave, appelé aux Antilles le Singe noir de Napoléon, est sacré avec de l'huile de cacao par le capucin Corneille Brell, créé, à cet effet, grand-aumônier, duc de Lance, etc. Ce capucin avait sacré, en 1804, l'empereur Dessalines! La constitution de ce nouveau royaume a été calquée sur la constitution de la France impériale. A l'imitation de ce qui repa-

du vin ordinaire du pays : Wellington s'apercevant que l'officier français était étonné de la simplicité de sa table, lui témoigna le regret de ne pouvoir lui offrir des mets plus délicats : « Monsieur » (lui dit l'Irlandais), malgré tout mon désir de vous mieux rece- » voir, je ne puis pas vous présenter une table aussi délicate que » celle de votre maréchal. Je n'ai pas, comme lui, une douzaine de » cuisiniers et tout ce qui s'ensuit : c'est un grand seigneur que » M. le maréchal; il a, dit-on, cent cinquante paires de pantalons, » trois cents paires de bottes, des habits brodés par douzaine, etc » Je ne suis pas assez riche pour avoir de pareils bagages; et puis, » Monsieur, nous faisons la guerre comme vous la faisiez en 1793. »

raît dans l'ancienne métropole, le roi Henri Ier. institue des cordons, des titres, et crée de grands dignitaires ; on voit à sa cour un prince de Sale-Trou, un duc de Marmelade, un comte de Limonade, de Dondon, un baron de la Seringue, des chevaliers de Coco et du fort de Tourne-Broche. La partie française de Saint-Domingue est donc divisée en deux états (V. 27 janvier 1807) qui, depuis la mort de Dessalines (V. 16 octobre 1806), se sont fait une guerre cruelle.

18 juin. Le général anglais Wellington, apprenant que les maréchaux Soult et Marmont ont réuni leurs forces, lève précipitamment le siége de Badajoz (V. 16 mai), et se replie en Portugal. Ce royaume sert de tanière au léopard anglais, qui s'y réfugie, très-prudemment, toutes les fois que les Français se montrent avec des forces à peu près égales. Cette place, quoique endommagée par un premier siége (V. 10 mars), a été, pendant près de deux mois, vaillamment et habilement défendue par le général Philippon (V. 7 avril 1812).

28 juin. Tarragone, place très-importante, est emportée d'assaut par le général Suchet, après un siége de deux mois et cinq assauts. Dix mille hommes, qui survivent d'une garnison très-nombreuse, restent prisonniers de guerre. Les vainqueurs acquièrent une immense quantité d'approvisionnemens en tout genre. Cette conquête vaut à juste titre, au général Suchet le bâton de maréchal.

L'on a dit (4 avril 1793) que Dumouriez et Wellington avaient entretenu une correspondance suivie sur les opérations militaires des Anglais en Espagne.

Le 4 juillet, Wellington écrit, de Quinta de San-

Joan, « que les Français, en réunissant dans l'Estra-
» madure toutes les forces qu'ils avaient dans l'Anda-
» lousie et dans la Vieille et la Nouvelle-Castille, ont
» réussi à lui faire lever le siége de Badajoz; qu'il a
» rassemblé tout son monde à deux lieues de là, dans
» une assez bonne position, auprès de Campo-Major;
» que les Français n'ont pas voulu l'attaquer, etc. »
Wellington cite avec complaisance le mot qu'on attribue à Henri IV, « que quand on fait la guerre en
» Espagne avec peu de monde, on est battu, et avec
» beaucoup de monde, on meurt de faim. » Dumouriez répond à Wellington, le 5 août; après des réflexions importantes sur l'armée de Galice, qui s'organise, Dumouriez fait sentir à Wellington combien il est essentiel « que le général Santocildes, maître d'Astorga,
» opère une diversion utile dans le royaume de Va-
» lence, qui le mettra lui-même (Wellington) en li-
» berté de faire agir le corps intermédiaire de Silveira
» le long du Douro à sa rive droite, pour inquiéter
» Marmont et le forcer à repasser la rive droite du
» Tage. » Dumouriez indique la marche à suivre par le général Blacke, et dit : « Blacke doit, par Algésiras,
» se réunir à l'armée de Murcie, achever la conquête
» du royaume de Grenade, et se porter ensuite en
» forces sur la Sierra-Morena et sur les derrières du
» camp qui bloque Cadix, ce qui non-seulement dé-
» rangera les projets de Soult sur Carthagène et sur
» la continuation du blocus de Cadix, mais l'obligera
» à réunir toutes les forces qu'il a amenées en Estra-
» madure pour défendre l'Andalousie et la Manche, et
» ce qui lui rendra, à lui (Wellington), la liberté de
» ses mouvemens...... » Après avoir donné avis des secours considérables qui partent de France, Dumouriez montre à Wellington « que la colonne française

» de Catalogne ne pourra de long-temps rien tenter
» d'important contre lui, mais qu'il a à craindre les
» forces qui vont arriver de Bayonne pour renforcer
» ce qu'on appelle l'armée de Portugal, ou pour for-
» mer une seconde armée pour attaquer les trois
» provinces du nord, arriver, par Opporto, derrière
» le flanc gauche de l'armée anglaise, et l'obliger à
» quitter la frontière pour se retirer sur Lisbonne... »
Dans sa réponse du 28 août, datée de Fuente-Ginaldo, Wellington fait de vifs remercîmens à Dumouriez; il lui fait remarquer le désavantage général de sa position, qui s'oppose à l'offensive, et ajoute: « Je serai
» bien aise de vous voir, si vous passez dans ce pays-ci »
(Dumouriez avait offert à Wellington de se rendre auprès de lui, pour se faire une idée juste de ses combinaisons; et, en conséquence, il l'avait invité à en témoigner le désir auprès de son frère, le lord Wellesley); « mais je ne vous le conseille pas : vous
» verriez beaucoup de choses qui vous dégoûteraient
» de ces guerres révolutionnaires, malgré que les
» malheurs de notre temps les rendent nécessai-
» res..... »

5 août. Un concile ouvert à Paris a été convoqué pour régulariser l'ordre de l'institution canonique, attendu que le pape la refuse aux évêques nommés depuis que Napoléon a peu d'égards pour sa souveraineté temporelle. Plus de cent évêques de France, d'Italie et d'Allemagne se réunissent (V. 20 septembre).

Un décret de ce concile statue : « Le concile national
» est compétent pour statuer sur l'institution des évê-
» ques, en cas de nécessité..... Les siéges, d'après les
» canons, ne peuvent rester vacans plus d'un an, pen-
» dant lequel la nomination, l'institution et la consé-

» cration doivent avoir lieu. Les nommés s'adresseront
» au pape pour obtenir l'institution canonique. Six
» mois après la notification de la nomination, le pape
» sera tenu de donner l'institution, d'après la forme
» du concordat. Les six mois écoulés sans que le
» pape ait accordé l'institution, le métropolitain y
» procédera, ou bien le plus ancien évêque de la pro-
» vince..... »

20 sept. Un bref du pape, daté de Savone, confirme les décrets du concile national. Cependant, ce bref restera sans exécution; la cour papale, rentrant presque aussitôt dans son système, refusera constamment, par des vues de souveraineté terrestre et des considérations d'intérêt profane, l'institution promise; de sorte que, jusqu'à la fin de 1819, l'Église de France sera presque sans évêques. Que les catholiques enthousiastes jugent, d'après cela, si le Saint-Esprit inspire le sacré collége! Peuvent-ils oublier que le Saint-Esprit n'est qu'avec l'Église entière, représentée par un concile œcuménique?

Le 23 septembre, Dumouriez écrit à Wellington « que Soult a mis beaucoup de rapidité et de talent
» pour aller détruire l'armée de Murcie; interprète les
» intentions de Soult de l'attaquer par l'Alentéjo, pour
» le forcer à venir border le Tage et se rapprocher de
» Lisbonne; considère la défense de la Galice comme
» liée à la sûreté du Portugal, etc. » Il donne d'utiles et savans conseils à Wellington; émet d'importantes réflexions sur la défaite du général Abbadia en Galice, etc. Dans ses lettres du 22 octobre et 19 novembre, Dumouriez indiquera au général anglais ce qu'il doit tenter, « si l'on détache, pour aider, Suchet; qu'il faut
» que le général Hill fasse une attaque contre le gé-

» néral Gérard ;.... que l'armée d'Abbadia et celle de » Castanos sont ses deux oreilles ; qu'il ne se laisse » pas mordre impunément, etc. » Dumouriez précisera les mouvemens que doit faire nécessairement le général Soult, et donnera en conséquence ses conseils à Wellington.

1 octobre. La correspondance qui a eu lieu entre l'ex-général français et le général anglais, en 1811, 1812, 1813, et dans les trois premiers mois de 1814, prouve que Dumouriez a conduit par la main le général Wellington, l'avertissant des fautes et des dangers qu'il fallait éviter, lui indiquant la marche et les opérations à suivre, etc. Nous donnerons encore quelques passages de cette correspondance, lorsque les circonstances militaires ou politiques l'exigeront.

25 octob. La bataille de Sagonte, autrement Murviedro, est livrée au voisinage de cette place. Les généraux espagnols Blake, O'Donnel, marchent au général Suchet, dans l'espoir de faire lever le siége de cette place : soutenus par le feu des vaisseaux anglais qui rangent la côte, ils attaquent avec fureur et disputent vivement le terrain jusqu'à la fin du jour ; défaits cependant, ils abandonnent quinze bouches à feu et plus de quatre mille prisonniers, dont deux généraux. Le maréchal Suchet est blessé : les généraux Harispe et Montmarie se distinguent.

26 octobre. La victoire de la veille a décidé la reddition de Sagonte, assiégée depuis un mois. Ce rocher, élevé sur la rive droite du Murviedro, joignant la mer, isolé de toutes hauteurs, escarpé à pic dans presque tout son pourtour, couronné d'épaisses constructions mauresques et d'ouvrages récens, domine une plaine que traversent les routes principales de Valence, de Saragosse et de Barcelone. L'occupation de ce poste

formidable est nécessaire pour s'établir dans l'est de la péninsule : le général de génie Rogniat a déjà vaincu toutes les difficultés qu'opposent à son art les approches de cette place lorsqu'elle capitule. La garnison reste prisonnière.

20 décemb. Un sénatus-consulte met à la disposition du gouvernement cent vingt mille conscrits de 1812 (nés du 1er. janvier au 31 décembre 1792). Il n'y a pour ces actes, ni exposé de motifs, ni rapport ; il est adopté sur une simple proposition, et sur ce principe que la conscription est un tribut personnel qui doit être acquitté chaque année, en temps de paix comme en temps de guerre. Vraisemblablement, Napoléon a pensé que les sept ou huit votes négatifs que, dans les délibérations importantes, reçoit l'urne du sénat, pourraient en amener d'autres.

26 décemb. Au passage du Guadalaviar, le camp retranché de Quarte (trois lieues sud-ouest de Valence, sur la rive droite) est enlevé avec tous les canons. Les Espagnols fuient en désordre, et, se renfermant dans Valence, laissent au maréchal Suchet la faculté de compléter l'investissement de cette grande place.

L'importance de cette capitale s'est accrue par les circonstances de la guerre. Les insurgés des provinces de l'est y ont le dépôt général de leurs forces et de leurs approvisionnemens. Une immense population s'y est renfermée, avec la résolution d'imiter la résistance de Saragosse (V. 21 févier 1809) ; mais le maréchal Suchet réduit la garnison. Vingt généraux, neuf cents officiers, dix-huit mille soldats, quatre cents bouches à feu, une grande quantité de munitions, sont le fruit de la capitulation. Un décret impérial dotera

l'armée d'Aragon de biens situés dans la province de Valence, pour une valeur de deux cents millions de francs. Le maréchal Suchet recevra le titre de duc d'Albuféra, qu'il a mérité par les plus brillans exploits.

CHAPITRE IX.

ANNÉE 1812.

27 janv. La Poméranie suédoise est envahie par une division de l'armée française sous les ordres du maréchal prince d'Eckmulh, la Suède étant en pleine paix avec la France : le général Friand en prend possession au nom de la France.

Après toutes les violations de traités auxquelles Napoléon avait accoutumé l'Europe, ce brusque et nocturne envahissement de la Poméranie n'étonna personne, et n'indigna que les Suédois. Cet événement, peu remarquable en lui-même, est devenu par ses résultats d'une importance telle, que l'histoire le placera au nombre des plus grandes fautes que Napoléon ait commises. D'après des pièces authentiques, nous parlerons avec quelques détails des motifs qui poussèrent Napoléon à une violence qui lui fut si funeste.

Dominé, comme il le dit lui-même, par un arrière-instinct qui lui rendait désagréable et pénible l'élévation du prince de Ponte-Corvo sur les premiers degrés du trône de Suède, Napoléon lui avait demandé, avant son départ, de signer l'engagement de ne jamais prendre les armes contre lui : forcé de céder aux raisons sur lesquelles le prince motiva son refus, il lui avait remis les lettres d'émancipation qui le relevaient de ses sermens comme Français, et s'é-

tait borné à lui parler de son système politique, cherchant à lui démontrer l'obligation où était la Suède de s'y soumettre. Le prince ayant répondu « qu'il ignorait complétement ce qui se passait en Suède en fait » d'administration et de commerce, qu'il suppliait » l'empereur de lui donner quelque temps pour reconnaître, par lui-même, jusqu'à quel point il lui serait » possible de seconder ses vues. » — « Combien de » mois vous faut-il, reprit brusquement l'empereur? » — « Jusqu'au mois de mai. » — « Je vous l'accorde ; à » cette époque, prononcez-vous : ami ou ennemi. » Prenant ensuite le ton le plus amical, Napoléon promit au prince trois millions en indemnité de la cession de sa principauté de Ponte-Corvo et de ses dotations en Pologne, en lui laissant toutes ses autres propriétés ; il lui fit remettre un million en or et lui permit d'emmener tous ses aides de camp.

Le prince partit plein de confiance en Napoléon ; mais son illusion ne dura pas long-temps. Même avant d'arriver en Suède, il apprit d'un de ses amis, qu'il savait être en grande faveur auprès de Napoléon (le duc de Frioul), que le jour même de son départ, l'empereur lui avait dit : « Eh bien ! le prince ne regrette-t-il pas la France ? — Oui, sans doute. — Et » moi, j'aurais été charmé qu'il n'eût pas accepté ; » mais que voulez-vous... Au reste, il ne m'aime pas. » Sur la réponse du duc de Frioul à Napoléon, qu'il était dans l'erreur, et que le prince était franchement et cordialement revenu à lui depuis long-temps, l'empereur avait dit : « Nous ne nous sommes pas entendus, à présent il est trop tard, il a ses intérêts ; » ma politique et la sienne ne pourront facilement » s'accorder. » D'après d'autres avis qui parvenaient au prince, l'accueil qu'on lui avait fait sur tous les

lieux de son passage, celui surtout qu'il reçevait en Suède, les discours qu'on lui adressait, et les réponses qu'il avait faites, tout cela excitait le mécontentement de Napoléon. Les sentimens généreux et patriotiques développés par les orateurs des quatre ordres ne lui convenaient pas plus que ceux que le prince montrait dans ses réponses, et devenaient l'objet de ses sarcasmes; tels étaient les motifs qui le portèrent à adresser au cabinet suédois, lorsque le prince y arrivait à peine, des notes dont on connaîtra la sévérité et l'injustice, par la réponse que le prince eut à lui faire dès le quinzième jour de son entrée à Stockholm.

Le prince royal de Suède à l'empereur Napoléon.

Stockholm, le 19 novembre 1810.

« Sire, par ma lettre du 11 novembre, j'ai eu l'hon- » neur d'instruire votre majesté que le roi était prêt à » faire tout ce que les lois constitutionnelles lui per- » mettraient pour arrêter l'introduction des marchan- » dises anglaises. Le ministère s'occupait d'un règle- » ment très-sévère à ce sujet, lorsqu'une dépêche de » M. de Lagerbjelke est venu porter la douleur dans » l'âme du roi et déranger sa santé d'une manière bien » sensible. Cette dépêche nous prouvait à quel point » votre majesté était prévenue contre nous, puisqu'en » nous donnant cinq jours pour répondre, elle nous » traitait avec la même rigueur qu'une nation enne- » mie; et la note officielle remise par M. le baron Al- » quier n'a laissé à la Suède que l'affligeante alterna- » tive, ou de voir rompre les liens qui l'unissent à » la France, ou de se livrer à la merci d'un ennemi » formidable, en lui déclarant la guerre sans posséder » aucun moyen pour le combattre. En me décidant à » accepter la succession au trône de Suède, j'avais

» toujours espéré, sire, concilier les intérêts du pays
» que j'ai servi fidèlement et défendu pendant trente
» années avec ceux de la patrie qui venait de m'adop-
» ter ; à peine arrivé, j'ai vu cet espoir compromis, et
» le roi a pu remarquer combien mon cœur était dou-
» loureusement combattu entre son respectueux atta-
» chement à votre majesté et le sentiment de ses nou-
» veaux devoirs. Dans une situation si pénible, je n'ai
» pu que m'abandonner à la décision du roi, et m'abs-
» tenir de prendre part aux délibérations du conseil
» d'état. Le conseil ne s'est pas dissimulé, 1°. qu'un
» état de guerre ouverte provoquée par nous, causera
» infailliblement la capture de tous les bâtimens qui
» sont allés porter du fer en Amérique ; 2°. qu'à la
» suite d'une guerre malheureuse, nos magasins sont
» vides, nos arsenaux sans activité et dépourvus de
» tout, et que les fonds manquent pour parer à tous
» les besoins ; 3°. qu'il faut des sommes considérables
» pour mettre à couvert la flotte de Carlscrona et ré-
» parer les fortifications de cette place, sans qu'il y
» y ait aucun fonds pour cet objet ; 4°. que la réunion
» de l'armée exige une dépense extraordinaire d'au
» moins sept à huit millions, et que la constitution
» ne permet pas au roi d'établir aucune taxe sans le
» consentement des états généraux ; 5°. enfin, que le
» sel est un objet de première et absolue nécessité en
» Suède, et que c'est l'Angleterre seule qui l'a fourni
» jusqu'ici. Mais toutes ces considérations, sire, ont
» disparu devant le désir de satisfaire votre majesté :
» le roi et son conseil ont fermé l'oreille au cri de la
» misère publique, et l'état de guerre avec l'Angle-
» terre a été résolu, uniquement par déférence pour
» votre majesté, et pour convaincre nos calomniateurs
» que la Suède, rendue à un gouvernement sage et

» modéré, n'aspire qu'après la paix maritime. Heu-
» reuse, sire, cette Suède si mal connue jusqu'à pré-
» sent, si elle peut obtenir, en retour de son dévoue-
» ment, quelques témoignages de bienveillance de la
» part de votre majesté, qu'elle se plaît toujours à
» considérer comme son protecteur et son appui. »

En ce qui concernait personnellement le prince, l'empereur annula toutes les promesses qu'il lui avait faites, lui enleva toutes ses dotations qu'il réunit à son domaine extraordinaire, rappela tous ses aides de camp. L'un d'eux (le colonel Vilatte) était venu pour recevoir les prolongations de congé; elles étaient expédiées et lui furent remises; il les avait en main, mais avant qu'il ne fût sorti des bureaux de la guerre, on eut ordre de les lui reprendre. Accordant d'une main, et reprenant de l'autre, Napoléon ajoutait l'insulte à l'injustice : on eût dit qu'il cherchait à pousser le prince à bout. En vain celui-ci s'étudiait à le détromper par le langage de la raison, et à le calmer par celui de la soumission; en vain chargea-t-il M. Gentil-Saint-Alphonse (son aide de camp, rentrant en France), porteur de sa réponse, d'expliquer à Napoléon dans quelle position le plaçaient, vis-à-vis de la nation suédoise, sa dignité et ses devoirs de prince royal et de fils adoptif de Charles XIII; en vain alléguait-il à Napoléon la constitution et les lois de la Suède comme un obstacle à l'exécution de ses volontés, c'était tenir à l'empereur un langage qu'il ne pouvait comprendre. Toutes ces raisons ne paraissaient à ses yeux qu'un mauvais subterfuge; ce ton soumis n'était que déception : aussi sa mauvaise humeur devint de la colère, et il ne prit pas même la peine de la dissimuler, car, en blâmant, au milieu de ses courtisans, la conduite que le prince royal tenait en Suède, il alla jusqu'à dire

qu'il pourrait bien lui faire terminer son cours de suédois à Vincennes.

Tandis que le prince royal se refusait à croire aux avis qui lui venaient, du château même des Tuileries, sur une telle menace, Napoléon songeait réellement à l'effectuer et à renouveler sur lui l'enlèvement du duc d'Enghien ! On en acquit plus tard les preuves par la découverte d'un guet-apens, que des agens français avaient dressé pour saisir le prince royal aux environs de Haga et l'emporter sur un bâtiment qu'ils tenaient à la voile. L'attentat n'échoua que par un pur hasard [1].

En prodiguant les insultes, les outrages au prince royal, au roi et au gouvernement suédois, en les harcelant par des exigences toujours croissantes, Napoléon avait-il pour but de faire croire aux Suédois qu'il ne poussait si loin les choses que parce qu'il avait à Stockholm un de ses lieutenans ? On serait induit à le penser, si l'on considère que, non content d'avoir forcé le roi de Suède à déclarer la guerre à l'Angleterre, contre les intérêts les plus évidens de son peuple, et sans nuls moyens pour la soutenir, Napoléon se plaint de ce que cette guerre n'est pas assez active, et refuse de rien fournir pour la rendre plus vive. Il envoyait, jusque dans les ports de la Suède, sous pavillon français, des espèces de forbans qui, insultant à la confiance du roi dans ses traités avec la

[1] Un ancien aide de camp du duc de Raguse, M. de Salazar, qui avait quitté le service et s'était retiré en Angleterre, donna des renseignemens précis sur le projet d'enlèvement du P. R. ; il s'ouvrit à ce sujet à un personnage illustre en Angleterre, et au baron de Réhausen, ministre de Suède à Londres, qui en informa aussitôt le comte d'Engestrom. M. de Salazar arriva à Orebro pendant la diète, et renouvela les déclarations qui avaient déjà été faites au baron de Réhausen et au comte d'Engestrom.

France, lui enlevaient ses bâtimens, qu'ils conduisaient à Rostock, à Wismar et autres ports de la Baltique, et en faisaient les équipages prisonniers pour les envoyer en France! Plus de cinquante bâtimens avaient été pris ainsi en pleine paix dans le courant de 1811, et Napoléon faisait retenir ceux-là même dont son conseil des prises avait prononcé la restitution!! Tantôt il voulait envoyer des douaniers français dans les ports de Suède; tantôt, nouveau Minotaure, il lui demandait des tributs d'hommes et voulait des matelots suédois pour le service de sa marine impériale: et cette tyrannie, déjà si odieuse, s'aggravait encore par le ton insultant dont son ministre à Stockholm assaisonnait ses notes; au point qu'un jour, ce ministre venant d'en remettre une, le prince royal lui dit: « M. Alquier, vous vous croyez donc toujours proconsul! détrompez-vous; vous ne résidez pas auprès » d'un gouvernement établi par l'épée de votre maître: » jamais je ne mettrai sous les yeux du roi mon père, » une pièce aussi insolente que votre note. »

Malgré tout ce que le roi avait à supporter dans sa soumission au cabinet français, le roi et le prince royal ne pouvaient faire déclarer ouvertement la Suède contre Napoléon; car, excepté le commerce et sa clientèle, elle était encore toute pour lui! Ce fut le mauvais génie de Napoléon qui le porta à changer lui-même ces favorables dispositions en faisant envahir la Poméranie: la nouvelle n'en parvint à Stockholm que le 11 février. Le prince royal, en lisant le rapport, ne fit entendre que ces mots: « Puisqu'il le » veut absolument, il faut le satisfaire........ Il lui en » coûtera cher!..... » Le lendemain, il fit informer le cabinet de Londres et l'empereur de Russie que la Suède était en guerre contre Napoléon!! Le prince

royal envoya aussitôt des agens chargés d'établir une parfaite harmonie entre la Suède, la Russie et l'Angleterre. C'est au prince royal que fut due principalement la paix entre la Russie et la Porte ottomane, signée à Bucharest. Dans cette circonstance décisive, le prince royal fit preuve d'une activité et d'une habileté diplomatiques également remarquables.

Pour qu'on puisse mieux juger de l'immensité de la faute que fit Napoléon, en forçant les Suédois à se séparer de l'alliance française, quelques faits peu connus peuvent être encore cités.

Avant de s'engager par aucun traité contre Napoléon, même après l'invasion de la Poméranie, le prince royal lui écrivit la lettre suivante : « Sire, les rapports » qui viennent d'arriver portent, qu'une division de » votre armée, aux ordres du prince d'Eckmühl, a » envahi le territoire de la Poméranie suédoise, dans » la nuit du 26 au 27 janvier. Cette division a poursuivi sa marche, est entrée dans la capitale du duché, et s'est emparée de l'île de Rugen. Le roi » attend que votre majesté fasse connaître les motifs » qui ont pu la porter à agir d'une manière aussi contraire aux traités existans. Mes anciens rapports avec » votre majesté m'autorisent à la supplier de ne pas » tarder à faire connaître ces motifs, pour que je puisse » donner au roi mon opinion sur le système politique » que la Suède doit adopter désormais. L'outrage qui » lui est fait si gratuitement est vivement senti par la » nation, et doublement par moi, sire, qui suis chargé » de l'honneur de la défendre. Si j'ai contribué à rendre la France triomphante, si j'ai constamment souhaité de la voir heureuse et respectée, il n'a jamais » pu entrer dans ma pensée de lui sacrifier les intérêts, » l'honneur et la nationalité du pays qui m'a adopté.

» Votre majesté, si bon juge dans les cas de ce genre, a
» déjà pénétré ma résolution. Peu jaloux de la gloire et
» de la puissance qui vous environnent, sire, je le suis
» beaucoup de ne pas être regardé comme vassal : votre
» majesté commande à la majeure partie de l'Europe ;
» mais sa domination ne s'étend pas jusqu'au pays où
» j'ai été appelé. Mon ambition se borne à le défendre
» et je le regarde comme le lot que la Providence m'a
» départi. L'effet que l'invasion dont je me plains a
» produit sur le peuple peut avoir des conséquences
» incalculables, et, quoique je ne sois point Coriolan
» et que je ne commande pas à des Volsques, j'ai assez
» bonne opinion des Suédois pour vous assurer, sire,
» qu'ils sont capables de tout oser et de tout entre-
» prendre pour venger des affronts qu'ils n'ont point
» provoqués, et pour conserver des droits auxquels
» ils tiennent peut-être autant qu'à leur existence. »

Ce ne fut que deux mois après cette funeste invasion, et quand il n'y eut plus d'espoir de rapprochement avec Napoléon, que le roi de Suède conclut son traité d'alliance avec la Russie.

26 janv. Un décret impérial réunit la Catalogne à la France, et divise cette province en quatre départemens. Un second décret, du 2 février, la placera sous l'administration de deux conseillers d'état intendans (Degerando, Chauvelin), chargés de procéder à l'organisation judiciaire, administrative et financière de cette nouvelle partie de l'empire ; leur résidence est fixée à Barcelone, à Gironne ; ils ont sous eux quatre auditeurs-préfets : à Barcelone, Lérida, Gironne, Puycerda. « Les intendans nous soumettront les usages et
» les circonstances de localité..... pour les concilier
» avec les principes de la législation. » Les désastres

dont les armes françaises seront accablées dans cette campagne, ne pourront décider Napoléon à l'abandon de la Catalogne. Au contraire, il décrétera, le 7 mars 1813, de nouvelles dispositions pour simplifier l'administration de ces départemens ultra-Pyrénées, aussi froidement que s'il s'agissait des départemens baignés par la Loire.

On imaginerait difficilement à quels actes arbitraires s'était porté le maréchal Augereau, pendant tout le temps de son commandement en Catalogne, et combien de calamités cette province avait essuyées : ils ne sont pas étrangers aux désastres de la guerre d'Espagne [1].

[1] Le maréchal Augereau avait pris le commandement de l'armée de Catalogne dans les derniers jours de septembre 1809, et avait remplacé le général Saint-Cyr.

Après la reddition de Gironne, le maréchal, précédé par de glorieux souvenirs, revêtu de toutes ses décorations (parmi lesquelles on distingue le grand cordon de l'ordre royal espagnol de Charles III), entre en grand appareil militaire dans Barcelone avec le titre de gouverneur de la Catalogne, et vient prendre son quartier dans ce magnifique palais du gouvernement, où, trente ans auparavant, il avait monté la garde comme simple garde wallone ! Son premier soin, en arrivant dans cette ville, est de renvoyer en France de la manière la plus dure, le brave général Duhesme, gouverneur de Barcelone, officier d'un mérite distingué (le même qui, blessé à Waterloo, sera massacré par les Prussiens, 1815.) Les chefs de l'administration militaire sont présentés au maréchal : il croit reconnaître parmi eux un homme dont il a eu à se plaindre : il l'accueille de coups de cravache en l'apostrophant des noms les plus injurieux : un tel acte révolte les personnes présentes à cette scène, et, toutes, s'empressent de rendre les témoignages les plus honorables sur la victime de cette violence. Cet homme était directeur de l'hôpital militaire de Barcelonne établi à l'arsenal (Las Atresanas.)

Le maréchal prend un arrêté qui enjoint aux autorités espagnoles de la province d'employer, pour la rédaction de leurs actes administratifs, le patois catalan : cette mesure, qui a pour but de capter la bienveillance des Catalans, produit un effet tout contraire.

« La Catalogne doit sa richesse à son commerce, » à son industrie, à ses manufactures; de là vient que, » dans toutes les guerres, elle a fait et fera toujours » des sacrifices immenses pour ne pas devenir, même » momentanément, province française; parce que cette » réunion entraînerait la ruine inévitable de ses fabri- » ques, qui ne peuvent, sous aucun rapport, soute- » nir la concurrence avec les nôtres. C'est néanmoins » la seule province que Napoléon ait voulu réunir à la » France, tant les difficultés avaient de charmes pour » lui. Il l'organisa en plusieurs départemens, et dé-

Marescal de papel (maréchal de papier), telle est la qualification donnée au général en chef par les habitans de Barcelone dont les murs sont placardés de proclamations, d'arrêtés, etc.

Après la prise de Gironne, le maréchal Augereau avait dit qu'une grande sévérité était indispensable à la soumission de la Catalogne. Aussi, tous les paysans pris les armes à la main étaient pendus sans miséricorde eux, leurs pères, mères, femmes, fils et filles, à de vastes potences dressées sur la grande route de Gironne à Figuières : la plupart de ces malheureux, en allant à la mort, refusaient les secours de la religion, et périssaient en maudissant, en exécrant leur féroce oppresseur. L'on a vu pendre à Barcelone, en 1811 (peu de mois après la prise de Tarragone par le général Suchet), deux malheureux, l'un tailleur, l'autre jardinier, pour avoir dit que Tarragone avait été repris par les Espagnols : madame la duchesse de Bourbon demande au gouverneur de Barcelone la grâce des deux condamnés; elle lui est refusée avec tous les égards dus à une princesse adorée des Barcelonais. L'on a vu et entendu un intendant de Napoléon, se faisant appeler de ******, intrigant déhonté, concussionnaire des plus avides, ancien bas-officier, se réjouir hautement du supplice de ces deux infortunés et se glorifier d'avoir décidé le général, gouverneur de Barcelone, à les faire exécuter!! Cet acte de sévérité révolte même les Français et met le comble à l'exaspération des habitans.

Ce ****** peut aller de pair avec les Lecchi, les Henriod, etc., monstres exécrables dont les Catalans conserveront long-temps le souvenir!! Enfin, Augereau fut remplacé dans son commandement, en mai 1810, par M. le duc de Tarente qui adopta, dès son arrivée, un plan de conduite tout-à-fait différent.

» fendit à ses ministres de correspondre avec Joseph ;
» mais il différa de publier le décret de réunion qu'il
» avait rendu. » (*Mémoires du maréchal Gouvion-Saint-Cyr.*)

Quand l'illustre maréchal traçait ces lignes, il ne connaissait sans doute pas dans toute son étendue le plan de ce grand destructeur des nations ; aujourd'hui, l'on sait qu'il se proposait de réunir l'Espagne entière sous sa puissance directe : il l'avait déclaré confidentiellement, ne doutant pas d'y faire consentir l'empereur Alexandre, s'il le laissait s'emparer des provinces turques à la gauche du Danube, et si les troupes françaises évacuaient Berlin. Cette assertion a été donnée par le duc de Frioul.

18 février.

Le prince de Galles, régent d'Angleterre depuis une année, entre dans la plénitude du pouvoir royal.

20 février.

Dans sa lettre, de ce jour, à Wellington qui lui a fait part (28 janvier, de Callegos), de ses projets sur Ciudad-Rodrigo, Dumouriez expose ses observations à cet égard « .... Il craint que le blocus de Cadix ne
» soit changé en un siége régulier ; il regarde le pas-
» sage de l'île de Léon comme aisément praticable de
» vive force, parce que le Rio-San-Pedro n'a pas assez
» de largeur, que ses lignes et batteries sont trop
» étendues, faibles et assez mal construites, et que ce
» coup de main peut être tenté comme un simple pas-
» sage de fossé, pour lequel les Français peuvent ame-
» ner du Trocadéro toutes les prames, etc., propres
» au passage..... » Dumouriez représente à Wellington la nécessité d'opérer des diversions, etc.

24 février. Un traité est signé à Paris avec la Prusse. Frédéric-Guillaume III, dont les états séparent la domination française de l'empire russe, effrayé des symptômes d'une rupture entre ces deux grandes puissances, se réfugie dans l'alliance de celle qu'il croit la plus formidable. Berlin est environné de troupes françaises; le maréchal Oudinot est sur le point de s'en emparer, comme il s'empara d'Amsterdam (V. 1er. juillet 1810). Le roi s'empresse de signer trois conventions. Les mesures prohibitives contre le commerce anglais sont renouvelées (V. 2 septembre 1807). Dans le cas de guerre avec la Russie, la Prusse fera marcher quatorze mille hommes d'infanterie, quatre mille chevaux et deux mille soldats d'artillerie avec soixante pièces. Les conventions des 8 septembre et 5 novembre 1808 seront exécutées, moyennant réduction des contributions dues par la Prusse, à la somme de soixante-deux millions.

13 mars. Un sénatus-consulte divise en trois bans la garde nationale, c'est-à-dire tous les sujets mâles de l'empire, en état de porter les armes et qui ne sont pas militaires actifs. Le premier ban, formé des hommes de vingt à vingt-six ans, ne doit pas sortir du territoire français et sera exclusivement destiné à la garde des frontières, à la police intérieure, à la conservation des grands dépôts maritimes, arsenaux et places fortes. Cent cohortes du premier ban sont mises à la disposition du gouvernement. Chaque cohorte a neuf cent soixante-onze hommes.

« Voilà, dit le sénateur Lacépède, chargé du rap-
» port, voilà ce que le héros croit devoir faire pour rendre
» les frontières inviolables, pour tranquilliser les es-
» prits les plus prompts à concevoir des alarmes, pour

» garantir la sécurité publique de toutes les atteintes
» du faux zèle, de l'impéritie et d'une malveillance per-
» fide. Voici ce que fait le père de ses sujets, pour
» que ce grand bienfait exige le moins de sacrifices !
» Les cohortes du premier ban se renouvelant par
» sixième chaque année, les jeunes Français qui en
» feront partie connaîtront l'époque précise à laquelle
» ils doivent revenir sous le toit paternel ; et rendus
» à leurs affections, à leurs travaux, à leurs habitu-
» des, ils jouiront du prix de leur dévouement. Par-
» venus à l'âge où l'ardeur est réunie à la force, ils
» trouveront dans leurs exercices militaires des jeux
» salutaires et des délassemens agréables, plutôt
» que des devoirs sévères et des occupations péni-
» bles. »

Il faudrait un mot à notre langue pour exprimer cette sorte de dérision froide à l'usage des serviles, des adulateurs du pouvoir, orateurs toujours empressés à justifier les mesures oppressives qu'amènent les passions ou les caprices des gouvernans. Les factions démagogiques, en corrompant l'esprit originel de notre révolution, ont fait éclore des essaims de sophistes politiques, dépravateurs de la morale et du jugement des Français, complices de tous les maux faits à l'humanité, depuis plus de vingt années : Bonaparte, apercevant l'utilité dont lui seraient les rhéteurs subtils et diserts, en a pris à son service un certain nombre qui, étant encore à peu près inconnus ou confondus dans la foule, ne sauraient exciter la méfiance ; il leur distribue de l'or, des charges, des titres, des cordons, et aussitôt ils mettent en œuvre les talens de second ordre, qu'ils reçurent de la nature, pour enluminer tous les actes que leur maître enjoint d'orner de mensongères couleurs.

Indifférens au bien et au mal, à la vérité comme au mensonge, ils s'occupent sans relâche à fausser l'esprit de la nation pour l'assouplir et lui faire prendre les formes qu'indiquent les signaux envoyés du trône, agissant comme les manœuvres du télégraphe. Si, par des argumentations scolastiques sur les matières du dogme ou sur les objets du culte, de subtils dissertateurs énervèrent l'empire grec et préparèrent sa chute, nos métaphysiciens politiques commencent déjà la décadence de l'empire français, exposent la stabilité de son fondateur par leurs décisions doctrinales sur les droits du pouvoir et sur les devoirs des sujets, ainsi que par les flatteries sans mesure et sans terme qu'ils adressent à cette grande image, seul objet de leur adoration, parce qu'elle est la seule source de leur fortune, la fontaine unique des grâces et des honneurs; et, sans s'en douter, ils le font courir à sa ruine sur un chemin tout couvert d'arcs de triomphe. Mais, en même temps, comment se défendre, en voyant les sophismes et les illusions que les orateurs gagés du gouvernement présentent au peuple avec tant d'hypocrisie et d'adulation; comment se défendre d'une idée que la conduite suivie par Napoléon, pendant dix années entières, semble avoir pris à tâche de justifier? Napoléon a-t-il fait, avec lui-même, la gageure de pousser jusque dans son dernier retranchement la crédulité des Français? A-t-il voulu décider jusqu'à quel point l'on pouvait, à force de gloire militaire, mystifier une grande nation, en détruisant toutes ses libertés, en consommant toutes ses ressources, et en disposant de la vie de toute une génération? Il est certes permis de le croire, lorsqu'on observe attentivement les discours et les actions du grand oppresseur des nations!

14 mars.

Un traité d'alliance entre la France et l'Autriche est signé à Paris. Secours réciproque de trente mille hommes avec soixante pièces de canon. — Garantie de l'intégralité des possessions européennes de la Porte ottomane. — Articles secrets : Dans le cas où, par suite de la guerre entre la France et la Russie, le royaume de Pologne viendrait à être rétabli, Napoléon garantit à l'Autriche la possession de la Galicie, si l'Autriche ne préfère recouvrer en échange les provinces Illyriennes ; de plus, dans le cas de l'heureuse issue de la guerre, l'Autriche recevra des indemnités et des extensions de territoire qui seront un monument de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains.

En faisant partir ce contingent de troupes, le cabinet de Vienne remettra des instructions pour en modérer l'action ; et afin que sa coopération soit faiblement utile, il trahira secrètement Napoléon en se déclarant publiquement son allié, et Napoléon ne s'apercevra de la perfidie autrichienne que lorsqu'il en sera devenu la victime, quelques avertissemens qu'on lui ait donnés à cet égard ! ! !

24 mars.

Un traité d'alliance entre la Russie et la Suède est signé à Saint-Pétersbourg (V. 27 janvier). Le prince royal de Suède (Bernadotte) entrera en campagne et réunira sous ses ordres un corps russe. La Norwège est promise à la Suède (V. 3 mai).

Napoléon a voulu déterminer son ancien maréchal à faire cause commune contre la Russie, et Napoléon n'a cessé de commettre les actes les plus attentatoires aux droits et à l'indépendance de la Suède (V. 27 janvier 1812) ! Le prince royal de Suède écrit à Napoléon : « Sire, lorsque les vœux du peuple suédois

» m'appelèrent à succéder au trône, j'espérais, en
» quittant la France, pouvoir toujours allier mes af-
» fections personnelles aux intérêts de ma nouvelle
» patrie ; mon cœur nourrissait l'espoir qu'il pourrait
» s'identifier avec le sentiment de ce peuple, tout en
» conservant le souvenir de mes premiers penchans,
» et en ne perdant jamais de vue la gloire de la France
» ni l'attachement sincère qu'il a voué à votre majesté,
» attachement fondé sur une confraternité d'armes
» que tant de hauts faits avaient illustrée. C'est avec
» cet espoir que je suis arrivé en Suède. J'ai trouvé
» une nation généralement attachée à la France, mais
» plus encore à la liberté et à ses lois ; jalouse de votre
» amitié, sire, mais ne désirant jamais l'obtenir aux
» dépens de son honneur, de son indépendance.........
» Sire, l'humanité n'a déjà que trop souffert. Le sang
» des hommes inonde la terre depuis vingt ans, et il
» ne manque à la gloire de votre majesté que d'y met-
» tre un terme. Si votre majesté trouve bon que le roi
» de Suède fasse connaître à S. M. l'empereur Alexan-
» dre la possibilité d'un rapprochement, j'augure assez
» bien de la magnanimité de ce monarque pour vous
» assurer qu'il se prêtera à des ouvertures également
» équitables pour votre empire et le nord.... »

En se conduisant avec quelque modération envers la Suède, Napoléon en aurait obtenu de ne pas se joindre à la Russie. Une fausse politique, née de son orgueil dominateur et fomentée par de petites passions, lui fait dédaigner des démarches de conciliation d'une puissance peu considérable, à la vérité, mais qui jettera néanmoins un certain poids dans la balance. La campagne qui va s'ouvrir montrera bien l'étendue de cette faute : trente ou quarante mille Suédois, ayant

seulement l'air de menacer la Finlande, y retenaient l'équivalent de troupes russes, tandis que la gauche des Français, pénétrant en Courlande et en Livonie, alarmait Pétersbourg.

Badajoz est pris d'assaut par les Anglais (V. 10 mars, 18 juin 1811). Le général Philippon, assiégé trois fois par des armées de cinquante mille hommes, a défendu pendant treize mois cette place, où il est fait prisonnier avec trois mille Français seulement. 7 avril.

Dumouriez fait à Wellington ses observations sur les « projets de Bonaparte d'évacuer en partie l'Espa- » gne pour achever ses projets sur le nord et revenir » ensuite en force sur l'Espagne. » Il ajoute : que « l'intention de Bonaparte est d'incorporer à la » France les quatre provinces au nord de l'Èbre (Ca- » talogne, Aragon, Navarre et Biscaye), comme elles » l'étaient du temps de Charlemagne dont il est le » singe. » Wellington répond, le 20 mai, de Fuente Grimaldo, remercie Dumouriez de ses bons avis, et s'étend fort au long « sur les fautes de Marmont, qui » eût pu détruire toute la milice portugaise. » 10 avril.

Alexandre, empereur de Russie, part de Pétersbourg pour joindre sa grande armée en position sur la frontière occidentale de la Lithuanie. 24 avril.

La Grande-Bretagne accède au traité du 24 mars, entre la Russie et la Suède. 3 mai.

L'empereur Napoléon quitte Paris; il se rend en Allemagne, où le suivent les regards inquiets de vingt peuples. La rivalité des deux puissances qui dominent le continent, rivalité née, chez l'une comme chez l'autre, d'un excès d'ambition, tient, depuis 9 mai.

quinze ans, l'Europe attentive à leurs moindres démarches.

La Russie doit son prodigieux accroissement à la duplicité de sa politique et à l'immanité de sa tactique militaire, beaucoup plus qu'à toutes les circonstances de la petite diplomatie, ou au mérite relatif des souverains et des guerriers qu'elle présente. La nation a cet inflexible orgueil qui caractérise l'état de barbarie. Elle s'estime inexpugnable, parce qu'elle subjugua des hordes tartares, asservit des peuplades asiatiques, repoussa des Turcs un peu moins féroces qu'elle, et neutralisa la résistance de la Pologne, en y excitant, en y entretenant avec perfidie les plus cruelles dissensions. La superstition léguée avec le Bas-Empire au peuple russe, dépravant la brutalité qu'il tient de son origine scythe, le porte à mépriser autant qu'à haïr les étrangers, et lui donne une affreuse ressemblance avec ce peuple hébreu qui se disait envoyé de Dieu pour exterminer tous ceux qui ne descendaient point d'Abraham. Moskow est saluée du nom de Nouvelle-Jérusalem ; le czar est signalé comme le Messie ; à part cette race élue, il n'existe que des Amalécites, sur lesquels doit frapper le glaive exterminateur remis à la tribu sainte. Voilà les seules idées données à ces peuples esclaves.

L'étonnement excité par l'apparition subite de ce gigantesque empire, de ce briarée aux cent bras, et l'inépuisable jactance de ses généraux, valurent aux troupes moskovites une réputation d'invincibilité qui commença seulement à s'affaiblir lors de l'infructueuse campagne de leur grand Suwarow (1799) : Masséna battant complétement Korsakow sur la Limath (V. 24 septembre 1799) dissipa le prestige des Occidentaux qui en vinrent jusqu'à mettre les Russes au-dessous

des Autrichiens, en voyant qu'à Austerlitz (2 décembre 1805), la science et la bravoure des Russes n'avaient consisté qu'à se faire tuer sur place. La guerre de Pologne (1807) les rabaissa plus encore dans l'opinion générale; et le traité de Tilsitt (8 juillet 1807) déconsidéra le cabinet de Pétersbourg.

Mais, en signant ce traité, Napoléon manqua de perspicacité, s'il n'aperçut pas l'irritation des vaincus; ou bien il commit une faute très-grave, lorsqu'il leur offrit lui-même des facilités pour rengager la lutte, en couvrant de ses armées la surface de l'Italie et de l'Espagne. Devait-il ignorer que le levier de l'Europe était dans le Nord? Peut-être il crut avoir trouvé dans les conversations intimes d'Erfurth (V. 27 septembre 1808) des assurances inviolables, des gages indestructibles de sécurité qui lui permettaient de jeter ses troupes dans les deux péninsules du Midi. Sans doute, il prit à Erfurth l'ascendant qu'exerce nécessairement un politique versé dans les affaires, sur un jeune prince doué d'inclinations qu'on supposait généreuses. Cependant, la suite a prouvé que Napoléon s'abusait étrangement, lorsque, mécontentant l'Autriche pendant qu'il était aux prises avec la nation espagnole, il se reposait sur la coopération du cabinet de Saint-Pétersbourg! L'inaction presque hostile des troupes russes dans cette campagne de 1809, malgré les engagemens diplomatiques, aurait dû lui révéler que son influence sur l'esprit d'Alexandre avait été aussi incomplète qu'éphémère, et que si le conseil russe sembla plier à Tilsitt, il n'avait pas dévié. Napoléon aurait pu se souvenir que les conseillers de Pierre, d'Anne, d'Élisabeth, de Catherine, ne conclurent jamais de traité qu'avec le dessein de l'éluder ou de le rompre, si les clauses leur en étaient désavan-

tageuses, ou bien de les outre-passer, si elles ouvraient quelque jour à leur ambition. Pour les Russes, une frontière, quelque reculée qu'elle soit, reste encore une limite; cet empire n'en admet point. D'ailleurs, outre que la fierté de la noblesse russe (noblesse que la corruption et ses vices ont polie, avant que la science l'ait éclairée de ses lumières) est blessée au vif de la supériorité des Français dans l'art de la guerre, les vrais intérêts de ces pays septentrionaux souffrent excessivement des prohibitions maritimes : lors même que les courtisans de Pétersbourg, par ton, par déférence, par l'effet de la séduction, se seraient rangés au système continental de la France, la pénurie des finances de l'état, tarissant ces abondantes faveurs dont ils étaient l'objet, les aurait ramenés au parti anglais. Les principaux revenus de la haute noblesse consistent dans la vente de denrées dont Londres est le marché le plus avantageux. Enfin, l'émancipation partielle de la Pologne expose imminemment la Lithuanie, boulevard actuel du territoire russe, et les grossières invectives, les indiscrètes menaces des journaux français achèvent de dévoiler les desseins du cabinet des Tuileries.

Cependant l'animosité ou les appréhensions des Russes n'oseraient se produire, si Napoléon, tout en restant sur l'Oder, n'avait pas fougueusement annoncé des projets ultérieurs, et si, loin de précipiter ses préparatifs, menaçant toujours, et ne frappant jamais, il n'eût pas été envieux du temps nécessaire à l'exécution de son plan. Il dédaigne les lentes combinaisons de l'ancienne politique; son ambitieuse fureur dévore des siècles, franchit d'immenses espaces; il oublie ce principe, dont lui-même a si souvent donné le précepte et l'exemple, de ne jamais attaquer sur

deux points à la fois, mais sur un seul, et toujours en masse.

Si les traités du 24 janvier et du 14 mars lui donnent en apparence d'utiles auxiliaires, en lui ouvrant le chemin du nord-est, il devrait encore, et avant de pénétrer dans les profondeurs de la Russie, s'assurer de la Turquie et de la Suède. Toutes les combinaisons des guerres que vit, jusqu'à nous, l'Europe moderne, s'agrandissent à tel point aujourd'hui, leurs proportions se déploient si démesurément, qu'il ne suffit pas, pour tracer le plan de cette campagne, de considérer les facilités ou les difficultés géographiques des contrées où l'on portera les hostilités ; il faut encore examiner avec soin la situation générale et relative de tous les grands états ; car l'agresseur ne saurait se flatter du succès, s'il ne forme une croisade générale, s'il ne fait marcher toutes les puissances et toutes les religions de l'Europe à l'accomplissement de son immense entreprise. Déjà l'empereur d'Autriche, les rois de Prusse et de Danemarck, ainsi que les souverains de la confédération du Rhin et de l'Italie, se rangent sous les drapeaux de Napoléon ; mais il faut, de plus, le concours de la Turquie et de la Suède ; concours sans lequel la Russie est moins vulnérable. Aussi les raisonneurs politiques qui font en France des vœux pour le succès de l'expédition, ne doutent pas d'apprendre la marche des Turcs vers l'Ukraine, et celle des Suédois en Finlande. Mais déjà le cabinet de Pétersbourg s'est assuré de la coopération de la Suède, comme de la neutralité du grand-seigneur (V. 24 mars, 28 mai) ; une correspondance mystérieuse avait bien, depuis plusieurs années, rapproché Sélim de Napoléon ; l'effet en devenait sensible ; le sultan s'était décidé, malgré l'op-

position des Anglais, à secouer le joug de la Russie, acceptant un secours de neuf mille Français, dont cinq mille artilleurs, que devaient porter, à Constantinople, onze vaisseaux de ligne. Mais, en apprenant la catastrophe de Sélim (V. 29 mai 1807), Napoléon perdit l'espoir de donner aux Turcs une armée régulière sur laquelle il aurait pu s'appuyer, et ne sut plus s'il devait compter sur leur coopération! changeant aussitôt de système, il s'efforça de gagner Alexandre auquel il abandonnait volontiers l'empire d'Orient, pour devenir libre de subjuguer l'Occident. A Tilsitt et à Erfurth, la puissance ottomane, comme la Suède, fut sacrifiée à la Russie et au système continental. Toute l'année 1811 s'est passée en négociations; il en est résulté, de part et d'autre, des apparences plus marquées de froideur, de mécontentement; et, au commencement de 1812, l'influence de l'Angleterre, s'étendant sur Pétersbourg, amène les nuages précurseurs des tempêtes.

La chose est avérée; l'Occident ne se trouve plus désormais assez spacieux pour contenir deux puissances essentiellement envahissantes!! Leur inimitié va se déclarer une quatrième fois, et le choc de ces colosses ébranlera jusqu'aux fondemens de la vieille Europe. La guerre qui se prépare ne sera pas un épisode historique, sans effet sur les destinées de la chrétienté, comme les guerres du siècle dernier, lesquelles, en remontant jusqu'à la régence, n'étaient que des contestations incidentes, partielles, dans lesquelles la France, l'Autriche, l'Espagne, la Prusse, athlètes principaux, se portaient de faibles coups, presque aussitôt amortis. Depuis la destruction de la Pologne, l'Allemagne reste sans frontière à l'orient et au nord; depuis le débordement de la France,

l'Allemagne a perdu sa frontière à l'occident et au midi.

Qu'est l'Autriche ? Son cabinet, si fécond en ressources et en perfidies, ne trouve que des abîmes ; à bout d'expédiens, il se débat avec pesanteur dans l'agonie de ses finances : au seul nom de la France il tremble, se tait, obéit en attendant qu'il puisse agir, c'est-à-dire tromper sans danger.

La Prusse existe, car son nom se prononce encore ; à l'aspect d'une puissance aux abois qui ne s'éleva que par usurpation, on se sent ému d'indignation à la fois et de pitié. Dans cette monarchie, aujourd'hui décomposée, on est réduit à chercher ce qu'on pourrait ne pas mésestimer ; le souverain est seul digne de considération et de regrets : entraîné dans le tourbillon de sa cour, il obtient nonobstant tous les malheurs des dernières années, l'amour, le respect, l'estime de ses sujets, qui le voient s'imposer les sacrifices les plus pénibles, afin d'alléger les leurs. La mélancolie consume son âme ; il n'est ni prisonnier, ni fugitif ; sa main tient encore le sceptre, il a revu sa capitale ; et pourtant sa destinée est plus funeste que s'il était tout à la fois dépossédé, banni, captif ! De tous les princes qui subirent, depuis vingt ans, les chances des combats, il a les premiers droits à la compassion de l'Europe. L'intérêt de son pays et une attraction bien naturelle l'invitent à s'allier à la Russie ; mais une impulsion excentrique le lance dans le système de la France. Il est contraint, depuis cinq années, d'exécuter dans toute leur rigueur les prohibitions commerciales qui complètent la ruine de ses provinces. Il se voit actuellement obligé de soutenir la puissance de son oppresseur, en mettant un corps considérable de ses troupes aux ordres du général

Rapp, commandant français sur la côte méridionale de la Baltique (V. 24 février).

La confédération du Rhin, soumise à Napoléon, comprend un territoire peuplé d'environ quatorze millions d'âmes; son contingent de troupes s'élève aujourd'hui à cent dix-huit mille hommes, et se trouve déjà rassemblé sous le canon de Mayence. Tous les souverains confédérés, souverains d'un jour ou de plusieurs siècles, n'importe, prosternés aux pieds de leur auguste protecteur, attendent leur lendemain d'un de ses regards : ils ont jusqu'ici recueilli de leur asservissement des extensions territoriales ou des jouissances personnelles, ou la préséance de leurs vanités dynastiques : n'ayant qu'une ambition de famille ou des désirs de satisfaction individuelle, ils séparent leur cause de la cause des peuples écrasés sous le poids des tributs et des contingens; leurs sujets attendent avec une poignante anxiété, mais silencieusement et dans l'ombre, ce jour où ils pourront se mesurer avec leurs tyrans étrangers, à l'exemple des Espagnols, dont ils envient l'élan si rapide, dont ils admirent l'opiniâtre résistance, tout en réprouvant leur férocité. Les Allemands ne font point usage du stylet ou du poignard ; ils ne voudront se servir que de l'épée : ils apprêtent déjà leurs armes ! Le lien de la vertu (Tugend-Bund), les unissant dans une confraternité de vengeance, leur prépare une ère semblable à l'ère de la réformation ! Ces peuples emploieront contre Napoléon, despote couronné, les mêmes maximes d'insurrection qu'employa le républicain Bonaparte soulevant les peuples d'Italie contre leur gouvernemens ! Ils vont offrir à sa tactique des périls qui lui échappent dans l'obscurité qui les recèle encore.

et contre lesquels il n'a pu se prémunir ; il les aurait d'ailleurs orgueilleusement dédaignés !

Le cabinet de Pétersbourg fomente ces dispositions ; il compte sur leur efficacité, si la fortune trahissait une troisième fois les efforts de ses guerriers. Napoléon a battu les armées russes, il les a humiliées aux yeux de l'Europe ; mais le corps de la nation n'en reste pas moins persuadé qu'elles triomphèrent. Cette nation sera donc un levier formidable, et son gouvernement, qui sans cesse affecta de rejeter la cause de ses revers sur l'inconduite de ses auxiliaires, qui profita même de leurs désastres (car les traités de Tilsitt (7, 9 juillet 1807) cédèrent à la Russie un petit territoire, sous prétexte de rectification de limites, et le traité de Vienne (14 octobre 1809) lui valut une extension en Gallicie), son gouvernement se tient encore debout et de toute sa hauteur. Non-seulement il accepte le combat, il en provoque le signal. La nécessité lui prescrit de conserver, dans sa plénitude, sa considération extérieure : si le prestige de sa puissance venait à s'affaiblir, le principe de sa force serait altéré.

Dès la rupture de ses liens avec la Russie, Napoléon s'adressa donc à Bernadotte, prince royal de Suède : le traitant comme son inférieur, il exigea que le roi déclarât une guerre réelle aux Anglais, qu'il leur fermât la Baltique et qu'il armât quarante mille Suédois contre la Russie, promettant alors et sa protection, et vingt millions pour une valeur pareille de denrées coloniales que la Suède livrerait d'abord ; mais engagé par ses nouveaux devoirs, l'ex-maréchal de France a répondu comme un prince indépendant, et qui a le sentiment de sa dignité.

L'empereur Napoléon, l'impératrice Marie-Louise,

l'empereur et l'impératrice d'Autriche, le roi de Prusse et plusieurs souverains subalternes de l'Allemagne, se réunissent à Dresde.

Napoléon s'y arrêtera pour être à portée d'y recevoir avant peu des informations sur le résultat d'une dernière tentative auprès de l'empereur de Russie; car si le dominateur de l'Occident témoigne le désir d'éviter la guerre, ce n'est que dans l'espoir d'obtenir de sa politique le même résultat que de ses armes. Bien mieux, en faisant une halte à Dresde, il peut satisfaire sa passion la plus ardente. Placé si haut sur la terre, et fatigué d'hommages secondaires, il n'admet plus pour courtisans que des rois : on en compte jusqu'à huit qui sont accourus, jaloux d'approuver une guerre dont le succès assurerait la domination du grand monarque, ainsi que leur dépendance; ils s'empressent de coopérer à l'asservissement complet et définitif de l'Europe! Sans doute son orgueil se repaît de l'idée que ce synode de têtes couronnées contraste avec l'isolement du czar qui peut bien s'en effrayer. Cette réunion de souverains sous la même bannière, ne semble-t-elle pas annoncer que la guerre est européenne? Napoléon règne dans la capitale de la Saxe, surnommée par vingt peuples allemands l'Athènes de la Germanie; c'est lui-même qui fait les honneurs de cette résidence royale, invitant tour à tour les souverains à sa table, tandis que le titulaire de Dresde a seulement l'air de son majordome. Chacun d'eux se présente à son lever, attendant avec patience, avec humilité, le moment où l'on ouvrira chez le vainqueur de l'Europe! On dirait qu'il ne séjourne à Dresde que pour jouer le rôle d'Agamemnon, le roi des rois, et planer sur tous ces chefs d'anciennes dynasties : mais cette réunion froisse beaucoup de sentimens; plusieurs amours-propres en

sortiront blessés, et, au jour du revers, ces courtisans couronnés aimeront à se venger de l'abaissement auquel on les a pliés.

Goûtant avec délices les hommages d'une cour de rois, Napoléon les savoure pendant plusieurs jours; il s'enivre de l'encens dont huit thuriféraires, la tête chargée de diadèmes, lui jettent des nuages épais; enfin revient à Dresde le comte Louis de Narbonne, envoyé près d'Alexandre, dans l'espoir que le souvenir des entrevues de Tilsitt et d'Erfurth l'induirait à conserver la paix en faisant quelques sacrifices, et en reprenant le système continental! Mais le négociateur a trouvé les Russes sans abattement, et même sans jactance, froidement résolus à courir les chances d'une lutte définitive. De tout ce qu'il a recueilli de la bouche d'Alexandre ou de ses ministres, il résulte qu'on préfère la guerre à une paix sans honneur, ou même incertaine; qu'on se gardera bien de s'exposer à une bataille contre un aussi redoutable adversaire, et qu'on se résignera aux plus cruels sacrifices pour l'épuiser, le rebuter, pour traîner les hostilités en longueur. Napoléon méprise cette détermination; comptant sur sa fortune ainsi que sur le faible caractère de son ennemi qu'il croit avoir bien pénétré, il part de Dresde, et s'élance sur l'Oder et la Vistule. Napoléon a dédaigné les observations, les conseils, les avis qui lui ont été soumis par des personnes éclairées, par des individus dont le dévouement, la loyauté et les lumières lui étaient également connus. Il a demandé des mémoires sur la campagne de Russie; on lui a dit, avec une courageuse franchise, « qu'elle pou» vait décider du sort de sa dynastie et de sa propre » existence, comme de l'avenir de la France » : Appuyé sur le témoignage de Frédéric II, sur des faits

irrécusables, sur les documens historiques, on lui a démontré « que les Russes l'attireraient dans le cœur » de leur immense et barbare empire; qu'ils incen- » dieraient leurs villes, même leurs capitales, pour » le priver de toutes les ressources qu'elles pourraient » offrir; qu'ils feraient un désert de toutes les contrées » où pénétreraient les armées françaises; et que si » malheureusement ces armées avaient à subir, sur » le territoire russe, les rigueurs de l'hiver, elles y » seraient anéanties par les glaces et par la famine! » Conseils et observations inutiles; « Napoléon et sa » fortune! a répondu l'empereur : Que peuvent contre » moi les élémens? — L'insensé! (a dit Masséna) il » va conduire à six cents lieues des frontières de » France l'élite des armées, la plus belle, la plus forte » armée qu'un souverain ait jamais eue! Et il ne » sait pas, ou il ne veut pas savoir qu'une nuit peut » détruire son armée! » Il n'est pas jusqu'au prince Kourakin qui n'ait spécifié, et, en quelque sorte, prophétisé publiquement à Paris, les épouvantables désastres sous lesquels Napoléon peut succomber avant la fin de cette année. Mais Napoléon a perdu l'usage de sa froide raison; son orgueil l'emporte, et va le précipiter dans l'abîme.

28 mai. Les préliminaires de paix sont signés à Bucharest, entre les plénipotentiaires russes et le grand-visir. Le Pruth doit former la limite des deux empires.

Ce traité reste ignoré de Napoléon jusqu'au 13 août; il n'apprendra, non plus, qu'à la fin d'octobre, que l'armée russe de Moldavie s'avance vers la Lithuanie (V. 16 novembre)! Il a envoyé un ambassadeur à Constantinople, mais cet ambassadeur (Andréossi) se laissera abuser par la Porte-Ottomane; c'est ce même grand-officier de Napoléon qui, envoyé à Londres et

à Vienne, n'apprit que ces cabinets allaient renouveler les hostilités, que lorsque le cabinet des Tuileries lui annonça que la guerre était déclarée! Le comte Andréossi a fait preuve de cette sagacité diplomatique, dans ses deux ambassades d'Angleterre et d'Autriche. Par ce traité de Bucharest et celui du 24 mars avec la Suède, l'armée française perd l'appui de ses deux ailes : mais Napoléon compte trop sur son génie et sur son étoile, pour douter qu'une victoire ne tranche ces nœuds diplomatiques. La paix de Bucharest sera ratifiée le 14 juillet.

18 juin. Le congrès des États-Unis déclare la guerre au gouvernement anglais qui gêne leur commerce, ainsi que celui de toutes les nations neutres. Leurs griefs sont nombreux, et ne cessent, depuis plusieurs années, de se reproduire. En vain, les États-Unis essaient-ils différentes voies de conciliation pour amener cette puissance à révoquer ou à modifier ses édits, de manière à ne point violer la neutralité du commerce américain; tout appel à la justice comme à l'honneur britannique est inutile! Actuellement même, les Anglais ont l'insolence d'exercer l'odieux usage de la presse sur les bâtimens de commerce américains qui naviguent tranquillement! Ils en ont arraché plus de six mille marins qui se déclaraient citoyens des États-Unis, et sans leur permettre de justifier de leurs réclamations; impitoyables forbans, ils ont encore saisi et confisqué, pour des sommes considérables, des propriétés de citoyens américains. Acharnés l'un contre l'autre, le conseil de Saint-James, le conseil des Tuileries, se lancent mutuellement les décrets les plus violens, les plus exagérés; ils ont recours aux mesures extrêmes de la fureur

politique. L'oligarchie anglaise qui maîtrise les trois royaumes, rivalisant d'extravagance avec Napoléon, et voulant le dépasser en iniquités ouvertes, déclare la majeure partie du globe en état de blocus; poursuivant le pavillon américain dans l'étendue des mers, elle rejette jusqu'à la neutralité du territoire de la confédération, et même dans les ports elle méconnaît la juridiction des lois qui y existent! La Grande-Bretagne jouit des bénéfices d'un commerce de contrebande, lequel offre aux pouvoirs belligérans quelques ressources de la paix, tandis que les neutres n'en sont pas moins accablés sous le poids des privations. L'Angleterre exerce sur les mers un despotisme non moins dur que celui dont son grand antagoniste accable le continent, et néanmoins, au milieu de tant d'actes d'ambition et de cupidité, elle prétend que les victimes de ses usurpations et de ses violences la regardent comme la grande protectrice du monde civilisé! Enfin les Américains reprochent à ces insulaires de donner des secours aux Indiens qui dévastent les frontières de l'Union; ils s'indignent des flétrissantes épithètes, des injurieuses qualifications qu'ils en reçoivent, ainsi que des diatribes des journaux officiels anglais (V. 24 décembre 1814).

22 juin. Le général américain Bloomfield proclame, de son quartier général de New-Yorck, la guerre avec la Grande-Bretagne.

22 juin. Napoléon proclame, de son quartier général de Wilkowiski près de Gumbinen (Prusse orientale), la guerre avec la Russie. « Soldats, la seconde guerre de la Po-
» logne est commencée. La première s'est terminée à
» Tilsitt : à Tilsitt, la Russie a juré éternelle alliance
» à la France et guerre à l'Angleterre. Elle viole au-
» jourd'hui ses sermens. La Russie est entraînée par

» la fatalité ; ses destins doivent s'accomplir. Nous
» croit-elle donc dégénérés ?....... Marchons donc en
» avant. Passons le Niémen, portons la guerre sur
» son territoire. La seconde guerre de la Pologne
» sera glorieuse aux armes françaises, comme la pre-
» mière........ »

L'armée de Napoléon, la plus belle, la plus formidable armée que la France ait, dans aucun temps, lancée hors de son territoire, compte près de cinq cent mille combattans et près de mille deux cents bouches à feu. Un tel développement de forces terminerait sans doute en peu de mois, assurerait même la conquête de l'Espagne : mais le Tamerlan de l'Occident, dont les pieds foulent dédaigneusement les nations, et dont les mains brisent les sceptres, n'a pas jugé que ce pays puisse échapper à sa puissance ! N'a-t-il pas assimilé aux peuples dégénérés de l'Italie ces farouches Espagnols marqués, jusqu'à nos jours, de la profonde empreinte d'une barbarie native ? Quatre années de résistance de cette nation surprise par la trahison la plus noire, délaissée de ses chefs, et livrée, dès lors, à toutes les calamités ; quatre années de résistance n'ont pu convaincre l'oppresseur des Espagnols de l'inutilité des tortures auxquelles il les a dévoués : leur opposition ne s'éteint qu'avec leur vie ; il le voit, et ne s'arrête pas ! Pour les soumettre, il faut les exterminer tous, hommes, femmes, enfans ; il le sait, mais il n'a pas cru que ses frères et sœurs puissent rester dans les rangs de la société ; il leur faut aussi des trônes : qu'importe que ces trônes s'élèvent sur des monceaux de cadavres ? Bonaparte, indigent, d'une famille ignorée, dont l'enfance fut élevée aux frais du gouvernement de Louis XVI, et qui a posé la couronne des rois de France sur sa tête, en déce-

vant une nation que la soif de la liberté, ou plutôt l'horreur d'une malfaisante aristocratie, a rendue crédule, Bonaparte aura (dit-il) bien moins à faire désormais pour s'assurer l'empire de l'Occident! D'un bras, il atteint aux colonnes d'Hercule; de l'autre, il va fixer ses aigles sur le golfe de Finlande: la Russie soumise ou morcelée, que pourra l'Angleterre, dont les ressources taries l'obligeront à recevoir une servile paix?

Voilà ses desseins; et, pour téméraires qu'ils soient dans leur ensemble, ils présentent néanmoins des parties d'une exécution possible. Le début de la guerre va prouver jusqu'à quel point la France serait en état de nuire à son adversaire. Mais, ce qui sera toujours inexplicable, c'est que l'homme qui peut concevoir, ou plutôt qui ose entreprendre d'aussi vastes desseins, dédaigne de faire entrer dans leur composition cet élément nécessaire cependant à leur succès, et dont il lui serait si facile de disposer: cet élément, d'un effet si positif, d'une possession si peu contestée à Napoléon, n'est autre que le temps, dont il sera, en cette conjoncture, plus envieux qu'il ne le fut jamais.

A considérer cette gigantesque expédition de Russie dans l'intérêt bien entendu de la France, le résultat ne peut que lui être préjudiciable: l'empire français a déjà plus d'étendue et de puissance qu'il ne lui en faut pour que ses habitans soient conduits au dernier terme des prospérités humaines. Si l'on envisage la satisfaction du maître de la France, la nomenclature suivante montrera que les limites de l'univers pourraient seules arrêter ses désirs!!

Peuples vivans sous la domination directe de Napoléon ou de sa famille.

	habitans.		
La France avec tous les départemens réunis, la Hollande, les villes anséatiques, Oldembourg, Munster, le Valais, etc., etc.	42,000,000		
Le royaume d'Italie	6,000,000		
Les provinces illyriennes	1,000,000		
Naples, Lucques, Piombino, etc.	4,600,000	69,300,000	
L'Espagne (en Europe)	10,500,000		
Le Portugal (en Europe)	3,000,000		
Le royaume de Westphalie	2,200,000		
Peuples soumis à la domination indirecte de Napoléon.			85,500,000
La confédération du Rhin (non compris le royaume de Westphalie)	11,000,000		
La Suisse	1,600,000	16,200,000	
Le grand-duché de Warsovie	3,600,000		
La population de l'Europe (suivant l'évaluation de Humboldt) est de			182,000,000
A déduire la population de la Turquie européenne			10,000,000
Reste			172,000,000

Ainsi, Napoléon entraîne dans son orbite la moitié de la population de la chrétienté; ses ordres s'exécutent dans un espace qui comprend dix-neuf degrés de latitude et trente degrés de longitude, dans la zone où ceux-ci sont au moins de onze lieues, et son ambitieuse fureur n'est point assouvie! Et il s'apprête à jouer l'existence de la France, afin, fait-il dire par ses ministres et ses journalistes, de lui donner les moyens de s'approvisionner de denrées coloniales! Plus il s'enfonce dans le dédale de sa politique, plus il croit approcher de son issue: il avance obstinément, et se perd sans retour.

L'on pourrait objecter au calcul ci-dessus, que l'Espagne étant en guerre avec Napoléon, doit figurer comme une quantité négative double; mais ce fut sa faute, à lui seul, si cette population, au lieu d'être pour lui, s'est tournée contre lui. Avant son invasion dans ce pays, il en avait toutes les ressources; argent, troupes, marine, places fortes, mérinos, toute la monarchie était à sa disposition; car le tout-puissant favori Godoï lui était vendu. Sans ses attentats sur les princes d'Espagne, en 1808, il rangerait, en 1812, la population de ce royaume sous ses bannières : il aurait donc pour commencer la guerre contre la Russie, non-seulement les quatre-vingt-cinq millions d'Européens portés au premier tableau, mais encore toutes les forces effectives en braves soldats français, italiens, allemands, polonais, qu'il a fait périr dans la péninsule pendant les quatre dernières campagnes; plus, tous ceux qu'il y laisse se consumer en exploits inutiles.

24-25 juin. Le quartier général de l'armée française passe le Niémen vis-à-vis Kowno, première ville de Lithuanie. En s'élançant sur la rive moscovite, Napoléon, affectant une inspiration prophétique, telle que l'aurait affectée l'Arabe Mahomet, s'écrie : « La fatalité entraîne les Russes; que les destins s'accomplissent! » L'événement révélera le sens que les destins attachent à cette imprécation. Mais l'alliance de la Russie et de la Suède (V. 24 mars), la paix de Bucharest (V. 28 mai) et le refus de Wilna (V. le 28) sont de malheureux auspices.

L'infanterie française est répartie en dix corps : premier corps, composé de cinq belles divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, maréchal Davoust; deuxième, maréchal Oudinot; troisième, Ney; le quatrième, connu sous le nom d'armée d'Italie, et où se

trouve la garde royale, est commandé par le prince Eugène Beauharnais, vice-roi d'Italie ; le prince Poniatowski, à la tête de ses Polonais, forme le cinquième corps ; les Bavarois, incorporés dans le sixième, sont sous les ordres du général Gouvion-Saint-Cyr ; les Saxons, comptant comme septième corps, obéissent au général Reynier; les Westphaliens prennent rang sous le nom de huitième corps, et sont effectivement commandés par le général Junot placé comme le Mentor du roi Jérôme Bonaparte, jeune homme sans talens et sans considération ; le neuvième corps, dont les cadres seuls sont formés, est destiné au maréchal Victor ; ce corps se trouve actuellement entre l'Elbe et l'Oder : une de ses divisions, forte de vingt mille hommes, occupe Dantzick ; enfin, le dixième corps, aux ordres du maréchal Macdonald, est composé de Prussiens, à la réserve d'une division et de quelques compagnies d'artillerie. La vieille garde est commandée par le maréchal Lefebvre ; la jeune garde, par le maréchal Mortier. La réserve de cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, Murat, forme quatre corps : généraux, Nansouty, Montbrun, Grouchy, Latour-Maubourg. La cavalerie de la garde agit à part. Un corps autrichien marche séparément. Le total général des troupes n'est guère au-dessous de quatre cent cinquante mille combattans, dont vingt mille Italiens, quatre-vingt mille de la confédération du Rhin, trente mille Polonais, trente mille Autrichiens et vingt mille Prussiens ; ainsi, les Français forment seuls un effectif d'environ deux cent soixante-dix mille baïonnettes ou sabres.

Les troupes russes sont divisées en première et deuxième armée d'Occident : généraux, Barklay de Tolly, Bagration ; et armée de réserve, Tormasow.

Leur force, en y comprenant différens corps détachés et la cavalerie irrégulière, est évaluée à trois cent soixante mille combattans. Deux autres corps se forment : l'un en Lithuanie, de Mozyr à Bobenisk sur la Bérézina ; et l'autre à Riga et à Dünabourg. Les réserves sont sur la Willia, et de Wilna à Swentzïany. Enfin, un vaste camp retranché s'élève devant Drissa, dans un repli de la Düna.

25 juin. L'empereur de Russie annonce la guerre et les hostilités par une proclamation, dans laquelle il recommande à ses peuples esclaves de défendre la patrie et la liberté! Il invoque le nom de Dieu protecteur du culte grec, où réside la vérité : son adversaire s'est adressé au destin. Les généraux et les prêtres russes font aussi des proclamations. Comme ce peuple, toujours dégradé par la plus vile superstition et la plus abjecte servitude, est sans histoire, que ses pontifes n'ont point à rappeler de glorieux souvenirs, des faits dignes de mémoire, ils entassent dans un style boursoufflé, moitié sacré, moitié oriental, tout ce qu'ils croient susceptible de soulever l'ignorance, de stimuler le fanatisme d'un peuple le plus ignorant et le plus fanatique de tous les peuples européens depuis l'irruption des Barbares dans l'Occident ! ! !

28 juin. Une lettre est adressée aux cortès d'Espagne rassemblées à Cadix, par l'infante Charlotte-Joachime, etc., sœur de Ferdinand VII, princesse du Brésil, et aujourd'hui reine-mère du Portugal. — « Remplie » de joie, je viens me féliciter avec vous de la bonne » et sage constitution que l'auguste congrès des cortès » vient de jurer et de publier aux acclamations géné» rales de l'Espagne et à ma grande et particulière » satisfaction ; car je la considère comme la base fon-

» damentale du bonheur et de l'indépendance de la
» nation, comme une preuve que mes bien-aimés
» compatriotes donnent au monde entier, et de leur
» amour et de leur dévouement pour leur souverain
» légitime, comme un témoignage éclatant de leur
» courage et de leur constance pour la défense de
» leurs droits et de ceux de la nation.... »

Les troupes françaises font leur entrée à Wilna, ancienne capitale de la Lithuanie. « Les Russes se » reployèrent partout. Après avoir échangé quelques » coups de canon, ils repassèrent en toute hâte la Wi- » lia, brûlèrent le pont de bois de Wilna, et incen- » dièrent d'immenses magasins, évalués à plusieurs » millions de roubles; plus de cent cinquante mille » quintaux de farine, un immense approvisionnement » de fourrage et d'avoine, une masse considérable » d'habillemens furent brûlés. Une grande quantité » d'armes, dont en général la Russie manque, et de » munitions de guerre furent détruites et jetées dans » la Wilia. » Voilà ce que déclare le quatrième bulletin de l'armée française; mais l'inspirateur des bultins, le chef de cette armée n'aperçoit pas dans ces mesures inusitées, la détermination de consommer les plus grands sacrifices plutôt que de s'humilier, la résolution de périr plutôt que de traiter avec l'envahisseur! c'est néanmoins à ce système obstinément suivi, que le vaste empire russe devra sa délivrance.

28 juin.

La diète assemblée à Varsovie proclame le rétablissement du royaume de Pologne.

28 juin.

Cette nation généreuse ne cesse d'invoquer de ses vœux les plus ardens, d'appeler de tous ses cris, la recomposition de son existence collective; elle implore l'appui de la France; depuis vingt années, ses guer-

riers versent leur sang pour ses intérêts particuliers ; en Italie, en Allemagne, en Espagne, et en tous lieux. Puisqu'à Tilsitt (9 juillet 1807), Napoléon a commis la faute de raser la Prusse, boulevard nécessaire contre les Moskovites, la politique de la France demande la régénération de la monarchie de Sigismond et de Sobieski : de puissantes considérations devraient y déterminer Napoléon ; mais l'heureux triomphateur ne consent pas à restreindre sa domination aux limites orientales de la Lithuanie. Dévorant l'espace et le temps, il prétend subjuguer, dans une campagne de trois mois, les immenses déserts de la Moskovie. Il désavoue, dédaigne ou feint de méconnaître la loyauté de cet élan des Polonais auxquels (fussent-ils secondés !) l'Occident devrait sa sécurité pendant le dix-neuvième siècle. En vain une députation se rend près de lui à Wilna, et lui dit : « La diète générale du grand-
» duché de Varsovie s'est constituée en confédération
» de la Pologne.... Dites, sire, que le royaume de
» Pologne existe, et ce décret sera pour le monde
» équivalent à la réalité. » Persistant dans l'idée de ne pas sacrifier la Gallicie autrichienne, afin de ne pas rendre l'Illyrie dont le cabinet de Vienne désire ardemment recouvrer la possession, Napoléon répond :
« Polonais, j'aurais pensé comme vous dans l'assemblée
» de Varsovie : l'amour de son pays est le premier de-
» voir de l'homme civilisé. Dans ma situation, j'ai
» beaucoup d'intérêts à concilier, beaucoup de de-
» voirs à remplir. Si j'avais régné pendant le premier,
» le second et le troisième partage de la Pologne, j'au-
» rais armé mes peuples pour la défendre. ... J'aime
» votre nation !.... J'autorise les efforts que vous vou-
» lez faire !... C'est entièrement dans l'unanimité de la
» population que vous pouvez trouver l'espoir du suc-

» cès..... Je dois ajouter que j'ai garanti à l'empereur
» d'Autriche l'intégrité de ses domaines.... »

L'empereur Alexandre paraît à Moscow, pour y exciter le zèle et le sacrifice des habitans. L'imprévoyance de ce gouvernement, dans tout ce qui tient à la défense de l'empire, est d'autant plus surprenante qu'il médite une rupture avec la France depuis la fin de 1810, ou du moins qu'il s'y attend. Mais l'orgueil russe n'a pu concevoir qu'on ose envahir le territoire sacré. Aucun appel à la nation n'a, jusqu'à ce jour, préparé le développement de ses forces intérieures, pour empêcher les progrès de l'ennemi; aucun plan n'a été déterminé pour un événement quelconque, par lequel la savante audace de cet ennemi neutraliserait les dispositions défensives exécutées sur les bords du Niémen et de la Düna : le gouvernement et les généraux se laissent également surprendre! Alexandre vient donc armer ce troupeau d'esclaves qui, dociles par crainte et par superstition, tiennent toutes leurs facultés aux ordres de leur maître. Le métropolitain de Moscow, monseigneur Platow, âgé de cent dix ans, la bouche d'or russe, s'adresse à son autocrate en ces termes, après lui avoir fait don de la précieuse image de saint Serge, abbé de Radouege; image dont la protection doit servir aussi efficacement le schisme des Russes, que l'oriflamme fut utile à l'orthodoxie des Français dans les temps de l'influence monacale (de 1135 à 1415). « La
» ville de Moscow, la première capitale de l'empire,
» la nouvelle Jérusalem, reçoit son Christ, comme une
» mère dans les bras de ses fils zélés; et, à travers le
» brouillard qui s'élève, prévoyant la gloire brillante
» de sa puissance, elle chante dans son transport :
» Hosanna! béni soit celui qui arrive! Que l'arrogant,
» l'effronté Goliath apporte, des limites de la France

14 juillet.

» l'effroi mortel aux confins de la Russie! La pacifique » religion, cette fronde du David Russe, abattra soudain la tête de son sanguinaire orgueil! Cette image » de saint Serge, antique défenseur du bonheur de » notre patrie, est offerte à votre majesté impériale.......... » Telles sont les ressources de ce puissant empire, après vingt jours d'hostilités!!! Telle est la sagesse de ce gouvernement si renommé depuis quatre ou cinq générations!

18 juillet. Un traité de paix entre l'Angleterre et la Russie est signé à Oerebro.

20 juillet. Un traité est signé à Wéliky-Louky entre l'empereur de Russie et la régence de Cadix, agissant au nom de Ferdinand VII, roi d'Espagne. Les deux parties s'engagent à suivre avec vigueur la guerre contre l'empereur des Français, leur ennemi commun, et à se secourir de tous leurs moyens. Art. III. L'empereur reconnaît pour légitimes les cortès générales et extraordinaires, assemblées à Cadix, comme aussi la constitution qu'elles ont décrétée et sanctionnée.

22 juillet. Aux Arapiles (près d'Alba de Tormez, province de Léon), le maréchal Marmont ayant, par des manœuvres long-temps soutenues, évité de se mesurer avec l'Anglais Wellington, commandant une armée deux fois plus nombreuse, vient s'engager quoiqu'à la veille même d'être joint par des forces considérables amenées par le maréchal Soult : il ajoute à cette malheureuse détermination l'inconvénient de prendre un mauvais ordre de bataille. L'incertitude de divers commandemens, des hésitations et des mouvemens exécutés avec peu d'ordre achèvent de donner à cette action une issue entièrement défavorable aux armes françaises : Marmont est grièvement

blessé : sept ou huit mille des siens sont mis hors de combat ; six mille sont faits prisonniers ; une partie de l'artillerie est enlevée, et les débris des divisions se retirent derrière le Duero. La perte des troupes Anglo-Portugaises est établie par le rapport de leur chef à cinq mille deux cens hommes. Satisfait d'avoir emporté ce succès, Wellington n'essaie pas de profiter de sa victoire ; sa circonspection sauve d'une destruction presque entière l'armée française dont presque tous les généraux sont tués ou blessés.

Indépendamment des pertes matérielles, cette journée est d'une importance décisive dans la cause de Joseph, en ce que les cortès étaient disposées à lui faire leur soumission, si la fortune l'avait secondé : et au contraire, obligé de dégarnir les Asturies et le royaume de Léon, d'évacuer l'Andalousie et la nouvelle Castille, il ouvre à Wellington la route de Madrid (V. 12, 14 août). La défaite de l'armée commandée par Marmont contribue puissamment, aux Arapiles, à renverser Joseph du trône d'Espagne : ainsi, en 1814, dans le Soissonnais, et aux portes de Paris, les revers essuyés par les troupes françaises contribueront à renverser Napoléon du trône de France.

23 juillet.

Les Français entrent à Witepsk. Napoléon pourrait attendre ses convois à Wilna ; mais en surprenant l'armée ennemie, il en a désuni les forces : ne voulant pas abandonner cet avantage, il lance sur eux quatre cent mille hommes avec vingt jours de vivres, là, dans cette même contrée qui ne put suffire à la subsistance des vingt mille Suédois de Charles XII. Aussi les troupes dévastent tout sur leur passage

1er. août. Un traité de paix et d'union est signé à Pétersbourg entre la Grande-Bretagne et la Russie. Il porte le rétablissement des anciennes relations d'amitié et de commerce et une alliance défensive contre toute puissance qui attaquerait l'une ou l'autre des puissances contractantes. Le secours donné par la flotte anglaise pour défendre Riga et le dépôt de confiance de toutes les forces navales russes qui hiverneront dans les ports de l'Angleterre, seront les deux principaux résultats de ce traité.

1er. août. Le général Ricard, d'avant-garde au corps du maréchal Macdonald, entre dans Dünabourg (sur la rive droite de la Düna), place évacuée où se trouvent encore vingt canons avec beaucoup de munitions. Ses fortifications, qui ont coûté quatre années de travaux, des sommes immenses, et regardées par les Russes comme inexpugnables, seront rasées. Depuis plus d'une année, on fortifiait aussi le camp retranché de la Drissa : préparatifs qui décélaient la crainte que l'invasion ne fût dirigée sur Pétersbourg par la Courlande et la Livonie. Forcés au Niémen, les Russes se retiraient sur la Düna, afin de couvrir les routes directes de cette capitale, ne soupçonnant pas que l'ennemi les attaquerait par son centre d'opération.

12-14 août. L'Anglais Wellington, vainqueur aux Arapiles (V. 22 juillet), a continué sa marche dans le centre de l'Espagne : il occupe Madrid et fait capituler la garnison française du fort la China, construit au Buen-Retiro.

13 août. La Lithuanie conquise (V. 28 juillet), le but de la guerre semblerait atteint ; mais, aux yeux de Napo-

léon, la guerre commence à peine. Les Français ont parcouru des espaces vides, ils n'ont pas vaincu, et n'ont guère fait que suivre l'armée ennemie se repliant toujours sans se laisser entamer; on voyage dans la belle saison; la grande, la sainte Moscow, opulente cité dont Napoléon va se rendre maître, obsède son esprit : il ne voit et ne désire qu'elle : voilà le terme de ses inquiétudes, le but de ses espérances; là s'achève la grande entreprise, tandis qu'à Witepsk rien n'est qu'entamé! L'Europe verrait ce grand chasseur d'hommes, dont nul obstacle n'arrêta la course, la suspendre aux bords de la Wilia? Après une campagne ébauchée, comment, à plus de cinq cents lieues des Pyrénées, diriger la guerre d'Espagne? D'ailleurs il ne lui vient aucune parole d'Alexandre! Il marchera donc en avant; sa fortune ne marche-t-elle pas à ses côtés? n'est-ce pas la fortune d'Alexandre et de César? Il espère aussi dans les fautes des Russes. Mais, comme il lui importe que sa résolution ne mécontente pas ses entours, il affectera de les consulter, jugeant que la persuasion aura plus de zèle que l'obéissance : il trouve de l'opposition chez la plupart d'entre eux : Berthier, Mouton-Lobau, Caulaincourt, Duroc, Daru démontrent, assure-t-on, la nécessité de s'arrêter à Witepsk, attendu qu'on ne saurait compter désormais sur les dispositions des habitans. Peu satisfait de leurs opinions, Napoléon appelle successivement plusieurs généraux; quelques-uns forment leurs réponses d'après ses questions; d'autres n'osent dire leur avis, et font taire leurs craintes devant le héros toujours heureux; la plupart approuvent, soit par habitude ou parce qu'ils s'exposent à déplaire en émettant le conseil de s'arrêter, conseil qu'au reste ils jugent inutile. Murat, et surtout Da-

voust, non contens d'approuver, excitent vivement la détermination de Napoléon, et sa décision paraîtra l'effet de leurs argumens. La nouvelle qu'il reçoit de la paix de Bucharest (V. 28 mai) l'affermit encore dans sa résolution. Cet événement, dit-il, lui rend une prompte victoire bien plus nécessaire; en outre, l'émotion que lui causent les grossières injures des proclamations russes qu'il vient de lire, l'excite vivement. C'en est fait, il part, il s'élance le seizième jour de sa halte à Witepsk.

17 août. Smolensk (sur le Dniéper), grande ville, le seul boulevard de l'empire russe sur la frontière de Pologne, est ceinte de constructions très-anciennes et très-massives, auxquelles on vient d'ajouter des ouvrages fortifiés avec un soin extrême : la grande armée de Barklay de Tolly y attend les Français. Napoléon est à leur tête; il commence l'attaque. L'ennemi foudroyé, rompu, abandonne ses positions dans la nuit, après avoir mis le feu à la ville, qui renferme d'immenses magasins : sa perte en tués, blessés ou pris, est évaluée à douze mille hommes : celle des Français est estimée au-dessous de la moitié de ce nombre. Les maréchaux Davoust, Ney, le prince Poniatowski, partagent les dangers et la gloire de cette journée, dont les résultats ont une influence très-marquée sur le cours des opérations.

L'armée victorieuse continue de se porter en avant, et la détermination de son chef est une faute des plus graves! Les suites de la campagne montreront que la prudence conseillait de la terminer à Smolensk même. Napoléon a dédaigné quelques avis dont l'expression fut réservée, parce que les généraux qui les émirent pénétraient sa pensée. Ses principes de stratégie se développent complétement dans cette campagne : on

sait assez qu'ils consistent à provoquer un engagement décisif, à se présenter avec des masses compactes et supérieures sur le point le plus fort de l'ennemi, et, s'il ne peut l'envelopper, à séparer ses ailes et à traverser son centre ; mais surtout à l'étonner, à le confondre, en se portant avec impétuosité sur les positions importantes et dans les momens les plus favorables à son attaque, sans attendre ses magasins ou ses bagages, et même avant d'entreprendre la réduction des forteresses qui se trouvent sur sa ligne ou près de sa ligne d'opérations. L'avantage de son système fut démontré par l'occupation de Milan, le 14 mai 1796 ; par la victoire d'Austerlitz, le 2 décembre 1805 ; par celle d'Iéna, le 14 octobre 1806, et par celle d'Eckmuhl et de Ratisbonne, les 22 et 23 avril 1809. Napoléon s'avance donc sur Moscow avec une assurance qui provient du sentiment de son infaillibilité ! Il s'enfonce dans les profondeurs de cet empire, sans avoir calculé ni le caractère de ses ennemis, ni les dispositions de l'Europe impatiente du joug, ni le temps, ni la distance, ni la précoce âpreté du climat au cinquante-cinquième degré de latitude. Les soldats français, dont aucune réflexion ne vient tempérer l'ardeur dans une marche agressive, cèdent aveuglément à l'impulsion de leur chef. Cependant, en décembre 1806, moins aveuglé par la fortune, et loin de se laisser attirer sur le territoire russe, lorsque ces mêmes ennemis évitaient le combat, il sut prendre sur la Vistule une position formidable, afin de disposer ses moyens offensifs pour la campagne prochaine : il fit alors fortifier des têtes de pont ou des camps retranchés à Thorn et à Praga, ainsi que sur le Bug et la Narew, et le succès couronna sa temporisation ! !

L'armée est déjà trop avancée pour que la pru-

dence conseille de s'engager plus avant. Ne vaudrait-il pas mieux régénérer la Pologne dont les nombreux escadrons, joints aux troupes françaises, marcheraient au printemps sur Moscow, tandis que d'autres corps se jeteraient sur l'Ukraine, prêtant la main aux Turcs, qui seraient alors à même de faire une diversion utile? Alors, Napoléon serait maître de choisir ses points d'attaque, et de l'époque de son offensive. A la tête de forces plus nombreuses que celles des Russes, ayant des diversions bien établies avec des magasins placés à sa convenance et rendus inattaquables, il aurait un grand nombre de chances en sa faveur; ou bien, l'empereur de Russie, se résignant à la paix, en subirait les conditions; et l'Europe entière, enveloppée comme dans un même filet, n'aurait plus qu'à se soumettre au favori du destin. Mais cette marche est trop régulière, trop lentement systématique pour satisfaire l'impatience de Napoléon! C'est ici la marche des Grecs commandés par le plus dangereux fou de la terre, Alexandre de Macédoine, qui fait une pointe très-hasardée dans l'Inde. N'importe; Napoléon se croit le maître de décider du sort de la Russie dans une bataille générale, et il se jette avec une fougueuse témérité dans les vastes profondeurs de cet empire.

17-18 août. A Polotsk (sur la Düna, vingt-cinq lieues nord-ouest de Witepsk), le général Gouvion-Saint-Cyr met en déroute complète l'armée russe de Wittgenstein, dont la force est de beaucoup supérieure, et lui prend vingt canons. Le maréchal Oudinot, grièvement blessé dans la première action, n'a pris aucune part aux dispositions de la seconde journée qui peut être regardée comme une des belles batailles que les Français aient gagnées sur les Russes. Les généraux Maison et Legrand se distinguent.

27 août. Le général Gouvion-Saint-Cyr reçoit le bâton de maréchal, pour prix de la victoire de Polotsk. Jamais bâton de maréchal ne fut mieux mérité !

28 août. L'empereur de Russie et le prince royal de Suède ont une entrevue à Abo, en Finlande.

Les succès progressifs et rapides de Napoléon, depuis Kowno (24 juin) jusqu'à Witepsk (28 juillet), ayant fait désirer à l'empereur Alexandre de se concerter avec le prince royal de Suède, il lui proposa une entrevue. Le prince royal répondit, le 11 août :

« Dès l'instant que M. le comte de Lowenhjelm » m'eut fait connaître le désir de votre majesté impé- » riale d'avoir une entrevue avec moi, j'en rendis » compte au roi, qui s'empressa d'y donner son assen- » timent.... Je n'attends plus que le retour du courrier » pour me mettre en route.... Tout me fait présumer » qu'il y aura déjà eu une grande bataille entre Orza » et Mohilow ; mais, si elle n'a pas eu lieu, sans doute » que les troupes de votre majesté occupent déjà » Smolensk, et qu'elles y attendent l'ennemi, avec » l'intention de se bien battre. Quels que puissent en » être les résultats, votre majesté n'en doit pas être » alarmée : ses corps de réserve répareront ses pertes, » tandis que l'empereur Napoléon, s'affaiblissant tous » les jours par les maladies et les combats, doit, avant » long-temps, se trouver réduit à un nombre bien in- » férieur à celui de votre majesté. Il est possible qu'il » ait gagné la première, la seconde, même la troisième » bataille ; la quatrième sera indécise, comme celle » d'Eylau ; et si votre majesté persévère, il est indu- » bitable qu'elle gagnera la cinquième.....

» A toutes les levées que votre majesté vient d'ob- » tenir, je pense qu'elle aura ajouté cette armée valeu-

» reuse et aguerrie qui a fait trembler le Croissant. Je
» crois que votre majesté doit la faire venir en poste,
» et la diriger sur la capitale de la Lithuanie. Cette
» marche me paraît devoir intimider d'autant plus
» l'empereur Napoléon, que, quand même il serait
» vainqueur à Smolensk, aucun de ses renforts ne
» pourrait plus lui parvenir; et si, au contraire, la
» bataille a été indécise, ce mouvement audacieux le
» forcera, ou à repasser le Niémen, ou à détacher un
» grand corps pour aller à la rencontre de ces braves,
» et dès lors votre majesté peut reprendre l'offen-
» sive...... »

La réunion fut fixée, pour le 28 août, à Abo. Il fut question des garanties que la Russie donnerait à la Suède. Parmi les Suédois qui avaient accompagné le prince royal, les uns voulaient la reprise de la Finlande jusqu'à Abo inclusivement; une partie se contentait des îles d'Aland et de tout le territoire jusqu'à Uleaberg. Le baron Armfeldt, Suédois de naissance, et alors aide de camp de l'empereur Alexandre, était de l'avis que la Suède devait de suite obtenir une concession quelconque. Un ci-devant général suédois, Aminoff, aussi au service de Russie, était d'un avis contraire. L'empereur dit qu'il accorderait volontiers la partie de la Finlande qu'on demandait, mais qu'il était certain que cette concession le déconsidérerait dans son pays, et qu'il préférerait remettre en dépôt à la Suède les îles d'Osel, d'Ago et Riga. Le prince royal pria l'empereur de lui dire franchement s'il croyait que l'autre concession pût avoir le résultat dont il venait de parler. Sur la réponse affirmative de l'empereur : « Eh bien! » lui dit le prince royal, « je
» renonce à toute garantie; je n'en veux d'autre que
» celle de votre parole; je m'en rapporte à vous. »

L'empereur, lui serrant affectueusement la main, lui dit : « Je n'oublierai de ma vie la réponse loyale et » généreuse que vous venez de me faire. »

Le dernier jour des conférences, le prince dit à l'empereur : « J'ai vu les troupes que vous me des- » tinez (trente-cinq mille hommes pour marcher, avec » les Suédois, contre le Danemarck et opérer un débar- » quement en Sélande); elles sont bonnes et belles, » c'est l'élite de votre armée; mais le moment n'est » pas opportun pour les mettre sous mes ordres; vous » en avez vous-même un besoin plus urgent. Witt- » genstein se défend comme un lion sur la Düna; mais » il s'affaiblit : il ne lui reste guère que quatorze mille » hommes, je le sais. Il est impossible que Macdonald » et Victor ne finissent pas par lui passer sur le corps » et aller à Pétersbourg; envoyez lui de suite ces trente- » cinq mille hommes. — Rien de plus noble que ce » que vous faites là, dit l'empereur. Mais je ne puis » accepter votre offre; car, comment auriez-vous la » Norwège? — C'est ce qui presse le moins, répliqua » le prince; si vous êtes heureux, je l'aurai toujours, » vous tiendrez vos promesses : mais si vous succom- » biez, l'Europe serait asservie, ses couronnes se- » raient flétries, on ne les porterait que sous le bon » plaisir de Napoléon, et mieux vaut labourer un » champ que régner à cette condition. »

Les trente-cinq mille hommes furent aussitôt dirigés vers le corps de Wittgenstein qui, sans ce puissant renfort, ne pouvait empêcher les Français d'aller à Pétersbourg, où ils n'auraient probablement pas trouvé ce qu'ils trouvèrent à Moscow : Pétersbourg n'eût pas été incendié comme Moscou, et l'empereur de Russie eût été contraint de signer la paix!!!

7 sept. La bataille de la Moscowa, appelée, par les Russes, de Borodino, est livrée à vingt-cinq lieues ouest de Moscow, sur les bords de la Kalogha, petite rivière qui se jette dans la Moscowa, à une lieue et demie nord du village de Borodino, et à une lieue ouest de la petite ville de Mojaïsk. L'action a eu lieu sur le plateau qui domine Borodino.

Les Russes, effrayés des désastres de la retraite ordonnée par Barklay de Tolly, demandaient l'occasion de se mesurer en bataille rangée. Kutusow, vieux guerrier, vainqueur des Turcs, paraît le plus digne du commandement et le plus capable d'amener un engagement décisif. Il a solennellement promis de couvrir Moscow, la cité sainte, et d'anéantir l'armée française dont le chef, au reste, désire avec une égale ardeur cette rencontre qui fera connaître à l'Europe le mérite de l'une et de l'autre armée. Couvertes par des retranchemens que Kutusow annonce, dans ses rapports officiels, comme inexpugnables, les troupes russes sont encore animées par les prédications de leurs prêtres et par la vue de l'image miraculeuse de la Vierge qu'on promène dans leurs rangs. Kutusow prophétise la victoire : « .... Dieu va combattre son en- » nemi avec l'épée de Michel, et avant que le soleil de » demain ait disparu, vous aurez écrit votre foi et » votre fidélité, dans les champs de votre patrie, avec » le sang de l'agresseur et de ses légions..... » L'ordre du jour lu aux Français les appelle à leur valeur ordinaire : « Soldats, voilà la bataille que vous avez tant » désirée. Désormais la victoire dépend de vous........ » Elle vous donnera l'abondance, de bons quartiers » d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Condui- » sez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Smo- » lensk..... » Les corps présens sont, outre l'ancienne

et la nouvelle garde, ceux des maréchaux Davoust et Ney, des princes Eugène Beauharnais et Poniatowsky; les quatre grands corps de cavalerie sous les généraux Nansouty, Montbrun, Grouchy, Latour-Maubourg, lesquels obéissent au roi de Naples (Murat). A l'armée russe, le général Barclai de Tolly, dépossédé du commandement en chef, tient la droite; le général Beningsen le centre; le prince Bagration la gauche. Des redoutes très-fortement armées et plusieurs batteries couvrent le front et les ailes. On ne saurait trouver dans les rapports si singulièrement et si diversement emphatiques que ces généraux ont faits, avant ou après cette journée, quelques données un peu satisfaisantes sur les forces numériques de leurs divisions. Il paraît constant que l'armée française compte au delà de cent trente mille combattans. Avec l'avantage de la position, Kutusoff a des soldats inébranlables et de braves officiers. Napoléon conduit des soldats très-braves à la fois et très-intelligens, des officiers consommés. La comparaison des deux chefs ne saurait être essayée. Quelque élevé, quelque retranché que soit le poste des Russes, les Français sont guidés par le vainqueur des Russes et des Autrichiens; c'en est assez pour les faire vaincre dans une action générale.

Dans son *Histoire de Napoléon et de la grande armée pendant l'année* 1812, M. Philippe de Ségur, alors colonel de cavalerie, fait un tableau achevé de l'affaissement moral et physique de Napoléon, et représente ce grand capitaine comme ayant perdu son génie. M. de Ségur paraît avoir été induit en erreur : plusieurs personnes de l'intimité de Napoléon, qui le voyaient à toute heure du jour et de la nuit, ont affirmé que la santé de l'empereur n'avait pas éprouvé

les fortes altérations décrites par M. de Ségur ; que le génie de cet homme extraordinaire n'avait rien perdu de sa force, et que ses facultés mentales n'avaient éprouvé aucun affaissement. Dans la campagne d'Allemagne (1813), et dans l'incomparable campagne de Champagne (1814), Napoléon prouvera, contre l'opinion de M. de Ségur, que son génie lui est demeuré tout entier, et que l'âge n'a pas usé ses ressorts.

A six heures du matin, le feu d'une batterie française donne le signal, et le général Compans, du corps du maréchal Davoust, commence l'attaque. Avant midi, et après plus de quatre heures de combats serrés et d'une extraordinaire ténacité, trois redoutes sont enlevées par le prince Eugène, les maréchaux Davoust et Ney formant l'aile droite et se prolongeant vers le centre. Des actions aussi vigoureuses ouvrent à ces trois corps le chemin de la victoire : il faudrait s'y précipiter; mais Murat, Ney, Davoust, épuisés, s'arrêtent; ils rallient leurs troupes, et envoient auprès de Napoléon demander des renforts. M. Philippe de Ségur décrit en style pompeux cette célèbre bataille de la Moskowa, et donne de très-longs détails sur les hésitations sans cesse renaissantes de Napoléon, sur les ordres et les contre-ordres qu'il faisait signifier aux généraux. Un fait constant, c'est que Napoléon tint la jeune garde dans l'inaction, ne jugeant pas, sans doute, nécessaire de la faire donner, malgré les instances que lui faisait Murat. Napoléon répondait à ceux qui le pressaient : « Qu'il y voulait mieux voir; que sa » bataille n'était pas encore commencée; qu'il fallait » savoir attendre; que le temps entrait dans tout; que » c'était l'élément dont toutes choses se composaient; » que rien n'était assez débrouillé. Puis il demandait » l'heure, et ajoutait « que celle de la bataille n'était pas

» encore venue, qu'elle commencerait dans deux heu-
» res. » Toutes les batteries russes sont successivement assaillies et enlevées. La plus formidable de leurs redoutes est emportée par les cuirassiers : cette audacieuse entreprise coûte la vie, dans l'espace d'une heure, au général Montbrun commandant la division, au général Caulaincourt qui le remplace, et à un grand nombre d'officiers qui avaient survécu à toutes les campagnes de la révolution. Napoléon a consacré l'usage d'attaquer des bouches à feu avec la cavalerie ; c'est ainsi qu'il agit à Essling, à Wagram. Dans son extrême impatience de voir, non pas le terme de ses desseins (son impatience n'en connaît point), mais le terme de la campagne qu'il exécute, il prodigue les plus violens moyens qu'aient les hommes pour s'entre-détruire. S'il était vrai (ainsi que l'a imprimé l'abbé de Pradt, sans donner cependant aucune preuve à l'appui de cette horrible assertion) que Napoléon eût dit, « Le soldat est de la chair à canon, » ce mot décèlerait l'âme d'un Domitien ; il n'est pas sorti de la bouche de l'empereur ; mais la tactique infernale de ses dernières campagnes a permis, en quelque sorte, à ses ennemis de le lui attribuer. De cette haute fortune à laquelle il est monté, il prétend improviser la destruction d'un vaste et puissant empire, comme il improvisa la chute des frêles républiques de Gênes et de Lucques (V. 9, 23 juin 1806) ; comme il improvisa les succès politiques du 13 vendémiaire (4 octobre 1795), ou du 19 brumaire (10 novembre 1799) : mais il dirige des Français, et, avec eux, il se croit sûr d'entraîner la destinée. A quelle époque, en effet, les Français firent-ils la guerre avec plus d'audace, plus de science et plus de fermeté !

Aussi, le résultat de cette journée est tel qu'on doit

l'attendre d'une semblable armée française. La jactance des généraux russes en est éperdue : obstinés à la reprise de leurs redoutes, et laissant pendant plusieurs heures des masses compactes sous la mitraille, ils subissent des pertes énormes. Les premières ombres de la nuit, qui descendent trop tard pour eux, trop tôt pour leurs vainqueurs, cachent les pas rétrogrades du Scythe Kutusow, qui prend sa direction vers Moscou, si emphatiquement appelé la ville sainte, la ville aux miracles, et qu'il ne peut sauver de la profanation des modernes Amalécites.

Cette bataille est, sans contredit, une des plus opiniâtres et des plus sanglantes dont les annales militaires présentent le récit. On croit qu'il a été tiré cent vingt mille coups de canon; que la perte des Russes est au dessus de trente mille hommes tués, blessés ou prisonniers; celle des Français s'élève à vingt mille hommes hors de combat; ils regrettent deux généraux de division, six généraux de brigade; les généraux de division Compans, Nansouty, Grouchy, Latour-Maubourg, Rapp, Morand, Friand, La Houssaye, sont plus ou moins grièvement blessés. L'armée ennemie a perdu le prince Bagration; elle compte cinquante officiers-généraux tués ou blessés, et ses rangs éclaircis découvrent toute l'étendue de son désastre.

Mais le bivouac des vainqueurs est pénible et douloureux ! Les subsistances manquent entièrement : aux tourmens de la faim viennent se joindre les rigueurs d'une nuit pluvieuse et froide, rendue plus fâcheuse par la privation totale de bois. Les Russes se sont éloignés sans être poursuivis.

Nous n'examinerons pas si les récits qu'a faits M. de Ségur méritent une confiance absolue. Ce littérateur distingué semble écrire pour la bonne compagnie, si

l'on peut parler ainsi, pour la haute société; il le laisse trop apercevoir dans son ouvrage; il paraît surtout viser à l'effet du style; mais malgré quelques préventions, malgré les taches qui déparent cette production, il est difficile de ne pas admettre une assez grande partie des faits qu'elle renferme; le nombre des témoins a été si considérable, leur intérêt de gloire et de nationalité était si puissant, qu'on ne peut supposer que M. de Ségur se fût permis d'avancer, quant aux faits importans, des assertions contraires à la vérité. Il ne faut pas néanmoins regarder comme parfaitement exactes plusieurs grandes particularités qu'il rapporte; il y a quelquefois du courtisan dans le dire de cet écrivain. Au reste, son ouvrage est très-remarquable; peut-être serait-il meilleur, si M. de Ségur eût écrit dans d'autres circonstances : la littérature et l'histoire n'en doivent pas moins le remercier d'avoir publié son livre, qui jette un grand jour sur la campagne de Russie, l'une des grandes causes de la ruine de Napoléon.

13 sept.

Une note de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi de Prusse, près la cour de Suède, est ainsi conçue : « S. M. le roi de Prusse a manifesté, dans plus d'une occasion, le prix qu'elle attache au maintien des relations d'amitié et de bonne harmonie qui l'unissent à la Suède..... Alliée à la France, la Prusse doit s'opposer à toutes les tentatives méditées contre cette puissance; elle le doit, à plus forte raison, si ces tentatives, dirigées contre le nord de l'Allemagne, menaçaient de troubler sa propre tranquillité. Malgré les bruits qui circulent sur les armemens qui se préparent en Suède pour effectuer une descente sur les côtes de l'Allemagne, le roi se

plaît à croire que S. M. suédoise ne se décidera jamais, dans sa haute sagesse, à prendre un parti qui paraît incompatible avec la prospérité de son royaume. Si, toutefois, et contre toute attente, ce projet devait se réaliser, la Prusse n'aurait plus le choix des moyens, et elle se verrait obligée, quoiqu'à regret, de repousser la force par la force. Le soussigné a été chargé, en conséquence, de déclarer officiellement à S. Exc. M. le baron d'Engestrom, ministre d'état et des affaires étrangères de S. M. le roi de Suède, « que la moindre » entreprise faite contre le continent, soit en Pomé- » ranie, Prusse, Mecklembourg, soit dans la trente- » deuxième division militaire, tendant à troubler la tran- » quillité de l'Allemagne, provoquerait la marche de » trente mille Prussiens tirés de la Silésie et d'autres » parties du royaume, et prêts à marcher au premier » signal, pour tomber sur les agresseurs. Le soussi- » gné prie S. Exc., etc..... *Signé* F. de Tarrach. » (V. 30 décembre.)

Par une note, le ministre d'état de Suède répond, le 16, à l'envoyé extraordinaire de Prusse : « Le soussigné, etc., a mis sous les yeux du roi, etc. Il a été chargé de répondre que le roi apprécie les motifs qui ont obligé S. M. le roi de Prusse à faire la déclaration que contient ladite note; et quoique sa majesté y ait vu avec regret quelques expressions peu concordantes avec l'harmonie qui unit les deux gouvernemens, et l'attachement personnel que portent le roi et la famille royale de Suède à l'auguste famille de Prusse, sa majesté n'en continuera pas moins de faire des vœux pour que la monarchie du grand Frédéric puisse reprendre son ancienne splendeur, et elle a chargé le soussigné de déclarer qu'elle ne s'écartera en rien du système qu'elle a adopté pour maintenir la liberté de

ses peuples et l'honneur de sa couronne. *Signé* Engestrom. »

Kutusow, battu le 7, donne au monde un exemple inouï de forfanterie, en publiant les résultats de sa victoire. Soit que les relations de ce général, si ferme sur le champ du mensonge, abusent l'empereur Alexandre, qui se trouve aux bords de la Néva, ou que de fabuleux récits paraissent nécessaires pour entretenir l'exaltation d'une population dévouée; ou bien, que le crédit du parti de Kutusow l'emporte, celui-ci, bien mieux traité que le Varron des Romains, reçoit, avec de pompeux éloges de sa conduite, l'honneur suprême, et si rarement conféré, du titre de feld-maréchal. Pétersbourg, et toutes les villes jetées sur la vaste surface de l'empire, retentissent de chants solennels pour remercier le Dieu des batailles d'avoir envoyé l'ange exterminateur contre l'armée française!!!

14 sept.

Les habitans de Moscou croient de même au prodige jusqu'au 14, alors qu'ils voient les étendards russes en fuite, et les drapeaux français se déployer à l'horizon! Leur profonde ignorance entre dans le plan du gouverneur Rapstochin. Cet homme, parvenu par d'ignobles, de grotesques pasquinades, ou de mystérieux services dans l'intimité de Paul Ier. (comme les bouffons de quelques souverains du moyen âge), a conçu de bonne heure le projet de brûler Moscou. Il sait la joie qu'en ressentiront les courtisans de Pétersbourg; il ne doute pas de la haute faveur qui récompensera son zèle à saisir une si favorable occasion de délivrer le gouvernement autocratique et le sénat dirigeant, toujours porté aux grands coups d'état, des éternelles prétentions de ces boyards qui, depuis Pierre Ier., défendent pied à pied l'antiquité de leurs

priviléges moscovites. Rapstochin ne fera d'ailleurs qu'étendre et perfectionner les mesures de destruction auxquelles les généraux russes ont eu recours, dans l'impuissance de battre et même de retarder les Français. La dévastation du territoire, opérée systématiquement par les propres mains des Russes, cet éclatant aveu de la faiblesse de leurs moyens défensifs, de l'impuissance de leurs armes, de l'insuffisante bravoure des troupes, de l'insuffisant génie des généraux; voilà la seule barrière qu'ils opposent à la marche des Français! C'est la dernière ressource de l'impéritie militaire. Les Ottomans, dans leur déclin, ont donné le premier exemple de ravager une large ceinture de cette masse de territoire dans lequel ils consentent à réduire leur empire, afin de mettre un désert entre eux et des ennemis acharnés à leur ruine. Ils font de même, ces Moscovites, battus sans relâche depuis le Niémen, et qui se rappellent sans doute qu'ils ont une commune origine avec les destructeurs d'un si grand nombre de monumens romains! Mais les Scythes d'autrefois, qui s'élançaient en troupes de bêtes féroces, ravagèrent moins cruellement les villes où leur domination s'était fixée. Le pas que les Scythes ont fait dans la civilisation semble avoir irrité leur brutalité naturelle! Défaits, ils se retirent armés de torches. On ne peut voir ici que la rage imbécile d'une nuée de barbares; il est impossible d'y reconnaître un plan de défense, une combinaison militaire. Ni le connétable de Montmorency, détruisant (en 1536) les faibles ressources que la Provence pouvait offrir à l'armée de Charles-Quint; ni Wellington, faisant enlever ou anéantir (V. mars 1811) tous les approvisionnemens du Beira et de l'Estramadure, en se repliant sur Lisbonne; ni l'un ni l'autre de ces capitaines n'avaient

réduit en cendres les villes dont ils ne pouvaient éloigner l'ennemi. De même que l'embrasement du Palatinat décida le triomphe de Louvois, de même le complot que trament Kutusow et Rapstochin, de livrer aux flammes l'ancienne capitale des czars, assurera leur influence! Que leur importe alors que cet incendie entraîne de plus grands désastres que n'en causerait le séjour de l'armée ennemie? Les Russes ne sont-ils pas des esclaves dont l'existence dépend du bon plaisir de leurs maîtres? Et ce bétail à visage d'homme n'est-il pas destiné à la dispersion ou à la mort, suivant l'intérêt ou le caprice de ses conducteurs?

Napoléon aurait donc pu s'apercevoir, depuis Smolensk, qu'il avait affaire à ces mêmes guerriers, auteurs des massacres d'Ismaël et de Praga, atrocités qui n'ont jamais été surpassées dans l'histoire du monde (V. 22 décembre 1790, 4 novembre 1794). Il lui suffisait de voir avec quelle promptitude et quelles précautions avaient été brûlées les villes de Smolensk, Dorigobni, Wiazma, Ghjath, Mojaïsk, pour supposer le sort réservé à Moscou.

« Dans tout autre pays de l'Europe (dit l'auteur de » la campagne de 1812), une détermination semblable » eût été proclamée hautement, et un appel solennel » au peuple l'eût invité à embrasser une mesure ex- » trême, qui devait avoir son salut et son indépen- » dance pour résultat. Mais...... le peuple, en Russie, » n'a rien à perdre qu'une vie flétrie par l'esclavage le » plus avilissant; le toit même qui le couvre ne peut » brûler qu'aux dépens de son maître. Il n'était donc » pas nécessaire de le prémunir contre un danger qui » ne lui portait point de dommage. Les étrangers, qui » sont les seuls êtres qui jouissent d'une liberté pré-

» caire, se seraient alarmés d'une ruine certaine sans
» dédommagement quelconque. Il valait donc mieux
» les sacrifier; d'autant plus que les Russes, se croyant
» déjà assez avancés dans les arts et dans les sciences,
» n'y voient que des rivaux dangereux. C'est sur ces
» bases qu'on agit, et tout se trame dans le silence. »
On pourrait, d'après cela, faire un parallèle entre
Rapstochin, Scythe extravagant et féroce, incendiant
Moscou, et Christophe, nègre d'Afrique, incendiant
le Cap-Français (V. 4 février 1802).

Les pompes et les instrumens en usage, en cas d'incendie, ont été enlevés et transportés hors de la ville ; des fusées incendiaires sont distribuées aux agens de police chargés de les remettre aux malfaiteurs dont on videra les prisons, et qui devront allumer le feu dans mille endroits. Dès que la plus grande partie de cette population, surprise au sein de la sécurité dans laquelle on l'a soigneusement endormie, se sera jetée, comme en sursaut, dans les bois voisins à défaut d'autre asile, et que les ténèbres descendront, les émissaires infernaux de Rapstochin procéderont à l'exécution de ses ordres. Les matières inflammables, déposées dans un grand nombre de maisons désertes, les embrasent à la fois. Le feu a été mis aux établissemens publics, et même aux hôpitaux ! Le ravage des flammes ne cesse que dans la soirée du 20, lorsque les neuf dixièmes de la ville sont en cendres. De quatre mille maisons en pierre, il n'en reste que deux cents ; de huit mille en bois, que cinq cents. Plus de vingt mille malades ou blessés périssent consumés.

Animé du plus sauvage patriotisme, ou plutôt d'une infernale rage, le gouverneur Rapstochin s'est fait destructeur, afin de rendre les Français odieux : les malédictions d'une immense population qu'il sacrifie

ne lui sont rien, pourvu qu'il les charge d'une subversion sans exemple ; c'est sur eux, sur eux-mêmes qu'il en rejette l'horreur, réussissant d'abord à tromper les seigneurs les plus riches et les plus subtils, comme leurs serfs grossiers. L'incendiaire Rapstochin voudra démentir l'histoire ; il répudiera l'honneur d'avoir commis tant de barbaries, mais les preuves jailliront de toutes parts contre lui. L'abbé Surrugues, curé de l'église de Saint-Louis à Moscou, témoin oculaire, flétrira, dans ses lettres sur l'incendie de Moscou, le nom de Rapstochin, qui n'a été au reste, à ce qu'il paraît, que l'exécuteur de la politique du philanthrope-autocrate de toutes les Russies. Le silence calculé d'Alexandre laissera douter s'il approuve ou blâme cette épouvantable ressource. « La part qu'il » eut dans cette catastrophe est encore un mystère » pour les Russes ; ils l'ignorent ou la taisent : effet » du despotisme qui commande l'ignorance ou le si- » lence. Quelques-uns pensent qu'aucun homme, dans » tout l'empire, hors l'empereur, n'aurait osé se char- » ger d'une si terrible résolution. Depuis, sa conduite » désavoua sans désapprouver. D'autres croient que » ce fut une des causes de son absence de l'armée, et » que, ne voulant paraître, ni ordonner, ni défendre, » il ne voulut pas rester témoin (Ségur, t. 2, p. 19). »

Le fait suivant justifie la réserve très-significative de l'historien de la campagne de Russie. Un très-grand seigneur russe a dit, devant nous, en 1823 : « Per- » sonne ne connaît mieux que moi l'empereur Alexan- » dre ; j'ai vécu avec lui dans la plus grande intimité ; » le même lit nous a reçus plus de cent fois ; j'étais » persuadé qu'il m'aimait autant que je l'aimais.... Il » ne cessait de me le protester ; je le croyais.... Quelle » erreur ! Que j'ai été cruellement désabusé sur son

» compte, et par lui-même !.... J'ai enfin vu l'homme
» tel qu'il était.... Je respecte Alexandre ; il est mon
» souverain ; mais il ne peut plus être mon ami. On
» croit généralement que ce prince a un esprit borné,
» et qu'il est doué d'un cœur excellent ! C'est absolu-
» ment le contraire. Alexandre est extrêmement fin et
» subtil, et son cœur est faux et méchant.... J'en sais
» assez pour être certain qu'il a trompé, à Tilsit et à
» Erfurt, le plus fourbe des hommes : certainement
» Napoléon a été sa dupe ; et, qui ne serait pas pris à
» l'air de franchise, aux manières et aux discours
» d'Alexandre ! ! ! »

Napoléon n'entre dans Moscou, le 14, qu'avec la nuit. La solitude et le silence qui règnent autour de lui le frappent d'un grand étonnement. Il voit des maisons couvertes de fer, hermétiquement fermées, encore intactes et sans la moindre effraction : cependant une fumée noire s'en échappe. Tout pensif, il entre dans le Kremlin, antique et célèbre demeure des Rurick et des Romanow. Éperdu de joie à l'aspect de sa conquête, il s'écrie : « Je suis donc enfin dans Moscou, » dans l'antique palais des czars ! dans le Kremlin ! » Mais, vers minuit, des flammes s'échappent de plusieurs de ces somptueux édifices habités par les descendans des anciens boyards, et qui sont comme semés sur la vaste surface de l'immense capitale ; ces flammes sont chassées par des vents impétueux ; le Kremlin en est entouré ; elles s'en approchent avec une effrayante rapidité. De toutes parts arrivent au quartier général des officiers annonçant le développement de l'incendie.

M. de Ségur, en racontant (pages 95, 97, 99, 101) l'incendie de Moscou, paraît avoir bien vu le fond des choses ; mais est-il aussi exact dans les formes sous lesquelles il nous représente Napoléon ? Il est permis

d'en douter, sans porter la moindre atteinte à la loyauté de M. de Ségur : ce narrateur éloquent et élégant ne s'est-il pas abusé peut-être, quelquefois, en se livrant à ses propres réflexions ? Napoléon, suivant lui, si complétement abîmé dans Moscou, pouvait-il mettre en balance les pertes que l'incendie de cette ville causait aux Russes, avec la ruine de son armée et la presque impossibilité de la reconduire aux frontières de la Pologne ? A-t-il pu conserver, jusqu'à la dernière heure de son séjour à Moscou, l'espoir d'amener Alexandre à une pacification ? Peut-on supposer que Napoléon ait pu nourrir, jusqu'au jour de la retraite, une crédulité qu'on serait forcé d'envisager comme une stupidité ? M. de Ségur colore admirablement bien ses portraits ; mais sont-ils d'une parfaite ressemblance ? Il y a, ce nous semble, dans cet écrivain, du Tite-Live et du Quinte-Curce beaucoup plus que du Tacite. L'avantage que la Russie pouvait attendre de la destruction de sa capitale, celui même qu'elle en a retiré par suite du séjour si prolongé des Français (séjour auquel les Russes ne devaient pas s'attendre), équivalent-ils encore à l'énormité du sacrifice ? La réponse sera tracée, pendant un siècle encore, sur les ruines de Moscou. Ce résultat funeste pour la Russie n'aurait pas eu lieu si, par une ambition dépravée, elle n'avait fait alliance avec le dominateur de la France, l'oppresseur de l'Europe civilisée ! Le gouvernement russe méritait, comme le gouvernement espagnol, de recueillir les fruits amers réservés à ceux qui s'unissent aux méchans et favorisent l'iniquité. Malheur aux simples ou aux fourbes qui encensent un génie malfaisant !

18 sept.

L'armée russe, dite du Danube, qui a quitté la Moldavie après le rétablissement de la paix avec la

Porte-Ottomane (V. 28 mai), se réunit à Lutsk (en Wolhynie, sur le Styr) avec l'armée de réserve La première est sous les ordres de l'amiral Tschitchagow; la seconde, commandée par le général Tormasow, vient d'être battue et fortement endommagée par le prince Schwartzenberg, conduisant l'armée austro-saxonne.

26 sept. Un corps de troupes russes venu de la Finlande débarque à Riga.

L'empereur Alexandre aurait-il pu dégarnir totalement la Finlande de ses troupes s'il n'eût mis la plus entière confiance dans les engagemens contractés par le prince royal de Suède? L'histoire doit montrer quelle fut la conduite du prince royal : il jugea plus sainement que Napoléon, de l'état des choses et des résultats qui en dérivaient nécessairement. Aux démarches faites par le prince royal auprès de l'empereur Alexandre dans le mois précédent (V. l'entrevue d'Abo, 28 août), nous devons ajouter, à cause de leur importance historique, la conduite suivie par l'héritier présomptif de Gustave XIII, lorsque la prise de Moscou fut connue à Stockholm : voici le récit fait par un témoin dont la véracité ne peut être suspecte :

« On apprend à Stockholm la prise de Moscou; à cette nouvelle toutes les pensées se fixent sur le prince royal. Sera-t-il assez téméraire pour persister? disaient les partisans de Napoléon. Sera-t-il maintenant en son pouvoir de rester fidèle à ses engagemens? disaient les personnes que la prise de Moscou frappait d'étonnement. Il y avait cercle à la cour ce jour-là; le prince paraît; on attend avec anxiété ses premières paroles. Il s'approche du ministre russe. « Je plains

» votre seconde capitale, dit-il, mais je félicite votre
» empereur; Napoléon est perdu.... Oui, Monsieur,
» ajouta-t-il, en se tournant vers le chargé d'affaires
» d'Autriche; oui, Monsieur, Napoléon est à Moscou.
» et il est perdu; vous pouvez écrire à votre cour que
» tel est mon avis sur cet événement. » Et puis revenant au général Suchtelen (ministre de Russie), « un
» courrier parti, il y a deux heures, porte au comte
» de Lowenhjelm les ordres du roi pour resserrer da-
» vantage les liens qui nous unissent à l'empereur
» Alexandre. »

Aux instructions dont le courrier était porteur pour le ministre, le prince royal avait joint la lettre suivante pour l'empereur Alexandre. » Des cinq officiers
» que j'ai eu l'honneur d'adresser successivement à
» votre majesté impériale, un seul, le baron de Stjen-
» crona, est revenu avec les détails de la bataille de
» Borodino, que votre majesté a bien voulu me faire
» parvenir. Je jouissais déjà du succès que semblait
» promettre cette sanglante affaire, quand on m'a re-
» mis la nouvelle de l'entrée de l'armée française à
» Moscou. Un avis aussi inattendu m'a vivement sur-
» pris.

» L'empereur Napoléon atteint son but : il frappe
» l'Europe d'étonnement, et il croit, par cette occu-
» pation, effrayer votre majesté, et la forcer à sou-
» scrire aux conditions qu'il dictera. Mais tant qu'il a
» devant lui une armée plus forte que la sienne, je ne
» vois dans la prise de Moscou qu'une gloire qui a pu
» être obscurcie dès le lendemain. Que la grande âme
» de votre majesté soit au-dessus de cet événement!
» Je la conjure d'organiser de suite de nouvelles masses
» pour les jeter successivement dans l'armée régulière.
» Sans doute que le général Kutusoff aura donné l'or-

» dre à l'armée de Moldavie de se porter sur Minsk
» ou Smolensk, et que le prince Wittgenstein, après
» avoir battu le corps qui lui était opposé, se sera
» porté sur Witepsk et aura opéré sa jonction, au
» moins par des détachemens, avec l'armée de Mol-
» davie. Ces deux corps réunis peuvent organiser des
» levées dans les pays qu'ils occupent, et les armer
» des fusils qu'on trouvera dans les dépôts français.
» Au reste, si l'on ne peut donner des fusils à toutes
» les masses, on peut du moins leur donner des lances
» et des piques. »

Le prince royal de Suède a contribué (comme on voit) de tout son pouvoir aux succès définitivement obtenus par Alexandre.

10 octobre. Dumouriez répond à Wellington qui lui a écrit le 12 septembre de Roguemada, pour lui annoncer que le blocus de Cadix est levé, et l'Andalousie évacuée. Après des conseils importans donnés à Wellington, Dumouriez lui parle de son entrée dans Madrid, et dit : « Certainement, si l'armée du général Maitland
» eût été toute anglaise, vous lui auriez prescrit de
» s'avancer rapidement sur Huescar, pour arrêter
» Soult au passage des Alpujarras, donner le temps
» au général Hill de s'avancer au travers de la Man-
» che pour achever de le cerner, pendant que les trou-
» pes de la garnison de Cadix, sous le colonel Skerret
» et Ballesteros, auraient continué de le harceler par
» derrière... Il paraît que Suchet et Soult sont en més-
» intelligence ; tous les deux méprisent leur mok-king
» (roi-singe).... »

11 octob. L'armée russe, sortie de la Moldavie (V. 18 septembre), ayant rejeté le général autrichien en Galli-

cie, gagne Bresc sur le Bug. Cette armée, forte d'environ trente-six mille hommes, menace ainsi les communications de l'armée française avec Varsovie.

17-19 octob. A Polotsk, le russe Wittgenstein, renforcé par les corps venus de la Finlande (V. 26 septembre), se flatte de pouvoir, au moyen de sa grande supériorité numérique, entamer le corps d'armée du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et empêcher sa retraite par la Düna. Wittgenstein est lui-même fortement endommagé et repoussé dans toutes ses attaques. Le maréchal est grièvement blessé; il fait un grand éloge des généraux Maison, Legrand, et de l'adjudant-commandant d'Albignac.

18 octob. A Winkowo (vingt lieues ouest de Moscou), Kutusoff voulant empêcher la jonction du maréchal Victor, parti de Smolensk, attaque le roi de Naples (Murat) qui couvre Moscou avec l'avant-garde de la grande-armée. Murat est complétement battu.

22 octob. Wellington, chef de l'armée anglaise en Espagne, lève, après trente-cinq jours, le siége du château de Burgos, bâtiment de construction gothique, flanqué de fortifications irrégulières et construites à la hâte, mais aussi bravement qu'habilement défendu par le général Dubreton qui, n'ayant que quinze cents hommes, a soutenu cinq assauts. Les assiégés ont perdu près de six cents tués ou blessés; les ennemis, plus de deux mille hommes.

23 octobre. Trois ex-généraux obscurs, mus par des mécontentemens personnels, ou par on ne sait quels motifs, essaient de renverser l'immense puissance de Napoléon, au moyen d'un coup de main sur les principaux agens de sa police, police qui dispose de l'intérieur de

la France. Car il n'a pas seulement fondé son trône sur le prestige de sa gloire militaire, sur les fastueuses illusions de ses vastes desseins, comme sur les bienfaits accidentels et la régularité de son administration, ou encore sur ses prodigalités systématiques; il juge que la sécurité de son trône repose bien mieux sur cette inquisition domestique, introduite dans le système du gouvernement de Louis XIV, et si désastreusement perfectionnée au comité de sûreté générale, par les Cambacérès et les Merlin (de Douai). Consul, à la faveur du 19 brumaire (10 novembre 1799), Bonaparte trouve au ministère de la police l'ex-conventionnel Fouché (de Nantes), fameux d'abord par un républicanisme atroce (V. 12 octobre 1793); mais, après le gouvernement de Robespierre, la plupart des jacobins ayant adopté d'autres règles de conduite révolutionnaire, ce ne sera plus, à l'époque du consulat, Fouché, sociétaire du comédien Collot-d'Herbois, mitraillant des masses, et se mettant en défiance des larmes du repentir; ce sera Fouché, artisan de conspirations, protégeant tous les vices bas, étouffant tous les sentimens généreux. Par ses inspirations, la police, puissance occulte, dont la force réside dans l'idée qu'elle sait donner de sa force, devient le grand ressort de l'état. Néanmoins, Napoléon, impatient de toutes les renommées antérieures à la sienne, qui ne veut déjà de mérite et de talens que ceux auxquels il donna l'essor, ou qu'il circonscrit dans une sphère étroite, s'importune enfin de la trancendance révolutionnaire de son ministre Fouché. Ayant fait, en toutes choses, un continuel usage de petits artifices ou de stratagèmes habilement déguisés, il prétend connaître mieux que qui que ce soit le système approprié au despotisme. Il veut diriger

lui-même cette branche d'administration qui tient à sa sûreté personnelle, au repos de ses nuits. Désormais il ne déposera sa confiance que dans les mains de ses plus dociles élèves, des plus fermes exécuteurs de ses volontés. Le général de gendarmerie Savary est déclaré ministre; et le juge Pasquier, préfet de la police impériale perfectionnée. Ils remplissent avec vigilance, zèle et dextérité, leurs fonctions; lorsque, le 23 octobre, ils sont à leur tour inopinément jetés, par les généraux conspirateurs, dans ces prisons où gémissent leurs victimes; le chef de division de la police secrète-politique du ministère, M. Desmarest est arrêté dans son lit, et emprisonné [1].

Frappés de stupeur, les trois chefs de la police impériale se laissent enlever : Savary est pris dans son lit, au ministère même de la police; il est mené à la prison de la Force; le préfet de police, Pasquier, se résigne à la prison le plus honnêtement du monde; il demande seulement à prendre, chez l'apothicaire qui est auprès de la préfecture, des médicamens qui le conforteront. Les trois chefs, qui répondent d'une manière suprême de l'ordre et de la paix publique de la ville de Paris, baissent, sans murmurer, leurs têtes sous les guichets de la Force, et sont mis incontinent sous les verroux. Le ministre de la guerre, Clarke, si dénué de moyens en chaque circonstance militaire ou administrative, a, dans cette occasion inopinée, perdu toute présence d'esprit. Le préfet de la Seine, Frochot, s'est empressé d'obtempérer à la première réquisition des conspirateurs. C'en était fait,

[1] Tous les matins il envoyait, directement, un bulletin de la situation de l'empire à Napoléon, qui avait mis en lui une entière confiance; le chef de division la justifiait par une vigilance, une investigation et un zèle à toute épreuve

selon toutes les apparences, du gouvernement impérial et de Napoléon, si Mallet et ses deux collègues eussent montré autant de présence d'esprit que de résolution; il ne s'agissait que de faire tomber les têtes du ministre de la guerre, celles du ministre de la police, du préfet de police et du commandant de Paris, au lieu de les emprisonner; s'ils se fussent portés de suite chez Cambacérès, et lui eussent intimé l'ordre de convoquer le sénat et de donner les signatures nécessaires, nul doute que le prince archichancelier et le sénat n'eussent obtempéré aux volontés des conspirateurs aussi docilement et avec autant d'empressement que le préfet du département (Frochot)! Mais il fallait vouloir fortement et exécuter promptement. Mallet, Lahorie et Guidal perdent le temps en courses à peu près inutiles; le premier s'amuse à parlementer avec le général Laborde, chef de l'état major de Paris, qui fait ses conditions avec le conspirateur, lorsque l'inspecteur général de police, Pasques, arrive par hasard chez Laborde pour y prendre des renseignemens sur un anglais que Savary l'a chargé d'arrêter, et qu'il n'a pas découvert à Passy où on le disait caché, et où Pasques a été le chercher à la pointe du jour; l'inspecteur général s'imagine obtenir, sur cet anglais, des renseignemens de Laborde: quelle est sa surprise d'y trouver un de ses prisonniers d'état qu'il a visité la veille, dans la maison de santé où il est détenu! « Et, mais (s'écrie Pasques) c'est mon prisonnier; » que diable fait-il ici, il s'est donc échappé? » L'inspecteur général saute au même instant sur Mallet; et, secondé par Laborde, il terrasse l'homme qui venait d'arrêter le commandant en chef de Paris, Hullin, et de le consigner, après lui avoir fracassé la mâchoire d'un coup de pistolet, dans l'hôtel même

du commandement ! Mallet est garrotté ; ses deux complices sont saisis peu de momens après, et la conspiration est détruite !

Aussitôt que Cambacérès est instruit de ce qui se passe, la plus extrême frayeur s'empare de lui, « Les » conspirateurs (dit-il) vont venir me massacrer ! » Il envoie ordonnances sur ordonnances au ministre Clarke et lui signifie « qu'il répond sur sa tête de » la sûreté de sa personne ; qu'en sa qualité de chef » du gouvernement, il lui ordonne de prendre les me- » sures les plus promptes, les plus extrêmes, pour » préserver sa personne et faire arrèter les scélérats » qui osent se révolter contre l'empereur. » Pendant toutes ces frayeurs, le hasard avait amené l'inspecteur général de police chez Laborde, où pérorait le général Mallet ; le conspirateur était pris dans la souricière, et tout rentrait dans l'ordre accoutumé ; le ministre, son chef de division, et le préfet de la police sortent de prison, et dès le lendemain, le prince archichancelier célèbre, dans un festin donné au Rocher de Cancale, l'heureuse issue de leur délivrance : il s'y rend en grand costume ; toutes les issues de ce grand cabaret sont obstruées par des équipages en grande livrée : l'un des ministres se montre même en grande loge à l'Opéra, comme s'il s'agissait de rassurer, de consoler les bons Parisiens, en leur montrant que les ministres sont sains et saufs, ainsi que le gouvernement ! ! !

Mais il y a eu, véritablement, interrègne à Paris pendant quelques heures ; et cet événement, tout éphémère qu'il est, a prouvé que le foyer de la révolution n'est pas éteint, que la dynastie de Napoléon n'a pas jeté de profondes racines, même parmi

les membres de son conseil. Mallet et ses complices n'agissaient nullement en faveur de la royauté des Bourbons; le premier ne cachait pas ses principes républicains, et ces principes vivaient encore dans l'esprit d'un grand nombre de militaires : si dès l'instant où il se mit en marche, Mallet eût pris les mesures vigoureuses qu'exigeait son entreprise, la population de Paris n'eût opposé aucune résistance! Les habitans de cette immense cité parurent ne prendre aucun intérêt aux dangers que courait le gouvernement : on riait, on plaisantait; on n'épargnait pas les bons mots et les épigrammes à des chefs suprêmes de la police que des prisonniers d'état avaient arrêtés dans leur lit et jetés dans les prisons; on ne s'inquiétait nullement de leur sort; on ne témoignait pas la moindre alarme! Et, que d'immenses conséquences, que de conjonctures extraordinaires ne pouvait pas entraîner le succès d'une telle révolution, lorsqu'on songe qu'elle éclatait le jour même où Napoléon se voyait contraint d'évacuer Moscou? Les débris de son armée étaient à sept cents lieues de Paris; elle devait être entièrement détruite avant d'arriver aux frontières de la Pologne, et Napoléon lui-même ne pourrait regagner celles de la France, qu'en s'esquivant en toute hâte de l'armée : on peut douter que les portes de Paris lui eussent été ouvertes!!!

Napoléon sera encore plus humilié qu'étonné de cette levée de boucliers d'un général obscur, et de la pusillanimité des membres de son conseil; son esprit en prendra de l'ombrage; il sentira que sa domination est loin d'être affermie : il destituera de ses fonctions le premier magistrat du département de la Seine, et le remplacera par un préfet qui lui a donné, au delà des Alpes, des preuves d'un dévouement sans

bornes. La conspiration du 23 octobre commencera la haute fortune et l'illustration politique d'une famille, dont le chef était, au commencement du dix-septième siècle, paysan à Rochemont (département du Cantal), et dont les descendans, médiocres administrateurs, seront élevés, après la restauration de la maison de Bourbon, aux plus hautes fonctions.

En dernière analyse, l'événement du 23 octobre n'offre plus au public, comme certains apologues, que l'intérêt de la moralité qui en découle : L'insuffisance des précautions dont s'entoure la tyrannie, et la fragilité de ses supports, quelque bien choisis qu'ils puissent être !

23 octobre.

Enfin déterminé par la défaite de Winkowo (V. le 18), le chef de l'armée française bat en retraite vers l'Ouest. Le maréchal Mortier formant l'arrière-garde, fait sauter l'arsenal, les magasins et le Kremlin, citadelle et résidence des premiers ducs moscovites. C'est après quarante jours d'occupation, et presque d'inaction, que Napoléon abandonne une ville dont le premier jour a vu détruire les richesses et les approvisionnemens. Il a cru s'enrichir des dépouilles d'une opulente cité ; il n'a trouvé que son cadavre. L'impatience de triompher dans cette métropole, l'orgueil d'y trouver la date de cent décrets, lui ont fait tout sacrifier pour y parvenir. Toujours plongé dans les misérables illusions du despotisme, il prétend, des confins de l'Asie ; décider les plus obscurs détails de l'administration intérieure de cette vaste France, comprenant cent trente départemens : Il envoie à Paris des réglemens sur les théâtres, des décrets sur l'exercice, par tel ou tel individu, de la profession de boulanger ou d'apothicaire ; croyant prouver ainsi la force, l'éten-

due et la flexibilité de son génie. Les puérilités dans lesquelles il se complaît, sur ce qui touche à son rang ou tient à sa puissance, ne sauraient s'expliquer dans un homme doué des plus éminentes et des plus belles facultés.

La situation des corps français qui manœuvrent autour de Moscou, assez avantageuse d'abord, a cessé de l'être, dès que Kutusoff sort de la stupeur produite par sa grande défaite du 7 septembre. Ayant échoué dans ses opérations régulières, ce chef des Russes s'applique à soulever la population. Mauvais général, il sera bon révolutionnaire; il enflammera ses compatriotes, vains comme le sont des esclaves, superstitieux et fanatiques comme des barbares frappés des premières lueurs de la civilisation. On les persuadera que cette guerre, fomentée par la seule politique de deux cabinets rivaux, est dirigée contre la croix grecque et contre l'existence matérielle du paysan slave.

Les combats et les marches ont affaibli l'armée française de plus de la moitié de son nombre primitif. La disette et les maladies la diminuent de jour en jour. Les plus forts régimens de cavalerie ne comptent pas cent chevaux; tous les moyens de les remplacer et d'entretenir les équipages manquent à la fois.

Les subsistances cessent d'arriver à Moscou; les environs sont, dans un rayon de plusieurs lieues, désolés par des partis de cavalerie irrégulière! N'importe; Napoléon suspend son départ, il ne doute pas qu'Alexandre, aussi bon philanthrope que François d'Autriche, également touché de la perte de sa capitale et des suites d'une campagne désastreuse, ne s'empresse d'accepter un traité : c'est ainsi qu'on termina les campagnes de 1805 et de 1809; celle de 1812 ne sau-

rait finir autrement. Napoléon ne reconnaît aucune dissemblance entre le système tout conservateur de l'Autriche, qui sacrifie le terrain aux hommes, et le système envahissant de la Russie, pour qui la perte de plusieurs milliers d'esclaves n'est rien auprès d'une extension de territoire. Vienne, seule résidence du monarque autrichien, fait son orgueil et ses délices : Moscou n'est plus, depuis un demi-siècle, que la seconde ville de l'empire russe; Moscou, asile des boyards mécontens, des boyards jaloux à l'excès des favoris qui se distribuent, à Pétersbourg, les dignités et la puissance, Moscou a perdu la présence et l'affection de ses maîtres, depuis qu'ils échangèrent le titre de czar pour celui d'empereur, les mœurs de l'Orient pour les usages de l'Europe.

Adoptant un système de destruction complète, le gouvernement russe a prescrit aux habitans d'abandonner, à l'approche des Français, les villes, bourgs et villages incapables d'une défense régulière, d'enlever préalablement les bestiaux, voitures, subsistances et fourrages, de brûler tout ce qui pourrait se transporter, de briser les moulins, détruire les fours, couper les routes, les ponts, et de nuire à l'ennemi de toute manière. Dans l'extrême danger, il agit d'après cette maxime que, dans une guerre nationale, il n'y a d'autre loi que la destruction de l'étranger. Lorsqu'en 1798, les Anglais se précautionnèrent contre l'invasion de leur pays, ils s'attachèrent à ces mêmes moyens de défense : ils n'eurent pas l'occasion d'en faire l'essai; mais ils les firent adopter, par la suite, aux Portugais (V. 15 septembre 1810, 4 mars 1811). En cette conjoncture extrême, le gouvernement russe, habitué à faire en Pologne, en Turquie, la guerre de dévastation, trouve naturel de ravager son propre ter-

ritoire. Les armées françaises ont déjà, en Portugal, éprouvé l'efficacité de ces résolutions désespérées, qui ont si décidément arrêté leurs progrès! Aussi-bien, le système défensif des peuples guerriers de la Haute-Asie, ne fut jamais autre; les Parthes faisaient retirer les peuples à mesure qu'on approchait, ne laissant que les garnisons dans les places; et ces places prises, on était obligé de les détruire; ils brûlaient avec méthode tout le pays autour de l'armée ennemie, et lui ôtaient jusqu'à l'herbe même. Cependant, Napoléon ne comprend pas un système hors du cercle de sa stratégie. On dirait qu'il croit faire la guerre dans ces belles contrées d'Italie ou d'Allemagne, couvertes d'une population serrée autant qu'industrieuse et riche, florissant à l'ombre d'institutions d'une civilisation toute moderne, et soumises à des chefs redoutant également et d'appauvrir des sujets qui disposent eux-mêmes des produits de leurs sueurs, et de faire couler les larmes des femmes et des vieillards. Napoléon n'avait-il pas encore l'exemple de Saint-Domingue, où l'anéantissement de ses troupes résulta principalement du système de destruction et de conflagration suivi par les noirs.

Après avoir vainement attendu pendant vingt-deux jours une démonstration suppliante d'Alexandre, dont il croit avoir, à Erfurt (V. 27 septembre 1808), si bien approfondi le caractère, sondé les inclinations pacifiques, Napoléon conserve néanmoins toutes ses orgueilleuses pensées. Il envoie, le 5 octobre, le général Lauriston près de Kutusoff; mais l'art diplomatique, jusqu'ici si renommé, de ce Français d'origine irlandaise[1], restera sans efficacité. Il perd un temps

[1] Les Lauriston sont fils de Law-Lauriston, qui exerçait à Pon-

précieux à attendre cette réponse favorable qu'il ne recevra point : cet ignorant diplomate, ce présomptueux officier-général est joué comme un enfant. Et quelle proposition pourrait-il espérer d'un gouvernement qui, portant lui-même le fer et la flamme au sein de ses états, sacrifie les immenses richesses de sa capitale, et en ravage les entours, pour enlever toute ressource à l'ennemi? Le maréchal russe voit l'automne déjà sur son déclin; il espère des frimats ce secours qui n'est pas dans ses talens, tandis que le maître des décombres de Moscou ne sait voir autour de lui que l'immense beauté de ces décombres, une armée russe dissoute et des conseils russes éperdus. L'on ignore à Moscou l'arrivée en Lithuanie de l'armée de Moldavie (V. 11 octobre), ou bien on dédaigne cette circonstance; on n'est pas instruit de la paix avec la Turquie (V. 28 mai); on a envoyé près de la Porte-Ottomane, en qualité d'ambassadeur, un général diplomate (Andréossi) qui, dans ses deux ambassades d'Angleterre et d'Autriche, n'a su pénétrer aucun des desseins que méditaient les deux cabinets; on ne soupçonne la fidélité d'aucun de ces alliés allemands qu'on a soumis à de si douloureux sacrifices, abreuvés de si cruels outrages; on n'a découvert aucun des ressorts qui meuvent déjà leurs cabinets, qui soulèvent l'opinion de

dichéry, vers le milieu du dernier siècle le métier de banian, ou courtier fournissant les provisions et marchandises aux navires qui faisaient le commerce dans les établissemens français de la presqu'île de l'Inde; ce Law ajouta à son nom celui de *Lauriston*, provenant d'un navire qu'il avait armé, et qui avait été, à ce qu'on croit, pris sur les Anglais. Le contre-amiral de Saint-Félix, qui avait fait toutes les campagnes de l'Inde dans la guerre de 1778, et résidé long-temps à l'Ile-de France et à l'Ile Bourbon où il avait des propriétés, certifia ces faits dont, néanmoins, nous ne garantissons pas la vérité.

leurs peuples. On fut aveugle en Espagne, on reste tel dans le nord. On s'est inconsidérément éloigné de ses magasins. On n'a pu souscrire aux délais qu'exigerait l'organisation de la Pologne, boulevard nécessaire dans une expédition au cœur de la Russie, car ces délais eussent remis à une seconde campagne la prise de Moscou. Le premier capitaine de Rome écrivit : *Je vins, je vis, je vainquis ;* Napoléon fera davantage, il veut dire : *Je vins, je vainquis;* mais il n'aura pas vu, et les plus grands désastres seront les conséquences du délire qui lui dérobe sa position. Comment fut-il assez peu clairvoyant ou assez obstiné pour ne pas regagner Smolensk, quand il vit anéantir les ressources de la grande capitale sur lesquelles il comptait, ou quand il vit approcher l'hiver? Il faut le supposer entraîné par la fatalité, puisqu'il se refuse à l'évidence d'une situation aussi critique, et croit que ces mêmes hommes, doués de l'affreux courage d'incendier leurs villes, de ravager leurs campagnes, auront la faiblesse d'apporter des soumissions et de signer une paix qu'il aurait dictée.

On part enfin, quand l'heure fatale a sonné, tant on aime à se répéter à soi-même que la fortune n'abandonne point César. Cent cinquante mille Français vont être les victimes de cette détermination si tardive.

24 octobre

A Malo-Jaroslawetz (trente lieues sud de Moscou, quatorze lieues nord de Kalouga), dix-sept mille hommes, sous les ordres du prince Eugène Beauharnais, repoussent Kutusoff, dont les forces engagées sont quatre fois plus nombreuses. Le succès, déjà décidé, s'affermit à l'arrivée des généraux Gérard et Compans, appartenant au corps du maréchal Davoust. Le général russe qui, dans son rapport, s'avoue battu, déclare que la ville a été prise et reprise huit fois. Cette

action, continuée de cinq heures du matin à dix heures du soir, coûte à l'ennemi de huit à dix mille hommes hors de combat, et aux Français plus de cinq mille. La rencontre de l'armée russe et ses violens efforts démontrent trop évidemment à Napoléon que ses ennemis sont loin d'être affaiblis ou découragés, pour qu'il ne renonce pas au projet de se retirer sur Smolensk en prenant la vieille route de Kalouga, route qui traverse des provinces abondantes. Il est donc contraint de se reporter sur la route directe, qui n'offre que des pays ravagés et déserts.

3 novemb. À Wiazma (cinquante-six lieues ouest de Moscou), l'arrière-garde française, vivement pressée depuis son départ de Moscou, repousse l'ennemi, après un engagement opiniâtre et sanglant qu'ont soutenu le prince Eugène Beauharnais, les maréchaux Ney, Davoust, et le général Compans. Plusieurs canons brisés, des bagages, et quatre mille morts ou blessés, manquent dans les rangs des Français.

7 novemb. L'armée française, en pleine retraite depuis quinze jours, et continuellement inquiétée sur ses flancs par des partis russes, atteint Smolensk. Alors commencent les froids excessifs : le fluide du thermomètre de Réaumur, maintenu, dans les premiers jours de ce mois, à huit ou dix degrés au-dessous de zéro, descend jusqu'à dix-sept et dix-huit degrés. De sombres vapeurs dérobent le soleil ; le vent de la tempête entraîne des tourbillons d'une neige serrée qui couvre le sol et aplanit toutes les inégalités. Les chevaux, périssant par milliers au bivouac, ne suffiront plus pour l'artillerie. À Moscou même, le manque de fourrages les avait tellement affaiblis, que, les premiers jours de la marche, douze ou quinze chevaux pouvaient à peine traîner une pièce, et que le moindre

accident du terrain devenait pour eux un obstacle insurmontable : Nourris dès lors d'écorce d'arbre, de paille gelée ou de litière pourie, ils tombaient exténués. Après l'affaire de Malo-Jaroslawetz (24 octobre), les hommes voient leurs forces languir et s'éteindre. Les privations, déjà pénibles à Moscou, deviennent de jour en jour plus cruelles. Dénuée de biscuit et de toutes sortes de provisions, l'armée a parcouru cent lieues d'un pays entièrement ruiné, et dans lequel on n'a jamais combattu qu'à la lueur de l'incendie; elle aperçoit les horreurs de la dévastation à plus de six lieues sur les côtés ; elle est incessamment assaillie par des nuées de cosaques. Ses désastres augmentent à chaque pas et, dans une effroyable progression. Tous ils sont dus à son chef qui, par un aveuglement inconcevable, n'a rien prévu, rien calculé, n'a pris aucune des précautions les plus communes auxquelles un général est tenu envers ses soldats; son imprévoyance les dévoue à des calamités plus déplorables encore. Les magasins les plus rapprochés de Moscou se trouvent à Smolensk; mais ils ne seront que d'un secours momentané, les transports étant impossibles. Napoléon croyait-il que la nature retarderait en sa faveur la saison des frimats? Il ne s'est pas, à son départ de Moscou, pourvu de fers à glace pour les chevaux.

Aussi-bien, une retraite précipitée ne peut s'exécuter que lorsqu'on doit parcourir une distance peu considérable; la précipitation devient, au contraire, pernicieuse, lorsque la distance est très-grande. S'il est vrai que toute retraite, par elle-même, démoralise le soldat, cette démoralisation, qui est un mal plus grave que tous les accidens, augmente dans la proportion de la distance et suivant la promptitude qu'on met à franchir cette distance : ainsi Napoléon compro-

met, aux yeux des soldats, sa gloire militaire, par des fautes qui sont à lui, à lui seul.

14-16 novemb.

Smolensk est évacué. Le moindre retard dans la retraite conduirait inévitablement à une bataille générale que l'armée est hors d'état de hasarder, vu l'impossibilité d'en lier les ailes au centre. Le froid, excessif dès le 6, a frappé et fait périr un grand nombre d'hommes, de chevaux. L'armée ne peut ni s'éclairer, ni se défendre ; il faut qu'elle marche sans relâche pour atteindre Minsk, grand dépôt de munitions et d'approvisionnemens, ou au moins la Bérésina, avant l'ennemi qui, maître du pays, arrive à revers, tandis qu'il commence à se prolonger sur les flancs. A quoi faut-il attribuer cette stagnation, quand la famine, la maladie, l'hiver et les armées ennemies se précipitent à la fois sur les Français? N'y a-t-il pas là de cet esprit d'erreur

De la chute des rois funeste avant-coureur?

Pourquoi s'arrêter dans Smolensk brûlé et dévasté, où il fallait seulement prendre des vivres en courant? Il est déjà trop tard pour arriver à Minsk. C'est à Smolensk que Napoléon reçoit avis de la conspiration de Mallet (V. 23 octobre). Soupçonneux à l'excès sur tout ce qui menace son trône, le despote songera bien plus à garantir ce trône, que le général ne songera à sauver sa brave armée : Ce premier motif suffirait pour le déterminer à précipiter, avec la plus fougueuse violence, sa retraite vers le Niémen.

Cependant, l'empereur prend une bonne mesure en ralliant sous un seul chef tout ce qui reste de cavalerie : sur trente-sept mille cavaliers présens au passage du Niémen, il ne se trouve que huit cents hommes encore à cheval. Le commandement en étant donné à

Latour-Maubourg, personne ne réclame, soit fatigue ou estime : Quant à ce général, il reçoit cet honneur ou ce fardeau sans joie et sans regret. Les vieille et jeune gardes n'ont plus que dix mille baïonnettes avec deux mille chevaux montés; le maréchal Davoust compte neuf mille hommes ; Ney, cinq mille ; le prince Eugène, cinq mille; Poniatowski de huit à neuf cents ; Junot, sept cents; Latour-Maubourg, en ajoutant le reste de la cavalerie, quinze cents ; il y a de plus mille hommes de cavalerie légère et cinq cents cavaliers démontés qu'on a réunis ; total : trente-six mille hommes, misérables débris de quatre cents mille combattans, Français, Polonais, Italiens, Allemands, autres que les Autrichiens et les Prussiens qui passèrent le Niémen à Kowno ! (V. 24, 25 juin).

16 novemb. Minsk (quarante lieues sud-est de Wilna), place susceptible de défense, a été découverte par l'Autrichien Schwartzenberg, qui, soit fausse combinaison ou plutôt commencement de défection, la livre à l'ennemi en se retirant tout à coup en arrière du Bug, quoique venant de battre à Slonim le corps du Russe Sacken ! Minsk est précipitamment abandonné par un Lithuanien, son gouverneur. Schwartzenberg pouvant garantir cette place, la laisse tomber au pouvoir du général Lambert, commandant l'avant-garde de l'armée russe partie de la Moldavie (V. 18 septembre, 11 octobre). Les Russes y prennent pour une valeur de deux millions de francs en rations de toute espèce, outre une immense quantité de munitions, et cette armée de Moldavie s'y trouve avantageusement placée entre le Niémen et les Français ! Seul refuge de l'armée, Minsk offrait toutes les ressources pendant l'hiver entier. Plus tard, Schwartzenberg pourrait y rentrer; ce qui, mettant Tschitchagoff entre le corps

autrichien et les corps français, obligerait l'ennemi d'abandonner le pont de Borisow, et permettrait d'effectuer avec ordre le passage de la Bérézina ; Schwartzenberg ne fera point de mouvement ! Ici commencent les grandes perfidies de l'Autriche ! ! !

A Krasnoï (dix lieues ouest de Smolensk), Kutusoff veut couper les colonnes françaises sur la grande route de Smolensk à la Bérézina. Il s'y porte avec soixante-dix mille hommes d'infanterie, trente mille chevaux, une nombreuse artillerie : les Français ne sont pas vingt-cinq mille combattans effectifs ; ils ont perdu beaucoup de leurs canons et les trois quarts de leurs chevaux ; ils se défendent pourtant et avec succès. Le prince Eugène Beauharnais, le maréchal Davoust, résistent avec une admirable fermeté. Le général Roguet, commandant une division de la jeune garde, s'est distingué entre tous les braves, en attaquant, le premier jour, une nombreuse avant-garde d'infanterie ennemie qui avait tourné les faibles bataillons rangés autour de Napoléon : Ce général, fondant sur les Russes à coups de baïonnettes, les a rejetés dans leur camp, où il est entré pêle-mêle avec eux, leur laissant à peine le temps de jeter leurs grosses et petites armes dans un lac voisin, et de mettre le feu à leurs abris. Ce choc a suspendu le mouvement de l'armée ennemie pendant vingt-quatre heures. L'Anglais Wilson nomme ce combat la bataille des héros.

16-19 nov.

Kutusoff, dans son rapport à l'empereur Alexandre, dit textuellement que : « Les Français, loin de se » laisser abattre par la cruelle extrémité où ils se » voyaient réduits, n'en étaient que plus enragés à » courir sur les pièces qui les écrasaient. »

Le maréchal Ney, laissé en extrême arrière-garde avec six mille combattans, se voit atttaqué par des

masses énormes qui lui ferment sa marche : ne pouvant les renverser, il se retire devant elles, surprend le passage du Dniéper, se fait jour à travers des essaims de Cosaques, et rejoint le gros de l'armée, dont pendant deux jours il a été coupé. Ney montre ici quels étonnans résultats peut amener l'intrépidité jointe à la science militaire; tandis que Kutusoff, semblable au pacha d'Héliopolis (V. 20 mars 1800), donne un exemple éclatant de l'insuffisance de la supériorité en forces numériques et matérielles, quelque immense que soit cette double supériorité, remise à des mains inhabiles.

21 novemb. Les généraux russes Lambert, Langeron (Français de naissance et par leur éducation militaire), attachés à l'armée de Moldavie, s'emparent de Borisow sur la Bérézina, achevant, par l'occupation de ce point, le plus important de tous, d'enfermer le gros de l'armée française, qui en est encore à cinq ou six marches vers l'est.

23 novemb. Le maréchal Oudinot, qui, depuis l'abandon des positions sur la Dwina (V. 19 octobre), précède immédiatement l'armée en retraite, reprend le poste de Borisow, enlevé l'avant-veille : rien n'est au-dessus de l'activité, des talens et de la bravoure que déploie le maréchal Oudinot dans cette conjoncture si critique, si décisive pour le salut des derniers débris de l'armée! C'est à Borizow même que doit s'effectuer le passage de la Bérézina, principale difficulté de la marche des Français vers le Niémen. Leur situation est des plus périlleuses. La ligne de la Dwina est forcée; le général autrichien Schwartzenberg, qui trahit presque ouvertement, s'est mis à couvert derrière le Bug (V. 11 octobre); nulle difficulté de position n'arrête l'ennemi dans son opération décisive; tout le pays

est à lui, et les Français n'ont que cette ligne étroite sur laquelle ils courent. Il vit dans l'abondance; ils souffrent toutes les privations. Les attelages de l'artillerie russe sont en bon état; les chevaux des Français meurent de faim, de froid, ou, déferrés, ne peuvent se soutenir sur le sol entièrement congelé. Tous ces malheureux Français peuvent avoir leur tombeau dans les marécages de la Bérézina, dont les glaces ne semblent s'amollir tout à coup que pour les engloutir. Kutusoff les suit avec une fureur augmentée à chaque humiliation qu'éprouve son inhabile poursuite. Pressés sur leur flanc droit par Wittgenstein, sur leur flanc gauche par Tschitchagow qui les prend encore à revers; ayant une artillerie et une cavalerie considérablement réduites; exténués par la disette et la marche, engourdis par le froid, ils n'existent ou ne résistent que par l'espoir de toucher au terme de tant de maux : un dernier élan de leur bravoure sera leur dernière ressource ! Affreuse alternative, et sans exemple dans l'histoire des calamités militaires ! ! Voilà le résultat de l'orgueil de leur chef, qui sacrifie le plus noble courage, la plus vaillante ardeur, qui aient jamais animé d'aussi nombreuses légions ! ! !

26-28 novemb.

Tous les corps de l'armée française (à la réserve de quelques divisions), rassemblés aux environs de Borisow (cent quatre-vingts lieues ouest de Moscou, trente-huit lieues est de Wilna), offrent encore une masse d'environ quatre-vingt mille hommes, avec une assez nombreuse artillerie. Ils ne sont pas encore désorganisés. Le soldat, du moins celui qui vient de Moscou, abattu par les fatigues de quarante jours de marche sur un territoire dévasté, assailli par des essaims de Cosaques, accablé de privations, souffrant

à demi-nu les excessives rigueurs de la température, retrouve cependant son ardeur, à la vue de l'ennemi qui l'attend dans la présomption de la victoire. Les corps venant de Moscou se voient soutenus par ceux des maréchaux Victor, Oudinot, et par la division polonaise qui n'a que peu souffert du défaut de vivres et de la rigueur du froid. Il faut, en premier lieu, renverser seize mille Russes avantageusement postés au débouché de Borisow, sur la rive droite, et appartenant à l'armée de Tschitchagow, avant la jonction de Wittgenstein qui suit de très-près l'arrière-garde du maréchal Victor sur la rive gauche au-dessus de Borisow, et avant aussi que Kutusoff, qui marche avec sa grande armée sur le flanc gauche du grand quartier général français, ait le temps de regagner trois marches qui lui ont été dérobées.

Deux ponts sont jetés à Weselowo, village à quatre lieues et demie au-dessus de Borisow, pendant que plusieurs dispositions annoncent à l'ennemi que le passage doit s'effectuer sur le pont même de Borisow. La rapide construction de ces deux ponts, dans ces effroyables circonstances, offre un des plus merveilleux exemples de ce que peuvent la bravoure et la science de nos ingénieurs militaires ! La Bérézina est large, à Weselowo, de deux cent cinquante toises; elle charrie des glaces ; le bord opposé s'étend en marécages, que traverse une jetée assez étroite : la berge de Weselowo est, au contraire, élevée.

Le 28, l'intrépide maréchal Oudinot, qui forme l'avant-garde, étant blessé en repoussant Tschitchagow, dont les forces se sont groupées à la rive droite, le maréchal Ney prend, au milieu de l'action, le commandement des trois corps (deuxième corps, Oudinot; troisième, Ney; cinquième, prince Ponia-

towski); Ney oblige Tschitchagow de renoncer au combat! C'est dans cette occurrence, décisive pour le salut de tous, que ce maréchal, surnommé déjà le brave des braves, étonne le courage de nos plus vaillans soldats; ils reconnaissent tous devoir leur salut à son inébranlable ténacité, comme à l'extrême promptitude de ses dispositions!!!

Le maréchal Victor, laissé en arrière-garde sur la rive gauche, soutient aussi, ce même jour 28, avec une grande fermeté, l'attaque de l'armée de Wittgenstein; sa résistance est très-prolongée, malgré la grande disproportion du nombre, ce maréchal n'ayant que douze mille hommes depuis la veille que la division Parthouneaux, jetée le même jour sur plusieurs divisions ennemies, et embarrassée par les équipages, a été prise tout entière, après une résistance honorablement prolongée; tandis que l'ennemi compte au delà de quarante mille hommes. Le neuvième corps est donc obligé de repasser les ponts. « Aussitôt on les » fait sauter, abandonnant à l'autre rive, l'artillerie, » les bagages, et un grand nombre de malheureux, » presque tous non combattans, qui n'ont pu passer. » La plaine assez grande, qui se trouve devant We- » selowo, offre, le soir, un spectacle dont l'horreur est » difficile à peindre. Elle est couverte de voitures et » de fourgons, la plupart renversés les uns sur les » autres et brisés. Elle est jonchée de cadavres d'in- » dividus non militaires, parmi lesquels on ne voit » que trop de femmes et d'enfans, traînés à la suite » de l'armée jusqu'à Moscou, ou fuyant cette ville » pour suivre leurs compatriotes, et que la mort avait » frappés de différentes manières. Le sort de ces mal- » heureux, au milieu de la mêlée des deux armées, » fut d'être écrasés sous les roues des voitures ou

» sous les pieds des chevaux ; frappés par les boulets
» ou par les balles des deux partis ; noyés en voulant
» passer les ponts avec les troupes, ou dépouillés par
» les soldats ennemis, et jetés nus sur la neige où
» le froid termina bientôt leurs souffrances. » (*Mémoires de Vaudoncourt.*) En outre, les Russes font près de vingt mille prisonniers sur le champ de bataille, s'emparent de cent cinquante pièces de canon, c'est-à-dire, de toute l'artillerie, hors quelques pièces, et de presque tous les bagages, parmi lesquels ils retrouvent les richesses et les trophées enlevés de Moscou.

Les fausses manœuvres, et l'on peut même dire la trahison du corps autrichien, comptent aussi dans les causes de ce résultat. Schwartzenberg, en mesure de contenir et de paralyser Tschitchagow, avait fait, à la fin de septembre, un mouvement rétrograde sur le duché de Varsovie, mouvement qui découvrant Wilna, Minsk, mettait en l'air l'aile droite de l'armée française ! Sa mollesse et ses allures incertaines laissaient enlever Minsk (le 16). Quoiqu'il fût revenu tard sur cette place, il pouvait néanmoins la reprendre avant le 26, et mettant Tschitchagow entre son corps et la grande armée, il l'aurait empêché de s'emparer du pont de Borisow (le 21), ou l'aurait forcé de l'abandonner au plus vite. On eût effectué le passage de la Bérézina sans confusion et avant l'arrivée de Kutusoff sur l'arrière-garde française. Il serait difficile de ne pas admettre que, dès lors, Schwartzemberg se conduisait par des motifs de politique distincts des intérêts de la cause pour laquelle il était sous les armes ; il devient impossible de ne pas discerner que le cabinet de Vienne disposait déjà sa défection. Quoique sa diplomatie ait épaissi, dans cette circonstance, les

voiles dont elle sut toujours si bien s'envelopper, il reste de ses combinaisons cachées assez d'indices qui ne permettent pas de douter qu'il n'ait donné de doubles instructions à son général, et ne l'ait autorisé à tirer parti des revers qu'éprouverait l'armée française, ou même de toute interruption dans sa marche triomphante. Certes, Napoléon, qui avait réduit l'orgueil de la maison d'Autriche à lui offrir une archiduchesse pour épouse, devait-il s'attendre à la fidélité de l'alliance autrichienne, si la fortune abandonnait les aigles françaises! Dès le désastre de Moscou, il pouvait pressentir les dispositions de cette puissance; mais Napoléon, malgré les avis réitérés qui lui furent adressés sur la prochaine trahison de l'Autriche, et les doubles ordres donnés à Schwartzenberg, s'obstina à croire que son beau-père lui demeurerait fidèle.

Tel est ce trop fameux passage de la Bérézina, où l'armée française échappe à son entière destruction, par l'effet des fausses manœuvres du général Wittgenstein, et surtout par les retards dus à l'inhabileté du généralissime Kutusoff, qui s'est laissé surprendre trois marches. La réunion, sur Borisow, des deux armées russes parties, l'une du golfe de Livonie, ainsi que de la Finlande suédoise, l'autre, de la Moldavie; cette réunion accuse éternellement l'imprévoyant orgueil de Napoléon, qui, loin de soupçonner la possibilité de leur coopération, campe quarante jours sur les cendres de Moscou, dans la contemplation de sa vaine conquête, et ne doutant pas de clore la campagne par des négociations qui répareront l'insigne imprudence de sa rapide incursion au cœur de la Russie.

Ce désastre immense, inouï, cet épouvantable résultat des plus fausses conceptions, obscurcit la gloire militaire de Napoléon. Quoiqu'il ait vécu dans une

période de haute civilisation, où la réalité des principaux faits historiques ne puisse pas être mise en doute, où elle n'est pas exclusivement confiée à l'incertaine transmission des traditions orales, où la discussion donne aux récits une certitude bien fondée, nos descendans seront néanmoins embarrassés pour comprendre la vie de Napoléon, pour rattacher ses revers à ses triomphes, pour concilier la fin de son règne avec le début de sa dictature consulaire, avec ses premiers exploits; ce qu'il y a de sublime, d'admirable dans une moitié de sa carrière, et ce qu'il y a de petit, de bas, de condamnable dans l'autre moitié! La postérité restera confondue à la vue de cette disparité. Comparerait-on Charles XII à Napoléon? Eh bien! Charles XII, à Pultawa même, excite l'admiration. Quel courage! Sa gloire pâlit, mais ne s'éteint pas; si l'enchantement cesse, si le prodige s'est évanoui, sa fin étonne encore : l'indomptable volonté de Charles XII n'a rien de bas, rien qui dégrade l'homme, le guerrier, le monarque; il n'use d'aucun moyen vil ou barbare; il ne s'abaisse point à d'indignes stratagèmes pour se relever de son infortune. Plus tard, ce héros a la force de s'avouer l'égarement de son âme; il recommence sa carrière en grand homme, en habile politique. Une mort inopinée, autant que glorieuse, l'atteint!! Mais Napoléon, à la Bérézina, ne se distingue par aucun fait; et, plus tard, il deviendra l'objet de la pitié ou de l'indignation de tout ce qui sent et pense en homme. Il ne saura pas mourir en soldat; il subira le sort d'un visir disgracié auquel on fait grâce de la vie, et qui se résigne à la terminer dans une avilissante captivité (V. 13 octobre 1815).

3 décemb. Napoléon atteint Malodetchno (vingt lieues ouest de Borisow, quinze lieues nord-ouest de Minsk).

Depuis la Bérézina, le pays est un plateau boisé dont les eaux font un vaste marécage; l'armée vient de le traverser sur trois ponts consécutifs de trois cents toises de longueur, avec un étonnement mêlé de frayeur et de joie, heureuse que les ennemis n'aient pas incendié ces ponts faits de sapin résineux!

Le vingt-neuvième bulletin, rédigé pendant cette marche accélérée, et daté de Malodetchno, parviendra le 16 à Paris. Si peu semblable aux bulletins précédens, il découvre aux Français, toujours confians dans la destinée de celui qui sacrifie leurs enfans, et toujours éblouis de ses anciens triomphes, la vaste étendue et la sombre profondeur des calamités. Les conjectures ont une teinte sombre, depuis que les bulletins de l'armée n'apparaissent qu'à de longs intervalles. Le vingt-sixième bulletin, de Borowsk, sur la Moskowa, portait la date du 23 octobre; le vingt-huitième, celle du 11 novembre.

La nue exposition de tant de malheurs, étalée dans ce vingt-neuvième bulletin, devient un nouveau piége offert au généreux dévouement de cette nation qui se plaît à croire que son chef veut saisir la première conjoncture favorable pour ramener la paix, et asseoir enfin les fondemens du bonheur général; et, dans cette persuasion, la nation se prépare sans murmure aux plus grands sacrifices. Toujours plein de ses souvenirs d'Orient, le conquérant fugitif, racontant les détails de cette catastrophe, aime à comparer les Cosaques aux hideux Bédouins; et cette similitude, reproduisant à ses yeux une agréable perspective, semble le mettre à l'aise pour la suite de sa narration. Il avoue donc le désastre entier; mais il a soin d'ajouter que « les hommes que la nature n'a pas trempés assez for- » tement pour être au-dessus de toutes les chances du

» sort et de la fortune, parurent ébranlés, perdirent
» leur gaîté, leur bonne humeur, et ne rêvèrent que
» malheurs et catastrophes ; ceux qu'elle a créés supé-
» rieurs à tout conservaient leur gaîté et leurs manières
» ordinaires, et virent une nouvelle gloire dans de
» nouvelles difficultés à surmonter. » Il finit cet affreux
récit, adressé à cinq cent mille familles éplorées, en
disant que « jamais sa santé n'a été meilleure. » Il
voudrait qu'en apprenant qu'il jouit d'une parfaite
santé, la France et l'Europe ne vissent rien de changé
dans le grand changement amené par cette catastrophe.
Voilà l'homme à la voix duquel les Français prodiguent
leur sang depuis quatorze années !

Le roi de Prusse, Frédéric II, dans une conjoncture
très-critique (en 1757), assembla ses généraux et les
principaux officiers de son état major, leur exposa
l'étendue de ses revers, en déclarant qu'il comptait
plus que jamais, pour enlever à l'ennemi les avantages
qu'il venait d'obtenir, sur le zèle, la constance iné-
branlable, le courage et l'amour de la patrie qui n'a-
vaient cessé de les animer ; il les chargea de commu-
niquer toutes ces choses aux officiers et encore aux
soldats de l'armée, afin de les préparer aux grandes
actions qui ne tarderaient pas d'avoir lieu. Elle était
sublime et touchante l'idée d'associer ses officiers, ses
soldats même, à la grandeur de ses sentimens ! Aper-
çoit-on cette idée, ces sentimens, dans la déclaration
de Napoléon à la France ?

Une note fort étrange, et dans laquelle on ne saurait
voir qu'un insolent persifflage, suit, dans le journal of-
ficiel, le récit du conquérant fugitif : « Ce bulletin doit
» ajouter à l'admiration qu'inspirent la fermeté stoïque
» et le puissant génie de sa majesté. Peu de pages, dans
» l'histoire ancienne et moderne, peuvent être compa-

» rées à ce mémorable bulletin, sous le rapport de la
» noblesse, de l'élévation et de l'intérêt. C'est une
» pièce historique du premier rang. Xénophon et Cé-
» sar ont ainsi écrit; l'un la *Retraite des dix mille*,
» l'autre ses *Commentaires*. »

Napoléon arrive à Smorgoni (douze lieues ouest de Willika), où il confère au roi de Naples (Murat) le commandement des débris de l'armée, et, se mettant isolément et furtivement en route vers Paris, laisse à ses soldats, pour dernière ressource, cet exemple de lâche égoïsme. Aussitôt, le désordre devient général; la fuite du chef est le signal de la dispersion. La plupart des corps qui ont maintenu jusqu'à cette heure une apparence d'organisation, se débandent tout-à-fait. Le froid se soutenant, depuis plusieurs jours, à vingt-cinq degrés (de Réaumur), un grand nombre de soldats ont les pieds ou les mains gelés, et sont hors d'état de porter les armes et presque de marcher. Un nombre considérable de chevaux d'artillerie ayant péri sous leurs harnais, il a fallu abandonner beaucoup de pièces.

5 décemb.

C'est lorsque Napoléon voit expirer ses victimes par milliers qu'il les quitte : il court à Paris en demander des milliers d'autres, destinées à succomber aussi sous le poids de son ambition; car, si l'avenir lui fait retrouver des chances favorables pour rendre le repos au monde et fermer les plaies de la France, il les repoussera, trop orgueilleux pour consentir à détacher une seule province de son grand empire (V. 12 juillet, 10 août, 31 décembre 1813). N'a-t-il pas annoncé que des batteries ennemies placées sur les hauteurs de Montmartre ne l'amèneraient pas à céder un pouce de terre? En vain dirait-on, pour pallier la honte de cette évasion, que Napoléon, en France, est

seul capable d'arrêter la défection de ses alliés, et de trouver les moyens de frayer un passage aux débris de l'armée; il ne prouvera que trop que le soin de sa puissance est le vrai, l'unique motif de sa détermination! Sylla, voyant ses soldats près de lâcher pied, à la bataille d'Orchomènes, leur adressa ces paroles : « Fuyez, et moi je meurs ici. Si l'on vous demande ce » que vous avez fait de votre général, dites que vous » l'avez abandonné sur le champ de bataille. » Quel contraste entre le capitaine d'autrefois et le généralissime d'aujourd'hui, entre Bonaparte et Napoléon!

Le départ du chef amènera la désorganisation et la dispersion totales de ce petit nombre de militaires qui conservent un peu d'ensemble, et que retiennent encore quelques faibles liens de subordination. Officiers et soldats, tous se dispersent : les meilleurs ne se respectent plus eux-mêmes; rien n'arrête; plus de fraternité d'armes, plus de société, aucun lien; l'excès des maux abrutira jusqu'aux plus disciplinés entre les hommes d'élite; la faim aura réduit ces déplorables victimes de la guerre à l'instinct brutal de conservation, seul mobile des plus farouches animaux.

10-11 décemb. Le désordre et le défaut d'administration supérieure ont été et sont si grands, qu'on n'a fait aux troupes, dans l'espace de deux mois, que trois distributions, à Smolensk, à Orcha et à Kowno, et, dans ces distributions, on ne comprenait que les soldats présens aux appels, qui ne formaient guère que la cinquième partie de l'armée. Les immenses magasins rassemblés à Wilna sont abandonnés faute de moyens de transport, la situation déplorable dans laquelle une température excessivement rigoureuse a réduit l'armée, ne permettant pas d'y prendre position. C'est du moins la décision du commandant en chef, de Murat, qui de-

vait savoir ou juger que les bataillons russes, en butte à d'égales souffrances, se trouvent dans un état semblable de décomposition et de faiblesse physique. Par son départ si précipité, Murat permet à Kutusoff de s'arrêter dans cette ville où sont intacts les immenses magasins que les Français avaient réunis. On y trouve du pain, du biscuit et de la farine pour cent mille hommes pendant quarante jours, sans compter les blés des magasins d'hiver (blés séchés au four) qui commençaient d'arriver de la Samogitie ; de la viande pour cent mille hommes pendant cinq semaines; de la bière et de l'eau-de-vie dans une proportion plus grande encore; trente mille paires de souliers; une immense quantité d'effets d'habillement, d'équipement et de harnachement. Telles sont les ressources considérables que Murat, par sa fuite accélérée, par son inexcusable conduite, laisse à l'ennemi! La température s'est abaissée à vingt-sept et même à vingt-huit degrés de froid. Soixante mille hommes avaient traversé la Bérésina, et, depuis, vingt mille recrues s'étaient jointes à eux ; sur ces quatre-vingt mille hommes, la moitié venait de périr, et la plupart, dans ces quatre derniers jours, entre Malodetchno et Wilna.

A Wilna, la faim abat les malheureux Français, le froid les paralyse, le feu les consume ou le fer les achève; tandis que celui qui les a dévoués à tous ces maux fuit seul sur son rapide traîneau.

Les soldats de Napoléon n'ont pas épuisé dans les murs de Wilna les effets de son inconsidération. Presqu'à la porte occidentale se présente la montagne de Ponary, courte, mais rapide, couverte de verglas ; elle offre une résistance impossible à vaincre. Là, les Cosaques remportent les seuls exploits qu'ils ambitionnent, d'abondantes dépouilles, un riche butin.

Il est impossible de trouver, dans les exagérations si diversement emphatiques des généraux russes, ivres d'un dénoûment auquel leur bravoure et leurs talens n'eurent aucune part, des données tant soit peu probables qui permettent d'établir le nombre des mourans qu'ils ont ramassés, des cadavres et non des hommes qu'ils ont pris. La jactance moskovite en a fait des trophées; jamais trophées ne furent plus aisément enlevés. Les élémens ont presque tout fait, et, comme on le dit vulgairement en Russie : « Ce n'est » point le général Kutusoff qui a tué ou dispersé les » Français ; c'est le général Morosow (la gelée). »

16 décemb. C'est encore ici qu'on retrouve le maréchal Ney (V. le 10), toujours le dernier à se retirer, protégeant toujours, au mépris de sa vie, la vie et la retraite du dernier soldat; ranimant l'espérance éteinte, et valant seul d'épais bataillons ! On lui avait d'abord décerné, par acclamation, le surnom de brave des braves; mais, après le combat de Krasnoï (V. 16, 19 novembre), on le reconnaît aussi pour le capitaine le plus habile et le plus fort dans le revers. C'est à Ney que devront leur salut, les illustres débris de la plus belle armée que la France ancienne ou nouvelle ait jamais lancée hors de son territoire. Ici s'embrassent quelques-uns de ces guerriers, qui, portés par une vaillante ardeur, se jetaient au mois de juin sur la même rive qu'ils délaissent aujourd'hui si déplorablement. Ney avait franchi le Niémen à la tête de quarante mille hommes de superbes troupes ; il le repasse suivi seulement de ses aides-de-camp. Le prince Eugène parvient à réunir douze cents soldats mutilés, à demi perclus, restes infortunés de cinquante mille combattans, amenés d'Italie. Davoust, qui guidait en juin quatre-vingt-cinq mille braves répartis en cinq

belles divisions, ne comptera que dix-sept cents hommes sous les drapeaux dans les premiers jours de mars suivant, à Thorn. Les autres corps d'armée ne se trouvent pas moins décomposés, ou leurs hommes moins dispersés ; et des quatre cent mille guerriers qui, à l'ouverture de la campagne, franchirent ce fleuve, à peine trente mille le repassent, parmi lesquels les deux tiers n'ont pas vu le Kremlin. Mais celui qui les entraîna, qui reçut d'eux une obéissance sans bornes, ne les a point attendus (V. le 5).

La guerre offensive qui vient de se terminer n'a pas été plus longue que les rapides invasions des années précédentes; la campagne de 1812 se resserre dans un espace de temps aussi borné que les campagnes de 1805, de 1806, de 1807 et de 1809; mais le résultat de cette dernière agression est, pour les mères françaises, un deuil affreux, que suivront d'autres deuils, jusqu'à ce que l'homme qui les a causés soit enchaîné sur une île lointaine, et qui deviendra sans rivage dès que la destinée, dont il fut l'aveugle sectateur, l'y aura déposé.

18 décemb. et suiv.

Tandis que la France et l'Europe croient Napoléon perdu dans les frimas du nord, elles apprennent qu'en moins de quatorze jours il a traversé la Pologne, l'Allemagne, franchi le Rhin et atteint les rives de la Seine; qu'il est accouru au milieu des familles désolées, jaloux de confirmer, par son apparition, la précieuse annonce du dernier bulletin : « La santé de sa » majesté n'a jamais été meilleure. » Arrivant à Paris, quarante-huit heures seulement après ce billet de faire-part, il n'en excite pas moins les transports de joie de ce sénat conservateur, de ce sénat aussi servile que celui qu'un empereur des anciens temps voulait faire présider par son cheval. Les témoignages de servilité

qu'exprime l'adresse de félicitation sur le fortuné retour du souverain échappé au désastre général, ne sont tempérés par aucune observation sur les maux immérités de la patrie, sur les souffrances de l'humanité. « Le sénat (dit le naturaliste Lacépède) s'em-
» presse de présenter au pied du trône de votre ma-
» jesté impériale et royale l'hommage de ses félicita-
» tions sur l'heureuse arrivée de votre majesté au
» milieu de ses peuples. L'absence de votre majesté,
» sire, est toujours une calamité nationale; sa pré-
» sence est un bienfait qui remplit de joie et de con-
» fiance tout le peuple français..... Le sénat, premier
» conseil de l'empereur, et dont l'autorité n'existe que
» lorsque le monarque la réclame et la met en mou-
» vement, est établi pour la conservation de cette mo-
» narchie et de l'hérédité de votre trône, dans notre
» quatrième dynastie. La France et la postérité le
» trouveront, dans toutes les circonstances, fidèle à
» ce devoir sacré; et tous ses membres seront tou-
» jours prêts à périr pour la défense de ce palladium
» de la sûreté et de la prospérité nationales (Voyez
» avril 1814)! » Le sénat s'engage à reconnaître les héritiers de son sang auguste; il l'assure du dévouement et de l'affection des Français qui n'attachent de bonheur qu'à le défendre, de l'empressement des jeunes gens à voler sous les drapeaux. L'empereur répond : « Sénateurs, ce que vous me dites m'est fort agréable;
» j'ai à cœur la gloire et la puissance de la France;
» mais nos premières pensées sont pour tout ce qui
» peut perpétuer la tranquillité intérieure........ Pour
» ce trône auquel sont attachées désormais les desti-
» nées de la patrie......... J'ai demandé à la Providence
» un nombre d'années déterminées............. J'ai ré-
» fléchi à ce qui a été fait aux différentes époques de

» notre histoire; j'y penserai encore » (aux précautions à prendre pour assurer la succession à son fils). Et c'est Bonaparte, né sous la domination génoise, élevé aux frais du gouvernement français, qui cite notre histoire, qui parle de la gloire, de la puissance, et se tait sur le bien-être de la nation; lui qui a répandu le sang de deux millions de Français pour la cause de son exclusive ambition et l'élévation de son indigne famille; lui qui, au moment de l'épouvantable catastrophe que seul il amène, ne s'occupe essentiellement que du soin de conserver le trône à son fils! Et le sénat le seconde, l'encourage; et les Français accourent à la voix du sénat! Malheureux Français, qui, traîtreusement renfermés dans une maison en flammes, sont obligés, pour leur propre salut, de garantir sa conservation à celui qui s'en fit le maître! Peuple trop à plaindre d'être ainsi sacrifié! Le 25, le grand-maître de l'université, Fontanes, viendra déposer aux pieds de son maître un dixième tribut non moins adulateur, non moins vil que les neuf autres qu'il a payés au despote couronné (V. 16 août 1807, 7 février 1810, etc., etc.) : il faut citer pour la seconde fois cet effroyable tribut, pour bien se pénétrer du degré d'adulation où peut descendre un rhéteur aussi servile que Fontanes. « ..... L'étude des bonnes lettres
» qu'enseigne l'université de Paris, est fondée sur le
» bon sens; le bon sens s'arrête avec respect devant le
» mystère du pouvoir et de l'obéissance. Il l'abandonne
» à la religion qui rendit les princes sacrés, en les fai-
» sant l'image de Dieu même..... Permettez, sire, que
» l'université détourne un moment les yeux du trône
» que vous remplissez de tant de gloire, vers cet au-
» guste berceau, où repose l'héritier de votre gran-
» deur. Toute la jeunesse française environne avec

» nous, de ses espérances et de ses bénédictions, cet
» enfant royal qui doit les gouverner un jour....... Le
préfet de la Seine, Chabrol (Volvic) vient aussi
se prosterner aux pieds du trône de Napoléon : « .....
» Quelle allégresse! sire, répand dans tous les cœurs la
» présence de votre personne sacrée! Que d'espéran-
» ces, que de sécurité elle porte avec elle! Vos regards
» viennent tout vivifier. Mais aussi, que de gloire pen-
» dant votre absence! Notre admiration suivait les
» pas de votre majesté lorsqu'elle volait de victoires
» en victoires, planter ses aigles sur les tours de Mos-
» cou, et dans ces momens, plus glorieux encore, où
» elle montrait ce que peuvent, contre les climats, la
» constance et la fermeté d'âme qui lui ont assuré le
» plus beau triomphe qu'il soit donné aux mortels
» d'obtenir........ L'autorité tutélaire et paternelle de
» votre majesté excite un cri unanime d'amour et de
» gratitude..... Sire, tous les magistrats qui composent
» le corps municipal de votre ville de Paris sacrifieraient
» au besoin leur vie. Tous sont pénétrés de cette fer-
» meté, de ces mâles vertus qui doivent composer leur
» couronne civique. Pour moi, qu'un regard inattendu
» de votre majesté appela de si loin à tant de con-
» fiance (de la préfecture de Savone, où le pape était
» tenu sous clef par le préfet), ce que je chéris le plus
» de vos bienfaits (d'être nommé préfet de Paris, après
» la tentative de Mallet, le 23 octobre), sire, c'est le
» droit et le devoir de donner le premier l'exemple de
» ce noble dévouement. » Sans doute, quand sa hau-
tesse, le sublime sultan, quittant sa résidence d'été,
reparaît dans sa bonne ville de Stamboul, les mollahs
et les effendis ne sauraient le saluer par des harangues
plus obséquieuses.

Quoi! l'orateur qui dirige l'éducation publique,

proclame le droit divin du judaïsme, et sanctionne la servitude par la plus absurde des théories! Des chefs de la justice désavouent hautement les devoirs imposés aux magistrats de soutenir les droits des citoyens contre l'extension ou l'usurpation du pouvoir! du pouvoir qui n'est légitime, qu'autant qu'il dérive d'un titre primordial conféré par la société : ce titre eût-il deux mille ans de date, ou fût-il conféré récemment! (Lisez, à ce sujet, les observations d'un excellent royaliste, d'un célèbre député à l'assemblée constituante, de Cazalès, mars 1791.) Comment! l'administrateur, chargé de défendre les intérêts d'une population nombreuse, se félicitera du privilége de s'humilier avant tout autre, aux pieds de l'ambitieux effréné, le fléau de la patrie, quand il lui serait si aisé, quand il devrait lui sembler si doux d'en être le bienfaiteur! Pourrait-on alléguer que tant de témoignages solennels d'absolue servilité soient impérieusement commandés, inévitables? Non, car on ne les lit pas dans les discours adressés par les présidens de la cour de cassation et de la cour des comptes, qui, tout en rendant les déférences dues au pouvoir de fait et reconnu, ne célèbrent pas les tristes et honteux résultats d'une conduite insensée, en bravant l'affliction de trois cent mille familles françaises. Mais les conquérans trouvèrent toujours une foule d'apologistes, dirigés soit par la cupidité, soit par la crainte, soit par une admiration volontaire de ces actions extraordinaires que l'on suppose être le résultat des talens non moins extraordinaires de leur auteur. Il n'est guère possible de changer, à cet égard, le cours des passions humaines; les échecs que reçoit l'idole sont représentés comme accidentels, et sa fortune, sa puissance, comme immuables.

Cette campagne est, sans contredit, la plus horriblement meurtrière de toutes celles que le maître de la France a dirigées, et, de beaucoup, la moins favorable à sa renommée militaire ou politique. Il parvient, à la vérité, avec une formidable armée, jusqu'à la capitale éloignée d'un puissant empire; mais, au lieu d'atteindre le but si vanté de ses immenses préparatifs, il ne réussit qu'à fouler les cendres de cette capitale, et à porter le ravage dans une vaste étendue de ce territoire ennemi, que bientôt il laisse jonché de cent cinquante mille cadavres de ses sujets ou alliés, abandonnant un nombre plus considérable encore de prisonniers, avec tous ses magasins, avec toute son artillerie. Cet immense phosphore de gloire, cette ostentation si fastueuse de puissance, cette opinion née de la peur : que partout où se trouverait Napoléon, la victoire serait à sa droite; tout cela ne jette plus d'illusion; le charme a cessé d'exister; et une fois évanoui, il ne peut pas se représenter; ou bien, il faudrait deux ou trois campagnes remplies des plus glorieux triomphes pour effacer les revers d'une semblable expédition en Russie, qui le rabaisse sous le point de vue des combinaisons stratégiques, et lui ravit sa réputation d'homme d'état. Il la termine en fugitif qui craint, pour sa personne, le péril et l'outrage. Cependant, il fait usage de tous les artifices susceptibles de pallier nos désastres, et de nous dérober leurs inévitables conséquences. S'il était un véritable amant de la gloire, rentrerait-il dans sa capitale, avant d'essayer de laver d'aussi cruels affronts ? Charles XII ne voulait reparaître à Stockholm qu'après des victoires : « Il ne pou-
» vait (dit Voltaire) se résoudre d'ailleurs à revoir
» des peuples qu'il aimait, et qu'il était forcé d'op-

» primer pour se défendre contre ses ennemis. »

Il ne faudrait pas supposer que le soudain retour du conquérant vaincu fût principalement déterminé par la nécessité de faire ordonner des levées, qu'absent il serait aussi bien assuré d'obtenir de la servilité du sénat et des habitudes passives de la nation! C'est, pressé par son extrême défiance en tout ce qui touche à son pouvoir, qu'il franchit aussi rapidement la distance du Dniéper à la Seine : il est impatient de connaître à fond la conspiration Mallet (V. 23 octobre), et d'examiner si elle n'aurait pas développé des germes dangereux dans l'esprit public. Il voit que Mallet a mis au jour un secret fatal, celui de la faible confiance que l'on a dans la durée de la nouvelle dynastie. Il est tourmenté de la prévoyance qu'on a de sa mort, ainsi que de la facile croyance qui serait accordée à cette nouvelle ; si le seul bruit de l'événement a pu favoriser une semblable entreprise, de quels périls sa mort ne menace-t-elle pas l'empire? et ses jours sont pour long-temps encore à la merci des balles et des boulets ! ! Mais, c'est dans les idées de 1789, qui devaient amener notre régénération et notre liberté, qu'il aperçoit le plus grand danger dont il doive se garantir. « C'est à l'idéologie, s'écrie-t-il, » qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprou- » vés la France? »

27 décemb.

Dumouriez écrit à Wellington. Après avoir examiné les manœuvres faites par le général anglais, Dumouriez désapprouve avec ménagement certaines opérations; il dit, particulièrement : « ..... Votre gouvernement a eu » grand tort relativement à cette province (la Cata- » logne), quand il a forcé le gouvernement espagnol » à rappeler malhonnêtement de Catalogne le duc

» d'Orléans qu'il avait appelé à ce commandement.
» Tarragone et Tortose n'auraient pas été prises aussi
» vite, et le prince aurait secondé à l'est, par une
» diversion active, vos plans de l'ouest et du centre.
» Je suis persuadé que cette faute n'est pas de vous,
» et que vous n'avez, peut-être, jamais reçu le mé-
» moire que j'envoyai alors au marquis votre frère,
» que je fis passer aussi, indirectement, au général
» Castanos..... » (V. 3 février 1813.)

Des personnes au courant des affaires disaient hautement alors, que Welligton avait engagé le gouvernement espagnol à renvoyer le duc d'Orléans d'Espagne, parce qu'il voulait, avant toutes choses, rester généralissime, et parce qu'il craignait que le commandement ne fût remis au prince (13 février 1813). M. Nellerto (Llorente) va bien plus loin, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution d'Espagne avec les pièces justificatives*, chez J.-G. Dentu, imprimeur-libraire, Paris, 1824. Il dit, t. Ier., p. 215 : « On publia la constitution, en faveur de laquelle on fit écrire plusieurs journaux. Le parti qui » projetait de proclamer Wellington roi d'Espagne, » ne doutait plus que ce héros ne se conformât à la » loi organique nouvellement promulguée, et c'est par » cette raison qu'il ne formait pas une faction contraire à l'opinion principale des républicains les plus » décidés, connus sous la dénomination de libéraux. » Tel était l'état de l'Espagne, quand les cortès reçurent la lettre de Ferdinand VII avec le traité de » Valençay, du 11 décembre 1813. » Les Mémoires de Llorente ont une importance historique d'autant plus grande, que ce savant historien fait autorité par l'étendue de ses connaissances et la loyauté de son caractère. La conduite de Wellington et les véritables

desseins du ministère anglais, y sont dévoilés et parfaitement expliqués.

Le maréchal Macdonald, faisant l'extrême gauche de la grande armée, a pénétré victorieusement dans la Samogitie, dans la Courlande, dépassé la Düna, entamé la Livonie, et menacé Riga, lorsque les progrès de la retraite générale l'obligent à se replier. Il a toujours battu l'ennemi, quoique les généraux du contingent prussien, fort de vingt mille hommes, qu'il a sous ses ordres, le suivent et se battent à regret. York recevant des instructions de Berlin, de ce cabinet dont la fidélité tourne, depuis vingt ans, avec la roue de la fortune (V. 13 septembre), lève le masque, et signe une convention de neutralité avec les Russes. Ainsi, le maréchal se voit abandonné, en présence de l'ennemi, par le corps auxiliaire qui fait sa principale force. Les suites de cet événement seront graves; l'armée française ne pouvant ni conserver la ligne du Niémen, ni s'établir derrière la Vistule, doit reculer jusqu'à la Warta et l'Oder.

30 décemb.

La conduite du général prussien est surtout l'effet des inspirations patriotiques que souffle, dans l'ombre, l'association des amis de la vertu (Tugendbund): cette défection est le signal de la liberté allemande. Aussitôt le tocsin de l'insurrection retentit de l'Oder au Rhin, de la Baltique aux Alpes Juliennes. Cette foule de souverains secondaires retirés, par leurs propres sujets, de la léthargie, et l'on pourrait dire sauvés du délire royal qu'ont produit, et leurs cupidités, et les dons empoisonnés du grand monarque, accourront successivement, à mesure qu'ils verront s'évanouir leurs dangers personnels (s'embarrassant peu des dangers de leurs sujets), pour faire aussi leur

morsure au lion malade : de serviteurs couronnés, de mercenaires enrichis, ils deviendront d'ingrats conjurés et des adversaires implacables ! Une seconde fois, ils aimeront à puiser de riches dépouilles dans le sang français (V. congrès de Vienne, 9 juin 1815)!!! Et, enfin, ils enchaîneront leurs sujets après leur avoir solennellement promis la liberté constitutionnelle.

3, décemb. La position, sur la Vistule, des différens corps qui composent la grande armée, ou plutôt de leurs débris confusément rapprochés, se trouve dangereusement menacée par la défection des Prussiens, et aussi par la conduite si perfidement équivoque des Autrichiens, dont le chef, le prince de Schwartzenberg, temporiseur si prudent dès l'entrée en campagne, s'est mis en pleine retraite dès qu'il a reçu l'avis que l'armée française arrivait sur la Bérézina ! Sous l'abri d'une neutralité tacite avec les Russes, il rentre en Gallicie où son voisinage et son attitude douteuse doivent exciter la méfiance et les appréhensions des Français. Le roi de Naples (Murat), commandant en chef, est fort peu capable de remédier à d'aussi grands désastres, de conjurer des dangers aussi pressans : une bravoure audacieuse, la bravoure d'un soldat, constitue son mérite militaire : dans plusieurs circonstances, il a fait preuve de magnanimité ; mais, aujourd'hui, la trahison est peut-être dans son cœur. La Pologne est presque évacuée ; l'Allemagne va devenir le théâtre de la guerre.

Voila où se terminent les vastes desseins de Napoléon qui, pâle imitateur de César, croit n'avoir rien conquis s'il lui reste un état a conquérir. César employa dix années à dompter les Gaules, et Bonaparte, ivre de sa fortune, n'a pas daigné consacrer deux années

à l'envahissement de cet immense désert de Scythie qui vit fuir Darius, reculer Alexandre, périr Crassus; où Julien termina sa carrière; où Valérien se couvrit d'ignominie, et qui vit le désastre de Charles XII, le guerrier le plus aventureux, l'âme la plus forte de l'Occident! On ne saurait concevoir que Bonaparte, qu'un aussi grand capitaine, instruit par ces leçons de l'histoire, bien au fait de la topographie de cette contrée, s'y engage à la fin de juin. S'il avait passé l'hiver sur le Niémen, rétablissant, selon sa promesse, le royaume de Pologne, et organisant complétement l'armée polonaise, il se serait, au commencement du printemps, trouvé en état d'ouvrir la campagne avec des forces encore plus nombreuses, et des moyens d'agression encore plus formidables; il serait arrivé vers Moscou à une époque de l'année bien moins avancée, et se serait donné les facultés d'assurer et de consolider sa conquête. Les apologistes de Napoléon essaieraient en vain de pallier sa témérité : ils n'oseraient, sans doute, célébrer sa philanthropie, ni l'affection qu'il porte aux Français : il a délaissé ses malheureux compagnons d'armes, avec le projet d'extraire du sein de leurs familles de nombreuses victimes qu'il puisse leur associer; il a revu la France pour y prendre toutes les mesures susceptibles d'assurer ses couronnes à ses descendans, qu'il a déjà l'habitude de désigner comme la quatrième dynastie (V. le 20). Il a remarqué l'instabilité des trônes qui ne s'appuient que sur l'épée, l'incertitude du pouvoir donné par la fortune; il voudrait consolider ses institutions par le suffrage des peuples; il s'efforcera de le ravir, en cette conjoncture extrême, par les mêmes moyens dont il fit un continuel usage, le prestige et la déception.

A son superbe langage, on croirait que les élémens seuls opérèrent la destruction de l'armée française, comme si la précocité d'un froid rigoureux, au cinquante-cinquième degré de latitude, et sur un plateau très-élevé (Moscou est à trois cents mètres au-dessus du niveau de l'Océan), n'avait pas dû entrer dans le calcul des possibilités, même des probabilités, et décider, avant le 23 octobre, une marche rétrograde. D'ailleurs, la précocité du froid est, cette année, très-peu marquée; assez communément, la contrée de Smolensk se couvre de neige et de glace dès les premiers jours de novembre. Le conquérant, à bout de ruses diplomatiques et d'expédiens de toute sorte, confus, désabusé, part enfin de Moscou, après quarante jours d'incertitude et d'inaction militaire, en disant (vingt-sixième bulletin, daté de Borowsk, le 23 octobre) : « L'empereur compte se mettre en marche » le 24, pour gagner la Dwina, et prendre une position » qui le rapproche de quatre-vingts lieues de Péters- » bourg et de Wilna, double avantage; c'est-à-dire » plus près, de vingt marches, des moyens et du but. » Trois jours après, il s'écrie prophétiquement (vingt-septième bulletin) : « Le temps est superbe, les che- » mins sont beaux; c'est le reste de l'automne : ce » temps durera encore huit jours; et, à cette époque, » nous serons rendus dans nos nouvelles positions. » Dix-sept marches en huit jours, à travers un pays systématiquement ruiné, en présence d'ennemis supérieurs!!!

La tactique des Russes fut de ne point engager d'action générale, et d'éviter avec soin une grande bataille; ils ne s'en départirent pas jusqu'à la Moskowa, où Napoléon, les mettant dans la nécessité de combattre, leur fit abandonner le champ de bataille, et se

fraya la route de Moscou sur des monceaux de cadavres ; mais, aussitôt après, les Russes reprirent leur système de temporisation, qui, aidé, comme ils surent le prévoir, des rigueurs de l'hiver, devint si fatal au conquérant.

En résumant les opérations de Napoléon, on trouve, 1°. science et génie militaires au début de l'expédition, et jusqu'à Smolensk ; 2°. mépris des principes élémentaires de l'art, en s'avançant vers Moscou par une marche hasardée, et qui, faite sur une seule ligne, peut fortement compromettre l'armée, si un seul revers interrompt ses succès ; 3°. fausse honte, en séjournant à Moscou ; ignorance du caractère et de la barbarie russes ; présomption et malhabileté dans l'essai des négociations ; imprudence extrême, en restant dans une position où l'on ne trouve ni magasins, ni moyens d'en établir, et la plus étrange infatuation, en ne l'abandonnant qu'à l'approche des frimats ; 4°. des lueurs de talent dans les dispositions défensives, jusqu'à la Bérézina ; mais oubli total des précautions qui peuvent assurer la retraite, et faute desquelles les hommes et les chevaux sont morts de faim et de froid. Lui seul creusa le gouffre où disparaît une aussi vaillante armée, et à elle appartient la gloire qui sillonna par intervalles cette sombre retraite. D'aussi prodigieux revers, et aussi rapidement amenés, viennent ternir cette gloire magique où l'enthousiasme contemplait une longue suite de prospérités futures et non interrompues. Et, chose des plus étranges, l'ennemi n'emporte pas un triomphe qui soit le fruit de ses talens, dont il puisse se parer comme d'un titre de gloire ; l'empereur Alexandre n'a point paru sur les champs de bataille, n'a fait preuve d'aucun courage, d'aucune qualité militaires ; nul de ses généraux ne sait

se mesurer avec les nôtres : les Russes, toujours battus à champ ouvert, n'obtiennent rien de leur propre valeur, et nos soldats ont aussi intrépidement combattu la nature que les bataillons ennemis ! Les bataillons ennemis furent vaincus ; la nature est plus forte. Cette campagne démontre que si la Russie peut être envahie, si le courage brut et sauvage de ses soldats, et la médiocre capacité de ses généraux, sont insuffisans à la défendre, elle reste indomptable par le droit du climat et la puissance d'un despotisme impitoyablement destructeur, qui en fait aussitôt un immense désert.

L'Anglais Wilson, qui a fait la campagne avec les Russes, et qui porte une haine vigoureuse au dominateur de la France, convient que l'armée de Kutusow, forte de cent vingt mille combattans lorsque des environs de Moscou elle se mit à la poursuite de Napoléon, en comptait seulement trente-cinq mille quand elle mit le pied sur le territoire polonais. Wilson cite un autre corps russe de dix mille hommes réduit à quinze cents le jour de son arrivée à Warsovie, quoiqu'il n'eût pas rencontré l'ennemi ; encore la moitié de ce corps entra le lendemain à l'hôpital. Les Russes éprouvent une réduction aussi forte dans l'espace de quelques semaines, et cela, dans leur climat ! Un fer à crampons coûtait douze francs dans un pays riche en fer et misérable en espèces. Ces détails, révélés par un des plus zélés partisans de la cause des Russes, achèvent de convaincre tout homme impartial, qu'en formant cette expédition et la poussant outre mesure, le chef des Français fut, ou le plus téméraire, le plus insensé des guerriers, ou le plus froid contempteur de l'espèce humaine.

Napoléon, ivre encore de sa destinée, prétend commander à la fortune comme au plus docile de ses généraux, comme à l'orateur le plus dévoué du sénat conservateur; il veut montrer combien il l'emporte sur les premiers capitaines de l'antiquité, sur les politiques les plus célèbres du moyen âge, sur les plus orgueilleux monarques des temps modernes, en conduisant de front deux guerres aux extrémités de l'Europe. 31 décemb.

Comme il a soin d'appeler sur le théâtre qu'il s'est réservé, une partie des troupes qui disputent la possession de l'Espagne et du Portugal, et les troupes les mieux exercées, les chefs qu'il laisse dans ces deux pays ne s'y maintiennent qu'avec des difficultés infinies. Le maréchal Suchet a cependant consolidé ses triomphes sur le rivage de la Méditerranée, triomphes utiles autant que glorieux (V. 9 janvier, 2 février, 12 juin). Le maréchal Marmont, tout inhabile qu'il est, et quoique défait et blessé aux Arapiles (V. 22 juillet), en impose à l'Anglais Wellington, dont l'incapacité militaire et la timide temporisation semblent s'accroître avec ses forces; et le maréchal Soult, par de savantes manœuvres, soutient encore le soi-disant roi Joseph, qui donne au monde l'étrange spectacle d'un usurpateur sans génie, sans talens, sans courage. Ce même Wellington qui, pendant trente-cinq jours, s'est épuisé en efforts inhabiles devant la bicoque de Burgos, défendue par le général Dubreton (V. 20 octobre), a battu en retraite et s'est réfugié, comme à l'ordinaire (V. 6 octobre 1810; 4 mars, 18 juin 1811), dans ses retranchemens sur le Tage Inférieur. Là, son camp, placé comme une armure d'acier, garantit Lisbonne; de là, il menace toujours l'Espagne, tandis que les troupes françaises, obligées

de se répandre sur la surface hérissée de ce grand royaume, et d'être toujours en mouvement, n'obtiennent la soumission que des habitans qui les ont en vue; car, dès que le drapeau tricolore ne flotte plus à l'horizon, ces mêmes Espagnols, si prodigues de protestations, de sermens, d'adulations, arborent l'étendard national et courent, tête baissée, où la vengeance les entraîne. Les Français inondent en vain le territoire; la conquête de la veille est ravie le lendemain, si le vainqueur s'éloigne. Les Espagnols ressemblent aux vagues du rivage qui ne reculent que pour avancer, et sans cesse, jusqu'à la consommation des choses. Il est très-facile de les vaincre, mais il est devenu impossible de les subjuguer : le patriotisme et la superstition, qui remplissent l'âme des êtres les plus faibles, créent chez tous une force insurmontable de volonté. L'inexpérience militaire trahit-elle l'espoir de se délivrer d'un ennemi détesté : la fureur se rallume plus ardente, l'acharnement augmente encore, et l'opiniâtreté ne saurait aller plus loin. L'enthousiasme des Français, à la fin de 1792, étonna l'Europe et brisa les efforts des rois conjurés : l'enthousiasme des Espagnols, en 1808, fut aussi violent, aussi rapide; mais ils y joignirent cet esprit de persévérance qui les signale parmi les nations. Toute arme sert à ce peuple, dont le fanatisme religieux et l'esprit de vengeance entretiennent la résistance politique; à défaut d'épée ou de salpêtre, il frappera de la hache et du couteau; plus l'assassinat sera noir, plus il sera populaire et national. Voilà le sort réservé à des milliers de braves, Français, Allemands, Polonais, combattant pour l'établissement du frère de Napoléon!

Pendant les mois de novembre et décembre 1808, où l'empereur conduisait en personne les opérations

d'Espagne, ses lieutenans, rivalisant de zèle et d'activité, suivaient à la lettre les instructions qu'il leur donnait. Après son départ, ils les exécutèrent mollement, et même en les modifiant, persuadés qu'ils étaient plus en état d'apprécier les difficultés, et qu'il fallait se trouver sur le terrain pour cela. Son brusque départ, au début de la campagne de 1809, ayant laissé les troupes d'Espagne loin de la distribution des grades et des récompenses, elles commencèrent à voir que cette guerre, déjà si odieuse dans ses causes, prenant un caractère national, pouvait devenir sans terme : l'insouciance, le dégoût s'emparèrent des chefs secondaires, passant de ceux-ci aux officiers et jusqu'aux soldats qui y saisirent des prétextes pour enfreindre la discipline. On peut, d'après cela, conjecturer que la conquête de la Péninsule eût été bien difficilement accomplie, lors même que les désastres de Russie ne seraient pas survenus.

La force réelle des deux armées agissant à ce jour en Espagne, paraît exactement spécifiée dans les tableaux du colonel Koch (*Mémoires pour la campagne de* 1814). L'effectif des corps obéissant au maréchal Soult se compose de soixante-dix-neuf bataillons répartis en sept divisions, et comptant quarante-huit mille baïonnettes; de quarante-trois escadrons ne réunissant pas plus de six mille trois cents cavaliers, et hors ligne, de quatre mille huit cents combattans. L'effectif de l'armée d'Aragon, aux ordres du maréchal Suchet, consiste 1°. en cinq divisions actives d'infanterie réunissant dix-sept mille combattans; 2°. en deux mille cinq cents cavaliers; 3°. en quinze cents artilleurs et sapeurs : total, vingt-un mille hommes en rase campagne; 4°. en quatorze mille hommes occu-

pant Barcelonne, Figuières, Girone, etc. Il faut observer que les troupes de l'une et de l'autre armée se composent de nouvelles levées beaucoup plus que de soldats exercés, et que le nombre des officiers est surabondant.

CHAPITRE X.

ANNÉE 1813.

Le roi de Naples (Murat), reconnu incapable d'un commandement en chef, remet les débris de l'armée française, épars dans la Prusse, au prince Eugène Beauharnais, vice-roi d'Italie. En apprenant la défection des Prussiens, Murat a mis sa précipitation et sa négligence ordinaires dans la retraite qu'il a dû faire. C'est le 30 décembre que le Prussien Yorck a déclaré ses intentions et déserté ses postes; c'est le 1er. janvier que Murat a quitté Kœnigsberg; à peine pose-t-il le pied à Elbing et à Marienbourg. Tous nos corps se replongent dans le désordre de la déroute; c'est à qui se jettera sur la rive gauche de la Vistule. Les Russes affamés, pressés par tous les besoins, se précipitent sur les quartiers que laissent les Français, profitant des ressources en tout genre qu'offre cette riche partie de l'Allemagne. Le prince Eugène ne reçoit de son prédécesseur d'autre indication que le point de ralliement, qui a été fixé, suivant les numéros des corps d'armée auxquels appartiennent les débris épars sur les territoires de l'ancienne Prusse et du grand-duché de Posen. Les forces réunies et en état d'agir se composent à peine de vingt mille hommes : tels sont à peu près les seuls moyens qu'ait la France du Rhin à l'Oder.

8 janv.

La proclamation suivante est affichée à Palen-

10 janv.

cia (royaume de Léon), située à six lieues de Valladolid : [1] « Habitans de Palencia, vous savez que l'on ne peut » retarder davantage le paiement des contributions en » nature et en argent des cinq derniers mois de 1812 ; » vous savez aussi combien de faveurs la ville a obtenues à ce sujet. Il vous reste à savoir, qu'en ne » payant pas dans les termes fixés, vous êtes exposés » à toute la sévérité qui me caractérise dans l'exécution » des ordres du gouvernement. Celui qui en méritera » l'application, commencera par payer quarante-cinq » pécètes » (la pécète vaut un franc huit centimes) « aux » quinze soldats que je mettrai à discrétion dans sa » maison. Ces soldats le garderont chez lui, et il recevra, d'heure en heure, cinquante coups de bâton en » ma présence. Chaque jour nouveau paiement de quarante-cinq pécètes, et nouvelle distribution de coups » de bâton.

» La maison de celui qui sera absent sera saccagée.

» L'auditeur au conseil de sa majesté impériale » et royale, chargé de la contribution de Palencia et » ressort.

» *Signé* MAHÉ DE VILLENEUVE. »

M. Mahé de Villeneuve, sous-intendant, était sous

Janvier 1813.

[1] Vecinos de Palencia.

Ya sabeis, que no se puede retardar mas el pago de la contribucion en generos, y metálico, correspondiente á los cinco últimos meses de 1812; asi mismo sabeis, quantas gracias yá la ciudad conseguido en este particular.

Os queda á saber que no pagando en los terminos fixados, estais expuestos á todo el rigor que me caracteriza en la execution de las ordenes del gobierno : quien merecera la aplicacion de este rigor principará por pagar quaranta-cinco pecetas à los quince soldados, que yo pondré á discrecion en su casa. Estos soldados le detendrán

les ordres immédiats de M. le baron Dudon, intendant de la province dans le ressort administratif de laquelle était placée Palencia. Si M. Dudon avait prescrit à ses subordonnés une aussi extrême sévérité, c'est qu'il y aurait été certainement contraint lui-même par les ordres impératifs de l'empereur. Napoléon n'avait pas de serviteur plus zélé, de sujet plus fidèle que M. Dudon : cet intendant déploya en Espagne, dans la perception des impôts, ainsi que dans toutes les parties de son administration, le zèle le plus actif. Cependant, la calomnie se déchaîna contre lui, et il s'éleva tant de réclamations, tant de plaintes, que l'empereur ordonna la destitution et l'arrestation de M. Dudon. Mais cet excellent administrateur a justifié depuis la pureté de sa gestion[1].

13 janv. Le maréchal Macdonald (V. 30 décembre 1812), après une retraite extrêmement pénible, atteint Dantzick où ses troupes sont laissées au gouverneur, le général Rapp. Jointes aux débris du neuvième corps (maréchal Victor), elles ont été dirigées sur cette place par Murat, opération dont les suites seront nuisibles (V. 1er. janvier 1814).

en su casa para recibir de ora en ora cinquanta palos à mi presencia. Cada dia nuevas quaranta-cinco pecetas, y nuevas distribuciones de palos.

Del vecino que no se encontrará en su casa, esta sera saqueada.

El auditor del consejo de S. M. I. y R, encargado de la contribucion de Palencia, y jurisdiccion.

L. Mahé de Villeneuve.

Copié littéralement sur un imprimé affiché à Palencia même, et arraché par un militaire qui a rapporté l'original et l'a remis entre les mains du général Foy.

[1] M. Dudon a confondu ses ennemis. Le liquidateur de 1815 a mis dans tout son jour la loyauté de l'intendant de 1814.

20 janv. Un traité est conclu entre l'Espagne et la Prusse. — Art. 2. Sa majesté prussienne reconnaît Ferdinand VII seul roi légitime de la monarchie espagnole, ainsi que la régence qui, durant son absence, le représente légitimement, d'après la constitution des cortès générales et extraordinaires, sanctionnée par elles et jurée par la nation.

25 janv. Un concordat est signé à Fontainebleau entre Napoléon et le pape Pie VII. Le pape exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie, de la même manière que ses prédécesseurs. Ses agens diplomatiques seront traités comme ceux des autres puissances. Les domaines qu'il possédait, et qui ne sont point aliénés, seront exempts d'impôts, et administrés par ses agens; les domaines aliénés seront remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de francs. En reconnaissance de ces avantages temporels, le saint-père promet de donner l'institution canonique à ce grand nombre d'ecclésiastiques qui, depuis sa rupture avec le cabinet des Tuileries, ont été nommés évêques. La propagande, la pénitencerie et les archives seront établies dans le lieu du séjour du saint-père, et l'empereur rend ses bonnes grâces à tous les cardinaux, évêques, etc., qui ont encouru son déplaisir.

En signant cette transaction, Napoléon a senti le besoin de regagner la confiance des catholiques zélés en France, et surtout en Italie, leurs dispositions pouvant nuire à la prompte levée des conscrits destinés à remplacer ses vieilles troupes détruites dans l'expédition de Russie. Mais bientôt la cour de Rome, observant les progrès de la coalition formée contre Napoléon, rejettera ce concordat après l'avoir signé.

1er. février. Louis XVIII fait une proclamation datée d'Hartwell

(maison de campagne, près de Londres, dans le Buckinghamshire). Ce prince, qui sent renaître l'espoir de monter sur le trône de ses ancêtres, y fait profession des idées constitutionnelles qu'il parut adopter autrefois (V. 12 décembre 1788).

Wellington écrit à Dumouriez une lettre datée de Fremada. — « J'ai reçu, il y a quelques jours, votre » lettre du 27 décembre dernier (V. cette date); et » comme je n'ai aucune opération militaire à vous dé- » crire ou à raisonner avec vous, toutes les troupes » des deux côtés étant dans les cantonnemens, je vous » écris quelques mots sur ce que vous me dites du » duc d'Orléans. Ce prince, que je ne connais que » de réputation, et pour lequel j'ai le plus grand res- » pect, a mal débuté en Espagne; appelé, je crois, » ou au moins encouragé de venir par la régence de » Castanos, pour commander une armée que, dans » leurs songes, le gouvernement espagnol comptait de » faire sur les frontières de France, et composée la » plupart de Français, il a été débarqué à Tarragone; » on m'a dit qu'il fut mal reçu; il s'est rembarqué, et » il est venu à Cadix. Il avait des personnes auprès » de lui fort indignes de sa confiance et fort indis- » crètes, qui, le même jour qu'il est arrivé, ont com- » mencé à parler du bien que cela ferait à la nation » espagnole que le duc d'Orléans en fût fait le régent. » Enfin les cortès s'assemblent, et leur premier acte » fut d'envoyer dire au duc de s'en aller en vingt-quatre » heures; et après, quand le duc est allé de l'île tout » seul, je crois, pour leur aller rendre ses respects, » les cortès lui ont fait dire de s'en aller tout de suite; » et elles ont fait dire au général Castanos d'être pré- » paré de les protéger par la force. Vous croyez que

3 février.

» le général Castanos favorisait les vues du prince :
» eh bien ! je vous dis qu'il s'est fait un mérite des
» préparatifs qu'il avait faits ce jour-là pour protéger
» et faire obéir les ordres de ces cortès. Je sais très-
» bien qu'on vous a dit que le duc croit que tout ce
» qui lui est arrivé a été produit par les intrigues des
» Anglais. Pour moi, je ne savais pas même que le
» duc était à Cadix quand il fut renvoyé. Pour mon
» frère, je sais qu'il a dit au duc ce qu'il lui conve-
» nait, et qu'il lui a conseillé d'être sur ses gardes. A
» dire le vrai, on nous soupçonnait de beaucoup de
» choses dans ce temps-là, auxquelles nous ne nous
» sommes jamais mêlés, mais dans lesquelles les Es-
» pagnols ne nous permettraient jamais de nous mê-
» ler. Mais je déclare que si j'avais voulu perdre le
» duc d'Orléans en Espagne, j'aurais été satisfait de
» le laisser continuer le chemin dans lequel il était
» malheureusement entré, et j'aurais cru que je ne
» pourrais m'opposer à sa perte qu'en m'opposant
» comme Anglais à sa marche... Mon frère a fait ce
» qui convenait à son devoir, lui a prédit son mal-
» heur, et ne s'est jamais mêlé ni pour ni contre ces
» objets. J'ai souvent regretté ce malheur qui est arrivé
» au duc d'Orléans : c'est un prince estimable par son
» caractère, ses grands talens et sa réputation, qui
» aurait pu beaucoup faire pour cette malheureuse
» contrée ; mais je vous assure que cette faute n'est
» pas la nôtre..... (V. 2 mars). »

5 février. Un sénatus-consulte détermine la forme de la régence pendant la minorité de l'empereur des Français. Napoléon, qui moissonne avec tant d'indifférence un si grand nombre de ses sujets, a le plus vif désir d'assurer à sa postérité la réversion de son pou-

voir. Il faut lire le rapport fait au sénat, par le sénateur comte Pastoret, au nom de la commission, pour voir avec quelle faconde l'ex-avocat adule l'empereur et l'impératrice. Il annonce, que : « Le roi de » Rome pourra aussi, en sa qualité d'héritier de l'em- » pire, être sacré et couronné du vivant de son père ; » et dès ce moment, la date du couronnement de ce » prince sera jointe dans toutes les lois à celle de l'a- » venue de l'empereur. . . . . Quel acte, en effet, peut » être tout à la fois plus auguste et plus touchant ! » Quel jour que celui où, sous les auspices de la re- » ligion et de la patrie, se mêlent aux expressions de » la reconnaissance d'une génération entière pour des » bienfaits déjà reçus » (la guerre d'Espagne et la campagne de Moscou !) « les espérances d'un bonheur » qu'elle pourra transmettre à sa postérité ! . . . . . » Heureux de pouvoir, comme l'a si bien dit l'ora- » teur du conseil d'état, préparer une telle loi dans le » calme de la réflexion, dans l'absence de tous les inté- » rêts, dans le silence de toutes les passions, dans l'éloi- » gnement de toutes les douleurs. » (La guerre de Russie est déjà oubliée !) « Heureux aussi, comme magis- » trat du premier corps de l'empire, de pouvoir admirer » et bénir cette prévoyance qui ajoute à la stabilité » des constitutions de l'état, par des institutions sa- » ges et fortes qui deviennent un bienfait de plus » pour les Français. . . . . » L'ex-avocat a fouillé dans tous les recoins de l'histoire de France pour démontrer que l'impératrice a un droit incontestable à la régence, et que le roi de Rome doit être sacré et couronné le plus tôt possible ; il admire et bénit la prévoyance de l'empereur qui accorde ce bienfait de plus aux Français ; par ce bienfait, les Français n'auront plus de maux à redouter, et la dynastie de Napo-

léon reposera sur des bases inébranlables ! Mais, de libertés nationales, d'entraves à mettre au despotisme administratif, de sages remontrances au pouvoir après une aussi désastreuse guerre que celle de Russie, pas un mot, un seul mot dans ce rapport de Pastoret, dédié au despotisme de Napoléon ! ! On ne peut pas insulter à la douleur publique, aux maux de la nation, d'une manière plus dérisoire que ne le fait le comte Pastoret.

10 février. Par une proclamation, datée de Varsovie, Alexandre, empereur de Russie, invite les Allemands à secouer le joug de la France. Il dit des membres de la confédération du Rhin : « Princes esclaves, qui li- » vrent leurs malheureux pays à l'insatiable ambition » d'un homme. » (V. le 22.) Quel philanthrope, quel monarque libéral, que cet autocrate dont l'ambition est sans bornes, dont le despotisme ne reconnaît, en Russie, d'autre volonté que la sienne ! ! ! Sa proclamation, et la déclaration qu'il publiera plus tard (V. 22 février) ne doivent-elles pas charmer tous les amis de l'humanité, tous les partisans d'une sage liberté ? L'autocrate de toutes les Russies s'y montre le plus modéré des hommes, le plus constitutionnel des princes.

14 février. L'ouverture de la session du corps législatif a lieu. Après avoir fait, à sa manière, le résumé de la dernière campagne, Napoléon continue : « ...... J'ai » fait de grandes pertes ; elles auraient brisé mon » âme si, dans ces grandes circonstances, j'avais dû » être accessible à d'autres sentimens qu'à l'intérêt, » à la gloire et à l'avenir de mes peuples...... Les » agens de l'Angleterre propagent chez tous nos voi-

» sins l'esprit de révolte contre les souverains ; l'An-
» gleterre voudrait voir le continent entier en proie
» à la guerre civile et à toutes les fureurs de l'anar-
» chie ; mais la Providence l'a elle-même désignée
» pour être la première victime de l'anarchie et de
» la guerre civile...... Je désire la paix ; elle est
» nécessaire au monde. Quatre fois, depuis la rup-
» ture qui a suivi le traité d'Amiens (25 mars 1802),
» je l'ai proposée, dans des démarches solennelles. Je
» ne ferai jamais qu'une paix honorable et conforme
» à la grandeur de mon empire. »

22 février.

Une autre déclaration d'Alexandre, empereur de Russie, invite de nouveau (V. le 10) les peuples de l'Allemagne à se lever en masse contre Napoléon.
« ...... Ce sont nos bienfaits, et non les limites
» de notre empire, que nous voulons étendre jus-
» qu'aux nations les plus reculées...... Nos troupes
» victorieuses vont poursuivre leur marche jusque sur
» les frontières de l'ennemi ; là, si vous vous montrez
» dignes de marcher à côté des héros de la Russie ;
» si les malheurs de la patrie vous touchent, si le
» Nord imite le sublime exemple qu'offrent les fiers
» Castillans, le deuil du monde est fini, et nos va-
» leureux bataillons entreront dans cet empire......
» Le sort de la Guadiana et du Vésuve a été fixé
» sur les bords du Borysthène, c'est de là que l'Es-
» pagne recouvrera sa liberté qu'elle défend avec hé-
» roïsme dans un siècle de faiblesse et de lâcheté...... »

25 février.

L'exposé de la situation de l'empire est présenté par le ministre de l'intérieur au corps législatif. Cette pièce offre plusieurs détails dignes d'attention.

Dépenses pour travaux faits depuis 1804 *jusqu'au* 1er. *janvier* 1813, *dans les départemens de l'ancien territoire français.*

Ponts.	27 millions.
Canaux.	55 *dito.*
Desséchemens et divers travaux de navigation.	37 *dito.*
Routes, y compris celles du mont Cenis, du mont Genève, de Paris à Hambourg (cette dernière, presque toute hors de l'ancienne France).	180 *dito.*
Ports maritimes.	73 *dito.*
Travaux de Paris.	102 *dito.*
Palais impériaux et grandes constructions dépendant de la couronne. . . .	62 *dito.*
Travaux divers et utiles, tels que dépôts de mendicité, reconstruction d'habitations et d'églises dans l'Ouest; établissemens thermaux; travaux de Napoléon (Bourbon-Vendée), de Napoléon-Ville (Pontivy, Morbihan). .	147 *dito.*
	683 millions.

La population de l'ancienne France est, à la fin de 1812, de vingt-huit millions sept cent mille individus; l'augmentation depuis 1789, époque où elle s'évaluait à vingt-cinq millions (ou à vingt-quatre), est donc à peu près d'un dixième.

Dans le même espace de temps, les produits en céréales se sont accrus d'un dixième. En 1789, on avait tiré de l'étranger pour une valeur de plus de quatre-vingts millions de grains; en 1812, année où la disette

devait être bien plus sensible, la récolte de 1811 ayant été incomparablement plus mauvaise que celle de 1788, l'ancienne France n'a tiré du dehors que pour dix-huit millions de grains.

Les productions du sol et de l'industrie se sont considérablement accrues; cela est prouvé de deux manières : par des calculs positifs et par le rapprochement des résultats du commerce extérieur à différentes époques. La France introduit actuellement beaucoup moins de matières premières, elle exporte beaucoup plus d'objets manufacturés. Chose remarquable ! C'est depuis que tous les pavillons ont été déneutralisés par les arrêts de l'amirauté britannique, depuis que les communications maritimes régulières ont cessé ; c'est depuis 1806 que l'industrie a fait les plus grands progrès ! En 1788, l'excédant des exportations de l'ancienne France avait été de soixante-quinze millions ; en 1789, il ne s'éleva qu'à douze millions. L'excédant des exportations de l'empire a été, en 1810, de quarante millions, en 1811 de trente, en 1812 de cent vingt-six. La balance du commerce qui, en 1788, à l'époque ancienne la plus favorable, n'était que de soixante-quinze millions à l'avantage des exportations du royaume, est donc aujourd'hui, à l'avantage des exportations de l'empire, de cent vingt-six millions. Tels sont déjà les résultats du système continental, quelque forcée que soit la tension de ses ressorts, quelque excentrique et hasardé que paraisse et que soit en effet ce moyen extrême de représailles.

En 1801, la population de la France était de trente-quatre millions d'individus. Cette année présenta huit mille cinq cents affaires criminelles, dans lesquelles douze mille quatre cents prévenus étaient impliqués ; en 1811, une population de quarante-deux millions

n'a présenté que six mille affaires, dans lesquelles huit mille six cents prévenus se sont trouvés intéressés. En 1801, huit mille prévenus ont été condamnés; en 1811, cinq mille cinq cents. En 1801, il y a eu huit cent quatre-vingt-deux condamnations à mort; en 1811, seulement trois cent quatre-vingt-douze.

L'armée de terre comprend : la garde impériale, se composant de vingt régimens d'infanterie et de quarante-quatre escadrons; cent cinquante-deux régimens de ligne et trente-sept d'infanterie légère, faisant neuf cent quarante-cinq bataillons français; quinze régimens d'artillerie; trente bataillons du train; quatre-vingt-dix régimens de cavalerie, à huit compagnies chacun, indépendamment de quatre régimens suisses, de six régimens étrangers et de plusieurs bataillons coloniaux.

La marine militaire compte, au 1er. janvier 1813, cent deux vaisseaux de haut bord, et cinquante frégates.

1er. mars. La sixième coalition continentale se forme contre la France. Un traité d'alliance entre la Russie et la Prusse est signé à Kalisck.

La politique prussienne se montre ici toujours semblable à elle-même : versatile comme l'occasion, dissimulée comme la faiblesse.

En effet, dès 1792, la France, agitée par une révolution générale, menacée par plusieurs grandes puissances, semble près de succomber; aussitôt la Prusse se donne l'initiative de la guerre, quoiqu'elle ne soit ni provoquée, ni insultée.

A la troisième campagne, la France ayant triomphé des armées coalisées, la Prusse retire la sienne. La Prusse donne le signal de sauve qui peut, ainsi qu'elle

avait donné celui de marche en avant, et, par le traité de Bâle (5 avril 1795), qui renverse le traité de Pilnitz (27 août 1791), qui rend plus dérisoire l'insolent manifeste de son général (V. 25 juillet 1792), elle reconnaît et courtise ces républicains qui la bafouèrent et la noyèrent dans l'opprobre.

En 1799, la France voit la fortune changer, la Prusse va changer aussi. Mais la victoire se rattachant aux drapeaux du directoire, le cabinet de Berlin accable de protestations amicales les cinq membres du cabinet du Luxembourg.

En 1805, l'Autriche arme tout à coup. Sa réunion à deux grandes puissances, et leurs immenses préparatifs, ne semblent présager que des défaites à la France; la Prusse arme alors, et signe un traité d'alliance sur le tombeau même de Frédéric II (V. 1er. octobre, 3 novembre 1805). Mais son ministre Haugwitz est spectateur de la journée d'Austerlitz (V. 4 décembre 1805). Le cabinet de Berlin déchirant précipitamment le traité de Potsdam, rejetant dans l'oubli le serment fait aux mânes du grand roi, vire de bord par la plus rapide des manœuvres, et contracte avec la France des engagemens nuisibles à l'Angleterre, avec laquelle cette même Prusse était toute prête à s'unir (V. 15 décembre 1805).

Ces oscillations irrégulières amènent sur les eaux de la Sprée la confusion et les tempêtes. Les Brandebourgeois, qui s'appellent avantageusement les Macédoniens de l'Allemagne (dont, disent-ils, les Saxons sont les Athéniens, et les Autrichiens sont les Béotiens), vains, et non pas fiers de cet éclair de gloire que fit briller le seul grand homme de leur adolescente monarchie, se croyant inexpugnables comme lorsqu'il était à leur tête, forceront, en 1806, leur gouverne-

ment d'improviser les hostilités contre la France. Cette fois, l'inconsidération de leurs hommes d'état si vantés reçoit, ainsi que l'inhabileté de leurs généraux, dont presque tous furent obscurs jusqu'à Iéna (14 octobre 1806), un châtiment à jamais mémorable. Frédéric-Guillaume III recouvre pourtant à Tilsit (V. 9 juillet 1807) la moitié de son royaume, grâce à sa soumission, à sa complète résignation, ainsi qu'à l'instance de l'empereur Alexandre, son allié.

En 1809 la guerre d'Autriche éclate. La Prusse fait des vœux pour le succès de ses armes; elle favorise, mais avec mystère, les courses du major Schill et du duc de Brunswick-Oels. Les événemens trompent encore l'attente du cabinet de Berlin; il se replie aussitôt dans les obscurs détours de sa politique nourricière.

En 1811, les états prussiens sont destinés à servir de champ de bataille aux deux grandes puissances; le cabinet prussien sollicite, intercède, presse, adjure, supplie, le plus humblement possible, la France de resserrer les nœuds de leur union.

Il reste fidèle aussi long-temps que les chances sont favorables à son allié. Dès l'heure où ce cabinet apprend la retraite de l'armée française de Moscou, il renoue ses liens avec la Russie; liens formés par les calculs de l'ambition, et relâchés aussi souvent que la Russie paraît la moins puissante. Le traité du 24 février 1812 avait été demandé par la frayeur; mais la déroute de la Bérézina donne des velléités courageuses aux conseillers de Berlin; elle leur révèle, à l'instant même, que le joug français est onéreux, humiliant; que l'humanité est outragée au nord comme au midi de l'Europe; que les droits les plus sacrés furent sans cesse méconnus par le cabinet des Tuileries; que le sentiment de l'honneur peut ne pas rester

absolument étranger aux inspirations de la diplomatie, et qu'en certaines conjonctures il doit se combiner avec un intérêt positif. La défaite complète, l'entière humiliation de Napoléon signalent, le même jour et comme par enchantement, toutes les calamités qu'a produites son ambition depuis dix années! La nécessité ramène les conseillers de Berlin au bon sens; et consentant enfin à devenir les auxiliaires des peuples justement révoltés, à favoriser l'influence des institutions secrètes qui travaillent avec un zèle infatigable à la délivrance de l'Allemagne, ils ont le mérite d'arriver quand l'Europe est persuadée qu'il ne reste plus que le coup mortel à donner à son tyran mortellement blessé.

On continue cependant à feindre. La défection d'Yorck (V. 30 décembre 1812) est improuvée; il est ostensiblement destitué et condamné par contumace. Napoléon se voit toujours assiégé par les protestations d'un sincère dévouement à sa cause, tandis qu'avant le commencement de cette année 1813, on a renoué avec Alexandre, que la fortune ramène à l'Occident. On a déjà mis sur pied une force effective de quatre-vingt-dix mille fantassins, et de quinze mille cavaliers, tout prêts à la guerre active. Voilà de quelle manière la Prusse accède à la sixième coalition.

2 mars.

Dumouriez écrit à Wellington : « Milord, je » vous remercie de votre lettre du 2 février (V. cette » date) qui répond à ce que je vous ai mandé sur le » duc d'Orléans : vous pouvez être très-sûr qu'il a été » ministériellement invité par la régence de Castanos, » que son départ a été un objet de négociation du mi- » nistre espagnol, résidant à Palerme, avec le roi et » le duc, et que la frégate la Vengança a été envoyée

» pour l'amener directement en Espagne ; j'ai vu toutes
» les preuves écrites de ce fait. Quant à la bonne ré-
» ception en Catalogne, je vous envoie le *Diario de*
» *Tarragona* qui en donne le détail. A son arrivée à
» Cadix tout changea. Les cortès furent prévenues
» contre lui, et la régence prit contre le prince des
» précautions aussi ridicules que malhonnêtes. Le mé-
» rite que se fait Castanos des préparatifs qu'il a faits
» ce jour là, pour protéger et faire obéir les ordres des
» cortès, est une lâche forfanterie, puisque ce prince
» sans appui ne pouvait ni ne voulait désobéir. Lais-
» sons le passé. Je crois que c'eût été un bien réel
» pour le succès de cette guerre, et pour les vôtres
» propres, que ce prince fût resté en Catalogne comme
» la province entière le désirait. J'en suis si persuadé,
» je crois même qu'il pourrait encore être si utile pour
» vos opérations ultérieures, que je souhaiterais que
» vous vous fissiez autoriser par le ministre d'ici à
» permettre que le prince vînt joindre le plus tôt pos-
» sible, comme volontaire, lord William Bentink, son
» intime ami, pour que vous l'eussiez sous la main
» pour former sur la frontière du Béarn un corps pour
» pénétrer le plus tôt possible dans la patrie du grand
» Henri IV, son ancêtre en ligne directe. La présence
» du duc d'Orléans dans ce canton, soutenue par le
» corps d'armée anglo-sicilien et par les Catalans, fe-
» rait une grande sensation dans les provinces méri-
» dionales de la France, et favoriserait l'insurrection
» générale en faveur des Bourbons, dont le succès
» peut seul assurer une paix solide. Mûrissez cette
» idée dans votre tête ; le moment est arrivé de porter
» des coups décisifs à Bonaparte : pendant que les
» Russes lui enlèvent l'Allemagne, détachent cette
» confédération du Rhin qui lui soumettait le contin-

» gent, et vont porter la guerre jusqu'au Rhin, vous
» pouvez, de votre côté, lui faire un mal plus grand
» et plus direct. Le duc d'Orléans est dans vos mains
» un instrument dont l'emploi dirigé par votre génie
» vous donnera des avantages incalculables. Il a toutes
» les qualités du cœur et de l'esprit que vous pouvez
» désirer dans un de vos coopérateurs, et il est digne
» de l'intérêt que vous me témoignez pour lui dans
» votre lettre....... » Comment croire, d'après cette
lettre, d'après celle écrite par Wellington, le 3 février,
que Wellington eût été le principal auteur du renvoi
d'Espagne du duc d'Orléans ? La loyauté de Wellington
suffit pour repousser les calomnies répandues à ce
sujet contre lui, ainsi que les assertions des personnes
qui prétendaient que le général anglais songeait à se
faire déclarer roi d'Espagne.

3 mars. Un traité est conclu à Stockholm, entre l'Angleterre
et la Suède. L'invasion de la Poméranie (27 janvier
1812) avait enfin démontré à Charles XIII l'inutilité de
tous ses sacrifices et l'avait déterminé à se rapprocher
des deux grands ennemis de Napoléon (V. les traités des
24 mars et 3 mai 1812). Ce nouveau traité confirme
les stipulations précédentes, et y ajoute l'engagement
pris par la Suède, d'entrer en campagne avec un corps
de troupes nationales d'au moins trente mille hommes.
L'Angleterre facilitera l'annexation à perpétuité de
la Norwége à la Suède. En outre, la cour de Stockholm
reçoit de celle de Londres un subside de vingt-cinq
millions de francs, avec la cession de la Guadeloupe,
abandonnée aux Anglais par le général Ernouf
(V. 6 février 1810).

9 mars. Le prince Eugène porte son quartier général à
Leipsick. Depuis qu'au départ de Murat (V. 8 jan-

vier), ce prince tient le commandement en chef, il s'est attaché à réorganiser l'ordre, la discipline et les différens services dans cette faible armée. Quoiqu'en présence d'un ennemi formidable et victorieux, il a mis en état de résistance les places de l'Oder, et malgré le défaut total de cavalerie, il a effectué sa retraite jusque sur l'Elbe, une des belles retraites dont l'histoire moderne fasse mention, et il s'est ménagé le temps d'attendre l'arrivée sur le Rhin d'une autre grande armée que l'activité de Napoléon, les grandes ressources de la France, et le dévouement des Français viennent d'improviser (V. 28 avril). Le prince Eugène a démenti la prophétie de Bonaparte consul, qui l'avait déclaré propre, tout au plus, à commander une compagnie : il s'est montré, pendant et depuis la campagne de Moscow, bon général et homme d'une haute sagesse.

19 mars. Un traité est conclu entre l'Espagne et la Suède. Art. 3 : le roi de Suède reconnaît pour légitimes les cortès générales et extraordinaires réunies à Cadix, ainsi que la constitution qu'elles ont décrétée et sanctionnée.

23 mars. Bernadotte, prince royal de Suède, écrit à Napoléon, l'invitant à modérer une ambition de plus en plus funeste à l'Europe.

« ..... Toutes les relations ministérielles étant rom-
» pues, je m'adresse directement à votre majesté pour
» lui rappeler la conduite loyale et franche de la Suède,
» même dans les temps les plus difficiles. Votre majesté
» invoque ses droits à l'amitié du roi !..... Lorsque le
» roi, après avoir perdu la Finlande, écrivit à votre
» majesté pour la prier de conserver à la Suède les

» îles d'Aland, elle lui répondit : « Adressez-vous à
» l'empereur Alexandre, il est grand et généreux. »
» Et pour combler la mesure de son indifférence, elle
» fit insérer dans un journal officiel, au moment de
» mon départ pour la Suède (*Moniteur*, 21 septembre
» 1810, n°. 264) qu'il y avait un interrègne dans ce
» royaume, pendant lequel les Anglais faisaient im-
» punément le commerce. Le roi se détacha de la coa-
» lition de 1792, parce que cette coalition prétendait
» partager la France, et qu'il ne voulait point parti-
» ciper au démembrement de cette belle monarchie. Il
» fut porté à cet acte, monument de sa gloire politique,
» autant par attachement pour le peuple français que
» par le besoin de cicatriser les plaies de son royaume.
» Cette conduite sage et vertueuse, fondée sur ce que
» chaque nation a le droit de se gouverner par ses lois,
» par ses usages et par ses volontés, cette conduite
» est la même qui lui sert de règle dans ce moment.
» Votre système, sire, veut interdire aux nations
» l'exercice des droits qu'elles tiennent de la nature :
» ceux de commercer entre elles, de s'entr'aider, de
» correspondre et de vivre en paix ; et cependant,
» l'existence de la Suède est dépendante d'une exten-
» sion de relations commerciales sans lesquelles elle
» ne peut se suffire.

» Je connais les bonnes dispositions de l'empereur
» Alexandre pour la paix. Les calamités du continent
» la réclament, et votre majesté ne doit pas la repous-
» ser. Possesseur de la plus belle monarchie de la
» terre, voudra-t-elle toujours en étendre les limites,
» et léguer à un bras moins puissant que le sien, le
» triste héritage de guerres interminables? Votre ma-
» jesté ne s'attachera-t-elle pas à cicatriser les plaies
» d'une révolution dont il ne reste à la France que le

» souvenir de sa gloire militaire, et des malheurs réels
» dans son intérieur? Sire, les leçons de l'histoire re-
» jettent l'idée d'une monarchie universelle, et le sen-
» timent de l'indépendance peut être amorti, mais
» non effacé du cœur des nations. Que votre majesté
» pèse toutes ces considérations et pense réellement à
» une paix générale dont le nom profané a fait couler
» tant de sang.

» Je suis né dans cette belle France que vous gou-
» vernez, sire; sa gloire et sa prospérité ne peuvent
» jamais m'être indifférentes. Mais, sans cesser de faire
» des vœux pour son bonheur, je défendrai de toutes
» les facultés de mon âme, et les droits du peuple qui
» m'a appelé, et l'honneur du souverain qui a daigné
» me nommer son fils. Dans cette lutte entre la liberté
» du monde et l'oppression, je dirai aux Suédois :
« Je combats pour vous et avec vous, et les vœux des
» nations libres accompagneront nos efforts. »

» En politique, sire, il n'y a ni amitié ni haine; il
» n'y a que des devoirs à remplir envers les peuples
» que la Providence nous appelle à gouverner. Leurs
» lois et leurs priviléges sont des biens qui leur sont
» chers; et si, pour les leur conserver, on est obligé
» de renoncer à d'anciennes liaisons et à des affections
» de famille, un prince qui veut remplir sa vocation
» ne doit jamais hésiter sur le parti à prendre...... »

31 mars. La Prusse publie un manifeste contre la France. On évalue les forces que la Russie et la Prusse ont sur pied, à plus de deux cent mille hommes, tandis que l'armée du prince Eugène, la seule que la France puisse, à cette heure, présenter à l'ennemi, ne s'élève pas au delà de cinquante mille combattans, y compris une vingtaine de mille conscrits qui n'ont pas vu le feu.

1er. avril. Une déclaration de guerre de la France à la Prusse, est proclamée dans le sénat. A ce jour, l'armée française, qui ne se compose guère que de trente mille anciens soldats, a son quartier-général à Stassfurth, près de Halberstadt. Elle est sous les ordres du prince Eugène Beauharnais, vice-roi d'Italie, en position sur l'Elbe et la Saale; elle occupe Magdebourg, Wittemberg, Torgau.

3 avril. Un sénatus-consulte met à la disposition du gouvernement cent quatre-vingt mille combattans, savoir : dix mille gardes-d'honneur à cheval, s'équipant et se montant à leurs frais; quatre-vingt mille hommes, qui seront appelés sur le premier ban de la garde nationale des années 1807, 8, 9, 10, 11, 12, et destinés à renforcer les cent cohortes levées en exécution du sénatus-consulte du 13 mars 1812; quatre-vingt-dix mille conscrits de 1814, c'est-à-dire nés du 1er. janvier au 31 décembre 1794. Ces quatre-vingt-dix-mille conscrits, qui ne font pas partie des cent cinquante mille accordés au gouvernement par le sénatus-consulte du 11 janvier, sont destinés à la défense des frontières et des côtes.

5 avril. Un décret impérial crée trente-sept cohortes urbaines pour la défense particulière des places maritimes (V. 17 décembre).

10 avril. Lagrange meurt âgé de quatre-vingt-un ans. Sa gloire se fonde sur des titres impérissables. Géomètre profond dans nos temps modernes, sa place est auprès de Newton et d'Euler. Connu dès sa jeunesse par des recherches et des concours célèbres où il enseigna l'art de résoudre les questions mathématiques les plus importantes, dans son âge mûr il produisit la *Méca-*

nique analytique, l'un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain. Sa longue carrière, remplie de travaux utiles aux sciences, à l'instruction et aux sociétés, l'a montré toujours égal à lui-même.

15 avril. Napoléon part de Paris, et se rend à son armée d'Allemagne.

Pendant un séjour de quatre mois dans sa capitale, il s'est occupé de tout; ses travaux ont été prodigieux, soit dans le gouvernement intérieur, soit pour les événemens du dehors; il semble avoir assuré, prévu tout ce qui peut ramener la victoire sous ses drapeaux. Mais, s'il ne cesse pas d'être étonnant, admirable dans la partie militaire, il est resté sans moyens ou sans habileté pour conjurer les atteintes de la diplomatie. En ressaisissant les armes, il compte sur la foi de l'Autriche!..... Et cela, parce qu'on lui a livré, parce qu'il a épousé une archiduchesse!! Les manœuvres équivoques des corps autrichiens, pas plus que les nombreux exemples de cet esprit de duplicité inhérent au cabinet de Vienne, ne sauraient le retirer de sa confiance. Il s'est trop habitué à penser que son ascendant sur le caractère de François II est irrésistible désormais, et que la politique intéressée de ce souverain n'ira pas jusqu'à mettre en danger le sort d'une archiduchesse placée sur le trône de France: trône qui, dans l'idée de Napoléon, domine tous les trônes. De même il s'était abusé sur la Prusse, quand la trahison autorisée du général York dessille ses yeux (V. 30 décembre 1812). Il n'a pas davantage aperçu la sourde influence de l'émigration française sur les déterminations de la politique étrangère: « Eh! a-t-il » dit, qui oserait se compromettre en la tirant du » mépris où elle est plongée? » En prononçant ces

mots, il rejetait avec dédain la proclamation aux Français, datée de Hartwell (V. 1er. février), et placée sous ses yeux avec une correspondance qui témoignait que d'anciens droits seraient, certains cas arrivant, appuyés des puissances dans cette sixième coalition, comme ils le furent, du moins ostensiblement, dans les première et deuxième! La guerre actuelle tend donc à reproduire le caractère de la guerre de 1792, et le dominateur des Français est sérieusement menacé d'avoir à défendre, avec les principes de 1789, les intérêts dérivés de la révolution, et même son pouvoir comme empereur ou l'établissement de sa dynastie. Enfin, il ne voit pas, il ne croit pas que les passions, comme les intérêts des peuples et des rois, demandent une guerre implacable!!!

28 avril. Napoléon porte son quartier-général d'Erfurth à Eckhartsberg. Son armée, plus formidable par la masse que par l'espèce des troupes qui la composent, n'offre qu'une organisation incomplète.

29 avril. Les deux armées françaises font leur jonction entre Naumbourg et Mersebourg. L'armée que l'empereur amène d'Erfurth est forte de cent vingt mille hommes, y compris la garde impériale; l'armée du prince Eugène réunit quarante mille combattans. C'est sur les bords de la Saale que les vétérans de Moscou tendent la main aux jeunes vengeurs que la France leur envoie; et, dès ce jour même, nos troupes ressaisissent l'offensive!

Force des Français en Allemagne.

1er. corps, général Vandamme (sur l'Elbe-Inférieur)	24,000 h.
2e. — maréchal Victor (près de Magdebourg)	6,000
3e. — maréchal Ney	30,000
4e. — général Bertrand	20,000
5e. — général Lauriston	18,000
6e. — maréchal Marmont	12,000
11e. — maréchal Macdonald	18,000
12e. — maréchal Oudinot	18,000
Garde impériale	16,000
Cavalerie séparée	4,000
	166,000 h.

Forces des alliés prêtes à l'offensive.

Corps russes	125,000	225,000 h.
Corps prussiens	100,000	

29 avril. A Weissenfels (cinq lieues sud-ouest de Leipsick), un combat est livré à des corps prussiens par les divisions Souham, Gérard, Marchand, aux ordres du maréchal Ney, que soutient l'empereur en personne. Douze pièces de la garde sont mises en ligne, le général Drouot en dirige les coups; l'ennemi recule sous la mitraille; ce qui rend superflus les secours détachés de l'armée du prince Eugène accourant au bruit de la canonnade.

Successivement envahies et délaissées par les Français et leurs ennemis, les différentes provinces de l'un et de l'autre royaume de la péninsule Ibérique

ont essuyé de continuelles vicissitudes depuis cinq années. Au commencement de celle-ci, les Français occupaient les deux Castilles, quelques districts de l'Estramadoure, Léon, les Asturies, la Navarre, l'Aragon, la Catalogne et Valence; les cortès espagnoles, la régence portugaise et les troupes anglaises tenaient tout le reste. En apprenant, à Madrid, la marche de Napoléon en Russie, on prévit la nécessité d'évacuer les provinces centrales et de prendre la ligne de l'Èbre. Joseph, qui jouissait indolemment au fond de son palais de Madrid de l'appareil de la royauté, résolut alors de se retirer sur Valladolid.

Alors aussi, les Cortès publièrent une constitution politique de la monarchie espagnole! Adoptant le système représentatif, elles reproduisirent les bases fondamentales de la constitution française de 1791 avec des dispositions analogues à la situation particulière de ce royaume, en faisant précéder cet acte de rénovation politique par l'anéantissement de l'inquisition. Les cortès ne crurent pas que, dans un pacte social fait pour les Espagnols, s'adaptant à leurs mœurs, consacrant leurs opinions, exprimant l'unanimité de leurs sentimens, il fût à propos d'instituer deux chambres législatives : elles se persuadèrent que le conseil d'état d'un gouvernement monarchique, exerçant une très-grande influence, obtiendrait une force d'action suffisante pour tenir lieu d'une chambre haute, en temps ordinaire, et que dans les cas extraordinaires il ne devait pas entrer en partage de la souveraineté, puisqu'il se trouvait à la disposition du roi.

Les trois armées françaises, dites du Midi, du Centre, du Portugal, ne réunissent aujourd'hui que quarante mille combattans. Le maréchal Suchet com-

mande les forces qui couvrent le littoral de la Méditerranée, et forment l'armée d'Aragon ; elles sont disséminées sur un terrain étendu que flanque cette mer incessamment sillonnée de vaisseaux anglais, que traversent des montagnes infestées de bandes irrégulières ou de guérillas [1] : des masses aussi peu considérables ne sauraient suffire à tout garder, comme à tenir les places de l'Aragon et de la Catalogne, sans de grands efforts de prudence et d'habileté de la part des chefs, de patience et de courage de la part des

[1] Parmi les bandes de miquelets ou guérillas organisées en Catalogne on distinguait celles de Milans-del-Bosc, propriétaire à Reins-del-Mar (petite ville située sur les bords de la Méditerranée près de Mataro); de Rovira, moine, et de Manço. Ce dernier, garçon meunier en 1809 près de Barcelonne, se prit de mots dans cette ville avec un officier du 13e. provisoire de cuirassiers, et en reçut un soufflet. Rentré dans son moulin, il raconte ce qui vient de lui arriver, et demande le paiement de ses gages à son maître. Il part : quelques misérables paysans partageant la haine profonde que Manço a vouée aux Français se joignent à lui, et le reconnaissent pour leur chef. A peine deux années sont écoulées que cet homme, qui ne sait pas même lire, voit sa troupe forte de douze à quinze cents hommes bien armés et bien équipés. Les bandes de Milans et de Rovira sont de la même force. Ces trois bandes réunies offrent une masse de quatre mille hommes. Leurs chefs sont audacieux et entreprenans, d'une activité incroyable : ils sont partout, et font éprouver journellement des pertes aux Français. Leur tactique consiste à attaquer les petits postes, à enlever les denrées que des paysans vont vendre dans les places fortes ou villes occupées par les Français, et à intercepter les communications. Les Français fusillent ou pendent les miquelets pris les armes à la main ; ceux-ci pendent et fusillent tous les Français, militaires ou non, qui tombent entre leurs mains : c'est une guerre à mort ! Malheur au Français qui s'éloigne de sa colonne, ne fût-ce que de cinquante pas, il est impitoyablement massacré. A Barcelonne même, on court les plus grands dangers en se hasardant en plein jour à faire le tour des ouvrages extérieurs de la place : sous les yeux des sentinelles vous êtes atteint par une main invisible : Manço, Milan et le moine Rovira furent faits brigadiers des armées royales (généraux de brigade) par les cortès; Ferdinand VII, lors de sa rentrée en Espagne (1814), les confirma dans leur grade

troupes dont le nombre ne s'élève pas à soixante-quinze mille combattans effectifs laissés à eux-mêmes, et n'attendant pour renforts que des conscrits sans expérience.

1er. mai. Le poëte Delille, connu d'abord sous le nom de l'abbé Delille, meurt. Il débuta dans la littérature en même temps que Fontanes, lequel promettait aussi de beaux talens; mais ce dernier, renonçant bientôt au culte des Muses, se jeta dans la polémique des journaux; puis, moins jaloux d'acquérir une honorable célébrité que les faveurs de l'usurpateur du pouvoir et du destructeur des libertés publiques, il vint, un des premiers, faire entendre le langage de l'adulation, langage qu'il ne cesse de prodiguer jusqu'au dernier jour (V. 16 août 1807, 7 février 1810, 20 décembre 1812, 27 décembre 1813). Delille, au contraire, quoique d'un caractère singulièrement timide dans un corps débile, restant fidèle à son attachement pour les princes Bourbons, dont il reçut les bienfaits, refuse d'écrire un seul hémistiche à la louange de Napoléon.

On ne saurait encore oublier que, bien différent de Ducis [1], l'abbé Delille, dont la candeur semblait celle

[1] Ducis se montra républicain ardent et zélé jacobin en 1793; il composa une ode ultra-révolutionnaire dont il fit hommage à la convention. Il publia, en 1794, cette pièce de vers :

LA DÉCADE.

C'est aujourd'hui la décade,
Prenons tous le verre en main;
Je te porte ma rasade,
A toi, peuple souverain :
La décade est par sa gaîte
L'âme de la liberté

d'un enfant, ayant reçu l'intimation de célébrer le décret par lequel Robespierre, après avoir outragé tout ce qu'il y avait de sacré, s'avisa de faire déclarer par la convention (V. 7 mai 1794) l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme ; on n'oubliera jamais que Delille eut le courage de composer ce dithyrambe, dans lequel l'immortalité de l'âme se présente comme un supplice pour les méchans, et une consolation pour les victimes des temps révolutionnaires.

Oui, vous qui de l'Olympe usurpant le tonnerre,
Des éternelles lois renversez les autels;
Lâches oppresseurs de la terre,
Tremblez, vous êtes immortels!

2 mai. La bataille de Lutzen, ou plutôt de Gross-Gœrschen (Saxe), est remportée par Napoléon sur l'armée

Je n'ai richesse ni grade,
Sans-culotte est mon vrai nom ;
Plus je bois dans ma décade,
Mieux j'ajuste mon canon.
La décade est. . . . . . .

Belles, fêtez la décade ;
Venez au bruit des tambours :
Une pique, une cocarde
Ne font point peur aux amours.
La décade est. . . . . . .

Citoyennes, la décade
Sans vous n'aurait point d'appas :
Recevez notre accolade,
Et laissez-vous mettre au pas.
La décade est. . . . . . .

DUCIS.

(*Anthologie patriotique*, an III, pag. 48.) Ces vers se chantaient dans les réunions patriotiques les jours de décade. Le poëte Ducis en avait fait de meilleurs avant la révolution.

prussienne et un corps russe, les deux souverains présens. Le prince Eugène, les maréchaux Ney, Mortier, Macdonald, Marmont; les généraux Compans, Ricard, Souham, Drouot, Latour-Maubourg, ont réparé, par leur intrépidité, le vice des dispositions générales prises au commencement de l'action.

Napoléon ne s'attendait pas à être attaqué ce jour-ci, ni dans cette position; il fait des prodiges pour arrêter la fougue des Prussiens et mettre la fortune de son bord : son apparition inopinée produit un effet aussi rapide qu'extraordinaire sur les troupes. En un clin d'œil, l'enthousiasme de la gloire anime les traits de ces conscrits étonnés de cette première entrevue avec l'ennemi ! L'action recommence furieuse : des deux côtés, les soldats se battent sous les yeux de leurs souverains, et pendant plus de quatre heures; alors, le maréchal Macdonald et le général Bertrand joignent à la tête de leurs corps, et entrent en ligne. L'empereur, voyant le moment de la crise arrivé, met en avant les seize bataillons de la jeune garde, range en deuxième ligne six bataillons de l'ancienne garde, et réunit une batterie de quatre-vingts pièces. L'infanterie attaque, pendant que l'artillerie foudroie la formidable position de Kaya, d'où dépend le sort de la journée; et la victoire, qui si long-temps a plané d'une aile douteuse sur ce champ de carnage, vient enfin suspendre ses couronnes aux drapeaux de son ancien favori.

Cette bataille, extrêmement meurtrière, puisque le récit du vainqueur établit sa perte à dix mille tués ou blessés, est due principalement à la supériorité de l'artillerie française. Napoléon ne se bat pas comme Bonaparte; il se s'appuie plus, dans les grandes actions, que sur cette arme, dont il force l'usage : après

avoir triomphé à coups d'hommes, il en vient à ne gagner les batailles qu'à coups de canons. Un grand nombre de vieux soldats ont péri; la cavalerie est tombée à un degré très-marqué d'infériorité, par l'effet des expéditions lointaines, par la précipitation des levées, ainsi que par le système des dernières campagnes, où elle se vit sacrifiée d'une manière inouïe. Ce n'est plus la guerre des peuples civilisés, c'est la guerre des sauvages ou des barbares : l'empereur semble ne mettre aucun prix à la vie des hommes, que, cependant, doit ménager le talent comme l'humanité d'un général. Mais c'est de même qu'on le vit agir dans toutes ses campagnes. Kléber disait : « C'est un général à six mille hommes par jour. »

Un succès aussi chèrement acheté n'amène point de résultats importans. Le manque de cavalerie empêche de poursuivre l'ennemi, et les fruits de la victoire se réduisent à la possession de cette partie de la Saxe située sur la gauche de l'Elbe. Le vainqueur devrait donc apercevoir l'insuffisance de ses moyens pour soutenir, aussi loin des frontières de France, une guerre offensive : car un seul état d'Allemagne, la Prusse, qui, depuis 1807, n'est plus que l'ombre d'elle-même, la Prusse, dépouillée de la moitié de ses provinces, systématiquement ruinée, et qui, suivant ses traités avec la France, ne pouvait avoir que soixante mille hommes sous les armes, la Prusse n'a commencé que depuis quatre mois ses efforts et ses armemens, et déjà elle se présente à Lutzen ! Quoiqu'elle ne soit appuyée que par un corps russe peu nombreux, la Prusse vient néanmoins défier celui qui dispose encore des immenses ressources de la France et de l'Allemagne, et dont les forces, concentrées sur les bords de la Saale, guidées par les premiers géné-

raux de l'Europe, présentent une masse redoutable.

Napoléon, à la tête de plusieurs corps commandés par les maréchaux Ney, Soult, Mortier, Marmont, Oudinot, Macdonald, les généraux Lauriston, Reynier, Compans, Latour-Maubourg, suit les Russes et les Prussiens. Après une vive résistance sur tous les points de la ligne, l'ennemi se retire, sans précipitation, à l'abri de sa bonne et nombreuse cavalerie. La perte, officiellement déclarée des Français est de douze mille hommes. Tout leur avantage consiste à se rendre maîtres des routes qui conduisent en Silésie. La perte de l'armée combinée paraît être de dix-huit à vingt mille tués ou blessés. La circonspection des généraux opposés, leur retraite en ordre serré et à pas comptés, le ravage des contrées qu'ils abandonnent; tous ces indices sont insuffisans pour éclairer Napoléon, qui se précipite avec emportement sur leurs traces!!

22 mai. A Reichenbach, près de Gœrlitz (Lusace), les Français sont très-maltraités; ils perdent plusieurs canons. L'ennemi continue toujours sa retraite sur l'Oder, et Napoléon se laisse toujours entraîner à leur poursuite: il vient d'étonner l'Europe par la création spontanée d'une nouvelle armée; ses derniers succès rétablissent sa renommée. C'en est assez pour l'empêcher de voir que son mouvement de la Saale sur l'Oder n'est qu'une suite de combats destructeurs, et qu'à mesure qu'il avance, il s'éloigne de ses renforts, tandis que les ennemis se rejettent sur les leurs.

30 mai. Hambourg est repris par le maréchal Davoust et le général Vandamme. En rentrant dans cette ville, évacuée le 12 mars, les Français recouvrent le territoire situé sur la rive droite du Bas-Elbe, territoire annexé à l'empire par le sénatus-consulte du 13 décembre 1810.

4 juin. Un armistice est conclu à Plesswitz, en Silésie, entre Napoléon et ses ennemis. Il doit expirer le 20 juillet. Les Français n'occuperont qu'une petite partie, et la moins fertile, de la Silésie, leur ligne n'atteignant l'Oder que sur un espace fort resserré, et Breslau restant libre entre les deux armées : ils sont, de la sorte, pressés dans une contrée dévastée, incendiée, épuisée et menacée de la famine.

Napoléon a souscrit à des conditions aussi désavantageuses, dans l'espoir de séduire ses ennemis ou de désunir leur formidable coalition ; et par le besoin qu'il a de gagner du temps pour réparer ses pertes au moyen des renforts très-considérables qu'il attend de France et qui lui permettront d'agir avec de grandes masses. Il se confie à la force de son génie, ainsi qu'à l'usage de ce plein-pouvoir qu'il dit avoir reçu du destin. Au lieu de penser aux moyens de conserver les avantages qu'il vient d'obtenir, ainsi qu'à sa prépondérance dans le système de l'Europe, il songe à faire des conquêtes et à remettre le continent sous le joug : l'insensé ! trois fois insensé cet homme si supérieur à tous les monarques de l'Europe, et qui pouvait faire le bonheur de la France, s'il avait su écouter les conseils de la prudence ! ! !

Les ennemis sont déterminés par un même désir d'accroître leurs forces, sans qu'on puisse présumer qu'ils désirent voir la paix suivre l'armistice. Le roi de Prusse s'exprime ainsi dans une proclamation à ses sujets : « L'ennemi a offert un armistice ; je l'ai accepté, ainsi que mon puissant allié. Cela s'est fait, » afin que la force nationale, que mon peuple a si glorieusement montrée, puisse se développer entière» ment. Une activité sans relâche et des efforts non » interrompus nous y conduiront...... » En outre, les

ennemis comptent sur un soulèvement général en Allemagne, sur la défection de la confédération du Rhin, sur des mouvemens populaires en Hollande, en Suisse, dans le Tyrol, en Italie, en Dalmatie; sur les progrès de Wellington dans le midi de la France, depuis le départ, vers le nord, d'une partie des troupes qui lui sont opposées; ils comptent sur des mécontentemens en France. Ils espèrent surtout voir l'Autriche, déjà sous les armes, prendre une part active à cette guerre qui, d'après la seule position géographique du théâtre des opérations, ne peut manquer de devenir fatale aux Français. Napoléon ne devrait pas se dissimuler que la politique de toutes les puissances continentales est à la veille d'éprouver de grandes altérations; il aime à se persuader le contraire, en voyant que, jusqu'à ce jour, les intérêts particuliers et les vues ambitieuses de chaque souverain et de chaque état ont eu plus de force que la nécessité de faire de grands sacrifices pour détruire le système adopté par la France depuis sa révolution.

14 juin.

Un traité est signé à Reichenbach (douze lieues de Breslau), par lequel l'Angleterre accorde à la Prusse, pour continuer la guerre, un subside de six cent soixante-six mille six cent soixante-six livres sterling (17,466,000 fr.).

15 juin.

Par le même traité, l'Angleterre accorde à la Russie un subside d'un million trois cent trente-trois mille trois cent trente-quatre livres sterling (33,600,000 fr.). (V. Martens, supplém., p. 569, et la *Collection* de Schoell, tom. X, p. 229.)

15 juin.

Le maréchal Suchet fait lever le siége de Tarragone au général anglais Murray, qui laisse toute son artillerie et se rembarque avec précipitation.

21 juin. Après les désastres de la campagne de Russie, en 1812, une partie des troupes françaises répandues en Espagne se sont dirigées vers l'Allemagne. Trop faibles alors pour opérer isolément, les différens corps se sont réunis; mais Wellington, généralissime des Anglo-Espagnols, mettant cette fois de la rapidité dans son offensive, atteint le maréchal Jourdan, qui a le commandement supérieur des forces françaises, en sa qualité de major-général du soi-disant roi Joseph Bonaparte, et le défait complétement. L'inhabile et présomptueux Joseph contribue beaucoup au désastre de la journée : il ne sait pas éviter le combat, et le laisse engager au moment où le général Clauzel, à la tête de vingt mille hommes, est sur le point d'arriver aux portes de Vittoria, et lorsque le général Foy, venant à marches forcées de la Biscaye, est près de le joindre avec une vingtaine de mille hommes aussi. Ces renforts si considérables, que l'imprudence a dédaignés avant l'action, seront abandonnés après la défaite. Les deux généraux, livrés à eux-mêmes, ne recevront aucun ordre, et même des circonstances fortuites les instruiront de cette déroute. Tous les bagages, toute l'artillerie tombent au pouvoir de l'ennemi. La retraite vers la France ne peut s'exécuter que par la route indirecte de Pampelune, route qui même est remplie de guérillas. Heureusement pour les vaincus, Wellington ne saura retirer aucun avantage de sa victoire, et les Français, quoique en pleine déroute, désorganisés, sans artillerie, suivant une ligne brisée, arriveront avant lui, et grâce à sa rare incapacité militaire, sur la frontière de France.

Joseph Bonaparte s'est ainsi découronné de ses propres mains. La nullité du personnage est un phénomène singulier en histoire. Jamais on ne vit un usur-

pateur dépourvu à un tel point de génie ou de talens. D'un extérieur commun, de mœurs basses, il se trouvait en butte aux sarcasmes de ses courtisans, comme l'objet des mépris des ennemis de Napoléon. Ayant contracté des habitudes apathiques à Naples, il vivait dans la mollesse et l'oisiveté. Durant son séjour à Madrid, l'enceinte de la ville renfermait ses royaumes : là, s'il se rappelait quelquefois les titres dont son frère avait chargé son incapacité, il faisait des promotions dans une armée qui n'existait pas ; il donnait des décorations de son ordre qu'on refusait de porter ; et, chose à peine croyable, Ferdinand VII avait demandé lui-même, de sa prison de Valençay, le grand cordon de l'ordre d'Espagne institué par le roi Joseph ! ! ! (*Mémoires de Nellerto, Llorente,* tom. Ier., pag. 343.) Ferdinand VII portait à sa boutonnière la croix de la Légion-d'Honneur à sa rentrée en Espagne, 1814 ! Le roi Joseph publiait des proclamations que les Espagnols refusaient d'admettre ; et c'est pour ce misérable Sosie de la royauté que les premiers généraux de l'Europe ont remporté triomphe sur triomphe ; que les armes françaises se sont couvertes d'une gloire inutile, d'une gloire funeste ; que cinq cent mille braves ont péri au delà des Pyrénées ! ! ! Le sang de tous ces Français, Allemands, Polonais et même Italiens, est-il donc si vil, qu'on puisse le répandre à grands flots pour les intérêts de Joseph Bonaparte ? A Vittoria, l'armée française traînait à sa suite de nombreux bagages, étrangers à son service, qui entravèrent les mouvemens des troupes, de l'artillerie principalement, et qui entraînèrent une déroute des plus complètes : beaucoup de pièces ne tirèrent pas un seul coup ; une grande partie de la cavalerie se mit en retraite, ou plutôt à la débandade, sans avoir tiré le

sabre. Les voitures du roi, dont les impériales étaient chargées des plus beaux tableaux des palais royaux d'Espagne, sont prises, ainsi que celles des seigneurs espagnols, français et de leurs épouses, composant la cour du roi Joseph. Quelques-unes de ces dames sont violées par les soldats français. Les caisses du trésor de l'armée sont pillées d'un commun accord par les soldats français et anglo-espagnols, qui semblent mépriser également Joseph Napoléon. Presque tous les chevaux du train échappent à l'ennemi ; leurs traits ont été coupés par les soldats qui les conduisent. Joseph, en fuyant, tombe, lui et son cheval, dans un fossé ; les soldats le voient et l'injurient ; l'un d'eux en a pitié, et lui tend la crosse de son fusil pour l'aider à sortir du fossé. Cet ex-roi arrive à Bayonne dans le dénûment le plus complet. L'extrême incapacité et la pusillanimité royale de Joseph ne sont pas les seuls auxiliaires qu'ait eus Wellington : la trahison a puissamment contribué à ses succès militaires [1], en sorte que l'on peut dire, avec vérité, qu'au

[1] M ***, ex-fournisseur des vivres à l'armée d'Espagne adressa, dans les premiers jours d'août 1820, une pétition au roi Louis XVIII ; elle fut renvoyée immédiatement au ministre de la guerre (Latour-Maubourg) par M. le duc de Duras, premier gentilhomme de la chambre, avec injonction d'y avoir égard de la part expresse de S. M. En voici un extrait : « ... Le 21 juin 1813, on livra bataille aux environs » de Vittoria ; le sieur *** observa attentivement ce qui se passait : » comme l'armée française se retirait sur Pampelune, il se vit dans » l'obligation de suivre ce mouvement ; mais auparavant, il écrivit » au général en chef anglais (Wellington), et il peut ici invoquer son » témoignage, un billet conçu comme il suit : « Il est trois heures de » l'après-midi ; l'armée française est en pleine déroute ; le roi (Jo- » seph), les généraux, les officiers, les soldats ne savent où donner » de la tête ; ils vont coucher à Salvatierra : poursuivez-les avec » violence ; si, par des chemins de traverse vous pouviez, dans la » nuit, faire aller à une lieue plus loin les divisions Murillo et Mina » (espagnoles) qui connaissent le terrain, il n'échapperait pas un

point où les choses étaient arrivées, en 1813, en Espagne, il devenait impossible que les Français pussent s'y maintenir plus long-temps.

A Tolosa (Biscaye), le général Foy, à la tête de près de vingt mille hommes, arrête l'aile droite de l'armée ennemie, victorieuse le 21. *25 juin.*

Une convention est signée à Dresde, par laquelle l'empereur Napoléon accepte la médiation de l'Autriche, relativement aux négociations de la paix générale, ou, s'il n'est pas possible d'en convenir, d'une pacification continentale. Un congrès s'ouvrira à Prague, le 5 juillet. L'armistice de Plesswitz (4 juin) est prolongé jusqu'au 10 août. *30 juin.*

En signant cet acte préliminaire, le ministre accouru de Vienne (Metternich) commence le rôle de duplicité qui doit le signaler en Europe à l'égal du ministre anglais Castlereagh ! Ici, l'Autriche reste fidèle à son système oblique, bien plus encore que temporisateur, qu'elle suivit à toutes les époques,

« homme de cette armée... » Il est glorieux pour un Français d'avoir » constamment cherché à éclairer le général en chef de l'armée alliée » (Wellington) sur les points qui pouvaient le conduire à la vic- » toire... » Toute la pétition à Louis XVIII est dans le même genre. Les Français avaient placé une mèche allumée dans un dépôt de poudre ; le sieur *** alla furtivement la retirer et sauva, par cette action, la vie à un grand nombre de soldats anglais et espagnols. Le sieur *** se glorifie encore, dans la même pétition, « d'avoir fait » tomber dans les mains des Anglais un convoi chargé de porter » douze mille paires de souliers et beaucoup d'objets d'habillement » à l'armée française ; d'avoir contribué à faire avorter toutes les me- » sures prises par le général commandant à Pampelune, mesures » qui, de la manière dont elles étaient concertées, pouvaient causer » la ruine, ou du moins de très-grands dommages à l'armée anglaise : » il peut se glorifier, à juste titre, d'avoir rendu les services les plus » signalés à l'auguste maison de Bourbon... » A l'époque de la présentation de cette pétition à Louis XVIII, M. *** avait déjà reçu une somme de vingt-quatre mille francs.

et qui lui valut de nombreux succès diplomatiques, causes premières de sa haute fortune et de sa suprématie dans les affaires de la chrétienté. A cette heure, elle ne pense qu'à profiter de toutes les chances ; elle n'est occupée qu'à transporter, qu'à colporter son alliance d'un camp à l'autre, pour être toujours du côté où se feront les partages. Elle veut l'Italie, comme la Russie veut la Pologne, comme la Prusse veut la Saxe, comme l'Angleterre veut la Hollande et la Belgique ! En un mot, la paix est un prétexte pour tous les cabinets ; tous aspirent au démembrement de l'empire français qui les a tant humiliés, si rudement menacés, qui n'a cessé et ne cesse encore d'accroître leurs périls ou leurs alarmes.

Napoléon accepte l'intervention de l'Autriche, parce qu'il apprend que Joseph, ayant évacué Madrid et se retirant vers les Pyrénées (V. 30 avril), court de grands dangers (V. le 21). Pour les éviter ou du moins les affaiblir, Napoléon fait aussitôt de nouvelles dispositions sur ce théâtre éloigné d'opérations militaires. Les forces françaises qui y sont disséminées forment plusieurs armées ou corps d'armée, dont les chefs, indépendans entre eux ou cherchant à l'être, ont livré séparément de nombreux combats, sans obtenir de résultats suivis pour la cause qu'ils soutiennent. La concentration de l'autorité dans les mains du maréchal Jourdan aurait pu mettre fin à la mésintelligence des généraux de Napoléon : mais le désastre de Vittoria (V. 21 juin) veut être réparé. A cet effet, le maréchal Soult, qui vient de faire en Saxe la première partie de cette campagne, est renvoyé en Espagne, investi du gouvernement suprême ; il reçoit l'ordre de s'y tenir sur la défensive, jusqu'au moment où Napoléon, ayant battu les Russes et les ayant forcés à faire la paix,

pourra envoyer des renforts pour reprendre l'offensive. On retire de la Péninsule douze mille hommes de la garde et quarante mille d'anciennes troupes.

Le maréchal Suchet se porte de Valence sur l'Èbre. 5 juillet.

Un traité d'alliance et de garantie réciproque, entre la France et le Danemarck, est signé à Copenhague. La France s'engage à déclarer la guerre à la Suède; le Danemarck, à la Russie, à la Suède et à la Prusse, dans les vingt-quatre heures de la rupture de l'armistice de Plesswitz (V. 4 juin). 10 juillet.

L'ouverture du congrès de Prague a été différée jusqu'à ce jour (V. 30 juin), dans l'attente du premier des deux envoyés de France : en son absence, les ministres d'Autriche, de Prusse et de Russie commencent entre eux les conférences. Ces trois puissances décident que l'Allemagne doit rester indépendante; elles consentent à laisser Napoléon en possession de l'empire français, borné au Rhin et aux Alpes. 12 juillet.

Le général Moreau, réfugié aux États-Unis depuis sa condamnation (V. 10 juin 1804), excité par les étrangers à donner l'appui de ses talens aux princes confédérés contre Napoléon, débarque à Gothembourg. 24 juillet.

Il n'est pas un général autrichien, prussien ou russe, qui ne redoute de se commettre avec Napoléon vainqueur de tous les célèbres capitaines qui, jusqu'à ce jour, lui furent opposés; il n'en est pas un que n'intimident l'ascendant de sa renommée et la constante hauteur de sa fortune! Les cabinets croient de leur prudence de lui opposer un guerrier qu'ils regardent supérieur à ceux dont ils disposent, Moreau, que, jusqu'à sa disparition de la scène des combats, l'opinion générale regardait comme le second capitaine de France.

En reparaissant en Europe, l'intention première de

Moreau ne saurait être que de coopérer au renversement de Bonaparte! Il dit en débarquant, qu'il fallait d'abord dompter cet homme injuste, et qu'on verrait après : ajoutant pour lui-même que, ne devant rien à la France impériale, il se croyait le droit d'aider les étrangers. Si Moreau ne devait rien à la France impériale, il devait quelque chose à l'honneur, à sa patrie, à la France proprement dite! Il trahissait donc tous ses devoirs de Français, en dirigeant contre sa patrie les armes des puissances étrangères, qui avaient pour but d'opprimer et de démembrer la France; il violait, en outre, la parole d'honneur qu'il avait donnée en quittant sa patrie!! Voici quelques particularités peu connues sur la conduite de Moreau en 1804. Le colonel de la gendarmerie d'élite, Henri (aujourd'hui maréchal-de-camp), est chargé d'arrêter Moreau; il le joint à la descente de Charenton (il allait à Gros-Bois), et lui signifie l'ordre dont il est porteur. Moreau ne fait pas l'ombre de résistance, et ne paraît jaloux que d'éviter les regards du public; il prend place dans le cabriolet du colonel, que ce dernier a laissé à la barrière, et se laisse conduire, le plus docilement du monde, à la tour du Temple, où le concierge (Faulconnier) refuse de le recevoir, jusqu'au moment où survient l'ordre du grand-juge pour écrouer le général. Dans la situation où il s'était jeté, et après ses conférences nocturnes avec Georges Cadoudal et Pichegru, Moreau ne pensait pas même qu'il eût rien à craindre du gouvernement : telle était sa simplicité d'esprit, sa pusillanimité de caractère! Cette faiblesse sera plus remarquable encore dans son voyage de Paris à Barcelonne. Placé sous la garde du colonel Henri, il témoigne constamment la plus entière résignation à son sort, et ne profère pas une plainte, une récrimination, un murmure

contre Napoléon, qu'il appelle toujours Bonaparte, ne reconnaissant pas en lui le titre d'empereur, et boudant, comme un enfant, contre ce titre. Il paraissait attacher le plus grand prix aux procédés pleins de bienveillance et de respect que le colonel lui prodiguait, et auquel il témoignait une vive reconnaissance: le colonel Henri se conduisait, il est vrai, dans tous ses rapports de service auprès du général, avec la plus grande loyauté. Arrivés à l'extrême frontière, au bas de la montagne et sur le bord du ruisseau, ils s'asseient sur la borne qui sert de délimitation aux deux pays. « Parbleu, général (dit le colonel Henri), je me » rappelle que j'ai l'ordre de vous remettre une lettre » très-importante, lorsque vous toucherez la frontière » d'Espagne : voilà cette lettre.—Une lettre! et pour- » quoi? (réplique Moreau, un peu troublé). Que veut- » on? qu'exige-t-on? de quoi s'agit-il? — Je l'ignore; » mais vous allez le savoir en lisant. — Comment! (dit » le général Moreau avec vivacité), on demande que » je signe l'engagement de ne jamais porter les armes » contre la France? Ah! bien volontiers : mais, com- » ment a-t-on pu supposer que je serais capable de » commettre un crime aussi grand, que de tirer l'épée » contre ma patrie? Je vous donne ma parole d'hon- » neur, colonel, que si l'empereur (c'est la première » fois que Moreau prononce ce mot) a besoin de moi, » que si la guerre a lieu, il n'a qu'à me le faire savoir, » et je reviendrai bien plus vite que je ne m'en vais. » — Général, je n'attendais pas moins de votre grande » âme, et tous les Français vous admireront, vous » béniront : mais je suis chargé de rapporter votre » réponse à la lettre que je vous ai remise. — Je vous » la donnerai; mais il me faut un peu de repos : venez, » je vous en prie, avec moi jusqu'à Barcelonne, et là

» je ferai ce que vous désirez. » Le colonel Henri était autorisé à ramener Moreau à Paris, si ce dernier, reconnaissant l'empereur, oubliait le passé et donnait sa parole de se conduire en loyal et bon Français. Quinze jours s'écoulèrent à Barcelonne sans que Moreau se fût déterminé ; il promettait et différait toujours, par une espèce de fausse honte ; mais, enfin, il était décidé à tenir la parole donnée, lorsque son épouse arriva à Barcelonne ; quelques heures après, Moreau déclare énergiquement au colonel Henri qu'il est décidé à subir son exil et à ne pas revenir en France. Le colonel le quitte aussitôt, et le général Moreau est à jamais perdu pour la France et pour lui-même. Plus tard, la veuve de ce général recevra de grandes preuves de munificence de la part de l'empereur Alexandre, et de Louis XVIII qui lui accordera une très-forte pension sur la Légion-d'Honneur.

La conduite de Bernadotte ne saurait être assimilée à celle de Moreau : le prince de Ponte-Corvo ne porte pas les armes contre sa patrie ; il a cessé d'être Français ; il est prince royal de Suède, et, à ce titre, son bras et ses talens appartiennent à son roi, à la nation suédoise ! La conduite de Moreau est sans dignité, sans honneur ; rien ne saurait la justifier aux yeux de tout homme impartial qui n'a pas renoncé à sa propre estime, qui est digne d'avoir une patrie. Moreau a flétri son nom d'un ineffaçable opprobre.

L'Autriche adhère à l'alliance de la Russie et de la Prusse, par un traité signé à Prague.

Par un traité signé à Trachenberg (neuf lieues de Breslau), l'Autriche entre dans l'alliance de la Russie et de la Prusse contre la France, et reçoit pour prix de son accession à la coalition un subside de cinq cent mille livres sterling (douze millions et demi de francs.)

Le duc de Vicence (Caulaincourt) se présente au congrès de Prague (V. le 12) comme premier ministre de Napoléon : ainsi, tout prétexte de retard venant à cesser, le ministre de la puissance médiatrice, de l'Autriche, commence les communications officielles. Des questions de forme suffiront cependant pour entraver la marche, dès les premiers jours (V. le 10 août). 28 juillet.

Les pouvoirs du duc de Vicence (Caulaincourt) étant trouvés insuffisans, et ses propositions équivoques, son caractère est décliné. Le congrès se sépare!! 28-31 juillet.

Après la défaite de Vittoria (21 juin), l'armée française s'est retirée en mauvais ordre vers la France, et s'est reformée sur les Pyrénées. Le maréchal Soult, qui en a pris le commandement dans les premiers jours de juillet, attaque l'armée combinée, dans le but de ravitailler Pampelune ; après plusieurs combats très-meurtriers, il parvient à Roncevaux et sur d'autres positions jusqu'à la montagne de Cubiry, occupée en force par l'ennemi : les Français fondent sur lui ; repoussés, ils pressent leur retraite en France, ayant perdu plus de huit mille hommes. 31 juillet.

Dumouriez écrit à Wellington. « .... Je crois » que vous ne pouvez point tenter d'entrer sérieu- » sement en France, avant d'avoir pris Saint-Sébas- » tien et Pampelune. Songez à l'incertitude des pro- » clamations, quand elles ne sont pas provoquées par » les dispositions authentiques du peuple auquel on » a affaire, et soutenues d'une forte armée ; mais vous » n'en êtes point là ; prenez-y garde...... Vos gué- » rillas, sans changer la manière de guerroyer, mais » en régularisant leurs mouvemens, doivent pénétrer » audacieusement par tous les pores des Pyrénées, 2 août.

» ménager les habitans paisibles, fraterniser, etc...... »
Ici, Dumouriez donne beaucoup de conseils, et entre dans les moindres détails sur la marche à suivre, militairement et politiquement, par le général anglais.

10 août. Le congrès de Prague est rompu et suivi de la dénonciation de l'armistice (V. 26 juillet).

Le dernier mot de l'Autriche sur les conditions nécessaires à la pacification pour le nord du continent, a été prononcé le 7, et seulement le 7, le troisième jour avant le jour fatal. Son plénipotentiaire a demandé : 1°. la dissolution du duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; 2°. le rétablissement des villes de Hambourg, Lubeck, etc., dans leur indépendance; 3°. la reconstruction de la Prusse, avec une frontière sur l'Elbe; 4°. la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste; 5°. la garantie réciproque que l'état des puissances, grandes et petites, tel qu'il se trouverait fixé par la paix, ne pourrait plus être altéré que d'un commun accord. La question de l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne a également été posée : on n'avait pas paru éloigné de l'ajourner à la paix générale. Napoléon fait parvenir à Prague, dans la nuit du 10 au 11, sa réponse énonçant les modifications suivantes : Dantzick sera ville libre, les fortifications en seront démolies, et le roi de Saxe sera indemnisé par la cession des territoires de la Silésie et de la Bohême qui sont enclavés dans le territoire saxon; au lieu de Trieste, il cède Fiume; la Confédération germanique s'étendra jusqu'à l'Oder; enfin, l'intégrité du territoire danois sera garantie. Cette réponse qui doit amener des explications ultérieures parvient à Prague après la dissolution du congrès.

Les puissances confédérées, impatientes d'en appeler au sort des armes, se refusent absolument au moindre délai ; elles font la clôture des négociations à l'heure même où expire l'armistice avec la journée du 10 ; de sorte que, sans s'abuser le moins du monde sur leurs intentions réciproques par tant d'ignobles artifices et par des artifices aussi puérils, Napoléon et l'Autrichien Metternich arrivent enfin à ce but de leurs ardens désirs, la reprise des hostilités. Le cabinet de Vienne s'avance tête levée ; il vient saisir la chance qui doit rétablir sa monarchie déchue et si profondément humiliée pendant vingt années, depuis sa première campagne contre la France. Napoléon se replace dans sa sphère, il rentre dans son élément ; ses derniers combats lui révèlent sans doute que la fortune ne cessera d'être à son côté ; il s'élance avec autant d'ardeur que de confiance dans une nouvelle carrière de gloire !

Afin de mieux saisir le cours et de mieux comprendre l'état actuel des choses, retraçons brièvement quelques circonstances précédentes. Lors de la conclusion de l'armistice, le 4 juin, et lorsqu'au 30 du même mois, l'Autriche s'annonça comme médiatrice, la situation politique de l'Europe était telle, que si cette puissance venait à s'unir à la France, les armées de la coalition seraient obligées à une prompte retraite : en supposant que l'Autriche observât loyalement la neutralité, les aigles françaises s'élevaient triomphantes. On ne saurait guère en douter, quand on aura vu Napoléon l'emporter à Dresde (V. 26, 27 août), malgré le secours immense donné aux alliés par les cent mille Autrichiens qui prennent part à cette formidable action ; et quoique le cabinet de Vienne, en s'unissant à la coalition, procure aux ennemis de la France une

très-grande supériorité de forces numériques, les résultats de la campagne pourraient bien encore n'être pas en leur faveur, si les dispositions morales des peuples allemands ne viennent les aider très-efficacement. Voilà le danger que Napoléon n'aura pas aperçu : enfant d'une révolution qui rendit un peuple vainqueur de tous les rois du continent, et contraignit même la fierté de l'Angleterre à faire la paix, comment n'apprécie-t-il pas l'importance de la confédération du Tugendbund? Cependant à Leipsick, les 18, 19 octobre, il essuiera les tristes effets des défections dont il n'a pas compris le système, quoique ayant éprouvé de bonne heure (V. 30 décembre 1812) la défection du Prussien Yorck. Il est infiniment probable que sans le développement de cette conjuration populaire, Napoléon parviendrait à maintenir l'équilibre et à rendre la campagne indécise : tel est le sentiment de la plupart des militaires qui l'ont faite, et à quelques drapeaux qu'ils aient appartenu.

Malheureusement pour la France, Napoléon ne pense qu'à lui, ne vit que pour lui seul, ne travaille que pour lui-même : sa domination, non la domination de sa patrie, pas même la domination de sa famille, mais sa domination individuelle et absolument exclusive, voilà l'unique but de tous ses desseins. Pour l'atteindre, il rejettera l'heureuse circonstance de ce congrès qui suspendrait les malheurs de l'Europe; il sacrifiera sans hésitation, comme sans mesure, les immenses ressources et la nombreuse jeunesse de la France.

S'il considérait sa puissance réelle ou relative, les concessions qui lui sont faites le placent encore plus haut, le maintiennent plus fort, lui laissent un fertile territoire plus étendu que ceux qui furent le

domaine d'aucun souverain de l'Europe depuis plus de dix siècles, depuis le fils de Charlemagne. Mais il veut, il lui faut la plénitude de sa puissance de 1811; il ne lui suffit pas d'être le régulateur de la politique sur le continent; il prétend à la dictature sur le continent ainsi qu'en France; il doit commander impérieusement à tous les souverains comme à ses sujets; régner sur le Danube et l'Elbe comme sur la Seine et l'Éridan.

Tout son orgueil se soulève à l'idée de paraître avoir été contraint par l'Autriche, en présence des vaincus de Lutzen, de Bautzen et de Wurschen, de consentir à poser les armes, d'avoir été forcé de renoncer enfin à ce droit de la guerre dont il fait le principe fondamental de sa puissance; il se flatte, il a même dit « que la lutte durera plusieurs années. » Absorbé dans son dessein d'abaisser et de confondre l'Angleterre, il dédaigne de compter ses autres ennemis, il n'aperçoit pas les dangers dont le menacent les sentimens exaltés des conférérés du Tugendbund. Dans son mépris souverain pour l'opinion des peuples qu'il a vaincus, il n'a fait qu'une faible attention aux menées obscures, et pourtant si répandues, de cette association qui s'est insinuée dans les cabinets allemands; qui, après avoir détaché les forces prussiennes, marquait avant même cette époque son influence sur les conseils autrichiens : influence visible dans la mollesse d'action, et dans la trop prudente retraite de Schwartzenberg faisant la droite de la grande armée. En vain cette association menace Napoléon des vengeances des nations; il la méprise. Il refuse aussi de considérer l'épuisement de la France, et préfère la guerre, toujours la guerre, au repos de cette nation trop soumise et trop généreuse. Croyant.

depuis la journée de Lutzen, à la récupération de son ancienne force, au retour de sa prépondérance, il ne s'empressera pas d'embrasser les moyens de conciliation qui lui sont offerts, et servira de la sorte les desseins cachés, le secret espoir de tous ses ennemis, l'Angleterre, la Russie, la Prusse, ainsi que les désirs de l'astucieuse et si perfide Autriche qui s'avance en rampant terre à terre.

Les alliés auront retiré de très-grands avantages de l'armistice. Se maintenant en Silésie, ils se sont donné le temps d'attendre l'armée du prince de Suède (Bernadotte), celle du Russe Sacken, ainsi que l'organisation des troupes prussiennes et la formation en Pologne de l'armée de Beningsen. Cet armistice a couvert Berlin ; il a été d'une grande utilité à l'Autriche pour compléter ses armemens, ainsi que pour rendre plus actives ses négociations avec les cabinets de la confédération du Rhin ; tandis que Napoléon n'y a trouvé d'avantage réel que celui de fortifier sa ligne d'opération de l'Elbe, ligne qu'il voudra toujours garder. A cheval sur le fleuve, la tête à Dresde et la queue à Hambourg, il s'appuie sur tous les points fortifiés qui assurent la possession de cette large et belle vallée : Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittenberg, Magdebourg, Hambourg avec ses appendices, sont ses places sur l'Elbe même ; Mersebourg, Erfurt et Wurtzbourg sont ses échelles entre l'Elbe et le Rhin. Mais il perd sur l'Oder les garnisons de Kustrin, Stettin, Glogau ; il perd sur la Vistule celles de Modlin, Thorn, Dantzick ; garnisons qui absorbent plus de soixante mille hommes. A la vérité, ses renforts arrivent, mais il les eût reçus sur la Saale comme sur l'Elbe.

La grande armée française est divisée en quatorze

corps, dans lesquels entrent les auxiliaires italiens, allemands, polonais. Ces corps sont sous les ordres des maréchaux Victor, Ney, Macdonald, Oudinot, Davoust (détaché sur le Bas-Elbe), Augereau, Marmont, Gouvion-Saint-Cyr; des généraux Reynier, Rapp, Lauriston, Bertrand, Vandamme; du prince Poniatowski. La vieille garde, toujours auprès de Napoléon, n'a pas, à ce jour, de commandant qui remplace le maréchal Soult, envoyé en Espagne (V. 1er. juillet). La jeune garde obéit au maréchal Mortier. La cavalerie de la garde est commandée par le général Walther; l'artillerie de la garde, par le général Dulauloy; le premier corps de cavalerie, par le général Latour-Maubourg; le deuxième, par le général Sébastiani; le corps d'artillerie de l'armée, par le général Sorbier; le corps du génie, par le général Rogniat. Tous ces corps, généralement plus faibles que pendant les campagnes précédentes, réunissent au plus deux cent quatre-vingt mille combattans effectifs, dont la moitié de recrues qui n'ont pas vu le feu. Il paraît avéré, que les puissances ennemies comptent sous les armes, savoir : l'Autriche, cent quatre-vingt mille hommes (y compris les forces envoyées vers l'Italie, et les réserves); la Russie, cent trente mille; la Prusse, cent quatre-vingt mille (sans compter les levées en masse dites landsturm); la Suède, trente mille (avec le Mecklembourg, les Anséates); total, cinq cent vingt mille combattans, dont quatre cent cinquante mille environ occupent le théâtre des principales opérations.

C'est avec une telle infériorité de forces que Napoléon s'obstine à garder la position de Dresde, et à tenter sur l'Elbe les chances des combats : incapable de renoncer au moindre de ses projets, toujours plein

de confiance dans son étoile et dans son génie, il se croit assuré de vaincre par les fautes de ses adversaires, pour si nombreux qu'ils soient : il rejette absolument la paix ; et, certes, ses partisans les plus opiniâtres ne sauraient présenter sous un jour favorable les motifs qui peuvent le déterminer : on reconnaît la France dans les limites de la Meuse, du Rhin, des Alpes et des Pyrénées ! On consent à l'existence de la confédération du Rhin ; mais il faut renoncer à l'occupation de la Hollande, des villes anséatiques et de l'Italie ! L'empire français reste fort, reste grand ; mais régner sur trente-six millions d'hommes ne paraît pas à Napoléon une assez belle destinée ! A la tête d'une armée créée comme par enchantement, il se flatte encore de vaincre ou de dissoudre cette coalition dont l'Autriche vient rendre les moyens si formidables. Les renforts parvenus aux Russes sont d'autant plus précieux pour leur cause, qu'ils se composent, en grande partie, d'anciens soldats sortant des hôpitaux, ayant fait la campagne précédente. Les Prussiens marchent, impatiens de laver leurs affronts de 1806, et de recouvrer leur indépendance. L'accession de l'Autriche livre une base excellente d'opérations, en offrant les lignes les plus avantageuses pour prendre à revers celles des Français, et les obliger, s'ils sont prudens, de repasser l'Elbe sans combattre.

11 12 août. L'Autriche déclare la guerre à la France, et notifie officiellement son adhésion à l'alliance de la Russie et de la Prusse (V. 27 juillet).

D'allié de la France, le cabinet de Vienne s'est fait conciliateur ; de conciliateur, médiateur armé ; puis il se déclare arbitre ; enfin, d'ennemi couvert, il devient ennemi patent.

Si l'Autriche voulait faire la guerre, qu'avait-elle besoin de se parer d'un faux langage et d'entourer la France de piéges mal tissus, qui frappaient tous les regards excepté ceux de Napoléon ? L'Autriche, ennemie de la France, et couvrant son ambition du masque de médiatrice, compliquait tout et rendait toute conciliation impossible : les Autrichiens, désignés par les autres peuples tudesques, comme les Béotiens de l'Allemagne, auraient mieux agi de cesser plutôt des rôles de fourbes, qu'ils jouent toujours assez gauchement, quelque exercés qu'ils y soient, et de paraître sur l'arène comme des Spartiates, dont quelquefois ils montrèrent la valeureuse fermeté.

Puisque le cabinet de Vienne a notifié officiellement son adhésion à l'alliance de la Russie et de la Prusse, Napoléon devrait voir dans cette défection le signal de la défection des puissances secondaires ! Mais, ce sera seulement lorsqu'elles auront toutes rejeté le fardeau de son alliance, qu'il connaîtra, enfin, qu'il lui fut donné de réaliser ce prodige si rare, d'éteindre les anciennes jalousies politiques, de détruire les animosités les plus invétérées de nation à nation. Le noble sentiment de l'indépendance aura produit de nos jours cette confédération de vingt peuples, comme, au douzième siècle, la démence de la superstition amena les croisades. L'exemple des Espagnols a soulevé le flegme allemand ! Les sujets entraînent les souverains ; les vœux impatiens des peuples devancent, en tous lieux, la marche timide des gouvernemens : l'ardente soif de la liberté, le désir dévorant de la vengeance, se produisent du Sund au détroit de Gibraltar. Ces cabinets, que ne réunirent jamais des sentimens de bienveillance pour l'humanité, se trouvent rapprochés par le joug qui pèse sur eux ; les rivalités d'états

cessent, alors que, de l'union de tous, dépend le salut de chacun. Il semblait qu'éblouis de l'éclat du moderne Charlemagne, les princes ne pussent ouvrir les yeux que les uns après les autres; ils se présentaient successivement à l'humiliation de la défaite; mais, à cette heure, la raison des nations vient dessiller tous ces conseillers qui conseillèrent tant de bassesses, tant de crimes, et qui, toujours lâches, ne sauront, au jour du succès, effacer leur ignominie qu'en exerçant d'ignobles représailles, non sur l'auteur de toutes les calamités, mais sur les plus malheureuses victimes de ses fureurs, sur les Français!! C'est ainsi qu'on verra, dans le cours de la campagne suivante, et encore en 1815, ces peuples de troisième ou quatrième rang, qui seraient effacés du tableau des peuples, ou qui n'y eussent point été inscrits, si des flots de sang français n'avaient été répandus pour conserver leur frêle existence, porter la désolation dans les foyers de leurs bienfaiteurs! Tous ces petits princes allemands, vils courtisans des laquais de Napoléon; ces princes, ces rois allemands, vassaux, presque serfs de Napoléon, qui ont, dans la plus humble attitude, sollicité quelques fragmens de sa grandeur, aimeront à se venger de leur servilité sur les Français (V. 10 février)!!

Si, moins enivré du bonheur de ses triomphes, Napoléon n'avait pas accablé les souverains vaincus; si son orgueil avait admis qu'il pouvait cesser d'être invincible; la Prusse et l'Autriche eussent mis, sans nul doute, moins d'empressement à s'unir à la Russie: les rigoureuses conditions qu'il leur imposa devaient exciter le désir des représailles! Essuie-t-il des revers: aussitôt ces puissances déchirent leurs traités d'alliance. « Observerez-vous les conditions de paix? » demandait le sénat romain aux ambassadeurs des Pri-

vernates : — « Oui, si elles ne sont pas tellement » dures, que ce soit pour nous un droit et un devoir » de les rompre, dès que nous pourrons le faire avec » avantage. » Il ne sera pas hors de propos de remarquer ici, que Napoléon s'est fait plus d'ennemis par les personnalités et les diatribes directes de son *Moniteur* contre les personnages puissans ou distingués des pays étrangers, que par les violences commises envers les gouvernemens eux-mêmes : on peut se rappeler ce qu'il faisait écrire contre la belle reine de Prusse, contre lord Castlereagh, le comte Stadion, le baron de Stein, et aussi contre Bernadotte, long-temps avant l'union de la Suède aux cabinets alliés !

Le défection de l'Autriche détruit l'équilibre numérique des combattans ; et l'avantage qui en résulte pour les alliés est à peu près double de la somme des forces qu'elle amène dans leurs rangs ; cet avantage ne peut que s'accroître : l'Autriche donne, dès à présent à la coalition, deux cent mille hommes, en promettant d'entraîner le reste de l'Allemagne. Ainsi l'armistice, illusoire pour ceux qui y voyaient un avant-coureur de la paix, n'aura servi qu'à fournir de nouveaux alimens à la guerre. Napoléon ne cesse de se flatter que les troupes des souverains confédérés ne pourront résister à ses braves soldats, qu'il conduit en personne, qu'il anime de son génie ; mais il ne s'agit pas seulement ici d'une guerre de tactique, ou de soldats : ne devrait-il pas redouter aussi l'action des peuples irrités qui commencent à s'élever contre lui, ou qui travaillent dans l'ombre quand ils ne sont pas maîtres de s'insurger ? Après avoir éprouvé ce que fit, en Espagne et en Portugal, une défense désespérée et générale, pour conserver l'existence nationale ; après l'exemple de Saint-Domingue, ne devrait-il pas

reconnaître que les troupes régulières, quelque bonnes qu'elles soient, ne sauraient prévaloir sur une défense combinée de tout un peuple qui sacrifie les intérêts individuels à l'indépendance collective, et que soutiennent aussi des troupes exercées et aguerries?

La campagne s'ouvre sans retard, et la guerre va recommencer plus vive et plus acharnée qu'avant l'armistice. De l'un et de l'autre côté, pendant les quarante jours qui viennent de s'écouler, on n'a cessé d'être actif dans les précautions, les préparatifs : toutes les ressources ont été épuisées pour former des réserves qui ont été toutes ralliées. Les alliés ayant pénétré de bonne heure les intentions de leur adversaire, ont mis, pendant qu'ils le flattaient de la paix, une si grande activité à préparer et augmenter leurs moyens de guerre, qu'ils préviendront ses hostilités : ce jour même, le 11, les Autrichiens opèrent leur jonction avec les Prussiens; il ne le saura que le 20, et, le 21, il reprendra l'offensive contre Blucher en Silésie.

Aperçu de l'armée française au moment de la reprise des hostilités.

Infanterie d'armée		250,000 h.	
Cavalerie d'armée			35,000 h.
Garde impériale — Infanterie		25,000	
Garde impériale — Cavalerie			5,000
Réserve de l'artillerie, troupes du génie, etc.	10,000 h.		
Totaux	10,000	275,000	40,000
Grand total approximatif		300,000 h.	

Dont deux cent cinquante mille Français, vingt

mille Allemands, quinze mille Italiens et quinze mille Polonais.

Le matériel des parcs est d'environ douze cents bouches à feu.

Aperçu des forces ennemies au moment de la reprise des hostilités.

	INFANTERIE.	CAVALERIE.	TOTAL.
Russes	115,000 h.	40,000 h.	155,000 h.
Prussiens	150,000	30,000	180,000
Suédois	20,000	5,000	25,000
Allemands	25,000	5,000	30,000
Autrichiens	110,000	20,000	130,000
	420,000.	100,000	520,000

Ainsi l'armée française est inférieure de deux cent vingt mille hommes, ou d'environ deux cinquièmes.

15 août. Le prince royal de Suède (Bernadotte), généralissime de l'armée du nord de l'Allemagne, fait une proclamation datée d'Oranienbourg (près de Berlin). « Soldats !.......... C'est maintenant que les rivalités, » les préjugés et les haines nationales doivent disparaître devant le grand but de l'indépendance des » nations. L'empereur Napoléon ne peut vivre en paix » avec l'Europe, qu'autant que l'Europe lui est asservie. Son audace a conduit quatre cent mille braves à sept cents lieues de leur patrie : des malheurs » contre lesquels il n'a pas daigné les prémunir, sont » tombés sur leurs têtes, et trois cent mille Français » ont péri sur le territoire d'un grand empire, dont » le souverain avait tout essayé pour vivre en paix » avec la France. On devait espérer que ce grand désastre ramènerait l'empereur de France vers un sys-

» tème moins dépopulateur, et qu'enfin, éclairé par
» l'exemple du Nord et de l'Espagne, il renoncerait à
» l'idée de subjuguer le continent, et consentirait à
» laisser la paix au monde. Mais cette espérance a été
» déçue, et la paix, que tous les gouvernemens dési-
» rent et ont proposée, a été rejetée par l'empereur
» Napoléon. Soldats! c'est donc aux armes qu'il faut
» avoir recours pour conquérir le repos et l'indépen-
» dance. Le même sentiment qui guida les Français
» de 1792, et qui les porta à s'unir et à combattre
» les armées qui étaient sur leur territoire, doit di-
» riger aujourd'hui votre valeur contre celui qui,
» après avoir envahi le sol qui vous a vus naître, en-
» chaîne encore vos frères, vos femmes et vos en-
fans........ »

15 août. Le général Jominy (Suisse de naissance), chef de l'état major du corps d'armée commandé par le maréchal Ney, trahit et passe à l'ennemi. Son rapport fait connaître que Napoléon a le projet de se porter sur Berlin (V. le 23).

16-25 août. Napoléon, pénétrant que le plan des alliés est de l'attaquer à Dresde, en s'y dirigeant des trois points où se concentrent leurs forces : du nord ou de Berlin, de l'est ou de la Silésie, du sud ou de Prague; Napoléon a calculé, qu'avant que leur grande armée, débouchant de la Bohême, puisse arriver sous le feu des redoutes construites aux abords de Dresde, il aura le temps de faire une opération combinée sur Berlin (V. le 23), et de lancer son armée de Silésie sur Breslaw (V. le 26).

Dans ce dessein, il fait d'abord une marche militaire en Lusace; le 18, il avance jusqu'à Gorlitz, près de la frontière de Silésie, menaçant de se jeter sur le Prussien Blucher, commandant en chef une forte

armée ; mais, changeant brusquement de direction, il tourne vers la Bohême, voulant voir par lui-même s'il ne serait pas encore possible de prévenir la jonction des forces de Silésie avec les Autrichiens ; car il ignore que ni les uns ni les autres n'ont attendu le 16, sixième jour après celui où l'armistice expirait, pour commencer des développemens et des manœuvres hostiles. Il se met donc en marche avec les deuxième et huitième corps (Victor, Poniatowski), soutenus des premier et quatrième corps de cavalerie (Lefebvre-Desnouettes, Kellermann). Ces troupes, débouchant des environs de Zittau, franchissent la frontière, s'avancent par les défilés, et occupent Reichemberg sur la Neisse, et Friedland sur le Willich. Mais sur l'information que les ennemis de la grande armée, avertis de son départ de Dresde, se portent de ce côté, Napoléon établissant avec précision qu'il leur faudra huit jours pour être réunis sous les murs de cette place, part comme un trait : il va sur Blucher afin de le rejeter dans la Silésie, au delà de la Bober que le Prussien a passée en poursuivant Lauriston, Ney, Marmont et Macdonald, qui nepouvaient, avec soixante-dix mille hommes, balancer cette armée des alliés, forte d'au moins cent vingt mille combattans.

Napoléon traverse la Bober le 21 ; le lendemain, il pousse sur le bord opposé de la Katzbach les ennemis, qui se font encore battre le surlendemain. Ainsi, trois jours lui suffisent pour replacer ses aigles en avant dans la Silésie ! Mais il est temps qu'il se retourne vers la Saxe, où la grande armée de Bohême est descendue des montagnes depuis le 20 : faisant volte-face, il laisse soixante-quinze mille hommes en Lusace, sous les ordres du maréchal Macdonald, chargé de la mission difficile de contenir Blucher. La garde a pris les

devans, et l'empereur lui-même arrivera le 26 à Dresde. (V. le 26, 27.)

18 août. La compression des événemens de la guerre générale oblige le maréchal Suchet d'abandonner le royaume de Valence, le théâtre de ses succès, où il s'est couvert de gloire. On a prétendu que ce maréchal s'était fait payer huit années de revenu de l'immense dotation que l'empereur lui avait adjugée sur l'Espagne; mais si le maréchal a montré une ardente soif de richesses, il est celui de tous les généraux de Napoléon, employés en Espagne, qui a fait le plus d'exploits militaires et le plus de conquêtes. Suchet fait sauter les fortifications de Tarragone; il laisse des garnisons dans les places de Denia, Sagonte, Peniscola, Mequinenza, Tortose et Lérida. Les faibles armées d'Aragon et de Catalogne sont en mouvement pour se réunir.

21 août. Le royaume d'Italie est vivement menacé par l'Autriche. Le prince Eugène Beauharnais, accouru des bords de l'Elbe, porte son quartier général à Adelsberg, non loin de la Save. L'armée franco-italienne est d'environ cinquante mille hommes.

23 août. Dès la reprise des hostilités, le maréchal Oudinot, dirigé sur Berlin, était chargé d'exécuter une des trois grandes parties du plan de campagne (V. le 16, 25): très-brave général d'avant-garde, suivant l'opinion unanime, il était jugé bien moins favorablement quand il s'agissait d'opérations dont le succès devait résulter de l'habileté stratégique du chef qui les conduisait. Cette entreprise directe sur la capitale de la monarchie prussienne doit être favorisée par l'approche d'une

division française sortie de Magdebourg, ainsi que par un mouvement rapide, à travers le Mecklembourg, du maréchal Davoust qui commande sur le Bas-Elbe le treizième corps, fort de trente-deux mille hommes, mais dont dix mille seront laissés en sauve-garde des villes anséatiques.

Oudinot ne s'étant pas avancé sur Berlin aussi promptement qu'il aurait pu le faire, ayant perdu un temps précieux, et ses premières manœuvres ayant été interrompues et changées, a donné au prince royal de Suède, commandant l'armée ennemie, le temps d'être averti, ainsi que l'occasion de pénétrer son dessein. Le prince royal avait fortement appuyé, dans le conseil des alliés, sur la nécessité de préserver à tout prix Berlin, parce que cette capitale était le dépôt général des ressources matérielles de la Prusse, le foyer de l'enthousiasme de ses peuples, le centre d'où l'impulsion de la défense du royaume devait se communiquer. Moreau soutient au contraire, avec la plus grande vivacité, combien l'armée du nord de l'Allemagne doit être aventurée dans une position si peu basée, et il ajoute que, d'ailleurs, Berlin se trouve trop dans les rayons de l'ennemi pour qu'il soit possible au corps commandé par le prince royal de Suède de sauver cette capitale : cet avis est partagé et vivement appuyé par le roi de Prusse lui-même et par ses généraux, par Blucher surtout, qui, dans son langage soldatesque, compare cette capitale à une prostituée, et dit, « que livrée une fois de plus, elle n'en sera » pas plus flétrie. » Malgré tous les avis contraires, le prince royal de Suède se porte en avant, gagne du terrein, et enlève à Oudinot l'initiative des mouvemens et l'avantage qui en résulte. Berlin sera sauvé, et les armées combinées auront la facilité de s'avan-

cer au centre de l'Allemagne, et d'opérer leur jonction dans les plaines de Leipsick. Sous ce rapport, le combat de Gross-Beeren (et celui de Dennewitz, V. 6 septembre) deviendront d'une très-haute importance.

Sous les ordres du prince royal de Suède se rangent quatre-vingt mille Prussiens, trente mille Russes avec vingt mille Suédois; tandis que le maréchal Oudinot, en réunissant à son corps (le 12e.), celui du général Bertrand (le 4e.), celui du général Reynier (le 7e.), et le 3e. corps de cavalerie sous le général Arrighi, ne compte en tout que soixante-six mille hommes, dont vingt-quatre mille sont Saxons, Hessois, Wurtembergeois, tous de la confédération du Rhin, et dans lesquels les inspirations du *Tugenbund* ou des *Amis de la Vertu* ont commencé d'attiédir l'attachement à la cause de Napoléon; là se trouvent aussi six mille Italiens : restent donc trente-six mille Français remplis d'enthousiasme et d'ardeur guerrière, mais qui, ne voyant pas le même élan chez leurs auxiliaires, n'oseraient se promettre de renverser cent trente mille ennemis; Oudinot avait donc à combattre contre des forces triples des siennes!

« Mais l'habitude d'aller en avant (dit un historien » très-distingué de cette campagne, M. Fain); la vue » des clochers de Berlin en cas de succès, une vic- » toire dont le prix était immense; en cas de revers, » une retraite qui ne pouvait avoir rien de bien grave; » enfin, le désir de plaire à l'empereur par un brillant » début, désir plus grand que la crainte de contrarier » ses plans par un échec : tout concourait pour en- » traîner l'événement, et la bataille est livrée. »

Les combats partiels que rendent les troupes des généraux Bertrand et Reynier, vivement soutenus jus-

qu'au soir, n'amènent pas de résultats bien prononcés; mais le corps d'Oudinot a fait des pertes tellement graves, que ce maréchal se décide à une retraite générale, laissant à l'ennemi quinze cents prisonniers et quatorze pièces d'artillerie. On n'a pas l'état des morts et des blessés.

Dans leur marche rétrograde, les Français néanmoins disputent le terrain pied à pied; l'arrière-garde n'est encore, le 28, qu'à dix lieues du champ de bataille : aussi, les critiques russes et prussiens prétendront que le prince de Suède, manœuvrant à faux, dans l'action, a ménagé ses anciens compatriotes, et n'a mis aucune vigueur à les poursuivre! L'empereur, peu satisfait d'Oudinot, va le remplacer dans le commandement de cette aile gauche par le maréchal Ney (V. 6 septembre) : quoi qu'il en soit de ces mécontentemens d'une et d'autre part, la ville de Berlin est préservée.

26-27 août.

Les armées autrichienne, russe, prussienne, commandées par Schwartzenberg, Wittgenstein, Kleist, fortes d'environ cent quatre-vingt mille hommes, ont débouché de la Bohême sur Dresde par la rive gauche de l'Elbe, pendant que Napoléon franchit témérairement la Lusace, et pousse vers l'Oder l'armée du Prussien Blucher. Napoléon, apprenant que la grande armée des alliés se met en mouvement, voyant de son œil d'aigle qu'ils essaient de couper ses communications au Rhin, irrévocablement déterminé à ne pas abandonner Dresde, dont il fait le pivot de ses opérations, Napoléon a remis au maréchal Macdonald le commandement des troupes qu'il laisse en Silésie, et arrive inopinément, le 26, vers dix heures du matin, au champ de bataille, à Dresde même. Les troupes qu'il amène ont fait quarante lieues en soixante-douze

heures, sans distributions, et déjà fatiguées par les marches et les combats des dix jours précédens! Quelques heures plus tard, Dresde était pris d'assaut, comme venaient d'être enlevés plusieurs ouvrages à l'entrée des faubourgs; alors, tous les corps stationnés en Saxe, enveloppés par des ennemis trois fois plus nombreux, resserrés sur des territoires épuisés, en butte aux représailles d'une population malheureuse, ou passaient sous les fourches caudines, ou n'échappaient qu'en lambeaux et par des prodiges d'une valeur désespérée. Heureusement l'ennemi, arrivé le 25 à la vue de Dresde, est resté vingt-quatre heures dans l'inaction. La lenteur autrichienne et la rapidité française coïncident merveilleusement pour prouver, comme à l'envi, tout le prix d'un instant perdu! L'action s'engage à l'entrée même des faubourgs, à quatre heures après midi; elle dure jusqu'à la nuit: les Français conservent leurs positions.

Le lendemain, au point du jour, Napoléon prenant l'offensive, dirige plusieurs attaques sur les ennemis qui couronnent les hauteurs voisines de la ville: ses forces ne s'élèvent pas à cent mille hommes; mais appuyées par une artillerie formidable et bien nourrie, elles emportent tous les obstacles, et forcent les masses alliées de chercher un refuge derrière les hautes montagnes de la Bohême. Les Autrichiens laissent vingt mille prisonniers, soixante canons, un grand nombre de chariots que le mauvais état des chemins empêche d'emmener.

Cette grande affaire, dans laquelle se distinguent éminemment l'ardente bravoure des soldats français, et les talens ou l'expérience des maréchaux Ney, Gouvion-Saint-Cyr, Mortier, n'entraîne cependant aucun résultat décisif pour le vainqueur; les plans de l'en-

nemi n'en sont point renversés. Les armées de Blucher et du prince de Suède (Bernadotte) ont toujours la liberté d'avancer, d'agir avec vigueur sur les derrières et sur un des flancs de l'armée française, ainsi que les moyens de battre les corps qu'ils ont en face, tandis que l'autre flanc des Français ne cesse pas d'être dangereusement menacé par les masses rentrées en Bohême.

La fortune semble, à ce jour, avoir offert les moyens d'une belle retraite sur le Rhin; mais, toujours ébloui de son génie, Napoléon ne voudrait pas altérer son plan de campagne par des modifications susceptibles de voiler un instant l'éclat de sa renommée, et d'affaiblir, au moindre degré, l'admiration de la France et de l'Europe. Ce triomphe inespéré l'enivre, le transporte; toutes ses idées colossales se relèvent soudain! Ainsi la fortune, si prodigue pour lui, et dont trois fois il méprisa l'avertissement en Syrie, en Espagne, en Russie, lui aura plus vainement encore accordé sa dernière faveur en Saxe! Il vient de déployer une activité admirable, les talens du plus grand capitaine; son génie a brillé d'une nouvelle gloire, il a fait trembler encore les souverains alliés; mais il ne profite pas de ses avantages, et ne veut pas opérer sa retraite sur le Rhin, où il deviendrait inexpugnable!!!

Moreau est accouru du Nouveau-Monde, à la voix d'Alexandre, des Anglais et des émigrés français résidant à Londres, qui l'ont vivement pressé de saisir une si belle occasion de se venger de Napoléon : le 16, dix jours avant la bataille de Dresde, Moreau a joint le grand quartier général des alliés à Prague. Il y fait décider l'attaque sur Dresde, dont la prise exposerait l'aventureux Napoléon au dernier péril. Le 27, vers midi, Moreau s'entretenant avec l'empereur de Rus-

sie, près d'une batterie prussienne, reçoit un coup mortel.

Quels motifs ont véritablement ramené le vainqueur de Hochstedt et de Hohenlinden (V. 19 juin, 3 décembre 1800) sur ce théâtre de guerre? Serait-ce, après neuf années, l'impatience de son obscure retraite au delà de l'Océan, ou le ressentiment de sa condamnation, comme complice de Georges Cadoudal et de Pichegru (V. 10 juin 1804)? Serait-ce le pur amour de sa patrie, qu'il voit écrasée sous un sceptre de fer? Moreau ressemble-t-il au généreux Camille, ou bien au vindicatif Coriolan? Est-il venu blesser la France ou la délivrer? La postérité décidera si le nom de traître a été justement infligé à Moreau! « Prenez garde, » général, » lui avait dit Bernadotte, à la fin de la conversation qu'il eut avec lui à Stralsund, « prenez » garde; les Français ne reconnaîtront pas le vain- » queur de Hohenlinden sous l'uniforme russe!! »

Le succès inespéré de ces deux belles journées deviendra funeste à Napoléon, en lui donnant trop mauvaise idée de ses ennemis, trop de confiance en ses moyens ou dans son étoile, et en le décidant à garder sa position sur le Haut-Elbe.

27-29 août. Près de la Bober (affluent de l'Oder) et de la Queiss (affluent de la Bober), le maréchal Macdonald, en pleine retraite de la Silésie, est de nouveau défait et très-endommagé dans une suite d'actions, au passage de ces deux rivières, que des pluies considérables et continuelles ont grossies et changées en torrens rapides : dans vingt-quatre heures, les ruisseaux sont devenus des rivières, les chemins sont rendus impraticables. L'armée française s'affaiblira, par cette déroute, de quinze mille hommes et de cent pièces d'artillerie : hommes et canons restent au pouvoir du

Prussien Blucher ; on n'a pas publié l'état des morts. Dans ces combats, qui peuvent être regardés comme une campagne de quelques jours, isolée et accessoire, les généraux en chef de l'une et l'autre armée semblent, disent les aristarques en stratégie, s'être défiés à qui ferait le plus de fautes : or, celui qui commet la faute la plus grave doit être battu. Blücher n'est certainement pas un grand général, et sa part de gloire est faite lorsqu'on l'a considéré comme un bon chef de partisans : il faut donc que Macdonald ne soit pas un général de premier ordre, ou que son étoile soit des plus malheureuses, puisqu'il est battu par Blucher.

28 août.

Un sénatus-consulte annulle la déclaration d'un jury, et enjoint à la cour de cassation de renvoyer les accusés devant une autre cour d'assises qui prononcera sur l'accusation, en sections réunies et sans jury. Napoléon, infatigable dans l'établissement de l'arbitraire, détruit ce dernier refuge de la liberté civile.

30 août.

Napoléon, voulant repousser dans les gorges resserrées de la Bohème les troupes de la grande armée alliée qui fuient du champ de Dresde, a, dès la fin de la seconde journée, envoyé par des passages détournés, à l'est et sur leur flanc, les premier, sixième, quatorzième corps d'armée ainsi qu'une cavalerie nombreuse ; le général Vandamme forme la colonne de gauche, les maréchaux Gouvion-Saint-Cyr et Marmont sont au centre, et le roi de Naples, Murat, dirige ses cavaliers, faisant la colonne de droite.

Le 28 au soir, le quartier impérial commence à s'établir à Pirna, quand Napoléon est tout à coup saisi de frissons d'une grande violence, suivis de vomissemens : les personnes qui l'entourent s'alarment, et

lui-même s'inquiète d'un accident aussi brusque, et dans cette conjoncture. Il sera dit, par la suite, que ce mal provenait de l'assaisonnement d'un mets dont il avait mangé le matin; mais une explication plus vraisemblable est donnée par des témoins qui, depuis le commencement de la journée, cessèrent à peine quelques instans d'être hors de sa présence; ils donnent son indisposition comme étant la suite d'un refroidissement que ses vêtemens, trempés par la forte pluie de la veille, lui ont fait éprouver pendant la bataille. La transpiration se rétablissant dans la nuit, à son lever il se trouve presque entièrement guéri; c'est à Dresde même, où il est retourné dès les premiers symptômes du mal.

En conséquence, la garde s'est arrêtée à Pirna, tandis que les deux corps, formant la colonne du centre, éprouvant de très-grandes difficultés à gravir les montagnes frontières et à pénétrer dans les défilés, ont gagné peu de terrain pendant trois jours, c'est-à-dire depuis que, n'étant plus soutenus par les forces de la garde, ils s'avancent avec plus de circonspection. Mais Vandamme, enflammé du désir de continuer le succès obtenu le 28, en dépostant un corps ennemi de la position de Peterswalde, le lendemain en descend la rampe avec la plus grande partie de son corps jusqu'à Kulm : il avance dans cette vallée profonde, séduit par l'espoir de s'emparer de Tœplitz, lieu désigné pour rendez-vous de toutes les colonnes ennemies, éparses dans les montagnes. En effet, intercepter toute retraite à une armée découragée par une grande défaite, engagée dans des défilés longs, resserrés et profonds, armée forte encore de plus de cent cinquante mille hommes : c'est le plus beau résultat qu'on puisse obtenir d'un coup de main : le général français

se flatte d'avoir cette gloire. Déjà son avant-garde n'est plus qu'à une demi-lieue de Tœplitz; il attend ses réserves pour forcer les derniers obstacles, lorsque les ennemis, cessant tout à coup de plier, font la résistance la plus déterminée : l'entreprise étant donc arrêtée, Vandamme, au lieu de persister, devait y renoncer et profiter de la nuit pour regagner la hauteur de Peterswalde; il ne le fait pas, et ses adversaires reçoivent de nombreux renforts qui tournent un de ses flancs et le débordent; il se voit attaqué par au moins soixante mille Autrichiens et Russes que guident leurs généraux en chef : après avoir soutenu leurs efforts pendant plusieurs heures, il rétrograde sans se laisser entamer, évacue Kulm et se dispose à remonter à Peterswalde : mais Kleist et ses Prussiens, en déroute depuis les glacis de Dresde, échappés au maréchal Gouvion, et trouvant la position de Peterswalde évacuée, viennent de l'occuper. En vain les Français s'élancent, en vain leur cavalerie, se frayant un chemin jusqu'à l'arête de cet escarpement, s'empare-t-elle, par un coup d'audace furieuse, de toute l'artillerie de Kleist (ainsi que le déclare lui-même l'Anglais Robert Wilson, témoin oculaire, et alors implacable ennemi du chef de l'armée française); il faut promptement abandonner ces canons; les sentiers de la montagne se remplissent de Français dispersés, dont un certain nombre, cependant, atteignent Liebenau, non loin de la frontière, poste où se trouve le quartier général du maréchal Gouvion. Vandamme est fait prisonnier; on le traîne en triomphe à Prague, on l'abreuve d'humiliations, en représailles de la rudesse de ses actes dans les pays conquis par les armes françaises : du moins ce sont les motifs allégués en réponse à ses plaintes sur les traitemens qu'il essuie.

Vandamme est grièvement blessé ; on l'amène devant Alexandre : « Te voilà brigand, pillard ! » lui dit l'empereur de Russie. Le général répond : « Je puis » être un brigand, un pillard ; mais, sire, il est des » crimes qui n'ont jamais souillé ma main ! » « Qu'on » l'emmène, » reprend Alexandre. Le général Guyot, le général du génie Haxo sont tombés au pouvoir de l'ennemi, ainsi que huit ou neuf mille officiers et soldats : environ la moitié du premier corps d'armée.

Les alliés sont donc non-seulement sauvés, mais, dans cette journée, ils commencent à se venger de la défaite de Dresde. Bientôt, procédant de victoire en victoire, ils entendront les peuples allemands entonner le cantique de triomphe, de l'Oder au Rhin, de la Baltique aux Alpes.

2 sept. Dumouriez répond à Wellington, qui lui a exposé le 12 août sa situation militaire, et est entré dans de grands détails sur l'état présent. Dumouriez dit au général anglais : « ..... Vous avez rempli votre but en » regagnant, comme je le désirais, toutes les passes » au-dessus des vallées de Roncevaux et de Bastan. Je » me rappelle qu'il y a plus de quarante ans, en par- » tant de Pampelune pour Bayonne, j'ai remarqué le » point d'Uzdaque comme le plus dominant de cette » route et comme susceptible de fermer ou ouvrir la » grande route de Bayonne, si les Espagnols avaient » jugé à propos d'y construire une forteresse, au mi- » lieu ou au pied de laquelle aurait passé le grand » chemin..... » Dumouriez donne, à Wellington, des conseils relatifs à la marche que le général anglais doit suivre pour pénétrer en France.

6 sept. L'empereur, qui comptait sur une prochaine occu-

pation de Berlin (V. 23 août), a donné l'ordre au maréchal Ney de s'y porter, en réunissant à son corps d'armée celui du maréchal Oudinot, et ceux des généraux Reynier et Bertrand : ce mouvement a été signalé par Jomini (V. 15 août, deuxième article). Le maréchal Ney, défait par le prince de Suède, Bernadotte, ayant sous lui le général prussien Bulow, perd, avec les deux tiers de son artillerie, ses munitions, ses bagages et plus de douze mille hommes : les débris de ses troupes s'échappent vers Torgau. Ce revers provient de la conduite de deux divisions saxonnes dont la fidélité est déjà ébranlée et qui se battent mollement, lâchent pied, fuient et entraînent les troupes voisines.

Les journées de Dresde qui ont renversé le premier plan d'opérations offensives de l'ennemi, n'exercent déjà plus d'influence sur la campagne. La défaite antérieure d'Oudinot à Gross-Beeren, le 23 août, celle de Vandamme à Kulm, le 30, et les graves échecs de Macdonald sur la Katsbach et sur la Bober, du 26 au 29, permettent à trois cent mille ennemis de s'ouvrir des passages en Saxe. La déroute de Ney rend plus critique encore la position de l'armée française ; car l'aile droite de l'armée alliée, arrivant sur l'Elbe, est prête à couper ses communications avec Leipsick et la Franconie. Le lendemain de la bataille de Dennewitz, Bernadotte écrit au maréchal Ney la lettre suivante en date de Jüterboch :

« Le 6 au soir, après la bataille de Dennewitz,
» j'appris qu'un de vos aides de camp avait été blessé
» et fait prisonnier..... J'ai donné des ordres pour que
» le colonel Clouet soit traité avec tous les soins que
» son état exige, et avec tous les égards qui sont dus
» à son rang et à la personne à qui il était attaché.

» Quoique les intérêts que nous servons soient dif-
» férens, j'ai du plaisir à penser que nos sentimens
» sont restés les mêmes, et je saisirai avec le plus vif
» empressement toutes les occasions de vous assurer
» que je suis constant dans ceux que vous m'avez con-
» nus pour vous.

» Depuis long-temps, nous ravageons la terre et
» nous n'avons encore rien fait pour l'humanité. La
» confiance dont vous jouissez, à si juste titre, auprès
» de l'empereur Napoléon, pourrait, ce me semble,
» être de quelque poids pour déterminer ce souverain
» à accepter enfin la paix honorable et générale qu'on
» lui a offerte et qu'il a repoussée. Cette gloire,
» prince, est digne d'un guerrier tel que vous, et le
» peuple français rangerait cet éminent service au
» nombre de ceux que nous lui rendions, il y a vingt
» ans, sous les murs de Saint-Quentin, en combat-
» tant pour sa liberté et pour son indépendance. »

6 sept. Napoléon qui s'est, immédiatement après sa grande affaire du 27 août, reporté avec ses deux gardes et d'autres renforts au secours de Macdonald, apprenant la défaite de Ney, se voit de nouveau forcé de renoncer à son plan d'invasion en Silésie : il revient sur Dresde. Cependant, malgré tous les échecs essuyés par les corps qu'il a détachés sur ses flancs (V. 23, 26, 27, 29, 30 août), toujours persuadé que son génie doit triompher de tous les obstacles, il persiste à conserver ses positions dans le cœur de la Saxe; il se refuse à toute modification un peu importante de ses opérations. Des corps d'armée entiers, de nombreuses garnisons, sont jetés, à de grands intervalles, depuis la Baltique jusqu'à la mer du Nord et jusqu'au Rhin. Partout, sur la rive droite de l'Elbe, les levées en masse (landsturm) s'organisent; elles se préparent sur

la rive gauche ; Napoléon se voit prochainement menacé sur tous les points, entre l'Oder et le Rhin, d'une guerre nationale semblable à celle qui a concouru à la délivrance de l'Espagne ; son armée, réduite et manquant de cavalerie, doit faire face à des armées trois ou quatre fois plus nombreuses, dont les succès augmentent l'audace, qui se meuvent d'après des combinaisons froidement méditées, et auxquelles le temps offrira successivement des chances plus favorables : néanmoins aucun motif de prudence ne peut ébranler la détermination qu'il a prise. Frédéric II, entouré d'ennemis, conserva la position de l'Elbe : Napoléon le sait ; il ne voudra pas se mettre au-dessous de ce roi, dans l'opinion des tacticiens.

8 sept.

Les Anglais entrent dans Saint-Sébastien, après un long siége sans gloire. A peine la garnison française s'est renfermée dans le fort Lamotte, où elle se défend, que ces libérateurs de l'Espagne incendient la ville, livrent les maisons au pillage, et commettent tous les excès que peut éprouver une place ennemie prise d'assaut ! Leur conduite n'admet pas l'excuse qui sembla justifier quelquefois les excès des Français, obligés à des représailles contre des habitans, souvent cruels et même féroces. Il faut lire dans les *Mémoires de Nellerto* (Llorente), tom. 3, pag. 145 et suivantes, les épouvantables atrocités commises par les Anglais. Ils incendient les édifices publics ; près de six cents maisons deviennent la proie des flammes ; il n'existe plus que trente-six maisons dans cette malheureuse ville, dont les habitans ont reçu les Anglais par acclamation ; ils bénissent l'arrivée des troupes de Wellington, et ces troupes s'abandonnent contre eux à toutes sortes d'horreurs ! Au surplus, Wellington n'avait-il pas fait

incendier la manufacture de porcelaine de Madrid, et ses magasins de blés ; n'avait-il pas annoncé officiellement ces exploits à son gouvernement ? (T. 3, p. 242.)

Après la bataille de Dresde, l'empereur s'était aussitôt tourné vers le Prussien Blucher ; rappelé sur ses pas par une irruption de Wittgenstein, il a fait volte-face sur la Bohême ; le général russe y étant refoulé, l'empereur reparaît à Dresde ; mais encore rappelé vers le sud, il chasse de nouveau ce même Wittgenstein de la Saxe. Rentré à Dresde, il se retourne vers Blucher, le voit reculer à la seule apparence de poursuite, et se replace à Dresde, centre de tous ses corps qui se joignent les uns aux autres. Ainsi posé, il attendra et surveillera les mouvemens des alliés, quoiqu'il ait résolu maintenant de changer sa ligne d'opération.

A l'ouest et au nord de l'Allemagne, des bandes de partisans courent au loin sur les routes utiles aux Français : le Russe Czernicheff, pénétrant dans les pays inoccupés ou faiblement défendus par les Français, a presque détrôné Jérôme Bonaparte, roi faible et incapable. Les partisans excitent partout l'insurrection ; à leur abri, les sociétés secrètes agissent avec plus de zèle et d'activité. Les troupes de la confédération Rhénane ne déguisent pas leur mécontentement de se battre encore pour la France battue ; elles mettent déjà de l'empressement à délaisser sa cause ; des Saxons viennent de passer dans les rangs de l'ennemi ; les Westphaliens commencent leur désertion, et bataillon par bataillon.

En France, des rumeurs semées avec adresse ont d'abord attristé la population ; des citoyens équivoques travaillent à dépopulariser l'empereur. Dans certains

salons, on se dit sans mystère que c'est le commencement de la fin. Néanmoins, les routes se couvrent de soldats-enfans qui se rendent sous les drapeaux : l'habitude de l'obéissance et les exemples des vingt années précédentes entraînent sans effort dans les camps cette population adolescente ; les parens sont accoutumé aux tributs périodiques de la conscription; les Français, quoique affaissés sous le poids de cette longue chaîne de revers, comprennent à merveille qu'on ne saurait prévenir l'envahissement de la France qu'au moyen d'une étroite union avec le chef de l'état, ainsi que par de généreux sacrifices, faits à propos comme sans hésitation ; le sénat, instrument passif des levées de soldats, comme le corps législatif est l'organe muet des levées d'espèces métalliques, enregistre sans plus de discussion que d'émotion les firmans sur la conscription, revêtus du seing de sa sublime hautesse.

Au midi de l'Europe, les troupes du maréchal Soult bordent la Bidassoa ; celles du maréchal Suchet vont se replier et prendre position sous les murs de Gironne et de Figuières. Dans la Haute-Italie, les habitans laissent voir leur désaffection ; ceux des provinces limitrophes de l'Allemagne se déclarent pour les Autrichiens ; les troupes du royaume que le prince Eugène Beauharnais réunit sous son commandement, ne montrent plus l'ardeur dont naguère elles étaient animées ; le découragement pénètre dans leurs rangs, et l'esprit de désertion s'y montrant, la prudence et des intérêts personnels qui se manifesteront assez ouvertement, quatre mois plus tard, conseillent également au vice-roi de se retirer sur l'Isonzo ; retraite qui entraîne la perte des Provinces-Illyriennes. Il ne manque, après des prémisses d'un si fâcheux augure, pour amener un triste

dénouement, qu'un grand coup frappé sur la grande armée de Napoléon : cette catastrophe ne se fera guère attendre (V. 18, 19 octobre). Les hommes les plus malheureux et le plus souvent trompés, les Polonais conservent seuls à Napoléon et à la France un dévouement inviolable, dévouement dont ils ne tarderont pas à devenir victimes ! !

3 octobre. Un traité préliminaire d'alliance signé à Tœplitz, entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, « à l'effet de » rétablir un juste équilibre entre les puissances, » cimente la coalition des ennemis de Napoléon.

7 octobre. Wellington, commandant une armée d'Anglais, d'Espagnols et de Portugais, passe la Bidassoa.

C'est sur la frontière même de France que se termine l'entreprise de Napoléon sur l'Espagne. Cette nation, qu'il devait (disait-il) anéantir d'un clin d'œil, s'est hérissée de fer sur toute la surface de son territoire ; et des attaques faibles, très-faibles, isolément, ont, par leur infinie multiplicité, déjoué les combinaisons militaires les plus savantes, dompté les hommes les plus braves, défié les plus experts entre les guerriers. Les Espagnols ont donné l'idée d'une guerre de peuple contre une guerre de tactique ; car ce serait une erreur de croire que les journées des Arapiles (22 juillet 1812) et de Vittoria (21 juin 1813), ont forcé les Français d'abandonner la Péninsule, dont le salut était décidé sans elles, avant elles, et alors même que ceux-ci nageaient dans la splendeur de vingt triomphes ! Ce sont les pertes journalières, les destructions d'homme par homme ; ce sont les gouttes de sang français tombant une à une, qui ont, en cinq années, opéré la consommation de cinq cent mille braves. Nos généraux, victorieux des généraux les plus distingués de l'Europe, ont succombé sous de

misérables chefs de guérillas, et le plus bel exploit de Soult ou de Suchet laissait sur le sol de l'Espagne une trace aussi fugitive que le sillage du navire sur la surface de la mer. Quant aux Anglais, ils ne sont arrivés dans cette guerre que de la manière qu'ils arrivent dans toutes les crises du monde, pour recueillir, au milieu de la désolation générale, les fruits de leur politique, et consolider leurs plans de despotisme maritime, de commerce exclusif : les Anglais ont causé les plus grands maux à l'Espagne, et ont répandu sur ce royaume autant de calamités que les Français, tout en se proclamant les alliés des Espagnols ! ! !

Les succès de leur grand général ne font que mieux ressortir l'extrême médiocrité de ses conceptions militaires. La postérité jugera que sa renommée tint beaucoup aux moyens immenses dont il disposait, à la prodigalité avec laquelle il en fit usage, ainsi qu'à sa persévérance et à sa temporisation ; deux qualités estimables et quelquefois précieuses, mais très-secondaires dans un chef d'armée, et qui n'ont fait que la moindre partie de la gloire de César, de Turenne, de Marlborough. Le capitaine irlandais serait-il en état de se former une couronne de lauriers, s'ils n'étaient descendus à son niveau par les inconcevables aberrations politiques de Napoléon ? Qu'on suppose Soult et Wellington arrivant dans la Péninsule avec des moyens égaux, chacun d'eux favorisé par une moitié de la nation, comme dans la guerre de la succession, et qu'on préjuge le résultat de la lutte actuelle ! Il n'est pas un seul des généraux de Napoléon qui, se mesurant à forces égales avec Wellington, ne répondît de le battre complètement, et de le prendre prisonnier avec toute son armée. Le peu de gloire militaire

que Wellington a acquis en Espagne ne lui appartient même que comme exécuteur des plans de Dumouriez; c'est aussi l'ex-général français qui traça, au général irlandais, la marche à suivre dans l'invasion des départemens méridionaux de la France. Ainsi deux ex-généraux français, Dumouriez et Bernadotte (mais surtout le dernier), contribueront par leurs plans et par leurs conseils, à amener les succès des puissances alliées et conduiront, en quelque sorte, les armées étrangères sur les frontières de la France, l'un au nord, l'autre au midi.

L'issue de la guerre d'Espagne, de cette guerre abominable et impie, l'œuvre de Napoléon, aura prouvé encore une fois, qu'il n'est rien de si téméraire que l'injustice, de si pernicieux que la perfidie. Les faibles débris de ces nombreux bataillons qui traversèrent les Pyrénées, refoulés aujourd'hui sur le territoire français, démentent assez haut ces orgueilleuses assurances qu'il énonçait au corps législatif le 28 octobre 1808, le 3 décembre 1809, le 16 juin 1811 (V. ces dates). N'y a-t-il pas lieu de s'étonner, qu'après des prophéties si solennellement énoncées, Napoléon n'ait pas lancé, de sa main même, sa foudre sur les bords du Tage et du Guadalquivir! qu'il n'y ait pas accouru, lui qui se plaisait tant à dire : « Je vois bien que par- » tout où je ne suis pas on ne fait que des sottises ; » qu'il soit resté dans ses palais, dans une tranquille attente, occupé seulement à rendre des décrets impériaux sur de chétifs objets d'administration, comme de régler l'exercice de la profession de boulanger dans quelque bourgade inconnue hors du département dans lequel elle est située!

15 octobre. Une forte armée bavaroise fait sa jonction, à Brau-

nau, avec un corps autrichien, en conséquence d'une convention conclue, le 8, à Ried. Cette réunion préméditée s'opère, dès que s'effectue le mouvement sur la Saxe du corps d'armée d'Augereau, dont la force est d'environ quinze mille hommes, et qui s'était concentré à Wurtzbourg, afin de s'opposer, conjointement avec les Bavarois, aux tentatives des Autrichiens sur l'Inn. Napoléon ayant besoin de ces forces sur l'Elbe, les y appelle et retire le seul obstacle qui suspend la déclaration hostile du cabinet de Munich.

Si l'on considère la vieille inimitié des deux cabinets et des deux peuples (Autrichiens et Bavarois), ainsi que les brillans et profitables avantages dont la politique ou la condescendance de Napoléon a fait jouir le souverain de Munich dans les années précédentes (V. 26 décembre 1805; 1er. janvier, 12 juillet 1806; 9 avril, 14 octobre 1809), on appréciera la force du sentiment qui rapproche les Allemands et les excite à secouer le joug de l'étranger. Le Bavarois Wrede, commandant en chef, dit à ses troupes : « Le » roi, et les puissances alliées avec lui, guidés, non » par l'esprit de conquête ni par aucune vue partielle, » veulent que l'Allemagne soit l'Allemagne, et la » France la France, et que la paix se répande en Eu- » rope......... » Et ce même général, et son roi, créé roi par Napoléon, ont contribué de tous leurs efforts, pendant dix années, à placer et à retenir l'Allemagne sous le joug de Napoléon ! Mais la fortune a tourné le dos au despote de l'Europe, au dévastateur de l'Allemagne : la Bavière l'abandonne.

15 octobre.

Beningsen est entré à Leutmeritz en Bohême (seize lieues de Dresde), à la fin de septembre, amenant de Pologne soixante mille hommes, parmi lesquels sont des Baskirs et des Tartares, armés d'arcs et de

flèches ; c'est le dernier ban de la Russie ! L'arrivée de ce renfort est, pour les alliés, le signal des grandes opérations ; aussitôt ils marchent sur toutes les routes qui, de l'est, du nord, du nord-ouest et du sud, se dirigent vers Dresde. Aux premiers jours de ce mois, le prince de Suède a dépassé Dessau ; joint par Blucher, non loin de Wittenberg, il se place sur les deux rives de l'Elbe ; la grande armée de Bohême, aux ordres de Schwartzenberg, descendue dans la Saxe, atteint Marienberg (quinze lieues de Dresde) ; les trois chefs doivent se joindre aux abords de Leipsick.

Toujours plein de confiance en sa fortune, l'empereur attendait à Dresde que ses ennemis s'engageassent au point de ne pouvoir plus éviter une action décisive. Le 7, il a quitté cette place, en y laissant le maréchal Gouvion qui, réunissant à son corps d'armée (le quatorzième) les débris de celui Vandamme (le premier), a sous ses ordres une masse d'environ trente mille hommes. Après avoir manœuvré sur les bords de la Mulde, l'empereur attaque, les 11, 12 et 13, les armées du Nord et de la Silésie dont, par l'effet de ses manœuvres, les communications se trouvent interceptées ; il les force de se replier : en outre, il se propose (assure-t-on) de laisser les alliés se placer dans l'intervalle de l'Elbe à la Saale, et en se couvrant des points fortifiés dont il est maître sur l'Elbe depuis Dresde jusqu'à Hambourg, d'établir la guerre entre ce fleuve et l'Oder. Le 14, le quartier impérial est encore à Düben sur la Mulde, lorsque Napoléon reçoit la nouvelle de la défection de la Bavière et du traité de Ried, conclu le 8. On prétend que, cédant alors aux désirs impatiens de ses premiers officiers qui se voient exposés à faire long-temps encore la

guerre de chicane, éloignés de la France, au lieu d'en finir par une grande bataille qui, terminant les hostilités, leur permette de rejoindre leurs foyers, Napoléon se porte vers Leipsick, à la rencontre de Schwartzenberg que, suivant toutes les probabilités, l'armée française sera bien en mesure de combattre isolément et avec avantage. Napoléon arrive à Leipsick le 15, de bonne heure.

18-19 octob.

La bataille de Leipsick est livrée sous les murs de cette ville, aux mêmes lieux où se sont donnés des combats les deux jours précédens, et dans cette vaste campagne qui s'étend au-delà de Lutzen et de Weissenfels, villages célèbres par de grands faits d'armes. Leipsick est ceint de faubourgs, excepté dans une partie de l'ouest, contiguë à des bas-fonds, et faisant face à une plaine arrosée par les eaux de la Pleiss et de l'Elster, qui se divisent en canaux divers et se confondent plusieurs fois avant leur jonction définitive.

Un demi-million d'hommes, rassemblés sur une surface de trois lieues carrées, s'attaquent, se repoussent, se massacrent à coups de mitraille, s'égorgent de près avec une fureur extrême.

Suivant les documens les plus dignes de foi, les armées confédérées comptent, savoir :

Armée de Bohême.	— Schwarzenberg.	140,000 h.
Dito, du Nord . .	— Prince de Suède (Bernadotte). . . .	65,000
Dito, de Silésie. .	— Blucher	85,000
Dito, de Pologne.	— Beningsen	40,000
	Total . . .	330,000

L'armée française se compose ainsi :

1°. *Infanterie d'armée.* — Deuxième corps, maréchal Victor; troisième, maréchal Ney; quatrième, général Bertrand; cinquième,

général Lauriston ; sixième, maréchal Marmont ; septième, général Reynier ; huitième, prince Poniatowski ; onzième, maréchal Macdonald . . . . 130,000 h.

2°. *Garde impériale*.	30,000
3°. *Cavalerie*	15,000
Total.	175,000 h.

Les débris du premier corps, commandé d'abord par le général Vandamme (V. 30 août), sont restés en arrière, pour la défense de Dresde, avec le quatorzième corps, maréchal Gouvion-Saint-Cyr ; le neuvième (Bavarois) n'existe plus (V. le 15) ; le douzième, maréchal Oudinot, est détruit (V. 23 août, 6 septembre) ; le dixième, général Rapp, est renfermé à Dantzick (V. 1er. janvier 1814) ; le treizième, maréchal Davoust, est aggloméré sur la Stecknitz, occupant Lubeck, Lauenbourg, Hambourg, Haarbourg (V. 2 septembre).

Napoléon, inférieur par le nombre de ses troupes d'infanterie, comme par le nombre et le mauvais état de ses escadrons, a mis sa confiance dans sa terrible artillerie ; mais, pressé de toutes parts, en vain épuise-t-il les munitions ; l'artillerie de l'ennemi est aussi formidable et mieux approvisionnée. Les soldats français luttent avec le plus étonnant courage, lorsque trois batteries saxonnes de vingt-six pièces, avec sept bataillons et deux régimens de cavalerie saxonne, et plusieurs régimens wirtembergeois (en tout vingt-six bataillons, dix escadrons), passent à l'ennemi, et, se rangeant sous les drapeaux du prince de Suède, Bernadotte, attaquent à l'instant même leurs frères d'armes : avant même d'être arrivées à distance, les trois batteries ont été tournées contre la division Durutte, faisant partie du septième corps. Néanmoins l'empereur, faisant aussitôt avancer ses réserves, par-

vient à contenir les ennemis qui fondent sur Leipsick ; mais l'armée ne peut conserver ses positions sans s'exposer à une ruine totale. L'armée n'a été ni enfoncée ni mise en déroute : pourtant, après ses énormes pertes, il est trop évident que le défaut de temps a seul empêché les ennemis d'obtenir de plus grands succès. Napoléon le juge ainsi ; au commencement de la nuit, il bat en retraite.

Le lendemain, Leipsick est enlevé. L'empereur de Russie, le roi de Prusse, le prince de Suède Bernadotte, y ont pénétré par trois portes différentes. Le roi de Saxe y est fait prisonnier. Le prince royal de Suède, dès son entrée dans la ville, se rend au palais pour présenter ses hommages à l'auguste prisonnier, et ordonne à son chef d'état-major de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'infortuné monarque soit entouré de respect et de vénération. L'empereur de Russie et le roi de Prusse refusent de le recevoir et ne lui rendent pas visite : les égards témoignés au roi de Saxe par Bernadotte semblent même exciter leur mécontentement ; on s'aperçoit du refroidissement de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse envers le prince, surtout de la part de ce dernier souverain. « On voulait (a dit un ministre) incorporer tous les » états du roi de Saxe dans la monarchie prussienne. »

Leipsick est encombré de morts et de mourans, de fuyards, d'équipages ; cette ville présente une horrible scène de déroute et de carnage ; le spectacle des abords du faubourg de Lutzen est des plus affreux ; c'est un véritable gouffre où les Français se précipitent comme dans un port de salut. « Néanmoins, le combat » et la fusillade continuent deux heures encore, et » l'on sauverait soixante pièces de canon attelées et » douze mille braves ; car l'ennemi, maître de Leip-

» sick, craindrait de pousser à bout des guerriers qui » peuvent l'incendier, et opposer colonne à colonne » dans un espace resserré. » (*Relation d'un officier russe.*)

La retraite des Français ne peut s'opérer qu'en bravant de très-grandes difficultés. Leur route est un défilé de plus de deux mille toises, entre des marais, et coupé de cinq ou six ponts : cependant la retraite s'exécute sans beaucoup de désordre, lorsque des tirailleurs russes, en très-petit nombre, se glissant le long de l'Elster, arrivent près du pont principal qu'on a miné dans la nuit ; les apercevoir et faire sauter le pont n'est que l'affaire d'un moment pour le chef de poste des sapeurs, qui ne croit pas devoir différer pour assurer la sûreté de l'empereur et de tous ceux qui sont déjà sur la rive occidentale. Cet accident, dont le bulletin accuse l'absence du colonel du génie, préposé à la surveillance de ce poste d'une si grande importance ; cette destruction, fermant toute issue aux Français qui se trouvent encore sur les boulevarts et dans les faubourgs, les plus braves, ces vieux soldats échappés de vingt campagnes, ne songent qu'à vendre chèrement leur vie ; ils périssent sous les décombres des maisons, tandis qu'un plus grand nombre, croyant la résistance désormais impossible, courent vers la Pleiss et l'Elster. La première de ces rivières ne leur présente que peu d'obstacles ; mais l'autre, dont le lit est encaissé et bourbeux, dont les rives sont marécageuses, engloutit tous ceux qui ne peuvent nager. De ce nombre est le prince Poniatowski, créé, seulement depuis le 16, maréchal de France, et qui fut blessé ce jour même, en faisant des prodiges sur le champ de Liebertwolkwitz ; il ne peut réussir à se faire jour dans les rangs ennemis qui l'entourent et le

pressent : croyant, à ce moment extrême où il se voit saisi par des mains russes, trouver une voie de salut dans les eaux de l'Elster, il s'y lance, et en est submergé ! Le maréchal Macdonald a le bonheur de les franchir.

Le carnage cesse enfin vers deux heures après-midi. Deux cent cinquante pièces de canon, ainsi que neuf cents caissons ou chariots restent au pouvoir de l'ennemi. La perte des Français, dans ces deux journées, est immense ; quoiqu'on ne puisse la déterminer d'une manière précise, on a recueilli assez de données pour présumer qu'elle s'élève à la moitié des combattans, sans compter la défection de leurs alliés. Les documens qui semblent les moins inexacts, évaluent leur perte totale à trente-sept mille morts sur le champ de bataille ou mortellement blessés : on pourrait en induire qu'ils eurent hors de combat au delà du double de ce nombre. Du côté des ennemis, les bouches à feu étaient plus nombreuses, celles des Français portaient sur des colonnes d'une plus grande profondeur. On évalue à vingt-huit mille le nombre des prisonniers qu'on leur a faits, parmi lesquels il faut compter les malades dispersés dans les maisons de Leipsick, et à vingt-trois mille ceux qui ont péri dans l'action. Parmi ces derniers sont le prince-maréchal Poniatowski, les généraux de division Vial, Rochambeau, Delmas : les maréchaux Marmont, Ney, les généraux de division Souham, Compans, Latour-Maubourg, Friedrichs, Maison, sont blessés ; dans les prisonniers, on distingue les généraux en chef Lauriston et Reynier, les généraux de division Charpentier, Rotnietzki (Polonais), Krasinski (Polonais), (Hochberg (Badois), le prince Émile de Hesse-Darmstadt. La perte réelle des ennemis, également inconnue, doit avoir été prodi-

gieuse, vu leur lenteur à poursuivre et le grand nombre de leurs généraux tués ou blessés. Les Autrichiens avouent quatre feld-maréchaux-lieutenans et trois cents officiers blessés; les Russes déclarent deux lieutenans-généraux avec quatre généraux-majors tués, et trois généraux-majors blessés; les Prussiens, fidèles à leur forfanterie, ne sont convenus que d'un seul général-major blessé. En dernier résumé, l'on pourrait dire que ces deux journées coûtent aux Français (non compris les Saxons, Badois et Wurtembergeois déserteurs) soixante mille braves, soit tués, prisonniers ou perdus; il paraît positif qu'elles ne coûtent pas moins de quatre-vingt mille tués ou blessés à la coalition. Napoléon arrive le soir à Marc-Renstaedt (trois lieues sud-ouest de Leispsick); il réunit dans ce lieu les débris de son armée.

On concevrait difficilement qu'un capitaine qui livra trente batailles rangées et les gagna toutes, qui s'est élevé au plus haut degré de gloire militaire, en se servant, avec une rare habileté, des grands talens d'une foule de généraux français, ait concentré son armée dans une position aussi défavorable, qu'il ait accepté un engagement décisif dans la partie orientale des plaines de Leipsick, ayant sur ses derrières la ville, des marécages et des eaux qui se divisent en canaux multipliés, sur lesquels se trouvent peu de ponts. Mais, il ne dépendait déjà plus de lui de choisir l'assiette de son armée; l'ennemi l'avait très-adroitement amené sur ce terrain: si Napoléon s'était placé au delà de la Partha, de l'Elster, de la Pleiss, et de la Luppa, il se serait étendu dans un pays plat, où la cavalerie ennemie aurait inquiété, paralysé tous ses mouvemens. On sait, d'ailleurs, que la raideur de caractère qu'il manifesta dans cette campagne, ne

lui permettait pas de céder un pouce de terrain sans y être contraint ; il avait toujours dédaigné l'idée de prendre position derrière la Saale, en évacuant Leipsick et Dresde.

Il n'avait pu se dispenser de livrer les combats du 16, afin d'écarter de Leipsick l'armée autrichienne, et de passer le défilé marécageux qui conduit de cette ville à Lindenau vers la France. Mais, comment justifier sa détermination de livrer bataille le 18 ? Puisque les affaires du 16 n'amenaient pas un résultat prononcé devait-il, ou pouvait-il se flatter de l'obtenir alors que les ennemis plus concentrés seraient libres de mettre en action des forces plus considérables ? Au lieu de s'engager de nouveau il convenait (disent les aristarques de l'art militaire) de se disposer pendant la nuit à la retraite : retraite que son armée serait à même d'effectuer, sinon sans embarras, du moins sans désordre et sans de grands obstacles.

La bataille des nations : telle est l'appellation dont les Allemands signalent cette terrible, cette formidable action, dans laquelle se joignent et se mesurent les plus fortes masses que l'Europe moderne ait mises en présence, où la destruction et le carnage surpassent ce qu'on vit jamais, depuis l'usage de l'artillerie, et dont les immenses résultats fixeront le sort de vingt peuples, du golfe de Cadix à la baie d'Archangel, en renversant la prépondérance du cabinet de Paris. « Les chefs de la Russie et de la » France viennent de lutter presque au centre de » l'Europe. Le motif de leurs différens ne fut point » un évêché ou une île à sucre. Ils ne s'occupaient » pas de décider s'ils devaient dire leur messe en latin » ou en grec. Ils ne sont pas sortis de leurs camps,

» pour escarmoucher et se retirer ensuite chacun de
» son côté ; ils n'en sont pas venus aux prises pour
» faire des conquêtes et les abandonner ensuite.....
» L'un d'eux restera maître du champ de bataille, et
» avec ce prix, il obtiendra la dictature du conti-
» nent ! » (Essais sur la force intrinsèque de la puissance militaire et navale de la France et de la Russie, par Robert Wilson, général anglais.)

Napoléon, qui voulut toujours faire croire, et qui croit sans doute lui-même, dans ses dernières guerres, qu'il n'a point été donné aux hommes de triompher de son génie ; qui, dans toute circonstance, en Syrie, à Essling, en Russie, expliqua ses revers par des causes hors de la portée humaine, rejeta ses fautes sur l'inévitable destin ; Napoléon avoue, dans un de ses bulletins, que sa perte peut aller à douze mille hommes, à plusieurs centaines de voitures ; il dit, dans un bulletin postérieur, que l'armée victorieuse arrive à Erfurt comme arriverait une armée battue.

23-24 octobre. Les débris de l'armée, défaite sous Leipsick le 18, parviennent à Erfurt, où sont des approvisionnemens en munitions, en vivres et en habits. Ce qui restait de troupes allemandes a déserté depuis Leipsick.

26 octobre. Le général Wrede, commandant l'armée austro-bavaroise (V. le 15), s'empare de Wurtzbourg, et suit le cours du Mein.

Les troupes du Wirtemberg marchent pour se joindre aux troupes de la Bavière, contre les Français.

28 octobre. La défection de la Bavière (V. le 15) ouvrant l'Italie par le Tyrol, le prince Eugène Beauharnais ne pouvait se maintenir plus long-temps sur la ligne de l'Isonzo ; il se replie sur l'Adige.

30-31 octobre. Une armée autrichienne et bavaroise, d'environ soixante mille hommes, est postée à Hanau, sur la

ligne que suivent les Français depuis Erfurt (V. les 23, 24). Elle se flatte de les arrêter ; elle espère donner le temps à l'armée de Blucher d'arriver sur leurs derrières, à la grande armée de Bohême d'atteindre leur flanc gauche, tandis que l'armée aux ordres du prince de Suède (Bernadotte) prolonge leur aile droite. Placés dans la nécessité de percer cette masse de troupes fraîches, les Français fondent sur elles, et se font jour en les écrasant. Le général Curial, à la tête de deux bataillons de la vieille garde, mais surtout le général Nansouty avec la cavalerie de la vieille garde, et le général Drouot avec cinquante pièces d'artillerie, ont le principal mérite de cette journée, qui sauve les débris d'une aussi brave armée, comme elle en est le dernier triomphe au delà du Rhin. Le général bavarois Wrede, général des plus médiocres, mais qui croit avoir, sous les drapeaux français, appris l'art de vaincre, reçoit le digne prix de sa témérité : il est blessé. Sa perte s'élève à plus de douze mille hommes, tués, blessés ou prisonniers : mais Hanau n'en devient pas moins, pour Napoléon, une autre Bérézina. C'est à l'héroïsme de ses soldats, aux talens de ses généraux, qu'il doit, cette fois encore, la conservation de sa personne. Les combats de ces deux jours ont, nous le répétons, quelque analogie avec les combats livrés sur la rive de la Bérézina. Wrede avait ici le même dessein qu'avait conçu Tschitchagow : tous les deux espèrent couper le passage à Napoléon, et faire mettre bas les armes à ses troupes ; l'un et l'autre échouent. Voici le jugement que d'habiles militaires ont porté sur le mouvement du général de Wrede, qui reçut, pour prix de sa défection et de ses fautes stratégiques, le titre de prince, quelque temps après la bataille de Hanau.

« Il est difficile de concevoir comment le général de
» Wrede put former sérieusement le projet d'arrêter,
» avec cinquante et quelques mille hommes, les quatre-
» vingt mille que Napoléon ramenait sur les frontières
» de France. Si c'est une maxime, reçue à la guerre,
» de faire un pont d'or à un ennemi vaincu, pour ne
» pas le forcer à recourir aux dernières ressources du
» désespoir : s'il est imprudent de se placer, même à
» forces égales, sur l'unique ligne de retraite qui lui
» reste, quelle témérité n'y a-t-il pas à s'y exposer,
» lorsqu'on se trouve moins fort que lui de près de
» moitié ?..... »

On évalue les pertes de ce jour, avec celles du jour suivant, à l'attaque infructueuse de la place de Hanau, à dix mille morts ou blessés, et presque un égal nombre de prisonniers. On estime la masse qui poursuit sa retraite à cinquante-cinq mille combattans. La Saxe avait reçu, depuis l'ouverture de la campagne, environ deux cent cinquante mille soldats français : les uns formant les débris de l'armée de Russie ; les autres envoyés de France, soit qu'ils fissent partie des cent cohortes du premier ban de la garde nationale ou des dépôts des anciens corps, ou des conscrits nouvellement levés (V. 13 mars, 1er. septembre 1812 ; 11 janvier, 3 avril 1813). Voilà le résultat de cette persévérance à garder la ligne de l'Elbe.

[illegible] octobre.

Pampelune capitule, faute de vivres ; la garnison reste prisonnière. La chute de cette place importante assure l'affranchissement de l'Espagne occidentale.

Les Espagnols ont heureusement terminé une lutte aussi prolongée avec leur formidable adversaire ; leur héroïque opposition à Napoléon a permis aux peuples de l'Allemagne de rétablir leur indépendance. Trahis

par leur roi, sans magasins, sans trésor public, presque sans ressources, les Espagnols ont détruit une puissance aussi formidable qu'oppressive, et ont organisé dans le sein de l'Espagne une représentation nationale et des armées! Sans doute les Anglais ont secondé les efforts de la nation espagnole dans la terrible lutte qu'elle soutenait contre Napoléon; mais leurs intentions, leurs vues et leurs projets ultérieurs n'ont jamais eu pour but la prospérité de l'Espagne: mais ils l'ont pillée, ruinée; ils ont détruit en partie leurs manufactures et paralysé l'industrie nationale, en inondant le royaume de leurs marchandises et des produits de leurs fabriques; et lorsque le royaume a été délivré des armées françaises, le gouvernement anglais, loin de s'intéresser à la prospérité et à l'indépendance politiques de l'Espagne, a livré cette nation au despotisme des ministres de Ferdinand VII! Que de désastres, que de calamités le gouvernement anglais n'a-t-il pas répandus en Espagne! Il faut lire les *Mémoires de Nellerto* (Llorente) pour connaître toute la déloyauté, tout le machiavélisme du gouvernement anglais, pour apprécier les services qu'il a rendus à l'Espagne, pour juger la médiocrité de talens militaires, les basses intrigues et les moyens de corruption du généralissime Wellington. Llorente, publiciste aussi instruit que narrateur véridique et loyal Espagnol, ne laisse rien désirer à cet égard.

1er. novemb.

Au moment de repasser le Rhin, Napoléon ne ramène sur ce fleuve qu'une faible partie de la garde avec six corps d'armée, dont les forces numériques sont presque réduites des deux tiers; savoir: le deuxième, maréchal Victor; le troisième, maréchal Ney; le quatrième, général Bertrand; le sixième,

maréchal Marmont; le neuvième, maréchal Augereau; le onzième, maréchal Macdonald. Les corps des maréchaux Ney, Marmont, Macdonald avec le corps du général Bertrand, à la fin du mois d'avril (V. le 29 avril), ne comptaient pas moins de quatre-vingt mille hommes, et depuis ils ont reçu des renforts. Le deuxième et neuvième corps, qui n'étaient encore qu'imparfaitement organisés, ayant de même été mis au complet, la force collective de l'un et de l'autre pouvait s'élever à trente-six mille fusils ou sabres; ainsi les six corps désignés ici, avaient réunis sous les drapeaux environ cent quarante mille hommes. Ce serait probablement dépasser la vérité que d'en évaluer le nombre aujourd'hui à vingt-cinq mille hommes en état de soutenir le poids des armes et la fatigue des marches. En ajoutant les deux gardes impériales, on n'a pas encore trente-cinq mille militaires valides et capables de faire face à l'ennemi. En admettant donc (ce qui paraît exact) que les rangs de la grande armée aient reçu depuis l'ouverture de la campagne, le 28 avril, veille du combat de Weissenfels, trois cent mille Français, dont il faut déduire trente mille, seuls débris de l'armée revenue de Russie que le prince Eugène Beauharnais avait recueillis (V. 31 mars); en déduisant aussi des trente-cinq mille braves qui viennent aujourd'hui se couvrir des remparts de Mayence, cinq ou six mille Polonais, seuls, entre tous les alliés de Napoléon, qui lui soient restés fidèles, on trouverait en dernier résultat, que la proportion des militaires tués, blessés, abandonnés, blessés grièvement ou ayant contracté des infirmités qui les rendent inhabiles aux travaux de la guerre, égarés ou prisonniers, que cette proportion serait aux militaires qui reparaissent sains et saufs à la rive droite du Rhin, comme neuf est à un, c'est-à-dire que ce nom-

bre composé forme les neuf dixièmes du grand total.

Quelle effroyable consommation! et dans quel but, demanderait un philosophe ami de ses semblables? On ne pourrait que lui répondre : c'était afin de réaliser les illusions de cette sorte de gloire dont la commune renommée couronne les conquérans et les grands chasseurs d'hommes! C'était pour effacer dans l'Orient et dans l'Occident les noms de César et d'Alexandre; c'était pour accomplir les plus vastes desseins de domination, et faire des expériences décisives sur les sociétés : expériences dont le but serait de fixer à jamais les destinées de l'Europe civilisée, par conséquent de la race humaine jusqu'au jour de la destruction du globe. Oui, tels étaient les desseins de Napoléon; il prétendait franchir ou renverser les éternelles barrières que la main même du Créateur a mises aux tentatives de l'homme.

Un traité préliminaire d'alliance entre l'Autriche et le Wurtemberg est signé à Fulde. 2 novemb.

Napoléon fugitif, et devançant la tête des colonnes, arrive à Mayence. L'arrière-garde française évacue Francfort. Nos troupes arrivent en France où d'autres fléaux les attendent. La contagion va moissonner ce qu'épargna le fer et le feu de l'ennemi. Soixante mille hommes fournis par les dépôts de l'intérieur, entassés dans des hôpitaux sur la frontière du Rhin, périront dans le court espace de six semaines, victimes du désordre de l'administration militaire, confiée depuis quatre ans au ministre Cessac, le plus inhabile, et le plus docilement courbé de tous les hommes qu'à ce jour l'arbitre de nos destinées emploie de préférence et par inquiétude de despote. Jamais, et dans aucun pays, un gouvernement bien établi et fortement consolidé ne se joua de la sorte de la vie des hommes! 2-3 novemb.

Ainsi les prodigieux efforts de la France ont, en 1813, les mêmes suites qu'en 1812. Ses légions, l'épouvante de l'univers, n'offrent plus que de misérables débris. Elles se précipitent derrière le Rhin, au delà de cette barrière qu'il serait difficile de franchir, si leur chef n'avait voulu subjuguer tous les peuples, renverser tous les gouvernemens. L'armée russe va la passer, parce qu'au mépris de toute prudence militaire, Napoléon a poursuivi les Russes jusqu'à Moscou. L'armée prussienne l'attaquera, parce qu'en violation de dix traités, Napoléon a retenu des places prussiennes. L'armée autrichienne aussi l'insultera, parce que son souverain a de nombreux affronts et surtout sa propre faiblesse à venger. Enfin, tous les peuples allemands inonderont le territoire français, dans l'espoir d'anéantir ou de fortement circonscrire le destructeur de leurs libertés, de leurs lois et de leur idiome ! Six mois plus tôt, le Rhin, où l'on aurait pu être arrivé par une retraite, et non par une déroute, le Rhin eût été un fleuve protecteur.

Comment, aujourd'hui, ranimer l'énergie, entretenir la constance de ces trop généreux guerriers, brisés, mutilés par une si longue et si pesante chaîne d'effroyables revers ? Eh bien ! ce prodige va s'opérer. Il est si peu de choses impossibles avec des Français ! Mais en vain d'autres braves cohortes accourront d'Espagne et d'Italie ; en vain d'épais bataillons de conscrits, à peine adolescens, apporteront de leurs foyers le courage des vétérans, empressés qu'ils seront de partager les nouveaux travaux de leurs aînés : il sera trop tard ! Nos frontières se sauraient plus se garantir. En vain présentent-elles des forteresses, qui jadis défièrent les plus formidables armées, des armées bien plus savamment dirigées que par des Blu-

cher, des Schwartzenberg; toutes ces places, mal entretenues, manquent d'approvisionnemens, ne renferment qu'un matériel insuffisant, ne sont que des masses inertes, d'inutiles enveloppes : elles ne peuvent offrir à nos troupes battues, découragées, confusément organisées, plus confusément recrutées, des asiles salutaires, ou un supplément de force assez grand pour les mettre en équilibre avec des armées dix fois plus nombreuses et restant sur l'offensive.

En se portant au début de cette campagne si funeste, on voit que si Napoléon, rendu circonspect par les fautes commises en Russie, avait modéré la fougue de son caractère; s'il avait daigné consulter ses généraux, il aurait peut-être regagné sa supériorité; ou que, plus probablement, il aurait balancé les résultats. Mais les désastres de 1812 le rendirent plus obstiné dans ses conceptions, plus impétueux encore dans son intempestive agression, plus téméraire dans ses développemens de colonnes. Il ne faisait consister l'art de la guerre que dans une répétition, presque sans intervalles, de violentes attaques entretenues au moyen de marches forcées; dans des batailles immenses qui seraient des canonnades désespérées, de véritables éruptions de l'Etna; dans l'envahissement des capitales. Mais toutes les branches de son système étaient connues; il en avait trop souvent livré le secret. Napoléon était deviné; lui seul ne s'en douta pas. Aussi bien se souvenait-il sans cesse que Frédéric II avait gardé la position du Haut-Elbe : en abandonnant cette position, n'eût-il pas avoué la supériorité d'un capitaine du siècle précédent? Napoléon se conduira donc à Lutzen et à Dresde, comme à Smolensk et à Moscou; il éprouvera le même sort, et sa seconde armée sera détruite. L'Allemagne, la Hollande, l'Italie, se-

ront délivrées. Son favori, qu'il a fait roi de Naples le trahira. Les derniers jours de 1813 verront Napoléon, ce conquérant insatiable, repoussé dans le limites de l'ancienne France, dépouillé de la plu grande partie de ses états. Des corps nombreux, o plutôt des armées ont été délaissées, contre toute pru dence, loin du théâtre des opérations : c'est ainsi qu trente-cinq mille hommes occupent Hambourg, ving mille Magdebourg. Les garnisons de Dresde (Voye 11 novembre), de Dantzick (V. 1er. janvier 1814) vont capituler. Plus de cent mille soldats ont été laissé dans des places éloignées les unes des autres, et à plu de cent lieues du Rhin, afin de se ménager des point d'appui dans un retour offensif.

Deux campagnes, en 1812 et 1813, faites par l plus immodéré de tous les ambitieux que produis l'Europe, ont anéanti les résultats de vingt année de victoires, dissipé le prix du sang de deux million de Français.

9 novemb. L'empereur Napoléon, parti l'avant-veille d Mayence, arrive à Saint-Cloud. La rapidité de s course est excitée par la nécessité d'organiser à Par les extrêmes mesures contre les extrêmes dangers. reparaît dans sa capitale : mais les revers ne l'o point changé. Il ne reconnaît de limites nécessair ou naturelles, ni à son pouvoir, ni au territoire d son empire. Le despote est toujours le même! Périss la France, pourvu que je règne!!!

11 novemb. Napoléon, en s'avançant dans la plaine de Leipsic avait laissé à Dresde le maréchal Gouvion-Saint-Cy Il se proposait de l'y retenir jusqu'à ce que le succ de la bataille qu'il allait livrer, succès dont il ne dou tait pas, lui rendît la faculté de reprendre ses grand opérations vers l'Oder et sur la Bohême. La perte d

la bataille (V. 18 octobre) devait entraîner la chute de Dresde. Cependant Gouvion-Saint-Cyr entreprit, le 5, un mouvement sur Torgau; probablement dans l'intention d'en retirer la garnison, puis celle de Wittemberg, et, en tâchant de gagner Magdebourg, d'effectuer sa retraite vers la France, ou du moins d'opérer une forte diversion. Cette tentative échoua. Le maréchal, rejeté dans Dresde, vit aggraver sa position, contenant à peine le désespoir des habitans, toutes ses communications étant coupées. Se défendre quelques semaines dans une ville dominée, sans fortifications régulières, était une chose impossible. Les vivres commençaient à manquer, ainsi que les munitions. Le maréchal s'empresse donc de conclure, avec l'Autrichien Klénau, une convention d'après laquelle la garnison sera conduite en France et ne pourra servir qu'après échange. Cette convention est de plus signée par le Russe Tolstoi, et reçoit un commencement d'exécution; mais le prince Schwartzenberg, refusant de la ratifier, et usant de la perfidie ordinaire des Autrichiens, les Français sont arrêtés dans leur marche et dirigés vers l'Autriche. Leur nombre s'élève à vingt-trois mille hommes, dont treize généraux de division, vingt généraux de brigade, mille sept cents officiers, outre six mille malades restant dans les hôpitaux de Dresde.

Commandant en chef des troupes confédérées, Schwartzenberg a déclaré que la politique ne saurait approuver cette convention, quoique signée des deux contractans, ayant l'un et l'autre des pouvoirs suffisans, et quoiqu'elle ait reçu un commencement d'exécution. Les ministres de Vienne, de Pétersbourg, de Berlin, réunis à son quartier-général, ratifient sans scrupule une violation aussi manifeste des lois de la guerre!!

Ils laisseraient cependant au maréchal la faculté de se rendre en France avec ses généraux : mais, toujours recommandable par sa loyauté et son désintéressement, celui qui, sous les murs de Castel-Franco, se montra généreux envers le prince de Rohan, qu'il tenait enfermé (V. 24, 25 novembre 1805), préfère subir le sort de ses troupes à paraître colorer une infraction dont tout le déshonneur, dont l'infamie doit tomber sur les généraux et les directeurs de la coalition.

Une convention militaire fut toujours sacrée chez les peuples policés ; si l'un des contractans dépasse ses pouvoirs, seul il est répréhensible, et seul il doit en être puni ; mais l'acte loyalement accepté par son adversaire ne peut être annulé sans manquer à la bonne foi comme à l'honneur ! Le général Klénau aura l'air d'être mis en jugement ; et c'est ainsi que l'Autriche colorera une perfidie sans exemple ! Que peut cependant lui reprocher son gouvernement ? D'avoir paralysé l'armée française, d'avoir sauvé des horreurs d'un siége et d'un assaut cette ville où réside la famille du roi de Saxe, proche parent du souverain de l'Autriche ; mais qu'est un proche parent pour l'Autriche ? La politique des cabinets coalisés, aujourd'hui que la fortune leur rend ses faveurs, sera de ne respecter aucun engagement, et d'accabler leur ennemi par la déloyauté non moins que par la supériorité de leurs moyens. Le but de la guerre, le renversement de Napoléon, justifie à leurs yeux les actions les plus réprouvées de l'honneur et de la morale ; ils établissent ce principe, que le succès légitime tout. Un sort semblable à celui de la garnison de Dresde attend les troupes laissées dans les places éloignées du Rhin : résultat inévitable de l'obstination que Napoléon a mise à se maintenir dans la Saxe, au mépris de toutes

les considérations militaires et politiques, qui l'engageaient à concentrer ses forces en Thuringe ou sur le Rhin.

11 novemb. Un décret impérial ordonne l'augmentation de trente centimes aux contributions des portes et fenêtres, des patentes, et ajoute vingt centimes par kilogramme au prix du sel. Ainsi, au mépris du texte fondamental de la constitution, Napoléon impose, de son chef, des contributions, et viole impudemment ce grand principe : qu'au corps législatif seul appartient le droit de voter les impôts.

14 novemb. L'empereur, de retour à Paris (V. le 9), a mis tous ses soins, déployé toute son activité à tirer parti des moyens qui lui restent pour soutenir les hostilités. Voici ses premiers mots au sénat : « Toute l'Europe » marchait avec nous, il y a un an : toute l'Europe » marche aujourd'hui contre nous. » Le sénateur Lacépède, naturaliste, lui dit : « ..... Le sénat a frémi des » dangers que votre majesté a courus.... Votre majesté » a tout surmonté ; elle a combattu pour la paix. Avant » la reprise des hostilités, votre majesté a offert la » réunion d'un congrès.... Vos ennemis, sire, s'y sont » opposés. C'est sur eux que doit retomber tout le » blâme de la guerre (V. 12, 28 juillet)..... Les Fran» çais montrent, par leur dévouement et leurs sacri» fices, qu'aucune nation n'a jamais mieux connu ses » devoirs envers la patrie, l'honneur et son souverain. » *Réponse :* « ...... La postérité dira que, si de grandes » et critiques circonstances se sont présentées, elles » n'étaient pas au-dessus de la France et de moi. »

Maintenant que Napoléon essuie de grands échecs, des revers soutenus, que sa fortune prend chaque jour un aspect plus terne, les flatteurs obligés, les hauts fonctionnaires de l'état commencent à décolorer

leurs harangues : elles sont bien pâles, les expressions que fait entendre aujourd'hui le comte Lacépède ; comme elles ressemblent peu aux pompeuses adulations de ses précédentes harangues ! Il n'est pas moins curieux de reporter ses yeux sur les panégyriques d'une foule d'autres orateurs dont la servilité était comme une dixième muse ; par exemple, le discours prononcé le 1er. janvier 1806, dans la séance publique du sénat, où furent solennellement reçus cinquante-quatre drapeaux enlevés à l'ennemi dans la campagne précédente : le rhéteur Garat, celui qui louait les talens oratoires de Robespierre (V. 1794), établit un parallèle entre le célèbre roi de Prusse et l'empereur des Français. « Devant Olmutz, Frédéric » reçoit un grand échec, et Napoléon gagne une grande » victoire. Les revers et les triomphes se succèdent » presque en égal nombre dans ces immortelles campa- » gnes de Frédéric ; se défendre avec succès est toute » sa gloire, et ses victoires mêmes détruisent plusieurs » fois ses armées. La fortune n'a point, avec Napoléon, » de ces alternatives et de ces incertitudes ; là où il » commande, la guerre n'a plus de hasards, la vic- » toire ne déserte pas un seul instant les drapeaux de » la France.... Quels prodiges ! et comme, en rem- » plissant d'un bout de l'Occident à l'autre, les ima- » ginations éblouies, ils reculent et enfoncent, pour » ainsi dire, dans la nuit des âges toutes les renom- » mées historiques... Les siècles ne se lasseront point » de raconter et de transmettre sa gloire. »

15 novemb. Un sénatus-consulte met à la disposition du gouvernement trois cent mille conscrits des années 1803 et suivantes, jusques et compris 1814. De 1803 à 1814, il y a douze années ; ainsi les plus anciens conscrits rappelés auront trente-deux ans. La moitié sera levée et

mise en activité sur-le-champ; l'autre moitié formera des armées de réserve à Bordeaux, Metz, Turin, Utrecht, et sur les autres points où elles pourront être nécessaires pour garantir l'inviolabilité du territoire de l'empire entamé au nord et dans les Pyrénées.

L'avocat Regnault (de Saint-Jean-d'Angely), qui ne signe plus que comte de Saint-Jean-d'Angely, est venu exposer les motifs du sénatus-consulte qui ordonne une si grande levée d'hommes. Dans son discours, redondant de périphrases, il dit : « ..... Par la » force des circonstances, des victoires glorieuses sont » devenues stériles, des triomphes réitérés sont de- » venus insuffisans; et l'événement imprévu et déplo- » rable du pont de Leipsick a ajouté aux avantages de » l'ennemi, heureux encore une fois d'obtenir un » triomphe sans combat, des trophées sans danger, et » des succès sans gloire. A ce nouveau danger, chacun » de vous l'a pu voir, messieurs, un sentiment uni- » versel de dévouement, de générosité, s'est manifesté » de toutes parts..... Sénateurs, les paroles qui sorti- » ront de cette enceinte pour appeler aux armes les » descendans de ces mêmes Francs qui, à tant d'épo- » ques glorieuses, ont repoussé les barbares de la » terre des braves, de la patrie des arts, du centre de » la civilisation; ces paroles seront répétées par tous » les pères, par toutes les mères, par toutes les épou- » ses, par tous les frères....... C'est ainsi, messieurs, » qu'environné de toute la force, de toute la puissance » de la nation, l'empereur, modéré comme à l'époque » où il accordait à l'Autriche la paix de Léoben et de » Campo-Formio, dans l'espoir de dicter celle de » l'Europe à Rastadt, généreux comme à l'époque » où il élevait des trônes et les dotait de ses con- » quêtes, après les batailles d'Iéna et d'Austerlitz,

» pourra préparer la paix avec sagesse, en balan-
» cer les conditions avec justice, et la signer avec
» honneur. » Napoléon démentira encore son grand flatteur à gages ; il ne pourra consentir à signer, dans le cœur de la France, une paix (les puissances coalisées fussent-elles dans l'intention de l'accorder) qu'il a refusée en Allemagne, il ne se résoudra jamais à diminuer sa domination, à ne régner que sur l'étendue de territoire qui formait le royaume d'un roi de France !

15 novemb. Un sénatus-consulte proroge pour la session du corps législatif, fixée au mois de décembre, les pouvoirs de la quatrième série, expirans au 1er. janvier 1814 ; appelle en corps le sénat et le conseil d'état aux séances d'ouverture du corps législatif, et supprime les listes des candidats à la présidence, en déférant à l'empereur le choix du président. La principale raison que le conseiller d'état Molé, dans son discours au sénat, allègue pour motiver la convenance de la nomination de ce président par l'empereur, demande l'attention, quoique rien ne doive plus surprendre quand il s'agit d'étendre les prérogatives impériales : « Il est dans le palais des étiquettes, des formes qu'il
» est convenable de connaître, et qui, faute d'être
» bien connues, peuvent donner lieu à des méprises,
» à des lenteurs que les corps interprètent toujours
» mal. Tout cela est évité par la mesure que nous
» proposons. » C'est un jeune homme déjà versé dans la pratique des despotes, qui se rend l'organe du despotisme de Napoléon ; c'est un homme du nom de Molé [1],

[1] Cette circonstance fit croire à bien des gens que ce conseiller d'état avait puisé dans l'esprit de sa grand'mère les principes de despotisme qu'il vient professer au nom des étiquettes du palais impérial : certes, le grand Molé n'eût jamais émis une doctrine aussi subversive de toute constitution fondamentale !

qui justifie par l'étiquette du palais impérial, la plus grande insulte qu'il soit possible de faire au corps législatif d'une grande nation!

Plus ombrageux, à mesure que s'affaiblissent ses moyens militaires, Napoléon redoute l'effervescence des esprits dans la réunion des colléges électoraux, et le choix des candidats à la série rentrante au corps législatif. Il n'est pas assez rassuré par les précautions apportées déjà pour affaiblir l'influence de ces candidatures et pour étouffer la voix publique, au moyen des sénatus-consultes organiques du 4 août 1802, et du 20 décembre 1803; il faut encore qu'aux séances impériales du corps législatif il soit entouré du sénat, du conseil d'état, ces deux corps distingués par la plus humble et la plus entière soumission. Il se flatte que l'appareil de leur présence fascinera les yeux, agira sur les imaginations débiles, persuadera les esprits craintifs (V. 19 décembre).

En conséquence du sénatus-consulte, l'ex-avocat Regnier (duc de Massa), ex-grand-juge, ministre de la justice, sera nommé président du corps législatif; il sera accueilli par des murmures, et la chambre entière témoignera beaucoup de répugnance dans ses relations avec cet organe du pouvoir, devenu aussi le sien. Un membre de la commission extraordinaire, nommée pour prendre connaissance des affaires diplomatiques (V. 22 décembre), Flaugergues, à qui Regnier reproche l'inconstitutionnalité d'une observation, répondra à ce président intrus : « Je ne connais

On sait que Samuel Bernard maria ses deux filles : l'une, à M. Molé, l'autre, à M. Boulainvilliers; le père de M. de Clermont-Tonnerre d'aujourd'hui ayant épousé une demoiselle Boulainvilliers, messieurs Molé et Clermont-Tonnerre sont petits-fils d'une Juive, et arrière-petits-fils du Juif Samuel Bernard.

» rien ici de plus inconstitutionnel que vous-même,
» vous qui, au mépris de nos lois, venez présider les
» représentans du peuple, quand vous n'avez pas
» même le droit de siéger à leurs côtés. »

24 novemb. Amsterdam est pris par le Prussien Bulow. Le général Molitor, chargé de la défense de toute la Hollande et des îles de Zélande, ne dispose que de quatorze mille hommes de troupes à peine formées et d'une très-mauvaise composition; il se replie sur Utrecht. Le gouvernement provisoire établi à Amsterdam proclame l'indépendance des Provinces-Unies, et rappelle le prince d'Orange. Cette maison n'enlèvera pas aux Hollandais leurs droits, leurs libertés; et plus tard, lorsque la Belgique sera placée sous le sceptre des Nassau, les deux nations, belge et hollandaise, réunies en un seul corps d'état et de puissance, béniront leur souverain.

1er. décemb. Voici la déclaration de Francfort : « ..... Les puis-
» sances alliées, désirant parvenir à une paix générale
» solidement établie, promulguent, à la face du monde,
» les vues qui les guident, les principes qui font la
» base de leur conduite, leurs vœux et leurs détermi-
» nations. Les puissances alliées ne font point la guerre
» à la France, mais à cette prépondérance que, pour
» le malheur de l'Europe et de la France, l'empereur
» Napoléon a trop long-temps exercée hors des limites
» de son empire..... Les souverains alliés désirent
» qu'elle soit forte et heureuse, que le commerce y
» renaisse, que les arts y refleurissent, que son ter-
» ritoire conserve une étendue qu'elle n'a jamais con-
» nue sous ses rois, parce que la puissance française,
» grande et forte, est, en Europe, une des bases fon-

» damentales de l'édifice social; parce qu'un grand
» peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est
» heureux; parce qu'une nation valeureuse ne déchoit
» pas, pour avoir, à son tour, éprouvé des revers
» dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a
» cômbattu avec son audace accoutumée. Mais les puis-
» sances aussi veulent être heureuses et tranquilles;
» elles veulent un état de paix qui, par une sage ré-
» partition des forces, par un juste équilibre, pré-
» serve désormais leurs peuples des calamités sans
» nombre, qui, depuis vingt ans, ont pesé sur l'Eu-
» rope. Les puissances alliées ne poseront pas les ar-
» mes sans avoir atteint ce grand et bienfaisant résul-
» tat.... Elles ne poseront pas les armes avant que
» l'état politique de l'Europe ne soit de nouveau raf-
» fermi, avant que des principes immuables n'aient
» repris leurs droits sur de vaines prétentions, avant
» que la sainteté des traités n'ait enfin assuré une
» paix véritable à l'Europe. » — Voilà une noble, une
belle déclaration, mais elle demeurera sans effet : c'est
un piége tendu à la bravoure, à l'honneur de la
nation française! Non-seulement les puissances alliées
ne laisseront à la France aucune de ses conquêtes de-
puis 1792, mais elles la dépouilleront de plusieurs de
ses colonies dans les deux Indes; elles dévasteront son
territoire, pilleront ou voleront une grande partie de
son matériel de guerre, et lui imposeront de très-fortes
contributions militaires : enfin, elles sèmeront les divi-
sions, fomenteront les haines, et réveilleront dans le
sein de la France toutes les prétentions des anciennes
classes privilégiées et tous les abus des anciens régimes.

2 décemb.

Le duc de Vicence (Caulaincourt), ministre des
relations extérieures, adresse au ministre d'Autriche
une lettre, dans laquelle il est déclaré que l'empereur

Napoléon adhère aux bases générales et sommaires de négociation proposées au nom des puissances alliées, et admet que la négociation se suive dans un congrès réuni à Manheim. Ces bases sont, la France resserrée dans ses limites naturelles, entre le Rhin, les Alpes, les Pyrénées; l'Espagne sous son ancienne dynastie; l'Italie, l'Allemagne, la Hollande, rétablies comme états indépendans de la France et de toute puissance prépondérante. Si Napoléon ne transmet cette déclaration que dans l'espoir de gagner du temps et de ralentir les préparatifs de ses ennemis, de même, les professions des puissances coalisées sont évasives, afin de diriger plus fortement encore l'opinion publique de l'Allemagne et de l'Europe contre Napoléon, en alléguant que lui seul s'oppose à la pacification générale; qu'il entretient l'éloignement des Français; qu'il dédaigne un traité convenable pour eux, puisque les conditions offertes conservent les limites naturelles telles qu'elles furent reconnues du temps de la république. La réunion de Manheim n'aura pas lieu, quoique les alliés en aient admis la proposition! L'envahissement de la France, l'occupation de sa capitale, enfin la chute de Napoléon : voilà, quelles que soient les négociations, les promesses, les actes de leur diplomatie, voilà leur but positif et désormais invariable. Vaincus par lui séparément, et quelquefois tous ensemble, ils éprouvèrent sa rigueur; ils rougissent aujourd'hui d'avoir été si long-temps prosternés aux pieds de son trône; leurs peuples les rappellent à leur propre dignité, à l'honneur et à l'indépendance de leur couronne : heureux aujourd'hui par des chances inespérées et surtout par le délire inconcevable de leur terrible adversaire, les rois de l'Europe veulent à tout prix se garantir d'un retour de la

fortune de Napoléon, abaisser la France, et la démembrer même s'il leur est possible.

De ces dispositions mutuelles, il résulte que la paix ne saurait avoir lieu. Jamais Napoléon ne se résoudrait à décheoir; n'ayant pas voulu s'arrêter à la Vistule, consentirait-il à borner sa domination au Rhin? Avec lui, la France réduite ne se soutiendrait pas seulement quelques années, parce qu'elle manquerait de puissance fédérative; puissance qui lui serait nécessaire pour contrebalancer les trois grandes monarchies continentales et l'Angleterre, si prodigieusement accrues, et toujours prêtes à se réunir contre leur ancien ennemi; d'ailleurs, Napoléon serait-il capable de vivre en voisin tranquille après avoir perdu une grande partie de sa considération, après avoir été mis hors d'état d'appesantir plus long-temps son sceptre de fer sur les Français, que leurs communications avec vingt peuples émancipés exciteraient à demander ou à reprendre les droits et la liberté qu'il leur ravit, et pour lesquels s'était faite la révolution? Despote incorrigible, il ne souffrirait jamais le rapprochement de ses sujets et des hommes libres, l'importation et la diffusion des saines notions du gouvernement représentatif ainsi que de ces institutions qui garantissent la liberté civile, la publication des écrits sur les matières politiques; jamais il n'ordonnerait la démolition du donjon de Vincennes et des sept autres prisons permanentes (V. 3 mars 1810): cela implique contradiction avec son caractère, avec l'esprit ou le mécanisme de son gouvernement! Aussi-bien, n'ayant plus de moyens extraordinaires de séduction, ne distribuant plus les dépouilles de l'Europe, il n'obtiendrait plus une aveugle soumission à ses volontés, une déférence empressée et muette à

ses ordres : il recevrait bien moins de louanges du sénat et du corps législatif; les dithyrambes adulateurs des Lacépède, des Fontanes, les discours dorés [1] de Regnault (de Saint-Jean-d'Angely) auraient cessé : le talisman de la victoire s'étant brisé dans sa main, à des illusions ne succéderaient pas de nouvelles illusions. Les Français redeviendraient des écoliers mutins, ou s'ils raisonnaient en hommes faits, ils reconnaîtraient toute l'inanité de ces triomphes qui remplirent dix années, du traité d'Amiens à l'expédition de Russie : triomphes si désastreux, laissant la France, en décembre 1813, avec le même territoire, et dans un état moins prospère qu'en février 1801, époque du traité de Lunéville. En outre, comment supposer que les successeurs de Pitt consentissent à laisser la France dans un état de quiétude, tant qu'elle reconnaîtrait pour chef celui auquel un esprit insatiable de représailles leur ont fait jurer une éternelle haine? Il faut donc convenir, qu'alors même que le caractère de Napoléon ne rendrait pas la paix impossible, elle le deviendrait par la politique, la perfidie et l'ambition des cabinets ennemis qui sauraient démentir, à la première occasion favorable, les bases qu'ils proposent eux-mêmes dans ce moment-ci (V. 17 février 1814); elle le serait en outre par une foule d'autres causes, ou si, par impossible, cette paix si nécessaire venait à se conclure, elle ne saurait avoir qu'une durée éphémère.

2 décemb. Utrecht est occupé par le Prussien Bulow. La prise d'Amsterdam (V. 24 novembre) et l'occupation d'Utrecht décident les Hollandais à se détacher de l'empire.

[1] On appelait ainsi les harangues de Regnault.

Des combats très-vifs sont livrés sur les bords de la Nive, entre l'armée du maréchal Soult et l'armée ennemie, qui force le passage à Cambo et Ustaritz. Les forces françaises s'élèvent à soixante mille hommes; mais dans ce nombre se trouvent plus de vingt mille conscrits nouvellement enrégimentés. Wellington, qui dirige les opérations sur toute la ligne des Pyrénées, porte contre Soult, en particulier, soixante-douze mille Anglais, Espagnols ou Portugais, tous soldats aguerris. La perte des Français, dans ces combats, s'élève au delà de six mille tués ou blessés, d'après l'évaluation présentée par leur état major. L'ennemi estime la sienne à huit mille hommes. Après tous ces efforts, et nonobstant la désertion des troupes allemandes, qui, le onze au soir, ont déserté en masse du camp français, Wellington est encore obligé de s'arrêter au pied des glacis de Bayonne. — 8-13 décemb.

Ancône est occupé par les troupes du roi de Naples (Joachim Murat). Ce soldat, dont Napoléon, son beau-frère, fit un roi (V. 15 juillet 1808), inquiet déjà sur les progrès de la confédération européenne, veut se montrer redoutable. S'annonçant comme le soutien de l'indépendance italienne, il fait avancer dans les états romains deux colonnes fortes d'environ vingt-quatre mille hommes, Napolitains ou transfuges italiens (V. 6 janvier 1814) : il trahit son bienfaiteur, son souverain, sa patrie! — 9 décemb.

Un traité est signé à Valençay (Indre) entre l'empereur Napoléon et Ferdinand VII, son prisonnier (V. 20 avril 1808). Ce prince est remis en possession de l'Espagne. Il s'engage « à conserver la monarchie » dans son intégrité, et spécialement à ne jamais céder » aux Anglais Mahon ni Ceuta, places actuellement » en leur pouvoir. Les droits maritimes existeront — 11 décemb.

» entre la France et l'Espagne, suivant les stipula-
» tions du traité d'Utrecht, et comme avant 1792.
» On conviendra d'un traité de commerce. Le présent
» traité ne doit recevoir son exécution qu'après l'ap-
» probation du conseil de régence établi par les cor-
» tès (V. 5 février, 13 mars 1814). »

15 décemb. Un armistice, conclu entre les Russes et les Danois, enlève à Napoléon son seul allié dans le nord, et met le treizième corps (maréchal Davoust), déjà refoulé dans Hambourg (V. le 5, article premier), hors d'état de se dégager.

Gertruydenberg, place forte, est la dernière au pouvoir des Français sur l'ancien territoire des Provinces-Unies. L'entier abandon de ces contrées est déterminé par l'insurrection générale de ses habitans, et par la reddition d'Amsterdam (V. 24 novembre). Le général Molitor, avec douze ou treize mille soldats de plusieurs nations et de différentes sortes : conscrits, troupes de dépôt, troupes de marine, matelots, ouvriers des ports, douaniers et gendarmes, restait hors d'état de garnir les places de Bréda, Bois-le-Duc, Gorcum, Berg-op-Zoom, Wilhelmstadt, Gertruydenberg, qui forment la barrière de la Hollande du côté de la Belgique. Flessingue, les îles de Walcheren et de Cadsan, les forts de l'Escaut, Anvers, ont à peine quelques hommes de garnison. Bréda a été abandonné le 9, Willemstadt le 10. Des forces ennemies avancent de toutes parts : Anglais, Suédois, Russes, Prussiens, Hanovriens et Saxons. La Belgique, à découvert, est confiée au général Maison, dont les troupes sont faibles, et par leur nombre et par leur inexpérience.

17 décemb. Un décret impérial appelle les gardes nationales urbaines à seconder ou à remplacer les garnisons de

l'intérieur : la force de ces gardes est évaluée à cent soixante mille hommes. Ce décret est une extension du sénatus-consulte du 3 avril.

19 décemb. Le dominateur des Français est arrivé dans sa capitale, chargé de ses dernières défaites (V. 18, 30 octobre). Battu sous les yeux de l'Europe civilisée, au centre de l'Allemagne, il ne saurait accuser les élémens, produire des causes extraordinaires hors de la portée des facultés humaines; il lui devient difficile d'étouffer les murmures, de soutenir la confiance, de rajeunir les illusions d'une nation à laquelle tous les artifices de la police impériale ne sauraient dérober entièrement la connaissance des faits et l'approche de ces multitudes ennemies qu'encourage la victoire, qu'enflamme la vengeance. Il l'essaiera cependant; et, voilant ses fautes, ses défaites, il leur montre le territoire sacré près d'être envahi; il leur déclare « un der-» nier effort nécessaire pour conquérir la paix..... Mon » cœur a besoin de la présence et de l'affection de mes » sujets. Je n'ai jamais été séduit par la prospérité; » l'adversité me trouvera au-dessus de ses atteintes.... » J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour la » prospérité et le bonheur du monde..... Des négocia-» tions ont été entamées avec les puissances. J'adhère » aux bases préliminaires qu'elles ont posées...... Les » retards apportés au congrès de Manheim ne doivent » pas être attribués à la France.... Monarque et père, » je sens ce que la paix ajoute à la sécurité des trônes » et à celle des familles...... Rien ne s'oppose de ma » part au rétablissement de la paix...... C'est à regret » que je demande à ce peuple généreux de nouveaux » sacrifices; mais ils sont commandés par ses plus no-» bles et ses plus chers intérêts. J'ai dû renforcer mes » armées par de nombreuses levées : les nations ne

» traitent qu'en déployant toutes leurs forces. Un ac-
» croissement dans les recettes devient indispensable.
» Ce que mon ministre des finances vous proposera
» est conforme au système de finances que j'ai établi.
» Nous ferons face à tout sans emprunt, qui consomme
» l'avenir, et sans papier monnaie, qui est le plus
» grand ennemi de l'ordre social...... J'ai la confiance
» que les Français seront constamment dignes d'eux
» et de moi. »

Quel mélange de choses vagues! quelle confusion de sentimens noblement patriotiques et de prétentions despotiquement hautaines! Comme on voit dans ce peu de mots la contrainte que ressent l'impérieux dominateur, en paraissant seulement rechercher l'assentiment silencieux des Français, dans l'âme desquels il lui faut soutenir la confiance et le dévouement si cruellement éprouvés par les événemens de ces deux années! La moindre condescendance à l'opinion lui semble une diminution de son autorité; on aperçoit, dans les mouvemens incohérens et pénibles de son discours, les tourmens auxquels il est intérieurement en proie : de même qu'on juge des vives souffrances de Laocoon, en ne voyant que la contraction des muscles à l'extrémité de ses pieds. Les idées de liberté nationale, le droit des citoyens d'intervenir dans les mesures dont dépend leur salut, sont comme des serpens entrelacés autour de l'âme du despote. Mais, qu'importe? Il obtient encore un succès sur la crédulité des Français. Les auditeurs de ces paroles captieuses éprouvent un mouvement de reconnaissance, lorsque le souverain veut bien promettre de communiquer au corps législatif toutes les pièces originales (V. le 28) qui se trouvent au portefeuille des relations extérieures, et, comme lui, ils jugent que les nations

ne traitent avec sécurité qu'en déployant toutes leurs forces.

Le despotisme et les craintes de l'empereur se montrent aussi dans les suppressions et les modifications au discours prononcé le surlendemain par le conseiller d'état Regnault (de Saint-Jean-d'Angely). Le texte en est réduit de moitié à l'impression, afin que les inconvéniens de la situation politique actuelle soient dérobés au public; inconvéniens dont on a bien fait l'aveu, mais détourné, mais affaibli, mais avec une certaine réserve, à ces membres si dévoués du sénat, du conseil d'état, du corps législatif. Au reste, cette sorte de supercherie est assez familière au chef de l'état, qui ne se fait point de scrupule de corriger les considérans des sénatus-consultes ainsi que les adresses qu'il reçoit avant d'en permettre la publication.

On appréciera mieux encore combien est peu sincère le langage que Napoléon vient de faire entendre, en rapprochant les déclarations suivantes (V. *Moniteur,* n°. 291, 10 juillet 1804). « On dit que l'empereur va » réunir sous son gouvernement la république de Luc- » ques, le royaume d'Étrurie, les états du saint-père, » et, par une suite nécessaire, Naples et la Sicile. » On dit que la Suisse et la Hollande auront le même » sort. On dit que le pays d'Hanovre offrira à l'em- » pereur, par sa réunion, le moyen de devenir mem- » bre du corps germanique...... Non, la France ne » passera jamais le Rhin! et ses armées ne le passe- » ront plus; à moins qu'il ne faille garantir la confé- » dération germanique et ces princes qui lui inspirent » tant d'affection pour elle et par leur utilité pour » l'équilibre de l'Europe. .... La France a cet avan- » tage, qu'elle n'a plus besoin désormais de prendre » les armes; elle n'a géographiquement rien à dési-

» rer de ce qui appartient à ses voisins....... Non,
» l'empereur ne veut la guerre avec qui que ce soit.....
» Il ne se mêle pas des affaires de ses voisins..... Une
» longue paix est le désir qu'il a constamment mani-
» festé. » Sous le gouvernement révolutionnaire, on avait prononcé la peine de mort contre ceux qui parleraient de paix; Bonaparte ne cesse de célébrer les bienfaits de la paix et fait toujours la guerre.

Dans ses intérêts particuliers, et pour sa propre conservation, Napoléon devrait aujourd'hui rendre la guerre nationale! S'il était inspiré par le véritable héroïsme, il s'empresserait, au moment où cette nation généreuse va prodiguer ses efforts, sa fortune et son sang contre les ennemis attirés sur son territoire, de renoncer à ce despotisme altier, à ce goût déréglé du pouvoir; il craindrait de placer toujours son autorité sur les ruines de la liberté publique; il aspirerait à la plus réelle des gloires, celle d'être le meilleur et le plus grand homme de l'histoire moderne, d'égaler Washington en désintéressement, en philanthropie, en bon sens, en le surpassant par ses talens, par son génie, par l'inappréciable avantage d'être au centre de la civilisation; de s'y faire respecter et imiter par ses voisins, même par ses rivaux : il aimerait à régner sur l'Europe entière, non par la supériorité de ses armes ou le prestige de sa renommée, mais par le poids de ses vertus et l'ascendant de son exemple. Jamais, non jamais, son esprit ne conçut de tels desseins, desseins si dignes d'un véritable héros; son esprit ne comprit jamais les résultats qui suivraient ces nobles idées! Aujourd'hui, qu'il se voit à son plus bas périgée, il s'indigne de la moindre concession à faire aux Français; s'il ne règne en monarque tout-puissant, comme Sésostris en Égypte, comme Denys

en Sicile, il croit ne plus régner. Redoutant les reflets de l'opinion, même dans ces mesquines réunions, vains simulacres d'un gouvernement représentatif, dans les colléges électoraux, il a fait renouveler les pouvoirs de la quatrième série (V. 15 novembre). Il a différé jusqu'à ce jour l'ouverture du corps législatif; il persiste à ne lui laisser que les attributions d'une cour d'enregistrement, dans une conjoncture où les actes de cette assemblée devraient exprimer la volonté générale, afin d'avoir de l'efficacité. Quand la défense du territoire demanderait l'appel de toute la population virile, il craint de réunir et d'organiser les gardes nationales, et d'exciter ces levées formidables qui sauvèrent la France des armées de la première coalition. Les cabinets ennemis publient déjà qu'ils ne confondent pas la cause de la France avec celle de son chef (V. le 1er.); et celui-ci refuse de s'identifier à la France! Séparant toujours de la cause et de la conscience nationales, les intérêts de son pouvoir exclusif ou les exigences de son orgueil inconsidéré, tandis qu'il demande aux Français de l'enthousiasme, il ne leur laisse que l'obéissance des automates! Il évite avec un soin jaloux tous les moyens susceptibles d'électriser les esprits et de produire l'élan du patriotisme. Le salut de la France, il ne le voit que dans l'abondance des moyens matériels en hommes et en machines de guerre, que son génie saura mettre en œuvre : des conscrits, des armes, des munitions, et ses vieux généraux, et ses braves officiers, voilà tout ce qu'il lui faut; parce que, dans les élémens du succès, il ne compte aujourd'hui pour rien les grandes causes morales. Cependant celles-ci contribuent beaucoup au succès des guerres où l'indépendance des peuples est en jeu; l'Espagne et l'Allemagne viennent de le lui

prouver, et l'apathie dans laquelle il persiste à retenir les Français le lui démontrera tout à l'heure plus solennellement encore.

31 décemb. Six divisions ennemies, fortes de plus de cent mille hommes, aux ordres du généralissime Schwartzenberg, qui s'annonce par la proclamation suivante, passent le Rhin depuis Bâle jusqu'à Schaffhouse. « Français, la victoire a conduit les armées alliées sur » votre frontière; elles vont la franchir. Nous ne faisons pas la guerre à la France; mais nous repoussons » loin de nous le joug que votre gouvernement voulait » imposer à nos pays, qui ont le même droit à l'indépendance et au bonheur que le vôtre. Magistrats, » propriétaires, cultivateurs, restez dans vos foyers..... » D'autres principes et d'autres vues que celles qui » ont conduit vos armées chez nous, président aux » conseils des monarques alliés : leur gloire sera celle » d'avoir amené la fin la plus prompte des malheurs de » l'Europe. La seule conquête qu'ils ambitionnent est » celle de la paix; mais d'une paix qui assure à leurs » pays, à la France, à l'Europe, un véritable état de » repos. Nous espérions la trouver avant de toucher » au sol français; nous allons l'y chercher. Au quartier général de Loerrach. »

Le Suisse Jomini, qui trahit ses devoirs de militaire français (V. 15 août), a, dit-on, contribué par ses intrigues à déterminer les Suisses à livrer passage aux troupes coalisées. Quoique cette violation du territoire suisse ait été provoquée par les chefs du canton de Berne, les puissances alliées déclarent leur intention de reconnaître la neutralité de la confédération dès qu'elle jouira de son indépendance.

A cette conduite déloyale du cabinet de Vienne, l'histoire opposera la magnanimité de Moreau dans

l'automne de 1796, respectant religieusement la neutralité de la Suisse, préférant se faire jour à travers la Forêt-Noire et multiplier ses marches pénibles plutôt que de violer le territoire neutre d'un peuple indépendant !

La France éprouve, en 1813 et 1814, les effets de la conduite suivie par le gouvernement directorial envers la confédération helvétique : les Suisses introduisent les ennemis de la France dans le sein du royaume; mais, cherchant à déguiser leur mauvaise foi, ils envoient leur landamman à Paris, pour protester de leur neutralité !

Il s'est fait, vers la fin du mois précédent, de grands changemens dans la politique des alliés. Le cabinet anglais, bien informé du découragement que Napoléon trouve à Paris, de la défection qu'il est sur le point d'éprouver en Hollande (V. 24 novembre), et des secrètes menées qui se conduisent dans une grande partie de la France, ranime l'ardeur des puissances continentales pour qui c'était assez de confiner les Français derrière le Rhin! Mais l'Angleterre prétend les expulser d'Anvers et du littoral des Pays-Bas ; elle a conçu l'espoir d'un succès plus complet que celui dont ses alliés se seraient contentés précédemment : ils ont encore une telle idée des ressources de la France, qu'ils pensent ne pouvoir en essayer l'invasion qu'à l'aide d'un développement de forces immenses ; la seule opération de passer le Rhin les intimide au point qu'ils ne voient d'autre moyen que d'éluder la difficulté en violant la neutralité des Suisses : ils en sont dispensés par le succès de leurs intrigues, les profusions de l'or anglais et l'impatience des anciennes familles oligarchiques de rentrer dans la possession exclusive du pouvoir. Pour de l'or, les Suisses vendent

l'indépendance de leur territoire, comme ils se vendent eux-mêmes, individuellement, aux puissances qui veulent acheter leur service militaire, le sang de leurs enfans.

22 décemb. D'après l'ordre de l'empereur, le sénat et le corps législatif nomment deux commissions extraordinaires, chargées de prendre connaissance des documens relatifs aux négociations entamées avec les puissances coalisées (V. le 19). La première de ces commissions se compose des sénateurs Lacépède, vice-président (naturaliste), Fontanes (ex-poëte), le prince de Bénévent (Talleyrand), Saint-Marsan (Piémontais), Barbé-Marbois, Beurnonville (général). Les signes trop visibles du peu de sincérité de Napoléon, proclamant ses dispositions pacifiques, ont excité, parmi les députés, une méfiance qui se manifeste par des murmures. Les listes qu'on fait circuler, et qui portent les noms des députés placés dans la dépendance du gouvernement, sont rejetées. Les votes se portent sur des hommes indépendans, de professions libres, inconnus, à l'exception d'un seul (Lainé), dans les partis de la révolution, et jugés aussi susceptibles par leur caractère que capables par leurs lumières de discerner les mesures propres à faciliter la paix, comme à soulager la France du despotisme qui l'oppresse. Les commissaires sont, le président Régnier (il l'est de droit), les députés Raynouard, Laîné, Gallois, Flaugergues, Maine de Biran.

24 decemb. La Hollande est totalement évacuée. C'est aux fausses mesures de Napoléon que nos armées doivent d'être chassées de cette contrée, en moins de temps que Pichegru n'en avait mis à la conquérir par ordre du comité de salut public, en 1795.

26 décemb.

L'empereur envoie dans les divisions militaires des commissaires extraordinaires, qui doivent hâter les levées des conscrits, et accélérer les mesures de défense. De plus en plus jaloux de conserver la plénitude du pouvoir, redoutant le civisme des Français, il se refuse à l'organisation des gardes nationales, il en rejette le concours, parce que le dévouement à sa personne ne serait pas le seul ou le principal motif qui les ferait lever en armes, parce qu'une généreuse ardeur patriotique viendrait animer les Français. Le sénat et le corps législatif resteront des instrumens passifs de ses volontés; il n'en veut pas d'autres. Il se réduit donc à ne faire usage que de moyens militaires, comme dans une guerre ordinaire de souverain à souverain. Mais il déploie, pour recréer ses forces, la plus extraordinaire activité qu'on vit jamais, et toutes les ressources que lui fournissent et sa longue expérience et son génie si fertile en expédiens. Les sénatus-consultes des 9 octobre, 15 novembre, ont mis à sa disposition cinq cent quatre-vingt mille conscrits, entrés aussitôt dans les cadres et dans les dépôts; la garde est portée à quatre-vingt mille hommes effectifs; tous les moyens d'armement et d'approvisionnement sont forcés, car l'ennemi s'avance à pas accélérés, et des avant-gardes de Cosaques s'établissent déjà sur la rive gauche du Rhin.

27 décemb.

Le rapport de la commission formée le 22, au sénat, et présenté par le comte-poëte Fontanes, est adopté. Le compositeur a modéré, cette fois, le style adulateur dont il s'est fait une si longue habitude: on dirait, qu'admis dans la confidence de quelque conjuration sourdement tramée en France même, et que prévoyant les coups vigoureux que les confédérés vont

porter à leur adversaire, cet orateur songe à ménager sa réputation et sa fortune dans le camp ennemi, si la victoire s'y maintient. D'ailleurs, qu'attendre désormais du maître dont il reçut les bienfaits, et dont il voit les trésors déjà si diminués? Fontanes n'est-il pas déposé, jusqu'à la fin de sa carrière, dans le sénat (à trois mille francs par mois), ainsi qu'un vieux guerrier dans l'Hôtel des Invalides, et pourrait-il, entouré de la brillante et lucrative renommée que lui valurent ses périodes, être négligé dans un nouvel ordre de choses? Quoi qu'il en soit de ce calcul d'ancien courtisan parvenu, le rapport est un tableau des négociations, revêtu des couleurs favorables au gouvernement, et propres à disposer la France à tous les sacrifices qui n'auront pour objet que la paix. « Rallions-nous » autour de ce diadème, où l'éclat de cinquante vic- » toires brille à travers un nuage passager. La fortune » ne manque pas long-temps aux nations qui ne se » manquent pas à elles-mêmes. » L'adresse présentée à l'empereur, par le sénateur Lacépède, dit : « La paix » est le vœu de la France et le besoin de l'humanité. » Si l'ennemi persiste dans son refus, eh bien! nous » combattrons pour la patrie entre les tombeaux de » nos pères et les berceaux de nos enfans! » L'empereur répond : « Les sacrifices que comportent les bases » préliminaires proposées par l'ennemi, et que j'ai ac- » ceptées (V. le 2), je les ferai sans regret; ma vie n'a » qu'un but, le bonheur des Français.... Paix et déli- » vrance de notre territoire, doit être notre cri de ral- » liement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, » l'étranger fuira ou signera la paix sur les bases qu'il » a lui-même proposées. Il n'est plus question de re- » couvrer les conquêtes que nous avions faites. »

28 (3) décemb. Le rapport de la commission formée le 22, au

corps législatif, a été l'objet d'une longue et vive discussion entre les commissaires-députés et les commissaires du gouvernement. Les premiers annoncent n'avoir pas eu communication des bases générales et sommaires de la négociation avec l'ennemi, qui leur ont été cachées sous le prétexte de ne pas les exposer à être divulguées (V. le 19). La commission admet la nécessité de préparer la guerre pour obtenir la paix; mais elle désire que l'empereur oppose à la déclaration des puissances (V. le 1er.) une déclaration propre à désabuser la France et l'Europe du dessein qu'on lui prête « de vouloir conserver un territoire trop étendu, » ou une prépondérance contraire à l'indépendance » des nations.... Cela ne suffit pas pour ranimer le » peuple lui-même. Suivant les lois, c'est au gouver- » nement à proposer les moyens qu'il croira les plus » prompts et les plus efficaces pour repousser l'ennemi » et asseoir la paix sur des bases durables. Ces moyens » auront des effets assurés, si les Français sont con- » vaincus que leur sang ne sera versé que pour défen- » dre une patrie et des lois protectrices. Mais ces mots » consolateurs de paix et de patrie retentiraient en » vain, si l'on ne garantit les institutions qui promet- » tent les bienfaits de l'une et de l'autre. Il paraît donc » indispensable à votre commission, qu'en même » temps que le gouvernement proposera les mesures » les plus promptes pour la sûreté de l'état, sa majesté » soit suppliée de maintenir l'entière et constante exé- » cution des lois qui garantissent aux Français les » droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, » et à la nation le libre exercice de ses droits politi- » ques. Cette garantie a paru à votre commission le » plus efficace moyen de rendre aux Français l'énergie » nécessaire à leur propre défense. » Le très-grand

nombre des députés approuve un rapport dans lequel on découvre (malgré la mollesse des expressions, le ménagement des réticences et l'ambiguïté des circonlocutions) l'intention positive de défendre les libertés publiques si bénévolement abandonnées dans le rapport du sénat (V. le 27). C'est la première fois que le dominateur de la France éprouve de l'opposition de la part de ses représentans, si remarquables jusqu'ici par leur servilité muette ou approbatrice. L'impression du rapport fait au corps législatif est voté à une majorité de deux cent vingt-cinq voix contre trente-deux; mais la police fait enlever, le jour même, les épreuves du rapport, et les remet à son maître.

31 décemb. Un décret impérial prescrit l'ajournement du corps législatif. Les portes de la salle des séances sont fermées dès la veille.

L'empereur témoigne à son conseil d'état la douloureuse impression qu'il a ressentie à la lecture du rapport de la commission (V. le 28); il regarde ce rapport comme injurieux à sa personne, attentatoire à son autorité. Il le signale comme une œuvre séditieuse, un brandon de discorde, une motion sortie d'un club des jacobins. « Voudrait-on rétablir la sou-» veraineté du peuple? Eh bien! en ce cas, je me fais » peuple; car je prétends être toujours là où se trouve » la souveraineté. » Aussitôt, il ajourne le corps législatif, attendu que les pouvoirs de la quatrième série expirent au premier janvier, et quoiqu'il ait fait rendre un sénatus-consulte (V. 15 novembre) qui les a prorogés.

Le peuple français, courbé comme il l'est depuis douze ans, sous un sceptre de fer, conserve cependant quelques étincelles du feu sacré de la liberté : il s'étonne de ce dernier effort pour l'étouffer! L'exi-

stence de ce simulacre de représentation laissait encore un faible espoir d'un meilleur avenir. Cromwell, investi d'une autorité très-étendue par l'acte du gouvernement, ne se crut maître que par l'entière oppression de la chambre des communes. Ce sera toujours le but des ministres, des ligues aristocratiques ou des tribuns du peuple; Cromwell meurt dans la plénitude du pouvoir, mais au moment où l'esprit de liberté se réveille; et si sa vie se prolonge, il ne tardera pas à être renversé, du moins attaqué. Lorsque dans une monarchie il paraît une seule forme représentative, l'opinion s'y rallie : dès cet instant, on ne voit plus qu'un despote invétéré dans le guerrier qu'on ne croyait qu'ambitieux; l'opinion s'éloigne de lui; et les hommes qui réfléchissent sur les grandes circonstances de notre révolution, indignés d'un tel attentat, qui leur rappelle le 31 mai, le 18 fructidor, le 18 brumaire, n'attendent plus, de l'excès des malheurs publics, que la destruction du pouvoir arbitraire et la délivrance de la France. Mais cette longue servitude a tellement énervé les âmes, rabaissé toute importance individuelle, usé ou concentré tous les ressorts administratifs, que personne ne peut élever la voix.

31 décemb. Les troupes autrichiennes sont introduites dans Genève par les bourgeois, abandonnés à eux-mêmes par les autorités administratives.

La France éprouve en 1813 et 1814, comme elle l'éprouva en 1709, l'inconvénient de laisser la frontière du Jura sans fortifications, et de se confier aux traités conclus avec des gouvernemens et une race d'hommes mercenaires. En 1709, les cantons protestans, malgré la paix perpétuelle de 1516 et l'alliance

de 1663 qui subsistaient alors, favorisèrent, provoquèrent même l'invasion en Alsace de Merci, par le canton de Bâle. La France sera toujours exposée de ce côté ! Quelle confiance pourrait-elle avoir désormais en des gouvernemens subalternes, qui, semblables aux petits souverains de la Sénégambie, font un trafic d'hommes ? Des considérations de politique ou des moyens de corruption les entraîneront à livrer, dans tous les temps, comme à ces deux époques, le passage de leur territoire à l'ennemi qui viendra frapper au cœur du royaume.

31 décemb. L'armée de Silésie, aux ordres du Prussien Blucher, passe le Rhin. Ce général adresse aux Français une proclamation qui ne le cède guère en arrogance et en brutalité à la fameuse déclaration du duc de Brunswick (V. 25 juillet 1792). Le passage s'effectue sans opposition depuis Manheim jusqu'à Coblentz : le passage du fleuve sur cette frontière est, comme en Suisse (V. le 21), et si brusque et si peu attendu, que l'activité de Napoléon est entièrement mise en défaut. Soit qu'il s'abuse de l'idée que les alliés craindraient d'avancer, soit qu'il se repose sur la lenteur de leurs opérations, ou même que le temps lui manque pour effectuer les levées extraordinaires qu'il a déterminées, et pour commencer l'exécution des mesures de précaution et de défense, il n'a dirigé que de faibles renforts sur la ligne du Rhin. Les détachemens qui s'y trouvent isolés se mettent en pleine retraite vers la France, et, dans quinze jours, le quart de l'empire sera envahi.

Les préparatifs de la coalition sont immenses ; elle réunit des multitudes armées, les trésors de l'Angleterre et les immenses produits volontaires de la moitié du continent. Chaque jour, depuis la fin de 1812,

lui donne un auxiliaire ou l'enlève à Napoléon. C'était à l'harmonie qui existait entre ses généraux, que la France-république fut redevable de beaucoup de triomphes; c'est plus qu'à toute autre cause, à l'accord subsistant parmi leurs généraux, que les souverains confédérés devront la victoire : tel est le caractère du patriotisme, qu'il élève au-dessus de la gloire et de toute ambition personnelles, qu'il anime d'un même esprit tous ceux qui combattent pour la même cause! La coalition s'étudie à séparer la nation française de son chef, en déclarant avec un air de sincérité, qu'on ne veut pas faire la guerre à cette nation, mais à Napoléon, à lui seul. Dans le cours de cette dernière année, tous les Allemands se sont réunis pour conquérir l'indépendance de l'Allemagne. Le but réel et légitime de cette grande confédération est donc atteint, au moment où les Français ont délaissé la rive droite du Rhin, à l'exception de quelques garnisons abandonnées à elles-mêmes, et hors d'état de se soutenir! Mais les cabinets coalisés, reprenant leurs desseins de 1792, profitent de leurs immenses succès, et font valoir les trop justes craintes inspirées par le conquérant de l'Europe, afin d'entraîner les peuples allemands au delà du soin de leur propre sûreté. En parlant aux peuples de l'Allemagne de la liberté qu'ils vont leur rendre, les cabinets coalisés veulent en faire des instrumens de conquêtes pour l'avantage exclusif des grands potentats, qui, étendant leurs possessions, s'occuperont ensuite avec un soin jaloux de restreindre, de détruire les droits de ces mêmes peuples, dont le généreux enthousiasme retire tant de princes de l'ignominie dans laquelle les avait plongés le dominateur du continent! A l'ouverture de cette campagne, la guerre avait un motif sacré

pour les peuples, un juste motif de représailles pour les souverains; actuellement, inutile au bonheur des peuples, elle devient un moyen et un prétexte de despotisme et de spoliation pour les cabinets!!! Les Allemands, à qui leur prudence et leur modération ont valu une bonne renommée, sont jetés hors de leur caractère. Ils paieront de leur liberté les immenses sacrifices qu'ils font pour délivrer les souverains de la domination de Napoléon, pour relever leurs trônes et reconquérir l'autorité et la dignité royales que tous les monarques du continent ont eux-mêmes avilies et déposées aux pieds du dominateur de la France : les Allemands seront privés, par la Prusse, par l'Autriche, etc., etc., de toute espèce de liberté constitutionnelle; et lorsque les puissances alliées n'auront plus besoin du secours des peuples, ces peuples seront enchaînés aux pieds des classes privilégiées. Malheureuse et noble Allemagne!!!

Les souverains poursuivent sans relâche leur redoutable ennemi, parce que, disent-ils avec affectation, ils ont éprouvé qu'aucune considération, aucun revers n'affaiblit ses desseins de domination universelle. Bien avant la bataille de Dresde, ils sollicitèrent la paix, et peut-être étaient-ils de bonne foi : ils auraient du moins admis des propositions compatibles avec leur indépendance et leur sécurité; car ils avaient été trop long-temps effrayés et trop humblement inclinés, pour oser secouer entièrement des habitudes de condescendance; et ils n'étaient rien moins que sûrs d'abattre, ou même d'endommager fortement leur adversaire! Depuis que l'Allemagne est délivrée, ils ont voulu négocier, et ils semblent agir avec bonne foi (V. le 1er. et le 2); mais (ajoutent-ils), Napoléon demeure inébranlable dans son système de déception,

malgré l'imminence du danger! Les puissances, appréciant enfin l'obstination de son orgueil, déjoueront les artifices de sa diplomatie ainsi qu'elles ont surmonté les combinaisons de sa tactique : elles n'attendront que de la guerre la sécurité promise par les traités les mieux cimentés. Il a détruit ou sapé toutes les existences politiques : les peuples accablés demandent la fin des révolutions; celui qui les entretient et les renouvelle sans cesse doit périr. Le combat de l'Europe contre Napoléon est la lutte d'Hercule et d'Antée : fils de la terre, à peine ce géant y pose, qu'il s'élance formidable; il tombe, et rebondit avec sa première vigueur, avec une élasticité nouvelle : un seul instant suffirait pour qu'il ressaisît la victoire, la victoire pleine et entière; on ne lui laissera pas cet instant. Jamais, en effet, le Rhin n'aura vu sur ses bords des bataillons aussi pressés! Ce ne sont pas des armées, ce sont des nations en masse. La guerre d'irruption est reportée contre celui même qui ramena dans l'Europe ce fléau des barbares.

État approximatif des troupes régulières, mises en campagne contre la France, à la fin de cette année.

Grande armée alliée. — Schwartzenberg.	190,000 h.
Armée de Silésie . . . — Blucher	160,000
Dito, du Nord. . . . — Prince de Suède (Bernadotte).	130,000
Réserves allemandes, en formation.	80,000
Corps hollandais	12,000
Dito anglais, en Belgique.	8,000
Réserves autrichiennes se réunissant sur l'Inn	50,000
Dito, russes, se formant en Pologne	60,000
Troupes employées aux blocus et aux siéges, en Allemagne . . . . — Tauenzien; Beningsen.	100,000
Armée autrichienne en Italie. — Bellegarde.	70,000
	960,000

Report. . . . . . 960,000 h.

Armées des Pyrénées, se composant d'Anglais, d'Espagnols, de Portugais, de Siciliens, de Sardes, etc. — Wellington 140,000

Total . . . . 1,100,000 h.

Dans l'énumération ci-dessus, ne sont pas comprises les milices allemandes (landwehr), les levées en masse des paysans et des bourgeois en Allemagne (landsturm), les troupes irrégulières en Espagne (guérillas); cependant, cette population armée est efficacement employée à contenir les garnisons françaises qui occupent une trentaine de places dans ces divers pays; tandis que, précédemment, elle servait à harceler les colonnes en retraite, en faisant main-basse sur les traîneurs. On a négligé de même un corps de quinze mille Anglo-Siciliens prêt à se porter dans le golfe de la Spezzia, et l'armée du traître Murat occupant, avec vingt-cinq mille Napolitains, les états pontificaux, au moment d'envahir la Toscane, et menaçant la Haute-Italie.

État des troupes françaises à la fin de cette année.

Garnisons des places au delà du Rhin, sur l'Elbe, l'Oder, la Vistule, en Hollande, en Italie, en Dalmatie. 100,000 h.

Armées des Pyrénées, d'Aragon. — Maréc. Soult, Suchet. 90,000

Arm. franco-italien. sur l'Adige. — Pr. Eug. Beauharnais. 50,000

Grande armée sous les ordres directs de l'empereur:

- Arm. du Bas-Rhin. — Mar. Macdonald. 56,000
- Corps du Haut-Rhin . . . . . { Mar. Marmont. 25,000 / Maréch. Victor. 13,000 } 38,000
- Dito, des Vosges. — Maréchal Ney . . . 12,000
- Dito, du Morvan. Côte-d'Or, Yonne. Nièvre . . . . — Maréchal Mortier. 12,000
- Dito, du Rhône. . — Maréc. Augereau. 2,000

360,000 h.

Les deux gardes impériales font partie de ce total, ainsi que les renforts en marche ; mais les gardes nationales urbaines, rendues mobiles (V. le 17), n'y sont pas comprises. Dans les cent vingt mille hommes dont se compose la grande armée, il y a moitié d'anciens soldats ou ayant fait la dernière campagne. Les garnisons de Wesel, Dusseldorf, Mayence, Landau et Strasbourg, entrent aussi dans ce nombre, et doivent venir en déduction des forces agissantes.

En comparant ces deux tableaux, dressés suivant les documens les moins incertains, on est à même de préjuger l'issue de la campagne qui s'ouvre. Les corps français n'ont encore reçu qu'une organisation très-incomplète ; leurs rangs se composent aux deux tiers de conscrits enlevés avant l'age, et peu faits au maniement des armes : la nation reste immobile à la vue des ennemis qui s'avancent de tous les points de l'horizon ! Il n'y a plus de patrie, parce qu'il n'y a plus de liberté ! En vain le despote voudra soulever cette nation, espérera dans sa fierté, dans son enthousiasme ; on ne reverra pas cet élan rapide, universel de 1793 : il s'attacha trop long-temps à comprimer tous les sentimens généreux qui font le citoyen : la nation sera spectatrice des sanglantes mêlées qui auront lieu sur son territoire inondé par les armées européennes ! Ce rempart d'airain, dont s'énorgueillissait l'ancienne France, ce double et triple rang de forteresses au nord et à l'est, si ferme autrefois, ne peut plus briser l'impétuosité des envahisseurs (V. 2 novembre, 21 décembre).

Quels rapprochemens présente la conclusion des campagnes de 1812, de 1813 ! Au mois de novembre 1812, la ligne des Français en retraite commençait à Dantzick et à Modlin, suivait plusieurs places

sur l'Oder, sur l'Elbe, sur le Weser, se prolongeait par Erfurt, Wurtzbourg, et se terminait au Rhin. Une campagne offensive mal conçue, et prolongée en dépit de toutes les saines notions de la politique et de la stratégie, a fait perdre et l'avantage de ces positions, et les ressources des nombreuses garnisons qui y ont été laissées : cette campagne a sacrifié trois cent mille soldats qui, joints aux nouveaux renforts, eussent offert, sur les limites de l'empire français, une force inexpugnable !

Ce qui, surtout, a perdu Napoléon, c'est la honte de paraître céder, parce qu'il avait manqué son plan : il s'accoutuma, le plus tard qu'il put, à cette idée ! Il revient en France, annonçant que les ennemis n'oseront dépasser la frontière; et plus il l'a dit, plus il se complaît à le dire. Dans cette affectation à soutenir une opinion aussi peu vraisemblable, il entre plus de présomption, peut-être, que de crainte d'exposer son pouvoir, en alarmant la nation, quoique cette crainte soit très-visiblement marquée.

C'est à l'invasion, à la désolation de la France, qu'aboutissent les gigantesques desseins de cet homme insatiable de domination. Né dans une condition obscure, il est élevé au rang suprême ; ce n'est pas assez : il prétend que l'univers tombe à ses pieds, et que les rois deviennent ses courtisans ; les rois deviennent ses courtisans, ses esclaves, et il n'est pas encore rassasié d'orgueil !..... Il a dit au moment de sa première entrée à Vienne (novembre 1805) : « C'est pour la » dernière fois que les gouvernemens européens appel- » leront de si funestes secours......... D'ici à cent ans, » il ne sera, en Autriche, au pouvoir d'aucun prince » d'introduire des Russes dans ses états. » Et c'est lui-même qui livre la France au Valaque barbare, au

Cosaque farouche, au hideux Kalmouck, à l'automate Prussien, au mercenaire Anglais !

En établissant sa puissance par les armes, il n'a pas habilement usé de la terreur qu'inspiraient ses victoires : il a voulu frapper et frapper sans relâche, au lieu de frapper rarement, avec mesure, en menaçant davantage. L'épée de Damoclès glace la résolution de celui qui la voit suspendue sur sa tête, quoiqu'elle ne se détache jamais. Dans les belles années de son règne, Louis XIV employa ce ressort politique : Frédéric de Prusse lui dut une partie de son ascendant. Aguerrir les petits peuples voisins de la France, et rendre leurs armées nombreuses et savantes, n'était-ce pas exposer sa prépondérance militaire ? Napoléon eût agi bien mieux dans ses intérêts, s'il n'eût permis à tous les princes ses vassaux, que d'entretenir les troupes nécessaires à la police de leurs états ; s'il en eût exigé des tributs modérés ; et si, en leur laissant leurs lois, il eût formé sur leurs frontières des colonies armées, à la manière des Romains. Ces conseils d'une politique éclairée et sûre lui ont été soumis à diverses reprises ; il les a dédaignés. Aujourd'hui, ces peuples retombent sur leur oppresseur, avec les moyens que lui-même leur laissa ou leur donna, avec la science militaire dans laquelle il les instruisit : comment les repoussera-t-il ?

Possédé par une seule idée fixe, Napoléon commit des fautes qu'aurait évitées un esprit moins ardent, une âme faiblement sensible aux maux de l'espèce humaine : son but unique, invariable, était l'Angleterre, formidable barrière à sa domination universelle ; c'est l'Angleterre qu'il voulait atteindre à Lisbonne, à Madrid ; à laquelle il voulait faire perdre sa dernière ancre sur le continent, lorsqu'il portait la guerre en

Russie. Tenant à ses plans avec une inébranlable pertinacité, il lui importait peu que de vastes contrées, que des millions d'habitans en devinssent les victimes; et, dans le cours de ces guerres qui détruisaient le repos et le bonheur des peuples étrangers, l'égoïsme national, desséchant l'âme des Français, faisait voir avec indifférence ce déluge de maux, avant-coureurs de leurs propres désastres.

Le jour arrive où leur enchantement cessera; leurs yeux ne sauraient être dessillés que par d'excessives infortunes, d'innombrables revers : à la veille d'éprouver les atteintes du sort, ils jugeront enfin les desseins de celui qui, si long-temps, fit leurs destinées, et, se rappelant sa vie entière, ils verront, en dernier résultat, à quel point il fut peu digne de tant de sacrifices!

Ombrageux à l'égal de Tibère et de Louis XI, tantôt faisant parler les lois comme le premier, tantôt les faisant taire comme le second, Napoléon introduit un système d'espionnage universel qui absorbe une partie de l'activité des administrateurs : toute idée libérale est proscrite, toute voix indépendante est étouffée; le silence de la servitude plane sur cette ancienne France, habitée par une des nations les plus éclairées et les plus spirituelles; la flatterie seule s'y fait entendre, et déguise à force d'imposture l'état de cette belle contrée : quel sera le résultat d'un tel système d'oppression, de violation des libertés nationales? Napoléon et sa race tomberont. Il en sera toujours ainsi : un chef de gouvernement, quel qu'il soit, disposât-il d'une force militaire des plus redoutables et de tous les trésors d'un état, sera tôt ou tard renversé du trône, si la nation est opprimée et dépouillée de ses droits constitutionnels, si le despotisme asservit la

liberté de la presse, si le droit qu'ont les citoyens de publier et de faire imprimer leurs opinions est violé sans pudeur et malgré les statuts fondamentaux, si la liberté et la propriété des sujets sont sans cesse menacées par les actes arbitraires des administrateurs de la puissance publique !

Quel fut, au dehors, la conduite de cet oppresseur? Un tissu de perfidies. Tous les vétérans de la patrie ont péri dans les guerres que rallume, depuis dix ans, son ambition ; la jeunesse est annuellement moissonnée, ainsi que les récoltes des champs. L'éclat des victoires, obtenues par la valeur des Français qu'il a dirigés, produit et soutient un dangereux prestige : Napoléon le dissipe à force d'orgueil, et son bonheur reste son seul mérite dans ses derniers succès. D'alliés fidèles, il n'en a point; il n'a que des courtisans couronnés. Il a trompé, foulé, humilié tous ceux qui se confièrent à sa foi, à sa bénignité, à sa puissance; tous aspirent à secouer ce joug de vasselage qu'il décore du nom d'alliance. L'ancienne France est envahie, et le conquérant vaincu parle encore de conquêtes, de grand empire ; il ne cesse de promettre à ses soldats abusés les dépouilles de ces régions lointaines, dont les nombreuses cohortes ont déjà franchi nos frontières laissées sans défenses. Voilà le despote de l'Europe et de la France ; il est jugé d'après ses actes.

Comment la nation la plus impatiente, la plus amoureuse de changemens, la plus hasardeuse, qui, au temps de la Jacquerie, des Maillotins, de la Sainte Ligue, dans mille et mille soulèvemens de provinces, comme au début de sa révolution générale, et toujours enfin, s'élança si fougueusement vers la liberté ou ses trompeuses apparences ; comment cette nation restet-elle soumise, passivement soumise et sans murmure,

et pendant douze années, au despotisme altier de Napoléon? L'explication de ce phénomème se trouve dans les traces profondes de l'ancien régime, dans l'impression si vive du gouvernement royal, émané d'un prétendu droit divin, dogme sur lequel se fonde aussi l'abjecte soumission des Turcs à la famille d'Othman. Avant même Louis XI, les jurisconsultes au barreau, les professeurs dans les classes, les théologiens dans les universités, les prédicateurs en chaire, les historiographes à la cour, les flatteurs à chaque étage de l'administration proclamaient à l'envi, ne cessaient de prêcher, d'écrire, d'insinuer que le prince est la vivante image de Dieu sur terre; qu'on ne doit pas moins d'obéissance au roi visible dans les choses temporelles qu'au roi du ciel dans l'ordre intellectuel; que les oints du Seigneur ne sont obligés à rien de la part des peuples; qu'aucun pacte n'existe entre les uns et les autres; que les droits ou les devoirs du roi et du sujet ne sont pas respectifs : « Au roi seul appartient la puissance souveraine dans le royaume. » Il n'est comptable qu'à Dieu seul de l'exercice du » pouvoir suprême. Le pouvoir législatif réside dans » la personne du monarque sans dépendance et sans » partage. » Discours du garde des sceaux, le 19 novembre 1787 (V. cette date). Depuis cinq ou six siècles, et surtout depuis Louis XI, on répandait la doctrine que, si les princes abusent de leur puissance, Dieu seul doit en connaître, attendu qu'ils ne la tiennent que d'un mandat divin. On sait qu'après avoir pris l'avis de quelques casuistes, docteurs de la Sorbonne que ses adeptes nommaient le concile subsistant des Gaules, Louis XIV secoua tout scrupule de conscience en augmentant les impôts, parce que ces prêtres décidèrent que les biens de ses sujets lui

appartenaient en propre. D'après cette décision, n'était-il pas loisible aux monarques de ravir toutes sortes de propriétés et d'établir, à cet effet, telles mesures qu'ils aviseraient? N'étaient-ils pas en droit d'enlever des épouses à leurs maris, ainsi que firent François Ier., Henri II, Henri IV, Louis XIV, Louis XV; d'attenter impunément à la pudicité des femmes; de faire tuer des milliers d'hommes dans des guerres lointaines, et sans justice comme sans but d'utilité; de les faire périr dans l'intérieur à propos de mécontentemens ou pour imposer certains dogmes religieux et des formulaires de culte? En un mot, suivant ces docteurs de l'enfer et non du ciel, les rois exercent le pouvoir souverain comme il leur plaît; les mauvais princes viennent du ciel comme les bons princes, Néron et Pierre le Cruel doivent trouver la même soumission que Titus et Louis XII, ceux-là devant être considérés comme des verges avec lesquelles nous sommes frappés d'en haut, les peuples ayant seulement la faculté de gémir devant le trône de l'Éternel. Ces maximes étaient bien celles du duc de Villeroi, gouverneur de Louis XV, quand il disait au roi-enfant qui regardait la foule répandue dans les Tuileries : « Voyez-vous, » mon maître, tous ces gens-là sont à vous; tout cela » vous appartient. »

Oui, les droits des rois sont sacrés, car ces droits leur ont été originairement conférés par les peuples; car l'hérédité a rendu ces droits exclusivement inhérens à la famille qui en a été investie. La religion sanctifie, en quelque sorte, les droits des rois, mais elle ne les établit point; s'il en était autrement, elle pourrait les abolir, et les ministres de la religion seraient ainsi les souverains, les maîtres des nations et des rois! La religion ne peut pas plus détruire l'es-

sence de la royauté qu'elle ne peut la créer ; prétendre le contraire, ce serait proférer la plus grande, la plus dangereuse des hérésies politiques. La religion, par l'organe du souverain pontife, Pie VII, avait beau déclarer Napoléon l'élu de Dieu, l'oint du Seigneur, pouvait-elle, au moyen de cette consécration, invalider, rendre nuls, illégitimes, les légitimes droits des princes de la maison de Bourbon au trône de France? Non, très-certainement, dira-t-on ; il est donc incontestable que les ministres de la religion ne sauraient établir, conférer le droit royal. On aurait beau fonder la légitimité sur le dogme du droit divin, on aurait beau l'appuyer sur des phrases mystiques, bonnes pour des hommes plongés encore dans la barbarie : pense-t-on, aujourd'hui, que les peuples soient assez simples pour se croire la propriété d'une famille, parce que le souverain pontife de Rome le déclare ainsi ? David, qui détrôna Saül, était-il légitime ? avait-il d'autres titres que l'aveu de la nation ? Auparavant, le prophète Samuel n'avait-il pas prédit aux Israélites tous les maux qu'ils subiraient en soumettant le soin de leurs destinées à des rois ? Presque de nos jours, n'a-t-on pas vu les efforts tentés par la dernière branche de la famille des Stuarts, repoussés par les Anglais et par les Écossais ? Le siècle précédent ne vit-il pas accueillir la maison d'Hanovre par l'immense majorité des deux nations? Légitime par le droit divin est le mot d'argot d'un parti, comme, en 1793 et 1794, l'avait été cette exclamation : « La république ou la mort ! »

On doit voir la légitimité, là où les faits qui déplacent le pouvoir sont accomplis et consommés. Ainsi, rien de plus légitime dans le monde que la dynastie des Bourbons sur le trône de France ; huit cents ans d'une reconnaissance solennelle de la nation rendent

sacrée la possession du trône dans cette maison royale. Ainsi, la république des États-Unis de l'Amérique septentrionale devint légitime quand, les Anglais ayant été repoussés du territoire et mis hors d'état de s'y soutenir, elle fut reconnue des grandes puissances de l'Europe. La Grande-Bretagne fut sans doute sagement inspirée en abandonnant ses prétentions ; mais les eût-elle gardées avec autant d'obstination qu'en ont mis les Stuarts à conserver les leurs, les Américains n'en eussent pas moins été émancipés de droit et de fait. En second lieu, la longue transmission du pouvoir qui vient de la légitimité n'a pas interdit aux peuples qui gémissaient sous l'oppression, dont les droits imprescriptibles étaient évidemment violés, de chercher à renverser cette légitimité, quelque ancienne qu'elle fût ; plus long-temps même le joug avait pesé, et mieux l'insurrection s'est légitimée, s'est justifiée. Ainsi raisonnèrent et agirent les Suisses au quatorzième siècle, les Hollandais au quinzième, et les Portugais au seizième. En vain les successeurs des comtes de Habsbourg se refusèrent-ils long-temps à reconnaître l'indépendance hélvétique; en vain Philippe II conserva-t-il jusqu'au tombeau ses entreprises sur les provinces belges, dont les princes de Nassau avaient conquis l'émancipation ; en vain son imbécile successeur ne voulut-il pas reconnaître la famille de Bragance : ces libérateurs des peuples triomphèrent plus encore par la force des choses que par l'appui de la politique des cours. En vain l'inepte cour de Madrid, après s'être refusée à toute espèce de transaction à l'égard de ses colonies Transatlantiques, s'obstine-t-elle à parler de sa suprématie ; sa chimère est anéantie : jamais le sceptre de sa majesté catholique ne s'étendra, ne reparaîtra même dans ces vastes colo-

nies, heureusement transformées en républiques, grâce à un nouveau Washington, au grand et si grand homme jusqu'ici, Bolivar! Sa majesté catholique peut bien, à l'instar des rois sardes, qui se parent encore aujourd'hui des armoiries et des titres des rois de Chypre, s'intituler roi des Indes : ces qualifications ne sont déjà plus, en 1824, pour l'un comme pour l'autre des deux monarques, que des signes d'une dénomination éteinte, signes aussi vains que ces droits de quelques misérables Grecs qui se disent, en qualité de descendans des Comnènes, héritiers de l'empire de Constantin.

Oui, la personne des rois est inviolable autant qu'elle est auguste; ainsi le veut, le prescrit, l'ordonne impérieusement le bien des sociétés. Les rois sont au-dessus des autres hommes, et, pour ainsi dire, d'une autre nature; mais les lois sont au-dessus des rois : ces maximes sont celles de Fénélon, de Massillon, hommes aussi chrétiennement religieux que sujets royalement fidèles.

Et qu'on ne nous accuse point, lorsque nous parlons ainsi, de prêcher la souveraineté du peuple, dont on a fait tant de bruit et qu'on a professée, pendant le cours de la révolution française, au moyen des échafauds! Nous l'avons en horreur, parce que ce principe tend à la subversion de tous les devoirs, à la ruine du corps social. Nous professons sincèrement et vivement la légitimité royale, parce qu'elle est le *palladium* de la liberté politique, le gage sacré du repos et du bonheur public, lorsque les rois respectent et font exécuter les lois, lorsqu'ils attachent leur gloire à remplir leurs devoirs envers leurs sujets, c'est-à-dire lorsque les flatteurs et les courtisans ne dénaturent point les nobles inclinations des princes, n'empoisonnent pas leur cœur et n'égarent pas leur esprit.

Un roi a un intérêt si doux, si puissant à être bon et juste, que ce n'est jamais de lui-même qu'il peut devenir méchant et injuste ; les corrupteurs sont seuls coupables des iniquités, des oppressions d'un monarque ! ! !

La révolution française doit être l'éternelle leçon des monarques et des peuples : elle a tout dit. Ah ! que les rois seraient heureux, et bénis par leurs sujets, si la vérité pouvait parvenir librement jusqu'à eux ; s'ils voulaient asseoir leur tutélaire puissance sur les libertés publiques ; s'ils écartaient les courtisans qui s'interposent entre le prince et le peuple pour tromper l'un et pour opprimer l'autre !

Certes, Cazalès était un royaliste profondément dévoué au trône des Bourbons ; c'était de plus un homme très-éclairé et d'une loyauté généralement reconnue : qu'on lise le magnifique discours qu'il prononça (mars 1791), qu'on pèse les expressions dont il se servit, expressions recueillies par le *Logographe*, et qu'on l'accuse ensuite, si on l'ose, d'être un des fauteurs de la souveraineté du peuple, ou, en d'autres termes, un ennemi du trône !.... Cazalès, également incapable de pallier une vérité comme de s'en effrayer, ne croit pas énerver son argumentation, et nuire à la cause dont il est le plus digne défenseur, en adoptant le principe de la souveraineté du peuple : il lui suffit de l'expliquer, et il l'explique très-heureusement dans le sens de l'opinion qu'il professe. Sans doute, Cazalès, sous le rapport de l'éloquence naturelle, est le premier orateur du côté droit de l'assemblée constituante : si l'on envisage sa conduite, ses procédés, sa marche, et aussi les principes qu'il suit, et que ne devraient jamais perdre de vue les législateurs d'une grande nation dont le passé se rejette dans l'obscurité des siècles, Cazalès

mérite d'être cité comme le modèle des sujets fidèles, et encore plus, s'il est possible, comme le modèle des orateurs. Sa cause, il la défend, parce que de très-bonne foi il la croit la plus juste et la moins susceptible de nuire à la France : ce ne sont pas ses talens politiques, créés par de longues études, ou ses grands mouvemens oratoires qui le mettent au-dessus de ses collègues assis sur les mêmes bancs; mais c'est qu'aucun autre défenseur de cette cause n'obtient comme lui la confiance de son parti et l'estime de ses adversaires, ne réunit autant de modestie et de désintéressement à ces qualités si rares que Cicéron exige dans l'orateur! Si Mirabeau, dont les mouvemens d'inspiration sont sublimes, dont les accens sont des traits de feu, dont la véhémence nerveuse terrasse, en un clin d'œil, les athlètes les plus vigoureux, a été très-bien surnommé le Michel-Ange de l'éloquence, on doit reconnaître que Cazalès en est le Corrège. L'histoire remarquera, et non sans utilité, que ces deux illustres orateurs défendaient la liberté constitutionnelle, la royauté constitutionnelle; elle remarquera également qu'un des plus grands orateurs qui aient paru à la tribune nationale, depuis 1814 jusqu'à ce jour (1824) le général Foy, défend les mêmes principes de royauté et de liberté, et les défend avec un si rare talent, que son nom s'est placé à côté de ceux de Mirabeau, de Cazalès : Noble général Foy, illustre citoyen, continue à défendre les libertés publiques, tonne contre les violateurs de la charte, lance sur eux toutes les foudres de ton éloquence! Et ton nom sera béni des Français, et il sera inscrit dans les annales des siècles. La royauté constitutionnelle et les libertés nationales voient aussi un autre membre de la chambre des députés, M. Casimir Perrier, promettre de grands et nobles services à la France, par

les rares talens qu'il déploie à la tribune. Ces deux célèbres orateurs honorent notre tribune nationale, et sont chers à la France qui ne désespérera pas de ses libertés constitutionnelles, aussi long-temps qu'elles seront défendues par des mandataires si éloquens, si courageux et incorruptibles. Sous ce rapport, la nation portera également une éternelle reconnaissance à M. Royer-Collard, homme de la plus haute vertu politique, esprit méditatif et profond, qui fait entendre à la tribune nationale les sentences de Pascal et de Montesquieu ; à M. Benjamin Constant, dont la logique supérieure et la vaste science de droit public éclairent d'une si vive lumière toutes les discussions constitutionnelles : la nation contemple avec orgueil ces défenseurs de la charte constitutionnelle, ainsi que leurs généreux collègues, Stanislas Girardin, A. Lameth, Dupont-de-l'Eure, Labbey-Pompières, etc.; tant que des citoyens aussi probes, aussi éclairés et aussi courageux élèveront la voix en faveur des libertés publiques, la nation française n'aura pas perdu l'espoir de les conserver !

Ce n'est plus aujourd'hui le droit divin, le pouvoir absolu qu'il s'agit de proclamer, de professer, si l'on veut rendre le trône des Bourbons aussi inébranlable qu'il est légitime. Avec quelle malheureuse dextérité Napoléon n'a-t-il pas réveillé ces doctrines de droit divin, de pouvoir absolu, assoupies seulement durant quelques années? Qu'on voie (27 mai et 2 décembre 1804, 23 septembre, 3, 31 décembre 1805, 29 juillet, 16 août 1807, 20 décembre 1812), avec quelle ardeur les oracles du sanctuaire, les organes des lois, les interprètes de la justice préconisent le nouveau Josaphat, le moderne Cyrus, cet autre Charlemagne, l'élu du Tout-Puissant, l'homme aux cent mille merveilles !

Après tout cela, doit-on s'étonner de la longue patience des Français? Leur dégradation morale vient de loin; elle s'est achevée il y a plus d'un siècle; c'est alors que s'allumèrent la soif de la faveur, le désir effréné des distinctions, la passion des puérils honneurs de cour; alors s'éteignit l'amour d'une noble indépendance dans la vie privée : depuis lors, on assiége l'autorité, dans l'espoir de recueillir de ses dons l'aisance ou la fortune qu'on n'a plus le bon sens de rechercher par d'honorables efforts dans les champs divers de l'industrie. Napoléon arrive après cent cinquante ans, il rajeunit toutes ces funestes traditions, et enchaîne surtout les Français par le prestige de la gloire militaire, prestige qui, dans tous les siècles, fascina leur vue et aveugla leur esprit. Les désastres des deux dernières campagnes n'ont même pu désabuser qu'un petit nombre d'observateurs assidus; la nation aime à se persuader que d'aussi terribles échecs ne sont qu'accidentels, et que l'étoile de la victoire, passagèrement obscurcie, reluira bientôt plus brillante qu'en 1800, 1805, 1807; les noms de Marengo, d'Austerlitz, de Iéna, de Friedland sortent encore de toutes les bouches, et la présomptueuse espérance d'un triomphe définitif sur les bords du Rhin remplit à cette heure l'âme du Parisien, du Normand, du Bourguignon, du Provençal! Les Français s'indignent de voir ces armées qui ont voulu, en 1792, démembrer la France, armées vaincues pendant vingt ans sur tous les champs de bataille; de voir ces mêmes alliés qui ont excité les troubles et fomenté les dissensions depuis les premiers jours de 1789 jusqu'à cette heure, accourir de tous les points de l'Europe pour asservir la France et lui imposer l'ancien régime! Car ce qui valut au nouveau monarque la soumission

générale, c'est la persuasion qu'il ne reproduirait point les classifications de l'ancien régime, et qu'il aurait assez de moyens et d'énergie pour empêcher leur retour. Les Français aimèrent d'abord le gouvernement de Bonaparte par haine des inégalités sociales : s'ils lui restent attachés depuis qu'il les a recréées, c'est parce qu'elles sont à l'avantage de plébéiens, et surtout de militaires parvenus presque tous par un mérite positif ou de beaux faits d'armes, et parce qu'elles sont dépouillées de tout privilége féodal ; de même, si la foule s'est empressée d'accourir dans les temples rouverts, c'est parce qu'il a privé les prêtres de tout moyen extérieur de domination, et qu'il les a refoulés dans le sanctuaire d'où jamais ils ne devraient sortir.

A la veille de voir la chute de plusieurs puissances créées sous l'influence de la révolution de France, et par l'effet des guerres que cette révolution a déterminées, ou qui en ont été les suites plus ou moins indirectes ; près de voir aussi le rétablissement de plusieurs princes qui paraissent à jamais déchus de leur rang, il peut ne pas être sans intérêt de jeter les yeux sur le tableau des anciens souverains morts en régnant, ou descendus du trône depuis 1787.

Charles III, roi d'Espagne, mort de maladie (13 décembre 1788). — Achmet IV, empereur des Turcs, mort de mort subite (7 avril 1789). — Joseph II, empereur d'Allemagne, mort de maladie (20 février 1790). — Léopold II, empereur d'Allemagne, mort empoisonné (1er. mars 1792). — Gustave III, roi de Suède, assassiné (29 mars 1792). — Louis XVI, roi de France, déposé et exécuté (18 août 1792, 21 janvier 1793). — Louis XVII, roi de France, mort en prison. (8 juin 1795). — Stanislas-Auguste, roi de Pologne,

détrôné et mort de maladie (25 novembre 1795, 11 février 1798). — Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, mort de maladie (16 octobre 1796). — Catherine II, impératrice de Russie, morte d'apoplexie (17 novembre 1796). — Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse, mort de maladie (15 novembre 1797). — Pie VI, pape, détrôné et mort prisonnier (15 février 1798, 27 mars, 29 août 1799). — Charles-Emmanuel IV, roi de Sardaigne, chassé de ses états de terre-ferme, abdicataire (10 novembre 1798, 4 juin 1802). — Paul Ier., empereur de Russie, mort de mort violente (24 mars 1801). — Ferdinand IV, roi de Naples, chassé de ses états de terre-ferme (12 février 1806). — Sélim III, empereur des Turcs, déposé, mort de mort violente (29 mai 1807, 18 juillet 1808). — Marie, reine de Portugal, émigrée (29 novembre 1807). — Christian VII, roi de Danemarck, mort de maladie (13 mars 1808). — Charles IV, roi d'Espagne, contraint d'abdiquer et prisonnier (6 mai 1808). — Ferdinand VII, roi d'Espagne, à titre contesté, contraint d'abdiquer et prisonnier (6 mai 1808). — Et Joseph Napoléon, Louis, Jérôme. — Mustapha IV, empereur des Turcs, déposé et mort de mort violente (28 juillet 1808). — Gustave-Adolphe IV, roi de Suède, déposé et banni (10 mai 1809). — Pie VII, pape, détrôné et prisonnier (5 juillet 1809).

CHAPITRE XI.

ANNÉE 1814.

1er. janvier.

L'EMPEREUR reçoit, à ce jour consacré par l'étiquette des cours, les hommages des grands fonctionnaires. Ses traits sont altérés, son œil est farouche. Les observations présentées par la commission du corps législatif (V. 28 décembre 1813) l'ont irrité. Il s'en explique : il trouve étrange qu'on se permette d'attirer l'attention publique sur les sacrifices imposés aux Français, d'envisager les événemens dont ils souffrent; qu'on ose insinuer que cette continuité de guerres expose leurs intérêts, trouble leur repos, hasarde leur avenir ; qu'on balance enfin leurs convenances et ses volontés ! Despote courroucé, il fait de violentes excursions sur le zèle de ces représentans qui sortent du cercle étroit où, depuis douze ans, il les tient renfermés. Employant ce langage abject à la fois et hautain, qui, de temps en temps, venait surprendre ses admirateurs même, et révéler son intime pensée, il laisse tomber ces paroles étranges : « ...... Députés » du corps législatif, vous n'êtes pas les représentans » du peuple ; je le suis plus que vous. Quatre fois » j'ai été appelé par l'armée, et quatre fois j'ai eu les » votes de cinq millions de citoyens pour moi...... J'ai » sacrifié mes passions, mon ambition, mon orgueil à » la France...... Dans votre adresse, vous avez mis » l'ironie la plus sanglante à côté des reproches......

» Vous avez cherché à me barbouiller aux yeux de la
» France : c'est un attentat! Vous dites que l'adversité
» m'a donné des conseils salutaires. Comment pouvez-
» vous me reprocher vos malheurs? Je les ai supportés
» avec honneur, parce que j'ai un caractère fort et
» fier...... J'avais besoin de consolations ; je les atten-
» dais de vous. Vous avez voulu me couvrir de boue;
» mais je suis de ces hommes qu'on tue et qu'on ne
» déshonore pas...... Qu'est-ce que le trône, au reste?
» quatre morceaux de bois recouverts d'étoffe.......
» Tout dépend de celui qui s'y assied...... La France
» a plus besoin de moi que je n'ai besoin d'elle......
» N'êtes-vous pas contens de la constitution? Eh bien!
» il y a quatre mois qu'il fallait en demander une
» autre...... Vous parlez d'abus, de vexations : je sais
» cela comme vous; cela dépend des circonstances et
» des malheurs du temps...... Pourquoi parler devant
» l'Europe de nos débats domestiques? Je vous avais
» indiqué un comité secret...... Il faut laver son linge
» sale en famille...... J'ai un titre, vous n'en avez pas.
» Qu'êtes-vous dans la constitution? Rien. Vous n'avez
» aucune autorité. C'est le trône qui est dans la con-
» stitution; tout est dans le trône et moi...... Je vous
» le répète : vous avez parmi vous des factieux.
» M. Laîné est un méchant homme; les autres sont
» des factieux et je les poursuivrai...... M. Raynouard
» dit que le maréchal Masséna a pillé la maison de
» campagne d'un citoyen; M. Raynouard en a menti.
» ...... La nature m'a doué d'un caractère fort; il peut
» résister à tout...... Je suis au-dessus de vos misé-
» rables déclamations....... Mes victoires écraseront
» vos criailleries...... Dans trois mois, nous aurons la
» paix......, ou les ennemis seront chassés de notre
» territoire...... ou je serai mort...... Nous avons plus

» de ressources que vous ne pensez. Les ennemis ne
» nous ont jamais vaincus ; ils ne nous vaincront point ;
» et ils seront chassés plus promptement qu'ils ne
» sont venus..... » A ce ton d'inspiré, à ces prophétiques apophtegmes, à cette brusquerie et à cette incohérence de diction, ne croirait-on pas entendre un descendant de l'Arabe Mahomet, ou bien un disciple de Cagliostro?

On ne poussa jamais aussi loin le délire du despotisme. Le cœur et l'esprit sont également affligés et indignés, en voyant un homme doué d'un génie supérieur et qu'ont à jamais immortalisé ses victoires en Italie, et ses talens administratifs pendant un consulat de quatre années; un homme qui s'est élevé si haut dans les premières années où il défendit et gouverna la France, descendre si bas lorsqu'il faut la sauver des dangers qu'il a répandus sur elle. Certes, l'allocution de l'empereur aux députés repousse victorieusement l'opinion de Fontanes, assurant (V. *Moniteur,* 14 décembre 1809) : « On a dit depuis long-temps
» aux orateurs qu'il n'y avait rien de plus grand que
» ses actions simplement racontées. On doit ajouter
» qu'il n'y a rien de plus éloquent que ses paroles.
» C'est en les répétant avec fidélité, qu'on peut le
» montrer dans toute sa gloire ! » Napoléon a fait la guerre comme Alexandre, mais il ne représente plus un monarque, à cette heure, qu'à la manière d'un acteur.

Et si, comme l'a dit Buffon, le style était tout l'homme, l'âme de Napoléon serait empreinte dans ses discours improvisés, dans ses fougues *ab irato,* comme dans ses proclamations et ses harangues les plus étudiées! Même ces mots à la Titus, dont il fit quelquefois usage, mots charmans que recueillait la

flatterie des serviteurs, que sanctionnait l'idolâtrie des écrivains, nous décèleraient, et son ardente ambition, et sa duplicité, et l'extrême irritabilité de son caractère impatient du présent, envieux de l'avenir. C'est aussi une chose singulière que cette humeur fantastique et cynique qui perçait accidentellement à travers le faste de la souveraineté et le prestige de la gloire. Cet homme supérieur, et si supérieur de tant de manières, cet homme qui sera si prodigieux, si grand dans les siècles, se ravalait par boutades; il se mettait en scène au milieu d'un cercle d'hommes très-éclairés, qu'il savait être tels, et qu'il voyait embarrassés à déguiser leur confusion. Plusieurs fois, les courtisans furent étonnés de ce que la bouche du héros, leur maître, proférait les plus triviales expressions. Tout ce qui sort de sa plume et de sa bouche prouve que s'il est doué de tous les talens, il ne peut souvent s'exprimer avec discrétion et sagesse : le langage qu'il tient ici choque même la grossière multitude. Entre les nations civilisées, la nôtre paraît la plus susceptible de s'offenser d'un manque d'égards, de s'irriter en voyant blesser certaines convenances sociales : un haut fonctionnaire dont le langage est ignoble, perd de sa considération, même dans les dernières classes ; il n'est personne qui ne juge, en cette occasion, que la dignité publique se trouve offensée par des sorties aussi peu décentes de la part du chef de l'état. Le Français se laisse opprimer plutôt qu'humilier. Qu'il ne soit pas libre, à la bonne heure, pourvu qu'il soit flatté ! Ce vain simulacre de représentation nationale nourrit encore et l'orgueil et l'espoir de la nation : en l'insultant, Napoléon indispose les esprits. Au reste, quelque vif que soit le mécontentement de Napoléon en éprouvant ce mouvement

d'opposition, il n'usera pas de son pouvoir, et les députés Lainé, Raynouard, retourneront dans leurs foyers aussi libres que leurs collègues.

1er. janv. Le brave général Rapp ayant contenu, pendant près d'une année, les efforts des armées qui investissaient Dantzick, ainsi que l'impatience de quarante mille habitans; ayant perdu, seulement par des maladies épidémiques, plus de vingt mille hommes, c'est-à-dire les deux tiers de ses forces, a conclu, le 27 novembre, une convention d'évacuation, suivant laquelle la place sera rendue le 1er. janvier, si elle n'est pas secourue; la garnison sortant avec les honneurs de la guerre, avec de l'artillerie et tous ses bagages, pour rentrer en France, et sous condition de ne point servir, d'une année, contre les alliés. Mais voyant la faiblesse des assiégés, les Russes refusent d'exécuter la transaction et les retiennent prisonniers, le prince de Wirtemberg imitant ainsi le procédé déloyal, la perfidie punique du prince de Schwartzenberg envers la garnison de Dresde (V. 11 novembre 1813)! Si l'on joint à ces deux violations la rupture du traité d'El-Arisch, par l'amiral Keith (V. 24 janvier, 20 mars 1800), on aura trois grands exemples d'infraction à la morale et à la promesse du guerrier, donnés, par les Anglais, les Autrichiens, les Russes. Il est honorable pour les généraux français qui, durant vingt-deux années de guerre, firent tomber un si grand nombre de places et capituler en rase campagne des multitudes d'ennemis, de n'avoir jamais abusé de leur supériorité et de leurs avantages, en méconnaissant le droit des gens et les règles établies chez les peuples policés!

2-3-4 janv. Le Fort-Louis (Bas-Rhin) est pris par les Russes, Montbelliard par les Autrichiens, Colmar par les

Bavarois, Haguenau par les Russes. Le fort l'Écluse et Saint-Claude sont occupés par l'autrichien Bubna, de la grande armée.

6 janv. Un décret impérial rend mobiles cent vingt-un bataillons de gardes nationales, lesquels seront licenciés dès que l'étranger sera chassé du territoire de l'empire. Cette levée doit servir à couvrir Paris, Lyon, et à former des réserves.

6 janv. Une convention provisoire, conclue entre l'Angleterre et le roi de Naples, Joachim Murat, établit un armistice dont l'expiration sera notifiée trois mois d'avance. Cette transaction, et celle du 11, avec l'Autriche, entraîneront le sort de l'Italie, et doivent compter parmi les principales causes des revers de Napoléon.

8 janv. A la Bourse de Paris, le cinq pour cent est coté à quarante-sept francs cinquante centimes.

Épinal est occupé par les Wirtembergeois.

Le prince Schwartzenberg, généralissime des alliés, porte son quartier général à Montbéliard.

10 janv. Forbach (Moselle) est occupé par le prussien Yorck, de l'armée de Silésie.

11 janv. Un traité d'alliance entre l'Autriche et le roi de Naples, Joachim Murat, porte garantie de ses états en Italie pour lui et ses héritiers : il agira contre la France avec trente mille hommes.

Dès 1812, la cour de Vienne avait attiré ce roi vers la coalition (V. le 19). En 1813, il a pris des engagemens secrets dont elle recueillera de précieux avantages, tandis que s'il se concertait avec le vice-roi d'Italie, il tiendrait en échec les forces autrichiennes rassemblées sur la lisière septentrionale de la Croatie.

L'Autriche lui doit des égards et des démonstrations pour prix de sa trahison, de son ingratitude à l'égard de Napoléon; elle promettra beaucoup à ce souverain parvenu, jusqu'au jour où elle aura le prétexte de dissoudre ses engagemens.

12-16 janv. Bourg (Ain) est occupé par les Autrichiens de la grande armée alliée : cette ville est livrée au pillage. Des troupes russes de l'armée de Silésie occupent Nancy.

17-19 janv. Langres et Dijon sont pris par les Autrichiens, Neuchâteau par les Bavarois : ces troupes appartiennent à la grande armée alliée.

19 janv. Rome est occupée par le général Lavauguyon, aide de camp de Joachim Murat, roi de Naples. Les troupes françaises se retirent dans le château Saint-Ange (V. 10 mars).

Quoique Murat dût toute sa fortune militaire, son élévation et sa couronne à la prédilection de Napoléon, humilié d'être traité en vassal, il avait conçu de bonne heure le dessein de s'affranchir. Enivré des serviles hommages de la noblesse napolitaine, il voyait impatiemment la dignité des Français qui l'avaient accompagné : en juin 1810, il avait voulu leur imposer l'obligation de se naturaliser Napolitains, sous peine de perdre leurs emplois; mais ils restèrent à Naples d'après un décret impérial qui déclarait nulle et comme non avenue l'injonction du roi, attendu qu'il est prince français, n'a été placé et n'est maintenu sur son trône que par les efforts des Français. Murat concentre ses ressentimens; il a envoyé son ordre de chevalerie à Napoléon, qui l'a rejeté avec dédain, ne voulant pas, dit-il, porter la décoration instituée par

un de ses sujets (fait raconté par Junot, duc d'Abrantès). Napoléon, ne soupçonnant pas que l'extrême vanité de Murat l'amène jusqu'à la trahison, l'a rapproché de sa personne : après les désastres de Russie, il a laissé les débris de l'armée à ses soins, avec le titre de son lieutenant-général (V. 5 décembre 1812); mais ayant beaucoup à s'en plaindre, l'empereur le déclare officiellement incapable d'un grand commandement, et le remplace par le prince Eugène (V. 8 janvier 1813). Murat revient à Naples, l'aiguillon de la vengeance dans le cœur; il se met en correspondance suivie avec les ennemis de Napoléon, il traite avec eux de sa défection, lorsqu'il se voit rappelé à la grande armée. Forcé de suspendre ses manœuvres diplomatiques et de rentrer dans la subordination de l'état militaire, il se fait remarquer dans les plaines de la Saxe par cette rare bravoure qui le signala toujours, et par les apparences de son ancien zèle. Les revers de l'armée française le ramènent à ses desseins secrets. Se jugeant alors en mesure de rendre la péninsule italique indépendante de toute puissance étrangère, il renoue ses négociations avec l'Autriche contre la France, et se flattant d'abuser l'Autriche elle-même, et de la surpasser en perfidies, il court aux armes en appelant les Italiens à la liberté; il s'empare d'Ancône (V. 9 décembre 1813) : enfin il complète sa trahison par deux traités avec l'Angleterre et l'Autriche, le 6 et le 11 de ce mois. Dans sa conduite, modèle achevé d'ingratitude et de perfidie, il s'est appuyé sur les conseils de l'ex-ministre Fouché (tombé depuis quelque temps en disgrâce auprès de Napoléon) lequel se trouve en Italie. L'astucieux jacobin, dont l'âme est remplie de fiel, a su nourrir le ressentiment et flatter la vanité d'un roi d'hier, dont la sagacité est aussi faible

que le cœur est faux (V. le 22) et la vanité extrême.

Toul est pris par les Russes de l'armée de Silésie. Le mauvais état des ouvrages n'a pas permis de défendre cette place. 20 janv.

Chambéry est occupé par des troupes autrichiennes de la grande armée; Châlons-sur-Saône par l'Autrichien Bubna, de la grande armée alliée : il est maître de tout le pays entre la Saône et l'Ain. L'armée de Silésie effectue le passage de la Meuse, à Vaucouleurs, Commercy, Saint-Mihiel. 20-21-22 janv.

Joachim Murat fait une entrée triomphale dans Rome (V. le 19); mais tandis que les soldats napolitains applaudissent et saluent de leurs acclamations ce roi de théâtre, que Napoléon a parfaitement caractérisé, en l'appelant *Franconi* Ier., les soldats français de la garnison, rangés sur les remparts du château Saint-Ange, le couvrent de huées, en criant : « A » bas le traître ! » 22 janv.

Le pape Pie VII, captif à Fontainebleau, est conduit vers l'Italie par Orléans et Limoges. 24 janv.

L'armée de Silésie s'établit sur la Marne, à Saint-Dizier et à Joinville. 25 janv.

Toujours persuadé qu'il rétablira ses affaires dans une seule bataille, Napoléon est resté aux Tuileries, méditant, combinant, retravaillant ses gigantesques projets. Pendant que les ennemis s'avancent, il passe des revues, il reçoit des adresses sur un trône qu'ébranlent déjà l'incertitude et l'incohérence de ses mouvemens. Il traite les Parisiens d'enfans effrayés; il plaisante avec ses courtisans; et les journalistes expliquant, comme des journalistes, les motifs d'un

séjour aussi prolongé, annoncent que l'empereur prépare dans un silence magnanime l'inévitable destruction des confédérés.

Maintenant, bien plus despote que guerrier, il est plus attentif aux modifications de l'opinion, dans la capitale, qu'à l'approche des Russes et des Prussiens. Ses grandes appréhensions viennent des dispositions qu'il croit démêler dans les esprits : il n'a cédé qu'à la nécessité en recréant la garde nationale; et il prend toutes les précautions pour que cette force armée ne puisse, en aucun cas, s'opposer à la détermination du gouvernement. Les négociations des alliés à Francfort, en décembre dernier, ont obtenu l'effet qu'ils s'en promettaient : Napoléon, convaincu que ses ennemis ne passeraient pas le Rhin avant le printemps, calculait qu'il aurait au moins quatre mois pour ses préparatifs; que ce délai suffirait pour établir une défensive militaire. Car son inflexible volonté de garder tout son pouvoir, la prévoyance des risques auxquels l'exposerait une levée en masse, et la crainte du réveil de la liberté, lui firent rejeter l'idée d'une défensive nationale. Il craindrait de confier, pendant son absence de Paris, le commandement de ce poste, le plus important de tous, à un militaire d'un caractère élevé, d'une haute réputation, et capable de se déterminer lui-même. L'empereur, après avoir régné dix ans entiers sans opposition, se tient néanmoins en garde contre le mérite de ceux de ses lieutenans qui se trouvent hors de sa vue. Il veut réunir dans ses mains les innombrables ressorts de l'administration; et cela, plus encore par jalousie de monarque, que par habitude de faire dominer son génie sur les facultés de ceux qu'il emploie. Il laisse donc à Paris son frère Joseph! La nullité politique et militaire, l'âme timide de

cet ex-usurpateur de l'Espagne, le rassurent sur sa conduite; également sûr de ses ministres, qui tous lui conviennent en raison de la souplesse de leurs talens et de leur inépuisable dévouement; bien persuadé de l'entière condescendance, ou plutôt de l'absolue servilité de son sénat conservateur, Napoléon part, en promettant d'accélérer son triomphe et son retour. La régence est conférée à l'impératrice.

Paris, cependant, reste sans défense et à la merci des troupes légères des alliés. Napoléon avait assemblé un comité de fortification; mais il ne lui confia que des détails d'exécution et n'adopta aucune de ses vues de défense : il est trop pénétré de l'immense supériorité de ses conceptions, pour adopter les avis des officiers les plus exercés de l'Europe.

Quant aux plans généraux, ses premières dispositions ont décelé son embarras et son ignorance des projets, des moyens et de la marche des ennemis. Toute son attention s'est d'abord portée sur la Belgique, car il n'a pas soupçonné qu'ils franchiraient cette chaîne abaissée qui sépare les bassins du Rhin et du Rhône; qu'ils pénétreraient par cette trouée où finissent les Vosges et le Jura; que la ligne d'opérations la plus favorable à leur offensive se trouvait sur ces points, puisqu'ils pouvaient acheter ou violer impunément la neutralité de la Suisse, et porter rapidement trois cent mille hommes au cœur de la France. Il s'est flatté d'arrêter, avec les seuls débris ramenés de Leipsick, les premiers efforts de la grande armée alliée et de l'armée de Silésie.

Remettant en œuvre ses vieux stratagèmes, il croit en imposer par un vain appareil. Il multiplie les dénominations principales de ses forces, il érige huit corps d'armée, commandés par autant de maréchaux :

mais ces corps sont des squelettes; les cadres nombreux sont vides de conscrits, attendu qu'on n'a pu effectuer des levées dans cette partie très-considérable du territoire de l'empire déjà envahie. Les maréchaux ont perdu sur leurs soldats l'ascendant de leur renommée. Les renforts, si hautement annoncés chaque jour, n'existent nulle part. Les corps des maréchaux Victor, Ney, Marmont, sont rejetés sur la rive gauche de la Marne moyenne, et leur retraite a été déterminée, plus encore par l'état déplorable des troupes, que par leur grande infériorité numérique : sans solde depuis six mois (un cinquième de traitement est retenu aux officiers employés, etc., à partir du 1er. janvier 1814), sans distributions régulières, mal vêtues, à peine secourues des habitans que fatigue et désole leur séjour prolongé, elles cèdent au découragement. Les chevaux n'ont pu être ferrés à glace faute de fonds. Tout cela, non-seulement accuse l'imprévoyance de l'empereur, mais doit lui faire éternellement reprocher cette obstination à refuser des conditions de paix (V. 12 juillet, 2 décembre 1813), dans lesquelles les Français de l'ancienne France trouvaient la fin de leurs calamités; suivant lesquelles ils restaient en possession d'une partie de leurs conquêtes, ce prix de leur sang; et qui, leur offrant un avenir moins troublé, leur auraient fait supporter avec moins de regret quelques sacrifices de territoire.

La guerre continuant, sans doute il convenait de ne pas disséminer des forces très-inférieures, de l'Adriatique au Zuyderzée. Au lieu d'essayer de lier les détails d'un plan gigantesque, ne valait-il pas mieux évacuer tout-à-fait la Hollande, l'Espagne et même l'Italie, en laissant de bonnes garnisons à Mantoue, Alexandrie, Gênes, comme aussi dans Anvers? Alors,

on se mettait en état de rassembler cent mille hommes entre le Jura, les Vosges et le Morvan. Si ces forces n'avaient pas d'abord arrêté l'irruption de l'ennemi, elles en eussent émoussé la violence, ralenti les progrès! Mais en abandonnant un grand nombre de départemens, l'empereur divulguerait le secret de sa faiblesse; et sa vanité, blessée d'un tel aveu, préfère courir les risques d'une défaite totale, à déchoir de sa puissance. Vainement la fortune déploie-t-elle en sa faveur de grands moyens de conservation, il refuse d'exister comme souverain si sa puissance n'embrasse l'occident et le midi de l'Europe.

Les trois armées d'invasion occupent une ligne qui s'étend de Langres à Namur, sur un développement de soixante-dix lieues. Leurs masses, postées sur la Meuse et sur la Marne, sont en mesure d'agir sur Paris, tandis que les corps très-considérables du Prussien Bulow, en Belgique, et de l'Autrichien Bubna, dans le bassin du Rhône, sont destinés à favoriser l'opération principale, par des entreprises sur les flancs. Besançon et toutes les forteresses du Rhin sont bloquées.

En rétablissant plusieurs rouages de l'ancienne monarchie avec son arbitraire, Napoléon entendait qu'ils ne reçussent d'impulsion que de la volonté personnelle du chef de l'état. En conséquence, et pour faire revivre les traditions, il avait mis beaucoup d'hommes d'autrefois, non-seulement en possession d'emplois supérieurs ou secondaires, mais aussi des dernières places de l'administration municipale; de sorte que leur influence actuelle est considérable dans les campagnes, comme dans les villes : l'empereur avait en outre l'espoir de s'en faire des auxiliaires, ne doutant pas que ses nombreux bienfaits ne parvinssent à dissiper leurs regrets, et que, réintégrés dans

les honneurs du palais, ils ne désireraient plus l'ancienne cour! Il n'appréhendait de leur part aucune tentative décidée vers un changement politique, parce qu'il jugeait à merveille, et l'insuffisance de leurs moyens, et leur avilissement, et leur incapacité, et leur défaut d'énergie, pour tramer une conjuration: mais, tout en se défiant de la sincérité de leur résignation, il se doutait peu de leur habileté dans l'art des petites combinaisons secrètes et pour nouer des intrigues dans l'ombre! D'ailleurs, il redoutait avant tout la réapparition des républicains et des principes démocratiques; on voyait que cette appréhension ne cessait de tourmenter son esprit. La résistance inattendue du corps législatif (V. 28 décembre 1813), dont il était d'autant plus vivement offensé, qu'elle contrastait avec les basses déférences du sénat; cette résistance lui semblait le résultat de menées démocratiques dirigées contre sa toute-puissance; il voyait les députés Raynouard, Laîné, comme des puritains en démagogie: depuis long-temps persuadé qu'il ne trouverait d'opposition que dans ceux qui prirent une part quelconque au mouvement des idées populaires et qui ne transigèrent jamais avec les principes monarchiques, il les avait soigneusement écartés, ou bien rejetés dans des fonctions circonscrites et spéciales. Les coalisés qui, d'abord, hésitèrent à franchir le Rhin, voyant aujourd'hui cette désapprobation très-prononcée du corps législatif, et bien informés des dispositions des hommes que leurs souvenirs rattachent à l'ancien régime, ne doutent pas d'être aidés par l'un et l'autre de ces deux partis si dissemblables; ils se déterminent, d'après ces indices, à porter leurs armes dans l'intérieur, et même dans l'ancienne France!

Les maréchaux Marmont, Ney, Victor arrivent sur

Châlons, où le maréchal Macdonald accourt à marches forcées pour les soutenir. La défense de la Belgique est confiée au général Maison qui, décoré du titre pompeux de général en chef de l'armée du Nord, n'a sous ses ordres que des cadres presque vides, avec les restes informes de quelques régimens. Après la malheureuse campagne de 1813, les alliés avaient étendu leurs forces le long du Rhin, et porté le corps de Bulow vers la Hollande. Les résultats de cette campagne, l'approche des armées ennemies et les intrigues des étrangers agitaient les esprits; en Hollande surtout, les partisans de la maison d'Orange conçurent des espérances qui ne tardèrent pas à se réaliser. Le général Molitor, qui commandait en Hollande, inquiet de ce qui se passait autour de lui, prit un parti qui devait faciliter et facilita, en effet, le mouvement des Hollandais; il jeta presque toutes ses forces dans les places, et se retira à Utrecht avec quelques troupes qui lui restaient : le résultat de ces fausses mesures entraîna la perte de la Hollande; elle fut enlevée à la domination française et rendue à ses anciens princes qui, ne tardant pas à y paraître, régularisèrent le mouvement du pays et commencèrent l'organisation de leurs troupes. Tel était l'état des choses, lorsque le général Maison fut envoyé pour s'opposer aux progrès effrayans de l'ennemi dans cette partie de nos frontières totalement négligée par Napoléon. En arrivant à Anvers, à la fin de décembre 1813, Maison trouva tout le pays en alarmes; des partis ennemis s'avançaient jusqu'aux portes de Bruxelles, et les frontières de la vieille France étaient déjà menacées. L'armée du général Maison ne comptait pas plus de six mille hommes : par des efforts inouïs d'activité et de talent, il parvint à porter ses forces à treize ou quatorze mille

hommes ; mais il fallait faire tête à des armées d'abord de vingt à vingt-cinq mille hommes, et qui furent portées jusqu'à plus de quatre-vingt mille hommes pendant tout reste de la campagne. Le général Maison signalant, dans ces conjonctures, sa haute capacité militaire, parvint à couvrir les départemens du Nord et du Pas-de-Calais, et l'ennemi, malgré son immense supériorité numérique, ne put s'emparer d'aucune de nos places. Grand capitaine et excellent citoyen, Maison soutint dignement l'honneur des armes françaises, fit observer la plus exacte discipline à ses troupes, et réussit à conserver l'ordre et la tranquillité dans les départemens qu'elles occupaient, malgré les agitations et les soulèvemens que les alliés travaillaient à y exciter.

26 janv. Napoléon porte son quartier général à Châlons-sur-Marne. L'aile droite, maréchal Mortier, est dans les environs de Troyes; le centre, maréchaux Marmont et Victor, autour de Vitry ; l'aile gauche, maréchal Macdonald, auprès de Mézières ; la réserve, formée de la garde, maréchaux Ney et Oudinot, prend poste à Châlons et à Vitry. L'effectif de tous ces corps est évalué à soixante-dix mille hommes. Avec ces forces, l'empereur se flatte de surprendre les ennemis par la vivacité de ses manœuvres, de les battre partiellement, de les confondre, de les diviser, et, en usant à propos des ressources de la négociation, de désunir les alliés. Toutes ces dispositions décèlent (on ne peut trop s'en étonner) son ignorance des plans, des mouvemens et des forces de l'ennemi. Comment un génie de cette portée peut-il s'abuser aussi étrangement ?

Les alliés, au contraire, agissent avec une froide circonspection. Forts d'une immense supériorité, qui leur promet un succès définitif, ils sont déterminés

à ne pas s'exposer aux chances d'une grande bataille. Ils ont étudié leur adversaire ; ils savent qu'avec un moindre nombre de troupes et dans des positions difficiles, il est parvenu à ressaisir la victoire par un mouvement rapide, à dissiper des masses très-redoutables ; ils savent que la confiance qu'il place en lui-même est infinie, et ils s'attendent à lui voir mettre en usage ces marches expéditives qu'il employa dans toutes ses campagnes, tandis que son génie leur paraît peu susceptible de combiner une longue et laborieuse défensive. Ils veulent enfin le cerner, bien plus qu'ils ne cherchent à l'atteindre.

Celui qui dédaigne tout système de stratégie différent du sien, qui trouve Turenne timide et le maréchal de Saxe un écolier, celui-là se gardera d'agir à leur manière : aussi bien il serait trop tard ! Napoléon est dans l'inévitable alternative de frapper des coups d'audace extrême, de faire des actions d'un éclat prodigieux, ou de commettre sa renommée, qui, actuellement, fait une si grande partie de sa puissance. L'art du prestige, qui lui valut de si merveilleux succès dans les plus critiques conjonctures, reste, dans cette extrémité, sa ressource la plus efficace.

29 janv.

L'empereur, conduisant les maréchaux Ney, Victor, attaque à Brienne (Aube) les corps russes de Sacken et d'Alsufiew, de l'armée de Silésie, avec lesquels se trouve le général en chef Blucher. Le château, la ville et leurs abords deviennent le théâtre d'une foule de combats particuliers, livrés avec un acharnement extrême. Trois mille tués ou blessés, de chaque parti, restent sur le terrain. Les Français doivent à leur fermeté, de sortir avec honneur d'une position où Napoléon les a témérairement engagés.

Blucher se replie et prend position, pour attendre des renfords de la grande armée.

30 janv. Joachim Murat, roi de Naples, adresse de Bologne une proclamation à ses soldats. — « Soldats, aussi long-» temps que j'ai pu croire que l'empereur Napoléon » combattait pour la gloire et la paix de la France, j'ai » combattu à ses côtés ; mais aujourd'hui il ne » m'est plus possible de conserver aucune illusion : » l'empereur ne veut que la guerre. Je trahirais les in-» térêts de mon ancienne patrie, ceux de mes états et » les vôtres, si je ne séparais pas sur-le-champ mes » armes des siennes pour les joindre à celles des » puissances alliées dont les intentions magnanimes » sont de rétablir la dignité des trônes et l'indépen-» dance des nations. Je sais qu'on cherche à éga-» rer le patriotisme des Français qui sont dans mon » armée, par de faux sentimens d'honneur et de fidéli-» té, comme s'il y avait de l'honneur et de la fidélité » à assujettir le monde à la folle ambition de l'empereur » Napoléon. Soldats, il n'y a plus que deux bannières » en Europe ; sur l'une, vous lisez : religion, morale, » justice, modération, paix et bonheur ; sur l'autre, » vous lisez : persécutions, artifices, violences, tyrannie, » guerre et deuil dans toutes les familles. Choisissez ! »

1er. février. Une bataille est livrée à la Rothière (village à une lieue un quart sud de Trannes, deux lieues et demie nord de Brienne), dans une plaine bornée par l'Aube et son affluent la Voire.

Napoléon, s'abusant sur les motifs de l'immobilité de ses ennemis, a continué de les menacer. Impatient d'obtenir une victoire qui relève la confiance de l'armée et l'espoir de la nation, il a voulu se mesurer une seconde fois, au lieu de retourner en toute hâte sur

Troyes, où le maréchal Mortier lui donnerait une augmentation considérable de troupes. Blucher attaque dès qu'il aperçoit les renforts de la grande armée alliée : Ces renforts, amenés par l'autrichien Giulay, le bavarois Wrède, le prince de Wirtemberg et le prince Constantin de Russie, commandant les réserves, portent l'armée combinée à près de cent dix mille combattans. Napoléon n'en réunit pas quarante mille, sous les maréchaux Ney, Victor, Oudinot, Marmont, et le général Gérard. Cette action étant la première bataille rangée que les alliés livrent en France, son résultat doit exercer une grande influence sur le moral des troupes et sur l'issue de la campagne.

L'engagement commence à une heure après midi, et ne cesse qu'à minuit. La perte des Français s'élève à six mille homme, dont deux mille cinq cents prisonniers, et à plus de cinquante bouches à feu. La perte des alliés, presque aussi considérable, en tués ou blessés, affecte peu leur masse. Ce n'est qu'un dix-huitième de leur nombre ; c'est un sixième des Français. Ceux-ci battent en retraite sur Troyes ; on ne les poursuit dans aucune direction : de sorte qu'il serait difficile de déterminer si l'incapacité manœuvrière du Prussien, pendant et après la bataille, est plus grande que la témérité de son adversaire qui vint le défier. Mais, quoique indécise, cette affaire achève de dissiper ce prestige d'invincibilité que la fortune attachait à la présence de Napoléon : le découragement atteint ses officiers de toutes armes, et jusqu'aux généraux ; l'esprit de désertion, introduit parmi les soldats, affaiblira, chaque jour, des corps déjà considérablement réduits par les fatigues, les privations, les maladies. Cet échec a pour lui les conséquences d'une véritable

défaite : néanmoins, ses bulletins en parleront comme d'un simple engagement d'arrière-garde.

4 février. Le prince Eugène Beauharnais, commandant l'armée franco-italienne, hors d'état de garder l'offensive avec les Autrichiens, depuis la défection de Murat (V. 6, 11 janvier), recule de l'Adige sur le Mincio. Au commencement de janvier, le prince Eugène envoie à Naples le général Gifflenga, son aide de camp, pour avoir parfaite connaissance des projets de Murat, qui lui apprend, sans nul détour, que son traité d'alliance avec l'Autriche est signé ; dès ce moment le vice-roi d'Italie entre en négociation avec le roi de Naples, et ne s'occupe plus qu'à travailler pour son propre compte ; il se met en intelligence avec les Autrichiens et les Anglais, et s'engage à faire cause commune avec Joachim contre Napoléon, à condition que les puissances alliées le reconnaîtront roi d'Italie, et que les frontières de ce royaume seront portées jusqu'aux Apennins. Des difficultés élevées à ce sujet, et surtout la marche rapide des événemens empêcheront le prince Eugène de se prononcer ouvertement, à l'exemple de Murat, contre Napoléon ; mais il méditait sa défection et n'osait encore l'exécuter ostensiblement ; dans un ordre du jour, il engage les Italiens à se prononcer pour la défense de leur propre cause, et pousse la déloyauté jusqu'à inviter les troupes françaises à déserter..... Il envoie un plénipotentiaire au congrès de Châtillon pour y traiter de ses intérêts particuliers, ce qui annonce clairement l'intention de faire cause commune avec les puissances alliées, si elles consentent à reconnaître ses droits au royaume d'Italie ; en attendant, l'armée française et italienne, commandée par le prince Eugène, se re-

pliera sans cesse en livrant de continuels combats. Le vice-roi, qui ne néglige aucun moyen pour se créer un parti considérable dans le sénat italien et dans l'armée, a recours à toutes les séductions possibles, afin de se faire décerner la couronne par le sénat italien ! Retranché sur l'Adige, il continue à combattre avec des succès balancés, et remporte quelquefois des avantages toujours achetés bien cher et qui, dans l'état de dénûment où se trouve son armée, lui deviennent plus funestes qu'utiles. Enfin, le vice-roi, pour prix de son ambition et de son ingratitude envers son père adoptif, envers Napoléon, sera réduit à s'évader d'Italie en habit autrichien, et empruntera à un colonel autrichien (à Roveredo) son uniforme, ses gens, sa voiture et sa livrée ! ! !

5 février.

Les cortès désavouent le traité de Valençay (11 décembre 1813), que Ferdinand VII leur a adressé par le duc de San-Carlos (signataire dudit traité), afin qu'elles le revêtent de leur ratification : Ferdinand a écrit pour cet objet, le 18 décembre 1813, à la régence de Madrid, et le 23 du même mois, à la régence d'Espagne. Dans l'instruction donnée par le roi Ferdinand à don Joseph Palafox, il dit :....... « En conséquence de cette note, la régence donnera ses ordres » pour la suspension des hostilités, et nommera un » commissaire digne de sa confiance pour exécuter de » son côté les articles qui la concernent....... » Ferdinand a supplié Napoléon de l'adopter pour fils, et lui a demandé pour épouse une princesse de sa famille ; il a fait éclater, dans toutes les circonstances, son admiration pour Napoléon qui le retient, depuis quatre années, prisonnier à Valençay : il désavouera, en secret, le traité du 11, et n'en exécutera aucune des

clauses, aussitôt qu'il aura recouvré sa liberté et son royaume : il cassera tous les actes de la régence et des cortès qu'il a sanctionnés et juré de maintenir, les traitera de rebelles et de traîtres, et fera poursuivre criminellement les membres les plus distingués de ces cortès, qui lui ont conservé son trône et reconquis ses états. (V. les *Mémoires de Nellerto*, etc., Llorente), où sont relatées toutes les pièces justificatives et officielles.)

Un congrès s'ouvre à Châtillon (Côte-d'Or), entre les quatre grandes puissances alliées et la France. Il est composé des comte Stadion, baron Humboldt, comte Rasumowski, plénipotentiaires de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie. L'Angleterre y est représentée par les lords Aberdeen, Cathcart et le général Charles Stewart; en outre le lord Castlereagh, ministre, est présent. De Caulaincourt (duc de Vicence) est envoyé de la France. La défaite de Napoléon (V. le 1er.) le décide à traiter, conformément aux bases de Francfort (V. 1er. décembre 1813).

5 février. Châlons (Marne) est occupé par le Prussien Yorck, de l'armée de Silésie. Conformément aux plans déterminés par les souverains alliés, depuis la bataille du 1er., cette armée doit côtoyer la Marne et marcher sur Paris par les deux routes qui y conduisent de Châlons, tandis que la grande armée s'avancera par l'une et l'autre rive de la Seine; la liaison des deux masses se fera par des corps détachés dans plusieurs positions intermédiaires.

7 février. Troyes est occupée par des corps de la grande armée alliée : l'empereur a évacué cette ville pour suivre l'armée de Blucher, agissant isolément sur la Marne. A Troyes se déclarent, mais en petit nombre,

les premiers vœux des royalistes, car l'évacuation de Nancy (16 janvier), celle de Dijon (19 janvier), villes où résident les principales familles de l'ancienne noblesse de la Bourgogne et de la Lorraine, n'ont amené aucune démonstration en faveur des princes Bourbons.

8 février. La bataille du Mincio est livrée sur la rive droite de cette rivière, à Velleggio et Pozzolo (trois lieues ouest de Mantoue). L'armée de Bellegarde compte cinquante mille vieux soldats, le prince Eugène Beauharnais ne dispose que de trente mille hommes, dont la moitié consiste en nouvelles levées. L'action dure tout le jour, et finit au désavantage des Autrichiens qui ont cinq mille hommes hors de combat et deux mille prisonniers; la perte des Franco-Italiens ne s'élève pas à quatre mille hommes. Malgré les démonstrations des troupes napolitaines sur la rive droite du Pô, malgré sa supériorité numérique, l'ennemi intimidé gardera la défensive; concentrant ses forces, il restera dans l'inaction jusqu'à la fin de la guerre. Le cabinet de Vienne, fidèle à son système de temporisation, compte sur les efforts de ses alliés plus que sur les siens propres; il ménage ses troupes et prodigue les petits artifices de sa diplomatie : il négocie avec le prince Eugène, qui se flatte toujours d'obtenir des alliés le trône d'Italie.

9 février. Le Russe Winzingerode, de l'armée alliée du Nord, prend, sans coup férir, Avesnes, petite forteresse du Nord, dépourvue de tous moyens de défense.

10 février. L'incurie et la timidité manœuvrière de Blucher, dans l'exécution du grand plan de marche sur Paris (V. le 5), offrent à Napoléon la facilité d'entamer son flanc gauche. Le corps russe d'Alsufiew, n'ayant que

six mille hommes, est laissé isolément vers Sézanne pour entretenir la communication des deux armées alliées : c'est sur ce corps que l'empereur, abandonnant la rive droite de la Seine, vient se jeter par un mouvement des plus rapides : à peine quinze cents Russes parviennent-ils à s'échapper; Alsufiew, deux autres généraux, quarante-cinq officiers, dix-huit cents soldats et vingt-une pièces sont les trophées de la journée de Champaubert. La perte des Français est peu considérable.

11 février. A Montmirail (Marne), l'empereur atteint le Russe Sacken, de l'armée de Silésie, au moment où il s'efforce d'opérer sa jonction avec le Prussien Yorck : ces généraux abandonnent neuf cents prisonniers, vingt-cinq canons, presque tous les bagages, et laissent trois mille morts ou blessés ; la perte des Français est évaluée à deux mille hommes. Les maréchaux Ney, Mortier, Lefebvre, les généraux Friant, Nansouty, Ricard, se distinguent par l'opiniâtreté de leurs attaques. La défaite de trois lieutenans de Blucher, ce jour et le précédent, prouvent sa médiocrité manœuvrière.

11 février. Le duc d'Angoulême (neveu de Louis XVI) adresse aux Français une proclamation datée de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), où ce prince est arrivé avec l'armée anglaise. Cette proclamation semblerait annoncer que le ministère anglais agit en faveur de la maison de Bourbon : mais les actes du général en chef Wellington ne permettent pas même de le supposer ; il prend possession, au nom de son souverain, de chaque parcelle de territoire, et il défend qu'on reconnaisse le jeune prince en sa qualité de lieutenant du roi son oncle (V. 12 mars).

11-12 févr.

L'empereur, quittant les bords de la Seine, pour opérer sur ceux de la Marne (V. le 10), a chargé les maréchaux Victor et Oudinot de garder la Seine, entre Nogent et Moret, tandis que les généraux Pajol et Allix défendraient l'Yonne, d'Auxerre à Montereau : Paris serait ainsi couvert sur la route de Fontainebleau ; mais ni les maréchaux, ni les généraux n'ont des forces suffisantes, et les points qu'ils occupent sont presque aussitôt enlevés qu'attaqués.

13 février.

Le vaisseau de soixante-quatorze *le Romulus*, commandé par le capitaine Rolland, sur le point de rentrer à Toulon, est chassé par une armée anglaise forte de dix-sept vaisseaux de ligne : pendant une heure, *le Romulus* combat, vergue à vergue, le vaisseau à trois ponts *le Boyne*, tandis qu'un autre bâtiment de même force le canonne et qu'un troisième lui envoie sa volée à demi-portée de pistolet ! Cependant le vaisseau français parvient à se dégager et à prendre mouillage dans la baie de Toulon.

14 février.

A Vauchamp (une lieue et demie ouest de Montmirail, Marne), Blucher, sortant de ses incertitudes, reprend l'offensive pour venger l'affront et réparer les échecs de ses lieutenans (V. les 10 et 11) : il s'avance avec les Prussiens Kleist, Ziethen et le Russe Kapzewitsch, sur le maréchal Marmont, laissé à Étoges afin d'observer la route de Châlons. Mais l'empereur qui, après deux autres actions très-avantageuses aux environs de Château-Thierry et sous ses murs, le 12 et le 13, a rejeté Sacken et Yorck à la droite de la Marne, fait soudain volte-face sur Blucher, resté si long-temps immobile à la rive gauche : à la vue des Français, le Prussien commençant à se retirer, ses li-

gnes sont impétueusement chargées par les généraux Grouchy, Doumerc, Bordesoulle, Saint-Germain, et mises en pleine déroute : dix-huit canons, avec trois mille Prussiens, sont pris; sept mille, tant Prussiens que Russes, sont mis hors de combat. Les Français perdent à peine six cents hommes.

Napoléon fit souvent dépendre sa fortune d'un coup grandement hasardé. Ainsi, dans cinq jours, il écrase successivement les cinq corps de l'armée de Silésie, s'avançant avec confiance sur Paris, et leur fait essuyer une perte d'au moins vingt-cinq mille tués, blessés ou prisonniers. Il retrouve, en ce pressant danger, les heureuses inspirations qui distinguèrent ses premiers faits d'armes en Italie ; mais que sont-elles ? des éclairs sillonnant d'épaisses ténèbres, des lueurs d'un flambeau prêt à s'éteindre; et l'ennemi que déconcertent ses rapides manœuvres est le fuyard d'Iéna, le capitulé de Lubeck (V. 14, 18 octobre, 6 novembre 1806). D'ailleurs ces avantages partiels ne sauraient entraîner le sort de la campagne.

15 février

Voici la position respective des armées : en vingt jours, l'empereur a battu successivement tous les corps de l'armée de Silésie, et les a jetés entre la Marne et l'Aisne. Blucher serait hors d'état de venger ses humiliations, si le corps très-nombreux du Russe Winzingerode n'accourait de la Belgique pour le soutenir (V. 9, 12) : ce renfort de troupes fraîches compense avantageusement ses pertes. Napoléon, se croyant à l'abri de ce côté, du moins pour quelque temps, y laisse en observation les maréchaux Mortier, Marmont : il porte ses regards vers la Seine, où la grande armée des alliés a manœuvré séparément, et dont les avant-postes, dépassant Moret et Provins, menacent Melun ; tandis que des partis, s'étendant

au sud de Fontainebleau, répandent l'alarme jusqu'aux portes d'Orléans. Secondé par les maréchaux Victor, Oudinot, Macdonald, commandans des débris auxquels on laisse le nom de corps d'armée; conduisant lui-même sa vieille et sa jeune garde; renforcé par des troupes arrivant d'Espagne, l'empereur s'avance sur le flanc de l'ennemi, disséminé à la rive droite de la Seine : l'armée française, dont les succès ont ranimé l'ardeur, présente une masse de cinquante mille combattans. Les corps des maréchaux Mortier, Marmont, détachés au nord de la Marne, ne se comprennent pas dans ce nombre, non plus que les troupes confiées au général Maison, qui défend pied à pied la frontière de la Flandre, et s'y couvre de gloire.

17 février.

Voici l'état des négociations au congrès de Châtillon (V. le 5). De part et d'autre les conférences se suivent sans bonne foi. Si Napoléon les admit, s'il les prolonge, c'est dans l'espoir que des victoires signalées ne tarderont pas d'en rompre le cours. Les cabinets alliés occupent, avec des armées tellement supérieures en nombre, une portion si considérable de l'empire, qu'ils croient toucher au but de leurs opérations : rejetant à ce jour les bases qu'eux-mêmes proposèrent à Francfort (V. 1er. décembre 1813), bases fondées sur ce qu'eux-mêmes appelaient les limites naturelles de la France, ils se refusent à lui laisser une consistance analogue au rang qu'elle doit occuper dans le système politique : ils donnent un projet de traité. « . . . . — Art. 2. L'empereur des Français renonce » à la totalité des acquisitions faites par la France, » depuis le commencement de 1792, et à toute in- » fluence constitutionnelle hors de ses anciennes limi- » tes. . . . . — Art. 4. Il reconnaît aux puissances

» alliées le droit de déterminer, d'après les traités con-
» venus entre ces puissances, les limites et rapports,
» tant des pays cédés par la France, que de leurs états
» entre eux, sans qu'elle puisse aucunement y inter-
» venir. — Art. 5. Toutes les colonies de la France lui
» seront restituées, à l'exception des îles de Tabago,
» des Saintes, de Bourbon et de France. — Art. 6. Il
» remettra, dans de très-brefs délais, et sans excep-
» tion, les forteresses des pays cédés, et toutes celles
» encore occupées par ses troupes, en Hollande, en
» Belgique, en Allemagne, en Italie. Ces places seront
» remises, dans l'état où elles se trouvent, avec leur
» artillerie, les munitions, et tout ce qui n'est pas
» propriété particulière. L'empereur remettra, égale-
» ment sans délai, aux armées alliées, les places de
» Besançon, Béfort, Huningue, à titre de dépôt, jus-
» qu'à la ratification de la paix définitive. »

Napoléon, qui provoqua tant de fois l'armement des puissances, et les punit si durement de leurs défaites et de leurs perfidies, reçoit d'elles, à son tour, les plus dures conditions de paix. Peut-être, l'empereur d'Autriche, désirant l'avantage de sa fille, aurait fait adoucir ces conditions, et la France aurait pu conserver cette partie des départemens de la Sarre et du Mont-Tonnerre, indispensable à la régularité et à la défense de la frontière nord-est; mais, en se réduisant à ce point, Napoléon se voyait profondément humilié aux yeux de l'Europe! Les Français, sortis d'un si long enchantement, dégagés de toute reconnaissance, comptant leurs blessures, lui reprochant éternellement la perte de toutes ces belles contrées que d'autres généraux avaient conquises; les Français auraient limité son autorité; l'esprit de liberté, si fortement comprimé jusqu'alors, aurait repris son élasticité:

les troupes sur lesquelles il n'aurait plus versé des flots de récompenses ; les troupes, dont le souffle empesté de son ambition a fané tous les lauriers, les troupes elles-mêmes auraient abjuré ce dévouement inconsidéré, et si funeste à tous, en prenant parti pour la nation.

Napoléon aperçoit très-bien les inévitables conséquences de la réduction de sa puissance politique; en vain l'Autriche le pressera avec bonne foi, du moins en apparence, d'accepter l'ancien royaume de France : qu'est la vraie France, pour un homme qui, depuis douze années, absorbé dans la contemplation de son grand empire, dans ses desseins de domination universelle, placé comme dans un vaste sérail, jette à peine quelques regards de préférence sur cette France, qui lui valut ses premiers succès? Il ne l'aime que parce qu'elle est le meilleur instrument de ses conquêtes, qu'elle renferme la population la plus anciennement façonnée à son joug, qu'elle fut le théâtre de son exaltation, et qu'elle doit rester le plus bel apanage de sa dynastie.

Aussi-bien, les avantages récemment obtenus sur l'une et l'autre armée ennemies, réveillent ses orgueilleuses illusions : il ne doute pas d'amener la plus forte de leurs masses, les pesans Autrichiens, à une bataille rangée, dans laquelle il décidera son triomphe définitif. « C'est par trop exiger, a-t-il dit publiquement, » les alliés oublient que je suis plus près de Munich » qu'ils ne le sont de Paris. » En 1801, simple consul, il avait dit à des députés belges, venant le complimenter sur le traité de Lunéville, qui reconnaissait l'annexation de leur territoire à la Belgique : « Mais, quand » même l'ennemi aurait eu son quartier général au faubourg Saint-Antoine, le peuple français n'eût jamais

» ni cédé ses droits, ni renoncé à la réunion de la Bel-
» gique. » On assure que c'est le soir du combat de Champaubert (le 10), qu'il dit cette autre phrase, si mal rapportée dans l'ouvrage de M. de Pradt : « Enfin, je puis être encore une fois maître du monde. » Peu de jours avant la bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805), l'empereur Alexandre avait fait offrir la paix à Napoléon, à condition qu'il rendrait la Belgique à l'empereur d'Autriche, l'Italie à ses anciens souverains, et laisserait la Hollande indépendante. Justement indigné de l'arrogance d'Alexandre, Napoléon pouvait s'écrier alors : « Allez dire à votre souverain que, si la paix
» n'est possible qu'à ces conditions, il ne les obtiendrait
» pas, quand même son armée serait campée sur les
» hauteurs de Montmartre. » Devrait-il, aujourd'hui, conserver de semblables prétentions; et, battu dans toute l'Europe, refuser ces articles à la porte de Paris?

17 février. Près de Nangis (Seine-et-Marne), de fortes divisions austro-russes, en marche sur Paris par les rives de la Seine, sont mises en déroute par l'empereur qui, parti le 15 de Montmirail, avec sa garde et le maréchal Ney, est, la veille, arrivé à Guignes, par Meaux, ayant fait vingt-huit lieues en deux jours. Là, ralliant partie des troupes des maréchaux Victor, Oudinot, il réunit près de cinquante mille combattans : le résultat de cette journée est, pour l'ennemi, une perte de cinq mille hommes, d'autant de prisonniers, et d'une douzaine de canons. Elle serait plus considérable, si Victor avait agi avec plus de décision : l'empereur, fort mécontent de la conduite de ce maréchal, lui retire son commandement, et le confie au général Gérard, dont le rare mérite a brillé dans cette occasion, comme il brilla dans beaucoup d'autres circonstances. Les Français ne comptent guère qu'un millier des leurs

hors de combat, tandis que l'ennemi perd, avec la moitié de ses soldats, quatorze canons. L'issue de ces combats, livrés sur différens points, détermine aussitôt à battre en retraite sur Troyes, le généralissime des alliés, qui compte encore plus sur les intrigues ourdies par les cabinets alliés à Paris, que sur la force de leurs armées, et qui est d'ailleurs plus versé dans l'art des négociations, que dans la science militaire.

18 févr. Le combat de Montereau (Seine-et-Marne) est la continuation des actions de la veille. Le prince royal de Wirtemberg, impétueusement attaqué, perd environ sept mille hommes; les généraux Gérard, Pajol, ont la plus grande part à ce résultat. Près de trois mille Français sont mis hors de combat. C'est pendant cette affaire que Napoléon dit gaiement à ses soldats, qui murmuraient en le voyant s'exposer : « Ne craignez » rien, mes amis, le boulet qui me tuera n'est pas en- » core fondu. »

21 févr. Monsieur, comte d'Artois (frère de Louis XVI), parti secrètement d'Édimbourg, a débarqué dans l'île d'Heligoland, d'où un bâtiment anglais l'a transporté à Lubeck; il n'a pas quitté l'Écosse avec l'approbation, avec l'appui du ministère britannique; au contraire, il a caché son départ, et mis une très-grande réserve dans sa conduite; il arrive à Vesoul. A mesure que les armées alliées s'avancent dans l'intérieur de la France, Monsieur, comte d'Artois, fait les plus grands efforts pour ranimer l'esprit public des Français en faveur de la maison de Bourbon; mais les souverains alliés ne lui permettent d'exercer aucune autorité, de déployer aucun caractère officiel; ils s'opposent à toutes les démarches politiques, à toutes les publications royalistes qui pourraient être favorables à la cause de la maison

de Bourbon ; les généraux autrichiens défendront même que les proclamations de Monsieur, comte d'Artois, se répandent dans la Franche-Comté, et un imprimeur de Vesoul sera arrêté et enlevé, pour avoir consacré ses presses à la cause de la royauté ! ! !

22 févr. A Méry-sur-Seine (sept lieues nord-nord-ouest de Troyes), la division Boyer arrête, repousse le corps de Sacken, appartenant à l'armée de Silésie, et l'empêche de profiter de ce passage important, qui porterait l'ennemi sur le flanc et les derrières de Napoléon. On peut citer sur ce combat une anecdote qui peint le caractère du soldat français : c'était le jour du mardi-gras ; nos conscrits ayant trouvé des masques dans une boutique, les prirent, et se battirent masqués ! Voltaire n'a-t-il pas dit :

> « . : . . Ces fous sont pleins d'honneur :
> » Ainsi qu'au bal ils courent aux batailles. »

24 févr. L'empereur reprend Troyes, après plusieurs actions particulières avec l'arrière-garde de l'armée alliée en retraite.

Cette ville est la seule dans toute la France où percent quelques faibles lueurs de royalisme (V. le 7). Chose étonnante ! et qui serait inexplicable, si on ne considérait pas les principes consacrés et les intérêts créés par la révolution ! Pas une ville, pas un bourg, pas un hameau ne déclinent l'autorité de Napoléon, ne se révoltent contre lui, ne se détachent de son gouvernement : c'est que les Français ont une haine profonde contre l'ancien régime, en redoutent le retour, et croient trouver encore dans Napoléon une garantie formidable contre les revendications et les vengeances qu'ils supposent que les émigrés ne manqueraient pas

d'exercer si le gouvernement impérial était renversé : le despotisme politique dont Napoléon accable les Français, son ambition et les calamités qu'elle entraîne sur la France, leur semblent encore moins insupportables que les abus de l'ancien ordre de choses, que les prétentions des classes privilégiées de l'ancienne monarchie : ils restent soumis et même dévoués au despote que sa propre conservation oblige, par-dessus tout, de défendre aujourd'hui les intérêts nationaux et l'intégrité du territoire. A peine quelques lueurs de royalisme se font apercevoir à Troyes, aussitôt les terreurs de Napoléon, dont la sagacité s'était endormie sur ce danger, se manifestent dans ses dispositions contre les partisans des Bourbons. Un décret impérial porte : « Tout Français au service d'une des » puissances dont les troupes envahissent le territoire » de l'empire, et tout Français qui aura porté les » signes ou les décorations de l'ancienne dynastie, se» ront déclarés traîtres, jugés par des commissions » militaires, condamnés à mort, et leurs biens seront » confisqués. »

L'importance des anciens souvenirs n'a pu s'apprécier que fort tard. La concentration du pouvoir, en ramenant les institutions monarchiques, rappelait involontairement l'image des Bourbons : à mesure que Napoléon déployait un caractère irascible, absolu, opiniâtre, inflexible, les hommes d'un âge mûr aimaient à se retracer les abus paisibles, la facile condescendance, la bénévole pusillanimité du gouvernement des deux derniers princes ; et, lorsqu'un bras de fer comprimait la plainte, les anciens souvenirs de la monarchie des Bourbons venaient déposer au fond des cœurs contre le despotisme de Napoléon ; ainsi, la route qui devait ramener à la monarchie tempérée se

frayait insensiblement ! L'arbitraire du gouvernement, chaque jour plus injuste ou plus découvert, avait aliéné de lui cette partie de la nation qui est, à la fois, éclairée et industrieuse : la destinée voulait que le rétablissement des rois suivît le règne d'un soldat parvenu dans une république ! Cette fois seulement l'instinct des émigrés aura deviné ; ils atteindront le but de leurs vœux, quoique leurs efforts imprudens, autant qu'inhabiles, les en aient sans cesse écartés : mais il faudra que les plus étranges événemens aient neutralisé leurs innombrables fautes, depuis qu'ils abandonnèrent Louis XVI aux Tuileries, pour aller le défendre à Coblentz ! ! !

Napoléon avait aussi pour les personnes de l'ancienne cour un goût de parvenu. Il les combla de faveurs, et en remplit son palais ; il les tenait près de sa personne, depuis qu'il prit l'état de représentation des rois de France, croyant ajouter quelque chose à sa dignité, en se faisant servir par les mêmes hommes qui servirent à Versailles : c'est la plus grande faute que pût commettre Napoléon. Le général Rapp lui avait dit un jour : « Ne mettez des émigrés, des an- » ciens nobles, ni dans vos armées, ni dans vos pa- » lais, ni dans les emplois publics, et je réponds du » poste. » Une vanité puérile abusa la sagacité de celui dont la conduite dans les affaires paraissait tracée par le publiciste de Florence, et lui en fit négliger ce seul conseil : « Ne rendez jamais aux hommes la moitié de ce qu'ils ont perdu, car ils s'en serviraient contre vous. » En effet, ces anciens courtisans de Versailles, que le nouveau monarque environnait de sa protection, ne retrouvant qu'une partie des avantages d'autrefois, recevaient à deux genoux, mais sans reconnaissance, des grâces qui leur semblaient incomplètes :

le parjure et la trahison étaient toujours, dans leur cœur, à côté du serment et de l'obéissance!!!

Voici la position des armées belligérantes. L'empereur n'a pu, comme il l'espérait, amener à un engagement le généralissime Schwartzenberg, dont l'irrésolution s'est accrue à la suite des revers qu'il vient d'essuyer (V. les 17, 18, 22, 24). Dépourvu de talens d'une certaine portée, l'Autrichien n'attendra rien de la fortune ou de l'audace; il n'usera de l'avantage de son immense supériorité numérique que pour envelopper de loin ceux qui viennent à sa rencontre; il espère d'ailleurs beaucoup des intelligences que M. de Metternich entretient à Paris, et des dispositions que M. de Talleyrand a manifestées, en faveur des projets des puissances alliées, à un de leurs agens secrets, M. ***. Le prince de Schwartzenberg, regardant le temps comme un grand élément de succès, se propose d'user les moyens des Français en prolongeant leur action, en les jetant dans l'incertitude sur ses mouvemens: à cet effet, il s'est retiré derrière l'Aude, disposé à s'y tenir en observation, pivot immobile des opérations, tandis que ses lieutenans, formant les ailes, se déploieront au nord et au midi. Alarmé des progrès obtenus sur le Rhône par le maréchal Augereau (qui ne trahissait pas encore), dont le corps s'élève à trente mille hommes, au moyen des renforts de vieilles troupes venues d'Espagne et de conscrits enlevés avant l'âge autour de Lyon, le généralissime envoie contre lui vingt-cinq mille Allemands tenus en réserve. A la droite de la Marne, Blucher, au moment d'opérer sa jonction avec les corps de Bulow et de Winzingerode détachés de l'armée du Nord, ce qui portera ses forces disponibles à plus de cent mille hommes, va se trouver en mesure de reprendre l'offensive et de marcher sur Paris par la

26 févr.

vallée de la Marne, en écrasant les corps des maréchaux Mortier, Marmont, réduits à moins de vingt mille hommes. Les autres corps de l'armée alliée du Nord couvriront la Belgique, où le général Maison, avec une poignée de soldats novices, ne se soutient que par les plus habiles manœuvres en face du corps formidable du prince de Weimar qu'appuie le prince de Suède (Bernadotte), lequel, d'après les ordres transmis du grand quartier général, s'arrête à Liége. Comment des dispositions aussi dangereuses, parce qu'elles proviennent de l'excessive défiance des alliés, seraient-elles éludées par le chef de l'armée française? Ne pouvant forcer les Autrichiens à recevoir le combat, l'empereur a chargé les maréchaux Macdonald, Oudinot, de surveiller, avec environ trente-cinq mille hommes, les mouvemens de Schwartzenberg, qui semble entreprendre une retraite sur Châtillon. L'empereur a détaché, sur la gauche de Blucher, les maréchaux Victor et Ney, avec environ vingt-deux mille hommes, et il tient en réserve, dans un point intermédiaire, huit mille hommes prêts à marcher vers la Seine ou vers la Marne, selon les circonstances. Ainsi, par cette temporisation, seule ressource d'une capacité commune, le généralissime Schwartzenberg se met à l'abri d'un grand revers; craignant de commettre ses forces dans un engagement, il enlève à Napoléon la plupart des chances favorables, en l'obligeant à morceler ses troupes.

27 févr. La Fère est prise, par le Prussien Bulow, de l'armée du Nord : cette mauvaise place, laissée avec quatre cents hommes, livre à l'ennemi cent et quelques canons, et un matériel estimé à vingt millions!!!

Le très-circonspect Wellington, loin d'user de sa

grande supériorité numérique, s'est borné, depuis le passage de la Bidassoa, le 7 octobre, à deux attaques importantes (V. 10 novembre, 8, 13 décembre 1813). Il a laissé le maréchal Soult s'établir, se retrancher devant Bayonne, et disposer sa défensive! Deux mois se sont écoulés dans des chicanes de postes, quoique l'armée anglaise ait reçu de puissants renforts, et que l'armée française se soit affaiblie de trois divisions d'infanterie, et de six régimens de cavalerie envoyés à la grande armée : comme si la disproportion des forces ne donnait pas encore assez de chances avantageuses, le général ennemi s'appuie sur ces moyens politiques que prépare, dans les provinces voisines, la fermentation excitée par la présence du duc d'Angoulême, que le cabinet de Saint-James a tout à coup retiré de l'oubli où il vivait, ainsi que sa nombreuse famille (V. 11 février). Alors, et alors seulement, Wellington se détermine à tenter le sort des armes : fort de soixante-dix mille hommes, il parvient, après de nombreuses tentatives (depuis le 14 jusqu'au 22) à déposter trente-huit mille Français des retranchemens et des positions près de Bayonne, mais sans entamer le maréchal qui se replie sur Orthez. Jamais frontières de France ne furent défendues avec plus de science et de fermeté que les frontières des Pyrénées occidentales : jamais des positions ou des retranchemens ne furent attaqués avec plus de patience méthodique, avec plus de tâtonnemens quoiqu'avec des moyens infiniment supérieurs! Wellington ne rencontre que les obstacles que lui opposent les élémens et la force des armes; il nage dans l'abondance de toutes choses, tandis que son adversaire doit combattre la disette de vivres, les difficultés de se pourvoir de munitions, l'esprit des habitans qu'on travaille à insurger, les décisions du ministre Clarke, déci-

sions dictées par l'impéritie, par la trahison, et par un sentiment d'animosité personnelle.

Toutes les divisions françaises sont réunies à Orthez, le 26 ; une action générale s'engage le lendemain, à neuf heures, et se prolonge jusqu'à la chute du jour : elle est décidée en faveur du nombre. Les Français quittent leurs positions en bon ordre, ayant perdu trois mille tués, blessés, prisonniers, avec cinq canons ; le brave et illustre général Foy est grièvement blessé. La perte de l'ennemi semble beaucoup plus considérable, même en l'établissant d'après la dépêche fort peu détaillée de son chef. L'investissement de Bayonne, Saint-Jean-Pied-de-Port, Navarreins, devient facile aux Anglais, maîtres de toutes les grandes communications à la droite de l'Adour, depuis sa jonction avec le Gave-de-Pau, et qui, en outre, emploient tous les moyens de corruption pour provoquer l'insurrection des peuples de ces contrées. Voici un trait commis par le général de l'armée anglaise : lorsque les troupes de Wellington envahirent le midi de la France, les populations ne prirent aucune part à la lutte que ce général soutenait contre le maréchal Soult, et nulle part, dans le Béarn, elles ne se prononcèrent en faveur de l'ennemi ; elles demeurèrent constamment sourdes aux proclamations et aux intrigues employées par les Anglais. Un berger, nommé La Tour, fut dénoncé, comme chef de partisans, au général Anglais, qui donna ordre de l'arrêter, et de le mettre à mort dans les vingt-quatre heures ; traîné à l'échafaud, par un détachement de gardes anglaises, ce malheureux eut la tête tranchée par le bourreau, à Tarbes (Hautes-Pyrénées) ! Il faut lire, dans les mémoires de Llorente, les barbaries et les exactions de toute nature commises par les Anglais en Espagne, si l'on veut juger de la haine que les peuples de ce royaume

ont vouée à d'aussi généreux alliés. Les personnes curieuses de connaître les moyens que les Anglais employaient dans cette guerre, n'ont qu'à consulter la *Procédure contre les auteurs, fauteurs et complices d'une conspiration tendant à livrer le fort Mont-Jouy aux ennemis et à empoisonner les troupes de la garnison de Barcelonne :* chez J.-Alzine et P.-Barrera, imprimeurs, rue dels Escudellers, à Barcelonne. C'est avec des tonneaux d'arsenic que les agens de l'Angleterre cherchaient à s'emparer de cette place.

27-28 février.

Les instances du roi de Prusse, bien informé des opérations offensives de Blucher dans la vallée de la Marne, ont retiré le généralissime Schwartzenberg de l'inaction dans laquelle il retranchait sa science militaire : cette inaction pouvait aussi masquer les incertitudes de la diplomatie autrichienne flottante entre le désir d'humilier Napoléon et la crainte de renverser la fortune de Marie-Louise ; enfin, une attaque est résolue ! Quarante mille Austro-Russes s'avançent à Bar sur les quinze mille Français mis sous les ordres du maréchal Oudinot, qui se laisse surprendre, et du général Gérard : ils éprouvent cependant une perte égale à celle qu'ils causent, et n'obtiennent que le champ de bataille, malgré la lenteur du maréchal dans les préparatifs de sa défensive et l'éloignement de son artillerie. Des militaires, ayant servi sous ses ordres, assurent qu'il se sert rarement de son artillerie, afin de ne pas la compromettre : il doit son salut à une charge rapide et vigoureuse du général Kellermann, et aux habiles dispositions de Gérard, capitaine du plus grand mérite et l'un de nos premiers généraux. Vingt mille hommes, commandés par le maréchal Macdonald, sont en même temps attaqués, à la Ferté, par des

forces autrichiennes et wirtembergeoises, très-supérieures en nombre : les deux maréchaux sont contraints à se replier de l'Aube sur la Seine.

1er. mars. Par un traité conclu à Chaumont (Haute-Marne), l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, s'engagent, dans le cas où la France refuserait d'accepter les conditions de la paix proposée (V. 17 février), de consacrer tous leurs moyens à poursuivre avec vigueur la guerre contre elle, et à les employer dans un parfait concert, afin de procurer une paix générale. Chaque puissance continentale tiendra constamment en campagne active cent cinquante mille hommes au complet. Aucune négociation séparée n'aura lieu avec l'ennemi commun. L'Angleterre fournit un subside annuel de cent vingt millions de francs, à répartir entre ses trois alliés. Le présent traité d'alliance, ayant pour but de maintenir l'équilibre en Europe, et de prévenir les envahissemens qui, depuis tant d'années, ont désolé le monde, sera en vigueur pendant vingt ans : c'est ainsi que s'expriment les puissances co-partageantes de la Pologne !

Ainsi, le traité de Chaumont est offensif et défensif. Il est offensif, si Napoléon refuse les propositions offertes ; défensif, dans la supposition contraire. C'est Napoléon lui-même qui vient de resserrer les liens de la coalition, en écrivant à l'empereur d'Autriche, son beau-père, une lettre remplie de propositions captieuses, d'adroites insinuations, dans lesquelles on croit pénétrer ses vues ultérieures : cette lettre donne aux alliés des motifs pour l'accabler ; mais leurs desseins étaient résolus d'avance.

2 mars. Soissons est pris par le Prussien Bulow. Le commandant de cette ville, que garde une garnison suffisante, en ouvre les portes avant d'essayer de la

défendre : faiblesse d'autant plus répréhensible, que déjà le bruit du canon indique l'approche des Français ! La possession d'une place rendue prématurément par capitulation et contre toutes les règles, assure la réunion des armées de Silésie et du Nord : cette jonction permet à Blucher de défier les forces qui s'avançent, et devient l'une des grandes causes de la prise ou reddition de Paris.

4 mars. Le maréchal Macdonald a pris le commandement de toutes les troupes laissées en présence de la grande armée alliée (V. 28, 29 février). Ces troupes forment trente mille hommes ; il bat en retraite, évacue Troyes et abandonne le bassin de l'Yonne, pour établir sa ligne de défense de Nogent à Montereau.

5 mars. Napoléon, toujours résolu de sacrifier la France, publie des décrets impériaux, datés de Fismes (quatre lieues ouest de Reims), par lesquels il proclame une guerre d'extermination, et enjoint de désobéir aux autorités empressées de diminuer les ravages. « Tous » les citoyens français sont non-seulement autorisés à » courir aux armes, mais requis de le faire ; de sonner » le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos » troupes s'approcher d'eux ; de se rassembler, de » fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter » les routes, et de tomber sur les flancs et sur les der- » rières de l'ennemi. Tout citoyen français, pris par » l'ennemi et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ » vengé par la mort, en représailles, d'un prisonnier » ennemi. Tous les maires, fonctionnaires publics et » habitans qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du » peuple, le refroidissent ou dissuadent les citoyens » d'une légitime défense, seront considérés comme » traîtres et traités comme tels. » Et Napoléon a placé presque partout, à la tête des municipalités, d'anciens

privilégiés, des nobles, des émigrés intéressés à le trahir, et à seconder par conséquent les opérations militaires des puissances alliées : et il se plaindra de la conduite suivie, dans cette conjoncture décisive, par la plupart des nobles de l'ancien régime, lui qui a dit publiquement aux Tuileries : « Les anciens » grands seigneurs et les émigrés, en général, ne sont » propres qu'à ramper et à trahir..... »

Voilà aujourd'hui les ordres absolus, impitoyables, de celui qui, seul, réduisit la France à ne pouvoir être délivrée des étrangers que par la dévastation du territoire, l'embrasement des habitations, une effusion générale de sang humain! Il recourt à ces affreuses mesures auxquelles le désespoir entraîna les Portugais (V. 15 septembre 1810, 4 mars 1811); mais une indignation bien légitime enflammait ce peuple traîtreusement surpris au sein de sa paisible indolence. De quel secours d'ailleurs serait en France cette levée si tardive de la population? Il n'y a qu'une milice organisée à l'avance, essayée au maniement des armes, dont l'instruction est ébauchée, qui puisse, dans un péril extrême, défendre le territoire et sauver l'état. Napoléon s'est privé de cette ressource, en redoutant que l'influence des gardes nationales ne s'exerçât un jour contre son oppressive ambition : toujours il refusa de leur donner une existence constitutionnelle (Voyez 30 mars).

7 mars. La bataille de Craonne (trois lieues sud-est de Laon) est livrée au Prussien Blucher par Napoléon, ayant avec lui les maréchaux Ney, Victor, Mortier; les généraux Belliard, Grouchy, Curial. Les Français sont trente mille : la force combinée de l'armée alliée est de cent mille hommes, dont à peu près vingt-deux mille seulement sont engagés sous le comman-

dement des généraux russes Woronsow et Sacken. Cette action longue, opiniâtre et pourtant indécise, dans laquelle les Français ont toujours attaqué, leur coûte environ huit mille hommes hors de combat : le maréchal Victor, qui a reçu un commandement dans la garde, après avoir fléchi le juste courroux de l'empereur (V. 17 février), le général Grouchy, commandant la cavalerie de l'armée, et le général Nansouty, commandant la cavalerie de la garde, sont tous les trois assez grièvement blessés. La perte des Russes est moins considérable.

9 mars. Cinq mille Anglais, introduits par les habitans de Berg-op-Zoom dans cette forte place, sont honteusement chassés par la garnison, consistant seulement en deux mille huit cents Français, commandés par le général Bizanet : quatre mille assaillans périssent ou restent prisonniers avec trois généraux. Jamais action ne fut plus honteuse pour les Anglais.

9-10 mars. Laon, place servant d'entrepôt aux armées alliées (V. 12 février), est inutilement attaquée par l'empereur : les maréchaux Ney et Mortier n'obtiennent que de faibles avantages. Le maréchal Marmont, arrivant d'un autre côté, est surpris à la nuit, et perd deux mille cinq cents prisonniers avec quarante canons ; ce grand échec de Marmont a les plus funestes conséquences. Le lendemain, l'empereur persiste dans le dessein d'enlever Laon de vive force ; toujours repoussé, il se retire le 11 sur Soissons, évacué par l'ennemi le 7 (V. le 2). Blucher, tout-à-fait inhabile à détruire en rase campagne la petite armée française, n'osant même troubler sa retraite, est néanmoins, par l'inutilité des attaques qu'elle a dirigées contre lui, rendu à la liberté de s'avancer sur Paris, avec plus de quatre-vingt-dix mille Russes et Prussiens : ce général

ennemi qui, depuis le combat de Champ-Aubert (10 février) jusqu'à la journée de Craonne (7 mars), se repliait devant Napoléon, a reçu de si nombreux renforts que, malgré tous ses échecs, il se trouve aujourd'hui plus fort que jamais.

12 mars. Le duc d'Angoulême, fils de Monsieur, comte d'Artois, arrive à Bordeaux avec l'avant-garde anglo-espagnole : cette ville est la première qui se déclare pour les princes Bourbons et qui proclame Louis XVIII (V. 24 mars).

13 mars. Ferdinand VII, roi d'Espagne, dépossédé (V. 20 avril 1808), et captif au château de Valençay (V. le 11 mai 1808), obtient sa liberté et se met en route vers les Pyrénées (V. le 24).

13-14 mars. Reims est repris par l'empereur en personne, à la suite d'un combat très-vif avec un corps russe, qui s'était emparé de cette ville le 12 : le général russe, Guignard Saint-Priest, émigré français, y perd la vie. L'ennemi compte quatre mille tués, blessés ou prisonniers ; il abandonne dix bouches à feu et cent chariots de munitions.

19 mars. Napoléon a long-temps réclamé les bases de Francfort (V. 1er., 2 décembre 1813), comme si sa position n'avait pas changé ; il cherche à gagner du temps, et il ne saurait se persuader que le terme fixé par les plénipotentiaires alliés, pour répondre à leur projet, soit un terme de rigueur : sa conduite ne diffère point de celle qu'il tint à Prague (V. 28 juillet, 10 août 1813) ; il y refusa la paix et l'Autriche lui fit la guerre.

Cependant, le négociateur Caulaincourt, impérieusement pressé de donner une explication définitive, remet un contre-projet. L'empereur consent à restreindre sa domination dans l'étendue de l'ancienne

France, avec la Savoie, Nice et l'île d'Elbe, et à condition que la couronne du royaume d'Italie, dont l'Adige formera la frontière du côté de l'Autriche, sera donnée au prince Eugène Beauharnais; et aussi, avec la réserve que les principautés de Lucques, de Neuchâtel et le grand-duché de Berg, retourneraient aux titulaires précédemment investis.

Les plénipotentiaires alliés rejettent ce contre-projet, en déclarant que, « d'après ces clauses, la France » gardant une force territoriale infiniment plus grande » que ne le comporte l'équilibre de l'Europe, conser- » vant des positions offensives et des points d'attaque » au moyen desquels son gouvernement a déjà effectué » tant de bouleversemens, les cessions qu'elle ferait » ne seraient qu'apparentes. Les principes avoués à la » face de l'Europe par le souverain actuel de la France, » et l'expérience de plusieurs années, ont prouvé que » les états intermédiaires, sous la domination des » membres de la famille régnante en France, ne sont » indépendans que de nom. En déviant de l'esprit qui » a dicté les bases du projet de traité (V. 17 février), » les puissances n'eussent rien fait pour le salut de » l'Europe; les efforts de tant de nations réunies pour » une même cause seraient perdus, la faiblesse des » cabinets tournerait contre eux et contre les peuples, » l'Europe et la France même deviendraient bientôt » victimes de nouveaux déchiremens. L'Europe ne fe- » rait pas la paix; mais elle désarmerait. Les cours » alliées, considérant que le contre-projet présenté ne » s'éloigne pas seulement des bases de paix proposées » par elles, mais qu'il est essentiellement opposé à » leur esprit, et qu'ainsi il ne remplit aucune des con- » ditions qu'elles ont mises à la prolongation des né- » gociations de Châtillon, ne peuvent reconnaître

» dans la marche suivie par le gouvernement français,
» que le désir de traîner en longueur des négociations
» aussi inutiles que compromettantes; déclarent, qu'in-
» dissolublement unies pour le grand but qu'elles es-
» pèrent atteindre, elles ne font point la guerre à la
» France; qu'elles regardent les justes dimensions de
» cet empire comme une des premières conditions d'un
» état d'équilibre politique; mais qu'elles ne poseront
» pas les armes avant que leurs principes n'aient été
» reconnus et admis par son gouvernement. » L'abais-
sement et le démembrement de la France, si les puis-
sances alliées sont assez fortes pour l'effectuer, sont
aujourd'hui le but évident, mais non avoué, de leur
politique!!

Ainsi finit ce congrès, où l'on vint avec l'intention
de suivre l'influence des événemens. Le sort des armes
étant, à ce jour, favorable aux alliés, les alliés dictent
les plus dures conditions. Napoléon a admis certaines
bases après les combats de Brienne (V. 29 janvier,
1er. février), alors qu'il a vu sa capitale menacée;
bientôt ses brillans succès l'engagent à tout rejeter (V.
17 février). Aujourd'hui qu'il s'avance audacieuse-
ment sur les derrières de la grande armée alliée et qu'il
se flatte de prévenir sa jonction à l'armée de Blucher;
ébloui de quelques avantages éphémères et partiels;
persuadé que son génie l'emporte et qu'il est à la
veille de décider, dans une seule bataille, la grande
question de l'intégrité de l'empire français avec ses
limites naturelles et ses formidables appendices exté-
rieurs, Napoléon repousse les dernières conditions.
D'autre part, il n'aperçoit pas que son triomphe défi-
nitif tient à ce que l'action de son gouvernement parte
des Tuileries, et demeure indépendante de l'occupa-
tion de Paris par les alliés; ou, s'il l'aperçoit, il ne

distingue pas tous leurs efforts pour atteindre ce but. Ayant lui-même fondé le système d'envahissement des capitales, dont la réussite met la puissance surprise dans la presque nécessité de poser les armes, il court au loin, sur la Haute-Marne (V. l'article suivant), espérant que cette rapide et menaçante manœuvre détournera les ennemis d'un projet dans lequel il ne les suppose pas bien affermis.

20 21 mars.

L'empereur ayant laissé les maréchaux Mortier et Marmont avec près de vingt mille hommes, et donné l'ordre aux commandans des places de la Moselle, de la Meurthe et de la Meuse, de pousser de forts partis sur les derrières de l'ennemi, s'est mis en marche le 17, de Reims, à la tête d'environ dix-huit mille hommes, dans le dessein de se joindre au maréchal Macdonald, arrivant avec trente mille hommes. Il se porte sur l'Aube, contre le prince de Schwartzenberg qui dispose de cent mille combattans effectifs.

L'empereur s'expose en soldat dans ces deux journées. Au moment du plus grand danger, la vieille garde commençant à arriver, on la forme de suite en carré en avant d'Arcis. L'ennemi fait le feu d'artillerie le plus vif; les projectiles sillonnent l'air. Un obus vient, en roulant, se placer au bord d'un des carrés de la garde, et, malgré toute la bravoure de ces vieilles troupes, il occasione un flottement dans les rangs : l'empereur, qui en sent toute l'importance, pousse son cheval vers le carré, et lui faisant flairer de plus près la mèche enflammée, il demande la cause de ce mouvement d'hésitation, et s'étonne que des soldats éprouvés fassent attention à pareille chose. Aussitôt l'obus éclate, et, ni l'empereur, ni son cheval, personne n'est atteint. Voilà le plus haut degré de sang-froid et

d'intrépidité militaires auquel puisse arriver un grand homme. Quel est le général des puissances alliées, quel est le souverain ou le prince, parmi ceux qui combattent en masse Napoléon, qui fût capable d'une aussi magnanime présence d'esprit? Aucun. Napoléon ou Macdonald ont perdu quatre mille hommes; mais, grâces à la timidité, à l'incapacité du généralissime allié, leur jonction s'effectue, et Napoléon, évitant le sort qui semblait réservé à sa téméraire audace, se dirige, le 23, sur Saint-Dizier et Joinville, sans être poursuivi.

En se portant ainsi à la droite de la Haute-Marne, l'empereur espère sans doute attirer les ennemis hors de leurs positions sur l'Aube, les faire renoncer à leur direction sur Paris, et rallier quelques renforts sortis de Metz. On ne saurait supposer qu'il ait l'idée, au risque de découvrir Paris, de manœuvrer sur leurs derrières, et d'intercepter leurs communications avec le Rhin : ses troupes sont trop faibles, surtout en cavalerie, pour qu'il puisse se flatter d'y parvenir. Cependant il paraît qu'il n'entreprend ce mouvement que dans la persuasion que Joseph, son lieutenant, et Clarke, son ministre, ont su mettre Paris en état de défense, et que la population, pleine de fidélité à sa dynastie et à sa personne, voudra se défendre énergiquement (V. le 30); mais Clarke trahira à la fois Napoléon et la France, et Joseph se trahira lui-même par son incapacité.

21 mars. Les Autrichiens s'emparent de Lyon, à la suite d'un engagement avec le maréchal Augereau, qui se retire sur Valence. Ce vétéran, survivant à sa réputation, ne cesse, depuis un mois, de commettre des fautes; quelque médiocre général qu'Augereau se soit montré en Catalogne, sa conduite à Lyon ne peut pas être

imputée à son incapacité militaire ! La conduite d'Augereau, la trahison de Murat, et la défection d'Eugène Beauharnais, portent un coup des plus funestes à la cause de Bonaparte.

24 mars. Ferdinand VII, renvoyé en Espagne (V. le 13), arrive sur la Fluvia, près de Figuières. La remise de sa personne est faite par le maréchal Suchet, en présence des armées opposées, dont les hostilités viennent de cesser. Ce prince, descendu d'un trône sur lequel il était monté prématurément, par la pusillanimité de son père (V. 17 mars, 20 avril 1808), dont la famille était déconsidérée par la domination du plus vil des favoris, ainsi que par les scènes scandaleuses qui éclatèrent en 1808 ; ce prince, dont aucune action n'avait encore pu disposer le dévouement des Espagnols, et auquel néanmoins ils s'attachèrent comme à leur dernier espoir, reçoit de leurs mains une couronne qu'ils ont dégagée par des efforts et des sacrifices inouïs; une couronne qu'il n'a su ni défendre, ni conserver. Il arrive sur cette terre toute fumante du sang des martyrs de la liberté, et ne tardera guère à la replonger dans la servitude ; prouvant de nouveau que les princes élevés à l'école du droit divin, et toujours entourés des apôtres de cette doctrine, peuvent bien difficilement revenir à de saines idées de gouvernement, et apprécier les avantages d'une autorité contenue par des lois fixes, et par la surveillance de la nation (V. 4 mai.)

24 mars. Voici, à cette époque, la situation militaire et politique de la France.

Napoléon n'a plus d'alliés. Murat a consommé sa défection (V. le 2); il occupe, avec vingt-sept mille

Napolitains, les états romains et la Toscane; il inquiète l'armée française; il seconde les tentatives de quinze mille Anglo-Siciliens débarqués au golfe de la Spezzia, et (chose étrange) à ses drapeaux se mêlent les drapeaux du roi Ferdinand IV, son co-titulaire et son antagoniste! L'Autrichien Belgarde, posté sur l'Adige, n'entreprend rien, quoique disposant d'une force effective de soixante-cinq mille hommes : le cabinet de Vienne, immuable dans sa politique, ambitionne des succès sans travaux, des conquêtes sans combats, des bénéfices sans risques; et son général n'avancera que sur les positions abandonnées, reculant toujours à la plus légère offensive des Français, quoiqu'il sache que l'armée active du prince Eugène Beauharnais est réduite à vingt-huit mille combattans, depuis que la désertion, se propageant dans les troupes italiennes, a obligé de les reléguer dans les places. Le cabinet de Vienne est, il est vrai, tranquille de ce côté, depuis que le prince Eugène est entré en pourparlers d'arrangement avec lui. Dans l'état présent des choses, le prince pouvait exercer la plus grande influence sur l'issue de la guerre, puisqu'il commandait vingt-huit mille Français aguerris; si cette armée, traversant les Alpes, se fût jointe aux troupes du maréchal Augereau, dans le bassin du Rhône, elle eût opéré la plus complète, la plus heureuse diversion, au moment où l'empereur, vainqueur de Blucher, reprenait de l'ascendant. Mais le prince Eugène recevra (1815) à Vienne la récompense de son inaction militaire.

De son côté, Augereau, qui n'a pris que de faibles et tardives mesures pour s'opposer à l'invasion, aux succès des forces autrichiennes, qui a paralysé le patriotisme et le courage des Lyonnais, et empêché qu'ils ne prissent les armes, s'est replié sur la rive gauche

du Rhône inférieur. Le maréchal stationne à Valence, avec quinze mille hommes, donnant la main au général Marchand, qui tient Grenoble avec cinq mille conscrits de nouvelle levée.

L'armée active de Suchet se compose de quatorze mille hommes seulement. Ce maréchal, en exécution des ordres de l'empereur, ordres inhabilement surchargés par le ministre Clarke, a laissé dans plusieurs places de la Catalogne des garnisons dont il attendra tranquillement le retour, en conformité des stipulations faites avec l'approbation du roi Ferdinand réintégré; stipulations qui seront éludées ou violées par les chefs espagnols, au mépris de tout sentiment d'honneur militaire. Les troupes actives de Suchet sont cantonnées, depuis les premiers jours de mars, de la Fluvia au Perthuis; elles occupent Figuières, Roses, la Jonquière et Bellegarde; elles demandent à marcher.

Suchet s'est transporté, de sa personne, à Perpignan, qu'il n'a quitté que pour conduire Ferdinand VII en Espagne, et où il est revenu aussitôt, laissant en Espagne quinze mille hommes, occupant Barcelone, Figuières, etc.; ces troupes y seront retenues, sous divers prétextes, jusqu'au moment où Ferdinand aura appris la déchéance de Napoléon. L'armée active de Suchet rentrera en France, le 13 avril, par le Perthuis; elle fera sauter les ponts qui se trouvent depuis Figuières jusqu'au Perthuis; les Espagnols n'inquiéteront nullement la retraite des Français, qui se fera en bon ordre : ces troupes séjournent deux jours à Perpignan; elles se dirigent ensuite sur Narbonne, où elles prennent des cantonnemens. Si le maréchal Suchet eût retiré les quinze mille hommes qu'il laissa dans les places de Catalogne et du royaume de Valence,

s'il les eût jointes à son armée active, il pouvait rentrer en France avec vingt-neuf mille hommes de très-bonnes troupes : de quels favorables résultats ce puissant secours n'eût-il pas été suivi ? Si au moins le maréchal Suchet, avec ses quatorze mille hommes de vieilles troupes, se fût joint à l'armée du maréchal Soult, devant Toulouse, Wellington eût été complétement battu, ou contraint à rentrer en Espagne ; mais, loin d'accourir au secours de leurs frères d'armes devant Toulouse, les troupes de Suchet ne rentreront en France que le 13 avril, après la perte de la bataille de Toulouse !

Le maréchal Soult, depuis la bataille d'Orthez (V. 27 février), côtoye les Pyrénées, et se trouve actuellement entre Saint-Gaudens et Toulouse avec vingt-huit mille hommes que Wellington suit pesamment, parce qu'il se défie encore de lui-même, à la tête de plus de quatre-vingt mille Anglais, Espagnols, Portugais.

L'incohérence des plans de Napoléon produit au nord les mêmes résultats. Le général Maison garantit la Flandre par de surprenans efforts d'habileté militaire : avec dix à douze mille soldats inaguerris, il tient en échec quarante, cinquante et jusqu'à quatre-vingt mille ennemis, sur une frontière dont la réputation fait, en ce moment, la principale force. L'attitude menaçante de ce général prévient ou dissipe les invasions de nos anciens départemens, et plusieurs démonstrations offensives de sa part entretiennent les appréhensions de ses adversaires, et surtout du prince de Weimar, un des chefs les plus inhabiles que l'Allemagne ait produits.

Les maréchaux Mortier, Marmont, laissés sur l'Aisne avec à peu près vingt mille hommes, vis-à-vis de Blucher, qui réunit au delà de cent mille combat-

tans effectifs, reçoivent l'ordre de se porter entre l'Aube et la Marne, où ils doivent rencontrer l'empereur, qui, depuis la réunion du maréchal Macdonald (V. 20, 21), conduit plus de quarante mille hommes, avec lesquels il se flatte toujours de paralyser la grande armée alliée, en se mettant entre elle et les Vosges. L'empereur marche sur Joinville, Macdonald sur Saint-Dizier. Les combats d'Arcis, la marche de l'empereur sur la Haute-Marne, et le passage de cette rivière, sont les événemens décisifs de la campagne; poussé par une inconcevable fatalité, refusant d'ajouter foi à tous les rapports qu'on lui fait, Napoléon croit que les ennemis ne risqueront pas le passage de l'Aube, et qu'effrayés pour leurs derrières par le mouvement qu'il exécute par sa gauche, ils se décideront à marcher de suite par leur droite, pour aller prendre des positions du côté de Langres.

Fausse combinaison! Alors même, les alliés se déterminent à marcher sur Paris, dont les routes sont dégagées; l'armée de Silésie, par Montmirail et la Ferté-sous-Jouarre; la grande armée, par Sézanne et Coulommiers, toutes deux devant se réunir à Meaux le 28: le Russe Winzingerode, de l'armée du Nord, est détaché avec une nombreuse cavalerie et une artillerie formidable, vers Saint-Dizier, après Napoléon, pour le harceler sans relâche, et de manière à lui faire supposer que la grande armée toute entière le poursuit.

Ainsi, pour prévenir la prise de Paris, ce grand but des ennemis, but dont ils espèrent faire le terme de la campagne, Napoléon n'a guère que soixante mille hommes, divisés en deux corps principaux: ces deux corps sont séparés par des masses gigantesques; ils se trouvent à quarante et cinquante lieues de Paris:

ils arriveront difficilement assez tôt sous ses murs si les alliés marchent avec un peu de promptitude.

Les garnisons des places fortes du nord et de l'est suffisent à peine pour les défendre d'un coup de main. Lyon est aux Autrichiens ; Bordeaux est aux Anglais, et c'est au royalisme de son maire que cette ville doit l'honneur d'être la première à proclamer Louis XVIII. Ce maire, M. Lynch, d'origine irlandaise, avait offert à Napoléon, après la campagne de Moscou, une compagnie de cavalerie montée et équipée; il avait reçu de l'empereur des preuves pécuniaires de sa satisfaction, une boîte enrichie du portrait de Napoléon, et la croix de la Légion-d'Honneur. Animé, en mars 1814 par les plus nobles sentimens d'amour et de dévouement pour la maison de Bourbon, M. Lynch assemble le conseil municipal de Bordeaux, et va au-devant du général anglais Dalhouzie, qui est à une petite distance de la ville; le conseil municipal allait lui en présenter les clefs pour préserver la ville du pillage; mais à peine la voiture municipale a-t-elle dépassé la porte Saint-Julien, que le maire ôte la cocarde tricolore et la jette par la portière; deux des municipaux descendent de voiture. Arrivé devant le général Dalhouzie, M. Lynch arbore la cocarde blanche et ôte sa croix de la Légion-d'Honneur : le général anglais lui dit : « Mais, monsieur, vous allez beau- » coup trop loin; vous vous compromettez : je ne suis » pas venu prendre possession de la ville au nom du » roi de France, mais du roi mon maître. On négocie » dans ce moment, à Châtillon, avec Napoléon..... » Nous rapportons ces faits pour montrer combien le maire de Bordeaux se dévoua, dans cette conjoncture, pour la maison de Bourbon : il ne fallait que réveiller, dans les cœurs bordelais, l'amour pour les princes

de cette auguste dynastie, et la courageuse démarche de M. Lynch y contribua puissamment; aussi, le nom de ce maire sera-t-il justement considéré par tous les hommes sincèrement attachés à la monarchie légitime. Il fut habilement secondé dans ses efforts pour électriser l'esprit public, par M. Martignac : cet avocat, doué de grands talens, composa et fit représenter, à Bordeaux, une pièce intitulée . *La Saint-Georges*, en l'honneur du roi Georges qui allait rendre les Bourbons à la France. Un si noble enthousiasme fit oublier que M. Martignac, secrétaire de l'abbé Sièyes dans son ambassade à Berlin, avait publié une ode sur la naissance du roi de Rome. Les Anglais ne témoignent pas d'une manière gracieuse leur reconnaissance aux Bordelais! Un bal magnifique est donné par l'autorité municipale de Bordeaux aux officiers anglais : la fête terminée, le général anglais frappe la ville d'une forte contribution en espèces, que ses plus riches habitans sont forcés de payer sur-le-champ à messieurs les danseurs anglais. Quoique excellentes royalistes, les dames bordelaises furent scandalisées d'une telle galanterie.

L'ébranlement donné par la ville de Bordeaux se communique dans le midi : les conscrits réfractaires et les mécontens se multiplient dans les départemens méridionaux, et dans la Vendée militaire. Les moyens de recrutement ne sont plus au pouvoir du gouvernement. De graves désordres nuisent, presqu'en tous lieux, à l'action administrative : plus de contributions, plus de finances. Les campagnes sont désolées par les réquisitions, sans cesse renaissantes, des différentes armées qui sillonnent une grande partie du territoire. La France n'a et ne peut pas avoir d'élan patriotique; l'apathie des Français est entretenue par les

brillantes proclamations des souverains alliés, qui s'annoncent en libérateurs.

Les royalistes ont, à Paris, des coteries très-remuantes, mêlées d'hommes, de femmes et de prêtres; ce sont autant d'arsenaux d'intrigues obscures, autant de sources des plus sinistres rumeurs, des plus séduisantes espérances, des insinuations le mieux ménagées. Là, dans leurs réunions secrètes, ces royalistes, sans armes et sans talens, se croient forts, parce que, dans leurs salons, ils ont le ton menaçant; nombreux, parce qu'ils voient toute la France en eux-mêmes. La foudre qui va briser le trône impérial ne s'échappera cependant pas de leurs débiles mains · le trait enflammé partira d'une autre région. L'ancien prélat d'Autun, aujourd'hui prince laïque de Bénévent (V. 5 juin 1806), conduit des menées bien autrement efficaces : éloigné depuis plusieurs années des conseils de Napoléon, humilié et bafoué par ce despote, après en avoir été, dans ses belles années, le génie inspirateur ou le docile élève, ce noble dignitaire, vice-grand-électeur de l'empire, s'étant mis en communication avec les cours alliées, nourrit leur confiance, anime leur fermeté, et réchauffe leur espoir d'une subversion du gouvernement français. Autour de ce diplomate ondoyant se pressent un grand nombre de sénateurs, de fonctionnaires, de grands capitalistes, tous alarmés sur la fortune de l'état dont dépendent leurs fortunes; de fournisseurs poursuivis en restitution, ou menacés; d'acquéreurs de propriétés nationales, recherchés pour les décomptes : car Napoléon est parvenu à s'aliéner une foule d'intérêts particuliers et même les plus divers. Tout ce qu'il y a d'hommes industrieux et éclairés réprouve le système qu'il s'obstine à suivre; et quand le trône n'est soutenu ni par

les affections de l'élite de la nation, ni par les institutions politiques, le jour arrive où la force matérielle devient insuffisante! Rien de puissant, rien de terrible comme la force d'inertie d'une nation!!! Lorsqu'une nation ne veut pas défendre son chef, ce chef est perdu. C'est la force d'inertie qui a tué l'empire et renversé Napoléon bien plus encore que les efforts de l'Europe; les armées de l'Europe, les souverains alliés n'eussent trouvé que honte et malheur dans l'invasion de la France, si la nation n'eût désiré la fin d'un règne despotique, d'un gouvernement qui violait toutes les libertés nationales; qui ne présentait aux Français, dans l'avenir, ni chance de repos, ni chance de liberté! Fatiguée pour ainsi dire de gloire, épuisée, enchaînée, la France abandonna son chef et se résigna à l'invasion : le chef et sa race tombèrent du trône! Il en sera de même pour tous les chefs, pour tous les gouvernemens qui se joueront des droits et des libertés constitutionnelles d'une nation; le moment arrivera où cette nation, retranchée dans sa force d'inertie, abandonnera ce gouvernement à lui-même, et il tombera par la seule force des choses. La chute de Napoléon offre une éternelle leçon à tous les chefs des gouvernemens européens!

Les alliés étant donc bien instruits de l'apathie dans laquelle est la masse à Paris, informés qu'ils y sont désirés par des personnages influens et propres à guider une foule de conjurateurs obscurs, les alliés se déterminent à s'y porter; assurés d'y avoir des auxiliaires actifs, ils saisissent, pour la première fois, un parti décisif. Le 23 au soir, une proclamation annonçant à la France la rupture du congrès de Châtillon, ainsi que la réunion des deux grandes armées alliées, publie leur résolution de s'avancer en masse sur la

capitale. Les preuves que c'est à la seule circonstance de leurs intelligences secrètes, que les chefs alliés ont attaché leur détermination, sont aussi nombreuses qu'évidentes : il suffit de présenter la déclaration que sir Robert Wilson, témoin oculaire et l'ennemi chevaleresque de Napoléon, fait dans son écrit sur cette campagne. « Les alliés étaient renfermés dans un cercle vicieux d'où ils ne pouvaient sortir que par le secours de la défection. Hors d'état d'assurer leur retraite, ils s'y voyaient pourtant forcés. Cette défection, favorable à leur cause, et qui, pense-t-on, était préparée de longue main, fut consommée au moment même où les succès de Bonaparte semblaient fixer sa fortune. La marche sur Saint-Dizier lui fit perdre la couronne qu'elle devait lui conserver. » Quel important service le prince de Bénévent n'a-t-il pas rendu, par ses négociations, aux souverains alliés et à la maison de Bourbon !

Mais, avant d'être entièrement assurés des dispotions et de l'importance du parti qui conspire à Paris contre Napoléon, les alliés ont long-temps hésité s'ils marcheraient contre ce redoutable adversaire ou s'ils s'avanceraient sur cette ville. Ils savaient que des instructions positives enjoignaient aux garnisons des places du Rhin et de la Moselle, de se mettre en campagne à un signal convenu, pour se réunir à l'armée qui manœuvrerait sur la Lorraine : ils connaissaient les dispositions patriotiques qu'avait la population rurale de l'Alsace, de la Franche-Comté, de la Lorraine et de la Champagne ; elle allait s'insurger en masse contre les alliés ; leurs opérations, ainsi que la marche de leurs convois, avaient été entravées dans les Vosges et les départemens voisins : ils concevaient tout le danger qu'il y aurait à laisser manœuvrer sur leurs

communications une armée aussi active. Au moindre revers, les habitans des provinces envahies pouvaient se lever en masse, couper les ponts et les chemins, attaquer les convois, détruire les magasins, harceler leurs ennemis, les affamer, et transformer la guerre en insurrection nationale. Mais aussi, les alliés restaient persuadés, d'après tous les documens publics, que l'immense population de Paris était armée et que ses abords étaient formidablement retranchés : sans les avis secrets qu'ils viennent de recevoir, se mettant à la poursuite de Napoléon, ils rendaient plus incertaines la suite et l'issue de la campagne, si même, ainsi que l'affirme Wilson et que l'indiquent une foule d'indices, ils ne la tournaient pas à l'avantage de leur ennemi. Mais les secrets de Napoléon ont été plus d'une fois livrés aux ennemis ! Nous avons dit qu'un chef de division au ministère de l'intérieur donnait au cabinet autrichien d'importans renseignemens sur la situation de l'intérieur ; un chef de division aux relations extérieures avait vendu, au cabinet anglais, un traité secret et des transactions diplomatiques du premier ordre, et ce chef de division avait été forcé de s'exiler en Hollande ! Aujourd'hui, les puissances alliées ont à Paris des agens qui les instruisent de tous les détails relatifs à la défense, à la sûreté de l'état ; et, quelques jours encore, la trahison marchera tête levée !

Le conseil de régence, siégeant auprès de l'impératrice, est hors d'état de contreminer d'aussi mystérieuses et savantes intrigues ; ce conseil est aux abois, quoique dirigé par l'ex-conventionnel Cambacérès, par ce membre prépondérant du comité de sûreté générale, créateur du grand tribunal révolutionnaire, inventeur de la mesure de mise hors la loi des émigrés, des prêtres et de leurs domestiques, auteur de

la motion qui fit accélérer le supplice de Louis XVI (V. 19, 20 janvier, 10, 19, 25 mars 1793), et si habile explorateur de la conspiration qui avait si singulièrement jeté dans les prisons les chefs de la police impériale perfectionnée (Voyez 23 octobre 1812). Et même tous les fameux révolutionnaires, l'épouvante du monde, qui réalisèrent tant de prodiges, en 1794, se réuniraient en *pandæmonium* aux Tuileries, les uns évoqués de leurs tombeaux, les autres de leurs obscures retraites, d'autres quittant leurs chaises curules, présens de la munificence de cet empereur, ouvrage de leurs mains, qu'ils verraient, en 1814, toutes leurs conceptions échouer contre la force active de l'étranger et la force répulsive de la nation.

Le sort de Napoléon dépend entièrement de la défense de Paris, et par conséquent de la fidélité de son ministre de la guerre, Clarke (duc de Feltre), et du courage de son frère Joseph, ci-devant roi d'Espagne : Napoléon est donc perdu. Onze mille hommes de garde nationale, à demi armés, forment la garnison de Paris, de cette place d'un circuit de six lieues ; et ces braves citoyens ont, en outre, à garantir l'ordre menacé par la basse population dont cette capitale abonde. Quel frêle appui pour le colosse impérial !

25 mars. Les maréchaux Mortier, Marmont, marchent sur Vassy et Saint-Dizier, dans le dessein d'opérer leur jonction avec l'empereur. Attaqués séparément par des masses de cavalerie appartenant à l'armée de Silésie et à la grande armée alliée, ils sont rejetés sur la route de Paris par Sézanne et Coulommiers, après avoir essuyé une perte de neuf mille hommes, dont cinq mille hors de combat, de soixante bouches à feu, de

six généraux faits prisonniers. La malheureuse issue de la journée de Fère-Champenoise est en partie amenée par le manque d'unité dans le commandement, cause à laquelle il faut attribuer une multitude de revers essuyés dans cette campagne : Napoléon, dévoré de soupçons, craindrait, en confiant une autorité supérieure à l'un de ses maréchaux, et de dépendre de lui, et d'exciter le mécontentement des autres.

26 mars.

Un décret impérial prescrit des mesures d'exécution pour la levée de cent soixante mille conscrits de 1815 (Voyez 9 octobre 1813), dans les départemens occupés, en totalité ou en partie, par l'ennemi.

25 mars.

Depuis le 23, Napoléon prodigue les stratagèmes, fait des marches et des contre-marches entre Vitry, Saint-Dizier et Doulevent, dans l'espoir d'attirer vers lui la grande armée de Schwartzenberg : il fait attaquer toutes les routes que doit suivre cette armée en se reployant ; il envoie du côté de la Lorraine jusqu'à Bar-sur-Ornain, du côté de Langres jusqu'à Chaumont. Ces routes, lignes d'opération des alliés, sont couvertes de leurs parcs, de leurs bagages, de leurs voyageurs ; on y trouvera des nouvelles, et on peut y faire des prises importantes. Faux calculs ! Harcelé seulement par les dix mille chevaux du Russe Winzingerode, lancés à sa poursuite (V. le24), supposant toujours qu'ils forment l'avant-garde de la grande armée ennemie, Napoléon engage cette cavalerie, la culbute et l'endommage fortement ; mais le résultat même de cette victoire l'éclaire, et ne lui permet plus de se dissimuler que les alliés ne soient en pleine marche sur Paris, et que ses coups n'aient porté sur le vide : ce n'est qu'après d'assez longues incertitudes

sur le parti à prendre dans ce moment désisif, qu'il se détermine à un mouvement rétrograde. Maître de ses mouvemens, rien ne l'empêcherait de rallier les garnisons du Rhin et de la Moselle, de fermer les routes, et d'inquiéter très-sérieusement, et même d'endommager d'une manière fort grave ces nombreuses bandes audacieusement engagées dans le cœur de la France, en laissant la capitale à ses destinées. Il paraît avoir prévu cette extrémité dès l'ouverture de la campagne, et s'y être résigné, quelque désastreux et surtout mortifiant qu'il soit pour celui qui s'est emparé de toutes les capitales du continent, de voir sa capitale entre les mains de ses ennemis. Il a fait ses plans en conséquence : mais, à l'instant même de commencer leur exécution, il y renonce; d'autres considérations se présentent à son esprit, dont jamais la mobilité ne fut aussi remarquable. Ne pouvant suivre la route directe qui traverse Vitry, occupé par les ennemis, il se dirige par Bar-sur-Aube et Troyes, en arrière de la forêt de Fontainebleau.

27 mars. Napoléon, marchant au secours de Paris, a son quartier général à Montiérender (cinq lieues sud de Saint-Dizier).

28 mars Les maréchaux Mortier, Marmont, repoussés de la route directe de Sézanne à Paris, et vivement poursuivis (V. le 25), se sont portés à Provins, à Nangis; ils parviennent à Brie-Comte-Robert.

L'armée de Silésie et la grande armée des alliés commandées par Blucher et Schwarzenberg se dirigent, en trois colonnes, contre la capitale, par la rive droite de la Marne, qu'ils passent à Trilport, Meaux et Lagny.

29 mars Les maréchaux Mortier, Marmont, occupent Saint-Mandé, Vincennes, Charonne, et s'établissent devant

les barrières de Paris auxquelles aboutissent ces villages.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse portent leur quartier général à Bondi (deux petites lieues nord de Paris). Napoléon a le sien à Troyes, d'où il a cinquante lieues à faire, pour arriver sous la capitale, par la route détournée qu'il est contraint de suivre. Il place l'itinéraire de son armée, de manière à ce qu'elle y soit rendue le 2 avril.

Le roi Joseph, lieutenant général de l'empereur, commandant en chef la garde nationale, adresse, en ces qualités, la proclamation suivante aux habitans de Paris :

« Citoyens de Paris, une colonne ennemie s'est » portée sur Meaux. Elle s'avance par la route d'Allemagne; mais l'empereur la suit de près à la tête » d'une armée victorieuse. Le conseil de régence a » pourvu à la sûreté de l'impératrice et du roi de » Rome. Je reste avec vous. Armons-nous pour » défendre cette ville, ses monumens, ses richesses, » nos femmes, nos enfans, tout ce qui nous est » cher. Que cette vaste cité devienne un camp pour » quelques instans, et que l'ennemi trouve sa honte » sous ces murs qu'il espère franchir en triomphe. » L'empereur marche à notre secours; secondez-le » par une courte et vive résistance, et conservons » l'honneur français.

» *Signé* JOSEPH. »

Vingt-quatre heures ne se seront pas écoulées, que cet ex-roi fuira ignominieusement et livrera Paris aux ennemis.

A la Bourse de Paris, les cinq pour cent sont cotés

à quarante-cinq francs ; les actions de la Banque à cinq cent vingt francs.

Nous n'avons plus qu'à retracer une suite rapide de lâchetés, d'intrigues, de trahisons ; nous marchons à pas de géant.

Napoléon a confié la régence à Marie-Louise ; il a composé le conseil de régence de fonctionnaires sur l'obéissance et la servilité desquels il compte le plus ; à leur tête est Cambacérès, qui ne s'occupe, au moment de la dissolution de l'empire, qu'à faire un trafic sur les espèces d'or et d'argent qu'il vend, au bénéfice de vingt pour cent, aux changeurs du Palais-Royal.

L'impératrice Marie Louise quitte Paris. A la première annonce du danger, Cambacérès exhibe un ordre de Napoléon, qui prescrit à la régence de pourvoir à la sûreté de l'impératrice et du roi de Rome : à l'instant même, cette docile régente abandonne Paris où elle n'a su ni préparer ni développer aucune de ces grandes ressources que le génie et la valeur eussent employées, et va transporter sa nullité sur les bords de la Loire.

Cette princesse n'a pas eu, un seul moment, le sentiment de sa dignité ; elle s'est laissée dominer, entraîner par les événemens, sans leur opposer l'ombre de résistance : elle a entièrement oublié que le sang de Marie-Thérèse coulait dans ses veines. Elle quitte Paris, emportant le trésor, et traînant après elle les ministres et toute la partie matérielle de la haute administration de l'état. Quelle faute, quelle lâcheté !

On brûle, dans les ministères, des masses énormes de papier ; on craint de laisser d'importans

renseignemens sur la tyrannie impériale; mais on n'oublie pas non plus d'évacuer les prisonniers d'état renfermés au donjon de Vincennes; on les jette dans des berlines, et ils sont transférés au château de Saumur.

Le vice-grand-électeur de l'empire, Talleyrand, n'a garde de suivre la régente; il reste à Paris; au moment où l'impératrice abandonne la capitale, l'ordre est donné de ne laisser sortir personne sans passe-port.

Talleyrand se présente à la barrière de l'Étoile, ses gens sont en grande livrée : « Vos passe-ports ! disent » les préposés ! — C'est le prince vice-grand-électeur, » (crient ses gens).—Oh ! il peut passer. — Non, dit le » prince (que ses gens informent de la petite difficulté), » je n'ai pas de passe-port ; je ne violerai pas l'ordre de » l'autorité. » Le prince rentre dans son hôtel. On a prétendu que, pendant son séjour à l'île d'Elbe, Napoléon aurait dit : « Si j'avais fait pendre deux hommes, Tal- » leyrand et Fouché, je serais encore sur le trône. » Napoléon jugeait mal de la situation des choses en France : depuis l'invasion des puissances alliées sur le territoire de l'empire, la nation, abîmée par son ambition et son despotisme, l'abandonnait à son sort; et, quelqu'influence que Talleyrand et Fouché aient pu exercer au moment de sa chute, ils ne l'ont ni effectuée ni précipitée; seulement, ils se sont montrés les premiers ennemis de Napoléon, dès que les souverains alliés sont entrés dans la capitale. Talleyrand avait fait la démonstration de vouloir suivre l'impératrice à Blois : on s'empressera de répandre le bruit que le prince vice-grand-électeur s'est opposé de toutes ses forces au départ de l'impératrice et du gouvernement impérial ; on ira même jusqu'à dire que

ce grand dignitaire, d'accord avec la majorité du sénat, a formé le dessein de proclamer le jeune Napoléon et la régence de sa mère (dont il deviendrait sans doute le premier personnage). Il serait difficile, et d'ailleurs il importe peu à l'histoire de savoir quelle était, dans cette grande crise, la détermination fixe et arrêtée dans l'esprit ou le cœur du prince de Bénévent, personnage politique qui, à toutes les époques de la révolution, a parfaitement jugé et joué les chances que les circonstances lui offraient. Tout-à-fait délaissé, relégué dans le vieux sérail, maltraité par Napoléon qui lui reprochait (et bien à tort, nous en sommes persuadés) ses funestes conseils au sujet du duc d'Enghien, de la guerre d'Espagne, etc., etc., M. de Talleyrand s'était dépouillé de tout son attachement au gouvernement impérial.

Sans prétendre diminuer en rien la noblesse et le mérite des sentimens que M. de Talleyrand fera éclater, peu de jours après, en faveur des princes de la maison de Bourbon, il n'en est pas moins vrai que cet homme d'état a pu se ménager, suivant les événemens, une excuse valable auprès du pouvoir qui existe encore; il n'ira pas à Blois, mais il n'aura pas dépendu de lui de suivre l'impératrice et le roi de Rome. Enfin, M. de Talleyrand, ou retenu, ou demeurant volontairement à Paris, entraînera, pour le salut et le bonheur de la France, une restauration contre laquelle les souverains alliés s'étaient hautement prononcés, restauration que la force des circonstances les portera seule à consentir.

La vérité historique nous force néanmoins à dire que le ministre de la guerre, Clarke, et deux ou trois généraux de Napoléon, ont contribué à l'entrée des alliés dans Paris, et c'est à eux, bien

plus qu'à Talleyrand et Fouché, que la France est redevable de la chute de Napoléon ; car il est aujourd'hui incontestablement avéré que si Paris eût tenu vingt-quatre heures encore, l'armée ennemie était ensevelie autour de ses murs. L'histoire en dira davantage dans quelques années !

30 mars.

L'empereur, se séparant des troupes en pleine marche, qu'il amène vers Paris, et dont il laisse le commandement au maréchal Macdonald, se rend de sa personne à Fontainebleau : il espère, en développant lui-même l'énergie des habitans de la capitale, créer les moyens de tenir les alliés en échec jusqu'au 2 avril, jour où l'arrivée de son armée doit rendre moins inégales les chances de l'inévitable combat. Hors d'état de se dissimuler plus long-temps que sa puissance et sa gloire vont recevoir la plus sérieuse atteinte, il a eu recours aussi à des tentatives de négociation auprès de l'empereur d'Autriche, son beau-père, actuellement à Dijon. Mais les souverains, apercevant les murs de Paris, ont résolu de ne plus traiter avec Napoléon ; et ce n'est pas au moment de frapper un coup décisif qu'ils écouteraient ses propositions ! Il n'y a plus de parens pour lui !

Napoléon a manifesté qu'il redoute bien plus les dispositions de ses sujets que l'approche de ses ennemis (V. 24 janvier) ; depuis long-temps il se tenait moins en garde contre les armes étrangères que contre le réveil de la liberté nationale. Habitué à la jouissance du pouvoir, il y a concentré toutes ses facultés : la guerre est devenue une passion secondaire ; elle n'est plus, depuis dix années, qu'un moyen accéléré d'étendre son despotisme et sa domination. Lorsqu'une expédition militaire ne doit que faiblement agrandir sa puissance au dehors et au dedans, il ne s'y porte

plus que par passe-temps, comme à la chasse, pour se tenir en haleine, pour occuper ses troupes et fomenter en Europe la terreur de son nom.

Toute réputation faite avant lui, autre part qu'à son quartier général ou à l'ombre de son trône, l'importunait, le blessait même : il en vint à ne prendre pour ministres que des hommes d'une capacité bornée aux détails d'exécution dans lesquels il les renfermerait. Ainsi, les deux portefeuilles de la guerre échurent à deux militaires dont les campagnes s'étaient faites dans les bureaux ; l'un, le général Clarke, créé duc de Feltre ; l'autre, le général Lacuée, crée comte de Cessac, tous les deux également routiniers, et cependant amoureux des réformes dans les très-petits accessoires ; faisant suivre les volontés du maître avec un empressement d'esclaves, et sans le moindre ménagement pour les intérêts particuliers. Le ministère de la police était confié au général de gendarmerie Savary, duc de Rovigo ; son second, le préfet de police, était le baron Pasquier (V. 23 octobre 1812). Napoléon, vers sa fin, montre la même défiance que Louis XIV vieillissant portait aux hommes dans lesquels un caractère élevé s'unissait à une haute capacité. Ainsi, ce roi mit à la fois Chamillard aux finances et à la guerre ! Villeroi, supplantant Catinat en Italie, perdit toutes les conquêtes ; envoyé en Flandre, il fut ignominieusement défait à Ramillies, comme Joseph Bonaparte à Vittoria (V. 21 juin 1813) ; et Jérôme Bonaparte, incapable de commander un bataillon, ne saurait même se placer à côté de Tallard.

Le sénat conservateur rendait si complaisamment les sénatus-consultes organiques, qu'il n'inspirait point d'ombrage. Mais le corps législatif, tout vain qu'était ce simulacre de représentation nationale, ne laissait

pas d'inquiéter le despote : le costume de ses membres n'était pas encore tout-à-fait devenu un habit de livrée. L'ex-poëte Fontanes ne se trouvant pas être encore assez adulateur dans sa prose (V. 16 août 1807, 7 février 1810), la présidence lui fut enlevée et conférée au grand-chambellan, du nom de Montesquiou, qui sut mettre dans l'exercice de cette charge toute la précision et l'obédience des étiquettes du palais.

Napoléon était doué d'une si merveilleuse sagacité, comme chef d'état, qu'il pénétrait fort bien l'influence des souvenirs de l'ancien régime : il s'attachait à les étouffer avec une infatigable pertinacité ; il effaçait minutieusement tous les vestiges du passé, liait à sa fortune toutes les existences privées, écrasait toutes les renommées, toutes les importances individuelles, transvasait, avec dextérité, la cour de Louis XVI dans la cour impériale. Il avait créé une milice administrative de plusieurs centaines d'adolescens, qui, sous le nom d'auditeurs, étaient destinés à remplir tous les emplois civils : parvenus à l'âge de raison depuis qu'il était lui-même parvenu au trône, ils ne connaissaient que lui, ils lui devaient tout, ils ne cesseraient donc de lui être dévoués. Il aurait ainsi peu à peu rejeté des affaires publiques tous les hommes d'un mérite éprouvé, dont la jeunesse avait vu le pâle crépuscule de l'ancienne monarchie, et la sanglante aurore de la liberté. Il avait déterminé que l'histoire ne commencerait qu'à lui ! La France, alors pressée dans ses filets, devenait l'inaliénable propriété de la quatrième dynastie : les dotations et les faveurs prodiguées aux militaires, le nombre immense de familles dont l'état, la subsistance même, dépendait du gouvernement ; la censure de la librairie ; les polices secrètes ; l'interdiction de communications avec ces peuples qui, ne fai-

sant point partie du Grand Empire fédératif, n'étaient point soumis au joug commun ; ce bruyant concert de louanges, cet *hosanna* sans fin, qui s'adressaient à l'héroïque Napoléon, de tous les degrés de l'administration ; voilà les liens qu'il avait façonnés avec une admirable ou plutôt une épouvantable habileté, pour retenir à jamais les Français sous son sceptre!!! Il avait corrompu tout l'avenir de la France.

Aujourd'hui que la fortune de la guerre a changé, qu'est-il arrivé d'un tel système? Napoléon reste seul contre l'univers ; seul avec une petite troupe de braves, que le souvenir des plus beaux triomphes enchaîne à ses drapeaux. Il n'ose se confier à la nation qu'il asservit, rendre des armes à cette population qui affranchirait le territoire en 1814, comme elle l'affranchit en 1794. En vain le plus intrépide des maréchaux, Ney, a proposé de se jeter en partisan dans les Vosges, et d'appuyer, de diriger les soulèvemens des Alsaciens, des Lorrains, que l'invasion pénètre de douleur et de confusion : Napoléon prétend ne devoir son salut qu'à lui-même, et s'effraie des concessions qu'il serait obligé de faire à ses libérateurs! Il deviendrait monarque constitutionnel, s'il devait à ses sujets la conservation de sa couronne!!

Incapable de se faire à l'idée de baisser la tête devant l'autorité des lois, Napoléon aimera mieux se précipiter du trône que de s'y voir soutenu par l'action libre du peuple français : toujours il craignait de réveiller l'institution des gardes nationales, n'ignorant pas qu'elle serait un rempart formidable contre l'envahissement de l'ennemi extérieur, mais qu'elle le deviendrait aussi contre l'esprit conquérant ou la tyrannie du souverain. Il avait bien adopté le rétablissement d'une milice propre à garder les villes, pendant

que toute l'armée de ligne s'élancerait avec lui hors de l'empire (V. 24 septembre 1805) ; mais cette milice, à laquelle il avait donné le nom de garde nationale, était positivement une levée en masse, une conscription étendue sur toute la population (Voyez 12 novembre 1806) ; il en avait déjà fondu une partie dans l'armée de ligne (V. 13 mars 1812, 3 avril 1813). Il a donc sciemment repoussé la principale ressource de la France dans cette conjoncture extrême.

C'est surtout à Paris que ce moyen produirait de salutaires effets. Lorsqu'on y procéda à la réorganisation de la garde nationale, les habitans, n'y voyant qu'un enrôlement forcé, s'y portèrent avec répugnance ; tandis que Napoléon, s'effarouchant de revoir en armes une masse de citoyens ennemis de son pouvoir absolu, prenait, sous divers prétextes, toutes les mesures pour qu'elle ne pût maîtriser le gouvernement (V. 25 janvier) ; de sorte qu'au 30 mars, l'effectif de la garde nationale n'excède pas douze mille hommes, dont la moitié seulement a reçu des fusils de munition. L'armement de l'autre moitié se compose d'armes de hasard ou de rebut, de fusils de chasse et même de pacotille. Cependant, le dépôt central d'artillerie, dont le ministre de la guerre Clarke a la disposition, renferme vingt mille fusils neufs, qui n'en seront pas retirés !!!

Joseph Bonaparte, ex-roi d'Espagne, s'est vu laissé à Paris, en qualité de lieutenant-général de l'empereur, dans la première division militaire. Ainsi, le salut de la capitale, et sans doute de l'état, reste confié à cet homme, aussi dépourvu de lumières que de courage, méprisé même de ses partisans, et qui serait le plus ignoble Sosie de la royauté, si l'Europe n'avait vu son frère Jérôme élevé sur le trône de Westphalie (V. 8 décembre 1807).

Joseph a sous ses ordres six chefs indépendans entre eux : les maréchaux Mortier, Marmont, commandant les troupes qu'ils ont ramenées sous Paris (V. 25, 28, 29 mars) ; le maréchal Moncey, commandant la garde nationale ; les généraux Hullin, commandant les troupes de la première division militaire ; Ornano, commandant les dépôts de la garde impériale, deux généraux sans réputation, et le général Clarke, ministre de la guerre, dont la réputation n'a jamais pu se faire. On prévoit aisément les résultats dont l'état est menacé par la nullité du chef suprême, par le défaut d'unité dans les chefs secondaires, et par l'incohérence de cette organisation : Joseph se montre néanmoins très-jaloux d'ordonner, sans vouloir comme sans savoir rien résoudre. Si l'on s'étonne que Napoléon ait choisi un tel lieutenant-général, c'est qu'il n'avait trouvé personne plus incapable que son frère de porter atteinte à sa domination ; ainsi, sa perte sera dérivée précisément de ces mesures qu'il aura prises afin de l'éviter !

Les moyens matériels de défense offrent aussi peu de sécurité. L'irrésolution de ce même Joseph n'a pas permis de tirer parti, pour la protection de la capitale, sur la rive droite de la Seine, des positions, des plateaux et des hauteurs qui s'y trouvent. Napoléon avait rejeté (V. 25 janvier) le projet soumis par le comité chargé de proposer un système d'ouvrages propres à fortifier l'enceinte même de Paris ; il avait craint la fermentation des esprits, et se confiait à sa fortune, à son génie. On s'est donc réduit à couvrir les barrières par de misérables tambours en bois, capables seulement de résister aux attaques de la cavalerie. Aucune mesure importante n'a été prise. Cependant, les journaux annoncent avec emphase la construction d'un grand nombre de redoutes ; et ces redoutes ne sont pas

même tracées ; on n'a pas fait un abatis ; on n'a pas donné un coup de pioche pour faciliter les mouvemens de l'artillerie. Les ressources de cette arme, affectées à la défense de Paris, consistent en vingt-cinq pièces de huit, et cinquante pièces de quatre. Cependant, il y avait à Meulan (dix lieues de Paris), quatre-vingts pièces de gros calibre, transportées de Cherbourg et du Havre, et destinées aux fortifications de Paris ! Mais, à cette heure, l'empereur est mollement obéi, quand ses ordres ne sont pas éludés ; on ne saurait se dissimuler que l'inexécution des mesures qu'il ordonna ne soit une des grandes causes de ses derniers revers. Son ministre Clarke, devenu général sans combattre, qui lui doit sa fortune militaire, ses hautes fonctions, ses titres, ses richesses, toute son existence politique et toute la considération dont il jouit, depuis qu'en 1796, envoyé par le directoire comme surveillant à l'armée d'Italie, il révéla sa mission à Bonaparte, dont il devint l'agent de déception auprès de ce même directoire; Clarke, toujours semblable à lui-même, en jouant un double rôle, vient de se rapprocher des ennemis de Napoléon ; il recouvre d'apparences d'exactitude et de fidélité, l'inobservation de plusieurs actes importans; négligence qu'après la catastrophe de son souverain, il présentera comme des services rendus par anticipation à une autre cause ! Combien ne verra-t-on pas de fonctionnaires faire valoir de semblables exemples de dévouement pour un gouvernement qui n'existait pas encore, et dont ils ne prévoyaient pas l'apparition, afin d'obtenir des honneurs et des récompenses ; qui se vanteront d'avoir préparé secrètement, par leur inertie, le désastre de l'ambitieux qui souleva l'Europe, d'avoir mal exécuté ses commandemens, d'avoir fait échouer ses préparatifs ; semblables à Achitophel, qui trahissait

en même temps David pour Absalon, Absalon pour David ! Les Achitophel savent que, dans tous les temps, celui que la fortune élève *croit à la perfidie, et absout du crime de fidélité.* (Tacit., Hist. lib. 2, § 6.)

Pour revenir aux Achitophel de Paris, il est certain qu'on pouvait rassembler de divers dépôts, placés à une ou deux journées de marche de la capitale, vingt mille hommes d'infanterie : ils n'y furent pas appelés ! Deux mille six cents hommes d'élite sont employés à couvrir la marche de l'impératrice et de son fils, partis, la veille 29, pour Blois, à la suite d'une délibération du conseil de régence, et d'après les ordres de l'empereur, qui redoute, avant toute chose, que, lui vivant, on élève son fils sur le trône : arrangement qu'il n'ignore pas être au gré de plusieurs généraux et d'un certain nombre de sénateurs. Marie-Louise se voit accompagnée des membres du conseil, excepté de Talleyrand, qui reste, et de Clarke, qui part, le 30, pour masquer, jusqu'au dernier moment, sa précoce trahison. La retraite de l'impératrice a porté le découragement dans la garde nationale, son escorte ne se composant que d'anciens militaires dont la présence eût été très-utile en face de l'ennemi. Ce départ ne put qu'être défavorable aux intérêts de Napoléon et de son fils ; sortir de la capitale, c'est abandonner le gouvernement.

Un tout autre esprit dirige les déterminations de l'ennemi. L'empereur de Russie, le roi de Prusse et le généralissime Schwartzenberg, établis, le 29 au soir, à Bondy (deux lieues est-nord-est de l'enceinte de Paris), ont résolu de mettre en défaut l'activité de Napoléon par une bataille décisive qui leur livre, sans retard, le siége de son gouvernement, qui prévienne la réunion de ses forces, décompose la plupart

de ses resssources, et puisse entraîner une révolution politique; révolution que leurs renseignemens, touchant les dispositions de quelques sénateurs, leur font envisager comme prête à s'opérer sans efforts, au sein d'une population fatiguée de cette multiplicité de revers amenés par le délire de l'ambition. Le plan des alliés consiste à porter les principales attaques sur les hauteurs de Montmartre et de Belleville, afin d'occuper la ligne des sommités qui dominent Paris au nord-est. L'empereur avait donné l'ordre à son frère Joseph de défendre Paris jusqu'à l'extrémité, de barricader les rues, de créneler les maisons, de couper les ponts extérieurs de la Seine et ceux de la Marne, d'enlever les bateaux. Le même capitaine qui reprochait à l'archiduc Maximilien d'avoir, en 1809, essayé de défendre Vienne, place pourvue d'une enceinte bastionnée, place isolée de ses faubourgs, n'ayant pas le tiers de la circonférence de Paris, et au secours de laquelle s'avançait à marches forcées l'archiduc Charles, dont l'armée n'avait été que faiblement entamée, ce même capitaine veut aujourd'hui qu'on résiste dans une ville immense et accessible de toutes parts !

Au lever du soleil, le canon apprend aux habitans et l'approche de l'ennemi et le commencement de l'action. La droite des Français est formée par le maréchal Marmont, disposant de près de treize mille hommes, dont trois mille de cavalerie; il se déploie de Montreuil aux Prés-Saint-Gervais, ayant sous lui les généraux Compans, Ricard, Bordesoult : il est appuyé par le maréchal Mortier, qui s'étend jusqu'à La Chapelle avec environ neuf mille cinq cents baïonnettes et deux mille cinq cents sabres, dont les généraux Belliard, Curial, sont les premiers chefs : mais de ces vingt-cinq mille soldats de toutes armes, deux mille

sont laissés à Saint-Maur, Charenton, Vincennes, Saint-Denis, Neuilly. C'est avec cette poignée d'hommes, avec ces débris informes de plus de cent soixante bataillons ou escadrons, échappés aux désastres de la Saxe et de Hanau, aux combats de Brienne, de Craonne, de Laon, de Fère-Champenoise, qu'il faut résister à des armées sept fois plus nombreuses, l'ennemi s'avançant avec cent quatre-vingt mille hommes! Le maréchal Moncey s'est porté hors de l'enceinte avec six mille gardes nationaux, dont l'artillerie est servie par des canonniers invalides et par des élèves de l'École polytechnique, dignes de rivaliser avec les guerriers les mieux exercés et les plus braves. Le maréchal Moncey s'immortalise par l'héroïsme et le patriotisme qu'il déploie dans cette immense circonstance!!!

Les Français prennent l'offensive sur les points principaux, sans compter leurs ennemis. Les villages de Pantin et de Romainville sont pris et repris plusieurs fois; le général Compans se signale par la plus brillante intrépidité. A onze heures, les efforts des Autrichiens et des Russes sont encore contenus : leurs grenadiers, éprouvant partout la plus valeureuse opiniâtreté, n'obtiennent quelque faible avantage qu'au prix des plus grands sacrifices, et en couvrant de morts le terrain qu'ils ne peuvent enlever. Alors les Prussiens paraissent, entrent en ligne, et disposent leurs attaques. L'inepte généralissime Joseph, établi en observateur dans un pavillon fermé, sur un mamelon de Montmartre, ne conçoit leurs mouvemens qu'après que des officiers expérimentés lui en ont expliqué le but : saisi de frayeur, il ne songe plus qu'à la conservation de sa personne! Il fuit avec toute la précipitation d'un Thersite,

avant que les boulets n'arrivent à sa portée, se bornant à dire, qu'on fasse connaître aux maréchaux Mortier et Marmont qu'il les autorise à capituler! Il n'y a donc, avant midi, plus de général en chef, plus de quartier général. Les ministres, même celui de la guerre (Clarke), ont imité Joseph: les troupes engagées, la garde nationale, l'immense population de Paris, tout a été laissé, par eux, à la merci des événemens. Tous les courtisans du pouvoir se sont ignominieusement dérobés au danger, n'ayant, dans cette journée, su préparer que leur évasion.

Si le ministre Clarke avait livré les vingt mille fusils neufs à la garde nationale, à ces ouvriers robustes et intelligens qui demandaient des armes, il est vraisemblable que l'ennemi n'aurait pas emporté les hauteurs dans cette journée; dès lors, l'issue des affaires devenait problématique: l'apparition inattendue de Napoléon au centre de cet immense rassemblement de ressources, pouvait changer tout à coup l'état de la guerre, et amener un tout autre dénoûment; et selon toutes les apparences, les souverains de Russie et de Prusse étaient tués ou prisonniers: celui d'Autriche n'était pas avec eux. Il n'eût pas été difficile d'armer cinquante mille citoyens, la plupart ayant passé sous les drapeaux; mais la faction a gagné les agens du gouvernement restés à leur postes! Les braves à qui l'on n'a pu ravir l'honneur de la défense, six mille gardes nationnaux et vingt-cinq mille hommes de troupes de ligne, ont fait long-temps croire aux assiégeans qu'ils ont affaire avec cent mille guerriers consommés! Pendant huit heures consécutives l'ennemi reçoit la mort avec une épouvantable rapidité, et il ne doit qu'à la force numérique si supérieure de ses masses, de pouvoir reformer ses lignes incessamment

rompues. Étonnés d'une résistance aussi héroïquement prolongée, les chefs accusent déjà leurs agens de l'intérieur, et se disposent à changer le plan d'attaque, lorsque cette poignée de combattans qui viennent de les humilier, encore tout bouillans de courage, ont la douleur de ne pouvoir plus continuer la résistance, faute de munitions; Paris, cependant, renferme des magasins de guerre considérables qui seront livrés intacts à l'étranger! Clarke (duc de Feltre) ne s'est pas borné à empêcher la distribution de fusils aux braves qui, de toutes parts, demandaient des armes; ce traître a fait mettre de la cendre au lieu de poudre, dans une partie des cartouches qu'on a livrées!! Et plus tard (dans les cent jours, mars 1815), ce même Clarke, se répandra en regrets de n'avoir pu servir Napoléon, arrivant de l'île d'Elbe à Paris; et il osera dire au brave et loyal général Grundler, chef de son état major, envoyé à Lille: « Vous êtes bien heureux; vous servez » Napoléon: moi, il me ferait pendre; il faut que je » sorte de France. » De quels hommes s'était entouré Napoléon, dans les derniers temps de l'empire [1]!

[1] On vit des hommes qui rampaient aux pieds de sa famille, qui lançaient tant d'anathèmes contre la maison de Bourbon, se dire, après la chute de Napoléon, purs royalistes, et réclamer de Louis XVIII le prix de leur inviolable fidélité à sa cause sacrée: et, quelques mois plus tard (1815), ils renouvelleront leurs sermens à Napoléon! Un ministre d'état d'aujourd'hui (1824), M. le comte ***, qui, dans une des plus importantes préfectures de l'empire, s'était montré le plus enthousiaste des serviteurs de Napoléon, écrit, dans les cent jours à M. Carnot, ministre de l'intérieur: il le prie de mettre son repentir sous les yeux de l'empereur, de l'assurer de l'amour et du dévouement qu'il porte à sa personne sacrée; il se glorifie d'être un des vétérans de la révolution; il professe avec orgueil la souveraineté du peuple, etc. M. ***, ancien membre de la chambre des députés, possède la lettre originale de M. le comte ***. Napoléon n'eut aucun égard au repentir et aux protestations de dévouement de

Il est quatre heures. Le maréchal Marmont tient encore à Belleville, qu'il défend de sa personne, avec une petite troupe d'élite : sa cavalerie est culbutée; l'ennemi, maître de Charonne et de Ménilmontant, lance déjà des obus contre Paris; il ne reste plus qu'à rentrer et à se défendre pied à pied dans les rues! Le maréchal prend le parti de parlementer, de négocier avec les ennemis : s'il eût résisté quelques heures encore, dans les faubourgs, Napoléon arrivait par Villejuif et la barrière d'Enfer; et Paris ne tombait pas au pouvoir de l'ennemi! Mais Marmont s'est empressé d'entrer en pourparlers; on convient d'un armistice de deux heures, sous condition que, achevant de céder les hauteurs, il se bornerait à couvrir l'enceinte de Paris, et qu'il s'entendrait avec son collègue, pour traiter d'une convention, stipulant, en principe, l'évacuation. C'est à cette résolution soudaine du maréchal, que Paris doit, sans doute, le bonheur de ne pas devenir un vaste champ de bataille, et l'avantage d'être pris par les souverains alliés qui ne tarderont guère à reconnaître les droits de la maison de Bourbon! Le maréchal Mortier voit ses efforts surmontés par les

son ex-préfet, et donna, par le télégraphe, ordre de l'arrêter. Cet ordre fut transmis au général commandant la ville où M. le comte *** avait exercé les fonctions de préfet; ce général l'en fit prévenir en secret, avec invitation de sortir au plus tôt de la place, attendu que, sous quelques minutes, il se verrait dans la nécessité de s'assurer de sa personne. Dès lors, l'ex-préfet perdit tout espoir de rentrer en grâce auprès de Napoléon, monta à cheval, s'évada en toute hâte, et se rendit à l'extrême frontière, chez la belle-mère de feu M. de Serres, garde des sceaux. Néanmoins, avant de se déterminer à sortir de France, M. le comte *** voulut connaître la détermination que le congrès de Vienne adopterait : du moment où l'ex-préfet apprit que Bonaparte avait été mis hors la loi par les souverains alliés, il se rendit à Gand, et offrit sa fidélité et ses services à Louis XVIII!

colonnes ennemies qui s'emparent d'Aubervilliers, de La Villette, de La Chapelle, et enfin de Montmartre, et parviennent à la barrière de Neuilly ; il est sans instruction de la part de Joseph, dont il ignore la fuite si honteuse, si précipitée, lorsqu'il reçoit l'avis de l'armistice ; il y adhère, et se joint au maréchal Marmont, pour traiter d'une convention! L'héroïque résistance des troupes françaises leur coûte trois à quatre mille hommes. L'ennemi avoue sept à huit mille des siens restés sur le champ de bataille; il n'a pas fait un seul prisonnier, il ne s'est pas emparé d'une seule pièce de canon.

A cinq heures et demie, il est convenu que les troupes françaises se retireront avec leur matériel, et auront la nuit entière ; que les troupes alliées entreront à Paris à six heures du matin et ne pourront recommencer les hostilités qu'après neuf heures. Ces conventions verbales doivent être rédigées par le maréchal Marmont.

Le comte Alexandre de Laborde (dont la conduite est admirable de patriotisme et de talens dans une circonstance si critique), M. Tourton, officiers supérieurs de la garde nationale, se rendent, dans la nuit, auprès du généralissime Schwartzenberg : ils obtiennent que la garde nationale conservera, soit à l'intérieur ou aux barrières, tous les postes utiles à la tranquillité publique. Cet arrangement amènera les résultats les plus satisfaisans : grâces à la contenance, à la sagesse, à l'infatigable activité de cette réunion de citoyens-propriétaires, aucun trouble, aucun désordre remarquables n'auront lieu pendant toute la durée de l'occupation.

Dans la soirée, une proclamation du généralissime des armées alliées commence à se répandre dans Paris.

Cette proclamation contraste, par la modération des expressions, d'une manière bien remarquable, avec le fameux manifeste du duc de Brunswick (V. 25 juillet 1792)[1].

31 mars

La capitulation de Paris est signée, à deux heures du matin, par les colonels Denis et Fabvier, au nom des maréchaux Mortier et Marmont. Les intérêts militaires sont réglés comme ils l'ont été, la veille au soir, par la convention verbale des maréchaux; il est ajouté que les arsenaux, ateliers, établissemens et magasins militaires seront laissés dans l'état où ils se trouvaient avant qu'il fût question de la présente capi-

[1] « Habitans de Paris, les armées alliées se trouvent devant » Paris. Le but de leur marche sur la capitale est fondé sur l'espoir » d'une réconciliation durable avec elle. Depuis vingt ans, l'Europe » est inondée de sang et de larmes. Les tentatives pour mettre un » terme à tant de malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe, dans » le pouvoir même du gouvernement qui vous opprime, un obstacle » insurmontable à la paix. Quel est le Français qui ne soit pas con- » vaincu de cette vérité?

» Les souverains alliés cherchent de bonne foi une autorité salu- » taire en France qui puisse cimenter l'union de toutes les nations » et de tous les gouvernemens. C'est à la ville de Paris qu'il appar- » tient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer la paix du » monde. Son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si » immense résultat. Qu'elle se prononce, et, dès ce moment, l'ar- » mée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions!

» Parisiens, vous connaissez la situation de votre patrie, la con- » duite de Bordeaux, l'occupation amicale de Lyon, les maux attirés » sur la France, et les dispositions véritables de vos concitoyens. Vous » trouverez dans ces exemples le terme de la guerre étrangère et de » la discorde civile; vous ne sauriez plus le chercher ailleurs.

» La conservation et la tranquillité de votre ville seront l'objet des » soins et des mesures que les alliés s'offrent de prendre avec les au- » torités et les notables qui jouissent le plus de l'estime publique. » Aucun logement militaire ne pèsera sur la capitale.

» C'est dans ces sentimens que l'Europe en armes devant vos » murs s'adresse à vous. Hâtez-vous de répondre à la confiance qu'elle » met dans votre amour pour la patrie et dans votre sagesse. »

tulation. Ainsi les vingt mille fusils laissés au dépôt de la guerre par le ministre Clarke seront remis à l'ennemi ! Les intérêts civils ne sont pas réglés dans tout ce qui touche à l'administration et à la police.

A midi, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le généralissime font leur entrée dans Paris, à la tête d'une grande partie de leurs troupes. « Le peuple en » foule, dit un écrivain, est attiré, par la curiosité, à » un spectacle tout nouveau pour lui, et qui cesse » d'être humiliant quand on se rappelle que l'invasion » n'est pas le fruit d'une victoire ; mais du moins ce » peuple reste dans un morne silence, tandis que des » rubans, des guirlandes, des couronnes sont jetés » aux dévastateurs de la France, comme des témoi- » gnages de reconnaissance et d'union. Le Prussien, le » Russe, le Tartare sont embrassés, fêtés par des da- » mes françaises, et l'on voit prodiguer aux soldats » mercenaires de l'étranger des soins et des secours re- » fusés, quelques heures avant, à des héros citoyens. » A moins d'avoir été témoin de ce spectacle, l'on ne saurait croire à une si honteuse abnégation patriotique, à un tel avilissement de caractère national : ah ! que les dames anglaises eussent offert un spectacle bien différent, si les armées de Napoléon eussent fait dans Londres une entrée triomphante ! Par respect pour le nom français, jetons un voile sur les bassesses dont se couvrent les élégantes des rues, les intrigantes de la cour, les courtisanes de la capitale ! elles mériteraient d'être honorées, si c'étaient leurs princes légitimes dont elles célébreraient l'heureux retour ; mais le nom auguste des Bourbons ne retentit pas encore dans les airs ; ce sont des ennemis, des étrangers qu'elles saluent de leurs acclamations ; c'est parmi eux qu'elles chercheront bientôt des amans : et les bar-

rières de Paris sont encore inondées du sang français! O honte! ô infamie! La sécurité des habitans n'éprouve aucune atteinte; les barrières leur sont ouvertes; le départ des courriers de la malle a lieu à l'ordinaire.

L'empereur de Russie, au nom des alliés, fait la proclamation suivante : « Les armées des puissances » alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française. Ils déclarent que, si les conditions de la paix » devaient renfermer de plus fortes garanties, lorsqu'il » s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles » doivent être plus favorables, lorsque, par un retour » vers un gouvernement sage, la France elle-même » offrira l'assurance de ce repos. Les souverains alliés » proclament, en conséquence, qu'ils ne traiteront » plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun de sa » famille; qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne » France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes; » qu'ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe, que, pour le bonheur de » l'Europe, il faut que la France soit grande et forte; » qu'ils reconnaîtront et garantiront la constitution que » la nation française se donnera. Ils invitent, par conséquent, le sénat à désigner un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la constitution qui conviendra » au peuple français. Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les puissances » alliées. »

Cette pièce est rédigée dans la soirée, à la suite d'un conseil dans lequel la paix avec Napoléon, la régence de l'impératrice, et le retour des Bourbons, ont été longuement agités. Elle est à l'instant imprimée,

répandue dans Paris ; et toutes les mesures sont immédiatement prises pour assurer les dispositions qu'elle suggère. Les révolutions politiques, comme les batailles décisives, dépendent quelquefois d'un instant de surprise ! Le départ de l'impératrice et la reddition de la capitale sont, pour tous les hauts fonctionnaires non absens, le signal de se rallier dans cette conjoncture extrême, d'établir ou de reconnaître une autorité quelconque, afin de préserver la France de sa dissolution. Ce signal est pour certains un motif, pour d'autres un prétexte. Déjà le 28, une trentaine de sénateurs avaient inutilement sollicité de la régente l'autorisation de s'assembler : à leur tête se trouve cette minorité qui, désapprouvant l'ambition de l'empereur, fléchissait avec impatience sous son joug : là sont Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, qui, à chaque époque, osèrent défendre les droits de la justice et sont restés fidèles à la cause de la liberté. Des conférences ont eu lieu les 29 et 30 ; et quoique sans résultat, elles ont assez fait connaître les dispositions des sénateurs, pour laisser juger de la part qu'ils prendront aux changemens indiqués par la déclaration ci-dessus.

1er. avril. La proclamation suivante du conseil départemental et municipal de Paris est affichée : « Habitans, vos magis» trats seraient traîtres..... s'ils comprimaient plus long» temps la voix de leur conscience. Elle leur crie que » vous devez tous les maux qui vous accablent à un » seul homme. C'est lui qui, chaque année, par la » conscription, décime nos familles. Qui de nous n'a » perdu un fils, un frère, des parens, des amis ? Pour » qui tous ces braves sont-ils morts ? pour lui seul et » non pour le pays. Pour quelle cause ? Ils ont été im» molés, uniquement immolés à la démence de laisser » après lui le souvenir du plus épouvantable oppres-

» seur qui ait pesé sur l'espèce humaine..... C'est lui
» qui nous a fermé les mers des deux mondes..... A
» lui, nous devons la haine de tous les peuples, sans
» l'avoir méritée, puisque, comme eux, nous fûmes
» les malheureuses victimes, bien plus que les tristes
» instrumens de sa rage. N'est-ce pas lui aussi qui,
» violant ce que les hommes ont de plus sacré, a re-
» tenu captif le....... chef de la religion; qui a privé
» de ses états, par une détestable perfidie, un roi son
» allié, et livré à la dévastation la nation espagnole?.....
» N'est-ce pas lui encore qui, ennemi de ses propres
» sujets long-temps trompés par lui, après avoir, tout
» à l'heure (V. 18 mars), refusé une paix honorable
» dans laquelle notre malheureux pays, du moins, eût
» pu respirer, a fini par donner l'ordre parricide d'ex-
» poser inutilement la garde nationale, pour la défense
» impossible de la capitale, sur laquelle il appelait
» aussi toutes les vengeances de l'ennemi? N'est-ce pas
» lui, enfin, qui, redoutant la vérité, a renvoyé nos
» législateurs, parce qu'une fois (V. 28, 31 décembre
» 1813) ils ont tenté de la lui dire avec autant de mé-
» nagement que de dignité? Qu'importe qu'il n'ait sa-
» crifié qu'un petit nombre d'hommes à ses haines, ou
» bien à ses vengeances particulières, s'il a sacrifié la
» France? que disons-nous la France, toute l'Europe à
» son ambition sans mesure? Ambition ou vengeance,
» la cause n'est rien. Quelle que soit cette cause, voyez
» l'effet. Voyez ce vaste continent de l'Europe, par-
» tout couvert des ossemens confondus de Français et
» de peuples qui n'avaient rien à se demander les uns
» aux autres, qui ne se haïssaient pas, que les dis-
» tances affranchissaient des querelles, et qu'il n'a
» précipités dans la guerre que pour remplir la terre
» du bruit de son nom. Que nous parle-t-on de ses vic-

» toires passées? Quel bien nous ont-elles fait ces fu-
» nestes victoires? La haine des peuples, les larmes
» de nos familles, le célibat forcé de nos filles, la ruine
» de toutes les fortunes, le veuvage prématuré de nos
» femmes, le désespoir des pères et des mères à qui,
» d'une nombreuse postérité, il ne reste plus la main
» d'un enfant pour leur fermer les yeux; voilà ce que
» nous ont produit ses victoires! Ce sont elles qui amè-
» nent aujourd'hui dans nos murs..... les étrangers,
» dont l'heureuse protection nous commande la recon-
» naissance, lorsqu'il nous eût été si doux de leur offrir
» une alliance désintéressée....... C'est au nom de nos
» devoirs mêmes, et des plus sacrés de tous, que nous
» abjurons toute obéissance envers l'usurpateur pour
» retourner à nos maîtres légitimes. »

Cette proclamation, qui excite les Français à secouer le joug d'un despote invétéré, énonce plusieurs motifs d'une évidence complète; mais son style déclamatoire rappelle le souvenir de nos premiers énergumènes de la révolution. Au lieu de se borner à l'exposition de la vérité assez entraînante par elle-même, on entasse des reproches dont l'exagération est manifeste, on avance de fausses allégations, que l'extrémité des circonstances ne peut même faire excuser; on s'adresse à l'opinion publique, comme à des conspirateurs de mélodrame! Voilà le résultat d'une longue oppression!! Des hommes habitués à la servitude ne sauraient emprunter le langage simple des hommes libres dont la tranquille énergie repousse l'emphase et l'hyperbole : ces magistrats, naguère si dociles, si enthousiastes exécuteurs des ordres du maître, s'expriment comme des agas révoltés; ils ont recours aux sophismes des factieux après avoir épuisé les adulations des esclaves : ils se sont bassement prosternés

pendant douze années : ils se relèvent avec des mouvemens convulsifs. Ils appellent des princes français du nom odieux de maîtres, comme pour les engager dans les voies de l'arbitraire ! Au reste, cette production (dont plusieurs passages sont omis ici) passe pour être l'œuvre d'un avocat, de Bellart : il est assez reconnu que le meilleur de ses plaidoyers n'est exempt ni de boursoufflure ni de pathétique affecté.

La nation voit que ce grand débat décidera de son sort ; cependant elle semble demeurer neutre. Fatiguée du despotisme de Bonaparte, elle voudrait s'en voir délivrée ; elle le rejette par l'impression qu'elle en éprouve, en même temps que ses souvenirs lui font réprouver le despotisme de tous les gouvernemens précédens : les Français sont tombés dans une apathie profonde.

Le général Caulaincourt (duc de Vicence) dépêche à l'empereur Alexandre un message contenant des propositions que Napoléon juge susceptibles de le désarmer. Le ministre plaide en vain, non-seulement la cause de celui qui l'envoie, mais celle même de l'impératrice Marie-Louise et de son fils ; les souverains alliés se refusent à toute négociation, attendu que les propositions offertes ne sont pas celles que les puissances croient avoir à attendre, surtout après la manifestation éclatante des sentimens de Paris et de toute la France.

1er. avril.

Le sénat, invité par la déclaration de l'empereur de Russie (V. 31 mars), s'assemble dans l'après-midi. Ce corps compte, à ce jour, cent quarante membres, dont six appartiennent à la famille impériale, et vingt-sept sont étrangers à l'ancienne France. La réunion est de soixante-quatre sénateurs, dont neuf sont des pays réunis ; cette séance du sénat va décider des destinées de la France, et plus de la moitié des sénateurs n'y

assistent pas; cinquante-cinq membres, seulement, vont délibérer sur les plus grands, sur les premiers intérêts de l'état; car, sur les soixante-quatre sénateurs présens, neuf sont étrangers, ce qui réduit à cinquante-cinq le nombre des prétendus conservateurs-constituans! Le président de cette grande minorité du sénat, est le prince de Bénévent (Charles-Maurice Talleyrand), le même personnage qui débuta sur la scène politique comme évêque d'Autun, et constituant; qui, devenu citoyen Talleyrand, se vit solennellement rappelé en France, par la convention (V. 4 septembre 1795); qui fut successivement ministre du directoire, ministre des consuls, ministre de l'empereur, et son grand-chambellan; prince laïque de Bénévent, vice-grand-électeur de l'empire; lequel deviendra prince et duc de Talleyrand, pair de France, le 4 juin 1814, et ministre du roi en 1814, 1815, et encore grand-chambellan. On voit que ce haut fonctionnaire se sera produit dans tous les régimes, un seul excepté, le régime révolutionnaire; ce qui ne pouvait avoir lieu, et par diverses raisons : d'abord, il était hors de France, et ne pouvait y rentrer; ensuite, l'ex-prélat aimait une liberté douce, bénigne, conciliante, conforme à l'esprit de son premier état, à l'esprit des cours; il repoussait l'effrayante austérité du système républicain. Animé d'une modération évangélique, craignant de voir couler les larmes du malheureux, comment aurait-il pu voir répandre des flots de sang? D'ailleurs la secte infernale des jacobins ne s'affiliait que des hommes dont l'âme lui semblait susceptible d'un certain degré de force, ou dans lesquels on découvrait du moins quelques lueurs de fermeté, ces lueurs instantanées eussent-elles dérivé de la peur même; et aussi, l'ardente multitude qui entourait les tribunes populaires exigeait

des orateurs une physionomie pleine d'audace, un débit véhément, une éloquence nerveuse. Ainsi, lors même que le citoyen Talleyrand ne se fût pas montré sincère ami de la liberté constitutionnelle, et ennemi prononcé de la licence démagogique (car ses utiles travaux à l'assemblée constituante le présentent sous cet honorable aspect), il était doué d'une trop grande sagacité pour se dissimuler à quel point la nature lui refusa des dehors prononcés et l'art des longs et beaux discours. Ayant donc le secret de sa timidité, jugeant très-bien qu'il courait de grands dangers personnels, à cette époque de persécution pour les hommes de l'assemblée constituante qui avaient le plus puissamment secondé la révolution ; et malgré le bruit, si généralement répandu et accrédité, qu'il était l'auteur de l'apologie diplomatique du 10 août, et de la déchéance de Louis XVI (V. *Moniteur*, n°. 190, an 1798), bruit susceptible de garantir sa tête ; le citoyen Talleyrand n'apercevant pas en Europe une contrée où il pût se réfugier avec l'espérance d'y être tranquille, porta sa civique douleur dans l'autre hémisphère, et ne hasarda un pied douteux en Europe, que lorsqu'il crut apercevoir que, désormais, pour se produire et réussir en France, il ne fallait plus ni la détermination ni la voix d'un tribun du peuple, et qu'il suffisait de réunir à de vagues connaissances un républicanisme mitigé et des intentions plausibles. Il fut presque aussitôt admis dans la confidence des directeurs Rewbell et Barras. Couvert de leur affection, de leur protection, il vit passer, sans les ressentir, tous les orages de cette époque ; presque seul, parmi les hauts fonctionnaires ou les hommes remarquables, il sut échapper aux violentes oscillations du gouvernement directorial, pendant les quatre années de son existence.

A la fin de 1799, lorsque les doctrines des girondins, ces premiers ouvriers de république, reprenaient de l'ascendant, jaloux de posséder leur confiance, il publia cette déclaration, insérée au *Moniteur*, n°. 299, an VII : « ..... Dans l'effervescence où s'agitent les esprits, trois » seules suppositions sont possibles : ou bien la répu- » blique s'affermira au milieu de tant de chocs ; ou » nous serons abîmés dans la confusion de tous les pou- » voirs ; ou la royauté reviendra nous asservir, mais » avec un surcroît de rage et de tyrannie. Toute autre » supposition est pour moi une chimère, et sans doute » j'ai donné assez de garanties contre ces deux der- » niers régimes. On sait assez le sort que l'un et l'autre » me réservent, et même le genre de préférence qu'ils » m'accorderaient. Il est donc démontré, mille fois » démontré que je ne puis avoir d'autre vœu que celui » de l'affermissement, de la gloire de la république. » Cet excellent démocrate, panégyriste par inspiration prophétique du grand citoyen Bonaparte, avait, dès 1797 (V. 10 décembre), annoncé l'éclatante destinée du héros italique, ainsi que son incomparable modestie et sa modération extrême. Venant saluer l'aurore de son consulat, il fut l'oracle de sa diplomatie dans les négociations les plus efficaces pour l'avantage extérieur de la France, ou plutôt de son maître ; mais, ayant encouru la disgrâce de ce maître brutal, il sentit tous les petits inconvéniens des gouvernemens qu'il avait soutenus, prônés, servis ; il revint à des sentimens d'affection pour le sang de Henri IV, et aux principes de légitimité dont il avait été nourri au séminaire : semblable, en quelque sorte, à ces soldats vagabonds de l'armée des rois de France, qu'une dernière et loyale désertion ramenait sous leur premier drapeau, après avoir fait fortune aux dépens de l'ennemi!

Quoi qu'il en soit, l'influence du président s'exerce à propos sur les membres du sénat, extraordinairement réunis aujourd'hui sous la protection de l'empereur Alexandre. Aussi-bien, ils ont le dessein d'exercer, pour le salut public, comme pour leur propre conservation, les hautes prérogatives qu'on leur reconnaît : le sénat va mériter enfin le nom de conservateur que lui décerna la constitution de l'an VIII, qu'il n'a pas encore justifié ! Il charge un gouvernement provisoire de pourvoir aux besoins de l'administration, et de soumettre au sénat un projet de constitution qui puisse convenir au peuple français.

Les membres de ce gouvernement provisoire sont : le prince de Bénévent, le sénateur et général Beurnonville, le sénateur de Jaucourt, le duc d'Alberg (étranger à l'ancienne France), l'abbé de Montesquiou ; Dupont de Nemours est secrétaire-général.

2 avril.

Alexandre, empereur de Russie, adresse, à une députation du sénat, l'allocution suivante : « Un » homme, qui se disait mon allié, est arrivé dans » mes états en injuste agresseur ; c'est à lui que j'ai » fait la guerre, et non à la France. Je suis l'ami du » peuple français. Ce que vous venez de faire, redouble » encore ce sentiment. Il est juste, il est sage de » donner à la France des institutions fortes et libérales » qui soient en rapport avec les lumières actuelles. » Mes alliés et moi, nous ne venons que pour pro- » téger la liberté de vos décisions. Pour preuve de » cette alliance durable que je veux contracter avec » votre nation, je lui rends tous les prisonniers fran- » çais qui sont en Russie. Le gouvernement provi- » soire me l'avait déjà demandé ; je l'accorde au sénat, » d'après la résolution qu'il a prise aujourd'hui. »

Un acte du gouvernement provisoire confère au

général Dessoles le commandement de la garde parisienne et du département de la Seine. C'est principalement à la sagesse de ce général, et à la confiance que placent en lui les souverains et les généraux alliés, que Paris devra d'échapper à de grands désordres : par ses soins assidus et le zèle infatigable de la garde nationale, le passage du gouvernement impérial au gouvernement royal s'effectuera sans qu'une seule goutte de sang français soit versée, sans calamités nouvelles, et presque sans secousses.

Le gouvernement provisoire adresse aux armées françaises la proclamation suivante : « Soldats, la » France vient de briser le joug sous lequel elle gé- » mit avec vous depuis tant d'années. Vous n'avez » jamais combattu que pour la patrie ; vous ne pouvez » plus combattre que contre elle sous les drapeaux de » l'homme qui vous conduit. Voyez tout ce que vous » avez souffert de la tyrannie : vous étiez, naguère, » un million de soldats ; presque tous ont péri ; on les » a livrés au fer de l'ennemi ; sans subsistances, sans » hôpitaux, ils ont été condamnés à périr de misère et » de faim. Soldats, il est temps de finir les maux de » la patrie ; la paix est dans vos mains. La refuserez- » vous à la France désolée ? Les ennemis même vous » la demandent ; ils regrettent de ravager ces belles » contrées, et ne veulent s'armer que contre votre » oppresseur et le nôtre. Seriez-vous sourds à la voix » de la patrie, qui vous rappelle et vous supplie ? Elle » vous parle par son sénat, par sa capitale, et surtout » par ses malheurs. Vous êtes ses plus nobles enfans, » et vous ne pouvez appartenir à celui qui l'a ra- » vagée, qui l'a livrée sans armes, sans défense ; qui » a voulu rendre votre nom odieux à toutes les na- » tions, et qui aurait peut-être compromis votre

» gloire, si un homme, qui n'est pas même Français,
» pouvait jamais affaiblir l'honneur de nos armes et la
» générosité de nos soldats. Vous n'êtes plus les sol-
» dats de Napoléon ; le sénat et la France entière vous
» dégagent de vos sermens. »

Un décret du sénat conservateur déclare Napoléon déchu du trône, le droit d'hérédité aboli dans sa famille, le peuple français et l'armée déliés envers lui du serment de fidélité.

« Le sénat conservateur considérant que, dans une
» monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe
» qu'en vertu de la constitution ou du pacte social :

» Que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps
» d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné
» à la nation des sujets de compter, pour l'avenir, sur
» des actes de sagesse et de justice; mais, qu'ensuite il
» a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français,
» notamment en levant des impôts (V. 11 novembre
» 1813), en établissant des taxes autrement qu'en
» vertu de la loi, contre la teneur expresse du ser-
» ment qu'il avait prêté à son avénement au trône,
» conformément à l'article 53 des constitutions du 28
» floréal an XII (18 mai 1804) :

» Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple,
» lors même qu'il venait d'ajourner sans nécessité le
» corps législatif et de faire supprimer, comme crimi-
» nel, un rapport de ce corps (V. 31 décembre 1813),
» auquel il contestait son titre et son rapport à la re-
» présentation nationale :

» Qu'il a entrepris une suite de guerres, en viola-
» tion de l'article 50 de l'acte des constitutions de
» l'an VIII (V. 24 décembre 1799), qui veut que la dé-
» claration de guerre soit proposée, discutée, décrétée
» et promulguée comme les lois :

» Qu'il a, inconstitutionnellement, rendu plusieurs
» décrets portant peine de mort, nommément les deux
» décrets du 5 mars dernier (V. cette date), tendant
» à faire considérer comme nationale une guerre qui
» n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition dé-
» mesurée :

» Qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses
» décrets sur les prisons d'état (Voyez 3 mars
» 1810) :

» Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres,
» confondu tous les pouvoirs, et détruit l'indépen-
» dance des corps judiciaires (V. 28 août 1813) :

» Considérant que la liberté de la presse, établie et
» consacrée comme l'un des droits de la nation, a été
» constamment soumise à la censure arbitraire de sa
» police, et qu'en même temps il s'est toujours servi
» de la presse pour remplir la France et l'Europe de
» faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines
» favorables au despotisme et d'outrages contre les
» gouvernemens étrangers :

» Que des actes et rapports entendus par le sénat
» ont subi des altérations dans la publication qui en a
» été faite :

» Considérant que, au lieu de régner dans la seule
» vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peu-
» ple français, aux termes de son serment, Napoléon
» a mis le comble aux malheurs de la patrie par son
» refus de traiter à des conditions que l'intérêt natio-
» nal obligeait d'accepter, et qui ne compromettaient
» pas l'honneur français ; par l'abus qu'il a fait de tous
» les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en ar-
» gent ; par l'abandon des blessés sans secours, sans
» pansement, sans subsistances ; par différentes me-
» sures dont les suites étaient la ruine des villes, la

» dépopulation des campagnes, la famine et les mala-
» dies contagieuses :

» Considérant que, par toutes ces causes, le gou-
» vernement impérial, établi par le sénatus-consulte
» du 28 floréal an XII, ou 18 mai 1804, a cessé d'exis-
» ter, et que le vœu manifeste de tous les Français
» appelle un ordre de choses dont le premier résultat
» soit le rétablissement de la paix générale, et qui
» soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle
» entre tous les états de la grande famille européenne,
» le sénat déclare et décrète ce qui suit....., etc. »

L'empereur avait réduit le sénat à n'être qu'un bureau d'enregistrement, mais qu'il jugeait utile encore pour la notoriété des grands actes publics, ainsi que pour conserver certaines formules du gouvernement représentatif. Chaque jour, il l'humiliait et l'opprimait davantage, sans prévoir que cette assemblée, quelque servile, quelque cupide et dégradée qu'elle fût; que cette assemblée à laquelle il avait laissé les apparences d'un pouvoir constituant, pourrait, en des conjonctures défavorables à la prérogative qu'il avait usurpée, se servir contre lui-même de ce pouvoir qui, se trouvant alors sans contre-poids dans l'état, serait universellement regardé comme la seule autorité au moment où celle du monarque cesserait d'agir immédiatement ou de se montrer. Napoléon avait-il oublié la réponse qu'il fit à l'empereur Alexandre à Erfurt? L'autocrate lui ayant dit : « Mon sénat ne ressemble
» pas au vôtre, je suis forcé de suivre ses conseils, et
» même de les demander dans certaines conjonctures
» graves; tandis que votre sénat n'a pas même le droit
» de vous présenter des doléances. » « Un sénat (avait
» répliqué Napoléon) un corps politique, quel qu'il
» soit, doit obéir aveuglément au monarque : si le sé-

» nat conservateur prétendait contrôler ma volonté,
» je le casserais à l'instant même. »

13 avril. Soixante-dix-sept membres du corps législatif, présens à Paris, se réunissent et adhèrent à l'acte du sénat. Les cinquante membres de la cour de cassation expriment aussi leur adhésion.

L'acte du sénat qui délie les Français de leurs sermens à Napoléon est à peine connu, et le nom de Louis XVIII frappe à peine les airs, que des adresses sans nombre applaudissent aux nouvelles dispositions. Des hommes signalés par leurs excès, aux époques les plus funestes, sont actifs à publier leur adhésion. On voit parmi eux le conventionnel Mailhe, premier acteur dans la procédure de Louis XVI (V. 7 novembre 1792); on voit cet autre conventionnel Cambacérès, qui, jaloux d'enlever à la victime son dernier espoir, appela l'heure du supplice (V. 19, 20 janvier 1793); c'est bien le même Cambacérès qui, se constituant l'organe de la nation (V. 18 mai 1804), a salué du nom d'empereur celui dont il vient approuver la déchéance, après avoir rampé pendant dix années devant lui, en avoir reçu de riches dons, dépouilles enlevées à la France et aux nations abattues!

Les adresses d'adhésion parviennent de toutes parts au gouvernement provisoire. Elles se succèdent avec cette fougue toujours reproduite, depuis vingt ans, à chaque mutation d'autorité; à chaque innovation salutaire ou désastreuse; à chaque retour vers l'ordre, la justice; à chaque rechute dans l'anarchie ou le despotisme; à chaque déplacement de principes; à chaque mesure d'un effet général; à chacune des six ou sept constitutions!! Tous ces hommes, empressés d'étaler les sentimens de bien public qu'ils ont si longtemps cachés dans les replis de leurs âmes, les uns

par lâcheté, les autres par intérêt, d'autres aussi par une détestable insouciance, craignent aujourd'hui de ne pas arriver à temps, pour faire constater la pureté de leur dévouement au sang de Henri IV, au bonheur de la patrie. Une foule d'entre eux, que l'immense tourbillon révolutionnaire avait ensevelis, ressuscitent dans cette occasion solennelle d'épreuve pour ce jugement dernier : ceux-là même sur lesquels nos sanglantes discordes imprimèrent des flétrissures indélébiles, viennent au grand jour montrer un front radieux. Les plus violens fauteurs de la tyrannie oligarchique, de la démence populaire, les plus vils suppôts du despotisme impérial, de tous les despotismes accourent, haletans; ils semblent manquer de termes pour exprimer leur horreur du passé! Des noms qui réveillent les plus hideux souvenirs s'inscrivent sur ces tables destinées à l'allégresse, à l'espérance, à la concorde. La lie la plus infecte bouillonne au bord du vase, comme une brillante écume. On dirait que la France ne renferme que des jacobins convertis!!!

Les souverains alliés, leurs généraux, et jusqu'à ces soldats féroces appelés Cosaques, deviennent l'objet des acclamations, des salutations publiques. Le 3 avril, L***. chante à l'opéra, en présence des souverains alliés, les couplets suivans, par ordre du gouvernement provisoire :

» J'aimons les filles, etc.
» . . . .
» Vive Guillaume
» Et ses guerriers vaillans
» De ce royaume,
» Il sauve les enfans :
» Par sa victoire,
» Il nous donne la paix
» Et compte sa gloire
» Par ses nombreux bienfaits.

» Vive Alexandre,
» Vive ce roi des rois;
» Sans rien prétendre,
» Sans nous dicter des lois,
» Ce prince auguste
» A le triple renom,
» De héros, de juste,
» De nous rendre un Bourbon.

Il faut rendre cette justice aux Prussiens, aux Autrichiens, et même aux Russes : il n'y a pas eu chez eux une si honteuse abnégation de caractère national; lorsque Napoléon triomphait dans leurs capitales, ils ne chantaient pas ses triomphes : aucun officier ou administrateur décoré par leur souverain d'un ordre de chevalerie n'attachait la croix et le ruban de cet ordre à la queue d'un cheval, et ne les traînait dans la boue! Paris offrira, aux yeux des souverains, toutes les sortes de prostitutions!

4 avril. Les arrêtés du gouvernement provisoire portent : Tous les conscrits rassemblés sont libres de retourner chez eux. Tous ceux qui n'ont point encore été enlevés de leur domicile sont autorisés à y rester. La même faculté est applicable aux bataillons de nouvelle levée que chaque département a fournis, ainsi qu'à toutes les levées en masse.

Le gouvernement provisoire publie une adresse au peuple Français :

« Français, au sortir des discordes civiles, vous avez » choisi pour chef un homme qui paraissait sur la » scène du monde avec les caractères de la grandeur. » Vous avez mis en lui toutes vos espérances; ces es- » pérances ont été trompées; sur les ruines de l'anar- » chie, il n'a fondé que le despotisme. Il devait au » moins, par reconnaissance, devenir Français avec » vous : il ne l'a jamais été. Il n'a cessé d'entreprendre,

» sans but et sans motif, des guerres injustes, en
» aventurier qui veut être fameux. Il a, dans peu
» d'années, dévoré vos richesses et votre population.
» Chaque famille est en deuil; toute la France gémit:
» il est sourd à vos maux. Peut-être rêve-t-il encore à
» ses desseins gigantesques, même quand des revers
» inouïs punissent avec tant d'éclat l'orgueil et l'abus
» de la victoire. Il n'a su régner, ni dans l'intérêt na-
» tional, ni dans l'intérêt même de son despotisme.
» Il a détruit tout ce qu'il voulait créer, et recréé tout
» ce qu'il voulait détruire. Il ne croyait qu'à la for-
» ce; la force l'accable aujourd'hui: juste retour d'une
» ambition insensée! Enfin, cette tyrannie sans exem-
» ple a cessé: les puissances alliées viennent d'entrer
» dans la capitale de la France. Napoléon nous gou-
» vernait comme un roi de barbares: Alexandre et ses
» magnanimes alliés ne parlent que le langage de l'hon-
» neur, de la justice et de l'humanité. Ils viennent
» réconcilier avec l'Europe un peuple brave et mal-
» heureux. Français, le sénat a déclaré Napoléon dé-
» chu du trône, la patrie n'est plus avec lui; un autre
» ordre de choses peut seul la sauver. Nous avons con-
» nu les excès de la licence populaire et ceux du pou-
» voir absolu; rétablissons la véritable monarchie, en
» limitant, par de sages lois, les pouvoirs divers qui
» la composent. Qu'à l'abri du trône paternel, l'agri-
» culture épuisée refleurisse; que le commerce, chargé
» d'entraves, reprenne sa liberté; que la jeunesse ne
» soit plus moissonnée par les armes avant d'avoir la
» force de les porter; que l'ordre de la nature ne soit
» plus interrompu, et que le vieillard puisse espérer
» de mourir avant ses enfans! Français, rallions-nous:
» les calamités passées vont finir, et la paix va mettre
» un terme aux bouleversemens de l'Europe. Les au-

» gustes alliés en ont donné leur parole. La France
» se reposera de ses longues agitations ; et, mieux
» éclairée par la double épreuve de l'anarchie et du
» despotisme, elle trouvera le bonheur dans le retour
» d'un gouvernement tutélaire. »

Un arrêté du gouvernement provisoire prescrit la suppression de tous signes et emblèmes caractéristiques du gouvernement impérial, et charge les autorités de ce soin, sans que le zèle des particuliers puisse s'en mêler ou les prévenir. Cet arrêté défend dans les écrits « toute expression outrageante contre le gou-
» vernement renversé, la cause de la patrie étant trop
» noble pour adopter aucun des moyens odieux dont
» il s'est servi. » Cette mesure du gouvernement suspend à Paris les dévastations des monumens, sur lesquels des royalistes effrénés prétendent venger l'avilissement ou la nullité dont les armées étrangères viennent de les retirer.

Les plus sanglans outrages étaient prodigués aux images de Napoléon, par des individus qu'il avait comblés de sa faveur et de ses grâces ; on voulut renverser et traîner sur la claie la statue pédestre qui surmontait la colonne de la place Vendôme [1].

[1] « Dans les premiers jours de mai 1814, cette statue fut des-
» cendue. Ce furent quelques royalistes, à la tête desquels figuraient
» M. de M*** et M. S. de La ***, qui se rendirent coupables de cette
» profanation. M. S. de La ***, dont la famille avait eu tant de part
» aux largesses et aux bontés de Napoléon, passa lui-même la corde
» au cou de son bienfaiteur, dans l'intention de le faire traîner dans
» la boue par quelques vagabonds qu'il avait soudoyés ; mais la figure
» se joua de ses efforts ; il n'en recueillit d'autre fruit que le blâme
» des honnêtes gens et le mépris des étrangers. (L'empereur Alexandre
» fit éclater particulièrement la plus généreuse indignation.)

» La colonne elle-même offusqua long-temps les regards jaloux
» des ennemis de notre gloire : ils en conspiraient la destruction,
» et l'auraient accomplie, s'ils l'eussent osé. L'histoire, qui ne laisse

Nonobstant l'arrêté du gouvernement provisoire, les écrits les plus véhémens ne cessent d'insulter à la personne de Napoléon. M. de Châteaubriand publie une brochure intitulée *De Buonaparte et des Bourbons,* dans laquelle il se livre aux plus extrêmes exagérations, et s'oublie au point de dire : «...... Les » enfans étaient placés dans des écoles où on leur » apprenait, au son du tambour, l'irréligion, la dé- » bauche et le mépris des vertus domestiques... ..... » Hâtons-nous de jeter un voile sur les écarts de cet écrivain si justement célèbre! Un autre écrivain distingué (l'abbé de Pradt) publiera un volume d'outrages contre Napoléon, qu'il appellera avec orgueil Jupiter-Scapin : le Jupiter-Scapin avait tiré M. de Pradt de l'obscurité, en avait fait un évêque, un archevêque, un ambassadeur, un de ses aumôniers de cour, etc. La gloire des Bourbons n'avait pas besoin de la diffamation et des calomnies qu'on versait sur Napoléon.

Un avis de l'administration des postes annonce «que » les lettres, en immense quantité, retenues depuis » plus de trois ans dans le dépôt des rebuts à Paris, » vont être expédiées à leurs adresses.»

5 avril. Une convention est conclue à Chevilly (deux lieues sud de Paris, une lieue Est de Sceaux), entre le ma-

» rien impuni, flétrira ces mauvais Français, ces nouveaux Vanda- » les, d'un opprobre éternel. Elle inscrira leurs noms et leurs vœux » sacriléges au pied de la colonne immortelle qu'ils voulurent ren- » verser. Elle dira sans doute aussi que les fédérés, les officiers à » demi-solde et tous les partisans de Napoléon, qu'on se plaît à re- » présenter comme des forcenés, comme des brigands, respectèrent, » pendant les cent jours, la statue d'Henri IV, quoique cette statue, » placée à la hauteur de leurs coups et construite en matière fragile, » eût pu succomber au moindre choc. » (*Mémoire pour servir à l'histoire de la vie privée et du retour de Napoléon*; par M. Fleury de Chaboulon; Londres 1821, t. Ier, p. 340, 341.)

réchal Marmont, et le prince Schwartzenberg, commandant en chef les troupes alliées.

Depuis le 2, des pourparlers ont lieu entre le maréchal et le prince; des négociations sont entamées entre le même maréchal et le gouvernement provisoire, auquel un noyau d'armée nationale est nécessaire pour l'accomplissement de ses desseins. Marmont se rallie au gouvernement provisoire et se détermine à conclure un arrangement particulier. — « Art. 1er. Les troupes fran» çaises qui, par suite du décret du sénat, du 2 avril, » quitteront les drapeaux de Napoléon Bonaparte, » pourront se retirer en Normandie, avec armes, ba» gages et munitions, et avec les mêmes égards et » honneurs militaires que les troupes alliées se doivent » réciproquement. — Article 2. Si, par suite de ce » mouvement, les événemens de la guerre faisaient » tomber entre les mains des puissances alliées la per» sonne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa liberté » lui seront garanties dans un espace de terrain et » dans un pays circonscrit, au choix des puissances » alliées et du gouvernement français. »

Le général Souham, à qui Marmont a laissé le commandement de son corps, aux environs d'Essone, assemble dans la nuit ceux des officiers-généraux auxquels la transaction a secrètement été communiquée. On décide qu'elle sera exécutée sur-le-champ, et, au jour, toutes les troupes, environ neuf à dix mille hommes, quittent leurs positions. Elles ne pénètrent l'objet de leur marche, que lorsque, déjà parvenues à Versailles, leur dévouement à l'empereur, toujours aussi vif malgré ses revers, ne peut se manifester qu'en plaintes inutiles.

Les généraux La Fayette, Dumouriez, avaient essayé de soustraire la France à l'oppression (V. 18 août 1792,

4 avril 1793). La défection du maréchal Marmont obtiendra le succès qui leur fut refusé.

Il ne s'agit ici que de considérer cette détermination dans l'intérêt général, et non de s'occuper des rapports d'homme à homme, établis par une longue suite d'années entre le maréchal et son chef. Que Marmont doive à Napoléon ses grades militaires, sa fortune privée, ses titres, ses honneurs, tout enfin; qu'il vienne abjurer jusqu'au dernier sentiment de reconnaissance personnelle envers son grand bienfaiteur, ce n'est pas ce qui doit s'envisager dans un ouvrage relatif aux affaires publiques. Quelle révolution arrive sans amener des défections privées et les moins attendues, sans amener dans les relations individuelles des procédés et des actions dont on ne saurait bien juger par les règles ordinaires de la morale, règles qui doivent prévaloir dans les situations communes? Mais la situation politique de la France est aujourd'hui hors du cercle habituel des choses humaines; il faut d'abord la sauver, c'est-à-dire la soustraire aux derniers désastres. Il serait on ne peut pas plus étrange que l'homme qui s'efforça de toutes ses forces d'avilir les hommes, les trouvât, à son égard, nobles et généreux, suivant l'acception que, dans les circonstances habituelles de la vie privée, on donne à ces deux expressions. L'histoire rejettera-t-elle sur la tête du maréchal les anathèmes que Napoléon furieux lancera contre lui? L'histoire verra aussi du dépit et une sorte de forfanterie dans ces anathèmes d'un général abusé dans sa stratégie, d'un conquérant vaincu par ses propres fautes, d'un monarque détrôné de ses mains mêmes. « Sans la défec-» tion du duc de Raguse, les alliés étaient perdus; » j'étais maître de leurs derrières et de toutes leurs » ressources de guerre; il n'en serait pas échappé un

» seul ; ils auraient eu aussi leur vingtième bulletin. »
N'avait-il pas pris le change et donné à faux en se portant sur Saint-Dizier ? Qui doit-il accuser d'avoir rendu, en quelque sorte, si pressante la capitulation de Marmont et de Mortier, le 31 mars, à deux heures du matin ? Il ne faut peut-être en accuser que lui-même, et ses fausses manœuvres militaires, et sa défiance des seuls moyens susceptibles de prévenir la prise et même l'attaque de Paris, c'est-à-dire l'appréhension de cet élan spontané unanime de la population, ainsi que de l'armement général des gardes nationales ; il ne saurait en accuser que son obstination à vouloir tout garder. Il doit encore attribuer sa catastrophe au défaut de plusieurs mesures de précaution qu'il refusa d'employer, dans l'appréhension que, lui vivant, on ne couronnât son fils ; ainsi qu'à son aveuglement dans quelques choix que cette conjoncture extrême rendait importans, et surtout en conférant le titre de son lieutenant, dans Paris, à Joseph son frère. Marmont a eu le malheur de consentir précipitamment, avant son collègue, l'évacuation de Paris ; cet événement l'a conduit à la convention de Chevilly. En France, la défaveur publique s'attache toujours au chef militaire qui signe une capitulation : tel est le principe de la réprobation que lui vouent un grand nombre de Français, principe dont ils ne se rendent peut-être pas compte. Nous aimons à croire que le maréchal Marmont n'a obéi qu'à de nobles sentimens et aux plus impérieuses nécessités ; qu'il n'a point trahi, qu'il n'a point transigé avec le parti qui conspirait secrètement la chute de Napoléon : le maréchal ne pourrait-il pas dire, avec autant de noblesse que de raison, à ce grand nombre de Français qui s'élèvent contre sa conduite : « Que celui qui, pour ne pas manquer à

» des sentimens de gratitude personnelle, aurait laissé
» saccager la ville de Paris, aurait exposé les dépar-
» temens de l'ouest et du centre à la dévastation; que
» celui-là s'avance et me jette la première pierre! »
Au surplus, que Marmont ait obéi au grand intérêt
de la chose publique, ou qu'il ait cédé à des senti-
mens et à des intérêts personnels, c'est à la postérité
à le juger en dernier ressort : quels qu'aient été ses
motifs, il est certain que les dix mille hommes que
Marmont a dérobés à Napoléon par la convention de
Chevilly, et avec l'aide du général Souham, ont privé
l'empereur détrôné d'une ressource qui pouvait le
mettre à même d'attaquer avec succès les alliés, quoi-
qu'ils fussent les maîtres de Paris.

1-5-6 avril.

Napoléon est à Fontainebleau depuis le 30 mars au
soir. L'évacuation de Paris effectuée, il a disposé son
armée le long de l'Essonne, appuyant la droite à
Melun, étendant la gauche jusqu'à La Ferté-Aleps.
Cette armée compte environ quarante-cinq mille hom-
mes. Là sont, avec les troupes amenées par Macdo-
nald (V. 30 mars), les débris des corps des maréchaux
Mortier, Marmont, et les dépôts des différentes armes
existans au sud de Paris.

L'empereur a deux partis à prendre : manœuvrer
aux environs de la capitale, ou se retirer sur la Loire.
Heureusement pour la France que, manquant de fer-
meté dans cette circonstance décisive, il consume en ten-
tatives de négociations un temps qu'il aurait pu em-
ployer à porter le théâtre des opérations dans les dé-
partemens du centre. Celui qui a si souvent connu
le prix d'un instant perdu, flotte incertain pendant
trois jours, et reste à Fontainebleau! Maître de ce
palais, il se croit toujours sur un trône; il entend les
dernières flatteries que quelques courtisans subalternes

continuent d'adresser à un pouvoir qui n'est déjà plus : pendant dix années il a bu à longs traits dans la coupe impériale, aujourd'hui il en savoure la lie : et, dans un moment où tout va bientôt lui manquer, il se manque à lui-même.

Sans doute, la défection de Marmont vient de lui enlever les moyens de marcher sur Paris, dont la population est toute disposée à le défendre, et où les alliés ne sont entrés qu'en tremblant : eh ! dans quels embarras, dans quelles craintes ne plongera-t-il pas ces souverains, effrayés de leurs succès, s'il se met à la tête des quarante-cinq mille braves qui l'environnent à Fontainebleau, qui brûlent du désir de verser pour lui jusqu'à la dernière goutte de leur sang ? Quelques heures lui suffiraient pour arriver sur la Loire ; il y trouverait la gloire, et vraisemblablement aussi la fortune militaire ; car, en appelant à lui l'armée d'Augereau et la population guerrière des départemens du centre, il se donnerait une force imposante, et capable de maintenir la moitié de la France sous son commandement : placé dans une situation semblable, Mithridate eût exterminé les Romains et reconquis ses états ! Mais Bonaparte n'est plus, et Napoléon, loin d'avoir la grandeur d'âme de Mithridate, est descendu au rang de ces rois qu'on peut détrôner impunément ! !

Répétons-le : maître, pendant trois jours, de tous ses mouvemens à Fontainebleau, il lui est facile de rejoindre sa femme, son fils, ses ministres ; il peut disposer encore d'un trésor considérable ; deux marches, et il arrive sur la Loire ; les alliés oseront-ils quitter Paris, dont la population ne leur est rien moins que favorable ? Ces vainqueurs d'un jour se hasarderont-ils à poursuivre au delà de la Loire un ennemi qui a derrière lui les montagnes d'Auvergne ?

Quel est celui de ses maréchaux qui osera diriger leur marche et combattre Napoléon? Aucun.

Mais pour exécuter de si grands desseins, il faut se résoudre à quitter le rôle d'empereur, il faut faire le métier de soldat; et tel est l'enivrement dans lequel le pouvoir suprême a plongé Napoléon, qu'à l'heure même où l'on va détrôner l'empereur, il ne peut pas encore renoncer à être despote couronné. Il montre, à Fontainebleau, l'étendue de son orgueil, la faiblesse de son caractère; car, est-ce par amour de la patrie, est-ce dans l'espérance d'épargner de grands malheurs aux Français, qu'il se résigne, après ces jours d'une honteuse inaction, à abdiquer sa couronne? Non; de si nobles sentimens ne viennent pas inspirer la détermination de Napoléon : l'amour de la patrie n'est qu'un mot pour lui : il n'est pas né Français, et, pendant dix années de domination, il a répandu sur les Français toutes les calamités de la guerre; pendant dix années il a opprimé les Français sous un joug de fer, et leur a ravi jusqu'au droit de faire entendre les plus justes plaintes. Serait-ce enfin (comme il le dira plus tard) dans la crainte d'engendrer une guerre civile qui dévorerait la France, que le despote de la France serait si humblement descendu de son trône? Mais il a versé à torrens le sang français, et peu lui importe que la guerre, étrangère ou civile, moissonne des générations entières, pourvu que la tyrannie de son pouvoir se consolide : il a prouvé que la vie des hommes importe peu à son cœur et que tout lui est bon pour satisfaire son ambition. Non, aucun motif d'humanité, aucune considération morale, aucun sentiment d'intérêt public, n'a dirigé à Fontainebleau la conduite du ci-devant maître de l'Europe; il a craint pour sa personne; il s'est flatté de conserver de vains

titres et une décoration royale en cédant à l'adversité, à cette adversité qu'il ne supporta jamais avec le caractère d'un grand homme : il n'a pas pu vaincre, il ne sait pas mourir.

Jamais chef de gouvernement, ou d'empire, ne trouva dans sa famille aussi peu d'élévation d'âme, aussi peu de courage, avec tant de vanités et de vices. Ses frères sont corrompus, et, à l'exception de Louis Bonaparte, on ne les voit propres qu'à intriguer, exercer des rapines, et fuir au moment du danger. Ses sœurs déshonorent, par des galanteries publiques, le rang où il les a élevées : elles intriguent et ne savent pas gouverner. Ses beaux-frères présentent la plus complète nullité politique. Son épouse n'est qu'une femme.

Mais après avoir chargé de couronnes la tête de tous ses proches, Napoléon a-t-il le droit de se plaindre de leurs défauts et de leurs vices? Peut-il, avec justice, les rendre responsables des désastres qu'il subit? Pourquoi leur conféra-t-il des royaumes? Les grands fonctionnaires publics se signalent, en général, par une déloyauté et une ingratitude dont ils vont s'empresser de demander le salaire au nouveau gouvernement de la France : mais qui a corrompu ces fonctionnaires, et fait entrer dans leur âme la soif des richesses et des grandeurs? Qui leur a défendu d'être citoyens, et ordonné d'être grands seigneurs? Napoléon. Ils se conduisent aujourd'hui comme ils se sont conduits pendant dix années : leur fortune est faite, ils ne l'exposeront pas à des dangers qui ne leur apporteraient aucun avantage, qui les exposeraient au contraire à tout perdre : la plupart de ces grands fonctionnaires veulent cuver tranquillement leur or, et jouir en repos de leur nouvelle grandeur ; ils s'embarrassent peu de la postérité, ils ne croient pas à l'honneur. Cambacérès n'a-t-il

pas dit publiquement : « Je me moque de l'histoire. » Qu'attendre de pareils grands seigneurs? Que disait le maréchal Lefebvre (à son retour de Fontainebleau, où il s'était rendu pour forcer Napoléon d'abdiquer)? « Je lui ai bien serré le bouton, ainsi que » Ney ; je lui ai dit qu'il était temps pour nous de jouir » du repos. Croit-il donc, lorsque nous avons des titres, des hôtels et des terres que nous nous ferons » tuer pour lui ? Mais c'est aussi sa faute ; il nous a ôté » trop tôt la besace de dessus le dos. Quand on a acquis des hôtels, des titres et des terres, on ne se » fait plus tuer pour la liberté ou la patrie comme » dans le temps de la république où nous n'avions » rien. » Ces paroles sont d'une naïveté et d'une application remarquables; nous avons entendu le maréchal duc de Dantzick proférer ces paroles. Les maréchaux et les premiers généraux de l'empire avaient, pour la plupart, acquis leur fortune et leur illustration par les plus beaux faits d'armes, en versant leur sang sur les champs de bataille : jamais illustration et fortune ne furent mieux acquises; mais, de bonne foi, Napoléon pouvait-il exiger d'eux, devait-il espérer qu'ils se sacrifiassent pour lui, lorsque le désir de conserver leurs richesses, leurs cordons, et leurs titres de ducs, était devenu chez eux une nécessité? Pourquoi, il faut le répéter sans cesse, en avait-il fait des grands seigneurs de Versailles? On aurait beau signaler les défections publiques ou secrètes des grands fonctionnaires de l'empire; partout Napoléon est le premier coupable! Cet homme avait semé la corruption et le despotisme, il a recueilli les trahisons et les désastres.

Mais combien il est heureux que les chefs du gouvernement de Napoléon, que Marie-Louise, placée à la tête de la régence, que les conseillers de cette prin-

cesse soient tous comme frappés de la foudre à l'approche des alliés; qu'ils leur abandonnent Paris, qu'ils ne songent qu'à mettre à couvert leur personne et leurs trésors! La faiblesse de caractère dont l'impératrice fait preuve, et la lâcheté de Joseph Bonaparte, dans des conjonctures si décisives, secondent merveilleusement les desseins de alliés. De son côté, Napoléon leur assure un plein succès, en consumant dans des négociations qui n'intéressent plus que sa personne et sa famille, les derniers instans qui lui restent : de cet amas de défections, de lâchetés et de misérables combinaisons individuelles, sortiront enfin des jours prospères, et les princes de l'auguste et si infortunée maison de Bourbon remonteront enfin sur le trône de leurs pères.

Le message du général Caulaincourt a échoué (V. 1er. avril). Les maréchaux Lefebvre, Ney, Macdonald, Oudinot, qui sont près de Napoléon, lui proposent, le 3, de renoncer au trône en faveur de son fils, sous la régence de l'impératrice. Le maréchal Ney se prononce très-énergiquement à ce sujet, et c'est principalement à son insistance, accompagnée d'une certaine violence, qu'est dû le succès d'une démarche qui, après la défection du maréchal Marmont, aura le plus influé sur le sort de la France. Napoléon, ne croyant avoir de ressources que dans cette armée dont le dévouement lui paraît douteux, depuis que les maréchaux osent manifester hautement leurs désirs d'un arrangement dont il supportera tout le poids, Napoléon signe son acte d'abdication. Il craint de continuer une lutte qui l'exposerait à ces sortes de dangers personnels, d'humiliations vulgaires, de privations d'un simple lieutenant, que son orgueil trouve au-dessous de sa dignité de monarque, de son rang de général en

chef; il se refuse, entouré d'un assez grand nombre de braves qui lui restent encore, et qui s'immoleraient pour sa cause, à courir, au delà de la Loire, les hasards de la petite guerre, telle que l'avaient faite et entretenue Henri IV ou les chefs de la fronde; il lui faut des armées toutes faites, il n'est plus habitué qu'à frapper avec de grandes masses; il dérogerait de sa renommée, s'il se transformait, dit-il, en chef de partisans. D'ailleurs, toujours pénétré de l'idée de sa prédestination, il ne croit pas que son éclipse puisse être longue, et que la fortune lui refuse une occasion prochaine de ressaisir son sceptre. Car, ce n'est pas l'amour de la gloire qui, depuis qu'il règne, l'a conduit sur les champs de bataille, il n'aime que le pouvoir; la guerre n'est pour lui que le moyen le plus accéléré d'étendre sa domination sur l'espèce humaine; son âme n'admet plus de sentimens généreux; l'intérêt est le seul dieu auquel il sacrifie; il rapporte à lui seul toutes ses pensées, toutes ses actions; et certes, ce serait une profonde erreur de supposer que le désir de ménager le sang français le détermine à déposer la couronne. Sa vie entière repousse une explication aussi favorable.

Pour contrebalancer, dans l'esprit de ses troupes, l'adresse du gouvernement provisoire aux armées (V. le 4), et flétrir la défection de Marmont dont on vient de l'instruire, il émet l'ordre du jour suivant: « L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement » qu'elle lui témoigne, et principalement, parce qu'elle » reconnaît que la France est en lui, et non dans le » peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et » l'infortune de son général; son honneur est sa reli- » gion. Le duc de Raguse (Marmont) n'a pas inspiré » ces sentimens à ses compagnons d'armes: il est passé

» aux alliés. L'empereur ne peut approuver la condi-
» tion sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne
» peut accepter la vie ni la liberté de la merci d'un
» sujet (V. ci-dessus). Le sénat s'est permis de
» disposer du gouvernement français ; il a oublié
» qu'il doit à l'empereur le pouvoir dont il abuse main-
» tenant, que c'est lui qui a sauvé une partie de ses
» membres de l'orage de la révolution, tiré de l'ob-
» scurité et protégé l'autre contre la haine de la nation.
» Le sénat se fonde sur les articles de la constitution
» pour la renverser ; il ne rougit pas de faire des
» reproches à l'empereur, sans remarquer que,
» comme premier corps de l'état, il a pris part à tous
» les événemens ; il est allé si loin, qu'il a accusé
» l'empereur d'avoir changé des actes dans la publica-
» tion. Le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin de
» tels artifices : un signe de sa part était un ordre
» pour le sénat, qui toujours faisait plus qu'on ne lui
» demandait......... Si l'enthousiasme s'est glissé dans
» les adresses et les discours publics, alors l'empereur
» s'est trompé, mais ceux qui ont tenu ce langage
» doivent s'attribuer à eux-mêmes les funestes suites
» de leurs flatteries......... Si l'empereur avait méprisé
» les hommes, comme on le lui a reproché, le monde
» reconnaîtrait, aujourd'hui, qu'il avait raison. Il te-
» nait sa dignité de Dieu et de la nation ; eux seuls
» pouvaient l'en priver ; il l'a toujours considérée
» comme un fardeau, et lorsqu'il l'accepta, ce fut dans
» la conviction que lui seul était en état de la porter
» dignement. S'il est un obstacle à la paix, il en fera
» volontiers le sacrifice ; et il a, en conséquence, en-
» voyé le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente
» et de Vicence (les maréchaux Ney, Macdonald, le
» général Caulaincourt) pour entamer des négocia-

» tions. L'armée peut être certaine que son honneur
» ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de
» la France. »

Les maréchaux Ney, Macdonald et le général Caulaincourt sont chargés de faire agréer aux souverains alliés l'acte d'abdication : ils doivent s'adjoindre le maréchal Marmont, dans le cas où celui-ci croirait sa présence à Paris nécessaire ou utile à Napoléon. Mais, après leur avoir promis de les accompagner, Marmont les quitte furtivement, et se rend auprès du généralissime Schwartzenberg pour terminer la convention secrète déjà entamée (V. ci-dessus) : telle est du moins la relation généralement adoptée. Les trois autres plénipotentiaires vont à Paris; ils sont favorablement reçus de l'Empereur Alexandre, qui, à cette proposition inattendue, remettant en délibération sa déclaration du 31 mars, reste long-temps incertain : il a méconnu jusqu'à ce jour les droits de la maison de Bourbon, ou n'a paru du moins prendre aucun intérêt à la restauration de ces princes ! Les mémoires publiés par l'abbé de Pradt apprendront à la France, que, totalement indifférent aux droits légitimes de la maison de Bourbon, Alexandre, dès les premiers jours de son arrivée à Paris, a déclaré qu'il laisserait les Français absolument maîtres de choisir le chef de gouvernement qui leur conviendrait le mieux; et, s'il fallait s'en rapporter aux assertions de l'abbé de Pradt, initié dans le secret des premières conférences politiques entre les membres du gouvernement provisoire et l'empereur Alexandre, ce souverain se serait même exprimé, à cet égard, en termes aussi positifs qu'inconvenans pour l'auguste maison de Bourbon. Alexandre peut tout : les alliés s'en rapportent à sa

décision. Mais, après deux jours, considérant toutes les suites d'un pas rétrograde dans une révolution déjà si avancée, dont il a si puissamment et si constamment favorisé l'essor, et apprenant la défection du corps du maréchal Marmont, ce souverain déclare qu'on n'acceptera de Napoléon qu'une abdication absolue.

Par cette résolution définitive, le retour des Bourbons est assuré, leur cause l'emporte, l'horizon s'éclaircit, et l'avenir de la France se développe moins sombre et moins incertain.

C'est à ce moment qu'on aperçoit toute la gravité de la fausse manœuvre de Napoléon, en se jetant sur les derrières de l'ennemi (V. 20, 24 mars); car, d'après l'opiniâtre résistance des troupes des maréchaux Mortier et Marmont devant Paris (le 30 mars), on peut présumer le résultat de l'action, si les quarante mille hommes amenés par l'empereur y étaient arrivés à temps? En supposant les alliés battus, il leur restait, à la vérité, des masses formidables et d'immenses moyens pour traîner la guerre en longueur sur notre territoire : vainqueurs, ils avaient cependant à se rendre maîtres de Paris, où sans doute Napoléon se serait défendu jusqu'à la dernière extrémité. On ne saurait envisager tous les désastres dont la France était inévitablement assaillie, si celui qui, depuis tant d'années en réglait les destins, n'eût commis l'erreur la plus défavorable à ses intérêts personnels.

A la bourse de Paris, les cinq pour cent sont, le 29 mars, à 45 fr.; le 30, point de bourse; le 31, à 47 fr. 50 c.; le 1er. avril à 51 fr.; le 2, à 52 fr.; le 4, à 57 fr. 50 c.; le 5, à 63 fr. 75 c.; les fonds se soutiennent les jours suivans.

6 avril. L'appréhension de voir se renouer les négociations

avec Napoléon, et la nécessité de raffermir dans leur adhésion ceux d'entre les partisans de la restauration qui exigent des garanties positives, entraînent le gouvernement provisoire à présenter au sénat, sans retard, le projet de constitution qu'il est chargé de rédiger (V. 1er. avril). Le projet est aussitôt décrété, signé de soixante-cinq membres et proclamé. De ce jour au 26, soixante-un de leurs collègues enverront leur adhésion à tous les actes du sénat et à sa constition. Il y aura donc cent vingt-six adhérens sur cent quarante sénateurs, grand total dans lequel entrent vingt-sept étrangers à l'ancienne France, plus six membres de la famille de Napoléon.

On retrouve dans la promptitude du sénat à jeter sur le peuple français cet acte constitutionnel, bien plus de précipitation encore et d'irréflexion que n'en mirent nos différens corps constituans dont l'activité, cependant, était vivement stimulée par les chefs des factions dominantes. Nombre d'articles de la constitution de 1791 furent, il est vrai, rendus soudainement, avec impatience, et même avec colère; mais ses bases furent longuement méditées, et la rédaction de ses 208 articles employa deux années. La discussion de l'illusoire constitution de 1793 (V. 24 juin 1793), constitution préparée d'abord par Condorcet, puis mise de côté, la seconde fois, occupa bien une quinzaine de jours les jacobins de la convention, malgré l'urgente nécessité pour eux de présenter cette amorce à la crédulité française, afin de dissiper les insurrections dans plusieurs départemens, d'arrêter les progrès du fédéralisme, et de calmer les appréhensions d'un grand nombre de citoyens paisibles qui gémissaient de rester sans lois positives depuis l'anéantissement du code de l'assemblée constituante. Les fondemens de la constitution

de l'an 3 furent posés, en avril 1795, par une commission préparatoire où siégeaient des praticiens expéditifs autant que renommés, Cambacérès, Merlin (de Douai), avec Sieyès, métaphysicien et publiciste non moins célèbre à cette époque : les premières assises furent attentivement soignées ; les pièces angulaires et même les objets secondaires furent livrés à de longues et minutieuses investigations ; enfin, ce ne fut qu'après six mois de travaux, le 23 septembre 1795, que l'édifice fut inauguré. Bonaparte, dont l'impatiente ardeur dévorait le temps, avait accordé néanmoins, à ses coopérateurs en sous-ordre, extraits des Anciens et des Cinq-Cents, trois ou quatre semaines pour fondre le grand monument appelé la constitution de l'an 8 (V. 24 décembre 1799). En altérant lui-même l'œuvre de ses mains par des sénatus-consultes obligés, en mai et juin 1802, en décembre 1803, le 18 mai 1804, et plus tard encore, il paraît avoir médité ses changemens, auxquels il mettait beaucoup d'importance, attendu qu'ils devaient fortifier et étendre son pouvoir jusqu'aux limites du possible. Mais les sénateurs de 1814, quelle excuse apporteront-ils pour l'inconcevable rapidité avec laquelle ils procèdent ? Serait-ce la nécessité de prévenir, à l'instant même, la confusion et l'anarchie? Nulle part il n'y a de désordres : Paris donne l'exemple du calme ; dès que les départemens apprennent qu'ils ont un gouvernement provisoire, on lui obéit en tous lieux. Les membres du sénat diront-ils que, formant un corps constituant, il est de leur devoir de fixer un autre pacte social, celui qui régissait la France venant d'être renversé ? Mais ce mandat, d'où leur vient-il? si la constitution de l'an 8 est anéantie avec l'omnipotence de Napoléon, ceux que cette constitution tira du néant y rentrent avec elle ; les sénateurs

restent sans attribution, ils perdent jusqu'à leur nom, ils ne possèdent plus aucun droit, ils ne sont plus rien; cette corporation est dissoute. N'importe : on décrète un acte constitutionnel en quelques heures, sans distribution préalable d'un exemplaire du projet à chaque membre présent, sans discussion, et l'on peut ajouter sans examen. Cependant, le *Moniteur* annoncera, dans ses feuilles toujours officielles et si souvent mensongères, que cet acte constitutionnel a passé à l'unanimité, après avoir été pesé et mûrement réfléchi !!!

Quoi qu'il en soit de toutes ces choses, la constitution émise par le sénat repose sur les mêmes bases sur lesquelles s'élèvera la charte constitutionnelle (V. 4 juin). Elle en diffère pourtant en deux points principaux; 1°. l'article 2 porte : « Le peuple français appelle librement au trône de France Louis-Stanislas-» Xavier de France, frère du dernier roi, et après » lui les autres membres de la famille des Bourbons, » dans l'ordre ancien. — La présente constitution, dit » l'article 29, sera soumise à l'acceptation du peuple » français, dans la forme qui sera réglée. Louis-Stanislas-Xavier sera proclamé roi des Français, aussitôt qu'il aura juré et signé un acte portant : J'accepte » la constitution, je jure de l'observer et de la faire » observer. Ce serment sera réitéré dans la solennité » où il recevra le serment de fidélité des Français. » On observera qu'en cette grande circonstance, ni dans les actes du sénat, ni dans ceux du gouvernement provisoire, ni dans la déclaration des puissances alliées qui les a provoqués, la légitimité de la maison de Bourbon n'est point alléguée. Les descendans des rois se verront rappelés sans qu'il soit fait mention de leurs droits, lesquels seront entendus : voilà tout, et, chose étrange ailleurs que chez des Français, des princes,

dont il y a huit jours personne n'eût publiquement proféré le nom, sont invités à s'asseoir sur le trône vacant ; aussi la déclaration de Saint-Ouen (V. 2 mai) dit-elle, d'après l'invitation formelle d'Alexandre : Rappelé par l'amour de notre peuple! Alexandre n'a permis (dit-on) à Louis XVIII d'entrer à Paris qu'après la promesse faite et signée par ce monarque de donner aux Français une constitution libérale. — 2°. L'article 5 maintient le sénat comme chambre haute. — L'article 6 fixe le nombre des sénateurs à cent cinquante au moins, et deux cents au plus, attribue leur nomination au roi, et rend leur dignité inamovible et héréditaire de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et, de plus, fait des sénateurs actuels le fond de la pairie constitutionnelle, attache à leurs titres des majorats formés de la dotation du sénat ou des sénatoreries, et rend ces titres et ces majorats transmissibles à leurs descendans. Cette disposition a, sans doute, semblé nécessaire à nos constituans pour lier les nouvelles institutions aux anciennes, pour éviter toute secousse dans l'action du nouveau gouvernement et devenir le noyau d'une chambre haute ; mais leurs motifs restant ignorés ou méconnus du public, il remarque avec surprise, avec indignation, une disposition transitoire qui consacre les utiles et brillantes prérogatives de tous ces auxiliaires si zélés de Napoléon ; du despote dont ils viennent eux-mêmes de prononcer la déchéance ! Oui, l'on s'indigne de les voir s'arroger le droit de convertir en propriétés particulières, inaliénables, des majorats dont ils n'ont eu jusqu'ici que l'usufruit. En vain, diront-ils pour se justifier, que cette disposition leur fut inspirée par un homme qui avait dessein de déconsidérer le corps du sénat, qu'ils n'en pénétrèrent pas le venin, et qu'ils

n'avaient pu se persuader que cet homme portât malheur dans tous les temps aux amis de la liberté.

Ces sénateurs se montrent à la fin de leur carrière impériale, ce qu'ils ont été dès le commencement de leur carrière consulaire; les libertés nationales ne sont à leurs yeux que des objets secondaires; la conservation de leurs titres, de leurs dotations, voilà ce qui leur importe principalement et par-dessus tout; au surplus, ils ne sont ni plus intéressés, ni plus serviles que les grands fonctionnaires de l'état : ces derniers, à quelques exceptions près, n'ont-ils pas sacrifié constamment la patrie et la liberté, à l'ambition et au despotisme de l'homme qui les comblait de richesses et de distinctions honorifiques? Ces accapareurs de titres, d'emplois, de dotations, ont rampé de dignité en dignité et de million en million, comme la chenille rampe de feuille en feuille jusqu'à ce qu'elle ait tout dévoré: l'homme aux pieds duquel ils se sont prosternés pendant quatorze années, cet homme n'a plus rien à donner, il est tombé de toute la hauteur de son despotisme; les sénateurs, les grands fonctionnaires de l'état lancent donc contre lui leurs malédictions; et, comme ils ont oublié pendant quatorze années que la France avait des droits nationaux, des libertés publiques, ce n'est pas en faveur des libertés publiques qu'ils transigeront aujourd'hui avec l'antique et légitime race de nos rois; ils transigeront pour se maintenir dans les titres et les emplois que leur conféra le gouvernement impérial !......

Les sénateurs paraissent avoir, dans cette déclaration si naïve, livré le secret de leur servile obéissance au guerrier ambitieux qui, pour renfermer toute l'Europe dans l'empire français, exigeait une continuelle effusion de sang français. Dans quelle circonstance,

pendant un règne de dix années, ces pères du peuple, enrichis par d'immenses dotations, ou par d'autres sources détournées de la fortune publique, décorés de titres, revêtus d'honneurs, manifestèrent-ils de l'émotion, en voyant la route hasardeuse dans laquelle leur maître engageait de plus en plus cette nation trop facile, trop belliqueuse, et dont ils s'étaient chargés de conserver les intérêts? Ils ne semblaient pas s'apercevoir que le sang Français coulait à grands flots : un sordide intérêt les empêchait d'observer que l'indignation des peuples domptés par nos armes, ou comprimés par notre alliance, retomberait sur la France à la première conjoncture favorable ; et qu'une extension illimitée de territoire était aussi contraire à la saine politique que nuisible à la civilisation, que réprouvée par la justice et l'humanité. Riches, et honorés par force, grands hommes d'état par brevet *signé* Napoléon, célèbres par ordre du despote, ces magistrats approuvaient tout, semblables aux affranchis dont Tibère et Domitien avaient peuplé le sénat de Rome dégénérée. Rarement entendait-on, dans les séances tenues au Luxembourg, une voix qui plaidât la cause de l'humanité : soudain, l'écho eût transmis ses paroles aux Tuileries, d'où serait revenu un arrêt de proscription. Une minorité estimable, mais très-facile, ne pouvait guère faire entendre ses regrets au milieu des acclamations de la servitude : car, toute liberté cessa d'exister au sénat, dès l'établissement de l'empire. Ce corps était dans une telle dépendance du chef, que celui-ci dénaturait, sur les pages du *Moniteur*, les phrases des rapports, lorsqu'ils ne lui convenaient pas après les résultats obtenus ; et ces rapports ainsi corrigés, s'inscrivaient au registre des

procès verbaux ! Cependant, tout avait passé sans discussion, en suite d'un discours fait au nom de l'empereur, et d'apres les paroles d'un rapporteur qu'il avait désigné, et presque toujours le même : le rapport se réduisait à l'apologie de la mesure proposée, et, n'amenant aucun débat, était admis au scrutin ; il y avait bien quelques votes formellement négatifs : mais, comme on vient de le dire, une douzaine, jamais davantage. Là se remarquait l'indéfectible, l'incorruptible Lanjuinais, qui se vit plusieurs fois au moment d'être proscrit ; à côté de lui, Boissy-d'Anglas, Destutt de Tracy, Volney, Lenoir-Laroche, etc., etc., etc.

Voici les actes rendus sous le gouvernement impérial, relatifs à la conscription et aux levées de troupes :

Loi. . . . . du	17 janvier. .	1805. . . .	60,000 h.
Sénatus-consulte du. . . .	24 septembre.	*dito*.	80,000
Dito.	4 décembre. .	1806. . . .	80,000
Dito.	7 avril. . . .	1807. . . .	80,000
Dito.	21 janvier. . .	1808. . . .	80,000
Dito.	10 septembre.	*dito*.	160,000
Dito.	18 avril. . . .	1809. . . .	30,000
Dito.	*dito*.	*dito*. . . .	10,000
Dito.	5 octobre. . .	*dito*. . . .	36,000
Dito.	13 décembre.	1810. . . .	120,000
Dito.	*dito*.	*dito*. . . .	40,000
Dito.	20 décembre.	1811. . . .	120,000
Dito.	13 mars. . . .	1812. . . .	100,000
Dito.	1er. septembre.	*dito*. . . .	137,000
Dito.	11 janvier. . .	1813. . . .	250,000
Dito.	3 avril. . . .	*dito*. . . .	180,000
Dito.	24 août. . . .	*dito*. . . .	30,000
Dito.	9 octobre. . .	*dito*. . . .	280,000
Dito.	15 novembre.	*dito*. . . .	300,000
			2,173,000

La population des départemens de l'empire, portés en dernier lieu à cent trente, étant, terme moyen, du 17 janvier 1805 au 15 novembre 1813, d'environ trente-huit millions d'habitans, la France, réduite à son état de 1815, aurait compté vingt-huit millions; ainsi, les quatre-vingt-six départemens français du royaume auront fourni un million six cent mille soldats, lequel nombre divisé par neuf, nombre d'années, donne un contingent annuel de plus de cent soixante-quinze mille hommes : proportion effrayante, puisque c'était la fleur de la population qu'on enlevait, et que, de ces cent soixante-quinze mille jeunes Français, Français d'extraction, les neuf dixièmes périssaient sur une terre étrangère, ou ne reportaient dans leurs foyers que des corps abattus par les fatigues ou privés d'une partie d'eux-mêmes.

Si cependant quelque apologiste invétéré de ces temps de conquêtes et d'illusions s'étonnait encore de la modicité des contingens, il aurait à considérer que, dans ce total général de deux millions cent soixante-treize mille recrues, officiellement constatées, ne sont point compris les enrôlemens volontaires, ni les douaniers qui formaient d'excellens régimens-frontières, et qui servirent utilement en 1813 et 1814, ni plusieurs corps de formation accidentelle, ni spécialement le surplus de chaque levée de conscrits, à raison des réfractaires et des déserteurs, lesquels finissant par céder aux ennuis, aux inquiétudes de leur position, et rentrant successivement, n'opéraient pas néanmoins la libération des numéros subséquens dans les tirages, numéros qu'on avait substitués aux premiers quand les porteurs de ceux-ci n'avaient pas rejoint immédiatement les dépôts. Ainsi, trois conscrits étaient-ils demandés, les numéros 1, 2 et 3 ne se pré-

sentant point, les gendarmes prenaient 4, 5 et 6; mais ces derniers ne se voyaient point congédiés, lorsque les premiers, las de se cacher et de compromettre leurs parens, se rendaient au poste forcé de l'honneur. Par cet artifice digne de Tibère, quand Tibère faisait la guerre, les cadres des bataillons avaient un trop-plein qui servait à mettre sur le chantier de nouveaux bataillons; les matériaux abondaient, et les ouvriers aussi (car les officiers se faisaient d'un trait de plume). Voilà le mécanisme de cette boucherie d'hommes simplifiée, comme le mécanisme des exécutions judiciaires depuis l'invention de la guillotine; car il fallait des moyens expéditifs qui fournissent au despote de la France sa ration complète de conscrits à chaque campagne. Aidés de toutes ces inventions, ses pourvoyeurs prenaient toujours fort au delà. L'objet de la conscription n'était plus de préserver le territoire français : il s'agissait, depuis la pacification de Lunéville, d'agrandir la France, de porter sa domination dans toute l'Europe, et de faire peser le pouvoir absolu sur les personnes et sur les biens de tous les pères et mères de familles riches ou pauvres et sur leurs enfans. La France était comme divisée en capitaineries de recrutement, sous un directeur central. L'acte du sénat ne réglant qu'un nombre total, les levées se faisaient à la discrétion des préfets et des militaires commis à cet effet. Les faux extraits de naissance, les faux certificats, les perceptions concussionnaires se multipliaient. Les conscrits réfractaires étaient considérés et traités comme des assassins et des malfaiteurs relaps. Ni le premier, ni le second rachat ne garantissant du second et du troisième rappel, les infirmités des jeunes gens étant arbitrairement appréciées, rien ne pouvait les libérer entièrement; et s'ils étaient

provisoirement renvoyés dans leurs foyers, ils y passaient leurs belles années sous l'épée de Damoclès! De même qu'au temps de l'ancien régime, les roturiers d'une paroisse étaient solidaires pour le montant de la taille que le subdélégué avait fixée au hasard ou suivant son caprice, de même, sous la loi de la conscription, les communes restaient solidaires pour le nombre de jeunes gens à livrer. Les départemens étaient désolés par l'affligeante responsabilité des pères et mères, par les colonnes mobiles et les garnisaires en recherche de conscrits quelquefois imaginaires et souvent sur-ajoutés, vivans ou morts. Charles XII, levant le cinquième homme pour entretenir des guerres intérieures et offensives, fit un désert de son royaume de Suède. Sans doute Napoléon n'aurait pu tarir la population de cette vaste et fertile France où les ressources semblent inépuisables; mais, dix à douze années encore de cette démence guerrière, et la France se trouvait hors d'état de remplir les brèches de sa population virile.

Dans les totaux ci-dessus, on ne comprend pas non plus les levées en masse, organisées au commencement de 1814, dans plusieurs départemens de la France actuelle, ni les gardes nationales de Paris et de quelques autres villes considérables (Strasbourg, Metz, Lille, etc.), qui firent cependant un service actif et tel qu'auraient pu le faire des troupes de ligne, qui défendirent des forteresses ou des redoutes comme des militaires exercés, et qui se battirent avec audace et vigueur, sous la conduite et à l'exemple des vétérans des premières guerres, glorieux de se trouver dans les rangs des citoyens pour défendre le sol français.

Si l'on fait attention, outre cela, qu'au 17 janvier 1807, époque de la première levée légalement auto-

risée depuis l'avénement de Napoléon à l'empire, il avait trouvé les armées du directoire et avait fait rentrer l'arriéré de la conscription de 1799 (loi du 8 mars 1800); que la loi du 18 mai 1802 lui avait alloué cent vingt mille conscrits; qu'il avait donc en 1804, malgré les pertes éprouvées dans la campagne de 1800, une armée formidable qu'il employait, depuis le traité d'Amiens (25 mars 1802), à envahir ou à retenir le Piémont, les duchés de Parme, la Hollande; à troubler la Suisse (V. 11 septembre, 9, 21 octobre 1802); à intimider les petits princes allemands, voisins du Rhin; à s'emparer du Hanovre (V. 3 juin 1803); à garnir les côtes de la Manche, et à parader pompeusement sur les dunes de Boulogne : alors on conviendra que le nombre de soldats dont disposa Napoléon, depuis le 18 mai 1804, jour où le nom d'empereur lui fut donné par Cambacérès, prince archi-chancelier, président du sénat, jusqu'au 2 avril 1814, jour où Maurice Talleyrand, prince vice-grand-électeur, président de ce même sénat, retire ce nom d'empereur à Napoléon; on conviendra, disons-nous, que, dans cette période de dix années, le nombre de soldats dont disposa Napoléon, peut se porter, sans exagération, à trois millions trois cent mille, ou deux millions quatre cent mille pour les quatre-vingt-six départemens actuels; nombre qui, réparti sur cet espace de temps (dix années), fait deux cent quarante mille par an!!!

Un arrêté du gouvernement provisoire porte : « La » garde nationale prendra la cocarde blanche, qui re- » devient, dès ce moment, la cocarde nationale et le » signe de ralliement des Français. »

Cette disposition dont, aux yeux de la multitude, l'effet doit être décisif, s'exécute à Paris sans amener de fâcheux accidens. La sagesse du général Dessoles

(V. 2 avril), a tempéré la fougue de quelques royalistes bruyans, d'autant plus empressés à faire dominer la couleur des lis, que leurs cris dans les carrefours, leurs promenades tumultueuses dans les rues sont tout ce qu'ils possèdent de moyens pour accélérer la consommation du grand changement qui s'opère. La promptitude de tous les citoyens à se décorer de la cocarde blanche, excite l'étonnement des étrangers dont Paris est rempli : ils ne conçoivent pas cette transmutation subite de signes extérieurs, parce qu'ils ne savent pas à quel point les Français sont blasés sur les révolutions, et avec quelle souplesse ils ont, depuis vingt-cinq ans, transporté leurs hommages au parti victorieux. Il est pénible de le dire, c'est à cette tradition d'obéissance passive aux hommes qui se sont rendus maîtres du siége du gouvernement, qui se sont faits puissance législative, bien plus qu'à la considération des dangers ou des besoins de la France; bien plus qu'au désir de la délivrer du double joug de Napoléon et de l'étranger; bien plus encore qu'à des principes de croyance politique, que le très-grand nombre défère en arborant les signes de la royauté. Au 30 mars, pas une compagnie de la garde nationale n'aurait émis le vœu de rappeler les descendans de Henri IV : le lendemain, pendant l'entrée à Paris des troupes alliées, lorsque des femmes agitaient des mouchoirs blancs aux fenêtres, et que de petits groupes de jeunes gens, parés de cocardes blanches, parcouraient les rues, la masse de la population, surprise de ces mouvemens auxquels elle n'était pas préparée, semblait animée de sentimens opposés. Lorsque, le 2 avril, les chefs des douze légions parisiennes furent consultés sur l'opportunité de leur faire prendre la cocarde blanche, il fut bien avéré qu'elles n'y étaient

pas disposées : aujourd'hui, toutes les cocardes tricolores disparaissent sans contrainte au premier avis, parce qu'on voit Napoléon tout-à-fait abattu. Le peuple de Constantinople ne semble pas plus indifférent à une révolution du sérail ; le peuple français ne l'était pas davantage aux intrigues de l'œil-de-bœuf, aux succès des courtisanes en titre qui, sous un règne ignominieux, faisaient et défaisaient les ministres !

10 avril.

Trop faible en nombre pour lutter avec Wellington, qui conduit d'épaisses masses de troupes anglaises, allemandes, espagnoles, portugaises, le maréchal Soult pouvait en être plus que vaincu ; il devait en être écrasé. Il s'est néanmoins très-lentement replié des bords de la Bidassoa, qu'il a traversée dès le 7 octobre : connaissant l'extrême circonspection (pour ne rien dire de plus) de son adversaire, il l'a tenu six mois entiers en échec, lui faisant très-péniblement acheter ses progrès dans un pays tout ouvert, et dont la population reste inactive, quand elle n'embrasse pas la cause contraire à celle que défend encore la petite armée française.

Après la bataille d'Orthez (V. 27 février), le maréchal avait trois directions de retraite. S'il prenait la route qui de Mont-de-Marsan se dirige sur Bordeaux, il était obligé de traverser les Landes, tandis qu'il ouvrait à l'ennemi les fertiles départemens du Gers et de Lot-et-Garonne : en suivant la route qui conduit à Agen par Condom, il amenait l'ennemi dans le cœur de la France ; il préféra se porter sur Tarbes par les deux rives de l'Adour, s'appuyant toujours aux Pyrénées, et conservant les facilités de se joindre à l'armée d'Aragon, ou de Suchet (V. 24 mars). Cette marche abusant Wellington, lui fait perdre les fruits de la bataille

» on sait que le ministre Clarke, investi de pouvoirs » extraordinaires dans l'intérieur, et relativement aux » armées d'Espagne, depuis le départ de l'empereur » pour la Champagne, fut toujours contraire au ma» réchal Soult, et qu'il ne lui aurait pas préparé l'oc» casion d'un succès, en pressant le maréchal Suchet » d'accourir et de le fortifier. On doit encore raison» nablement supposer que le ministre méditait déjà sa » défection. » Telles sont les raisons, ou plutôt les prétextes mis en avant pour justifier l'inconcevable inaction du maréchal Suchet! Ici, la vérité historique importe à l'honneur même de la France: nous allons la dire, parce que nous avons les preuves authentiques à l'appui de nos assertions.

Après avoir évacué Gironne, le maréchal Suchet fit arrêter son armée à Figuières et à la Junquière où il la retint pendant près d'un mois; il porta son quartier-général à Perpignan, où il reçut (comme on l'a vu plus haut) Ferdinand VII qui se rendait en Espagne par la route de Perthus: Suchet reçut à Perpignan douze courriers successifs expédiés par Soult, qui le pressait d'arriver à marches forcées sur Toulouse, lui répondant de battre et d'anéantir Wellington....... « Si vous ne voulez pas être sous mon com» mandement, je me placerai sous le vôtre; ne faites » que paraître; vos troupes resteront, si vous voulez,

pagne. Ce prince aurait répondu de la neutralité de l'armée espagnole de la Catalogne et des troupes espagnoles de l'armée de Wellington, ainsi que de la rentrée des garnisons françaises, si imprudemment laissées dans le royaume de Valence et la province de Catalogne; et rien ne se serait opposé à ce que l'armée de Suchet fît sa jonction avec l'armée de Soult plusieurs jours avant la bataille de Toulouse. Il est vrai que le maréchal Suchet se trouvait lié par les ordres du ministre de la guerre (Clarke) qui préparait déjà sa trahison.

« l'arme au bras : qu'elles paraissent seulement, le « succès est assuré..... » Suchet resta immobile pendant vingt-cinq jours, et attendit l'issue des événemens militaires ! Nous affirmerons à l'appui de cette détermination le fait suivant : dans le mois de juin 1814, un très-haut personnage se félicitant du succès de la bataille de Toulouse et de l'influence qu'elle avait eue sur les affaires du midi, un général (aujourd'hui commandant de l'une des grandes divisions du royaume), qui s'était distingué dans cette bataille, se permit de lui dire, en présence de plusieurs généraux : « La victoire était assurée aux Français, et Wellington et toute son armée étaient enterrés sous les » murs de Toulouse, ou mettaient bas les armes, si » Suchet eût fait un mouvement et hâté sa marche, » ainsi qu'il en fut pressé par douze courriers que lui » dépêcha coup sur coup le maréchal Soult. — Oh ! j'étais » bien tranquille de ce côté (répondit le grand personnage) ; je savais à quoi m'en tenir, j'avais la parole » du maréchal Suchet ! »

Mais qu'on juge l'influence produite par la jonction de quatorze mille soldats aguerris, victorieux dans cent combats, respirant toujours la même ardeur, que seconderaient plusieurs bataillons de gardes nationales réunies déjà à Foix, sous les ordres du général Lafitte ! Ou bien, si ces renforts eussent débouché de l'Ariége, vers Saint-Gaudens, Wellington, assailli sur ses derrières, eût été contraint de se retirer sur l'Adour : que si néanmoins, méprisant cette nouvelle difficulté, il se rapprochait de Toulouse, il s'y mettait entre les deux armées françaises : battu ou simplement tenu en échec, au moment de l'arrivée des nouvelles de Paris, l'attitude du cabinet français en signant le traité du 30 mai eût été bien moins mauvaise.

» on sait que le ministre Clarke, investi de pouvoirs
» extraordinaires dans l'intérieur, et relativement aux
» armées d'Espagne, depuis le départ de l'empereur
» pour la Champagne, fut toujours contraire au ma-
» réchal Soult, et qu'il ne lui aurait pas préparé l'oc-
» casion d'un succès, en pressant le maréchal Suchet
» d'accourir et de le fortifier. On doit encore raison-
» nablement supposer que le ministre méditait déjà sa
» défection. » Telles sont les raisons, ou plutôt les
prétextes mis en avant pour justifier l'inconcevable
inaction du maréchal Suchet ! Ici, la vérité historique
importe à l'honneur même de la France ; nous allons
la dire, parce que nous avons les preuves authenti-
ques à l'appui de nos assertions.

Après avoir évacué Gironne, le maréchal Suchet
fit arrêter son armée à Figuières et à la Junquière où il
la retint pendant près d'un mois ; il porta son quartier-
général à Perpignan, où il reçut (comme on l'a vu
plus haut) Ferdinand VII qui se rendait en Espa-
gne par la route de Perthus : Suchet reçut à Perpi-
gnan douze courriers successifs expédiés par Soult,
qui le pressait d'arriver à marches forcées sur Tou-
louse, lui répondant de battre et d'anéantir Welling-
ton....... « Si vous ne voulez pas être sous mon com-
» mandement, je me placerai sous le vôtre ; ne faites
» que paraître ; vos troupes resteront, si vous voulez,

pagne. Ce prince aurait répondu de la neutralité de l'armée espa-
gnole de la Catalogne et des troupes espagnoles de l'armée de
Wellington, ainsi que de la rentrée des garnisons françaises, si im-
prudemment laissées dans le royaume de Valence et la province de
Catalogne : et rien ne se serait opposé à ce que l'armée de Suchet fit
sa jonction avec l'armée de Soult plusieurs jours avant la bataille
de Toulouse. Il est vrai que le maréchal Suchet se trouvait lié par
les ordres du ministre de la guerre (Clarke) qui préparait déjà sa
trahison.

» l'arme au bras : qu'elles paraissent seulement, le » succès est assuré...... » Suchet resta immobile pendant vingt-cinq jours, et attendit l'issue des événemens militaires ! Nous affirmerons à l'appui de cette détermination le fait suivant : dans le mois de juin 1814, un très-haut personnage se félicitant du succès de la bataille de Toulouse et de l'influence qu'elle avait eue sur les affaires du midi, un général (aujourd'hui commandant de l'une des grandes divisions du royaume), qui s'était distingué dans cette bataille, se permit de lui dire, en présence de plusieurs généraux : « La victoire était assurée aux Français, et Wellington et toute son armée étaient enterrés sous les » murs de Toulouse, ou mettaient bas les armes, si » Suchet eût fait un mouvement et hâté sa marche, » ainsi qu'il en fut pressé par douze courriers que lui » dépêcha coup sur coup le maréchal Soult.—Oh! j'étais » bien tranquille de ce côté (répondit le grand person- » nage); je savais à quoi m'en tenir : j'avais la parole » du maréchal Suchet ! »

Mais qu'on juge l'influence produite par la jonction de quatorze mille soldats aguerris, victorieux dans cent combats, respirant toujours la même ardeur, que seconderaient plusieurs bataillons de gardes nationales, réunies déjà à Foix, sous les ordres du général Lafitte! Ou bien, si ces renforts eussent débouché de l'Ariége, vers Saint-Gaudens, Wellington, assailli sur ses derrières, eût été contraint de se retirer sur l'Adour; que si néanmoins, méprisant cette nouvelle difficulté, il se rapprochait de Toulouse, il s'y mettait entre les deux armées françaises : battu ou simplement tenu en échec, au moment de l'arrivée des nouvelles de Paris, l'attitude du cabinet français en signant le traité du 30 mai eût été bien moins mauvaise.

11-12 avril. Wellington, étonné probablement de ses pertes, pensant qu'un second engagement pourrait détruire ou sa réputation ou son armée, passe la journée à faire enterrer ses morts, et à semer parmi les habitans de Toulouse les rumeurs les plus effrayantes, afin de les déterminer à un soulèvement. Les autorités de Toulouse contrarièrent, sous main, autant qu'elles le purent, les opérations et les mesures de défense de Soult! Et ces mêmes autorités, lors du retour de Bonaparte (1815), émettront, dans une adresse, le vœu d'élever une colonne pyramidale sur la place du Capitole, « à la gloire du grand Napoléon! »

Le maréchal Soult, sensible aux dangers que couraient les habitans de Toulouse, commence, dans la seconde nuit, à se replier vers le département de l'Aude, emmenant avec lui toute son artillerie, ses bagages et les blessés transportables. Sa marche n'est point troublée. Après avoir lutté pendant trois jours devant Toulouse contre l'armée de Wellington, Soult évacue cette ville dans la nuit du troisième jour, sans toutefois avoir été forcé dans ses lignes par les Anglo-Portugais. (Les braves Écossais, qui étaient les troupes d'élite de Wellington avaient beaucoup souffert.) Dans la soirée du 12, l'acte du sénat du 2, et la nouvelle des événemens antérieurs à cet acte, se répandent. On a prétendu que Wellington, à l'imitation soit du prince d'Orange, qui, prévenu de la conclusion du traité de Nimègue (1678), ne se fit pas un scrupule d'attaquer le maréchal de Luxembourg; soit de l'amiral Hughes qui, averti le 20 juin 1784, des préliminaires signés le 20 janvier, crut pourtant devoir engager le combat avec le bailli de Suffren : on a prétendu, et non sans fondement, que Wellington informé, par la route de Bordeaux dont il était maître, des

arrangemens faits à Paris les 1er. et 3 (les courriers ordinaires ne mettent qu'une soixantaine d'heures de Paris à Bordeaux, et moins d'une quinzaine de Bordeaux à Toulouse), avait caché sa nouvelle, dans l'espoir de ravir enfin un laurier digne de la réputation que lui donnaient ses compatriotes; mais que Wellington se trouvant comme Guillaume, surnommé le Taciturne, et comme Hughes le déloyal, avoir manqué sa victoire, malgré l'immense supériorité de ses forces, annonça enfin les grands événemens qui suspendaient les hostilités! Si donc, d'après la marche des courriers ordinaires, il est difficile de mettre en doute que l'état-major anglais n'ait pas appris les grands événemens de la capitale; s'il est constant que des détachemens anglais occupent la route d'Alby depuis le 8, le général anglais ne peut pas ignorer ces événemens, à six heures du soir, le 10, au commencement de l'action. Ce qu'il y a de certain, c'est que, dès le 8 au soir, la nouvelle de l'entrée des étrangers dans Paris, quoique sourdement annoncée et ne portant aucun indice officiel, n'était plus un mystère pour beaucoup d'habitans de Toulouse; elle avait même été dite à quelques militaires français. En résultat, l'offensive du général anglais ou irlandais a fini, sur les bords de la Garonne, par une bataille que Turenne, que Montécuculli, Frédéric, Daun, Moreau, auraient appelée, et que de moins grands capitaines appelleraient une défaite.

Wellington, qui certes est bien loin de ressembler à ces grands généraux; qui, après la bataille ou plutôt la déroute de Vittoria, fit preuve de la plus grande incapacité militaire, et qui ne sut, depuis cette journée, profiter d'aucune des occasions décisives que lui offrait la fortune militaire; Wellington jouira insolemment de l'espèce de succès que la trahison vient

de lui procurer sous les murs de Toulouse. Il fera son entrée dans cette ville, précédé d'une meute de deux cents chiens ! Il se rendra au Capitole pour y recevoir les hommages des mêmes autorités qui, la veille, faisaient parade de leur dévouement à Napoléon ; il ne prononcera pas le nom des Bourbons ; il s'opposera même à ce que les couleurs de la royauté, de la monarchie légitime soient arborées, et, s'il ne prend pas possession de la capitale du Languedoc au nom du roi George, il empêchera du moins que la population de Toulouse ne proclame Louis XVIII son légitime souverain.

11 avril. Tout l'ex-gouvernement impérial revient, par pelotons, à Paris. Cette déroute impériale met à jour les principaux personnages de la régence, du gouvernement. On est très-empressé de toucher les appointemens du trimestre échu et ceux du mois qui commence; les fonctionnaires prennent leur part de l'or impérial, chacun selon ses droits. Il a été, dit-on, transporté trente-six millions en or des Tuileries à Blois; le trésorier général de la couronne en rapportera environ quatorze à Paris (V. 15 avril). L'abattement et la consternation sont empreints sur toutes les figures impériales ; mais, encore quelques jours, elles seront ou paraîtront toutes royales. En attendant, la plupart des anciens grands fonctionnaires qui ont fait le *fatal voyage* (ainsi s'exprime à Blois un conseiller d'état) se hâtent d'envoyer au prince de Bénévent (Talleyrand), chef du gouvernement provisoire, leur acte congratulatoire d'adhésion aux actes du sénat qui ont prononcé la déchéance de Napoléon, et l'impératrice son auguste épouse est délaissée avant même qu'il n'ait signé son abdication ! Elle quitte

Blois le 9, et se rend à Orléans; elle y reçoit les honneurs de souveraine; l'artillerie et les cloches de la ville annoncent sa présence et celle du prince son fils. M. le comte de Ségur remplit jusqu'au dernier instant ses fonctions de grand-maître des cérémonies, avec cette noblesse, avec ce respect pour le malheur dont il s'empresse d'offrir les derniers témoignages à l'impératrice et reine; il lui présente la main pour monter en voiture, le 11, à huit heures du soir, à la grande porte de l'évèché; elle prend la route de Rambouillet, où doit arriver l'empereur d'Autriche, son auguste père. Cambacérès n'a pas attendu le départ de Marie-Louise pour envoyer son acte d'adhésion aux décrets du sénat; dès le 9, de grand matin, il a rempli ce premier de tous les devoirs, dit-il; le 11, il assiste, comme simple membre de ce corps, aux séances du sénat, qu'il a si long-temps présidé. Ses fonctions d'archichancelier ont cessé, les salons de son hôtel (où son titre de prince-duc de Parme est inscrit en lettres de bronze doré) n'offrent plus qu'une vaste solitude! Ah! combien il doit regretter, celui que Napoléon appelait le grand restaurateur de l'empire; combien il doit pleurer ces temps fortunés où cinq cents personnes d'élite, presque toutes chamarrées de cordons et de croix, venaient deux fois par semaine (sans compter les réunions privilégiées) offrir leurs hommages à la seconde personne de l'empire, et lui demander sa protection ou sa bienveillance! Ces grands jours, ces assises gastronomiques de l'archichancelier étaient dignes de l'attention de l'observateur. On voyait, sous ses lambris dorés, la lanterne magique de la France et des pays conquis; toutes les opinions, comme toutes les actions politiques, y étaient représentées par des députés de toutes les ambitions. Les salons de l'ex-

conventionnel qui avait émis un si barbare vote dans la nuit du 19 au 20 janvier 1793 (V. cette date), commencèrent à se remplir sous le consulat ; ils furent sous l'empire encombrés de courtisans : on y vit passer successivement, et les régicides les plus purs et les royalistes les plus fidèles, les hommes de toutes les constitutions, les employés de tous les grades ; Calonne, l'anti-français de Pilnitz, le provocateur de l'invasion de 1792 ; le baron de Breteuil, ex-ministre, revêtu des pleins-pouvoirs de Louis XVI ; le vertueux défenseur de l'infortuné monarque, Tronchet, conseiller d'état, et cet autre célèbre défenseur du roi-martyr, M. Desèze : ce dernier a une nombreuse famille et une fortune médiocre ; aussi, tous les hommes faits pour apprécier les grandes et les belles actions, ne pardonnent-ils point à Napoléon de n'avoir pas mis, au conseil d'état, M. Desèze à côté de son collègue Tronchet [1]. On vit chez Cambacérès le loyal Cazalès, qui défendit avec une si belle éloquence la royauté et ses droits ; et son antagoniste, mais non son émule à l'assemblée constituante, le cupide abbé Maury, apostat des doctrines monarchiques et religieuses qui lui avaient valu la pourpre romaine. On vit, chez Cambacérès, l'assassin Bernier, évêque d'Orléans, et l'apôtre de

[1] Napoléon pouvait-il ignorer que M. Desèze avait fait preuve d'un grand enthousiasme pour sa personne, et que cet avocat s'était empressé d'inscrire son nom dans la liste des souscripteurs pour l'érection de sa statue? Dans le volume in-folio imprimé chez Didot aîné, Paris, an X, intitulé : *Liste des notables qui ont proposé l'érection d'un monument à la gloire de Bonaparte*, on lit, page 12 : M. Desèze, homme de loi. (Le mot avocat avait été remplacé par celui d'homme loi.) M. Desèze accablait de ses lettres le second consul et le prince archichancelier, Cambacérès, pour obtenir par sa protection une place au conseil d'état : plusieurs personnes ont lu ces lettres, et on pourrait les citer.

l'humanité, le cardinal archevêque de Paris Dubelloy; le cardinal Caprara; l'abbé de Pradt; le comte de Montlozier; Merlin (de Douay); M. Roux-Laborie, ex-abbé, ex-chef de division au ministère des relations extérieures, ex-exilé en Hollande par Napoléon, et aujourd'hui (1824) avocat à Paris; M. le chevalier de Boufflers, qui courtisait assidûment Cambacérès, et s'attachait surtout à égayer son altesse : il rappelait tous ses anciens bons mots, et faisait hommage à Monseigneur des mêmes complimens qu'il avait offerts à la reine Marie-Antoinette. On remarquait, parmi les étrangers, le comte de Metternich, aujourd'hui prince, et la plupart des ambassadeurs des puissances amies ou alliées; on y voyait le comte Pastoret, le comte Viennot-Vaublanc, le chevalier de Panat, aujourd'hui secrétaire général de l'amirauté, le baron Dudon, Syeyès, Barrère, etc., etc.; MM. de Ségur, de Talleyrand, de La Rochefoucaud, de Cossé-Brissac, de Laval-Montmorency, Mathieu de Montmorency, etc., etc.

Tous les grands noms de l'ancienne monarchie sont annoncés à l'entrée de ces salons, qui tiennent ouvertes, ou empêchent de se refermer, les sources des grâces impériales. Tous les noms de la nouvelle noblesse, à commencer par celui du duc de Frioul, et à finir par celui du baron Marcorelle, retentissent aussi sous les plafonds du duc de Parme. L'intérieur, ou, s'il est permis de s'exprimer de la sorte, le privé du prince est, en revanche, de la plus grande modestie. Ses secrétaires de commandement; deux ou trois protégés intimes, depuis 1793, de Cambacérès conventionnel; deux maîtres d'hôtel et de cérémonies : l'un, M. d'Aigrefeuille, ex-commandeur de Malte, et ex-avocat général à la cour des aides de

Montpellier, qui a eu pour commensal, pendant vingt ans, M. Cambacérès, conseiller à la même cour. Ce dernier était si pauvre, qu'il sollicita et obtint de Louis XVI une pension de deux cents livres; l'autre, le marquis de Villevieille, ex-capitaine au régiment du roi, infanterie, ami de Voltaire, et qui recueillit les dernières paroles et reçut le dernier soupir de cet homme prodigieux, mort entre ses bras; un libraire à manchettes de dentelles, l'épée au côté et le chapeau à plumet; une actrice et des acteurs d'un théâtre des boulevards, etc.; telles étaient les personnes de la société habituelle du prince.

Dès le 11 avril, le prince a mis bas toute sa livrée, toute sa représentation impériales; et, dans un esprit de légitimité, de justice et d'humilité qu'on ne saurait assez louer, il a passé, par-devant notaire, acte de sa renonciation au titre de duc de Parme, et a fait remise de cet acte au cabinet autrichien : ainsi, l'impératrice Marie-Louise et la cour de Vienne n'auront désormais aucune réclamation à craindre à cet égard!!! L'ex-régicide-prince reste avec le simple titre de duc, accompagné, il est vrai, de douze à quinze millions de fortune, y compris son mobilier et ses pierreries. Les événemens de 1815 déjoueront cependant tous les calculs de sa prudence et de sa résignation; il sera banni de France, en vertu de la loi d'amnistie du 12 janvier 1816 (V. cette date); mais il n'en demeurera que plus fidèle à la légitimité; il dénoncera, de Bruxelles et d'Amsterdam, ceux de ses collègues de la convention, qui, bannis comme lui, témoigneront leur mécontentement, et exhaleront des plaintes contre la seconde restauration; il obtiendra l'autorisation de rentrer en France, et mourra deux ou trois ans après aussi zélé royaliste et aussi fervent dévot, qu'il

avait été républicain régicide et impie déclaré sous le régime de 1793. C'est l'un des hommes les plus méprisables que la révolution ait vomis sur la France.

Un traité est signé à Paris entre les maréchaux Ney, Macdonald, le général Caulaincourt, plénipotentiaires de Napoléon, et les ministres d'Autriche, de Russie et de Prusse. 11 avril.

Art. 1er. S. M. l'empereur Napoléon renonce, pour lui et les siens, à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'empire français et sur le royaume d'Italie que sur tout autre pays.

2. LL. MM. l'empereur Napoléon et Marie-Louise conserveront leurs titres et rang, pour en jouir pendant leur vie. La mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'empereur conserveront aussi, en quelque lieu qu'ils résident, les titres de princes de sa famille.

3. L'île d'Elbe, que l'empereur a choisie pour le lieu de sa résidence, formera, pendant sa vie, une principauté séparée qu'il possédera en toute souveraineté et propriété. Il lui sera, en outre, accordé en toute propriété, un revenu annuel de deux millions de francs, qui sera porté comme rente sur le grand-livre de France, de laquelle somme un million sera réversible à l'impératrice.

4. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla seront donnés en toute propriété et souveraineté à S. M. l'impératrice Marie-Louise; ils passeront à son fils et à ses descendans en ligne directe (V. 10 juin 1817).

6. Il sera réservé, dans les territoires auxquels il est par le présent renoncé, à S. M. l'empereur Napoléon, pour lui et sa famille, des domaines ou rentes sur le grand-livre de France, produisant un revenu,

libre de toute charge ou déduction, de deux millions cinq cent mille francs. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété aux princes et princesses de sa famille, qui pourront en disposer comme ils le jugeront à propos; ils seront partagés entre eux de la manière suivante........

8. Il sera formé un établissement convenable, hors de France, au prince Eugène, vice-roi d'Italie.

9. Les propriétés que l'empereur Napoléon possède en France, soit comme.....; les fonds placés par l'Empereur, soit sur....., et que S. M. abandonne à la couronne, seront réservés, comme un capital qui n'excèdera pas deux millions, pour être employés en gratifications aux personnes dont les noms seront portés sur une liste signée par l'empereur Napoléon, et qui sera transmise au gouvernement français. (L'auteur du manuscrit de 1814 dit fort à propos: « Il faut tenir note ici, à la honte de la diplomatie » européenne, que cette générosité est restée sans » effet. Les legs que Napoléon a distribués autour de » lui sur la foi du traité, n'ont pas été acquittés; et » les légataires n'ont pu trouver, dans la signature des » plus grands princes, cette garantie irrévocable que » la simple signature de deux notaires donne, entre » particuliers, aux moindres dispositions de cette » nature. »).

12. Les dettes de S. M. l'empereur Napoléon, telles qu'elles existaient le jour de la signature du présent traité, seront payées sur l'arriéré dû par le trésor public à la liste civile, d'après l'état......

16. Il sera fourni une corvette et les bâtimens nécessaires pour transporter S. M. l'empereur Napoléon et sa maison, et la corvette appartiendra en toute propriété à S. M. l'empereur.

17. L'empereur Napoléon pourra prendre avec lui, et retenir comme sa garde, quatre cents hommes, officiers, sous-officiers et soldats volontaires.

18. Aucuns Français qui auraient suivi l'empereur Napoléon ou sa famille ne seront censés avoir perdu leurs droits de Français, en ne retournant pas dans le cours de trois ans;.....

20. Les hautes puissances alliées garantissent l'exécution du présent traité, en s'engageant à obtenir qu'il soit garanti par la France.

L'Angleterre accède à ce traité, pour les stipulations relatives à la possession et souveraineté de l'île d'Elbe et des états de Parme; mais elle n'est point partie contractante aux autres stipulations. Les quatre puissances s'engagent à obtenir l'adoption et la garantie de la France pour tous les articles. Le gouvernement provisoire accède à l'instant même. L'adhésion du roi Louis XVIII est constatée par la déclaration de son ministre (Talleyrand), en date du 30 mai. « Le sous-» signé ministre et secrétaire d'état au département » des affaires étrangères, ayant rendu compte au Roi » de la demande que LL. EE. MM. les plénipoten-» tiaires des cours alliées ont reçu de leurs souverains » l'ordre de faire, relativement au traité du 11 avril, » auquel le gouvernement provisoire a accédé, il a plu » à S. M. de l'autoriser à déclarer, en son nom, que » les clauses du traité à la charge de la France, seront » fidèlement exécutées; il a en conséquence l'honneur » de le déclarer par la présente à S. E.... »

L'empereur Napoléon souscrit, à Fontainebleau, l'acte de son abdication, en recevant le traité de ce jour. « Les puissances alliées ayant proclamé que » l'empereur Napoléon était le seul obstacle au réta-» blissement de la paix en Europe, l'empereur Napo-

» léon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce,
» pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et
» d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel,
» même celui de sa vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'in-
» térêt des Français. »

On a rapporté qu'ayant accompli cette détermination, Napoléon montra le plus grand calme, la plus noble résignation. L'auteur des mémoires sur la campagne de 1814 (le colonel Kock), ouvrage excellent et dont l'exactitude se trouve rarement en défaut, dit (t. 2, p. 610, 11, 12), qu'après la signature de cet acte, Napoléon parut soulagé d'un lourd fardeau et s'entretint familièrement, en simple citoyen, avec les officiers-généraux de sa cour, des suites de la révolution, comme si elle lui avait été étrangère, et leur fit une longue allocution pleine de beaux sentimens. On doit regretter qu'un écrivain aussi recommandable, et trop ami de la vérité, pour s'être laissé aller au désir de faire effet, en traitant un grand événement à la manière dramatique de Tite-Live, ait été mal informé de cette circonstance. Toutes les personnes qui ont fréquenté ou seulement entrevu la cour ou le quartier général de Napoléon, savent combien peu il se laissait approcher, même des personnes du premier rang et des officiers de sa maison : il tenait toujours tout le monde à une très-grande distance de lui. Pendant son séjour à Fontainebleau, il fut encore moins abordable ; il paraissait absorbé, et se tint constamment renfermé dans son cabinet ; il ne voyait presque que le prince de Neufchâtel (Berthier), les ducs de Bassano, de Vicence (Maret et Caulaincourt), et les maréchaux qui furent chargés pour lui de la négociation. Aussi, l'on peut regarder comme apocryphes les discours que lui prête l'auteur.

Que n'a-t-on pas dit pour et contre Napoléon? quel mortel fut jamais exposé à plus de louanges, à plus de satires, et quel souverain a été plus flatté et plus dénigré? Dans ses observations sur Bonaparte (on croit qu'il les écrivit en 1809), Dumouriez termine ainsi le portrait de ce grand homme: « ... Ses désirs étaient » trop abjects pour s'élever à la gloire par l'héroïsme » de la vertu... Ce n'est pas un homme célèbre, il n'est » que fameux ». Dumouriez est ici d'une injustice révoltante; l'ex-général a toujours en vue sa chère constitution de 1791, et ne pardonne pas au consul, à l'empereur, d'avoir ravi aux Français leurs libertés constitutionnelles. Ce général était homme de beaucoup d'esprit, et l'on ne saurait, sans injustice, lui refuser de grands talens militaires; mais la vanité et l'esprit d'intrigue étaient les deux plus puissans mobiles de toutes ses actions. Il avait fait solliciter vivement auprès de Napoléon, pour obtenir sa rentrée en France et sa réintégration dans les rangs de l'armée. L'empereur, instruit des machinations que le transfuge de 1793 ne cessait d'ourdir contre la France, avait rejeté avec dédain toute demande à ce sujet, et Dumouriez avait, dès cet instant, redoublé d'invectives et de haine contre le gouvernement français. Mais Dumouriez avait défendu les droits de l'homme et du citoyen; il faisait profession de principes entièrement opposés à ceux du comte de Rivarol, qui s'était proclamé le champion des prérogatives de l'aristocratie nobiliaire, quoiqu'il n'eût personnellement aucun intérêt à soutenir la cause des classes privilégiées; car il est de notoriété publique que le père du comte de Rivarol était aubergiste, et tenait à Bagnols (Gard) l'hôtelierie des Trois-Pigeons. L'on se rappelle encore les épigrammes, chansons et pièces fugitives lancées

contre Rivarol et Champcenetz, long-temps avant 1789 : on les trouve dans les *Œuvres complètes de Rivarol*, etc., chez Léopold-Colin, rue Gît-le-Cœur, Paris, 1808, ainsi que les *Lettres de la veuve du comte de Rivarol.* Ce célèbre écrivain envisageait les événemens de 1789 en homme de lettres plutôt qu'en homme d'état : il ne s'apercevait pas que la révolution n'était pas une sédition nationale (comme il le dit dans son journal politique), mais la régénération d'une grande nation et la recomposition de l'ordre social, telles que l'exigeaient les progrès des lumières et de la civilisation.... Au reste, les prétentions nobiliaires de Rivarol ne doivent pas surprendre : que d'exemples pareils n'avons-nous point sous les yeux depuis trente-cinq ans? Il eût été plus curieux de voir ce que Rivarol eût dit de Bonaparte, après le 18 brumaire, si le directoire avait autorisé, en 1798, la rentrée en France de cet émigré, qui, sans doute, ne fût pas mort dans la force de l'âge. Rivarol aimait le grand despotisme, le despotisme de cour; vraisemblablement, ce célèbre bel-esprit se serait rangé au nombre des admirateurs du consul, de l'empereur Napoléon, et son éloquence eût disputé à Fontanes le prix de la louange.

Napoléon se peint lui-même, lorsque, faisant un dernier adieu à ses soldats (V. le 20.), il leur dit : « J'ai dû vivre pour écrire ce que nous avons fait; vos » exploits, braves guerriers, ne doivent pas être en- » sevelis dans l'oubli. » Ces mots ne décèlent-ils pas une âme exclusivement livrée au désir de la célébrité militaire et historique; ne montrent-ils pas que celui qui les prononce faisait passer avant tout le soin de sa renommée, et que, s'il s'occupait du bonheur positif de la France, c'était parce que le bruit des avan-

tages qu'elle viendrait à recueillir de son gouvernement proclamerait sa gloire personnelle?

Ainsi tombe Napoléon, homme extraordinaire entre tous les hommes extraordinaires qui passèrent sur la terre, et qui vivront dans l'histoire de l'univers! Les plus lointains rivages ressentirent le choc ou le reflux de sa puissance; la terre fut pleine de son nom, et son nom restera, jusqu'à la fin des temps, marqué d'une empreinte réservée pour lui seul!!! Tout avait concouru à favoriser son essor vers la plus haute région à laquelle un être créé puisse atteindre: la nature, en le douant des plus étonnantes facultés intellectuelles: le destin, en combinant pour lui toutes les chances de succès; pour assurer ce succès, le destin consomma, avec une célérité inouïe, le bouleversement des institutions sociales de la première des nations, et déconcerta la politique des nations amies, rivales ou ennemies: la nature et la fortune encore, en produisant, le même jour, une foule de génies éminens dans chaque carrière, et en les mettant, sans réserve, à sa disposition, afin de lui assurer un triomphe impérissable; car tel est le résultat des dissensions intestines, que les hommes doués de grandes facultés prennent les places que ces facultés leur assignent. Jamais on ne vit une rencontre aussi bien concertée, un rapport aussi intime des hommes et des choses pour l'exaltation d'un homme; aucun âge, sans doute, ne les reverra! Il lui avait été donné d'effacer tout ce qui parut de grand, d'héroïque, de merveilleux, depuis la naissance du monde: mais il s'est rabaissé à force d'orgueil, à force d'ambition: il a répudié sa noble destinée en opprimant la France, en violant toutes les libertés publiques. Il ne lui a pas suffi d'une première place sous

le ciel, il a détruit volontairement sa propre nature en tuant la liberté constitutionnelle. Ainsi, au lieu d'être à jamais le mortel par excellence, il ne sera pour la postérité que le plus célèbre des despotes, des conquérans et des soldats montés sur le trône. Sans doute, on le citera comme le plus étonnant, comme le plus illustre des capitaines ; on pourra même ajouter, qu'en plusieurs circonstances, il se mit au-dessus d'Alexandre ou de César ; mais n'ayant pas, comme eux, terminé sa course dans un char de triomphe, son effigie ne saurait néanmoins se placer à la droite de ces deux grandes images de l'antiquité.

Napoléon, ivre de lui-même, aimait à dire : « Par-» tout où je ne suis pas, on ne fait que des sottises. » Cependant, c'est lui, et lui seul qu'on accusera des désastres de Saint-Jean-d'Acre, de la Bérésina, de Leipsick. Personne n'osera sans doute proclamer que les campagnes si hasardeuses d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram, soient des chefs-d'œuvre de stratégie; quelque bien concertés que fussent les plans de ces immortelles campagnes, Napoléon commit des fautes que les maîtres de l'art militaire ont signalées; mais aussi tout le monde conviendra que ses premières campagnes d'Italie sont les chefs-d'œuvre du génie militaire ! Tout le monde conviendra que sa campagne de Champagne (1814) est un chef-d'œuvre de guerre défensive. Il y avait de la jalousie dans ce génie militaire : Napoléon se vantait d'avoir créé les talens et la bravoure des militaires les plus distingués et les plus braves qui servirent sous ses ordres ; c'est ainsi qu'il aimait à répéter au sujet du maréchal Lannes, que c'était un pygmée quand il l'avait pris, et un géant quand il l'avait perdu; comme si ce guerrier, distingué dès son début à l'armée des Pyrénées-Orientales, n'était pas

un de ces braves improvisés par la révolution, et qui tenaient de la nature elle-même leurs qualités militaires. Que Napoléon nous apprenne donc les motifs qui le détournèrent de faire, non de grands hommes de guerre, mais des guerriers tant soit peu distingués de ses deux jeunes frères, Louis et Jérôme, ainsi que de ses deux favoris, le général Duroc et le maréchal Bessière!

Non, malgré la transcendance de ses facultés, il ne fut point un génie du premier ordre; car il établit le pouvoir arbitraire! César, Trajan, Charlemagne, Louis IX, Henri IV, Gustave-Adolphe, reconnaissaient des limites à leur autorité : on vit au contraire tous les célèbres ambitieux, dont l'esprit ne s'élevait point au vrai beau, parce qu'ils avaient moins de génie que de calcul, Auguste, Cromwell, Philippe II d'Espagne, Ferdinand II d'Autriche, Charles XI de Suède, Louis XIV, se montrer impatiens de la moindre résistance à leurs volontés; ils n'eurent que cette ambition des rois vulgaires, de dominer impérieusement. La plus sublime des inspirations, parvenir à l'immortalité en contribuant au bonheur de leurs semblables, leur avait manqué.

Le grand homme par excellence est celui qui, dans des entreprises grandes à la fois et utiles, obtient des succès dont il a le droit de s'enorgueillir, parce qu'il sut les prévoir, les disposer et les achever sans blesser la justice. Ceux en qui l'on reconnaît un génie éminent et des talens extraordinaires, peuvent élever ou renverser les états; mais trop souvent ils ravagent la terre, ils font des malheureux, et laissant un nom trop vanté, ils portent une foule d'ambitieux médiocres à suivre leurs traces.

Nulle vie ne prouve si bien que les grands talens ne sont que de grands fléaux, quand ceux qui les pos-

sèdent ne les emploient que pour eux-mêmes ; et lorsque, devenant l'instrument des malheurs publics, ils sont la source de leur perte. « Qu'est-ce qu'un souverain » dont la valeur est bouillante (dit Massillon), et dont » les éclairs brillent dès son entrée dans la carrière, » si la crainte de nuire aux hommes ne le conduit et ne » le modère ? Un astre nouveau et malfaisant qui n'an- » nonce que des calamités à la terre. Plus il croîtra » dans cette science funeste, plus les misères publi- » ques croîtront avec lui ; ses entreprises les plus té- » méraires n'offriront qu'une faible digue à l'impétuo- » sité de sa course ; il croira effacer par l'éclat de ses » victoires leur témérité ou leur injustice ; l'espérance » du succès sera le seul titre qui justifiera l'équité de » ses armes ; tout ce qui lui paraîtra glorieux deviendra » légitime ; il regardera les momens d'un repos sage » et majestueux, comme une oisiveté honteuse et des » momens qu'on dérobe à sa gloire ; ses voisins devien- » dront ses ennemis dès qu'ils pourront devenir sa con- » quête ; ses peuples eux-mêmes fourniront de leurs » larmes et de leur sang la triste matière de ses triom- » phes ; il épuisera et renversera ses propres états » pour en conquérir de nouveaux ; il armera contre lui » les peuples et les nations ; il troublera la paix de » l'univers ; il se rendra célèbre en faisant des millions » de malheureux. Quel fléau pour le genre humain ! » Et s'il y a un peuple sur la terre capable de lui » donner des éloges, il n'y a qu'à lui souhaiter un tel » maître...... Esprits vastes, mais inquiets et turbu- » lens, capables de tout soutenir hors le repos, qui » tournent sans cesse autour du pivot même qui les » fixe et qui les attache ; et qui, semblables à Samson, » sans être animés de son esprit, aiment encore mieux » ébranler l'édifice et être écrasés sous ses ruines, que

» de ne pas s'agiter et faire usage de leurs talens et de
» leur force. Malheur au siècle qui produit de ces
» hommes rares et merveilleux ! »

Depuis la paix d'Amiens, les prospérités de Napoléon furent des crimes contre la France; ses triomphes, des malheurs européens! Conduit par une noire ingratitude, il éleva l'édifice de son despotisme sur les ruines du trône et de la tribune, sur les débris de l'ancien régime, et sur les décombres de l'anarchie révolutionnaire. Il débuta par le langage des Brutus, et finit en agissant comme Tarquin et Octave. Pour arriver au despotisme et s'y maintenir, il suivit trois idées principales : gagner les hommes dont il avait besoin par des faveurs, et avilir ceux dont il appréhendait l'opposition, les talens ou l'intrigue, en les plaçant dans de telles situations qu'ils se missent eux-mêmes en contradiction avec les doctrines qu'ils avaient proférées; dépraver l'opinion par des sophismes, après avoir enchaîné la presse et rendu muettes les tribunes publiques; présenter à la nation, comme but de ses efforts, la guerre au lieu de la liberté!!

Au seul geste de sa main, au froncement de son sourcil, les trônes tombent; ils se relèvent pour d'obscurs plébéiens! Il ordonne à la renommée de transformer ses défaites en victoires : sa fuite d'Égypte, amène son triomphe! Le monde croira long-temps que rien n'est impossible en voyant l'étendard d'un homme obscur, d'un petit noble sans fortune, flotter sur les tours des plus orgueilleuses capitales du continent. Le merveilleux n'aura plus rien que d'ordinaire, aussi, pour celui qui dispose, en se jouant, des provinces, des états, des couronnes, qui met à ses pieds un peuple de rois, qui marche suivi d'un cortége de courtisans et d'esclaves couronnés. Aujourd'hui, les soldats

30.

l'admirent au bivouac ; demain, les hommes les plus polis des anciennes cours le comtemplent avec extase dans les salons. Couvert d'abord du bonnet jacobin, il l'a remplacé par la couronne de laurier de Charlemagne, et par la couronne de fer de Didier. Il dicte des lois, sur un radeau, au czar. Il fait grâce à un roi suppliant que protége le czar, et lui rend sa couronne. Il désigne une Autrichienne, aussitôt elle devient sa compagne. Il exile dans l'autre hémisphère la maison de Bragance. Il jette ses filets sur l'Espagne, et soudain tous les Bourbons sont enveloppés. Il se montre, et la monarchie de Frédéric II s'éclipse !

Mais, incapable de modération, il voudra toujours s'agrandir. Tels furent Alexandre qui, touchant au golphe persique, s'avançait encore à l'Orient, si ses soldats n'eussent refusé de le suivre; César qui, au sortir de ce sénat où le frappèrent vingt poignards, devait conduire les aigles romaines dans les déserts de la Scythie; Thamas-Kouli-Kan, préparant une grande invasion au moment où il tomba percé par le cimeterre de ses officiers. Nul conquérant, chez les peuples civilisés ou barbares, n'a dit *c'est assez !* Le roi de Prusse, Frédéric II, ferait seul exception, s'il n'avait eu que la passion de conquérir; mais, bien moins guerrier que politique, cet habile capitaine voulait, avant toutes choses, sortir du rang des puissances inférieures et former un établissement durable : aussi, dès qu'un avantage de quelque importance couronnait ses travaux, il offrait et faisait la paix afin de consolider son acquisition. Napoléon, au contraire, insatiable de conquêtes, n'aperçoit dans un premier triomphe que le prélude de cent autres triomphes. Napoléon l'a voulu luimême ; on ne peut plus le mettre en parallèle qu'avec Attila, Gengis, Timur, Nadir ; avec les plus célè-

bres exterminateurs de l'espèce humaine qu'engendra l'Orient : ainsi qu'eux, il s'est signalé par les ravages ; et seul, par une inconcevable exception, il ne laisse après lui aucun débris de sa puissance ! Il disparaît, et toutes ses conquêtes sont effacées à l'instant, comme le sillage du navire. Il finit, tout finit avec lui ! Il a dissipé le despotisme et la liberté ; il a perdu, et ses propres conquêtes, et les conquêtes des autres capitaines de la nouvelle France.

Comment, par quel prodige nouveau a pu s'anéantir lui-même, s'abîmer tout entier, celui qui, au premier jour de sa domination, disposait de la France ; celui qui, à peine consul par élection, pouvait tout sur les Français ?

Il trouve le royaume de Louis XVI, plus la Savoie, Nice, Avignon ; plus les neuf départemens de la Belgique, plus les quatre départemens du Rhin : quel premier degré !

A la vérité, les frontières de cette vaste république viennent d'être menacées ; mais le danger n'existe déjà plus ; Masséna à Zurich (Voy. 25 septembre 1799), Brune à Alckmaer (V. 18 octobre 1799), l'ont dissipé. Le fantôme de Suwarow s'est évaporé ; les Tartares ont fui épouvantés, et quelques faibles bataillons russes, disant un triste adieu aux fertiles campagnes de l'Italie et de la Souabe, reculent humiliés jusque vers les steppes de la Tartarie (V. 31 octobre 1799). L'Angleterre n'est déjà plus ce rocher qui brise les tempêtes ; on en voit les bases trembler et prêtes à s'entr'ouvrir ; la révolte atteint sa flotte, et l'Irlande ; sa banque, gouvernail de Pitt, penche sur l'abîme : l'orgueil britannique a fléchi, il vient traiter avec les successeurs de Robespierre, et il ne faut pas moins que l'ineptie de directeurs comme Barras, Merlin (de

Douai), François (de Neufchâteau), pour faire échouer les négociations (V. 18 septembre 1797) ! Le cabinet prussien, qu'est-il depuis le traité de Bâle (V. 6 avril 1796) ? Un suppliant de la fortune, dans une humble attitude ; un négociateur de petits échanges de territoire. L'Autriche se montre forte encore ; mais toujours un coup vigoureusement frappé l'étourdit : il ne faut qu'une campagne gagnée sur elle ; et, pour des soldats français, une campagne n'est souvent qu'une bataille. Bonaparte qui, en douze mois (depuis le 12 avril 1796, à Montenotte, jusqu'au 15 avril, 1797, à Léoben), détruisit ou décomposa cinq armées impériales, doit, en 1800, renverser l'Autrichien d'un premier choc : quand on a Masséna, Moreau pour généraux d'armée, Gouvion-Saint-Cyr, Brune, Lannes, Lecourbe, Soult, Suchet, pour généraux de division, on peut braver les décisions du conseil aulique !

Bonaparte triomphe de la seconde coalition, et s'annonce comme Titus après le siége de Jérusalem : il montre la paix au monde, le repos à l'Europe, et le bonheur à la France ! ! !

Mais son bonheur, à lui, existe dans le fracas du pouvoir : le sang de la guerre est son élément. Tout conquérir et tout mettre dans la dépendance de la France ; tel fut le système de la politique de Brissot, de Robespierre, de Rewbell et de Barras ; mais cette politique appartient plus particulièrement à celui qui a pris leurs principes, comme il réunit leurs pouvoirs. Il est impossible d'ouvrir une carte de l'Europe, et d'y trouver une contrée où Napoléon n'ait pas commis quelque spoliation, enfreint quelque traité, méconnu quelques-unes des lois des nations. Des batailles, des victoires, des conquêtes, hors de leur seul but justifiable, la justice et la paix, ne sont pas de la gloire,

mais le triomphe de la fraude et de l'usurpation.

Se faisant un jeu de l'effusion du sang humain et de la violation de tout ce qui existe de plus sacré, Napoléon a mis en principe la guerre perpétuelle. Enfant parricide de la liberté, il veut l'étouffer sous des lauriers. La vertu, il la méprise; s'il en emprunte le secours, c'est quand elle devient un instrument utile. Le crime est de même, accidentellement, à son usage; il ne rejette pas cette arme dangereuse, lorsqu'elle peut lui servir. Des milliers d'hommes n'offrent à ses yeux qu'une parcelle d'atomes insensibles à leur existence. Une créature humaine ne lui semble qu'un chiffre, une lettre algébrique. Il considère les peuples en masse, comme les élémens de ses calculs de domination, comme une matière morte, un champ d'expérience que le destin lui livre. La pleine coupe du pouvoir ne saurait étancher son ambition.

Contemplez-le dans son empire : il enchaîne la presse, et il se déclare l'ami des lettres! Il arrête la diffusion de la pensée, et il accorde sa protection à la philosophie, pourvu toutefois qu'elle s'éloigne de la politique, c'est-à-dire qu'elle ne s'occupe pas de rechercher les moyens de rendre les peuples heureux par les institutions! Il arrête la marche de l'esprit humain vers la perfectibilité sociale, et il reconnaît avantageux de favoriser les progrès des arts et des sciences! Par un simple décret, subvertissant l'organisation de l'institut, il fait cesser les mémoires de cette société sur les sciences morales et politiques; il place les élections des récipiendaires, ainsi que les encouragemens à distribuer aux gens de lettres, dans les attributions du ministère de la police! Affectant du mépris pour Tacite, il reproche

« A celui dont le nom fait pâlir les tyrans »

d'être le moins instruit, le moins judicieux, le plus partial des historiens, et d'avoir calomnié le sage système de Tibère. D'aussi bonne foi à l'égard de Voltaire, il se plaît à dénigrer le plus grand esprit qui ait jamais éclairé le monde ! Plusieurs chefs-d'œuvre ont été bannis de la scène française, pendant tout son règne, par exemple *Mérope ;* le rôle de Polyphonte lui est odieux, à cause de quelques rapprochemens inévitables avec sa propre histoire; il sait à quel point les spectateurs français sont prompts à saisir les allusions. Monté au trône plus de dix ans après la catastrophe de Louis XVI, il redoute l'effet que produirait, sur le public, la plus légère application retraçant le souvenir, même détourné, des anciens princes : le guerrier de Mycènes est dans le délire de l'ambition ; cela suffit pour que l'empereur des Tuileleries se voie dans ce personnage. Aussi-bien, celui qui prétend devenir, en peu d'années, le chef de la plus ancienne dynastie, et qui, dans son palais, représente le monarque avec tant d'orgueil, ne saurait plus entendre qu'avec dépit :

« Le premier qui fut roi fut un soldat heureux. »

Il excite, encourage les sciences, et proscrit l'exercice de l'entendement, qu'il appelle idéologie ; il ne saurait admettre la possibilité de gouverner un pays où la liberté de la presse serait une loi fondamentale. Il laisse le droit d'imprimer, lorsque sa censure n'aura rien trouvé, dans le manuscrit, de contraire à ses intérêts, à ses volontés déclarées ou à ses opinions présumées ; il laisse le droit de publier, quand son ministre de la police n'aura pas jugé à propos de faire saisir et broyer sous le pilon l'ouvrage imprimé et revêtu de

toutes les approbations légales ! Comme il veut disposer, chaque matin, de l'opinion publique, il y a dans sa police un bureau chargé de la direction des esprits, et destiné à entretenir la nation dans l'erreur : discours, pamphlets, journaux, tout déguise la vérité ! L'éloge du prince doit se trouver dans tous les livres ; louer des princes étrangers ou des institutions étrangères, suffit pour assurer la proscription de l'ouvrage ; il aime à déshonorer les belles réputations civiles ; s'il approche de lui un honnête homme, il a soin de le placer en opposition à ses principes. Naît-il une branche d'industrie, il s'en empare et l'exploite à son profit, ainsi que ferait un pacha éclairé : les tabacs, les sels, les laines d'Espagne, les denrées coloniales, deviennent entre ses mains, des objets de monopole ; il s'établit le grand facteur de son empire. Une grande banqueroute est organisée en secret, et consommée par deux décrets, ceux des 25 février et 13 décembre 1809, qui terminent la liquidation de la dette publique, et ordonnent le brûlement des titres.

On doit néanmoins convenir que, s'il déploya d'une manière funeste les passions des grands ambitieux, s'il mit de la déloyauté dans quelqu'une de ses opérations de finances, il ne montra pas les vices des petites âmes : la superstition, la haine, la vengeance, furent étrangères à son caractère ; il prétendait dominer ses semblables, et il n'est rien qu'il n'osât, rien qu'il n'entreprît pour y parvenir. Sa tyrannie, la plus formidable tyrannie qui se soit développée depuis l'invasion des barbares, pèsera douze ans sur l'Occident, jusqu'à ce que les peuples se soulèvent au nord, au midi, à l'est, jusqu'à ce que les nations s'avancent (en obligeant leurs chefs de les conduire), et l'accablent d'un poids irrésistible. Le triomphateur succombe : l'Europe, étonnée

de cette chute, peut à peine croire à la fin du règne de celui qui se disait le chef d'une dynastie impérissable, de celui dont la voix proférait des oracles sinistres; de celui qu'on entendit plusieurs fois s'écrier : « Telle » maison a cessé de régner. »

Ses plus passionnés admirateurs ne sauraient expliquer, ni pallier certains de ses actes et la plupart de ses entreprises, qu'en avançant que tout génie extraordinaire est sujet à des aberrations occasionelles (nul grand esprit sans quelques grains de folie, a dit un ancien), *nullum magnum ingenium sine mixturâ dementiæ* (Senec.). Comment pourraient-ils excuser les barbares traitemens qu'il fit subir au pape Pie VII, à ce pontife qui avait passé les monts pour venir répandre l'huile sainte sur le front de l'usurpateur du trône des Bourbons? Et cependant, Napoléon s'était empressé d'honorer la mémoire du prédécesseur de ce pontife; il avait fait transporter à Rome, avec un religieux respect, les cendres du pape Pie VI, mort à Valence (V. 29 août 1799); et, en sa qualité de chef du gouvernement français, Napoléon Bonaparte avait réparé, autant qu'il était en son pouvoir, les outrages dont le directoire avait abreuvé le souverain pontife [1]!!! Napoléon, diront ses admirateurs, considérait de si haut la nature humaine et le mécanisme des sociétés, que ses regards se portaient rapidement sur toutes les faces des objets: de là, cette mobilité dans ses desseins politiques! Malheureusement pour les nations comme pour les in-

[1] Par une singularité bien remarquable, un adjudant-général, chef de brigade, du nom de Calvin, arrêta le pape Pie VI (20 février 1798), et fut chargé de le conduire en captivité à Sienne. On croit que l'adjudant-général Calvin était de la même famille que le réformateur Calvin.

dividus, son œil était sec, son cœur insensible, toutes les fois qu'il s'agissait des intérêts de sa domination; alors, il promenait sa tête dans les nues; son imagination devenait un roman ossianique; sa carrière, un poëme où contrastaient toutes les merveilles et tous les délires du génie et de l'ambition.

Chose inouïe! De ce trône immense il ne reste pas un débris. Il s'est englouti tout en entier; et l'histoire de Napoléon n'est, le lendemain de son renvoi, qu'une tradition. A peine il est découronné, et ses ministres, ses lieutenans, apparaissent comme des ombres mythologiques. Vivant, il subit le jugement de la postérité!

Ses prodigieux succès avaient presque achevé la soumission de l'Europe à la France. Sa chute ramène la France dans ses anciennes limites, et l'Europe à son ancien système politique. Depuis quatorze ans, des destinées de ce seul homme dépendaient les destinées de tous les peuples civilisés. Parmi les causes extérieures de sa ruine, la première ou la plus ancienne cause se trouve dans l'usurpation de l'Espagne (1808). Cet acte fut aussi mal combiné qu'injuste; car il jouissait, par le fait, de tous les avantages que pouvait lui donner la possession réelle de ce royaume. Le cabinet de Madrid suivait aveuglément l'impulsion de celui de Paris; les flottes et les armées espagnoles étaient livrées; le commerce de cet allié profitait à la France; ses colonies, tout en s'appauvrissant, venaient augmenter les ressources de Napoléon, afin de soutenir l'exécution du système continental! Eh bien! l'usurpation transforme subitement une nation dépendante et soumise sans murmures, en un peuple d'ennemis implacables. L'usurpation offre à l'Angleterre le seul moyen d'attaquer, avec avantage, son

formidable adversaire ! Ce nombre immense d'excellens soldats français, sacrifiés dans la guerre de la péninsule, eût été plus que suffisant pour contenir, en 1813, les armées des trois grandes cours alliées, et pour reprendre la supériorité en Allemagne.

La seconde cause principale de la ruine de Napoléon est son obstination à pénétrer au cœur de la Russie, dans une saison déjà trop avancée, en se flattant d'intimider ou d'abuser Alexandre, et de le porter à souscrire aux conditions de paix qui lui seraient dictées : lors même que les négociations eussent été commencées à l'époque du passage du Niémen, au mois de juin 1812, elles auraient facilement pu traîner en longueur jusqu'au commencement de l'hiver, et Napoléon et son armée eussent été de même à la merci de l'ennemi. Enfin, il s'est renversé lui-même, en refusant trois fois la paix : à Dresde (V. 28 juillet, 10, 12 août 1813); à Francfort (1, 2, 19 28 décembre 1813); à Châtillon (V. 17 février 1814).

De tous les maux dont Napoléon avait surchargé l'espèce humaine, le plus grand mal n'aura pas été de conquérir des peuples asservis, ou faits pour la servitude, des Italiens, des Égyptiens, des Portugais ; il est bien plus condamnable pour avoir opprimé des nations généreuses, libres, ou dignes de la liberté, telles que la Hollande, la Suisse, l'Allemagne et la France, et aussi pour avoir mis les Anglais dans la nécessité de restreindre leurs nobles institutions.

Et quels moyens ne trouvait-il pas en lui-même pour assurer la prospérité de la France, si, daignant se renfermer dans les limites posées par les traités de Lunéville et d'Amiens, ou même dans la vaste circonférence reconnue par les traités de Presbourg et de Tilsitt, il avait consacré les belles, les sublimes facul-

tés qu'il tenait de la nature, à faire croître et à développer les bienfaits d'une administration douce et tempérée? Qu'on juge de ce qu'il aurait pu faire par ce qu'il a fait, malgré des guerres presque continuelles, et au milieu de ses gigantesques projets de conquête, de Grand Empire; les admirables travaux qu'il fit exécuter, qu'il ordonnait, qu'il préparait en Italie, dans les Pays-Bas, surtout à Paris, qu'il remplit de monumens? Le nombre et la diversité des objets utiles qui ont attiré son attention veulent être signalés, sans quoi l'on jugerait de lui sans équité. Rien ne semblait au-dessous de son étude; rien au-dessus de sa capacité. On ne saurait trop s'étonner de cette facilité qu'il apportait aux moindres détails des affaires civiles ou militaires les plus compliquées et les plus diverses. Le long enchaînement de ses succès, effet d'une multitude de causes, parmi lesquelles chacun croira trouver la principale, tient, avant tout, à cette application qui jamais ne se fatigue, qui ne laisse échapper aucun objet, et qui défie le commis de bureau le plus opiniâtre ou le mieux exercé. Pour lui, se délasser n'est que changer de travaux; les rares dissipations qu'il se permet, lui sont à charge; il travaille pendant une partie de ses nuits, dans ses voyages, dans tous les instans où une idée forte et utile vient s'offrir à son esprit. Il était admirable de douceur, d'indulgence, de bonté dans son intérieur domestique : tous les gens attachés à son service personnel, ou au service de ses palais, le chérissaient comme le meilleur des maîtres. Sa générosité et sa bienfaisance ne connaissaient pas de bornes; il récompensait tous les services, comme il punissait toutes les fautes. Peu de souverains eurent des mœurs moins relâchées. Rarement un prince mit-il plus de soin à prévenir les scandales de sa cour, que

Bonaparte consul ou empereur : les dissolutions de Henri IV, de Louis XIV, de Louis XV, lui furent étrangères; on ne le vit pas, comme Louis XIV, se faire suivre, à l'armée, de ses maîtresses, se mettre en spectacle, conduisant lui-même dans un équipage découvert son épouse et deux favorites ; on ne le vit pas, comme faisait Henri IV, se déguiser en ouvrier de la plus basse classe, pour aller porter l'adultère et la honte dans les familles. Il fut excellent époux, il se montra père tendre. Il tint constamment les femmes, les courtisans et les prêtres à la distance où, dans tout gouvernement bien ordonné, ils doivent être tenus du trône et des affaires publiques. Les deux impératrices, ses épouses, n'exercèrent même sur lui aucune sorte d'influence politique ou administrative.

Pendant les dix ou douze premières années de sa dictature, jusque vers 1812, il a conféré (sauf un assez petit nombre d'exceptions) les hautes fonctions de l'état et de l'armée à ceux-là même dont l'expérience et les talens garantissaient une parfaite exécution. Combien, dans cet intervalle, d'hommes éminens par leurs qualités ou leurs connaissances ne produisit-il pas sur une scène d'activité? Combien en citerait-on qu'il n'aurait pas su distinguer? Il les prend dans tous les rangs de l'ancienne ou de la nouvelle France, dans les opinions contraires; il les assimile, en compose un tout homogène, les moule avec exactitude et précision. Annoncer du talent ou du mérite, c'est devenir sa propriété. Ce défenseur de Louis XVI, si recommandable par sa noble conduite, si supérieur par ses connaissances en jurisprudence, Tronchet, se voit appelé, honoré; de même, Napoléon eût recueilli, vénéré la vieillesse de Malesherbes. Voilà des traits de cet homme à grande, à éternelle renommée, dont

l'étude ne peut qu'être profitable aux chefs des peuples. Il lui reste assez de côtés blâmables dont une vertueuse indignation saura faire justice ; mais le tableau de ses qualités politiques et morales, qui méritent l'éloge, s'offre à l'émulation de ceux-là même qui en réprouveraient l'arrière-pensée et le dernier but. Le soin et l'ardeur qu'il mettait à chercher, à distinguer le mérite dans toutes les classes, devraient servir de modèle, en même temps que son ambition effrénée, si nuisible à la prospérité de la France, en inondant l'Europe de calamités, doit rester en exemple aux arbitres des nations. Qu'ils louent et tâchent d'imiter sa frugalité, son respect pour les bienséances sociales ; son inflexible sévérité contre les administrateurs concussionnaires, quelque élevés qu'ils fussent dans l'état ; sa justice, lorsque le plus obscur des citoyens allait droit à lui se plaindre des abus de pouvoir exercés par un ministre, un préfet, un agent quelconque de l'autorité ; qu'ils imitent son ardeur au travail, sa persévérance dans les entreprises, son indéfectible vigilance, et, ensuite, permis alors aux chefs des nations de maudire cette soif immodérée de domination qui le conduisit à la violation des plus saints engagemens ; alors, permis à eux de condamner cette usurpation de tous les droits d'une nation qui les lui commettait temporairement, pour qu'il les fixât dans l'exercice et la jouissance d'une sage liberté, et non pour les absorber dans les rayons d'une gloire éphémère et sanglante.

« On mesure les souverains à l'aune des monumens » qu'ils élèvent, » disait Colbert à Louis XIV. Si ce mot ne se trouvait pas dans la mémoire de Napoléon, il se trouvait au fond de son âme. A l'imitation de Louis XIV, Napoléon dépassa le grand : quelquefois

il négligea l'utile et le convenable pour le magnifique et le fastueux ; mais que n'a-t-il pas fait pour la navigation intérieure et en faveur de l'industrie; que ne lui doit pas surtout la ville de Paris, cette ville que les princes Bourbons ont eu peine à reconnaître en rentrant dans ses murs? Louis XIV, en soixante-douze années de règne, avait-il songé à assainir, à approvisionner Paris? Quels établissemens nécessaires ou utiles le fastueux monarque avait-il accordés à sa capitale, dont il dévorait, par anticipation, les impôts? Et que sont enfin, même sous le simple rapport de l'art, les monumens ordonnés par Louis XIV, lorsqu'on les compare aux monumens exécutés ou conçus par Napoléon?

Napoléon apporta constamment la plus inflexible régularité dans l'administration des finances publiques : sous son règne, les ministres ne disposèrent pas des deniers de l'état ; ils furent tenus à un compte rigoureux de leur gestion ; s'ils arrivaient au pouvoir sans fortune ou avec une médiocre fortune, ils ne faisaient pas, au bout de quelques mois de ministère, d'immenses acquisitions territoriales, comme certains ministres de nos jours, et on ne trouvait pas leurs noms, naguère indigens, se reproduire en millionnaires dans les petites-affiches à l'article *hypothèques légales*. Si les ministres impériaux, à deux grandes exceptions près, accrurent leur fortune privée, ce fut par les bienfaits et les récompenses du prince ; ce ne fut pas en dilapidant le trésor national, en spéculant d'une manière scandaleuse sur les effets publics ! Les ministres, surtout ceux des finances, furent obligés d'être probes et honnêtes. Jamais, dans aucun gouvernement, il n'exista de finances mieux régies et une comptabilité aussi exacte, aussi bien ordonnée que sous le régime impérial. Il y eut bien, sous ce régime,

quelques grands fripons privilégiés, mais ce fut aux dépens des souverains étrangers qu'ils firent fortune : on ne volait pas impunément Napoléon, on ne le trompait pas, et il était devenu impossible de faire, sous son règne, un budget mensonger de recettes et de dépenses !

On peut véritablement, et avec bien plus de justice que ne le faisait le plus sublime des flatteurs, appliquer à Napoléon ce que Bossuet a dit du prince appelé le grand Condé. « Ce n'était pas seulement la » guerre qui lui donnait de l'éclat. Son grand génie » embrassait tout : l'antique comme le moderne, » l'histoire, la philosophie, et les arts avec les sciences. Il n'y avait livre qu'il ne lût ; il n'y avait homme » excellent, ou dans quelque spéculation, ou dans » quelque ouvrage, qu'il n'entretînt : tous sortaient » plus éclairés d'avec lui, et rectifiaient leurs pensées, » ou par ses pénétrantes questions, ou par ses réflexions » judicieuses. Ainsi sa conversation était un charme, » parce qu'il savait parler à chacun selon ses talens ; » et non-seulement aux gens de guerre de leurs entreprises, aux courtisans de leurs intérêts, aux politiques de leurs négociations ; mais encore aux voyageurs curieux de ce qu'ils avaient trouvé de plus » merveilleux. » Mais, sans doute, l'éloquent évêque ne continuerait pas en disant, « c'est de Dieu que viennent ces dons, » ainsi qu'il se plaît à le remarquer au sujet du prince de Condé, qui en fit un si mauvais usage, et qui sera, dans les siècles à venir, si peu de chose à côté de la grande figure de Napoléon.

Mais, le crime d'opprimer est si noir, qu'il n'y a ni qualité, ni vertu, ni triomphe, ni bienfait rendu à son pays, ni même service rendu à l'humanité prise dans un sens collectif, qui puissent le laver ou l'affai-

blir ; car l'oppression n'est assurée qu'alors qu'on parvient à dégrader les âmes, à corrompre les mœurs, avilir les caractères, éblouir ou dénaturer l'intelligence de l'homme ; qu'on parvient, en un mot, à détruire l'œuvre du Créateur.

Richelieu, malgré les fastueuses louanges prodiguées à sa mémoire depuis deux siècles, se présente aujourd'hui sous le plus odieux aspect ; le czar Pierre, cet auguste barbare, se prosternant sur les degrés de son tombeau, en 1717, et célébrant son génie dans le gouvernement, a signalé le despotisme sanguinaire de ce fameux cardinal, bien digne, en effet, d'être le précepteur d'un Scythe farouche. Néanmoins, le cardinal a fait arriver jusqu'à nous quelques heureux résultats de ses perfidies politiques : en établissant et sa fortune et sa dictature, il établissait la fortune et la prépondérance de la France ; bien mieux, il scellait l'avenir de sa patrie. Il devina le grand Gustave ; il sut apprécier le génie des peuples du Nord, et l'importance de la confédération de Luther ; il forma des coalitions victorieuses de l'envahissante et perfide Autriche ! Mais Napoléon sacrifiait la France, sa patrie adoptive, ses plus fidèles serviteurs, ses frères, à son individuelle satisfaction, telle qu'elle existait à l'instant même de sa rapide pensée. Il ne connut ni la marine, ni le caractère des Anglais ; il n'aperçut jamais l'efficacité de leur constitution. Parce qu'il avait méprisé les Italiens, les Turcs, les Égyptiens, il méprisa les Allemands, les Espagnols, les Russes. Il soulevait de formidables coalitions : après les avoir impétueusement abattues, il les relevait, comme pour se distraire de la monotonie de ses trêves. Nous conservons, des acquisitions du cardinal de Richelieu, le Roussillon, et d'importantes enclaves dans nos provinces de

l'est. Bonaparte n'avait pas conquis la Savoie, Nice, l'évêché de Bâle, la Belgique, la rive gauche du Rhin : ses folies nous auront privés de tous ces territoires; et lorsque arrivera sa dernière chute, des lambeaux de nos anciennes frontières seront encore détachés; nos belles colonies resteront à jamais séparées : deux millions de Français auront péri dans les jeux de son ambition ! Nul revers ne pouvait éteindre la gloire de nos guerriers ; mais il l'aura fait pâlir. Il aura deux fois amené les barbares de l'Europe sur les bords de la Seine. Il aura condamné la génération actuelle à d'immenses sacrifices. Enfin, il aura tellement corrompu le germe des générations futures, en renouvelant toutes les traditions du despotisme, que le régime bienfaisant de la Charte, en supposant sa fidèle exécution de la part des agens du gouvernement, guérirait difficilement la nation de cette lèpre invétérée de servitude, dont il avait rapporté de l'Orient de nouveaux fermens pour envenimer ceux qui existaient en France.

C'est parmi les conventionnels qui participèrent au gouvernement révolutionnaire, qui y avaient contracté des habitudes tyranniques et serviles en même temps, que Bonaparte, consul, prend la plupart de ses Séides. Il est notoire que, même empereur, il avait à ses gages Barrère, son ancien ami, Barrère, orateur confidentiel de Robespierre, pour lui faire des articles de journaux et des brochures politiques. Très-malheureusement, il trouva sous sa main une foule d'avocats aussi vains que cupides ; de légistes à l'esprit subtil, au cœur faux ; de sophistes sans conscience ni pudeur; de vieux courtisans de révolution qui lui bâtirent un système régulier de domination oppressive. Leur dangereux savoir-faire disposa tous ces réseaux qui, sous

les noms de conseil d'état, de ministère du commerce, de domaine extraordinaire, de liquidation, de police générale, de conscription, enveloppaient la France, et ne permettaient pas qu'un seul commerçant exerçât librement son industrie; qu'un seul écu pût se soustraire au fisc lorsqu'il l'exigerait; qu'un seul adolescent dérobât sa tête aux fureurs de la guerre, et qu'une seule pensée sortît de la tête d'un écrivain, pour éclairer les Français sur les despotismes de l'autorité impériale.

Il ne perdait aucune occasion d'avilir les hommes fameux, en les mettant en opposition avec eux-mêmes: c'est ainsi qu'il chargeait de titres, d'habits brodés, de cordons, de plaques, ceux-là même qui proscrivirent, à coups de guillotine, une foule d'hommes dont les torts étaient d'avoir porté des plaques, des cordons, des habits de cour, des titres. C'est ainsi qu'il faisait opprimer le peuple, en exerçant l'arbitraire des conscriptions par ces personnages (les Viennot-Vaublanc, les Thibaudeau, les Beugnot, etc., etc.), qui, au nom du peuple souverain, avaient, dans les assemblées législatives, opprimé les classes élevées, ruiné les propriétaires, amené le triomphe de la basse démagogie. Quels hommes auraient mieux servi le despotisme, que ceux qui déchaînèrent les prolétaires en France, les esclaves à Saint-Domingue? Aussi, reparurent transformés en princes, ducs et comtes, Cambacérès, Fouché, Merlin, Sieyès, destinés à servir de modèles au prince du Bel-Air, au duc de la Marmelade, au comte du Dondon, au comte de Sâle-Trou, dignitaires de la cour de Henri Ier., roi de Haïti, appelé aux Antilles le singe noir de Bonaparte.

C'est bien Napoléon qui a donné une nouvelle existence à la police, qui a ranimé ce monstre engendré, au dix-septième siècle, par un capucin, conseiller in-

time d'un cardinal sanguinaire; monstre dont les ministres de Louis XIV avaient élevé l'enfance, et qui prospéra sous le règne suivant. Accueilli par le comité des recherches de la commune de Paris, en 1791, 1792; adopté par les comités de la convention où siégeaient Barrère, Robespierre, Saint-Just, Couthon, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Treilhard, Cambacérès, il semblait y avoir obtenu tout son développement, lorsque Merlin (de Douai), inventeur de la loi des suspects (V. 17 septembre 1793), devenu geôlier en chef de la France pendant l'ignoble tyrannie du directoire (V. 1er. janvier 1796), donne au monstre de plus savantes leçons encore. Enfin, le fourbe des fourbes, le destructeur sentimental de Lyon (V. 12 octobre 1793), Fouché (de Nantes), vient lui révéler tous les noirs secrets de son âme.

C'est avec cette monstrueuse police, remise aux mains de Fouché, que Bonaparte dirige les idées, les affections de la France entière, dicte à tout un peuple ses opinions sur la religion, sur la politique, sur les mœurs, sur les individus. Il dispose de toutes les fortunes; il déplace les conditions de la société. Toutes les bouches sont bâillonnées, toutes les démarches de la vie domestique sont épiées : chacun se voit suivi d'une ombre impalpable et dangereuse, dès l'instant qu'il ne renonce pas à la dignité de la nature humaine, qu'il veut sentir, parler, agir d'après lui-même. Si l'on n'est esclave volontaire, ou complice du despotisme, on est condamné aux angoisses de l'incertitude : on est signalé, pour peu qu'on ressorte de la foule. Tarquin conseillait de couper les têtes les plus élevées ; Napoléon les courbait toutes sous son sceptre de fer : il voulait qu'aucune existence ne fût à l'abri de ses caprices et de sa volonté ; que, du garde champêtre à

son grand-chambellan, il n'y eût aucune carrière, aucune issue ouverte à la vie d'un homme que celles qu'il lui plairait d'ouvrir. Il avait un registre sur lequel se trouvaient inscrits, par département, les jeunes personnes dont la naissance, les grâces, la fortune, se faisaient remarquer, avec les militaires ou les courtisans qu'il leur destinait pour époux. Ses généraux, ses courtisans, se jetèrent à corps perdu dans les rangs de l'ancienne noblesse, et crurent s'illustrer aux yeux de la nation en alliant leurs familles aux grandes familles de la vieille monarchie; c'était la volonté, c'était l'ordre de Napoléon; il croyait réunir, ainsi, les grands seigneurs de Versailles et les grands seigneurs de la révolution dans un même esprit d'intérêt et de dévouement à sa personne ; mais Napoléon et ses généraux s'abusaient également : ils ne voyaient pas que l'ancienne noblesse mépriserait la nouvelle, tout en recherchant ses alliances domestiques; qu'un duc ou un grand seigneur de l'empire serait toujours, pour les courtisans de l'œil-de-bœuf, un roturier anobli; que les émigrés, dépouillés de leur fortune, rechercheraient avec bassesse la fortune des enrichis de la révolution, et feraient fort peu de cas de leurs personnes. Les courtisans de Versailles vendaient leurs noms aux gens de la révolution (ainsi disait-on au faubourg Saint-Germain), mais rien de plus.

Sous le régime de Napoléon il fallait être obscur, ignare, plongé dans une torpeur morale, ou bien être du moins médiocre en fortune et en tous autres avantages, pour éviter d'être surveillé, épié, ou, ce qui était plus fâcheux, envoyé à l'armée, carrière funeste dès qu'elle n'est pas volontaire; ou bien appelé à la cour, source de toute corruption. Il fallait être utile au despote, ou très-petit honnête bourgeois. Ce qu'a dit

Montesquieu d'un monarque à grande renommée, que son portrait toujours recommencé ne serait jamais achevé, peut s'appliquer à la tyrannie que Bonaparte a déployée dans l'administration : on ne saurait épuiser les détails de cette tyrannie. Excessivement jaloux de se réserver tous les moyens de domination, il ravit aux sciences et aux lettres des hommes distingués qui, jetés dans les affaires publiques, y perdirent de leur mérite et de leur honneur ; ainsi, vit-on, du temps de Cromwell, des écrivains et des poëtes, d'abord fanatiques de liberté et d'égalité, donner d'éclatans exemples d'adulation et de servitude ; mais ils finirent par déchirer la mémoire de celui dont ils avaient mendié ou reçu les bienfaits. Machiavel dit à son prince : *Divisez pour régner;* maxime qui fut presque incessamment à l'usage des maîtres de la France. *Corrompons pour asservir,* n'a cessé de se dire à lui-même Bonaparte ; et, bien malheureusement, le système de corruption dont il ne s'est jamais départi aura beaucoup d'imitateurs parmi les ministres qui viendront présider après lui aux destinées de la France. En un mot, aucun homme, dans les temps anciens et dans les temps modernes, n'a si fortement conçu et si habilement perfectionné le despotisme ; mais, du moins, il savait et l'exercer et le faire respecter : la France était à ses genoux, mais l'Europe était à ses pieds !

Le caractère de la politique extérieure de Napoléon tenait de l'impétuosité française, de la fourberie italienne, et du naturel manifesté par les Corses durant leurs guerres intestines.

Pour apprécier cet homme si extraordinaire, l'un des plus violens chasseurs d'hommes qui aient couru sur la surface du globe, il ne faut pas l'apprécier seulement d'après ses succès, il ne faut pas dépouiller

de ses succès ce qui appartient à la fortune ; il convient de le juger ainsi qu'Alexandre et les conquérans sont estimés dans l'ode de J.-B. Rousseau, dans ce poëme, supérieur comme dissertation philosophique plutôt que comme inspiration lyrique. Tout a réussi à l'audace du conquérant moderne, parce que le continent était mûr pour la décomposition qu'il y a opérée. Il n'a rencontré, jusqu'en 1812, aucun cabinet assez fort ou assez prudent pour arrêter sa fougue machiavélique, aucun général assez habile pour résister à ses armes. Toutes les puissances se succédant, comme des manœuvres en maçonnerie, apportaient les pierres dont se forma le piédestal de ce colosse. Il y avait en Europe épizootie royale et politique.

La carrière de Napoléon a été éminemment brillante ; oui : a-t-elle été difficile ? pas plus que celle du fameux Alexandre. Quels grands rois, quelles populations énergiques et sensées, quels étonnans obstacles le Macédonien eut-il à vaincre dans son expédition au cœur de l'Asie ? Ainsi que l'expriment avec tant de justesse les beaux vers du poëte,

> L'effort d'une vertu commune
> Suffit pour faire un conquérant :
> Celui qui dompte la fortune
> Mérite seul le nom de grand.
>
> . . . .
>
> Tel qu'on nous vante dans l'histoire
> Doit peut-être toute sa gloire
> A la honte de son rival :
> L'inexpérience indocile
> Du compagnon de Paul-Émile
> Fit tout le succès d'Annibal.

Les rois et les ministres qui gouvernèrent l'Europe, depuis 1796 jusqu'en 1812, semblèrent avoir été placés exprès à la tête des gouvernemens, pour les menus-

plaisirs de l'ambition de Bonaparte. Pendant seize années, Bonaparte vit la fortune obéir à ses ordres; il continua sa marche triomphante aussi long-temps que la fortune tint les rênes de son char; dès le jour où il égara lui-même la fortune, ce guide, ce soutien l'abandonna et le héros tomba de chute en chute. L'analyse de chacune de ses campagnes montre avec évidence qu'il dut ses triomphes moins à lui-même qu'à l'action des causes ou des moyens qui étaient hors de lui. Un génie véritablement grand commit-il jamais d'aussi grandes fautes? Quel guerrier renommé, quel fameux ambitieux se perdit lui-même par d'aussi fausses mesures ou par de si nombreux et graves échecs? Ce n'est pas Sylla ou César, chez les Romains; Charlemagne, Philippe-Auguste, Gustave-Adolphe, Cromwell, Frédéric dans les temps modernes. De tous les chefs d'armée, de tous les hommes illustres que la fortune éleva jusqu'au sommet de sa roue, on ne voit que Bonaparte qui en ait descendu l'autre hémicycle, jusqu'à son point inférieur. On n'a pas d'exemple d'un autre guerrier, qui, vainqueur dans cent combats, et pendant quinze ou seize années, ait perdu tous les fruits de ses prodigieuses conquêtes, dans trois campagnes seulement. Faudra-t-il ranger au nombre des grands hommes d'état, des tacticiens consommés, celui qui conçut et entreprit tant d'expéditions si hasardeuses, et dont plusieurs échouèrent? qui échoua dans plusieurs d'elles? en Syrie, à Saint-Domingue, sur les mers contre la puissance anglaise, dans la péninsule espagnole, dans les solitudes de la Russie, dans les défilés de l'Allemagne, dans les plaines de la Champagne? Alexandre, Gengiskan, Attila, Tamerlan, expirèrent sur leurs trophées; Cromwell mourut dans la plénitude de son pouvoir! C'est donc dans le génie, le caractère, les passions de

Napoléon qu'il faut trouver les seules causes de sa catastrophe ; c'est lui seul qui rendit inutiles tant de succès obtenus : il manqua à sa propre fortune !

L'abord de Napoléon était glacial et son regard ardent : les phrases entrecoupées qu'il laissait tomber avaient cet absolu positif qu'un mathématicien attache aux formules d'algèbre. On aperçoit, dans sa nature, un mélange de grand et de bizarre, comme dans Mahomet, dans Pierre l'Ermite, dans Luther, dans Cromwell. Sans être doué des talens séduisans de Périclès, du génie éminemment observateur de Sylla, de la prescience politique et de l'infatigable persévérance de César, de l'exquise finesse d'Octave, ou même de l'impénétrable dissimulation qui distingue et Louis XI et Cromwell, il sut, par intervalles, ressembler à chacun d'eux ; il fit d'abord penser qu'il les avait tous surpassés. Le moment où Bonaparte cessa d'offrir l'apparence d'un grand homme se trouve au traité d'Amiens (25 mars 1802), qu'il signa sans intention de le suivre (V. 13-20 mai 1803), résolu de ne pas conduire les Français au bonheur, et préférant les mener à la vaine gloire. L'époque où Napoléon cessa d'être le premier capitaine de son siècle se rapporte à la paix de Tilsitt (7 juillet 1807) ; dès lors il fait des guerres désespérées ; jouant le tout pour le tout, il se livre à des expéditions militaires qui, même en réussissant, doivent amener une immense consommation de ses braves soldats, véritables élémens de sa force. La première grande circonstance qui trahit complètement les aberrations de sa politique se voit dans le détrônement du roi ou des rois d'Espagne (V. 5 mai 1808). Oui, qu'on examine sans prévention sa carrière : il fut grand jusqu'au traité d'Amiens, héroïque jusqu'à celui de Tilsitt, profond politique jusqu'à celui de Bayonne ;

depuis, on n'a vu qu'un oppresseur de ses concitoyens, un guerrier hasardeux, un monarque inconsidéré.

Aujourd'hui, certaines personnes, très-indulgentes dans leurs jugemens sur un arbitraire, sur une tyrannie dont elles ont si bien profité, se plaisent à justifier Napoléon; elles le proclament innocent, parce qu'il est tombé; elles défient de citer de nombreux exemples de proscription sous le régime impérial. « Mais, dit madame de Staël, c'est que le » despotisme était si fortement mis en exécution, » qu'on avait fini par s'y soumettre, comme aux » terribles lois de la nature, la maladie et la mort. » (Madame de Staël elle-même s'était si bien soumise à ces lois de la nature, qu'elle offrit, en 1805, à Napoléon, d'écrire un volume entier en son honneur, s'il voulait lui accorder ses bontés et lui faire payer la somme dont le trésor public était redevable à M. Necker.) Les habitans de Maroc ne trouvent-ils pas légal que leur sublime empereur fasse rouler à ses pieds les têtes de ses sujets? Madame de Sévigné, femme encore plus spirituelle que sensible, et encore plus vaine que spirituelle; madame de Sévigné ne voyait non plus rien d'étrange à ce qu'on envoyât des lettres de cachet aux personnages les plus illustres, à ce que les murs de la Bastille retinssent le vainqueur de Nerwinde : « Quel grand roi ! » dit madame de Sévigné, lorsque Louis XIV lui a fait l'honneur de danser avec elle! Au temps de cette femme célèbre, la lettre de cachet était une des attributions du pouvoir royal et ministériel; on y était façonné : c'est la juste conséquence de ce prétendu dogme du droit divin, consécrateur de l'autorité suprême.

Il faudra, sans doute, bien des années, écoulées sous l'influence d'un gouvernement judicieux et fixe,

dans l'exercice d'une sage liberté, avant que les Français parviennent à rejeter les traditions du despotisme qui, si long-temps, altéra leur caractère, faussa leurs esprits : Bonaparte a dissipé l'avenir de la France.

La postérité concevra difficilement que les Français aient secondé, pendant douze années, l'ennemi de leur bien-être, le destructeur de leurs libertés, le fléau de l'Europe. A peine sa main a signé les traités de Lunéville, d'Amiens (9 février 1801, 25 mars 1802), qu'elle s'appesantit sur les états secondaires, en faveur desquels les parties contractantes n'ont pas fait d'expresses stipulations. Bonaparte soustrait au faible cabinet espagnol (1er. octobre 1801) la Louisiane, acquisition précieuse par les facilités qu'elle prêtera d'inquiéter l'Angleterre et les États-Unis. Le consul s'empare de l'île d'Elbe (26 août 1802 ;) il réunit le Piémont (11 septembre 1802) ; il retient les états de Parme (9 octobre 1802) ; il complète l'assujettissement des républiques batave (17 octobre 1801), italienne (26 janvier 1802), ligurienne (22 mai 1802), suisse (21 octobre 1802) ; il sème la discorde dans les états voisins du Rhin ; il envoie des espions actifs dans les ports, dans les capitales des souverains avec lesquels il vit en pleine paix, pendant que de formidables expéditions, dont la destination avouée est évidemment simulée, s'apprêtent dans les ports de la Manche et de la Hollande (V. 13 mai 1803). Chaque année, de 1802 à 1812, voit éclore de nouvelles perfidies, des guerres toujours plus subversives. Le conquérant impitoyable abat la population par coupes réglées ; il verse par torrens le sang français ; et, en dernier lieu, il hasarde l'existence même de la nation, afin de retenir les dépouilles de l'Europe.

Par quel prestige cette nation généreuse est-elle amenée à favoriser d'aussi longs attentats contre l'espèce humaine ? Quels sont ces prodiges qui soutiennent son enthousiasme dans le cours des plus révoltantes iniquités ? Quelle est cette aveugle impulsion qui précipite des millions de citoyens, victimes volontaires, à travers les rochers des Espagnes, les steppes de la Moscovie ? Atteints du même vertige que leur chef, on les voit courir sur ses traces, jusqu'au dernier jour de sa puissance. Il ne faudra pas moins qu'un acte positif de sa volonté souveraine pour rendre le grand nombre de ses sujets à eux-mêmes, à la pensée de leur bonheur, et la déclaration du 11 avril 1814 pourra seule mettre fin à leur servile obéissance !!!

Il devient nécessaire d'examiner attentivement le caractère français, pour expliquer un aveuglement aussi étrange que prolongé. Au temps des rois, le Français aimait sa patrie, non comme le montagnard suisse, qui languit et se dessèche s'il ne tient au sol natal ; non comme l'habitant d'un pays libre, qui chérit des institutions salutaires ; non comme l'indolent et fier Portugais, qui savoure les délices de son climat et vante les richesses spontanées de son territoire. Le Français, belliqueux par tempérament, conquérant d'origine, guerrier par habitude, se flattant de siècle en siècle, de règne en règne, que la France parviendrait à dominer l'Europe, s'attachait à la France par ce sentiment ; du moins ce sentiment était, de tous les liens, le lien le plus fort. Il n'admirait guère dans ses rois que leurs vaillantes fureurs ; il ne célébrait que leurs faits chevaleresques. Mais Charles V, roi sédentaire, qui ne pouvait ni n'aurait voulu commander son armée ; qui viola les droits et les libertés publiques de la nation, tout en ayant l'air de les respecter ; qui,

cependant, répara une partie des désastres de la France, en faisant prédominer son despotisme sur la tyrannie des grands vassaux; Charles V resterait presque oublié, sans la renommée de son connétable Duguesclin. L'imprudent Charles VIII, ramenant les débris de son invincible armée, excitait les transports d'un peuple amateur de merveilles. Les mémoires contemporains de Louis XII louent, par-dessus tout, ses expéditions inconsidérées. François Ier. entreprend des guerres insensées et les fait en aventurier; il ruine la France, il la corrompt, il la dépeuple; il massacre les protestans, il sacrifie l'église gallicane par le plus honteux des concordats; il commet toutes les fautes que peuvent conseiller des femmes corrompues, des courtisans dépravés: néanmoins, les Français du dix-huitième siècle n'ont encore vu, dans cet excès d'impéritie et d'opprobre, que des malheurs immérités: ce roi captif n'a-t-il pas dit que l'honneur n'était pas perdu; en faveur de ce mot, ils n'oseraient lui reprocher d'avoir violé la foi des traités, renié lui-même sa parole d'honneur. La mémoire de Henri IV, à peu près ressuscitée par Voltaire, ne fut tant célébrée, ne devint si populaire dans les salons dorés, que parce que le Béarnais avait, par excellence, les qualités, les passions, les vices et les défauts de l'homme de guerre. D'où provient, en faveur de Louis XIV, cet engouement des Français accablés du poids de ses succès autant que du poids de ses revers, écrasés par son insolent despotisme et sa barbare intolérance, épuisés par ses scandaleuses dissipations, et ruinés par ses exactions toujours renaissantes? De la vue des lauriers cueillis par les grands capitaines du siècle. Quoique ces guerriers fussent les élèves d'une école qui brillait avant son règne, l'auréole de leur gloire n'entourait

que l'effigie du fastueux monarque ; et le Parisien, sortant de Notre-Dame tout ornée de drapeaux ennemis, oubliait sa misère et sa servitude. Tout roi ou ministre qui ouvrit la lice des combats fut impunément despote. Se plaignit-on de Louvois ? Non, mais de Colbert. A toutes les époques, la nation estima peu les souverains pacifiques par sagesse, bienfaisans sans orgueil, qui plaçaient leur satisfaction dans le bien-être du grand nombre de leurs sujets, dans l'aisance des classes laborieuses. On ne voulait pas même d'un bien effectué sans bruit et sans éclat. Quoique, depuis la paix désastreuse de 1763 jusqu'à la mort de Louis XV, en 1774, le royaume, grâce au génie du duc de Choiseul, eût prospéré suivant une progression extraordinaire, on ne sut aucun gré aux ministres d'avoir favorisé cette foule d'heureux développemens ; et si ce prince emporta dans la tombe l'indignation et le mépris de ses sujets, c'était moins à cause de son Parc-aux-Cerfs ou de son odieux trafic sur les blés, qu'à cause du partage de la Pologne et des revers de la dernière guerre.

On ne saurait douter que cette manière de voir et de sentir n'ait déterminé l'abandon général qu'éprouva Louis XVI. Un peuple sensible s'attendrissait en silence sur d'aussi cruelles infortunes ; mais égaré par de fausses notions de grandeur, il ne secourut pas un roi dont les qualités personnelles et les combinaisons politiques n'avaient presque pas ajouté à la gloire nationale. Après la guerre d'Amérique, on ne lui pardonna pas d'avoir laissé humilier le pavillon et le drapeau français, en souffrant l'entrée des escadres russes dans la Méditerranée et des troupes prussiennes à Amsterdam : ce furent ces souvenirs qui valurent une si grande vogue au parti de Brissot. Si les Français avaient aimé le monarque, parce qu'ils aimaient la monarchie,

l'auraient-ils délaissé? Non, sans doute : mais, dans tous les temps, ils s'enivrèrent de la gloire des combats; la passion des armes fut leur passion caractéristique. Sans cesse on confondait l'orgueil avec l'honneur de la patrie. On se croyait bon Français, quand on désirait voir régner son pays sur les pays voisins, sur l'Europe, sur l'un et l'autre hémisphère.

En admettant donc que, dans l'ancienne France, le patriotisme se manifestait par l'effervescence d'une vanité belliqueuse, que le Français, alors même qu'il vivait sous un gouvernement absolu, regardait sa nation comme la reine des nations, et la croyait appelée à dominer sur l'univers, on doit convenir que ce sentiment, ou cette illusion, a dû se fortifier et lui paraître bien plus raisonnable, dès qu'il a renversé le despotisme, et s'est mis en possession d'une liberté civile et politique, plus grande, du moins dans son opinion, que dans toute autre monarchie. Et c'est à ce moment où le Français tressaille de joie, s'exalte dans son triomphe, c'est en 1792 qu'on envahit ses frontières, que les manifestes, les déclarations lui enjoignent de relever le gouvernement qu'il vient d'abattre! La nation indignée se lève tout entière pour défendre son indépendance, ses droits, mais surtout cette suprématie en Europe, dont elle fut toujours si jalouse. Les revers des agresseurs révélant à la nation les secrets de sa force, elle se pénètre de l'idée qu'elle est invincible, et qu'elle doit tout oser. Les plus hardis projets d'invasion, essayés sous Louvois, paraissent, en 1794, d'une facile exécution. Les Français s'avancent de victoire en victoire, et disent, avec fondement, aux imprudens conseillers des rois : « Si vous n'aviez pas » apporté la désolation dans nos provinces, si vous » n'aviez pas attaqué notre liberté naissante, nous ne

» viendrons pas brandir le fer et la flamme au sein
» de vos états, exciter vos peuples à l'insurrection. »

Cette ardeur de vengeance nationale est entretenue par tous les révolutionnaires qui se succèdent dans l'exercice du pouvoir, et par Bonaparte, avec bien plus de succès que par tout autre. Il revient de son lointain et brillant exil au moment même où les Français éprouvent des revers. La nation le salue avec transport, persuadée qu'il ramène la victoire. Elle approuve qu'il arrache les rênes du gouvernement à d'ineptes directeurs. Elle a cependant obéi à tous ces chefs qui ne sont pas militaires, parce qu'ils lui présentèrent toujours l'appât des conquêtes, qu'ils lui parlèrent sans cesse de gloire et d'honneur. De plus en plus épris du tumulte des armes, elle a laissé décimer sa jeune population d'année en année, quoiqu'elle ait vu que les factions paralysaient la bravoure et l'expérience des troupes, ainsi que l'audace et l'habileté des généraux. A quels sacrifices ne se portera-t-elle donc pas désormais, que l'élévation de Bonaparte lui présage les plus brillantes destinées, et lui offre les dépouilles des nations? D'ailleurs, Bonaparte se montre, et il est bien autrement grand que Louis XIV; il possède en lui-même tous les talens d'exécution; il est son Turenne, son Louvois, son Vauban; seul il est l'âme, la tête et le bras de son gouvernement; et, bien plus habile que le fils d'Anne d'Autriche à saisir l'esprit de la nation, à fasciner les yeux sur la réalité des malheurs publics, présentant en masse toutes les idées de fausse grandeur et de domination, il portera l'enthousiasme au plus haut degré, et rabaissera la soumission à son dernier niveau. Les prodiges que sans cesse il fera jaillir les uns des autres, rajeuniront chaque jour ce sentiment exalté d'admiration.

Cette ardeur martiale, déjà si nuisible à la liberté lorsqu'elle gagne la masse du peuple, devient des plus funestes lorsque le monarque se met à la tête des troupes ; la subordination et la discipline d'une armée ne font que trop perdre de vue la solide gloire : le despotisme militaire, utile pour assurer les devoirs du soldat, fait contracter l'habitude de rendre aux personnes cette sorte de soumission que les vrais citoyens croient ne devoir qu'aux lois et à la patrie ! Accoutumés à suivre aveuglément les ordres du général, les subalternes se disposent bientôt à la même déférence pour les commandemens du monarque : lui obéir dans une qualité, et non dans une autre, est une distinction bien délicate pour un soldat ! Depuis dix années, les troupes ne connaissaient et ne voyaient que leur chef : même après ces fautes, même après ses revers, elles le saluaient des acclamations habituelles ; et, au moment de périr, leurs cris de *Vive l'empereur !* rappelaient l'expression de Tacite : *Cæsar, morituri te salutant*. « A son élévation au consulat, dit le ma-
» réchal Gouvion-Saint-Cyr (*Mémoire sur la campa-
» gne de Catalogne*), Napoléon trouva l'armée aussi
» républicaine qu'il l'avait laissée à son départ pour
» l'Égypte ; mais, n'aspirant d'abord qu'à rétablir la
» royauté, en attendant qu'il pût mettre en pratique
» les idées qui l'avaient séduit dans l'Orient, il sentit
» qu'il n'y parviendrait qu'après avoir changé son es-
» prit. Il s'appliqua dès lors à la corrompre ; et, quoi-
» que les principes républicains y eussent jeté de plus
» profondes racines que parmi les citoyens, il y par-
» vint en peu d'années, en introduisant dans les corps
» un luxe effréné, et en excitant tous les genres d'am-
» bition. Les troupes, par leur composition, ne pou-
» vaient conserver long-temps un esprit qui n'était pas

» partagé par la nation. Ainsi, les décorations, qui,
» en 1802, avaient failli être repoussées, ou qui, du
» moins, avaient été accueillies plus que froidement,
» furent reçues plus tard avec transport, et enfin, en
» 1809, on était très-mécontent, en Catalogne, de n'en
» point obtenir, quand on savait les avoir méritées. »

Napoléon savait très-bien qu'il faut mettre les hommes dans les intérêts de notre gloire, si nous voulons qu'elle soit immortelle; mais assez souvent il perdit de vue que nous ne pouvons les y mettre que par des bienfaits solides; que les louanges que nous donnons à nos chefs se rapportent toujours par quelque endroit à nous-mêmes, et que l'avarice ou la vanité en sont les sources secrètes; que la reconnaissance l'emporte sur la vanité, et que celle-ci souffre sans peine que nos bienfaiteurs soient en même temps nos maîtres. La gloire qui finit avec le conquérant est toujours fausse; cette gloire, étant le fruit de l'erreur et de l'adulation, finit avec elle, et les éloges mercenaires, loin d'immortaliser la gloire des hommes fameux, n'immortalisent que l'esprit de cupidité et de bassesse de ceux qui les donnèrent.

Sur la fin de sa carrière, l'empereur se plaignait d'un relâchement de zèle de la part des généraux qu'il avait comblés de ses dons; mais son impatience du repos et son désir des conquêtes étaient parvenus à un tel degré, qu'il ne pouvait que lasser les anciens militaires: il avait épuisé leur activité et glacé leur ardeur en voulant les prolonger indéfiniment. Tandis que sa fureur belliqueuse ne faisait que s'accroître, eux en avaient assez de la guerre après vingt campagnes, en outre, suivant l'observation de Montesquieu: « Comblez
» un homme de bienfaits, la première idée que vous lui
» inspirerez c'est de chercher les moyens de les conser-

» ver, ce sont de nouveaux intérêts que vous lui don-
» nez à garantir. »

Bonaparte, conduisant la nation à la conquête du monde, a reçu en échange le sacrifice de toutes ses libertés, l'abandon de tous ses droits, la disposition de toute sa population militaire. Les Français auront, une deuxième fois encore, manifesté qu'on les mène à la servitude en irritant ce désir, ce penchant irrésistible de dominer, qui furent leurs mobiles dans presque toutes les grandes guerres. Il pourra dire d'eux :

> J'ai cent fois, dans le cours de ma grandeur passée,
> Tenté leur patience, et ne l'ai point lassée.

Puisse cette dernière épreuve les désabuser à jamais, et leur inspirer l'envie bien plus louable de se rendre heureux chez eux-mêmes, en y cultivant tous les avantages qu'ils y possèdent ! Ils seront toujours assez forts pour repousser le bras de l'étranger, s'ils savent être justes les uns envers les autres, et, de plus, mépriser les rivalités nationales. Mais, s'ils ne savaient pas conserver leurs libertés constitutionnelles, si, se précipitant eux-mêmes au-devant de la servitude et de la superstition des anciens régimes, ils se laissaient dérober leur charte constitutionnelle, ils deviendraient bientôt les plus vils, les plus méprisables des hommes : ils seraient les jouets de l'Europe, après en avoir été les maîtres ; après avoir été dépouillés de toutes leurs conquêtes, ils seraient même dépouillés de leur gloire militaire ; l'Europe insulterait à leurs trophées, et c'est dans l'esclavage et la superstition qu'irait s'éteindre une nation brave, généreuse, et digne de la liberté !

FIN DU SEPTIÈME VOLUME.

CATALOGUE

DE LA

LIBRAIRIE DE MOUTARDIER,

RUE GIT-LE-COEUR, N° 4.

Sous presse.

CONTES IRLANDAIS,

PRÉCÉDÉS

D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. BUCHON.

ANECDOTES

DU XIXe SIÈCLE.

CATALOGUE

DE LA

LIBRAIRIE DE MOUTARDIER.

RUE GIT-LE-COEUR, N° 4.

Nouveau Prospectus

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XVI

JUSQU'A L'ANNÉE 1825.

PAR L'ABBÉ DE MONTGAILLARD,

Précédée d'un discours préliminaire,
Et d'une introduction historique sur la monarchie française
Et les causes qui ont amené la révolution;

Ouvrage faisant suite à toutes les histoires de France publiées jusqu'à ce jour.

SECONDE ÉDITION.

La publication de cet important ouvrage touche à son terme. Sept volumes, qui ont paru en quelques mois, attestent l'activité de l'éditeur. Aucun souscripteur n'a pu se plaindre de ces délais prolongés qui fatiguent or-

dinairement leur patience pendant plusieurs années. Aussi jamais succès d'un livre ne fut plus extraordinaire : avant l'impression entière de l'ouvrage, la première édition est épuisée, et de nouveaux souscripteurs se présentent pour la seconde, qui paraîtra dans les premiers jours de mai.

Cette histoire, précédée d'une introduction si remarquable sur la monarchie française, forme le répertoire historique le plus complet sur les dernières époques. Tous les événements et tous les personnages qui ont occupé l'attention publique depuis quarante ans y sont jugés avec indépendance.

On peut le dire avec certitude, l'abbé de Montgaillard a élevé un monument historique qui ne périra pas. L'intérêt vif et palpitant de l'ouvrage, le talent franc et énergique de l'auteur, la clarté et l'exactitude de ses récits, la sévérité si nécessaire, et cependant si difficile, des jugements, tous ces mérites réunis assurent à cet écrivain une place honorable parmi les historiens courageux qui osent dévoiler la vérité et flétrir les coupables : c'est, comme on l'a répété, le véritable Saint-Simon de la restauration.

Nombre de souscripteurs ont exprimé le désir de posséder une table analytique des matières, si nécessaire dans ces sortes d'ouvrages : l'éditeur s'est empressé de répondre à leur vœu, en déclarant cependant que cette table, devant être très volumineuse, ne pourra être comprise dans le tome huitième, et formera le neuvième et dernier. C'est avec le plus grand regret que l'éditeur se voit forcé d'augmenter d'un seul volume le nombre indiqué; mais les souscripteurs, en voyant l'épaisseur

des volumes, la justification et le caractère de l'ouvrage, concevront aisément que l'éditeur n'a point eu l'intention d'accroître le prix de ce livre.

La seconde édition de l'Histoire de France paraît par livraisons de deux volumes.

Chaque vol., de 500 pag. environ, coûte 7 fr. 50 c.
Par la poste. . . . . 9 fr.

CONTES CHINOIS,

PUBLIÉS PAR

M. ABEL REMUSAT.

Le roman chinois qui a paru l'année dernière a produit sur tous les littérateurs une sensation extraordinaire, et a obtenu un succès de vogue dans le monde entier. M. Abel Remusat va maintenant publier des contes chinois dont la variété et le charme exciteront un vif intérêt dans les esprits de tous ceux qui aiment à se délasser agréablement. Les scènes, plus multipliées, présenteront les Chinois sous toutes les formes et sous tous les costumes. On verra un mari et une femme plaidant devant les tribunaux à qui appartient le droit de marier leur fille; deux jeunes gens s'inspirant mutuellement de l'amour par leurs ombres réfléchies dans l'eau, etc., etc. Ces contes, remarquables par leur caractère original et par leur variété, sont imprimés dans le même format que les charmants *Contes de Musæus*, et seront ornés de gravures chinoises.

L'ouvrage sera précédé d'un avant-propos par M. Abel Remusat.

Trois vol in-18. . . . . 7 fr. 50 c.
Par la poste. . . . . 9 fr.

LES SOIRÉES DE NEUILLY,

ESQUISSES DRAMATIQUES ET HISTORIQUES,

PUBLIÉES PAR

M. DE FONGERAY,

Ornées du portrait de l'éditeur et d'un *fac simile* de son écriture.

Les proverbes commencent à défier la censure théâtrale, et la véritable comédie, qui se réfugie dans les livres, se jouera bientôt dans les salons, à la ville et à la campagne. Ce volume que nous annonçons est l'un des plus gais, des plus amusants et des plus spirituels qui aient paru depuis quelque temps. Sa lecture excite le rire, anime la conversation, et ravit les esprits les plus sérieux. *Les Soirées de Neuilly* offrent la peinture de nos ridicules, exposée de la manière la plus plaisante. Depuis le tambour Croquet jusqu'au colonel Lambert, tous les personnages y sont dessinés avec un naturel et une franchise qui plaisent à l'imagination. Ce livre est indispensable à ceux qui veulent jouir des plaisirs de l'esprit et des jeux véritables de la comédie ; dans les châteaux et les maisons de campagne, on passera les soirées les plus agréables en lisant les Esquisses dramatiques.

Un vol. in-8. . . . . 6 fr.
Par la poste. . . . . 7 fr. 50 c.

DE L'ESPRIT PHILOSOPHIQUE

PENDANT LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE,

PAR J.-E. M. PORTALIS,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,

Précédé d'un Essai sur l'origine, l'histoire et les progrès de la littérature française et de la philosophie,

PAR M. LE COMTE PORTALIS,
Pair de France.

Il est peu d'écrivains dont on puisse faire l'éloge à toutes les époques avec le même avantage, et dont les ouvrages soient, au moment même où ils paraissent, rangés parmi ces productions de l'esprit humain que chacun s'empresse d'acquérir, et que tout le monde veut conserver. Une distinction aussi flatteuse était réservée à l'auteur de l'*Esprit philosophique*, et la cause de cette prédilection se trouve et dans les souvenirs que laisse après elle une vie constamment honorable, et dans le mérite inappréciable d'un livre qui, en blâmant l'abus de la philosophie, a surtout pour objet de nous la faire aimer.

J.-E.-M. Portalis a d'ailleurs prêché d'exemple, et sa vie tout entière a été celle du philosophe, sectateur zélé de la vertu et ami de l'humanité. Religieux sans ostentation comme sans faiblesse, nous l'avons vu, pendant nos jours de discorde, ouvrir sa maison comme refuge aux ecclésiastiques qui fuyaient la persécution,

pouvait s'exercer sur un sujet plus digne d'attendrir tous les cœurs, et d'inspirer les sentiments les plus généreux : aussi le succès a couronné les efforts de M. Fabre. Cette histoire, accueillie par les suffrages publics, est lue par les philhellènes de toutes les nations. Qui n'éprouverait une vive curiosité de connaître les malheurs de cette poignée de braves qui se sont immortalisés par un siége à jamais célèbre ? Le discours préliminaire qui précède l'ouvrage fournit les documents les plus utiles et les réflexions les plus sérieuses sur l'état de la Grèce.

Un vol. in-8°, imprimé chez F. Didot. 6 fr.

Par la poste. . . . . 7 fr. 50 c

IU-KIAO-LI,

OU LES DEUX COUSINES,

ROMAN CHINOIS ;

Traduit par Abel Remusat, et précédé d'une préface où se trouve un parallèle des romans de la Chine avec ceux de l'Europe.

M. Abel Remusat a orné cet ouvrage, digne de figurer dans toutes les bibliothèques, d'une préface fort étendue sur la littérature chinoise, et en particulier sur la comparaison des romans des différentes nations.

Une traduction élégante, exacte et simple, et des gravures copiées d'après les originaux chinois, tout concourt à rendre cet ouvrage agréable pour les femmes, instructif pour les jeunes gens, utile aux hommes de lettres, et nécessaire aux voyageurs.

Prix des quatre volumes. . . . . 12 fr.

Par la poste. 15

OEUVRES POÉTIQUES

DE MADAME DUFRÉNOY,

Précédées d'une notice sur sa vie et ses ouvrages, par M. Jay; ornées d'un beau portrait, et de vignettes dessinées par Desenne et gravées par Lecomte; formant un volume in-8°, sur papier d'Annonay superfin satiné, imprimé par Jules Didot, ou deux volumes in-18 imprimés sur grand-jésus vélin.

Les poésies de madame Dufrénoy ont obtenu pendant sa vie un succès trop éclatant pour qu'il soit besoin d'en rappeler le charme et le mérite. Il suffira aux éditeurs d'apprendre au public que toutes les pièces inédites recueillies à sa mort complètent le recueil de ses œuvres poétiques. Nous pouvons promettre qu'aucune édition ne sera plus précieuse que celle-ci : l'élégance des dessins, la beauté des vignettes, la correction du texte et le mérite de la typographie, ne seront pas révoqués en doute quand on saura que les artistes les plus distingués, MM. Desenne, Lecomte et Jules Didot, ont associé leurs talents pour élever un monument indestructible à la mémoire de madame Dufrénoy. Une notice de M. Jay sur sa vie et ses ouvrages ajoute un nouvel éclat à l'auréole de gloire qui couvre les lauriers du poète.

Prix du volume in-8°..........	10 fr.
Ou 2 volumes in-18.	10 fr.
Par la poste.................	11 fr. 50 c.
Relié en maroquin d. s. t. f. froids. . .	17 fr.
En veau d. s. t.	14 fr.
Cartonné à la Bradel, papier gaufré.	11 fr.

MEMOIRES DE G.-J. OUVRARD,

Ornés de son portrait et de deux *fac simile*. Seconde et troisième parties.

QUATRIÈME ÉDITION.

La troisième et dernière partie paraît.
Prix de chaque volume . . . . 6 fr.
Par la poste. . . . . 7 fr. 50 c.

OEUVRES COMPLETES

DE MESDAMES

De la Fayette, de Tencin, et de Fontaines,

Ornées de deux beaux portraits, et précédées de notices par MM. Étienne et Jay.

Les romans de caractères, de mœurs, de passions, ne sont pas moins au-dessus de ces compositions hermaphrodites dont le mélange monstrueux a tant de charmes pour le vulgaire, que les ouvrages immortels des Corneille, des Racine et des Molière ne l'emportent sur ces productions bâtardes qui s'efforcent vainement d'envahir notre scène dramatique.

Dans l'un et l'autre genre, nous n'avons rien à envier aux autres nations : il n'y a qu'un Molière et qu'un Lesage, et la France les a produits. On a traduit une multitude de romans allemands et anglais écrits par des femmes d'esprit et de talent ; mais les muses françaises conservent encore une grande supériorité sur les muses

étrangères. Parmi les écrits de ce genre qui plaisent aux esprits délicats et aux imaginations ardentes, il faut mettre les œuvres si pures et si suaves de madame de La Fayette et les compositions si passionnées de madame de Tencin. Les ouvrages de ces deux femmes célèbres, si différentes cependant par leurs mœurs, leur caractère et leur position sociale, ont toujours été réunis, et les nouveaux éditeurs les ont fait précéder de notices très développées, dans lesquelles on a examiné l'influence diverse qu'a exercée sur les deux auteurs le siècle où ils ont vécu. Les deux écrivains qui ont rédigé ces notices ont ainsi placé en opposition le règne de Louis XIV et la régence, et ils en ont fait jaillir des considérations sur les mœurs, les intrigues et la politique de ces deux époques si rapprochées, et cependant si différentes. Elles contiennent l'une et l'autre des détails piquants et des rapprochements curieux pour les observateurs et pour les moralistes. MM. Étienne et Jay ont groupé les événements et comparé les temps anciens et les temps modernes avec cette délicatesse de tact et cette finesse d'esprit qui distinguent tout ce qui sort de leur plume facile et spirituelle. Cette nouvelle édition est d'ailleurs imprimée avec le plus grand soin, sur papier fin des Vosges satiné, et en très beaux caractères; elle est de plus ornée des portraits de madame de La Fayette et de madame de Tencin, dessinés et gravés par l'un des plus habiles artistes.

Le *Journal des Débats* et *le Constitutionnel* ont fait l'éloge de cette belle édition.

Cinq volumes in-8°, papier fin satiné. Prix. 30 fr.
Cartonnés élégamment, papier gaufré . . . 36 fr.

Discours du général Foy,

Deuxième édition.

2 vol in-8°. . . . . 12 fr.
Cartonnés à la Bradel.. . . . . 14 fr. 50 c.
Le même, papier vélin, prix double.

MÉMOIRES DE LA CHALOTAIS,

Précécédés d'une introduction, par Gilbert de Voisin.

Un volume in-8°. . . . . 2 fr. 50 c.

ESSAI D'ÉDUCATION NATIONALE,

Ou Plan d'études pour la jeunesse,

PAR LA CHALOTAIS.

Un volume in-18. . . . . 2 fr. 50 c.
Par la poste. . . . . 3 fr.

HISTOIRE DU MINISTÈRE

DU CARDINAL DE RICHELIEU,

PAR A. JAY.

Deux vol. in-8°. Prix. . . . . 12 fr.

MANUEL

GÉNÉRAL ET NOUVEAU DES VOYAGEURS,

Négociants, administrateurs, hommes d'affaires, et de tous ceux qui désirent connaître les produits de l'industrie et du sol français, ou Statistique complète de la France par départements, arrondissements, cantons, communes et hameaux, sous les rapports historique, agricole et commercial, avec indication du ressort des juridictions religieuse, ministérielle et judiciaire; de la population de chaque commune; des jours de foire et marchés; des différents genres de produits de toutes les manufactures, fabriques et établissements français ou coloniaux; des monuments publics, antiquités, curiosités et productions de chaque pays. Ouvrage orné de la carte routière de M. Simencourt. Par Cartier-Vinchon, de l'Athénée des arts de Paris, etc.

Prix. . . . . 5 fr.

Dictionnaire

DES GENS DE LETTRES VIVANTS,

Par un descendant de Rivarol.

Un vol. in-18. Prix. . . . . 2 fr. 50 c.
Par la poste. . . . . 3 fr.

N. B. Les ouvrages de M. le comte de Montlosier se trouvent aussi chez Moutardier, rue Gît-le-Cœur, nº 4.

On trouve à la même librairie des exemplaires ornés d'élégantes reliures et de jolis cartonnages.

IMPRIMERIE DE GUIRAUDET, RUE SAINT-HONORÉ, Nº 315.







